

SOMMAIRE²²

RÉSUMÉ.....	III
ABSTRACT.....	V
REMERCIEMENTS	VII
AVANT-PROPOS	XI
SOMMAIRE	XIII
LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS.....	XV
 INTRODUCTION GÉNÉRALE	 - 1 -
 PARTIE 1	
MOTIVATIONS EMPIRIQUES ET POSITIONNEMENTS CONCEPTUELS DE LA RECHERCHE	- 13 -
 CHAPITRE 1	
MOTIVATIONS EMPIRIQUES : RÉPONDRE AUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR LES STANDARDS VOLONTAIRES DE DURABILITÉ ET PAR LE COMMERCE ÉQUITABLE	- 17 -
1. EMERGENCE ET MULTIPLICATION DES STANDARDS VOLONTAIRES DE DURABILITÉ	- 17 -
2. LE COMMERCE ÉQUITABLE : UN STANDARD SOCIAL	- 26 -
3. QUID DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ?	- 37 -
 CHAPITRE 2	
DU COMMERCE ÉQUITABLE À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : REVUE DE LA LITTÉRATURE ET CONSTRUCTION DE QUESTIONS ET D'HYPOTHÈSES DE RECHERCHE	- 41 -
1. LIENS EMPIRIQUES ENTRE LE COMMERCE ÉQUITABLE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : UNE REVUE DE LA LITTÉRATURE	- 42 -
2. CADRE D'ANALYSE POUR IDENTIFIER ET DISCUTER LES CHEMINS D'IMPACTS POTENTIELS À PARTIR DE LA LITTÉRATURE EMPIRIQUE	- 52 -
3. CHEMINS D'IMPACTS POTENTIELS ENTRE LE CE ET LA SA	- 58 -
4. CONSTRUCTION DES QUESTIONS ET HYPOTHÈSES DE RECHERCHE.....	- 71 -
 CHAPITRE 3	
APPROCHES CONCEPTUELLES	- 77 -
1. CADRE CONCEPTUEL DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET SA MESURE À L'ÉCHELLE DES MÉNAGES - 77 -	
2. LA « SÉCURISATION ALIMENTAIRE »	- 86 -
3. L'EMPOWERMENT COMME MOYEN D'ATTEINDRE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.....	- 90 -
 CONCLUSION PARTIE 1	103
 PARTIE 2	
CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE	105
 CHAPITRE 4	
CONTEXTE DE LA RECHERCHE :	
COMMUNAUTÉS CAFÉICULTRICES DES ÂNDES PÉRUVIENNES.....	- 109 -
1. LE CAS DES CHAÎNES DE VALEUR CAFÉ	- 109 -
2. LE CAS SPÉCIFIQUE DU PÉROU.....	- 114 -
3. PRÉSENTATION DE LA ZONE D'ÉTUDE	- 125 -

²² Une table des matières détaillée est présentée à la fin du document.

CHAPITRE 5

MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE : DÉMARCHE DE L'ENQUÊTE ET COLLECTE DES DONNÉES- 131 -

1. QUELLE DÉMARCHE DE RECHERCHE POUR ÉVALUER LES CHANGEMENTS INDUITS PAR LE COMMERCE ÉQUITABLE ? - 131 -
2. CONSTRUCTION DES DONNÉES - 139 -

CHAPITRE 6

CARACTÉRISATION DE L'ÉCHANTILLON : DESCRIPTION DES ACTIVITÉS DE MOYENS

D'EXISTENCE..... - 149 -

1. PRÉSENTATION DU CONTEXTE ET DES STATISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES - 149 -
2. LES ACTIVITÉS DE MOYENS D'EXISTENCE MISES EN ŒUVRE PAR LES MÉNAGES AGRICOLES .. - 152 -

CONCLUSION PARTIE 2 - 164 -

PARTIE 3

RÉSULTATS DES RECHERCHES - 165 -

CHAPITRE 7

VERS UNE TYPOLOGIE DES MÉNAGES EN LIEN AVEC LEURS PRATIQUES DE SÉCURISATION

ALIMENTAIRE SPONTANÉES - 169 -

1. INTRODUCTION - 169 -
2. CADRE D'ANALYSE ET HYPOTHÈSES - 170 -
3. MATÉRIEL ET MÉTHODES - 172 -
4. DES MÉNAGES CAFÉICULTEURS EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE SAISONNIÈRE - 178 -
5. UNE PLURALITÉ DE CAUSES ET DE RÉPONSES FACE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE SAISONNIÈRE - 183 -
6. VERS UNE TYPOLOGIE DES MÉNAGES CAFÉICULTEURS..... - 193 -
7. CONCLUSION - 201 -

CHAPITRE 8

QUEL EST L'IMPACT DU COMMERCE ÉQUITABLE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES CAFÉICULTEURS CERTIFIÉS ? - 205 -

1. INTRODUCTION - 205 -
2. REVUE DE LA LITTÉRATURE ET HYPOTHÈSES - 206 -
3. MATÉRIEL ET MÉTHODE: ESTIMATION DE L'IMPACT - 209 -
4. RÉSULTATS..... - 219 -
5. DISCUSSION - 223 -
6. CONCLUSION - 230 -

CHAPITRE 9

L'ACTION COLLECTIVE : MOTEUR D'EMPOWERMENT ET DE CAPACITÉS DE SÉCURISATION

ALIMENTAIRE ?..... - 233 -

1. INTRODUCTION - 233 -
2. CADRE D'ANALYSE: AGENCÉITÉ COLLECTIVE, ESPACE DE CAPABILITÉS ET SÉCURISATION ALIMENTAIRE - 235 -
3. MATÉRIEL ET MÉTHODES - 239 -
4. DESCRIPTION DES DEUX DYNAMIQUES COLLECTIVES - 242 -
5. L'AGENCÉITÉ COLLECTIVE FAVORISE L'EMPOWERMENT..... - 250 -
6. DISCUSSION - 264 -
7. CONCLUSION - 270 -

DISCUSSION GÉNÉRALE, CONCLUSIONS ET FUTURES PERSPECTIVES..... - 275 -

RÉFÉRENCES - 299 -

ANNEXES - 317 -

TABLES DES MATIÈRES - 359 -

LISTE DES ACRONYMES ET ABREVIATIONS

BCI	Better Cotton Initiative
CCE	Comité de Commerce Equitable
CECANOR	Central de Cafetaleros del Nororiente
CICAP	Centro de Investigación Capacitación Asesoría y Promoción. Centre de recherche, formations, conseils et plaidoyer. ONG Péruvienne
CLAC	<i>Coordinadora Latinoamericana y del Caribe de Comercio Justo</i>
CSI	<i>Coping Strategy Index</i>
ELCSA	<i>Escala Lationamericana y Caribena de Seguridad Alimentaria</i>
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FLO	<i>Fairtrade Labelling Organisation (ancien nom de Fairtrade International FTI)</i>
FOB	<i>Free on Board</i>
FSC	<i>Forest Stewardship Council</i>
FSP	<i>Fairtrade Sourcing Program</i>
FTI	<i>Fairtrade International</i>
FTUSA	<i>Fair Trade USA: anciennement Transfair USA</i>
HDDS	<i>Household dietary diversity score</i>
HFIAS	<i>Household Food Insecurity Access Scale</i>
IFOAM	<i>IFOAM-Organics international. Ex: International Federation of Organic Agriculture Movement</i>
ISEAL	International Social and Environmental Accreditation and Labelling
ISO	International Organization for standardization (Organisation internationale de standardisation)
ITC	International Trade Center
JNC	Junta Nacional del Café. Fédération Nationale du café regroupant des organisations de producteurs au Pérou
MH	Max Havelaar
MIFP	Months of inadequate food provisioning
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
OP	Organisation de producteurs
OPTCO	Organic Products Trading Company
PEFC	Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes
PROASSA	Promotora de Agricultura Sustentable S.A
RA	Rainforest Alliance/ Sustainable Agriculture Network
RSB	Rountable of sustainable biofuel
RSPO	Round table of sustainable Palm oil
RTRS	Round table of responsible soy
SPP	<i>Simbolo de Pequeños productores (Symbole des producteurs paysans)</i>
SVD	<i>Standards Volontaires de Durabilité</i>
WFTO	World Fair Trade Organisation
WWF	World Wildlife Fund

INTRODUCTION GENERALE

A partir d'une étude de cas empirique, cette thèse évalue la contribution du commerce équitable à la sécurité alimentaire qui est un enjeu de développement durable particulièrement critique pour les populations rurales des pays en développement. Cette introduction générale positionne la problématique de la thèse puis pointe l'intérêt particulier de notre recherche dans le contexte des filières café au Pérou. Elle expose ensuite la démarche de recherche utilisée et s'achève par l'annonce du plan de la thèse.

1. Contexte général : les standards volontaires de durabilité et la sécurité alimentaire

Les standards volontaires de durabilité (SVD) sont des normes élaborées par le secteur public ou privé, en vue d'améliorer les pratiques du point de vue environnemental et social. Dans le secteur agro-alimentaire, ils sont devenus des outils prépondérants pour réguler les manières de produire, de distribuer, et de consommer les productions agricoles. Les premiers standards volontaires ont émergé pour dénoncer l'opacité des systèmes agro-alimentaires traditionnels et favoriser des pratiques de production et d'échange transparentes rapprochant consommateurs et producteurs. C'est le début des standards biologiques dans les années 1960 puis équitables dans les années 1980. Pendant les années 1990 et 2000, les SVD se sont multipliés en réponse aux critiques récurrentes des Organisations Non Gouvernementales (ONG) envers les effets sociaux et environnementaux néfastes des pratiques agricoles et de la globalisation des échanges dans le secteur agro-alimentaire : déforestation, pollution des eaux et des terres, non-respect des droits de l'Homme, faibles rémunérations, déplacements de populations indigènes etc.

La citation ci-dessous, issue d'un récent rapport édité par l'ONG internationale de conservation WWF et l'organisation globale ISEAL³, résume ce à quoi aspirent les SVD : être des outils qui régulent les pratiques des acteurs des filières par le marché dans le but de contribuer au développement durable dans ses trois dimensions, économique, sociale et environnementale.

“Sustainability standards are market-based tools, designed to address the most pressing sustainability challenges within a given sector or industry. They establish criteria that producers, processors and other supply chain actors must meet to bring about positive social, environmental and economic impacts. By integrating more sustainable practices in

³ISEAL signifie « *International Social and Environmental Accreditation and Labelling* ». Cette méta-organisation à l'échelle globale créée en 2002 regroupe de nombreuses organisations de standardisation et d'accréditation privée. Elle a pour but de renforcer la collaboration entre les standards de durabilité et de distinguer les standards dits « crédibles ». Pour se faire, ISEAL demande à ses membres de respecter ses trois méta-standards qui spécifient les procédures à suivre pour (i) construire, structurer et réviser un standard de durabilité (« *Standard setting code* »), (ii) pour vérifier le respect des normes (« *Assurance code* »), et (iii) pour évaluer leurs effets (« *Impacts code* »).

supply chains, they provide a concrete link between sustainable production and sustainable consumption.” (WWF et ISEAL, 2017)

Il existe une grande diversité de SVD. Ils se distinguent en fonction de leur statut juridique (standards privés ou publics), des dimensions du développement durable qu'ils ciblent (social, économique, écologique, sanitaire), des filières qu'ils concernent (multi-commodités ou sectorielle), et des acteurs impliqués dans leur définition (ONG, plates-formes multi-parties prenantes, entreprises, producteurs etc.). Aussi, ils se distinguent les uns des autres en fonction des acteurs qu'ils définissent comme éligibles à la certification (producteurs familiaux, Organisations de Producteurs (OP), plantations). Malgré ces différences, ils s'inscrivent tous dans un dispositif appelé Régime Tripartite de Standardisation (RTS) (Loconto et Busch, 2010; Busch, 2011; Fouilleux et Loconto, 2017) composé d'organisations et d'activités (i) de standardisation, (ii) de certification et (iii) d'accréditation des organismes certificateurs. L'organisation propriétaire du standard est chargée de définir le cahier des charges qui décline en « principes », « critères » et « indicateurs » le sens donné à la durabilité. Un mécanisme d'audit (généralement tierce partie) est mis en place pour garantir que les pratiques requises soient appliquées et pour assurer la crédibilité du standard aux acheteurs (entreprises et/ou consommateurs). Pour les consommateurs, cette dernière est rendue visible par des labels figurant sur les produits. Ce sont les actes de consommation de produits labellisés qui *in fine* régulent et orientent les modes de production et de commercialisation des matières premières agricoles. Ainsi, publics ou privés, les SVD relèvent tous d'une privatisation de la régulation (Djama, 2011; Fouilleux et Loconto, 2017).

Les SVD sont promus par les agences internationales comme outil favorable à la fois à la consommation responsable, aux pratiques de production durables et au développement. A titre d'exemple, dans son rapport de 2012 intitulé « *Le futur que nous voulons* », la FAO recommande d'incorporer des incitations à la consommation (et à la production) responsable dans les systèmes alimentaires. Divers outils sont suggérés, parmi lesquels les SVD :

“Incentives can be created through a range of instruments – including regulations on pollution from agriculture; the development of extension, credit and input supply policies to support sustainable production practices; direct payments for environmental services; and consumer information and labelling (...) Voluntary standards on sustainability can play a key role in enhancing sustainable consumption as a driver of sustainable production” (FAO, 2012b)

La promotion des SVD a accéléré leur création et la mise en marché des produits certifiés. Alors qu'ils n'étaient que quelques-uns au début des années 1990, le Centre du Commerce International (*International Trade Center ITC*) compte aujourd'hui 135 standards différents dans les filières agro-alimentaires⁴.

Les SVD visent souvent des produits tropicaux tels que le café, le cacao ou l'huile de palme, cultivés dans les pays en développement et exportés. Les producteurs et les entreprises des filières globalisées doivent souvent adopter un ou plusieurs SVD pour accéder aux marchés des pays industrialisés, demandeurs en qualité socio-environnementale. Le secteur du café

⁴Obtenu sur le site <http://www.standardsmap.org/identify> consulté le 12 janvier 2018.

fait figure de pionnier dans le monde des SVD car les problématiques sociales et environnementales associées y sont très importantes : perte de biodiversité et de fertilité des sols, pauvreté, insécurité alimentaire, travail des enfants etc. Il reste aujourd'hui le premier produit agricole certifié par un ou plusieurs SVD représentant 25% des volumes produits à l'échelle globale (Lernoud et al., 2017).

Bien que les standards s'appliquent à l'ensemble des acteurs des filières (producteurs, exportateurs, transformateurs, importateurs), une attention particulière est donnée aux producteurs. Pour les producteurs des pays en développement, l'accès à des marchés globaux régulés par des SVD est considéré comme un vecteur de développement (Maertens and Swinnen, 2009; Ponte and Cheyns, 2013; Hansen and Trifković, 2014). En effet, 78 % des pauvres vivent en zones rurales et dépendent très largement de l'agriculture pour assurer leurs moyens d'existence. L'agriculture est considérée comme un levier dans la lutte contre la pauvreté, notamment par l'inclusion des petites exploitations familiales dans les marchés. En particulier pour les petits producteurs des pays en développement, les enjeux de développement durable sont liés à l'enjeu de sécurité alimentaire, définie telle que *« tous les êtres humains aient, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active »* (FAO, 2009).

En 2012, la FAO soulignait leur inter-relation: *“Eradication of hunger and sustainable agricultural and food systems are interdependent”* (FAO, 2012b). Elle rappelle que les objectifs fixés à la conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) ne pourraient être atteints que si la sécurité alimentaire était assurée pour tous. Elle met en avant le besoin de promouvoir des marchés agro-alimentaires plus équitables (*“fair”*) et la nécessité pour tous les acteurs des systèmes alimentaires de mettre en œuvre des approches de développement agricole intégrant des objectifs de sécurité alimentaire, plus particulièrement dans les pays en développement. En 2015, les Objectifs de Développement Durable (ODD) signés à l'ONU réaffirment cet engagement en appelant à construire des systèmes de production, de commercialisation et de consommation alimentaire qui vont dans le sens d'une réduction de l'insécurité alimentaire. Ces objectifs sont regroupés dans le deuxième ODD: *« Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable »*.

Dans les SVD et malgré leur volonté de contribuer au développement durable et au développement des populations pauvres, aucune synergie n'est faite avec l'enjeu de sécurité alimentaire. Les organisations investies dans l'élaboration ou la promotion des SVD ne font pas de liens entre ces outils et cet enjeu. A titre d'exemple, ISEAL et WWF mènent une réflexion générale sur la manière dont les acteurs certifiés peuvent contribuer aux ODD. Ils expliquent que les SVD peuvent contribuer au deuxième ODD via la promotion d'une agriculture durable, mais les questions de sécurité alimentaire ou de nutrition (qui font partie intégrante de cet objectif) sont omises (WWF et ISEAL, 2017).

La dissociation entre les SVD et la sécurité alimentaire existe aussi dans leurs évaluations. L'essor marqué des SVD a entraîné de nombreux travaux d'évaluation qui interrogent leur pertinence pour contribuer à améliorer les moyens d'existence des producteurs des pays en

développement engagés dans ces filières. Cette question est centrale pour les consommateurs, prêts à payer un surcoût pour contribuer au développement durable et au soutien des producteurs pauvres. Elle l'est aussi pour les agences de développement et les Etats qui décident des initiatives et des outils de régulation à privilégier pour contribuer au développement durable.

De nombreuses études se sont intéressées aux effets des SVD sur des critères économiques et environnementaux. Au contraire, peu d'études évaluent leurs effets sur la sécurité alimentaire. Oosterveer et al. (2014) amorcent une réflexion sur les conséquences inattendues de la certification durable pour l'huile de palme (RSPO⁵) sur la sécurité alimentaire locale et globale. Les auteurs mettent en évidence le besoin de davantage de recherches pour comprendre les effets des SVD sur ces questions, et notamment sur la manière d'améliorer la place des petits producteurs dans ces schémas de certification pour qu'ils soient bénéfiques du point de vue de la sécurité alimentaire.

Ce travail de thèse est ancré autour de la rupture entre d'une part, l'intérêt croissant pour les SVD et leurs effets ; et d'autre part les enjeux de sécurité alimentaire, centraux dans les instances internationales pour le développement. A partir de ce constat, cette thèse entend contribuer à une meilleure compréhension des effets des SVD sur la sécurité alimentaire des producteurs, à partir du cas du commerce équitable.

2. Le cas du commerce équitable

Dans la « jungle des standards de durabilité » (Vagneron et Daviron, 2012), le commerce équitable fait partie des standards pionniers avec ceux de l'agriculture biologique ⁶.

Le commerce équitable a d'abord été initié et promu en tant que mouvement politique impulsé par des associations de consommateurs (*Alternative Trading Organisations* ATOs) et des ONG dans les pays industrialisés. Ce mouvement exprimait les préoccupations quant aux impacts négatifs de l'agriculture sur les conditions de travail et de rémunération des producteurs (Vagneron et Daviron, 2012). Il a donc été créé, non pas pour des raisons environnementales comme la plupart des SVD (Fiorini et al., 2017), mais pour réduire l'opacité quant aux conditions sociales et économiques de production et de distribution des produits tropicaux. Il s'agissait de créer une alternative aux marchés conventionnels pour offrir des opportunités de développement aux producteurs pauvres des pays du Sud :

« Fondamentalement, le commerce équitable est une réponse à l'échec du commerce conventionnel, incapable de fournir des moyens de subsistance durables et des opportunités de développement aux populations des pays les plus pauvres du monde »
(FTI et WFTO, 2009)

A partir de la fin des années 1980, les produits issus du commerce équitable sont soumis à un cahier des charges audité par un certificateur externe. Grâce aux labels apposés sur les

⁵“Round table of Sustainable Palm Oil” RSPO est le SVD pour les filières d'huile de palme.

⁶ IFOAM (Organics International, ex *International federation of organic agriculture movement*) a été créé en 1972.

produits, ces derniers sont alors commercialisés dans les circuits de distribution conventionnels. Les différentes initiatives nationales de commerce équitable (comme Max Havelaar France) se regroupent en une organisation commune globale en 1997 : *Fairtrade International* (FTI)⁷. FTI est le principal standard de commerce équitable à l'échelle globale.

Le commerce équitable est présenté comme une alternative contribuant non seulement au développement durable de manière générale mais aussi au soutien aux plus pauvres en visant exclusivement (sauf exceptions) les petits producteurs familiaux des pays en développement. En cela, il se distingue d'autres SVD comme les plates formes qui ciblent avant tout les grandes entreprises afin de réduire leurs externalités négatives environnementales et sociales. Il instaure des règles de production et d'échange des produits afin de transformer les relations commerciales dans les filières. L'objectif est de favoriser l'inclusion des producteurs marginalisés pour qu'ils puissent bénéficier des échanges globalisés pour améliorer et sécuriser leurs moyens d'existence. Il s'agit de la seule certification qui contraigne les relations commerciales avec l'introduction d'un prix minimum plancher et d'une prime de développement pour les organisations de producteurs (OP). Le commerce équitable s'est donc construit sous le paradigme « *trade not aid* ». Acheter un produit équitable permettrait de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des producteurs, en valorisant commercialement leurs activités agricoles traditionnelles.

Face aux revendications affichées, les impacts du commerce équitable ont été documentés sur un ensemble de critères à plusieurs niveaux d'impacts: parcelle, exploitation agricole, ménage, organisation de producteurs, communauté, filière (Ruben et Hoebink, 2015; Van Rijsbergen et al., 2016). Les évaluations prennent soit la forme d'études de cas qualitatives qui permettent de comprendre les mécanismes, soit d'études quantitatives cherchant à mesurer la relation de causalité entre la participation au commerce équitable et des résultats de moyens d'existence attendus (Ruben, 2017).

Evaluer l'impact du commerce équitable est un exercice complexe (Nelson et Martin, 2017). Cette complexité est liée à plusieurs facteurs. Les standards impliquent de nombreux acteurs (producteurs, OP, organisations non-gouvernementales en soutien, acheteurs, Etat etc.) dont les pratiques conditionnent la façon dont les standards vont influencer les producteurs (Nelson et Martin, 2017). Ils poursuivent simultanément des objectifs divers sous un même programme (Ruben, 2017). Ils sont eux-mêmes composés d'un ensemble d'instruments de développement et de normes (Ruben, 2017). Certains de ces instruments ne sont pas systématiquement enclenchés car ils dépendent des conditions des marchés internationaux (cas du prix minimum garanti dans le commerce équitable) (Nelson et Martin, 2017). De plus, les producteurs s'engagent souvent dans de multiples démarches de certifications durables (Fiorini et al., 2017; ODI, 2017). Enfin, l'équilibre entre l'offre et la demande dans les marchés certifiés n'est pas toujours atteint, limitant ainsi l'accès effectif au marché (Lernoud et al., 2017). De par cette réalité empirique, de nombreuses difficultés (méthodologiques et conceptuelles) doivent être surmontées pour comprendre les effets des standards équitables.

⁷ L'organisation *Fairtrade International* était précédemment nommée *Fairtrade Labelling Organisation* (FLO)

Par ailleurs, à l'image des évaluations sur les SVD en général, les évaluations d'impacts du commerce équitable traitent majoritairement de critères économiques, et au contraire peu d'attention est portée vers des enjeux sociaux, en particulier la sécurité alimentaire. L'étude de l'ODI (2017) qui compile et analyse les études réalisées entre 2009 et 2015 conclut : « *Most [studies] focused on income and expenditure, while a small number assessed wellbeing in terms of food security and access to education* ».

Quelques études académiques ou rapports se sont intéressés à cet enjeu dans les communautés caféicultrices latino-américaines dans les années 2010. Ils témoignent de l'intérêt croissant de certains universitaires ou acteurs des filières (torréfacteurs ou autres acteurs du secteur du café) à s'emparer de l'enjeu d'insécurité alimentaire et à mettre en œuvre des actions localement. Ces actions ont permis de capitaliser des informations sur les facteurs corrélés à l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, trois études publiées ont cherché à mesurer l'impact de la certification FTI sur certaines dimensions de la sécurité alimentaire des ménages engagés dans ces filières certifiées en Afrique de l'Est (Becchetti et Costantino, 2008; Chiputwa et Qaim, 2016; Meemken et al., 2017). Leurs résultats ne font toutefois pas consensus et davantage de recherches est nécessaire pour comprendre ces relations.

Dans cette thèse, nous ciblons notre analyse sur le cas du commerce équitable car c'est le SVD le plus abouti sur les questions sociales et économiques. Il se veut très clairement en faveur de l'amélioration des conditions de vie des producteurs et de leurs familles, et il cible essentiellement les producteurs familiaux qui sont les principales victimes d'insécurité alimentaire. Deux tiers des personnes souffrant d'insécurité alimentaire à l'échelle globale vivent en zone rurale, et 50% sont à la tête de petites exploitations agricoles familiales (Bélières et al., 2014). C'est ce que certains appellent « *le paradoxe de la faim chez les producteurs* » (Bacon et al., 2014).

3. Objectifs de la recherche et présentation de la démarche empirique

Cette thèse vise à comprendre la relation entre le commerce équitable, la sécurité alimentaire des ménages engagés dans ces filières certifiées et les moyens d'y parvenir. La problématique générale est déclinée en trois objectifs de recherche.

Premièrement, le phénomène d'insécurité alimentaire chez les ménages agricoles certifiés par le commerce équitable nécessite d'être davantage documenté. Nous détaillerons le contexte local, l'ampleur de l'insécurité alimentaire dans les communautés caféicultrices et les pratiques spontanées mises en œuvre pour y faire face avant de traiter la question du commerce équitable. Nous défendons l'idée que le commerce équitable n'est qu'un des éléments d'un système d'activités plus complet et qu'il importe de l'appréhender comme tel. **Cette thèse caractérisera dans un premier temps le type d'insécurité alimentaire vécue, examinera la manière dont les producteurs expliquent leurs situations alimentaires (causes perçues), comment ils tentent de répondre à ces difficultés (Objectif 1). Nous identifierons et discuterons l'hétérogénéité qui existe au sein des ménages.**

Le deuxième objectif porte sur la question des effets de causalité des mécanismes du commerce équitable sur la sécurité alimentaire des ménages. Selon la « théorie du changement » de FTI, une augmentation et une stabilisation des prix et des revenus de la culture de rente par la régulation des pratiques commerciales sont censées contribuer à la sécurité alimentaire. Toutefois, la relation de causalité entre les capacités financières d'un ménage (notamment issues de revenus agricoles) et leur situation alimentaire est incertaine. Il existe un fort débat sur les relations entre l'agriculture commerciale et la sécurité alimentaire (Anderman et al., 2014; Wiggins et al., 2015). Ce chemin d'impact reste à démontrer empiriquement dans le cas du commerce équitable. **Après avoir observé la capacité du commerce équitable à augmenter les prix et les revenus de la culture de rente, cette thèse questionnera l'impact du commerce équitable sur la sécurité alimentaire sur la base d'enquêtes quantitatives (Objectif 2).**

Le troisième et dernier objectif porte sur la part de la dimension collective dans les effets attendus du commerce équitable. Peu de recherches sur le commerce équitable s'intéressent aux processus, aux trajectoires et aux rôles des activités collectives dans un but d'*empowerment* en lien avec la sécurité alimentaire (Bacon, 2015). Or, Bacon et al. (2017) font valoir que les études devraient tenir compte des « objectifs collectifs » du commerce équitable, comme celui d'*empowerment*, dans l'analyse de la contribution du commerce équitable pour réduire l'insécurité alimentaire. De plus, la plupart des études actuelles ont une posture statique. Or, certains auteurs estiment que le nombre d'années d'affiliation est un facteur clé qui améliore l'impact du commerce équitable sur les ménages certifiés (Vagneron et Roquigny, 2010), en particulier en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle comme démontré récemment par Chiputwa et Qaim (2016). Par ailleurs, parmi les récentes évolutions au sein des instances du commerce équitable, la plus franche a été la scission entre l'organisation FTI et l'organisation nationale américaine Transfair USA en 2012. L'un des points de divergence concerne l'inclusion de davantage de communautés dans le commerce équitable : des coopératives et associations, mais aussi des groupes de producteurs indépendants ou des travailleurs de plantations. Cette ouverture, radicalement opposée à la stratégie de FTI, remet en cause le rôle central des OP qui était un moyen emblématique du commerce équitable pour atteindre les objectifs d'*empowerment*, de moyens d'existence durables, et y compris ceux de sécurité alimentaire. **La thèse étudiera alors de quelle manière les normes de commerce équitable contribuent à l'*empowerment* des producteurs—en particulier comme moyen d'améliorer la sécurité alimentaire—, via l'organisation de producteurs (Objectif 3).**

Si les trois objectifs posés sont d'abord issus de questions empiriques, ils renvoient à différents champs théoriques.

La sécurité alimentaire est approchée avec une décomposition du concept en différentes composantes qualifiant l'accès à la nourriture (Coates, 2013), plutôt qu'en ses 4 piliers communément utilisés⁸. La sécurité alimentaire est alors comprise comme étant la capacité des ménages à accéder (i) toute l'année sans incertitude ou préoccupations à une alimentation (ii) suffisante, (iii) nutritive, et (iv) acceptée socialement.

⁸Disponibilité, accès, utilisation et stabilité

Puis, les actions et les processus pour améliorer les situations alimentaires sont appréhendées avec la notion de sécurisation alimentaire spontanée (Heron, 2016). Cela constitue une nouvelle approche utilisée pour comprendre ce que font les acteurs au quotidien en matière de production et d'approvisionnement alimentaire, avec des ressources limitées et des informations parcellaires. La capacité à influencer sa capacité d'accès à la nourriture toute l'année est reliée à la notion d'*empowerment*. L'*empowerment* est un processus qui se matérialise par le gain de différents types de pouvoirs (« d'agir », « sur », « intérieur », « avec ») (Rowlands, 1997). La littérature théorique sur les « *capabilités*⁹ » traitant spécifiquement de l'action des collectifs est utilisée en introduisant le concept d'agencité collective (Lallau et Dumbi, 2007; Ibrahim, 2013; Pelenc et al., 2015). L'exercice de l'agencité collective façonne les opportunités, les choix et les relations des individus et conduit à leur *empowerment*, entendu dans la thèse en tant qu'expansion de l'« *espace de capabilités* » des personnes (Frediani, 2010).

Dans une première étape du processus de recherche, nous explorerons les relations potentielles entre les outils du commerce équitable et les moyens d'atteindre la sécurité alimentaire (droits d'accès et *empowerment*) sur la base d'une analyse critique de la littérature. Les effets sont potentiellement positifs (sous certaines conditions que nous détaillerons), mais il existe aussi des effets inattendus qui pourraient réduire les possibilités d'améliorer la sécurité alimentaire. Ce premier niveau d'analyse permettra de construire la recherche et de formuler les hypothèses. Ces hypothèses seront ensuite testées à partir d'une étude de cas auprès de caféiculteurs péruviens. Nous justifions la pertinence de ce terrain pour répondre aux questions que nous nous posons.

4. Zone d'étude et méthodologie

Le café occupe la première place des cultures produites et vendues sous un label de commerce équitable. Plus de la moitié des surfaces agricoles certifiées par le commerce équitable produisent du café. 12% des surfaces caféicoles mondiales étaient certifiées par le commerce équitable FTI en 2015 (Lernoud et al., 2017). Au Pérou, le café est le premier produit cultivé en termes de surface (10,2% des surfaces agricoles occupées) et le premier produit agricole exporté en valeur. Le Pérou est, à l'échelle mondiale, le pays observant le plus de standards volontaires de durabilité qui opèrent dans les filières café (15 standards¹⁰). En ce qui concerne le commerce équitable, il est le premier pays du secteur avec 90 OP certifiées dans le secteur du café en 2014 (FTI, 2015b). Il est également un pays moteur dans la caféiculture certifiée par l'agriculture biologique (troisième pays après le Mexique et l'Éthiopie en termes de surfaces certifiées). Enfin, FTI estime que 90% du café péruvien certifié par FTI est aussi biologique (FTI, 2015b). Cela démontre la convergence des deux labels dans ce pays.

⁹ Le concept de capabilités fait référence aux « pouvoir être » et « pouvoir faire » des personnes, c'est-à-dire à leurs libertés réelles face à un ensemble d'opportunités et de contraintes Sen A. (1999). Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté. Paris: Odile Jacob, 479 p.

¹⁰ FTI, RA/SAN, EU Organic Farming, «SAI Platform Farm Sustainability Assessment », Fair Trade USA, IFOAM, Harvested by Women Norms and Standards, GlobalG.A.P. GRASP, BRC Global Standard, Hand in Hand - Rapunzel, UTZ, Naturland Standards on Production, GlobalG.A.P. Crops, 4C et BSCI Code of Conduct.

La caféiculture est localisée dans les Andes et en Amazonie, et repose sur une agriculture familiale et la petite propriété. Malgré les améliorations remarquables à l'échelle nationale, ces populations rurales sont toujours touchées par de forts taux de pauvreté et de malnutrition.

Ce travail de recherche repose sur des données originales collectées des les Andes du Nord du Pérou, dans le département de Lambayeque. Nous avons mené un travail de recherche compréhensif et itératif. Trois phases d'enquêtes ont été menées entre 2015 et 2017 qui représentent une durée totale de 7 mois et demi de terrain : (i) une phase exploratoire avec des entretiens qualitatifs conduits avec différents acteurs des filières et des producteurs, (ii) une phase de collecte de données mixtes qualitatives et quantitatives qui a permis de tester les hypothèses de recherche, et (iii) une phase de restitution et de discussion des résultats afin de les comprendre et de les confronter aux perceptions des producteurs et de leurs organisations.

Cette démarche est faite d'allers-retours sur le terrain et d'allers-retours entre données qualitatives et quantitatives. Une autre particularité de ce travail est de combiner des analyses statiques (données quantitatives sur la saison de production de café de 2015) et des données rétrospectives sur les trajectoires des caféiculteurs des OP certifiées. En termes d'analyses de données, sont combinées une analyse économétrique sur des données d'enquêtes et une analyse des trajectoires des moyens d'existence à partir d'entretiens semi-directifs. Des focus groupes ont aussi été réalisés lors de la troisième phase pour discuter collectivement les résultats.

5. Plan de la thèse

Cette thèse est organisée en trois parties ; chacune composée de trois chapitres (Figure 1).

La première partie reprend les motivations empiriques et le positionnement théorique qui justifient ce travail de recherche. Le chapitre 1 explicite les enjeux empiriques qui motivent ce travail de recherche : une dissociation franche entre d'une part, la construction, l'évolution et l'évaluation du commerce équitable, et d'autre part les enjeux de sécurité alimentaire. Les instruments emblématiques du commerce équitable (le prix minimum garanti, la prime collective, l'organisation de producteur etc.) et son évolution récente (en particulier la remise en question du rôle des dynamiques collectives) soulèvent des questions sur la capacité du commerce équitable à réguler les enjeux de développement durable, en particulier ceux de sécurité alimentaire. Le chapitre 1 aboutit à la formulation de la problématique générale de la thèse : *De quelle manière et dans quelle mesure le commerce équitable contribue-t-il à la sécurité alimentaire des ménages, ou aux moyens d'y parvenir ?*

Le chapitre 2 constitue une phase de construction de la recherche. Une revue de la littérature rend compte des travaux existants, de leurs principaux enseignements et de leurs limites. Puis, la littérature générale sur le commerce équitable est analysée à la lumière de la question suivante: sur quoi (i.e. sur quels moyens d'atteindre la sécurité alimentaire) et comment (i.e. via quels instruments) le commerce équitable jouerait-il un rôle pour atteindre la sécurité alimentaire des producteurs engagés dans ces filières certifiées? Les questions et

hypothèses de recherche sont issues de ce travail bibliographique et sont présentées à la fin de ce chapitre :

QR 1 : Comment qualifier l'insécurité alimentaire vécue, quelles en sont les causes et quelles sont les réponses apportées spontanément par les ménages ?

QR2 : Dans quelle mesure le commerce équitable affecte la sécurité alimentaire via les prix et les revenus de la culture de rente certifiée ?

QR 3 : Comment les OP contribuent elles à l'empowerment en tant que moyen d'atteindre la sécurité alimentaire des ménages ?

Ce chapitre a été présenté à deux reprises sous forme de communication orale au *Fair Trade International Symposium* organisé à Milan en mai 2015 et aux *9ièmes journées de Recherche en Sciences Sociales* (SFER-INRA-CIRAD) organisée à Nancy en décembre 2015.

Après avoir exposé les motivations empiriques de la thèse (chapitre 1 et 2), le chapitre 3 présente les différentes approches conceptuelles mobilisées dans cette thèse. Nous prêtons attention à la fois aux impacts (dans quelle mesure ?) et aux processus (comment ?). Des approches conceptuelles qui apportent un regard différent mais complémentaire sont donc mobilisées : les concepts de sécurité alimentaire (Coates, 2013) et de « sécurisation alimentaire spontanée » (Heron, 2016; Janin, 2017), d'empowerment (Rowlands, 1997), d'« agencéité collective » (Lallau et Dumbi, 2007; Pelenc et al., 2015), d'« espace de capacités » (Frediani, 2010) et de trajectoires de moyens d'existence (Bagchi et al., 1998).

La seconde partie présente le cas d'étude, la méthodologie de recherche et décrit les ménages enquêtés. Le chapitre 4 expose en détail l'intérêt de choisir des communautés caféicultrices péruviennes comme étude de cas. Ce chapitre présente la zone d'étude, et les différents acteurs impliqués dans le commerce équitable.

Le chapitre 5 décrit la démarche de recherche et la collecte de données en trois temps distincts. Nous présentons la construction des données selon trois échelles nationales, organisationnelles, et individuelles/ménages. Nous justifions le choix de combiner des données et des analyses de données, à la fois quantitatives et qualitatives pour répondre à chacun des objectifs de recherche.

Le chapitre 6 rend compte du contexte local en détaillant les caractéristiques socio-démographiques, les activités de moyens d'existence, et les calendriers agricoles.

La troisième partie expose les résultats des trois questions de recherche. Dans chacun de ces chapitres, l'état de la littérature, les données utilisées et le cadrage conceptuel sont rappelés avant d'exposer les résultats des analyses.

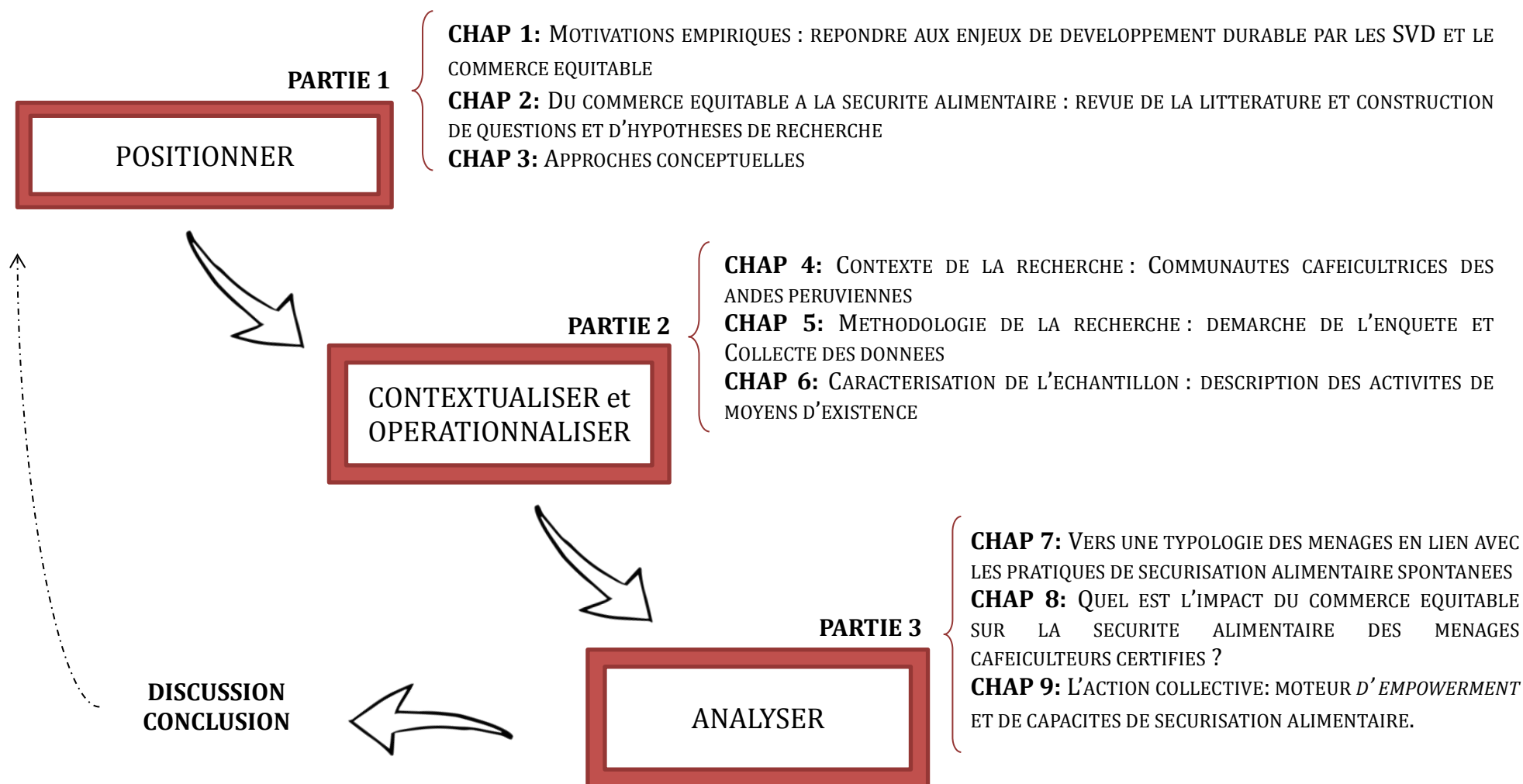
Le chapitre 7 vise à répondre au premier objectif de la thèse. Des données à la fois qualitatives et quantitatives nous permettront de caractériser l'insécurité alimentaire vécue, d'identifier les différentes causes perçues de l'insécurité alimentaire, d'analyser comment les ménages caféiculteurs agissent pour faire face à ce risque, *ex ante* et *ex post*, et dans quelle mesure leurs activités sont corrélées avec les résultats de sécurité alimentaire. Nous verrons qu'il existe une hétérogénéité au sein des ménages en fonction de leurs activités et de leurs résultats de sécurité alimentaire.

Le chapitre 8 propose une analyse économétrique de l'impact du commerce équitable sur la sécurité alimentaire des ménages agricoles à partir de la méthode d'appariement basée sur les scores de propension (Objectif 2). Des données qualitatives sont également utilisées pour enrichir l'interprétation des résultats quantitatifs. Ce chapitre a été présenté sous forme d'une communication orale au *Fair Trade International Symposium* (FTIS) en juin 2018 à Portsmouth.

Enfin, le chapitre 9 explore la contribution des OP à la sécurisation alimentaire à partir de données rétrospectives sur les trajectoires des producteurs certifiés par le commerce équitable. Ce chapitre décrit les différents moyens de rétroaction entre l'organisation collective et les producteurs membres en termes d'*empowerment* (Objectif 3). Ce chapitre a été présenté sous forme de communication orale à la conférence annuelle de l'association *Human Development and Capability Association* (HDCA) en septembre 2017 au Cap (Afrique du Sud), dans une session thématique coordonnée par JL Dubois et S Ibrahim intitulée : *Social Change, Resilience and Collective Agency*.

La thèse se clôt sur une discussion et conclusion générale qui reprend la problématique générale, les objectifs spécifiques issus d'une revue de la littérature, la démarche de recherche employée, les principaux résultats, leurs apports et leurs limites et enfin qui présente des pistes de recherche future.

Figure 1: Organisation générale du manuscrit (source : auteur)



PARTIE 1

**MOTIVATIONS EMPIRIQUES ET POSITIONNEMENTS
CONCEPTUELS DE LA RECHERCHE**

INTRODUCTION DE LA PARTIE 1

Cette partie propose de présenter les motivations empiriques qui justifient ce travail de recherche puis d'explicitier les approches conceptuelles mobilisées.

Les standards volontaires de durabilité se sont imposés comme un des instruments de régulation des marchés agricoles globalisés. Souvent considérés comme légitimes et efficaces, ils sont une réponse aux préoccupations sociales et environnementales de la société civile. Ils proposent une alternative au marché traditionnel par la définition et la certification de pratiques de production et de commercialisation durables, *in fine* régulées par le marché. Parmi eux, le commerce équitable s'oriente vers les questions économiques et sociales et met l'accent sur les producteurs familiaux, les plus vulnérables sur les marchés globalisés. Nous verrons dans ce premier chapitre en quoi les instruments emblématiques du commerce équitable et leurs évolutions récentes, soulèvent des questions sur la capacité du commerce équitable à réguler les enjeux de développement durable, en particulier ceux de sécurité alimentaire.

La sécurité alimentaire reste un des objectifs majeurs du développement durable, avec 815 millions de personnes en sous-alimentation en 2016 (FAO et al., 2017). Deux tiers des personnes souffrant d'insécurité alimentaire à l'échelle globale vivent en zone rurale et 50% sont à la tête de petites exploitations agricoles familiales (Bélières et al., 2014). En tant qu'instrument de régulation de la production et des échanges agricoles ciblant les principales victimes d'insécurité alimentaire (producteurs familiaux des pays en développement), le commerce équitable peut jouer un rôle dans la réduction de l'insécurité alimentaire. Les motivations de cette thèse sont avant tout empiriques. C'est pourquoi nous présenterons d'abord dans un deuxième chapitre les résultats empiriques existants sur les relations entre le commerce équitable et les enjeux de sécurité alimentaire. Nous rendons compte de leurs divergences et incomplétudes et des perspectives de recherche qu'ils soulèvent. Forts de ce constat, nous choisissons d'analyser et de distinguer les différents outils propres au commerce équitable afin de construire des chemins d'impacts potentiels entre ceux-ci et la sécurité alimentaire. Cet exercice, basé sur une analyse de la littérature empirique sur le commerce équitable à l'aune des enjeux de sécurité alimentaire et des concepts de « droits d'accès à l'alimentation » et d'« empowerment », est une première étape indispensable pour construire la recherche et extraire nos questions et hypothèses de recherche.

Une fois que la justification des questions et des hypothèses de recherche socialement et empiriquement posées sera donnée, les apports conceptuels mobilisés dans la thèse sont exposés dans un troisième chapitre. La manière dont nous appréhendons et dont nous mesurons le concept de sécurité alimentaire sera présentée. Nous introduirons une approche en termes de « capacités de sécurisation alimentaire ». Etudier la « sécurisation alimentaire », plutôt que la sécurité alimentaire, nous permet d'appréhender les processus en jeu plutôt qu'une seule étude des situations momentanées de sécurité alimentaire. Nous l'associons au concept de « capabilités », défini par Amartya Sen et étendu à l'étude des collectifs. La manière dont les organisations de producteurs certifiées équitables contribuent au processus

d'empowerment des individus et des ménages est analysée à partir des concepts d' « agencéité collective » et d' « espace de capacités ».

CHAPITRE 1

MOTIVATIONS EMPIRIQUES : REPONDRE AUX ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE PAR LES STANDARDS VOLONTAIRES DE DURABILITE ET PAR LE COMMERCE EQUITABLE

Introduction de chapitre

Ce premier chapitre vise à présenter la logique sous-jacente des standards volontaires de durabilité pour réguler le développement durable. Présentant d'abord l'origine, la multiplication et la diversité des standards volontaires de durabilité, nous exposons ensuite leurs objectifs et leur paradigme commun basé sur une régulation par le marché. En particulier, nous développons le cas du commerce équitable qui est le standard de durabilité sur lequel porte ce travail. Parmi les enjeux de durabilité, nous nous attardons sur celui de la sécurité alimentaire, le deuxième objectif de développement durable pour 2030, dont les relations avec les standards de durabilité font l'objet de peu de travaux jusqu'à présent. Nous clôturons ce chapitre en formulant la problématique générale de la thèse

1. Emergence et multiplication des standards volontaires de durabilité

Les premiers standards dans le secteur agricole voient le jour dès le 19^{ème} siècle pour homogénéiser les produits conformément à un ensemble de critères mesurables (couleur, taille, poids...) (Daviron et Vagneron, 2012). La standardisation était alors synonyme d'homogénéité (condition nécessaire dans une économie de marché pure et parfaite) et de substituabilité. Les premiers standards volontaires de durabilité (SVD) remettent en cause cette uniformité et l'ignorance de l'identité des producteurs et des conditions de production.

1.1. Le contexte historique de l'émergence des SVD

C'est en réponse aux vives contestations des systèmes alimentaires industrialisés et globalisés que les standards volontaires se sont développés pour veiller à une meilleure « durabilité » de la production et de la commercialisation des matières premières. Les mouvements pionniers (Agriculture biologique et équitable) dénoncent l'opacité des systèmes agro-alimentaires traditionnels. La globalisation est également tenue pour responsable de nombreux problèmes environnementaux, climatiques et sociaux liés à la production agricole et aux échanges globaux. En effet, à partir de la fin du 20^{ème} siècle, la globalisation, caractérisée par un accroissement des volumes de matières premières échangées sur les marchés internationaux, se développe rapidement. Le commerce globalisé et la libéralisation des échanges se sont accompagnés d'une globalisation des risques de tout type. De nombreuses crises écologiques, alimentaires, sociales et climatiques surviennent

dans les années 1990 et 2000. Les SVD trouvent aussi leur origine dans les difficultés rencontrées par les gouvernements pour réguler ces filières agroalimentaires via des collaborations inter-gouvernementales (Djama, 2011; Fouilleux, 2013; DeFries et al., 2017). Ils sont aussi une réponse à l'inaptitude des compagnies privées à réduire par eux même les importants problèmes environnementaux et sociaux que leurs activités génèrent (Daviron et Vagneron, 2012; Oosterveer et al., 2014).

Ces différents problèmes (déforestation, perte de biodiversité, travail des enfants, non-respect des droits de l'Homme etc.) sont dénoncés par des ONG internationales comme Greenpeace, WWF, Conservation International, ou Les Amis de la Terre. Certaines ONG comme Greenpeace dénoncent les conséquences des activités de multinationales qu'elles menacent de boycotter. D'autres, comme WWF mettent en place des partenariats avec les entreprises en initiant notamment des tables rondes multi-acteurs qui impulsent des SVD (Fouilleux, 2013).

Les standards de durabilité créés à la suite des critiques des ONG ont pour but de différencier les produits ou « dé-commoditiser » les produits de masse, afin de segmenter le marché, de créer des barrières à l'entrée dépendants des conditions de production et ainsi créer des marchés de niche (Kaplinsky, 2010).

1.2. Un concept, un instrument

Les acteurs répondent aux critiques par la mobilisation d'un concept, le développement durable, et d'un instrument, les standards volontaires.

1.2.1. Le concept du développement durable

La notion de développement durable est apparue en 1987 avec le rapport « Brundtland » qui prône un partenariat mondial pour permettre l'évolution du comportement des acteurs face aux problèmes globaux. Adopté lors de la conférence de Rio (1992), il est défini comme « un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs » (Rio, 1992). Cette vision du développement est marquée par une double temporalité et est vue comme un « moyen d'éradiquer la pauvreté, satisfaire les besoins humains et assurer que tous aient une part juste des ressources » qu'il convient donc de préserver (Hopwood et al., 2005). Depuis la fin des années 1990, il est communément décomposé en trois dimensions : « la protection de l'environnement, le développement social et le développement économique qui sont les trois piliers indissociables du développement durable » (Sommet mondial pour le développement durable Johannesburg 2002). La quête d'un développement durable fait l'objet aujourd'hui d'un large consensus. Toutefois, le contenu de cette notion et ses modalités de mise en œuvre restent encore sujet à interprétation. Les acteurs du développement saisissent ce concept en l'interprétant en fonction de leurs objectifs et de leur champ d'application. A l'inverse d'autres standards qui se concentrent sur une seule des dimensions (exemple : environnement, sanitaire etc.), les SVD construisent des normes dans les trois dimensions du développement durable bien qu'elles soient rarement considérées de manière égale.

1.2.2. Les standards volontaires comme instrument de régulation

Les standards volontaires sont utilisés comme instruments de régulation. Contrairement aux standards obligatoires imposés par les Etats (sur les questions sanitaires par exemple), ces standards ont la particularité d'être volontaires. Ce sont des standards dits « *process standards* » et pas « *product standards* ». Les critères concernent la manière de produire et/ou de commercialiser les produits alimentaires, et non leurs caractéristiques intrinsèques.

La plupart des SVD s'intègrent parfaitement dans le système de gouvernance par le marché (Busch, 2011). Le propriétaire de la norme définit le cahier des charges, c'est-à-dire l'ensemble des principes, critères et indicateurs décomposant le sens donné à la durabilité. Ensuite, pour assurer sa crédibilité, un mécanisme d'audit pour « certifier » les produits est mis en place. La certification est souvent tierce partie, c'est-à-dire qu'un certificateur privé indépendant supposé impartial vérifie le bon respect du cahier des charges défini par le propriétaire du standard. Intégrée dans un système de marché où la concurrence est vive, la certification privée par tierce partie est la plus répandue mais présente des risques de conflits d'intérêts et de collusion importants (Jahn et al., 2004). Enfin, pour assurer la crédibilité des certificateurs privés, des corps d'accréditation publics ou en partenariats publics/privés, doivent certifier du sérieux et du professionnalisme des organismes certificateurs (Busch, 2011). Ces dispositifs, appelés Régimes Tripartites de Standardisation (RTS) (Loconto et Busch, 2010; Busch, 2011; Fouilleux et Loconto, 2017), reposent sur les organisations et activités de standardisation, de certification (tierce partie) et d'accréditation des organismes certificateurs. Ces mécanismes s'institutionnalisent au fur et à mesure et s'imposent comme des instruments de régulation (Djama, 2011). Ils forment ainsi une structure complexe de gouvernance mixte entre privé et public.

La méta organisation ISEAL Alliance « *International Social and Environmental Accreditation and Labelling* » créée en 2002 propose une coordination entre les différents standards de durabilité, illustrant ainsi cette institutionnalisation. Elle a pour but de distinguer les standards dits « crédibles ». Elle développe notamment des procédures de mise en place de standards de durabilité (« *standard setting code* »), de vérification du respect des normes (« *Assurance code* »), et un système d'évaluation d'impacts de ces standards (« *Impacts code* »). Ainsi, ce méta système offre une certaine légitimité à ses membres sans pour autant imposer le contenu du cahier des charges ni le sens donné à la durabilité (Fouilleux et Loconto, 2012).

1.3. Multiplication des SVD

A la suite des standards d'agriculture biologique et de commerce équitable, pionniers dans le secteur agro-alimentaire, les standards volontaires de durabilité se sont multipliés dans les années 1990 et 2000. Dans les années 1990 et 2000, en moyenne huit nouveaux SVD ont été créés chaque année (Fiorini et al., 2017)

Aujourd'hui, l'on compte 465 SVD ou éco-labels¹¹, dont la plupart sont des initiatives privées (Tallontire et Nelson, 2013). Ces SVD concernent une large majorité des pays et filières. Fiorini et al. (2017) analysent le nombre de SVD présents sur les marchés pour les 10 principaux pays producteurs (selon FAOstat) de neuf¹² commodités agricoles clés sur les marchés internationaux. Ils montrent que 86 des 90 paires « pays/produit » comprennent plus d'un SVD et 30 en comprennent 11 ou plus. Ils montrent que ce sont les marchés de soja qui sont le plus fragmentés en termes de nombre de SVD, suivis par le café.

Il est encore aujourd'hui très difficile de comptabiliser le nombre de producteurs, les quantités, les prix ou la consommation des produits certifiés selon chaque standard (Lernoud et al., 2017) car la production certifiée ne coïncide pas avec les ventes certifiées (une partie de la production est écoulee sur le marché conventionnel) et car la plupart des producteurs sont certifiés par plusieurs standards en même temps.

Le Tableau 1 illustre la prolifération rapide des SVD sur les marchés des principales matières premières échangées à l'échelle globale (en termes de production entre 2008 et 2012) (Potts et al., 2014). Le Tableau 2 illustre quant à lui la croissance des surfaces certifiées entre 2011 et 2015 en pourcentage.

Tableau 1: Evolution de la production et des ventes de matières premières certifiées. Adapté de (Potts et al., 2014)

Matière première agricole	Production certifiée par les 16 standards les plus importants (en % de la production globale)		Ventes certifiées par les 16 standards les plus importants (en % de la production globale)
	2008	2012	
Café	15	40	12
Cacao	3	22	7
Huile de palme	2	15	8
Thé	6	12	4
Bananes	2	3	3
Sucre	<1	3	<1
Soja	2	2	1

Les 16 standards en question sont : 4C, Bonsucro, BCI, Coton made in africa, Ethical tea partnership, FTI, RA, UTZ, RSPO, RTRS, FSC, Globalgap, IFOAM, PEFC, proterra fondation, RSB

¹¹ selon le site ecolabelindex.com consulté en juillet 2017

¹² Bananes, cacao, café, coton, produits forestiers, huile de palme, soja, sucre de canne, thé.

Tableau 2: Croissance des surfaces certifiées par un ou plusieurs SVD entre 2011 et 2015.
Source:(Lernoud et al., 2017).

Matière première agricole	Croissance des surfaces certifiées entre 2011 et 2015 (%)
Café	63,3%
Cacao	109,9%
Huile de palme	22,1%
Thé	115,7%
Bananes	185,1%
Sucre	37,6%
Soja	45,9%

La fragmentation des marchés certifiés induite par la multiplication des standards soulève des questions sur les possibles effets négatifs qu'ils induisent (Fiorini et al., 2017). Des marchés si fragmentés pourraient accroître les coûts de transaction pour les producteurs qui fournissent les produits certifiés. En effet, les acheteurs demandent à ce que les produits soient certifiés par de multiples standards. Cela peut créer des barrières à l'entrée car dans la plupart des cas ce sont les producteurs qui supportent les coûts de certification. Une autre conséquence négative de la fragmentation des marchés serait une baisse d'efficacité des standards si les acheteurs viennent à favoriser les moins contraignants, mettant ainsi les standards en compétition « vers le bas ». Enfin, en aval, la « jungle » des SVD offerte aux consommateurs peut affecter la confiance qu'ils portent en ce système de régulation basé sur des cahiers des charges, des certifications et des labels. La méta-organisation ISEAL a notamment pour mission de favoriser la coordination entre les SVD via le partage d'information et la construction de règles de « bonnes pratiques ». Un degré plus important de coordination est la reconnaissance mutuelle des SVD (Fiorini et al., 2017).

1.4. Diversité des SVD

Dans les secteurs agricoles et alimentaires, il existe une très grande diversité de SVD (Kaplinsky, 2010). Cette diversité peut être présentée selon différentes caractéristiques.

Un moyen est de considérer le type d'acteur à l'origine du standard, qui peut être public ou privé. Les labels se sont développés en trois vagues successives (Djama, 2011).

Les premières initiatives ont été lancées par des acteurs de la société civile et des mouvements militants, comme cela a été le cas pour l'agriculture biologique ou le commerce équitable. Une seconde vague a émergée sous l'impulsion du secteur privé industriel et de démarches pour réguler les échanges entre les entreprises (« *Business to business* », BtoB) tels que le standard Globalgap, centré sur la dimension environnementale et sanitaire de la durabilité. Enfin, certains SVD créés plus récemment reposent sur une coopération multi-parties prenantes. Il s'agit d'une innovation du point de vue de la gouvernance et c'est le cas des tables rondes qui régulent les principales filières de matière première agricole : « l'huile de palme durable » (RSPO), le soja « responsable » (RTRS), le sucre de canne « durable » (Bonsucro) etc.. Ces derniers allient à la fois les trois dimensions du développement durable

et ils signalent, par un label, la qualité aux consommateurs pour différencier les produits (*business to consumer*, BtoC) (Henson et Humphrey, 2010; Daviron et Vagneron, 2012).

Le Tableau 3 ,adapté de Fiorini et al. (2017), résume ces différents types de standards.

Tableau 3: Types de standards selon les acteurs engagés (adapté de ITC-EUI_report2017)

Type d'acteurs	Système avec un acteur	Système multi-acteurs
Société civile	Standards développés par une unique ONG (exemple Rainforest Alliance)	Standards créés par des alliances d'acteurs de la société civile, ONGs (exemple : Clean Clothers Campaign)
Secteur Privé	Code de conduites à l'échelle des firmes	Standards créés par des consortium industriels (exemple Global Gap)
Collaboration	Non applicable	Standards développés et administrés par divers acteurs, entreprises et société civiles (exemple Table Ronde pour l'huile de palme durable RSPO)

Les dimensions du développement durable, les acteurs des filières ciblées, et la structure de gouvernance sont aussi diversifiés. A titre d'exemple, alors que les standards du commerce équitable tel *Fairtrade International* (FTI) ont historiquement ciblé la certification de petits producteurs organisés et la dimension sociale (Vifell et Thedvall, 2012), les tables rondes s'adressent aux plantations et aux différents maillons de la chaîne de valeur. L'on peut distinguer les normes multi-sectorielles comme celles de commerce équitable (FTI) ou d'agriculture biologique (portés par exemple par IFOAM-Organics international, nommé précédemment *International Federation of Organic Agriculture Movement*) développées depuis les années 1970 jusqu'à la fin des années 1990 des normes sectorielles comme les tables rondes qui s'adressent aux différents acteurs d'un unique secteur agro-alimentaire (exemple Table ronde Huile de palme) (Djama, 2011).

1.5. Paradigme sous-jacent aux SVD

1.5.1. Les objectifs des SVD

Les SVD constituent une régulation basée sur les incitations plutôt que sur les contrôles et les restrictions (Guthman, 2007). Ils se sont particulièrement implantés dans les pays en développement auprès des agriculteurs qui participent aux marchés globaux (Kaplinsky, 2010).

Ils s'inscrivent dans une approche pour le développement basée sur les marchés, conformément au paradigme « *trade not aid* ». Les objectifs des SVD dans ce paradigme sont multiples.

(1) Combler les défaillances de marchés

Depuis longtemps, les économistes reconnaissent que le marché est défaillant pour plusieurs raisons : asymétrie d'information entre vendeur et acheteur, biens différenciés et présence d'externalités négatives. Dans le marché agro-alimentaire, le principe de fixation des prix via l'offre et la demande (marché parfait) n'est pas optimal car il ne prend pas en compte les divers coûts associés à la production et à la commercialisation, notamment les coûts de transaction, les externalités négatives ou positives des pratiques agricoles, les risques liés aux fluctuations de prix, l'incomplétude du marché du crédit en zone rurale etc... Ces défaillances de marché rendent légitime la modification du prix du marché dans un souci d'efficacité.

Selon Potts et al. (2014), les SVD sont censés venir corriger ces défaillances en internalisant les coûts de pratiques durables dans le prix et le signaler aux acheteurs (aux entreprises dans le cas des standards *BtoB* ou aux consommateurs dans le cas des standards *BtoC* (Henson et Humphrey, 2010). Le prix mondial, majoré d'un montant égal aux coûts des imperfections de marché, devient alors un prix « efficace ».

(2) Favoriser l'accès au marché des producteurs

Les standards sont devenus un facteur important de l'accès aux marchés pour les producteurs, notamment sur les marchés à haute valeur ajoutée. Ils déterminent l'inclusion et l'exclusion des producteurs au sein des filières globales (Kaplinsky, 2010). La question de savoir si les SVD facilitent ou contraignent l'accès au marché est non résolue et se pose à trois niveaux : l'adoption des standards, la participation aux marchés certifiés, et les implications de cette participation.

D'abord, les standards peuvent contenir des injonctions qui se transforment en barrières à l'entrée. Il est nécessaire d'associer aux standards des efforts d'assistance technique ou d'aide au financement afin que les SVD facilitent l'adoption pour les producteurs qui en ont le plus besoin (Potts et al., 2014). L'environnement institutionnel et notamment les services fournis par les collectivités locales, les ONG ou les Etats, est nécessaire (bien que insuffisant) dans l'adoption des SVD et l'augmentation de la participation des petits producteurs dans ces marchés (FAO, 2014). La FAO (2014) souligne aussi l'importance pour les producteurs de s'organiser en groupes afin de faciliter leurs adoption aux standards et réduire les coûts. Cette condition devient souvent *de facto* obligatoire. Par ailleurs, avec la multiplication des SVD, les importateurs requièrent de multiples certifications aux producteurs qui doivent alors démontrer leur respect de nombreuses règles et payer les frais de certification pour chacun des SVD. Cela peut conduire à une exclusion croissante des petits producteurs (Fiorini et al., 2017). Les SVD peuvent aussi favoriser la participation aux marchés globaux de ceux qui ont déjà les moyens de prouver qu'ils sont conformes aux règles (FAO, 2014). Au contraire, les groupes les plus vulnérables adoptent difficilement ces SVD.

Ensuite, les effets des SVD sur la participation des petits producteurs aux marchés globalisés ne sont pas garantis par l'adoption des SVD. L'adoption d'un standard n'est pas synonyme de participation aux marchés globaux certifiés. Par exemple, seule 1/3 de la production globale certifiée par le commerce équitable est vendue sur le marché certifié. Ainsi, si de trop nombreux producteurs adoptent le SVD alors que la demande pour les produits certifiés est

insuffisante, le processus de régulation des adoptants conduit à une exclusion des producteurs les plus vulnérables (ODI, 2017).

Enfin, la participation des producteurs aux marchés certifiés ne conduit pas nécessairement à une amélioration de leurs conditions de vie. En particulier la FAO (2014) montre une tendance à une augmentation à la fois des prix et des revenus de la culture certifiée mais aussi des coûts induits par l'adoption du standard et de la certification. Le rapport coût/bénéfices serait incertain, dépendant notamment du contexte. De plus, la question de savoir si les SVD permettent aux producteurs d'intégrer de nouvelles activités (transformation, commerce) de manière à gagner en pouvoir le long de la chaîne de valeurs reste non consensuelle (FAO, 2014).

(3) Favoriser des pratiques plus durables via une incitation économique

Via un mécanisme d'incitation économique (payée par l'aval), les standards sont censés stimuler les meilleures pratiques (Potts et al., 2014). Pour les compagnies privées de l'aval (distributeurs), les SVD permettent d'imposer des normes à leurs fournisseurs (Busch, 2011). Les SVD peuvent être perçus comme un moyen de substituer les fournisseurs à moindre coûts (Daviron et Vagneron, 2011). Lorsque la qualité du produit certifié est élevée et que les producteurs ne sont pas en mesure de satisfaire les exigences des acheteurs sans leur aide, la gouvernance devient alors de type « captive ».

(4) Favoriser l'investissement privé

Cette approche du développement « *trade not aid* » s'accompagne souvent d'une participation importante du secteur privé. Les normes ont le potentiel de créer des « nouveaux » marchés ce qui peut encourager des entreprises à investir de manière plus sûre (Potts et al., 2014) dans des filières. Les entreprises visent à assurer leur approvisionnement et à influencer les rendements et la qualité des produits. Ces investissements, s'ils s'accompagnent d'une participation forte des producteurs et d'une demande accrue, peuvent accroître les pratiques durables et les revenus de producteurs (Tallontire et Nelson, 2013).

(5) Proposer un espace de définition commune des règles de production

Selon Potts et al. (2014), les SVD permettent l'identification commune des règles de production qui s'appliqueront sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Cela réduit les biais d'information entre les acteurs, et en cela peut être considérée comme une forme d'action collective.

(6) Promouvoir une gouvernance participative

La gouvernance participative de certains standards est censée faciliter leur légitimité, tout en améliorant la représentation des parties prenantes. Une part importante des critères et des activités des standards est consacrée à la mise en œuvre de procédures de participation, de concertation et de délibération (Djama, 2011). Toutefois, même lorsque la structure de gouvernance des standards offre des opportunités de participation égales pour tous, les moindres ressources des groupes vulnérables (groupes autochtones notamment), leur manque de « familiarité avec les processus de consultation et de négociation », leur recours à des discours considérés radicaux peut réduire leur participation active (Edmunds et

Wollenberg, 2001; IISD, 2009; Partzsch, 2009; García-López et Arizpe, 2010; Brassett et al., 2012; Cheyns, 2012; Guéneau, 2012; Bostrom, 2014).

Si les standards s'appliquent à l'ensemble des acteurs des filières, une attention particulière est donnée aux producteurs. Pour les producteurs, notamment ceux des pays en développement, l'accès à des marchés globaux régulés par des SVD est considéré comme un vecteur de développement (Maertens et Swinnen, 2009; Ponte et Cheyns, 2013; Hansen et Trifković, 2014). Cela est censé accroître les revenus (Maertens et Swinnen, 2009), la productivité (Kaplinsky, 2010), les pratiques durables (Potts et al., 2014), les capacités techniques et les connaissances des adoptants (Perez-Aleman, 2012; Oosterveer et al., 2014). Les standards, lorsqu'ils sont basés sur une gouvernance dite participative et inclusive, peuvent par ailleurs être le lieu d'une représentation des acteurs vulnérables, y compris les producteurs.

1.5.2. Le mode de régulation des SVD : « *trade not aid* »

Les SVD tentent de répondre à ces divers objectifs conformément au paradigme « *trade not aid* ». Ce paradigme va de pair avec une régulation par le marché. Malgré leur grande diversité, les SVD que nous venons d'évoquer, qu'ils soient publics ou privés, reposent tous sur une forme de privatisation de la régulation. La régulation finale est à la charge des consommateurs qui sont incités à partager leur surplus ; ils deviennent régulateurs, ce, conformément à la logique néo-libérale (Guthman, 2007). Ce sont les consommateurs qui influencent les filières agro-alimentaires et le type de pratiques productives, via des actes d'achat, ou « *buycotts* »¹³ (Friedman, 1996). Les caractéristiques particulières qui font la « rareté » des produits sont valorisées en un prix supérieur par les mécanismes du marché (Guthman, 2007). Les consommateurs nécessitent alors une information crédible sur les produits finaux. Les labels sont là pour signaler la qualité des produits et pallient à l'invisibilité des conditions de production et d'échanges des produits agro-alimentaires. Les SVD reposent donc sur la consommation des produits certifiés et la confiance des consommateurs vis-à-vis du système des standards.

Côté producteurs, la privatisation de la régulation prend la forme d'une mise en place de droits de propriété assignés à ceux qui respectent les standards. Les standards s'appuient sur un principe d'exclusion, où seuls ceux qui respectent les règles prédéfinies peuvent pénétrer le marché (Guthman, 2007; Carimentrand et Requier-Dejardins, 2009).

¹³ Les « *buycotts* » constituent une analogie positive des « *boycotts* ». La protestation prend la forme d'un acte de consommation orienté volontairement vers certains produits pour des raisons politiques, morales, ou encore de protection de l'environnement.

Les SVD se sont donc multipliés comme outils de régulation des filières alimentaires dans le cadre d'un paradigme « *trade not aid* ». In fine, le marché et l'acte d'achat y sont utilisés comme levier de changement pour atteindre les objectifs de développement durable tels que l'inclusion dans les marchés, la sortie de la pauvreté, ou la durabilité des pratiques agricoles. Leur capacité à résoudre les problèmes sociaux et environnementaux induits par les filières alimentaires globalisées, reste à démontrer. Ces initiatives restent critiquées par certains acteurs de la société civile et scientifiques, qui contestent leur légitimité et/ou leur efficacité.

2. Le commerce équitable : un standard social

Parmi les SVD, le commerce équitable est celui qui accorde le plus d'importance aux piliers social et économique du développement durable. La prochaine section explique l'émergence, les évolutions, les objectifs et les normes des standards équitables afin de comprendre leurs fonctionnements et leurs spécificités dans la « jungle des standards de durabilité » (Vagneron et Daviron, 2012).

2.1. Brève histoire du commerce équitable

2.1.1. Emergence et création d'une association globale : Fairtrade International

Le commerce équitable est l'un des nombreux standards volontaires de durabilité qui a émergé.

Pionnier avec le standard de l'agriculture biologique, le commerce équitable trouve ses fondements dans des mouvements alternatifs (coopératif, commerce solidaire...) et a initialement pris la forme de relations directes entre des organisations de commerce équitable basées dans les pays développés et des producteurs des pays en développement. La première collaboration de commerce équitable date de 1967 lorsqu'une coopérative de petits exploitants indigènes à Oaxaca, au Mexique, s'est associée à un leader religieux axé sur les projets de solidarité (M. Frans van der Hoff), qui a ensuite mobilisé des ONG en Europe et des acheteurs. Ce type de collaborations s'est ensuite multiplié. Dans ces filières intégrées, les pratiques commerciales équitables étaient assurées directement par la réputation des organisations de commerce équitable qui jouaient le rôle de pivot pour connecter des petits producteurs à des consommateurs engagés. Les ventes s'effectuaient uniquement via des magasins de détail spécialisés. La fédération Artisans du Monde est un exemple de ce modèle en France; *Equal Exchange* aux Etats Unis. Les magasins jouaient un rôle central d'interconnaissance entre producteurs et consommateurs. Aujourd'hui, le mouvement « World Fair Trade Organization » WFTO rassemble l'ensemble des initiatives basées sur ce modèle de commerce équitable.

A partir des années 1980, les produits issus du commerce équitable commencent à être certifiés et labélisés. La première initiative fut celle de Max Havelaar en 1988 pour la filière café. A partir de là, ces organisations ont défini les bonnes règles à suivre (prix, conditions d'échange, fonctionnement des organisations de producteurs (OP)...), auditaient et certifiaient les produits qui respectaient ces règles « équitables » de commerce. Ce recours à la certification et à la labellisation a permis aux produits issus du commerce équitable d'être vendus dans les circuits de commercialisation conventionnels (grandes surfaces) pour démocratiser la consommation équitable (Burnett, 2014) et pour accroître les ventes. Cela a permis à davantage de petits producteurs d'accéder au marché équitable, mais cela marque également un changement de gouvernance des filières équitables, alors de plus en plus pilotées par l'aval (Carimentrand et al., 2011). La labélisation a conduit à rétablir une distance dans la relation commerciale (par rapport aux magasins spécialisés) et à garantir aux distributeurs une substituabilité entre produits (et producteurs) certifiés (Daviron et Vagneron, 2011)¹⁴.

A partir de 1997, les initiatives nationales de labélisation se regroupent sous une entité commune *Fairtrade Labeling Organization* (FLO), appelée par la suite *Fairtrade International*, (FTI) et proposent des standards et des modes de fonctionnement communs. L'organisme certificateur indépendant pour FTI est l'organisme FLOCERT. FTI est aujourd'hui majoritaire sur le marché équitable et fait partie des organisations fondatrices d'ISEAL. Notons que si les organisations nationales de labélisation au Nord ont piloté la création de FLO, les fédérations de producteurs au Sud n'y ont pas participé. Ce n'est qu'en 1999 que les producteurs obtiennent deux sièges au bureau. Leur participation à la gouvernance de FTI a progressé petit à petit jusqu'à aujourd'hui où ils bénéficient de 4 sièges sur 11 au bureau et de plus de 50% des voix à l'assemblée générale.

FTI est le premier standard de commerce équitable à l'échelle globale. En 2015, FTI comptait 1,6 millions de producteurs et travailleurs certifiés dans 75 pays. Par ailleurs, les ventes étaient croissantes dans la plupart des filières : +27% pour le cacao, +18% pour le café, +12% pour les bananes par rapport à 2014. En termes de surface, le commerce équitable jouit aussi d'une croissance importante ces dernières années. Bien que seulement 0,05% des surfaces agricoles cultivées dans le monde soient certifiées par le commerce équitable, elles ont augmenté de 80% entre 2011 et 2015 (ITC 2017).

2.1.2. Les éléments qui structurent le commerce équitable

Comme la plupart des standards de durabilité, les standards équitables se positionnent en réponse aux critiques du marché conventionnel.

¹⁴ Notons que l'évolution des marchés a été similaire dans les mouvements d'agriculture biologique. Les initiatives pionnières de Nature et Progrès en France et la vision holiste de l'agriculture biologique promouvaient le rapprochement des consommateurs et des producteurs. Le marché a ensuite évolué vers l'élaboration d'un cahier des charges technique (caractérisant notamment les produits synthétiques prohibés), des procédures de contrôle tierce partie et la commercialisation dans les circuits conventionnels, y compris les supermarchés.

« Fair trade is fundamentally a response to the failure of conventional trade deliver sustainable livelihoods and development opportunities to people in the poorest countries of the world » (FTI et WFTO, 2009).

De même, les différents standards équitables reposent sur le paradigme « *trade not aid* » où les enjeux de développement durable ou de pauvreté sont pilotés par les consommateurs, comme cela est illustré par FTI et par FTUSA :

« Le mouvement du commerce équitable croit que le commerce peut être un moteur fondamental de la réduction de la pauvreté et d'un développement durable plus important, mais seulement s'il est géré dans ce but, avec plus d'équité et de transparence qu'il ne l'est actuellement. » (FTI et WFTO, 2009).

« Dans ce sens, le commerce équitable n'est pas de la charité mais un partenariat pour le changement et le développement à travers le commerce » (FTI et WFTO, 2009)

« Rather than creating dependency on aid, we use a market-based approach that empowers farmers to get a fair price for their harvest, helps workers create safe working conditions, provides a decent living wage and guarantees the right to organize » (FairTradeUSA, 2017)

« We seek to provide an avenue for consumers to vote with their dollar » (FairTradeUSA, 2017).

Trois éléments particuliers (voire uniques) en termes d'objectifs, de moyens et de cibles, dessinent un contour précis aux standards de commerce équitable et les différencient des autres SVD :

- (1) Objectifs : Le commerce équitable a pour but premier de favoriser des moyens d'existence durables et sécurisés et de contribuer à *l'empowerment* des producteurs marginalisés (aux travailleurs dans certains cas) et de leurs familles (FTI, 2015a). Ces objectifs précis sont rarement mis en avant dans les autres SVD, qui revendiquent plutôt la « durabilité » des pratiques agricoles ou la « responsabilité » des acteurs commerciaux.
- (2) Moyens : En règle générale, les SVD imposent des règles de production durable aux producteurs et supposent que la différenciation des produits et l'internalisation des coûts pourra faire accroître les prix. Au contraire, dans les standards équitables, le paradigme « *trade not aid* » est associé à une série de règles économiques et commerciales pour réguler les pratiques vers plus d'équité et transformer les relations de pouvoir. Les standards équitables sont les seuls SVD ayant pour intention de changer les conditions d'échange sur le marché (plutôt que les conditions de production) en régulant les pratiques commerciales avec des règles ciblant les prix et les contrats de vente. C'est en ce sens une remise en cause des principes néo-libéraux de l'offre et la demande, censés réguler les pratiques commerciales et les prix. C'est via ce mécanisme que le

commerce équitable veut favoriser une plus grande efficacité, équité et transparence dans les échanges commerciaux.

- (3) Cible : Le commerce équitable a historiquement ciblé les petits producteurs familiaux organisés en organisation de producteurs, au sein des pays en développement (Vifell et Thedvall, 2012).

La question de la cible des SVD est particulièrement importante car les petits producteurs ou « *smallholders* » sont les principaux producteurs de matières premières agricoles dans les pays en développement, et en même temps, ce sont les communautés les plus touchées par la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Les marchés mondiaux de produits agricoles exposent les petits producteurs à la volatilité des prix et ne permettent pas de leur assurer des moyens d'existence sécurisés (Potts et al., 2014). L'un des principaux défis du développement durable, et des instruments censés y contribuer, est de générer des bénéfices pour les petits producteurs agricoles. Promouvoir des pratiques agricoles durables au sein des petites exploitations agricoles est un facteur susceptible de réduire la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire (Potts et al., 2014). La plupart des SVD dans le secteur agricole n'exclut pas de producteurs *a priori*. En pratique, tous types de producteurs sont mis en concurrence sur ces marchés certifiés. Au contraire, c'était la volonté initiale des standards équitables d'inclure uniquement les petits producteurs familiaux dans les marchés équitables. Cet élément qui faisait la particularité du commerce équitable a été remis en question progressivement comme nous le détaillerons par la suite.

2.1.3. Divergences au sein du commerce équitable : les prémices d'une rupture

Des tensions existent au sein de FTI au sujet de questions telles que de l'entrée des plantations dans le système, mais aussi de la gouvernance, du niveau de participation des entreprises transnationales, du niveau des prix, de l'établissement d'un préfinancement, des règles d'étiquetage et d'utilisation du label (notamment le programme *Fairtrade sourcing program* (FSP)¹⁵ (Jaffee et Howard, 2016). Ces débats portent sur des sujets différents mais qui, joints, illustrent deux visions distinctes.

D'un côté, une vision qui cherche à accroître les volumes (et la valeur) des produits échangés et qui cherche à intégrer de nouveaux acteurs dans le système. Ces pro « *mainstreaming* » du commerce équitable encouragent la certification des grandes transnationales telles Nestle, Cadbury ou Walmart (Burnett, 2014) et l'entrée des plantations, de l'agriculture sous contrat. Ils souhaitent une traçabilité documentaire plutôt que physique ainsi que la labélisation FSP. Certains acteurs du commerce équitable au contraire, ont une vision plus politique et radicale. Selon eux, la gouvernance ne devrait pas passer uniquement via le marché et la recherche d'une augmentation de volumes (Burnett, 2014). Ils militent pour un changement de paradigme vers une relocalisation des systèmes alimentaires, une redistribution des ressources, et pour une idée de souveraineté alimentaire (Holt Giménez et Shattuck, 2011).

¹⁵ Le programme FSP autorise la labélisation Commerce équitable lorsque, dans un produit transformé composé de plusieurs ingrédients, un seul est issu du commerce équitable. Par exemple, il suffit que le cacao soit certifié équitable pour que la tablette de chocolat aux amandes le soit aussi, même si elle composée à la fois de cacao, de sucre de canne et d'amandes. FTI a autorisé cette labélisation à l'échelle internationale pour le cacao, le sucre et le coton.

Les défenseurs de cette vision sont au contraire pour une fermeture du commerce équitable aux entreprises transnationales, un renforcement des OP, l'interdiction aux plantations d'accéder à la certification équitable etc.

Dans la pratique, une diversité d'acteurs coexiste sur le marché équitable, notamment parmi les acheteurs, dont on peut s'attendre que leur engagement au commerce équitable soit inégal. Raynolds (2009) a identifié trois types d'acheteurs sur le marché du commerce équitable.

- Le premier type est composé des organisations de commerce alternatives (*Alternative Trading Organization*) qui achètent des produits certifiés par conviction et cherchent à impacter durablement les communautés paysannes. Pour ces raisons, ils sont prêts à payer un prix élevé, souvent au-delà du prix minimum garanti. Ils sont entièrement dédiés à l'importation et à la commercialisation de produits équitables. Ces acheteurs sont orientés vers la mission (« *mission driven* ») chez Raynolds (2009) ou « *movement-oriented* » pour Jaffee et Howard (2016).
- Le deuxième type d'acheteurs est composé de ceux « axés sur la qualité » (« *quality-driven* ») (Raynolds, 2009). Ils considèrent que les normes de commerce équitable sont un moyen de s'impliquer dans une relation directe et transparente et dans un partenariat de long terme. Ces entreprises socialement responsables sont particulièrement intéressées par des produits de haute qualité. Ils achètent une part importante de leurs produits en tant que commerce équitable, mais pas la totalité.
- Le troisième type est composé d'acheteurs conventionnels « axés sur le marché » (market-driven) (Raynolds, 2009) ou « à but lucratif » (« *profit-oriented* ») (Jaffee et Howard, 2016). Ils importent une part minimale de produits sous le label de commerce équitable. Ils utilisent le commerce équitable pour son label, comme un outil de gestion de la chaîne d'approvisionnement. Les relations commerciales sont basées sur la traçabilité plutôt que sur le partenariat. La plupart des acheteurs axés sur le marché sont des sociétés de marque, telles que Starbucks ou Nestlé (Raynolds, 2009).

Cette catégorisation des types d'acheteurs montre la multiplicité des attentes, des visions et des pratiques au sein du mouvement du commerce équitable.

Les visions divergentes sur la façon dont les systèmes alimentaires doivent être régulés pour répondre aux enjeux de développement durable, de pauvreté et de sécurité alimentaire, s'accompagnent de pratiques distinctes au sein même du marché de *Fairtrade International*. Si ces multiples pratiques continuent de coexister au sein de FTI, elles ont également donné naissance à de nouveaux labels alternatifs qui se sont formalisés en parallèle de FTI pour défendre l'une ou l'autre des visions.

2.2. Un secteur en mutation : « Les commerces équitables »

Le paysage du commerce équitable a évolué dans le temps, plus ou moins brutalement, plus ou moins fondamentalement. Aujourd'hui, différentes organisations revendiquent de faire du

commerce équitable (FTI, Fair Trade USA (FTUSA), Symbole des Producteurs Paysans (SPP), WFTO, Fair for life, Biopartenaire). Elles se différencient par leurs approches, par les modèles agricoles soutenus, par le fonctionnement de leurs chaînes de valeur, les systèmes de garanties qu'elles reconnaissent ou encore leur aire géographique. Les annexes 2 et 3 présentent les principales organisations de commerce équitable et leurs labels. Ici, nous détaillons plus particulièrement deux ruptures qui font évoluer les discours et les pratiques du commerce équitable : le label Fair Trade USA (FTUSA) et label Symbole des Producteurs Paysans (SPP).

2.2.1. Fair trade USA

Parmi les récentes évolutions, la plus franche a été la scission entre l'organisation nationale américaine Transfair USA et l'organisation internationale, FTI. Cette rupture a été impulsée par des entreprises américaines telles que Starbucks (plus grande chaîne de café dans le monde). Transfair USA a quitté FTI en 2012 suite à des désaccords sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fondamentaux du commerce équitable, mais aussi sur les modèles de développement agricole à promouvoir. En quittant FTI, l'association américaine change de nom et devient Fair Trade USA (FTUSA).

Trois axes majeurs émergent dans la stratégie de FTUSA (Tallontire et Nelson, 2013) :

- Continuer de renforcer les communautés paysannes en investissant dans les OP existantes et en mettant en place de nouveaux partenariats avec d'autres OP. Cet axe reste en cohérence avec FTI. D'ailleurs, la certification à FTI délivrée par FLOCERT pour les OP est reconnue par FTUSA. Les OP déjà certifiées par FTI n'ont alors pas besoin de procéder à une certification supplémentaire pour vendre sur le marché américain sous le label FTUSA.
- Provoquer un engouement pour le commerce équitable aux Etats Unis. La conscience et les achats des consommateurs pour les produits équitables sont limités aux Etats Unis, malgré qu'il s'agisse du premier marché équitable mondial en termes de volume et de valeur.
- Inclure davantage de communautés dans le commerce équitable. Cette ouverture, radicalement opposée à la stratégie de FTI, rendrait le commerce équitable plus « juste » selon ses défenseurs, en incluant des organisations avec des modèles économiques distincts : coopératives et associations, mais aussi « groupe de producteurs indépendants » ou travailleurs de plantations.

Cet axe traite particulièrement la question de la « cible » du commerce équitable. Si cela fait particulièrement débat et a justifié la sortie de Transfair USA de FTI, notons toutefois que des plantations privées et des producteurs indépendants peuvent déjà intégrer le mouvement du commerce équitable promu par FTI dans certaines filières et zones géographiques¹⁶.

La littérature existante s'attarde particulièrement sur l'ouverture du commerce équitable aux travailleurs des plantations et sur la gouvernance de FTUSA n'intégrant pas les producteurs

¹⁶ Les producteurs indépendants de riz basmati et de coton en Inde, de fruits secs et de coton au Pakistan, de cacao en Océanie sont permis dans FTI (ce depuis 2005). Pour les plantations, elles peuvent être certifiées par le commerce équitable lorsqu'il s'agit de plantations de fruits (y compris bananes), graines et fruits oléagineux, légumes frais, fruits préparés, fleurs, tisanes ou thé.

dans les instances décisionnelles (Tallontire et Nelson, 2013; Jaffee et Howard, 2016). Toutefois, elle traite encore peu la question de l'ouverture du commerce équitable aux producteurs indépendants sous contrats. C'est pourtant un changement fondamental puisque le rôle des OP, perçues historiquement comme levier de changements, est remis en question. En effet, le commerce équitable a émergé pour consolider des OP fortes et autonomes via leur accès dans des conditions favorables aux marchés internationaux. La structuration des OP était un prérequis que le commerce équitable venait consolider. L'objectif des défenseurs de FTUSA est d'étendre les bénéfices du commerce équitables aux producteurs indépendants.

L'inclusion des producteurs individuels sous contrat avec un acheteur dans le commerce équitable entre en rupture avec la façon traditionnelle de faire du commerce équitable. Cela soulève des questionnements importants quant à la place de la dimension collective dans ce projet, et sur la manière dont les normes des « commerces équitables » vont pouvoir atteindre leurs objectifs de moyens d'existence durables et d'*empowerment*.

2.2.2. Le symbole des producteurs paysans¹⁷

Une autre évolution avait déjà touché l'organisation FTI. A l'inverse de FTUSA le principal réseau de petits agriculteurs impliqué dans FTI, qui représente les organisations d'agriculteurs d'Amérique Latine (CLAC), a décidé de développer un label alternatif plus exigeant en 2006. Ils ont créé le label *Simbòlo de Pequenos Productores* (SPP) composé d'un seul standard, exclusivement dédié aux OP. 28 OP sont propriétaires de SPP Global, l'organisation propriétaire du label. Le comité directeur est composé de six représentants d'OP latino-américaines (six pays) et de trois représentants des acheteurs (français, nord-américain et canadien). En 2017, 90 OP ont été certifiées par SPP. En 2014, elles n'étaient que 63.

La création de SPP marque avant tout une séparation idéologique et politique. Les OP propriétaires de SPP portent une voix extrêmement critique aux évolutions actuelles du marché équitable. Ils dénoncent les propositions de FTUSA et également les ouvertures déjà amorcées au sein de FTI. Par exemple ils dénoncent l'ouverture aux entreprises transnationales, qui contrôlent le marché, créent une compétition déloyale sur le marché équitable, et qui ont, selon eux, des pratiques commerciales non respectueuses des valeurs fondamentales du commerce équitable (SPPGlobal, 2017)¹⁸. Selon SPP Global, les acheteurs orientés « mission » ont tendance à offrir des prix supérieurs au prix garanti par le commerce équitable, au contraire des acheteurs conventionnels qui proposeraient des prix en deçà du prix minimum en prétextant des problèmes de qualité (SPPGlobal, 2017 #891) ou en négociant l'achat de containers au prix équitable en contrepartie de l'achat d'un nombre plus important de containers au prix du marché (Diaz Pedregal, 2006; Raynolds, 2009; SPPGlobal, 2017). De cette manière, les prix d'achat moyens sont abaissés. D'autres manquements au partenariat commercial équitable de la part d'acheteurs conventionnels sur divers sujets, tels

¹⁷ Traduction choisie par les défenseurs du label « *Símbolo de pequeños productores* » en France

¹⁸ Voir la lettre « *Declaración y Llamado Urgentes por el Rescate del Comercio Justo* » diffusée par SPP Global le 29 juin 2017.

que le préfinancement des OP ou l'engagement sur des contrats de long terme, sont aussi relevés (Raynolds, 2009; SPPGlobal, 2017).

La création de ces deux labels alternatifs a particulièrement chamboulé le paysage du commerce équitable global. De plus, les diverses pratiques et niveaux d'engagements dans des partenariats commerciaux soulèvent des questions quant aux effets du commerce équitable sur les communautés paysannes. Ce contexte particulièrement clivé justifie les orientations données à cette recherche.

2.3. Les principales normes et instruments des standards équitables

Mettre en place des incitations économiques et des règles commerciales afin de réduire la vulnérabilité des agriculteurs aux marchés internationaux est la principale stratégie des standards de commerce équitable. Celle-ci se matérialise par différents instruments.

2.3.1. Le prix équitable : combinaison d'un filet de sécurité et d'une prime redistributive

Le prix équitable comprend deux composantes.

La première composante, allocative, vise à internaliser les coûts de production durable, les externalités et prendre en charge les risques dans un souci d'efficacité ; c'est le prix efficace (Voituriez et al., 2002). Dans le cas du commerce équitable, ce prix efficace est un « prix minimum garanti » à l'échelle des organisations de producteurs (OP). Lorsque les prix des marchés internationaux sont inférieurs à ce prix plancher, il doit être versé aux OP comme minimum. Lorsque les prix internationaux sont supérieurs, ce sont au contraire eux qui s'appliquent¹⁹. Le prix minimum garanti est en d'autres termes un filet de sécurité censé stabiliser les prix et les revenus des producteurs.

La deuxième composante, particulière au commerce équitable, a vocation à majorer le prix efficace (le prix minimum garanti ou le prix du marché s'il est supérieur) d'une prime collective. Une prime collective est reversée aux OP pour atteindre le prix final, équitable au sens économique. C'est en quelque sorte une ponction du surplus du consommateur pour le reverser aux producteurs dans un souci de justice sociale et de redistribution. En règle générale, ce sont des instruments publics qui redistribuent ainsi les richesses. Dans le cadre du paradigme « *trade not aid* », les consommateurs se substituent aux contribuables. La prime collective est une somme fixe par unité de production vendue en conditions de commerce équitable (Voituriez et al., 2002). Elle est utilisée librement par les OP pour améliorer leurs systèmes de production ou pour les projets communautaires.

En résumé, le premier acheteur doit payer le prix minimum garanti ou le prix international du marché (selon le plus élevé), majoré d'une prime sociale collective. Ces deux instruments sont les principaux critères économiques des standards de commerce équitable.

¹⁹ Dans tous les cas, les OP et le premier acheteur sont libres de négocier ces prix, mais à la hausse seulement.

2.3.2. Le préfinancement

Le troisième instrument commercial imposé par les normes de commerce équitable est le préfinancement. L'objectif est d'aider les OP à accéder à des formes raisonnables de soutien financier, en particulier le préfinancement pour soutenir les achats qu'ils effectuent auprès des membres mais aussi d'autres besoins financiers. En adoptant la certification de commerce équitable, les acheteurs acceptent de préfinancer les récoltes aux OP qui en font la demande ou de faciliter la procédure via une tierce partie. Le plafond de préfinancement est en général de 60% de la valeur du contrat de vente. Ce critère est présent dans FTI, FTUSA et SPP, bien que les seuils soient distincts. L'acheteur peut facturer des intérêts sur le préfinancement, mais il est conseillé de fournir des conditions de prêts plus avantageuses que celles proposées par les prêteurs d'argent locaux.

2.3.3. Normes sociales et environnementales

Une série de normes sociales et environnementales doit être respectée par les OP certifiées: respecter les droits du travail des salariés de l'OP et des producteurs, respecter les droits de l'Homme fondamentaux (non-discrimination, pas de travail des enfants...), s'organiser et gérer démocratiquement et de manière transparente les activités de l'OP, fournir aux producteurs membres des formations techniques et organisationnelles, protéger l'environnement grâce à un ensemble de pratiques de production durables et de pratiques de gestion des ressources, de la biodiversité et des déchets etc. L'agriculture biologique n'est pas un prérequis à la certification FTI²⁰, bien qu'elle soit encouragée et incitée économiquement par une prime Bio qui s'ajoute au prix équitable. Le montant de cette prime diffère selon les standards et les productions.

2.4. Le rôle de la dimension collective dans les « commerces équitables »

Pour FTI, l'organisation collective est un prérequis pour accéder à la certification. Le commerce équitable est censé consolider les OP pour les rendre actrices du développement local. Nous verrons que différemment, pour FTUSA, l'organisation collective est facultative pour accéder à la certification, et le commerce équitable n'est plus censé renforcer les OP mais les faire émerger, comme moteur de dynamiques collectives. Nous présentons d'abord la vision de *l'empowerment* et du rôle du collectif chez FTI, puis nous présentons l'initiative FTUSA qui remet en cause cette vision.

2.4.1. Les pratiques organisationnelles promues par *Fairtrade International* (FTI)

Le commerce équitable de FTI, bien qu'il soit ancré dans le marché, met en avant les valeurs de justice sociale et tente, par de nombreux outils, de transformer les relations de pouvoir dans les chaînes de valeurs globalisées. C'est dans ce but que FTI a historiquement réservé

²⁰ Certains labels de commerce équitable imposent le respect du cahiers des charges d'agriculture biologique

l'accès au commerce équitable aux petits producteurs organisés en OP afin de renforcer leurs capacités individuelles et collectives.

Pour obtenir la certification équitable une OP doit être gérée de manière démocratique. Tous les membres de l'organisation doivent avoir accès à des processus décisionnels démocratiques et, dans la mesure du possible, participer aux activités de l'organisation. L'organisation doit être mise en place et agir de manière transparente pour ses membres et ne doit pas discriminer un membre ou un groupe social particulier.

Renforcer les OP afin qu'elles soient indépendantes, compétentes et démocratiques et favoriser leur mise en réseau aux échelles locales, nationales et internationales est vu comme un moyen de créer de *l'empowerment* chez les agriculteurs.

Pour FTI, *l'empowerment* est le processus d'expansion de la capacité d'action des personnes à contrôler les ressources et à prendre des décisions qui affectent leur vie, mais aussi de négocier de conditions plus favorables, de contrôler les institutions, et les tenir pour responsables (*accountability*). FTI vise à contribuer à *l'empowerment* aux échelles individuelles et collectives (FTI, 2015a) et adopte un paradigme politisé selon Tallontire et Nelson (2013). La politisation des débats et des valeurs de FTI est illustrée par l'importance accordée à la consolidation de ressources et de capacités collectives pour mettre au défi les structures politiques, économiques et sociales inéquitables. En retour, cet *empowerment* collectif viendra renforcer les capacités des agriculteurs individuels (Tallontire et Nelson, 2013). FTI met l'accent sur les capacités des producteurs à façonner leur propre développement, leur participation à des chaînes de valeurs équitables mais également au-delà, dans leurs communautés.

2.4.2. La remise en cause du rôle de l'action collective chez FTUSA

L'organisation FTUSA s'éloigne précisément des valeurs *d'empowerment* de FTI et s'inscrit dans un paradigme pragmatique (Tallontire et Nelson, 2013). Les défenseurs de cette vision considèrent que les objectifs *d'empowerment* collectif et politique sont exigeants et non réalisables à court terme (Tallontire et Nelson, 2013).

Tout en conservant la plupart des critères de FTI, FTUSA n'exige pas que les producteurs soient organisés sous forme d'OP. Ils rendent éligibles à la certification des producteurs dits « indépendants ». Ces derniers peuvent s'associer avec un partenaire d'accès au marché (PAM) pouvant être un transformateur ou un exportateur. Le PAM remplit les mêmes fonctions et les mêmes responsabilités que l'OP dans FTI : il détient le certificat, est chargé de l'exportation, reçoit le prix minimum, fournit les formations techniques et organisationnelles etc.²¹ Les producteurs « indépendants » doivent constituer un « comité de commerce équitable » (CCE) dès la première année, afin de gérer la prime collective²².

²¹ Notons toutefois, que les acheteurs ne sont pas imposés de fournir un préfinancement de récoltes au PAM (même si il en fait la demande)

²² Des critères régissent la création du CCE (élection démocratique, absence d'intervention du titulaire du certificat...), les missions du CCE (réunions trimestrielles, procès-verbaux des réunions...), l'élaboration d'une évaluation sur les besoins des participants à la prime, leurs familles et des communautés, l'élaboration

Pour pallier au potentiel déséquilibre de pouvoir entre le PAM et les producteurs, la certification FTUSA interdit les contrats exclusifs avec le PAM, et ce dernier ne peut pas interférer si les producteurs veulent être propriétaires directs du certificat de commerce équitable, passer au standard proposé pour les OP et vendre à d'autres acheteurs. FTUSA a aussi développé des critères pour assurer la gestion démocratique et financière de la prime collective par le comité de producteurs, notamment un compte bancaire distinct.

Chez FTUSA, l'*empowerment* est d'abord décliné en une composante individuelle. L'*empowerment* individuel est recherché grâce à la provision de formations ; l'objectif étant d'informer les producteurs de manière à ce qu'ils soient capables de faire des choix qui contribuent à l'amélioration de leurs moyens d'existence. La seconde composante, collective cette fois, se résume à la gestion de la prime collective par le CCE. Le contrôle des ressources économiques est le domaine privilégié pour l'*empowerment* dit collectif. Au contraire de FTI, aucune autre responsabilité collective n'est donnée aux producteurs « indépendants ».

La dimension politique de l'*empowerment* telle que mobilisée dans les discours de FTI (influence collective de négociation sur la chaîne de valeur, de plaidoyer sur les institutions qui affectent leurs vies dans le but de challenger les structures sociales et politiques) est absente des discours de FTUSA.

Le commerce équitable a deux objectifs centraux : (i) améliorer les moyens d'existence durables et (ii) générer l'*empowerment* des producteurs les plus vulnérables sur les marchés internationaux.

Fairtrade International, le principal standard de commerce équitable propose des règles commerciales et organisationnelles afin de renforcer les OP et de transformer les relations de pouvoir dans les filières. Les évolutions récentes du commerce équitable (notamment la création de FTUSA) remettent en cause le rôle des OP pour atteindre les objectifs de développement durable et d'*empowerment*. Cela questionne la manière dont le commerce équitable parviendra à remplir ses objectifs.

Dans cette thèse, nous nous concentrons sur l'enjeu de sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire reste un défi majeur du développement durable, notamment pour les producteurs familiaux des pays en développement, mais les instruments de régulation privée censés y contribuer (les SVD et les standards équitables) prêtent peu d'attention à cet enjeu. De plus, les relations entre les SVD et cet enjeu central sont peu explorées dans la littérature académique. La prochaine section explique pourquoi il nous paraît important d'investiguer ces relations.

3. Quid de la sécurité alimentaire ? Vers une problématique générale

La multiplication des standards volontaires de durabilité (SVD) montre aujourd'hui la volonté grandissante de réguler le développement durable et ses enjeux spécifiques via des instruments de régulation privés basés sur le marché et pilotée par les consommateurs.

Parmi les enjeux de développement durable, la sécurité alimentaire (SA) reste un défi majeur, en particulier pour les producteurs familiaux. Toutefois les instruments censés y répondre y prêtent peu attention et les relations tant conceptuelles qu'empiriques entre les SVD (y compris le commerce équitable) et la SA ont été peu étudiées (Bacon, 2015).

L'enjeu de SA figure dans les objectifs du développement durable (ODD) signés en 2015. L'objectif 2 des ODD vise à abolir la faim, parvenir à la SA, améliorer la nutrition, tout en promouvant l'agriculture durable. Cet objectif combine les enjeux de SA et ceux d'agriculture durable. Cela va dans le sens de la FAO qui affirme en 2012 que l'éradication de la faim est essentielle pour le développement durable, et que inversement, des systèmes de production et de consommation durables sont indispensables pour éradiquer la faim (FAO, 2012b). Comme le souligne le Comité d'évaluation de la durabilité (COSA, 2013), un développement ne peut être durable lorsque des personnes ont faim : *"Most forms of sustainability are simply not possible where there is substantial hunger"* (COSA, 2013).

En 2017 l'insécurité alimentaire restait un phénomène majeur où 815 millions de personnes souffraient de sous-alimentation. Deux tiers des personnes souffrant d'insécurité alimentaire à l'échelle globale vivent en zone rurale, et 50% sont à la tête de petites exploitations agricoles familiales (Bélières et al., 2014).

En tant qu'instrument de régulation de la production et des échanges, les SVD sont censés répondre aux enjeux de développement durable, dont les enjeux de SA.

Le manque de littérature ne permet pas de conclure quant à la contribution des SVD et des standards équitables aux enjeux de SA. Pourtant, de par leur prolifération rapide et leur action sur les filières alimentaires, ils peuvent avoir des effets directs ou indirects sur la SA ; notamment aux échelles locales de production de produits certifiés durables, sur les producteurs et leurs familles.

L'adoption de SVD peut indirectement impacter la production d'aliments des producteurs via un transfert de connaissance, de techniques, technologies ou intrants ; ou plus directement impacter l'accès économique des producteurs aux aliments via un accroissement des revenus (Oosterveer et al., 2014). Les SVD peuvent aussi avoir des effets inattendus et indirects. Induire des coûts supérieurs, exclure les producteurs les plus vulnérables des marchés, contribuer à l'accroissement des prix des aliments, provoquer le déplacement des populations locales ou inciter la spécialisation à des cultures de rentes non consommées localement, font partie des effets inattendus à envisager (Oosterveer et al., 2014).

La singularité des standards de commerce équitable les rendent particulièrement intéressants pour traiter cette question : ils visent à contribuer aux moyens d'existence durables des producteurs et de leurs familles, ce qui comprend leur SA, et ils ciblent (jusqu'à

récemment) les producteurs familiaux, qui sont les principales victimes d'insécurité alimentaire. Pour ces raisons, le commerce équitable semble particulièrement adapté à l'étude de ses interactions avec la SA.

Cette thèse fournit des éléments de réponse à la problématique générale suivante :

De quelle manière et dans quelle mesure le commerce équitable contribue-t-il à la sécurité alimentaire des ménages, et aux moyens d'y parvenir ?

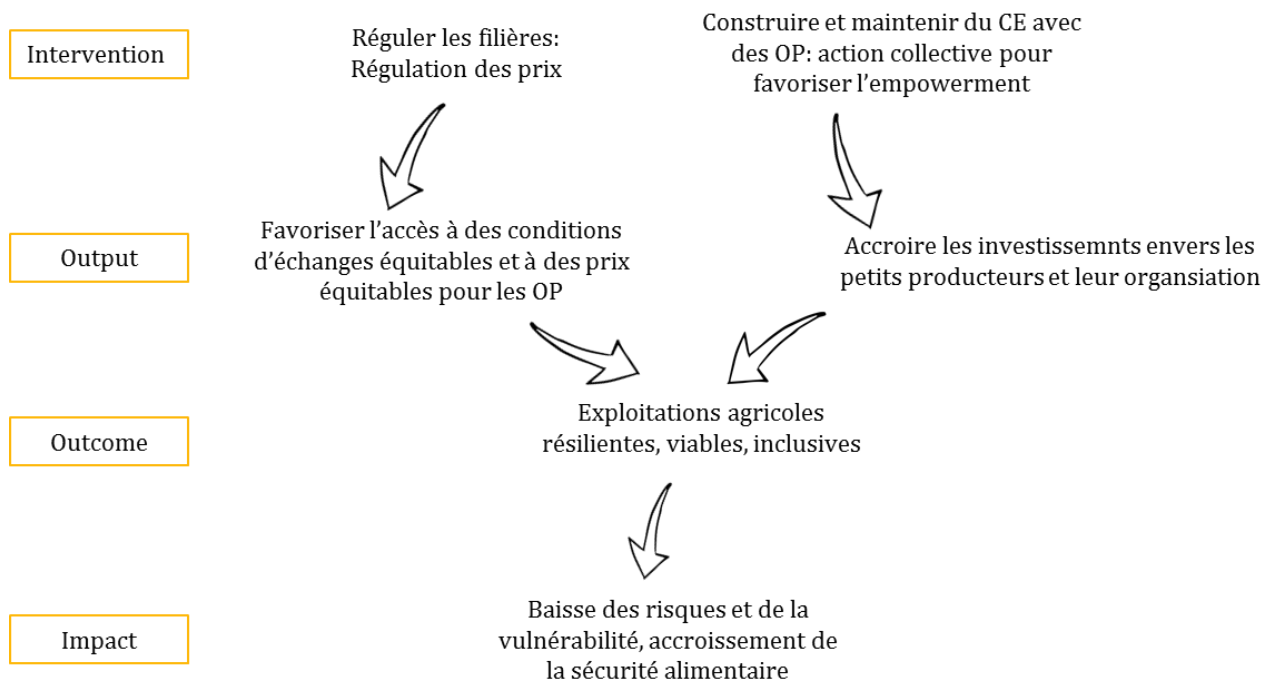
Cette thèse prend le cas du principal standard de commerce équitable à savoir *Fairtrade International* (FTI). Dans FTI, aucun critère n'est explicitement tourné vers la SA. Il semble important de préciser ici que ce n'est pas spécifique des standards de commerce équitable. Les standards de durabilité certifiant d'autres filières d'exportation n'intègrent pas ces enjeux²³. En revanche, malgré l'absence de critère explicite sur la sécurité alimentaire dans le cahier des charges de FTI, des allégations sont faites dans la « théorie du changement » qui décrit les attentes quant aux effets du commerce équitable sur les producteurs (Nelson et Martin, 2017). Cette « théorie du changement » prend la forme d'un enchainement de résultats (*outputs, outcomes, impacts*) issus des instruments (*inputs*) inhérents au programme du CE. Elle met en avant deux interventions du commerce équitable qui favoriseraient la SA des ménages agricoles participants (Figure 2).

C'est premièrement par la régulation des prix de vente et des conditions des échanges, et via les revenus des cultures de rente certifiées, que le commerce équitable entend contribuer aux enjeux de SA. FTI vise à fournir un revenu stable aux producteurs, afin qu'ils puissent investir dans leurs exploitations et assurer la SA de leurs familles et communautés sur le long terme (FTI). Deuxièmement, FTI entend contribuer à la SA via le renforcement des OP (Figure 2). Les OP doivent participer au renforcement des exploitations agricoles afin qu'elles soient résilientes et viables. Nous verrons que dans FTI, les OP sont un pivot dans la transmission des mécanismes du commerce équitable aux ménages agricoles.

Ainsi, bien que les cahiers des charges ne parlent pas directement de SA, plusieurs instruments et normes comprises dans FTI sont susceptibles d'influencer indirectement les moyens d'atteindre la SA.

²³ Parmi les initiatives pour les filières huile de palme durable RSPO, soja responsable RTRS, sucre de canne durable Bonsucro, agro-carburants RSB, et bois FSC. RSB est la seule qui prend en compte cet enjeu dans son cahier des charges. Un principe requiert à ce que la production d'agro-carburants "*shall ensure the human right to adequate food and improve FS in food insecure regions.*" Toutefois, la manière de définir si les régions sont qualifiées en « insécurité alimentaire n'est pas définie (Sirdey, 2014)

Figure 2: Théorie du changement de Fairtrade International sur les questions de sécurité alimentaire (source : auteur, inspiré de FTI 2009)



Conclusion du chapitre 1

Le chapitre 1 a permis de positionner la recherche en présentant les objectifs et les évolutions des standards de commerce équitable. Il présente les motivations empiriques conduisant à la problématique générale de la thèse.

Nous affinons nos motivations empiriques dans le chapitre suivant en analysant la littérature empirique existante et les perspectives de recherche qu'elle soulève. Le chapitre 2 porte sur : Sur quoi (c'est-à-dire sur quels moyens d'atteindre la SA) et comment (c'est-à-dire via quels instruments) le CE jouerait-il un rôle pour contribuer à la SA des producteurs engagés dans le CE ?

CHAPITRE 2

DU COMMERCE EQUITABLE A LA SECURITE ALIMENTAIRE : REVUE DE LA LITTERATURE ET CONSTRUCTION DE QUESTIONS ET D'HYPOTHESES DE RECHERCHE

Introduction de chapitre

Ce chapitre fournit un inventaire exhaustif des études empiriques publiées disponibles qui se concentrent sur les effets du CE sur la SA. Nous mettons en évidence les principaux résultats et la rareté des preuves causales entre le CE et la SA. Ce chapitre vise dans un second temps à identifier et à discuter la manière dont les outils du CE peuvent générer des changements sur les moyens d'atteindre la sécurité alimentaire. En d'autres termes, les chemins d'impacts potentiels entre le CE et la SA des ménages sont construits. *Fairtrade International*, le principal standard de CE, a construit sa propre « théorie du changement » décrivant la manière dont ils entendent contribuer au développement économique, social et environnemental des producteurs et de leurs organisations (Nelson et Martin, 2017). Des auteurs ont déjà initié des réflexions sur les divers chemins d'impacts depuis les instruments du CE jusqu'aux *outputs*, *outcomes* et/ou impacts (Nelson et Pound, 2009; Nelson et al., 2016; Ruben, 2017). Toutefois, cet exercice n'a pas encore été réalisé en ce qui concerne l'impact particulier sur la sécurité alimentaire. Chiputwa et Qaim (2016) propose et teste deux chemins: le niveau des revenus et le contrôle des revenus par les femmes au sein du ménage. Mais l'ensemble des chemins d'impacts potentiels doit être identifié et discuté afin de comprendre de quelles manières le CE peut renforcer ou compromettre la sécurité alimentaire. Selon la définition qui fait consensus depuis le sommet mondial de l'alimentation de la FAO à Rome en 2009, la sécurité alimentaire existe lorsque « *tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.* »

L'objectif de ce chapitre est alors de décrire et de discuter l'enchaînement des effets depuis les instruments du CE (*inputs*) jusqu'aux *outcomes* déterminants la sécurité alimentaire. Il aboutit à la formulation de nos questions et hypothèses de recherche.

1. Liens empiriques entre le commerce équitable et la sécurité alimentaire : une revue de la littérature

1.1. Prévalence et déterminants de l'insécurité alimentaire chez des producteurs certifiés

L'article de Caswell et al. (2012) répertorient les études antérieures à 2012 qui mettent l'accent sur la persistance de l'insécurité alimentaire chez les producteurs de café certifiés (agriculture biologique, CE, Utz). Le tableau ci-dessous (Figure 3) issu de Caswell et al. (2012) résume les différentes études réalisées et publiées entre 2007 et 2012.

Figure 3: Etudes empiriques sur l'insécurité alimentaire saisonnière parmi des communautés caféicultrices centre-américaines publiées entre 2007 et 2012 (Caswell, et al. 2012)

Region	Study size	Study type/Research date	% Experiencing Food Insecurity	Reference
Nicaragua, Guatemala, El Salvador, Mexico	469 households	Stratified survey, 2004-05	63% struggle to meet basic food needs	Méndez, VE et al, 2010
Northern Nicaragua	177 households	Participatory Action Research (focus groups, surveys and long-term case study), 2006	69% unable to meet basic food needs at some point	Bacon, CM et al, 2008
Nicaragua, Mexico, Guatemala	179 households	Household level surveys and interviews (unpublished), 2006-07	31% in Mexico, 44% in Nicaragua, and 61% in Guatemala, unable to meet food needs at some point of the year	Fujisaka, S (CIAT), 2007
Western El Salvador	29 households	Semi-structured interviews, 2008	97% Unable to meet basic food needs at some point	Morris, K, forthcoming
Northern Nicaragua	256 households	Stratified survey and household interviews, focus groups, anthropometric measures (unpublished), 2009/10	82% unable to meet basic food needs at some point	Bacon, CM et al, unpublished
Northern Nicaragua	87 households	Household surveys and interviews stratified by participation in a food security initiative, 2009.	100% unable to meet food needs at some point during the year, avg. of 3 months of food insecurity/year	Pino, M, unpublished
Pico Duarte Region, Dominican Republic	41 households	Participatory Action Research, 2011	82.9% have trouble covering basic food necessities	Gross, L, 2011

Nous complétons la synthèse proposée par Caswell et al. (2012) par une revue des études publiées plus récemment et par l'ajout des résultats sur les facteurs corrélés à la SA (Tableau 4).

1.1.1. Prévalence de l'insécurité alimentaire

La prévalence de l'insécurité alimentaire est mesurée à partir du nombre de mois de soudure déclaré. Dans ces analyses, exclusivement réalisées en Amérique centrale, nous notons qu'entre 30% et 100% des ménages enquêtés reportent des difficultés à satisfaire leurs besoins alimentaires à un certain moment de l'année, indépendamment du fait qu'ils soient conventionnels ou certifiés.

Parmi ces analyses, notons la restitution d'un projet quinquennal mené par Keurig Green Mountain et le CIAT de Cali dont l'objectif était d'améliorer les moyens de subsistance et la

sécurité alimentaire, via une diversification des activités (animaux, jardin familial, chameau, etc.), l'éducation, l'amélioration de la qualité du café, etc. pour des producteurs de café certifiés (biologiques, CE, Utz)²⁴ (Caswell et al., 2014). Le projet conclue en une amélioration de la sécurité alimentaire, bien qu'elle reste insatisfaisante. La période d'approvisionnement inadéquat en aliments pour les ménages est passée de 3,81 mois par an en moyenne en 2007 à 2,83 mois en 2013. Ce projet témoigne l'intérêt croissant de certains universitaires ou des acteurs des filières (torréfacteurs ou autres acteurs du secteur du café) à s'emparer de l'enjeu d'insécurité alimentaire et à mettre en œuvre des actions localement. Ces actions ont permis de capitaliser des informations sur la prévalence d'insécurité alimentaire.

1.1.2. Déterminants de l'insécurité alimentaire

Plusieurs articles analysent, au sein de ménages agricoles certifiés par le CE, les déterminants de leur insécurité alimentaire. Ils s'intéressent aux corrélations existantes entre la sécurité alimentaire (approchée par la durée de la soudure) et des *outputs*, c'est-à-dire différents éléments des moyens d'existence (revenus, activités, capitaux etc...).

Trois études analysent les déterminants de la durée de la soudure sur des échantillons composés à 100% de ménages doublement certifiés par *Fairtrade International*-Bio (Bacon et al., 2014; Caswell et al., 2014) ou par l'agriculture biologique seule (Morris et al., 2013).

En combinant des observations, des entretiens semi-directifs, des focus groups et un sondage auprès de 244 producteurs certifiés, ils signalent que les producteurs de café déclarent faire face en moyenne à 3,15 mois par an d'insécurité alimentaire (Bacon et al., 2014). une production de maïs plus élevée, une plus grande superficie agricole, et un stockage amélioré du grain. Des résultats qualifiés d'inattendus ont révélé que les ménages avec plus d'arbres fruitiers connaissent moins de mois de soudure, tandis que les pratiques respectueuses de l'environnement (y compris la culture du café en respectant les normes de l'agriculture biologique) ne sont pas corrélées à une insécurité alimentaire saisonnière plus courte. Enfin, ils montrent qu'une production accrue de café ne favorise ni ne dégrade la sécurité alimentaire en période de soudure. Bien que la certification semble aider, les auteurs appellent à davantage d'investissements et des stratégies intégrées pour réduire l'insécurité alimentaire auxquelles les ménages font face chaque année.

²⁴ Ce projet a fait l'objet d'un documentaire, intitulé « *After the harvest : Fighting hunger in the coffeelands* ». Il illustre l'insécurité alimentaire saisonnière, les causes et potentielles solutions, grâce à des témoignages de caféiculteurs, d'ONG (Heifer), de torréfacteurs (Green Mountain Coffee Roasters) et chercheurs (Daniele Giovannucci, COSA).

Tableau 4: Résumé des articles examinant le lien entre commerce équitable et sécurité alimentaire (source: auteur)

References	Country	Sample and commodity	Prevalence of food insecurity	Correlations between food insecurity and “outputs”	Statistical comparisons between groups
Caswell 2014 (CIAT)	Nicaragua, Mexico, Guatemala	FT and/or organic coffee-farmers	From 3.81 months per year in 2007 to 2.83 in 2013 before/after a project at improving livelihoods via diversification of activities, education, coffee quality.	Farmers that increased coffee land, reduced their lean months Relationship between coffee production and thin months unclear %income from coffee is positively correlated with shorter lean months period	
Jaffee 2008	Mexico	FT vs conventional coffee-farmers		Positive correlation between gross households income, share of home-consumption and shorter lean months period	Positive correlation between shorter lean months, longer period of grains storage, more frequent consuming of meat and cheese; and FT participation
Bacon 2008	Nicaragua	FT and conventional coffee-farmers	69% of farmers unable to meet basic food needs at some point of the year		
Mendez 2010	Nicaragua, Guatemala, Salvador, Mexico	FT and/or organic vs conventional coffee farmers	63% of farmers unable to meet basic food needs at some point of the year	No correlation between households gross income and duration of lean months Positive correlation between the number of income sources and shorter lean months period	Positive correlation between FT certification and longer lean months period
COSA 2013	12 countries	Certified vs conventional coffee and cocoa farmers		Positive correlation between higher net coffee income and shorter lean months period Positive correlation between crop diversity and shorter lean months period	Positive correlation between FT participation and shorter lean period

Morris 2013	Salvador	Organic farmers	coffee	97% of farmers suffer from food shortage	No correlation between shorter lean months period and migration, income per person, food crop diversity, share of purchased food, ratio working on non-working members, size of landholding per person
Bacon 2014	Nicaragua	FT and FT-organic coffee farmers		Average duration of lean months: 3,15 months per year	Positive correlations between household income, number of fruit trees, corn production, farming area, grain storage and shorter lean months No correlation between organic and lean months period No correlation between leadership in coop, time of membership and lean months No correlation between share of food purchased, number of households' members contributing to income and lean months No correlation between lean months period and crop and animal diversity
Bacon 2017	Nicaragua	FT coffee farmers, farmers who joined "peasant to peasant" program, conventional coffee farmers			Positive correlation between shorter lean months period and farm area, off farm income, beans income, number of fruit trees, coffee production, home consumption share upper 50% No correlation between shorter lean months period and food crop production, farm production diversity, organic certification, corn income No correlation between FT certification and duration of lean months period

a contribué à la littérature sur les effets de la certification bio. Ils fournissent une analyse approfondie de la nature de l'insécurité alimentaire saisonnière pour 29 producteurs de café certifiés Bio au Salvador. Ils explorent qualitativement comment et pourquoi 97% des ménages souffrent d'une pénurie alimentaire à une certaine période de l'année. Les deux principales causes sont le manque de revenus pour acheter de la nourriture et le manque de réserves de cultures vivrières. Ils font face à cette adversité en empruntant de l'argent et de la nourriture, en cherchant du travail à l'extérieur de la communauté, en vendant du bétail et/ou en changeant leur alimentation. Cette étude teste la contribution de plusieurs facteurs de moyens d'existence à la sécurité alimentaire, mais ne trouve aucune corrélation significative, tel que précisé dans le Tableau 4.

Quatre autres études s'intéressent aux déterminants de l'insécurité alimentaire sur des échantillons composés de producteurs certifiés par le CE ou non (Jaffee, 2008; Méndez et al., 2010; COSA, 2013; Bacon et al., 2017).

Concernant les corrélations entre les revenus et la sécurité alimentaire, les résultats ne sont pas consensuels. En 2013, *Committee Of Sustainability Assessment*²⁵ (COSA) a proposé une analyse des effets des certifications durables dans les chaînes de valeur du café et du cacao dans 12 pays en développement. Ils montrent que des revenus nets du café plus élevés seraient corrélés à une période de soudure plus courte²⁶. Sur un échantillon de 51 ménages caféiculteurs mexicains, Jaffee (2008) montre des corrélations positives entre une soudure plus courte et les revenus bruts des ménages. Au Nicaragua, Bacon et al. (2014) explorent les déterminants de l'insécurité alimentaire saisonnière chez 244 producteurs de café certifiés (CE et CE-Bio). Ils trouvent des corrélations significatives attendues entre une période plus courte d'insécurité alimentaire saisonnière, et, un revenu plus élevé du ménage,

Au contraire au sein d'un échantillon de 29 caféiculteurs certifiés Bio au Salvador, Morris et al. (2013) ne trouve pas de corrélation entre la durée de la soudure et d'une part les revenus du café et d'autre part les revenus du ménage. De même, Méndez et al. (2010) mesurent les effets (prix, revenus bruts, crédits, épargne, éducation, migration et sécurité alimentaire) du CE et de la certification bio sur les producteurs de café certifiés impliqués dans 18 coopératives de quatre pays d'Amérique Centrale. Sur cet échantillon de 469 ménages, les auteurs ne trouvent pas de différence significative en termes de revenus bruts entre les ménages en sécurité alimentaire et les ménages en situation d'insécurité alimentaire. L'étude de Bacon et al. (2017) réalisée sur 368 ménages caféiculteurs au Nicaragua conclue que les revenus du ménage ne sont pas significativement corrélés à la durée de la soudure.

Les corrélations entre la surface agricole et la durée de la soudure ne sont pas non plus immédiates. Tandis que Bacon et al. (2017) montrent que les ménages dotés de davantage de capital foncier subissent une soudure plus courte, Bacon et al. (2014) et Morris et al. (2013) ne trouvent aucune corrélation significative.

²⁵ COSA est " a leading neutral consortium whose global networks of leaders from both public and private sectors are committed to accelerating agricultural sustainability as a vital public service ». Sa mission: Faire avancer les outils de mesure systématique et scientifiques (science-based) pour comprendre, manager et accélérer la durabilité.

²⁶ L'indicateur utilisé par COSA est le nombre de jours (dans les douze mois précédents) durant lesquels au moins un membre du ménage a dû réduire sa consommation alimentaire à cause d'un manque de nourriture.

La diversité agricole cultivée sur l'exploitation agricole ne semble pas corrélée à une période de soudure plus courte comme le montrent Bacon et al. (2014), Bacon et al. (2017), et Morris et al. (2013). Seul COSA (2013) trouve que les ménages les plus diversifiés parviennent à réduire leur insécurité alimentaire saisonnière. Par contre, Bacon et al. (2017) montre que le fait de s'approvisionner majoritairement à la ferme (>50% d'autoconsommation) est corrélé à une période de soudure plus courte.

Enfin, la diversification des sources de revenus est significativement corrélée à une soudure plus courte dans les études de Méndez et al. (2010) et de COSA (2013), tandis qu'elle n'est pas significative dans les études de Bacon et al. (2014) et Bacon et al. (2017).

L'ensemble de ces études a identifié la sécurité alimentaire comme un défi pour la majorité des producteurs, y compris ceux impliqués dans les certifications. Elles mettent en évidence les corrélations entre les manques alimentaires (souvent auto-déclarés) et certaines caractéristiques des exploitations agricoles ou des ménages. Mais aucun consensus ne ressort de cette littérature. Les déterminants d'une période d'insécurité alimentaire saisonnière chez les communautés caféicultrices certifiées par des standards de durabilité restent méconnus. A présent, que dit la littérature sur la corrélation entre la participation au CE et les résultats de sécurité alimentaire ?

1.2. Etudes qualitatives et quantitatives sur les relations entre le CE et la sécurité alimentaire

Nous avons identifié quatre études publiées comparant des producteurs certifiés par FTI à des producteurs non certifiés. Elles ne définissent pas de relations causales entre la certification et l'insécurité alimentaire, mais elles montrent toutefois des corrélations. Les résultats sont mixtes. Deux études concluent en une relation positive, tandis que deux autres ne montrent aucune corrélation significative.

L'étude de COSA conclut : *«La sécurité alimentaire était souvent meilleure dans les fermes certifiées, mais pas toujours, et il convient de noter que de nombreux producteurs certifiés font face à des défis importants pour répondre à leurs besoins alimentaires même lorsque leur revenu était supérieur à celui des producteurs conventionnels »* (COSA, 2013). Jaffee (2008) compare 26 ménages caféiculteurs membres d'une OP certifiée équitable à 25 ménages non-organisés, au Mexique en 2003. Il montre que les ménages certifiés par le CE sont significativement moins touchés par l'insécurité alimentaire (tests non paramétriques). Ils déclarent subir une période de soudure plus courte. Ils parviennent à maintenir des réserves en grains plus longtemps et ils consomment significativement plus de viande et fromage que les producteurs conventionnels.

Au contraire, deux articles concluent l'absence de corrélations entre la participation à des OP certifiées équitables, et la durée de l'insécurité alimentaire.

C'est d'abord le cas dans des résultats de Méndez et al. (2010). Dans leur étude comparant des caféiculteurs certifiés à des producteurs conventionnels dans 18 coopératives

d'Amérique Centrale, les ménages certifiés (biologiques, FTI) signalent même significativement plus de difficultés que ceux qui ne le sont pas (tests non-paramétriques).

Ceci est également soutenu par la contribution de Bacon et al. (2017), qui a la particularité de comparer deux initiatives de développement. La première se revendique du mouvement « souveraineté alimentaire » pour répondre aux enjeux de sécurité alimentaire et propose un programme du type « *campesino a campesino* » basé sur une agriculture de subsistance diversifiée. La seconde est basée sur le paradigme « *trade not aid* » et sur le marché d'exportation du café certifié équitable. Les deux initiatives de développement peuvent contribuer à réduire l'insécurité alimentaire saisonnière (exprimée en longueur de la période de soudure), mais via des mécanismes distincts. D'une part, le FTI et l'exportation du café sont censés fournir des revenus supérieurs et une protection face aux fluctuations des prix internationaux ; d'autre part, les producteurs participants aux démarches "*campesino a campesino*" peuvent maintenir un système de production plus diversifié et être moins exposé aux risques de production. Sur cet échantillon de 368 ménages, les auteurs ne trouvent aucune corrélation significative entre la durée de la soudure et l'affiliation avec l'une ou l'autre des OP (Café CE/"*campesino a campesino*", agriculture de subsistance).

Pour finir, une étude qualitative met l'accent sur la manière dont les OP certifiées par le CE peuvent s'emparer des concepts de sécurité et de souveraineté alimentaire (Bacon, 2015). L'auteur conclut que les coopératives peuvent réconcilier la vision « réformiste » du CE et la vision « radicale » de la souveraineté alimentaire pour atteindre des résultats de sécurité alimentaire. A partir de l'exemple d'une OP historique au Nicaragua, il illustre comment une OP certifiée équitable peut s'emparer de l'enjeu de sécurité alimentaire et mettre en place des mesures pour y contribuer : mise en place de silo de stockage du maïs et haricots, achetés, conservés puis redistribués pendant la période de soudure, mise en place de banques de semences communautaires, inscription de la stratégie de l'OP dans la loi de souveraineté alimentaire du Nicaragua... Enfin, il discute la compatibilité des standards FTUSA et FTI, avec les programmes de souveraineté alimentaire. Selon l'auteur, l'absence de représentation des producteurs au sein de la gouvernance de FTUSA rend ce standard incompatible avec les valeurs d'autonomie inhérente à l'idée de souveraineté alimentaire. Les différents types de commerces équitables devront être étudiés sur leur capacité à éliminer la faim tout en sécurisant les droits des ménages et des pratiques agricoles écologiques. Cette étude suggère d'approfondir les liens entre les OP, *l'empowerment* collectif et la sécurité alimentaire (Bacon, 2015).

1.3. Les mesures de causalités

Les études présentées dans la section 1.2 n'évaluent pas de causalité. Nous avons identifié trois évaluations d'impacts du CE de *Fairtrade International* sur la sécurité alimentaire à l'échelle des ménages (Tableau 5).

Tableau 5: Récapitulatif des évaluations d'impact du commerce équitable (source : auteur)

Ref.	Pays	filière	Stand ards	Echantillon	Méthodes	Indicateurs d'insécurité alimentaire	Résultats
Chiputwa & Quaim 2016	Ouganda	Café	UTZet/ou Bio et/ou FTI vs conventionnels	Données de 2012 : 108 utz + FT 101 utz bio 62 utz 148 non certifiés, non membres d'OP	Variable instrumentale (altitude) Traitement : participation et nombre d'années de participation Système d'équations imbriquées pour évaluer les chemins d'impacts	Adéquation en calories et en micronutriments calculée sur des données de consommation déclarée, rappel d'une semaine (aliments et quantités) Echelle : ménage	Effets positifs et significatif sur la consommation calorique et de micronutriments (zinc, fer). Effets positifs et significatifs du nombre d'années de participation. Deux chemins d'impacts testés et positifs : revenu du ménage (estimé par les dépenses) et contrôle des revenus par les femmes
Becchetti & Costantino 2008	Kenya	Fruits	FTI et/ou bio vs conventionnels	Données de 2005 : N=120 dont, 30 FT/bio en contrat avec une OP FT, 30 conversion bio/FT qui ont récemment signé le contrat, 30 conventionnels qui vendent ponctuellement à l'OP sans contrat, 30 contrôles	Modèle Tobit sans contrôle des biais de sélection Puis contrôle pour biais de sélection avec un modèle à 2 équations imbriquées (une première équation est un logit expliquant la participation en fonction des caractéristiques du ménage)	Dépenses alimentaires hebdomadaires <i>Dietary quality</i> : indice calculé à partir de la fréquence de consommation de 13 aliments (compris dans 9 groupes). Indice non pondéré selon les groupes d'aliments Echelle : ménage	Tobit : Effet positif et significatif de l'appartenance à l'OP certifiée FT/bio (Confirmé en contrôlant pour les biais de sélection pour la qualité de la diète) Chemin d'impact potentiel suggéré mais non prouvé : diversification d'espèces d'arbres fruitiers
Meemken et al. 2017	Ouganda	Café	FTI vs Bio vs conventionnels	Données de panel entre 2012 et 2015 N=355 dont 62 Bio, 4 nouvellement entrés Bio, et 28 sortis entre 2007 et 2012 103 FT, 16 nouvellement entrés, 2 sortis Conventionnels	Analyse sur données de panel entre 2012 (même données que Chiputwa et al. 2016) et 2015. Utilisation de variables instrumentales (distance au siège de l'OP et altitude de l'exploitation agricole)	Adéquation en calories et en micronutriments calculée sur des données de consommation déclarée, rappel d'une semaine (aliments et quantités) Consommation hebdomadaire convertie en dépenses alimentaires Echelle : ménage	FT et Bio ont des effets positifs sur les dépenses totales du ménage. Le Bio a un effet positif sur les dépenses alimentaires, et pas d'effet sur l'éducation des enfants FTI a un effet positif sur l'éducation des enfants et aucun sur les dépenses alimentaires/adéquation en calories/micronutriments.

Becchetti et Costantino (2008) visent à mesurer les impacts de différents degrés de conformité avec une organisation certifiée par le CE sur le bien-être de producteurs de fruits au Kenya, qui comprenaient: (1) des agriculteurs biologiques qui ont signé un contrat avec l'organisation de CE; (2) des agriculteurs en conversion qui ont récemment signé un contrat avec l'organisation de CE; (3) des agriculteurs conventionnels qui vendent des fruits à l'organisation CE mais n'ont pas signé de contrat; (4) des agriculteurs conventionnels, ni Bio, ni CE (30 ménages par groupe). Les agriculteurs qui ont signé un contrat avec une organisation de CE bénéficient de l'accès au marché équitable, ainsi que des avantages supplémentaires, tels que l'accès aux intrants et la formation sur l'agriculture biologique. Les agriculteurs qui n'ont pas signé de contrat ne bénéficient que de l'accès au marché équitable et ne reçoivent pas d'autres services de l'organisation. Les études portent particulièrement sur la consommation alimentaire (approché par les dépenses alimentaires) et la qualité du régime alimentaire (en utilisant un questionnaire sur les fréquences alimentaires).

Chiputwa et Qaim (2016) quant à eux évaluent l'impact de certains standards volontaires (UTZ, FTT, Bio) sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des producteurs de café en Ouganda. En utilisant une méthode de rappel de consommation sur 7 jours au niveau des ménages, ils mesurent la consommation calorique (quantité) et en nutriments (qualité) pour 108 ménages UTZ-FTT, 101 UTZ-bio, 62 UTZ et 148 conventionnels.

Ces deux études montrent des causalités positives entre les certifications et la diversité des rations (Becchetti et Costantino, 2008), l'adéquation micronutriments et en calories (Chiputwa et Qaim, 2016).

En outre, Becchetti et Costantino (2008) montre que les producteurs FTT ont des systèmes agricoles plus diversifiés que les agriculteurs conventionnels. Les auteurs soutiennent que la diversification des cultures stimule une consommation alimentaire plus diversifiée (Becchetti et Costantino 2008), mais néanmoins, le lien entre l'affiliation à FTT et la diversité des cultures n'a pas été prouvé. Au contraire, Chiputwa et Qaim (2016) utilisent un modèle d'équations simultanées pour renseigner les deux chemins d'impacts qui mènent aux résultats positifs de sécurité alimentaire. La certification augmente significativement le revenu et améliore *l'empowerment* des femmes dans la sphère domestique en termes de contrôle sur le revenu. Ces deux résultats contribuent significativement à une amélioration de la sécurité alimentaire.

Par ailleurs, ces deux études intègrent une dimension dynamique de la certification en introduisant le temps d'affiliation à l'organisation dans les modèles. Becchetti et Costantino (2008) montre que les producteurs affiliés à l'organisation certifiée depuis plus longtemps, diversifient davantage leur régime alimentaire. De même, Chiputwa et Qaim (2016) montrent que le nombre d'année de certification joue un rôle causal et significatif dans l'amélioration de l'adéquation calorique et en micronutriments à l'échelle du ménage.

Au contraire, la dernière étude publiée par Meemken et al. (2017) conclut en l'absence de causalités entre le CE et la sécurité alimentaire, mesurée avec les mêmes indicateurs que Chiputwa et Qaim (2016). Son étude est basée sur des données de panel et est réalisée en Ouganda auprès des mêmes communautés caféicultrices que Chiputwa et Qaim (2016) mais en isolant les certifications biologiques et FTT, pour évaluer l'effet de chacune

indépendamment : 355 ménages dont 62 certifiés Bio (au deuxième passage, 4 étaient nouvellement entrés, et 28 sortis) et 103 certifiés par FTI (au deuxième passage, 16 étaient nouvellement entrés, 2 sortis). Meemken et al. (2017) montre que FTI et la certification bio ont des effets positifs sur les dépenses totales du ménage, mais que la certification équitable n'a aucun effet sur les dépenses alimentaires. Au contraire, la certification Bio a un effet positif sur les dépenses alimentaires. Les résultats sont inversés lorsque l'auteur s'intéresse aux dépenses en termes d'éducation des enfants pour lesquelles FTI a un impact significatif et positif, alors que la certification bio n'en a aucun. Ce résultat montre l'intérêt de distinguer les certifications durables et de les évaluer séparément.

Notons enfin que les indicateurs utilisés dans ces trois études sont différents de ceux utilisés dans l'étude des corrélations. Ces trois études utilisent des indicateurs dits « proxy » ou « objectifs » qui mesurent l'adéquation en calories et en nutriments ou une fréquence de consommation. Au contraire, les études menées en Amérique latine utilisaient la durée déclarée de la période de soudure.

1.4. Principaux enseignements

L'analyse de la littérature apporte quatre enseignements majeurs pour notre travail.

- Premièrement, il n'existe pas de consensus quant aux facteurs déterminants systématiquement la durée d'insécurité alimentaire saisonnière. Il existe des divergences importantes entre les études et les contextes. La complexité des situations locales influence la manière dont le CE peut affecter les producteurs (Nelson et Martin, 2017; ODI, 2017). Il est très difficile d'identifier quelque régularité dans ces études et d'en extraire une validité externe. A titre d'exemple, au sein d'une même région et auprès des ménages agricoles d'une même OP au Nicaragua, Bacon et al. (2014) montrent que les revenus du ménage déterminent la durée d'insécurité alimentaire alors que l'étude de Bacon et al. (2017), ne trouve aucune significativité pour ce facteur. Cela illustre la complexité de ce phénomène qui dépend de conditions structurelles des ménages (taille des fermes, productions...), de conditions externes structurelles (localisation, accès au marché par exemple) mais aussi de conditions externes conjoncturelles (prix d'exportation du café, risques de production...). De plus, il n'existe pas de consensus quant aux corrélations entre les certifications équitables et les résultats d'insécurité alimentaire. Davantage de recherche semble donc nécessaire et ces études doivent alors être poursuivies afin de comprendre quels facteurs sont déterminants et ce, à quelles conditions.
- Deuxièmement, il existe seulement trois études d'impacts sur la sécurité alimentaire au sein desquelles les résultats ne sont pas consensuels.
- Troisièmement, dans ces études, le CE n'est pas désagrégé en ses différents instruments. Pourtant, comme nous l'avons vu, il ne constitue pas un outil unique, mais un ensemble d'instruments mis en œuvre sous un même projet. Par exemple, certaines exigences sont assignées aux acheteurs, telles que l'achat au prix minimum

garanti ou la provision d'une prime de CE, tandis que d'autres injonctions concernent plus directement les détenteurs de la certification en amont, c'est-à-dire les OP et leurs membres (provision d'assistance technique, gestion démocratique de la prime collective, restrictions en produits chimiques etc.). Les études existantes ne tentent souvent pas d'identifier quels sont les instruments qui jouent un rôle.

- Quatrièmement, les chemins d'impacts, c'est-à-dire l'enchaînement d'effets pouvant mener à une amélioration de la sécurité alimentaire, sont rarement explicités. Cette étape paraît pourtant essentielle pour déterminer la manière dont le CE pourrait contribuer à la sécurité alimentaire. Consanguin

Pour dépasser ces limites, une première étape consiste à identifier et à discuter les chemins d'impacts potentiels entre les instruments du CE et la SA. L'objectif de ce chapitre est qualitatif et prospectif pour les chercheurs et les praticiens : identifier et discuter les divers chemins d'impacts potentiels positifs et négatifs, attendus et inattendus, entre les divers instruments du CE et la SA. Cette section décompose le CE afin d'appréhender les rôles spécifiques de chacun des instruments dans une perspective de lutte contre l'insécurité alimentaire. Cela permettra de tirer des enseignements à partir desquels des recommandations générales de régulation des marchés pourraient ressortir.

2. Cadre d'analyse pour identifier et discuter les chemins d'impacts potentiels à partir de la littérature empirique

Les théories du changement et les chemins d'impacts ont été conceptualisés pour décrire les séquences entre une intervention et un impact (Nelson et Pound, 2009; Nelson et Martin, 2017). Nous distinguons les notions suivantes :

- les *inputs* matérialisent les ressources/règles fournies par une intervention (par exemple : le prix minimum garanti)
- les *outputs* indiquent les résultats directs liés à l'introduction d'une régulation (par exemple : un différentiel de prix issu d'une politique de gestion des prix)
- les *outcomes* incluent les changements à court et moyen termes (par exemple les revenus nets ou la productivité)
- les *impacts*²⁷ comprennent des changements de long terme (Chan et Pound, 2009; Blackman et Rivera, 2010).

La sécurité alimentaire se situe au niveau des *impacts*. Comprendre comment (c'est-à-dire par quels moyens) le CE contribue à la sécurité alimentaire implique de questionner les moyens d'atteindre la sécurité alimentaire au niveau des *outcomes*. Ce travail s'attarde plus particulièrement sur deux moyens d'atteindre la sécurité alimentaire identifiés dans la littérature théorique : les droits d'accès à l'alimentation (*entitlements*) et l'*empowerment*. Le

²⁷ Nous verrons également que la notion d'impact s'utilise pour caractériser un effet causal, souvent mesurés par la différence entre les résultats réels et les résultats du contrefactuel, c'est-à-dire de ce qu'ils auraient été si la certification n'avait pas eu lieu.

concept de droits d'accès à l'alimentation est utilisé pour décliner les diverses manières qu'a un ménage pour accéder à la nourriture à partir de ses ressources. La notion d'*empowerment* est mobilisée pour appréhender le degré avec lequel les individus ou les groupes participent aux décisions qui façonneront leur développement.

2.1. Droits d'accès aux aliments

Amartya Sen montre, dès 1981, que l'accès est un déterminant important de l'insécurité alimentaire. Prix Nobel d'économie en 1998, il a beaucoup travaillé sur les questions de pauvreté, d'éthique, de justice et de famine. Son approche a eu l'intérêt de faire évoluer les débats vers la question sociale de l'insécurité alimentaire et de relier « faim » et « pauvreté » (Coates, 2013). Il introduit l'idée que l'insécurité alimentaire, et plus particulièrement les famines, ne sont pas systématiquement liées à une disponibilité agricole insuffisante mais avant tout à des défaillances de droits d'accès à l'alimentation (« *entitlement failure* »). Les droits d'accès dépendent des ressources (tangibles ou intangibles) possédées par les individus (« *endowment set* ») et de leur capacité à les convertir en nourriture via la carte des droits (« *entitlement mapping* »). Ce que Sen appelle la carte des droits exprime les processus de conversion, c'est-à-dire la relation qui prévaut entre les ressources et les droits d'accès. Tous les individus n'ont pas la même capacité à convertir leurs ressources car il existe des inégalités, à la fois entre individus et entre les contextes dans lesquels ils évoluent. Pour un individu, la manière de convertir des ressources (*endowment set*) en droits d'accès (*entitlement*) inclue quatre canaux ; c'est-à-dire quatre types de droits d'accès ou « *food entitlements* » détaillés dans la section suivante. Chacun correspond à un type de relation socio-économique : la combinaison production/commercialisation des produits agricoles mène à s'approvisionner en aliments via le marché à partir de revenus agricoles (*on-farm*), la production agricole correspond à s'approvisionner en aliments via l'autoconsommation, la vente des ressources ou de la force de travail revient à s'approvisionner en aliments via le marché à partir de revenus non-agricoles ou salariaux agricoles, et le transfert mène à s'approvisionner directement en aliments via un système d'accès social lié à la famille ou aux programmes sociaux.

L'approche par les droits d'accès proposée par Sen se réfère aux individus comme unité privilégiée. Toutefois, pour appréhender l'ensemble des moyens d'accéder aux aliments en tout temps, l'échelle des ménages s'impose car il s'agit de la principale unité de décision d'utilisation des ressources dans une perspective d'accès aux aliments (directement ou indirectement) (Burchi et De Muro, 2016).

2.1.1. Quatre types de droits d'accès

Les divers droits d'accès à l'alimentation constituent des déterminants à la sécurité alimentaire au niveau des *outcomes*. Ils sont eux-mêmes influencés par différents indicateurs au niveau des *outputs* pris en considération et décrits dans le Tableau 6. Nous déterminons plusieurs *outputs* susceptibles d'influencer les droits d'accès aux aliments.

- Les droits d'accès basés sur la combinaison production/commercialisation.

Ils sont générés lorsqu'une partie des ressources est utilisée pour produire des biens alimentaires ou non alimentaires, ensuite vendus pour en tirer un revenu. Les droits d'accès à l'alimentation émanent en partie des revenus provenant de la production et commercialisation des cultures de rente. Ces droits d'accès dépendent d'*outputs* productifs (ressources investies dans la culture de rente, des rendements, de la qualité, de la saisonnalité et de la diversité des cultures et des variétés produites) ; et d'*outputs* commerciaux qui conditionnent la manière dont les producteurs convertissent leur production en revenus (niveau et stabilité des prix de la culture de rente, fréquence de paiements, stabilité des débouchés, assurance, contrôle des revenus).

Il est également essentiel que les ménages aient un accès physique aux marchés pour convertir leurs revenus en droits d'accès à la nourriture ; l'accès physique dépend des infrastructures (routes, sites de marché, etc.) et de l'état des transports pour atteindre les marchés dans un temps raisonnable. La distance est un déterminant supplémentaire puisqu'il infléchit la capacité à se rendre sur un marché pour commercialiser des produits agricoles ou acheter des aliments.

- Les droits d'accès basés sur l'échange.

Ils proviennent de la vente d'actifs (déterminés par les termes de l'échange) ou de revenus salariaux (déterminés par les conditions d'emploi). Dans les contextes agricoles, les possibilités d'emploi comprennent les activités dites « off-farm » (salarier agricole dans les plantations ou dans de petites fermes voisines) et les activités non agricoles. Ils dépendent du temps alloué à ces activités, de la stabilité de ces opportunités, des niveaux de salaires ou prix du marché, et du contrôle des revenus.

- Les droits d'accès basés sur la production.

Ils impliquent d'utiliser une partie des ressources pour produire des aliments destinés à l'autoconsommation du ménage. Ils dépendent de la production alimentaire à la ferme, et donc des ressources investies dans la culture vivrière (foncières, naturelles, temps, économiques, compétences agricoles), des rendements, de la qualité, de la saisonnalité et de la diversité des cultures et des variétés produites. La diversification des cultures a longtemps été une stratégie de subsistance pour assurer la souveraineté alimentaire d'une famille. C'est une forme de gestion des risques dans les situations où les marchés d'assurance sont inexistantes ou inadéquats (Niehof 2004).

- Les droits d'accès basés sur les transferts

Convertir les ressources en droits d'accès via les transferts revient à assurer un accès social aux aliments. L'accès social dépend de l'aide sociale formelle (programmes sociaux organisés par les ONG, le gouvernement, les coopératives), de l'aide sociale informelle déterminée par le capital social du ménage (famille, amis, voisins) et / ou la position sociale, tant dans la famille que dans la communauté.

2.1.2. Equilibre dans les droits d'accès

Les cultures de rente sont présentées comme une stratégie clé dans le développement rural pour améliorer les revenus et atténuer la pauvreté et l'insécurité alimentaire chez les petits agriculteurs (Anderman et al., 2014; Cahyadi et Waibel, 2016). Malgré les avantages supposés sur la sécurité alimentaire, les preuves restent contradictoires concernant la relation entre la culture de rente et la sécurité alimentaire des ménages (Anderman et al., 2014). Les revenus générés ne garantissent pas nécessairement les droits d'accès suffisant à l'alimentation (DeWalt 1993, Von Braun, 1995). Cela s'explique principalement par des effets indirects, tels que la spécialisation. La spécialisation des activités agricoles conduit à une concentration des droits d'accès à l'alimentation basés sur le système mixte production/commercialisation. La dépendance à cet unique type de droit d'accès peut être source de difficultés à sécuriser les droits d'accès à l'alimentation à tout moment.

Premièrement, la vulnérabilité face à la variabilité des prix à court et à long terme ont une incidence sur la vulnérabilité des agriculteurs (Anderman et al., 2014, DeWalt 1993, Dury et Bichard 2015). Deuxièmement, la régularité des revenus détermine les conditions d'accès alimentaire. Lorsque l'argent provient d'un paiement saisonnier, les dépenses alimentaires peuvent être inférieures à celles générées par des revenus réguliers (Anderman et al., 2014). Les revenus plus élevés tirés de cultures de rente certifiées peuvent aussi être utilisés pour d'autres priorités que les dépenses alimentaires (comme l'éducation) (Meemken et al., 2017). Troisièmement, la nature de la culture de rente influe sur les résultats de sécurité alimentaire. Plusieurs études montrent que la commercialisation des cultures vivrières peut générer un revenu et, en même temps, stabiliser la production. Au contraire, le passage d'une culture vivrière à une culture de rente qui ne peut être utilisée pour la consommation (coton, café, thé, etc.) serait plus risqué (DeWalt, 1993).

2.2. Empowerment

Favoriser les différents types de droits d'accès à l'alimentation est un des moyens d'atteindre la sécurité alimentaire des ménages. Toutefois selon Watts et Bohle 1993, les différentes causes d'une défaillance de droits d'accès (manque d'autoproduction, de revenus/salaires via l'échange, d'accès au transfert) sont des causes directes à l'insécurité alimentaire. Mais les causes sous-jacentes à la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, telles que le « *disempowerment* » (Watts et Bohle, 1993), ne sont pas appréhendées dans ce cadre conceptuel. Selon Burchi et De Muro (2016) aussi, l'analyse de la sécurité alimentaire doit prendre en compte d'autres facteurs au-delà des droits d'accès aux aliments qui affectent les « capacités »²⁸ des individus et des ménages. Ces facteurs incluent des facteurs de conversion institutionnels et environnementaux qui sont en grande partie indépendant du propre contrôle qu'ont les individus pour gérer leurs situations alimentaires. Cela comprend les organisations et institutions qui façonnent les règles et les normes aux échelles domestiques (à l'intérieur du ménage, notamment pour les femmes), communautaires ou nationales.

²⁸ Sen définit les capacités comme l'ensemble des réalisations qu'un individu est capable (ou serait capable) de faire ou d'être, c'est-à-dire l'ensemble des « pouvoir être » et « pouvoir faire ».

Un autre levier pour atteindre la sécurité alimentaire est donc d'agir sur *l'empowerment*. Ce dernier agit sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire en conditionnant le degré avec lequel les individus ou les groupes peuvent participer légitimement aux décisions prises qui affecteront leur développement. C'est le processus de transformation des pouvoirs qui mène à un portefeuille de droits et de « capacités » possédées par les individus et les collectifs²⁹. Elles peuvent s'exprimer dans la sphère domestique, celle du travail et dans la sphère publique. *L'empowerment* peut jouer un rôle à l'échelle des ménages et des collectifs. La capacité des ménages à s'organiser est un facteur, de même que la capacité d'un groupe de négocier, contester, affirmer des droits et des libertés autour des questions alimentaires.

L'empowerment des femmes est un autre un levier. En 2011 la FAO affirme que réduire les inégalités de genre en agriculture est essentiel pour accroître la productivité et la sécurité alimentaire. Dans le contexte agricole, *l'empowerment* des femmes s'inscrit dans cinq domaines : la capacité des femmes à faire des choix concernant la production agricole (commerciale et vivrière) ; l'accès à la propriété foncière et l'accès aux ressources va déterminer leur capacité de répondre aux risques d'insécurité alimentaire ; le contrôle des revenus au sein de la sphère domestique pour exercer des choix et bénéficier des efforts productifs ; le leadership comme inclusion et participation des femmes dans la communauté ou dans les organisations sociales ; et enfin, le temps disponible pour les femmes comme qui aura des répercussions sur la famille. Les contraintes de temps (tâches domestiques, productives) des femmes sont un poids pour les femmes et ont des répercussions sur les enfants (Alkire et al., 2013). *L'empowerment* des femmes dans ces différentes dimensions et le déverrouillage de leur agencéité est particulièrement important pour les enjeux de sécurité alimentaire.

Le Tableau 6 décrit le cadre analytique utilisé dans ce chapitre.

²⁹ Selon Watts M.J., Bohle H.G. (1993). Hunger, famine and the space of vulnerability. *GeoJournal* 30 (2): 117-125. , le concept de *capacités* d'Amartya Sen combine les droits d'accès à l'alimentation (causes directes et conjoncturelles de l'insécurité alimentaire dépendant des ressources, de conditions d'échange, de production ou de transfert) et *l'empowerment*.

Tableau 6: Cadre analytique présentant les *outputs* et *outcomes* liés à la sécurité alimentaire des ménages agricoles (source : auteur)

Outputs		Outcomes	Impacts
Production alimentaire à la ferme	Ressources investies (naturelles, foncières, économiques, temps), compétences agricoles. Diversité des cultures et variétés, rendements, qualité et saisonnalité	Droits d'accès basés sur la production et autoconsommation	Sécurité alimentaire du ménage
Facteurs productifs déterminants le revenu issu des cultures de rente	Ressources investies (naturelles, foncières, économiques, temps), compétences agricoles. Diversité des cultures et variétés, rendements, qualité et saisonnalité	Droits d'accès basés sur la production et la vente	
Facteurs commerciaux déterminants le revenu issu des cultures de rente	Niveau et stabilité des prix Fréquence de paiement, stabilité des débouchés, assurance Contrôle des revenus Accès aux crédits		
Revenus issus d'activités off-non agricoles	Temps pour ces activités, stabilité des opportunités (inter et intra annuelle), niveaux des salaires ou prix du marché Accès aux crédits Contrôle des revenus	Droits d'accès basés sur l'emploi	
Programmes sociaux	D'Etats, ONG, coopératives	Droits d'accès basés sur les transferts	
Capital social	Famille, amis, voisins		
Position sociale	Dans la famille et dans la communauté		
Accès et contrôle des ressources des femmes Revenus contrôlés par les femmes Connaissance en nutrition, cuisine Temps disponible		Empowerment des femmes	
Capabilités individuelles (éducation, liberté de participer) Capacités sociales et politiques de s'organiser Capacités collectives de négocier, contester, affirmer des droits et des libertés autour des questions alimentaires		Empowerment à l'échelle des ménages et collectifs	

Dans les sections suivantes, nous identifions et discutons les chemins d'impacts potentiels à partir de la littérature empirique sur les effets du commerce équitable analysés à la lumière du cadre analytique proposé. En effet, si l'impact du commerce équitable sur la sécurité alimentaire est encore rarement étudié, de très nombreuses études empiriques se sont intéressées au commerce équitable et à ses effets de manière plus générale, notamment sur des *outputs* (différentiels de prix, production...) et sur des *outcomes*. Ces études apportent des éléments essentiels pour construire les chemins d'impacts possibles entre l'adoption des standards de commerce équitable par des ménages et leur sécurité alimentaire.

3. Chemins d'impacts potentiels entre le CE et la SA

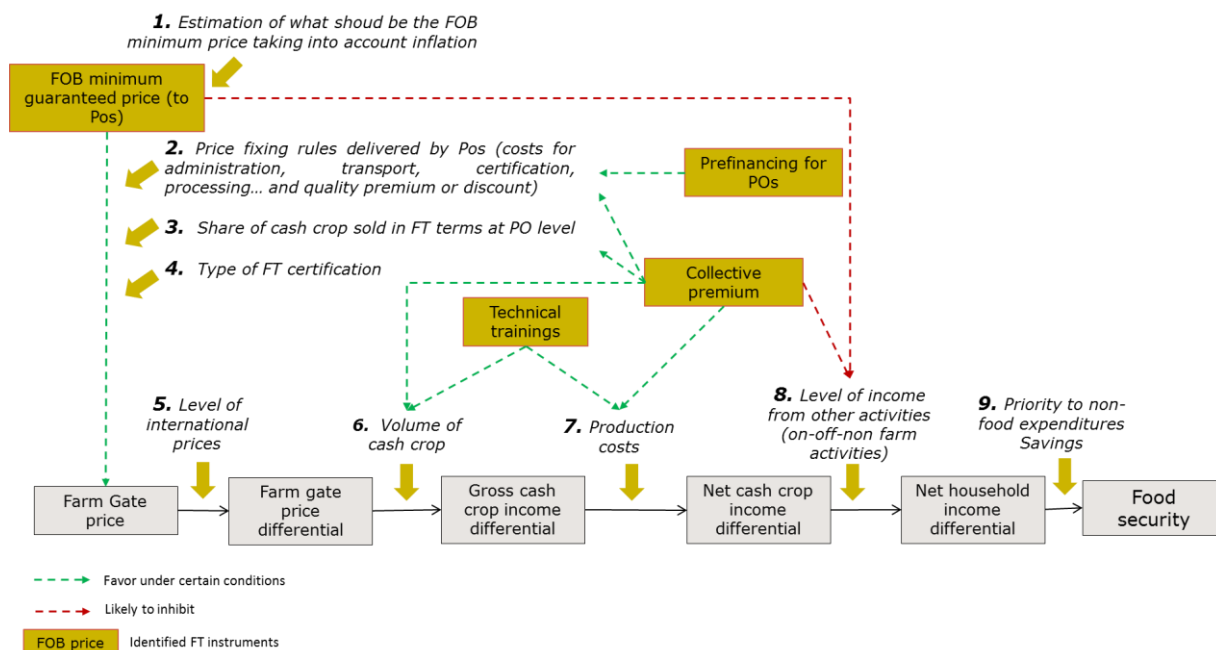
3.1. Agir sur la SA à travers les droits d'accès à l'alimentation combinés « production et vente » des cultures de rentes

La littérature académique a montré que les marchés des cultures commerciales peuvent accroître la vulnérabilité aux fluctuations des prix (Anderman et al., 2014). L'outil emblématique du commerce équitable (CE) est le prix minimum garanti pour les organisations de producteurs (« Free on board »: FOB). Il a pour but de garantir à ce que les producteurs bénéficient d'un prix suffisant pour couvrir les coûts moyens d'une production durable. Lorsque le prix du marché est supérieur au prix minimum, le prix du marché est appliqué.

Selon les allégations des acteurs du CE, le prix minimum a pour conséquence de stabiliser les prix perçus par les producteurs, voire de les augmenter lorsque les prix du marché international sont bas (*output*) ; de stabiliser et d'augmenter les revenus issus de la culture de rente certifiée (*outcome*) ; de réduire la vulnérabilité face aux fluctuations des prix et, ainsi, d'améliorer le pouvoir d'achat des agriculteurs et leur accès à une nourriture suffisante et diversifiée.

Une analyse critique de la littérature existante nous permet d'identifier les diverses raisons qui expliquent pourquoi le prix minimum garanti FOB n'améliore pas toujours les revenus des ménages agricoles et les droits d'accès combinés production/commercialisation. La Figure 4 ci-dessous résume (et numérote) ces facteurs inattendus qui peuvent remettre en cause ce chemin d'impact : (1) le niveau du prix minimum garanti FOB, (2) les déductions faites par les OP pour passer d'un prix FOB à un prix « *farm gate* », (3), la part de la production vendue sur le marché FTI, (4) le type de certification équitable, (5) le niveau des prix internationaux, (6) les volumes produits, (7) les coûts de production durable, (8) le niveau des revenus des autres activités agricoles et non agricoles, et (9) les niveaux de priorités dans les dépenses. Ces neuf facteurs sont développés un à un dans les sections suivantes.

Figure 4: Divers facteurs influencent la traduction de prix minimum équitable (FOB) en résultats effectifs de sécurité alimentaire (source : auteur)



3.1.1. Du prix minimum garanti aux OP (*input* du CE) à un bénéfice en termes de prix pour les producteurs (*output*)

Il existe un consensus dans la littérature sur la capacité du CE à augmenter et à stabiliser les prix payés aux producteurs sous certaines conditions (Chan et Pound, 2009; Nelson et Pound, 2009; Blackman et Rivera, 2010; Vagneron et Roquigny, 2010; ODI, 2017). Cinq facteurs conditionnent l'influence de la régulation des prix des cultures de rente certifiées (via le prix minimum garanti) sur les prix reçus par les producteurs.

Premièrement, des discussions ont émergé quant au niveau du prix plancher défini par le CE, notamment dans le cas des filières café (facteur 1, Figure 4). La pression des entreprises transnationales a gelé le prix minimum garanti de la filière café jusqu'en 2008. Pourtant, le prix plancher a perdu 41% de sa valeur en raison de l'inflation entre 1988 et 2008 (Bacon, 2010). Après deux augmentations successives, le prix minimum garanti du café arabica de FTI (et de FTUSA) est fixé à 1.40 USD/livre (+30 USD si le café est certifié biologique). Jaffee et Howard (2016) renouvelle l'analyse de Bacon et montre que le café certifié FTI en 2014 a un prix réel de seulement un tiers ce qu'il devrait être pour retrouver le niveau initial de 1988. Des acteurs considèrent que ce prix reste insuffisant au regard des coûts de production croissants, et qu'il ne permet pas de répondre aux enjeux sociaux auxquels le CE veut contribuer (Jaffee et Howard, 2016). Notons toutefois que le prix minimum du commerce équitable prévoit une prime lorsque le produit est certifié par l'agriculture biologique. Ainsi, la combinaison des deux certifications permet d'accroître les prix reçus par l'OP par rapport à la seule certification biologique ou la seule certification équitable (Fort et Ruben, 2018). Par ailleurs, les prix garantis sont fixés en dollars américains, ce qui impose d'appliquer un taux

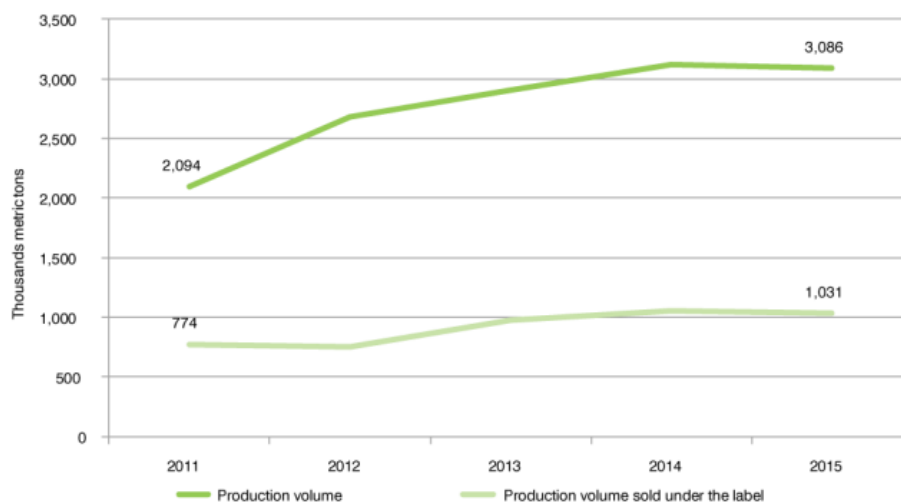
de change différent pour chacun des pays producteurs. L'évolution du taux de change d'un mois à l'autre influence alors le prix minimum garanti reçu par les organisations de producteurs (OP).

Deuxièmement, le prix plancher est généralement défini FOB, ce qui équivaut à un prix à l'exportation garanti aux OP (ou aux exportateurs si l'OP passe par un exportateur). Les OP facturent des frais administratifs aux membres qui correspondent aux coûts de certification, de transformation, de stockage, de transport etc. Seule une partie du prix garanti est donc payée au producteur, ce qui signifie que le différentiel de prix entre un producteur certifié CE et un producteur non certifié après déduction des frais est incertain. Les coûts déduits dépendent des capacités internes de chaque OP. La prime collective (prix fixe par unité de production, +0.20 USD/livre pour le café par exemple) peut aider les OP réduire les coûts administratifs et influencer positivement les prix pour les producteurs. Par ailleurs, l'obligation pour les acheteurs de préfinancer les récoltes à hauteur de 60% du contrat lorsque l'OP le demande, pourrait permettre aux OP d'abaisser leurs coûts administratifs et d'ainsi accroître le prix payé aux producteurs (facteur 2, Figure 4).

Un troisième facteur (facteur 3, Figure 4) qui joue un rôle dans le passage du prix minimum FOB à un bénéfice de prix pour les producteurs est la part des produits vendue par les OP sur les marchés certifiés. En effet, la certification FTI ne garantit pas des débouchés pour les produits certifiés. L'OP peut être en mesure de vendre certains lots sur le marché équitable (et donc bénéficier du prix minimum garanti et des avantages commerciaux liés à la certification), tandis que le reste est vendu au prix du marché conventionnel. Les producteurs reçoivent alors un prix moyen, lié au rapport entre le volume vendu sur le marché équitable et le volume vendu total. Donc si l'OP ne parvient à vendre sur le marché équitable qu'une faible part des produits collectés, le différentiel de prix reçu entre un producteur CE et un producteur conventionnel peut être réduit, voire nul (Bacon, 2005; Méndez et al., 2010; Valkila et Nygren, 2010; Ruben et Fort, 2012; Caswell et al., 2014). Les ventes sur le marché équitable peuvent être limitées par au moins trois facteurs. D'abord, la demande en produits équitables est insuffisante vis à vis de l'offre. Seulement un tiers de la production certifiée FTI est vendue sur le marché, tous produits confondus (Lernoud et al., 2017) (Figure 5). Pour le café, FTI estime qu'en moyenne les OP certifiées vendent 28% de leur café sous le label FTI (FTI, 2015b). Ensuite, le café ne satisfait pas toujours d'autres critères de qualité requis par les acheteurs. Enfin, les producteurs doivent souvent vendre une partie de leur production aux intermédiaires pendant la saison des récoltes pour avoir des liquidités rapidement (Caswell et al., 2014).

On peut imaginer que la prime soit utilisée pour financer des programmes de renforcement des capacités des OP qui, à termes est susceptible d'accroître la part des produits vendus sur les marchés certifiés (facteur 3, Figure 4).

Figure 5: Comparaison des volumes produits et des volumes vendus sous le label Fairtrade International entre 2011 et 2015 (Lernoud et al. 2017)



Note: This refers to the total Fairtrade production volume and value with the exception of flowers, gold, nuts, honey, and sport balls. It might differ from the data reported in the Fairtrade monitoring reports.

Quatrièmement, la construction de ce prix minimum garanti a fait l'objet de vifs débats au sein des instances du commerce équitable (facteur 4, Figure 4). Des standards équitables alternatifs ont fixé des prix plancher supérieurs à ceux pratiqués habituellement chez FTI et FTUSA. Dans le cas des filières café, le label SPP fixe le prix minimum du café arabica lavé à 1.60 USD par livre (+ 0.40 USD par livre dans le cas d'un café biologique, soit un total de 200 USD par livre). Ainsi, la capacité des OP à vendre du café au meilleur acheteur et sous le label le plus exigeant en termes de prix influence les bénéfices que peuvent tirer les producteurs.

Le niveau des prix internationaux est le cinquième déterminant identifié (facteur 5, Figure 4). Lorsque les prix conventionnels sont élevés, le prix minimum n'est pas enclenché, donc les producteurs ne peuvent tirer de bénéfices en termes de prix (alors qu'ils paient les frais de certification chaque année). De plus la concurrence entre les marchés s'intensifie car des acheteurs conventionnels peuvent s'approvisionner en produits certifiés sans « surcoûts » trop importants. Lorsque les prix conventionnels sont bas, les acheteurs ont tendance à exiger une qualité du café supérieure car leur « surcoût » vis-à-vis du marché conventionnel est élevé. Les OP certifiées par le CE peuvent se retrouver en difficulté (Valkila et Nygren, 2010).

En résumé, l'influence du prix minimum garanti sur les bénéfices en termes de prix pour les producteurs certifiés dépend des prix internationaux, du taux de change entre les dollars américains et les monnaies locales, des certifications des OP et de leur capacité à diminuer les coûts internes et à maximiser la part de café certifié vendu sur le marché équitable.



3.1.2. Des bénéfices en termes de prix de la culture certifiée pour le producteur (*output*) à un bénéfice en termes de revenus nets du ménage (*outcome*)

Les revenus bruts issus de la culture de rente dépendent des prix reçus par les producteurs, mais aussi du niveau de production (facteur 6, Figure 4). Ce dernier peut venir contrebalancer les bénéfices en termes de prix.

Le CE requiert que les OP offrent diverses formations techniques aux producteurs, par exemple, sur la gestion de l'érosion, des ravageurs, de l'utilisation des engrais, des déchets et de l'eau. Ces formations techniques sont un instrument clé pour améliorer la gestion des ressources agricoles (meilleure fertilité des sols due à l'application d'engrais et de compost, par exemple), pour réduire les risques et les coûts de production, et pour améliorer les rendements et la qualité des cultures commerciales certifiées.

La prime collective peut aussi aider à augmenter la production si elle est utilisée pour cet enjeu. En particulier, dans les filières café, les OP ont l'obligation d'utiliser au minimum un quart du montant pour améliorer la productivité et/ou la qualité.

Notons qu'il est parfois difficile d'attribuer des résultats en termes de production à la seule certification équitable car les producteurs sont souvent certifiés à la fois par l'agriculture biologique et par FTI. La production est le principal point de convergence des standards biologiques et équitables (Fort et Ruben, 2018).

Selon la littérature empirique, les producteurs certifiés reçoivent davantage de formations techniques par rapport aux producteurs conventionnels, leur gestion des cultures est plus intensive en main-d'œuvre, ils consacrent plus de temps à la gestion de la qualité (Ruben, 2008) et adoptent des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement et des ressources (Bacon et al., 2008; ODI, 2017). Plusieurs études concluent à une augmentation des volumes produits (Fort et Ruben, 2008; Vagneron et Roquigny, 2010). Cette augmentation peut être due aux formations techniques mais aussi aux incitations d'investir sur la culture de rente étant donné l'incitation économique en terme de prix à la production (Vagneron et Roquigny, 2010; Lemeilleur et Carimentrand, 2014; ODI, 2017). Van Rijsbergen et al. (2016) démontrent un impact positif et significatif sur la production de café grâce à l'augmentation de la surface dédiée au café et à de meilleurs rendements en utilisant une méthode économétrique de type « double-différence » au Kenya. Selon la littérature, lorsque les producteurs n'utilisaient pas d'intrants chimiques ou de pratiques agricoles améliorées avant la certification, la certification biologique-CE est plus susceptible d'augmenter les rendements (Valkila, 2009). Au contraire, si les producteurs utilisaient des intrants chimiques avant la certification, la double certification bio-équitable aurait tendance à avoir un impact négatif sur le niveau de production et de rendements (Beuchelt et Zeller, 2011). Dans le cas où il n'y a pas d'augmentation de rendements et de la production, les bénéfices du CE en termes de revenus ne sont pas assurés (Beuchelt et Zeller, 2011; Akoyi et Maertens, 2017).

Dans la littérature, il n'y a pas toujours de distinction claire entre les revenus nets et les revenus bruts de la culture de rente (facteur 7, Figure 4) et entre le revenu issu de la culture

de rente et les revenus totaux (facteur 8, Figure 4) (Nelson et Pound, 2009; Méndez et al., 2010; Vagneron et Roquigny, 2010). Dans certains cas d'études, les revenus nets issus de la culture de rente certifiée sont négatifs tandis que les revenus bruts sont quant à eux largement positifs (Jaffee, 2008). Ces différences sont liées à l'augmentation des coûts (investissement en intrants ou matériel, temps de travail à la ferme, transport jusqu'à l'OP...). Il existe très peu de données disponibles quant aux montants précis des coûts engendrés par la certification. Une revue de la littérature réalisée par Terstappen et al. (2012) montre que 9 études sur 20 démontrent un accroissement des coûts de main d'œuvre (emploi saisonnier pour les récoltes) dû à la certification équitable. *Fairtrade International* a développé récemment une méthodologie précise de calcul des coûts de production durable à l'échelle des ménages caféiculteurs (FTI, 2017). Cette méthodologie a été testée dans 7 pays auprès de 465 producteurs. Ils montrent que les coûts moyens pour la production du café se répartissent selon les pourcentages suivants : 16% correspondent à des investissements en matériel, 80% aux coûts opérationnels pour la production de café (main d'œuvre, intrants, gestions des cultures, transformation, stockage...), et 4% des frais de structure des exploitations agricoles. Dans la plupart des études, il reste difficile de conclure si les revenus nets des producteurs augmentent avec la certification FTI (Giovannucci et Ponte, 2005; Bacon et al., 2008; Nelson et Pound, 2009; Terstappen et al., 2012), d'autant plus que, comme il a été précisé auparavant, dans de nombreux cas les producteurs sont certifiés à la fois par l'agriculture biologique et le commerce équitable. L'agriculture biologique peut elle aussi augmenter les coûts de production (coûts de main d'œuvre) et venir contre balancer l'augmentation des prix.

Par ailleurs, distinguer le revenu de la culture de rente vis-à-vis des revenus totaux est primordial car il existe des cas où le CE entraîne une augmentation des revenus issus de la culture de rente certifiée, mais où les revenus totaux du ménage sont stables voire diminués. Le choix de diminuer les autres sources de revenus peut compromettre l'effet potentiel du CE sur la SA via les revenus de la culture de rente certifiée. Ce choix peut être induit par les incitations économiques tournées vers la culture de rente certifiée et attribuée selon le niveau de production : le prix minimum et la prime collective (Lemeilleur et Carimentrand, 2014). Ces incitations peuvent avoir des effets de spécialisation et entraîner une stabilité/diminution des revenus totaux du ménage. Cet effet inattendu a déjà démontré par exemple par Arnould et al. (2009), Vellema et al. (2015), Van Rijsbergen et al. (2016) chez des producteurs de café certifiés par le commerce équitable en Amérique Latine.

3.1.3. D'un bénéfice en termes de revenus à des bénéfices sur la sécurité alimentaire

Finalement, le dernier facteur qui peut compromettre le chemin d'impact entre le prix minimum garanti et la SA des ménages concerne le passage des revenus à une amélioration des situations alimentaires (facteur 9, Figure 4).

Comme nous l'avons vu, dans la littérature sur le commerce équitable, il est montré que la sécurité alimentaire n'est pas nécessairement corrélée à une amélioration des revenus des ménages agricoles (Méndez et al., 2010; Morris et al., 2013). Certains cas d'amélioration ont été documentés : au Kenya, des ménages producteurs de fruits ont amélioré leurs revenus et leur sécurité alimentaire grâce à la certification équitable (Becchetti et Costantino, 2008), en

Ouganda, des ménages caféiculteurs ont amélioré leur consommation alimentaire en calorie et nutriments avec les certifications équitables et UTZ (Chiputwa et Qaim (2016). Toutefois, ces effets restent hétérogènes selon les producteurs et les études de cas (COSA, 2013). Les revenus supplémentaires peuvent par exemple être utilisés pour des dépenses non alimentaires (Maestre et al., 2017). Meemken et al. (2017) montre que si le CE a eu un impact positif sur les revenus et sur les dépenses totales des ménages, il n'a eu aucun impact sur les dépenses alimentaires.

D'autres effets indirects sur d'autres types de droits d'accès ou sur l'*empowerment* pourraient venir contre balancer les effets sur les droits d'accès basés sur la production/commercialisation.

3.2. Agir sur la SA à travers des droits d'accès basés sur la « production et l'autoconsommation » ou sur l' « échange »

L'analyse de la littérature a permis de montrer que sous certaines conditions favorables, les outils du commerce équitable, et en particulier l'établissement d'un prix minimum garanti, les formations techniques et la prime collective, pouvaient améliorer la sécurité alimentaire en améliorant les droits d'accès combinés production/échange de la culture de rente. La certification peut aussi entraîner des changements structurels en termes d'organisation des exploitations agricoles ou de moyens d'existence. Ces effets ont été peu étudiés dans la littérature jusqu'à présent (Ruben, 2008), mais quelques articles récents permettent de discuter les effets potentiels du CE sur d'autres droits d'accès à l'alimentation.

3.2.1. Un effet incertain sur les droits d'accès basés sur la « production et l'autoconsommation »

L'hypothèse selon laquelle certains outils du commerce équitable contribuent aux droits d'accès à l'alimentation basés sur la production et l'autoconsommation pourrait être faite. Par exemple, les formations techniques imposées par le CE pourraient être orientées vers les cultures vivrières et ainsi contribuer à renforcer ce type de droit d'accès à l'alimentation. Mais, la littérature empirique ne contient aucune preuve de tels effets sur la production vivrière. Des effets inattendus pourraient venir au contraire réduire les droits d'accès basés sur la production vivrière.

Les incitations économiques basées sur une rémunération par unité de production peuvent provoquer des distorsions de marché (Bougherara et al., 2005), telles qu'elles apparaissent dans la certification. En proposant un prix minimum (par kilo vendu) et une prime collective (fixe par kilo vendu), la certification FTI pourrait ainsi encourager mécaniquement les producteurs, souvent des producteurs familiaux diversifiés, à investir et à se spécialiser dans la culture de rente certifiée afin d'augmenter les volumes produits (Lemeilleur et Carimentrand, 2014). La spécialisation affecte négativement les droits d'accès à l'alimentation

basés sur la production vivrière dans le cas où moins de ressources sont alors dédiées à ces cultures (surface cultivée, capital économique, temps alloué) (Vagneron et Roquigny, 2010). Sachant que de nombreuses études montrent que les producteurs certifiés par le commerce équitable sont très dépendants des cultures vivrières pour l'autoconsommation (Bacon et al., 2008; Morris et al., 2013; Bacon et al., 2014), réduire la diversification des cultures vivrières ou leur quantité produite peut impacter négativement la sécurité alimentaire (diversité de l'accès, préférences alimentaires). Par exemple, certains producteurs peuvent arrêter de produire certaines variétés (qui étaient autoconsommées) pour les remplacer par d'autres plus adéquates à l'export mais moins à l'autoconsommation (Lemeilleur, 2013).

En lien avec cette réflexion, le type de culture commerciale cultivée (produit alimentaire ou non-alimentaire) peut jouer un rôle dans la manière dont le CE influence les droits d'accès à la nourriture basés sur la production. La commercialisation des cultures vivrières génère des revenus et, dans le même temps, peut stabiliser la production et contribuer ainsi à la sécurité alimentaire. Au contraire, l'introduction de cultures de rente non consommables telles que le coton, le café ou le cacao, serait plus risquée vis-à-vis de l'autoconsommation (DeWalt, 1993).

3.2.2. Un effet incertain sur les droits d'accès basés sur l'échange

La question de la spécialisation concerne également les droits d'accès à l'alimentation basés sur l'échange (vente de force de travail et de ressources). Allouer plus de temps aux cultures de rente certifiées induit dans certains cas un abandon des activités « off » et non agricoles jugées à court terme moins profitables (Chan et Pound, 2009; Vagneron et Roquigny, 2010). Une telle réduction du nombre de source de revenus représente une menace pour la stabilité et le niveau des revenus à l'échelle du ménage (Charlier, 2007; Ruben, 2008; Chan et Pound, 2009; Caswell et al., 2012; Ruben et Fort, 2012).

A titre d'exemple, Vellema et al. (2015) montre très clairement que les certifications du café ont encouragé les producteurs à se spécialiser, ce qui accroît les revenus du café mais ne parvient pas à améliorer les revenus totaux des ménages. De même, Ruben et Hoebink (2015) met en évidence la spécialisation des producteurs certifiés FTI dans la production de café au Kenya et en Ouganda. Plusieurs études empiriques sur le CE et la SA montrent que l'accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année est facilité lorsque les ménages génèrent des revenus par différentes activités (Méndez et al., 2010; COSA, 2013; Caswell et al., 2014).

Par ailleurs, les droits d'accès à l'alimentation basés sur l'échange dépendent de la disponibilité et des prix des aliments sur les marchés locaux. Si la culture certifiée est une culture vivrière, l'incitation à l'export via la certification équitable peut entraîner une augmentation des prix locaux et une réduction de l'offre. Le cas de la certification Bio-CE de la quinoa est emblématique. La certification s'inscrit dans un contexte écologique fragile des Andes boliviennes et péruviennes. Elle a provoqué une forte spécialisation du territoire à la monoculture mécanisée de la quinoa sur des terres traditionnellement utilisées pour le pâturage commun (Carimentrand, 2009). Ces trajectoires ont eu des conséquences négatives environnementales et socio-économiques. L'appropriation individuelle des terres de plaine a générer des inégalités sociales, une baisse de la fertilité des sols, l'abandon de la culture de

pomme de terre et la réduction de la disponibilité alimentaire en pommes de terre et en quinoa (Carimentrand, 2009; Gendron et al., 2009). La consommation alimentaire a évolué vers des céréales importées moins nutritives comme les pâtes à base de blé (Gendron et al., 2009).

Pour résumer, le CE est susceptible d'améliorer directement l'accès à l'alimentation via « la production et commercialisation » de la culture de rente certifiée mais, ces effets sont incertains et peuvent être par ailleurs contrebalancés par un effet négatif sur les autres types de droits d'accès, ceux basés sur l'autoconsommation et ceux basés sur l'échange (activités hors exploitation agricole et non agricoles). La question de la spécialisation est centrale.

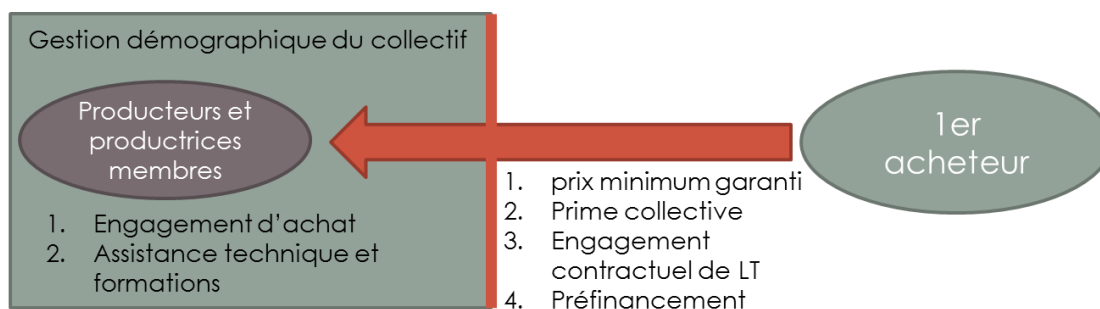
3.3. Agir sur la SA à travers l'empowerment

Différents outils du CE agissent sur l'empowerment à deux niveaux : au niveau des ménages ou de leurs organisations, et au niveau des femmes.

3.3.1. Empowerment des ménages et des collectifs

Bacon et al. (2017) met en évidence le manque de prise en compte des objectifs collectifs du CE, comme l'empowerment, dans l'analyse du CE pour réduire l'insécurité alimentaire. L'analyse présentée dans cette section vise à identifier les divers chemins d'impacts par lesquels le CE peut contribuer à la SA via l'empowerment. Nous montrons d'abord que l'OP joue un rôle de pivot dans la transmission des effets des instruments du CE à l'échelle des ménages. La plupart des instruments sont dépendants de la gouvernance au niveau de l'organisation : prix minimum garanti, prime collective, préfinancement, formations techniques, engagement contractuel des acheteurs (Figure 6). Leurs rôles sont discutés dans cette section.

Figure 6: L'OP comme pierre angulaire des effets du commerce équitable aux ménages (source : auteur)



3.3.1.1. La prime collective

La prime collective du CE est payée par le premier acheteur aux OP. L'utilisation de la prime est choisie de manière démocratique à l'échelle de l'organisation et a pour but de renforcer les capacités internes des OP et celles des membres. Elle participe à une forme

d'empowerment collectif. ODI (2017) distingue trois types d'utilisation de la prime : (i) des programmes techniques ou socio-économiques au profit des membres de l'OP, (ii) des programmes techniques ou socio-économiques au profit de l'ensemble de la communauté, et (iii) des renforcements des OP avec des ressources humaines ou une amélioration des infrastructures. *Fairtrade International* estime qu'en 2014 46% des primes étaient destinées aux programmes pour les producteurs (i), 8% aux programmes pour la communauté (ii), et 44% au renforcement des OP (iii) (FTI, 2015b).

Dans certaines études de cas, la prime collective est utilisée dans le but de réduire le risque d'insécurité alimentaire pour les membres. C'est le cas par exemple d'une étude au Nicaragua où l'OP certifiée par le CE utilise la prime pour développer des silos collectifs pour les cultures vivrières (Bacon et al., 2014). Cette initiative a pour conséquence directe de favoriser les droits d'accès à l'alimentation basés sur la production (la capacité de stockage détermine significativement une plus courte période de soudure). Toutefois, dans la plupart des cas la prime collective est largement allouée à de l'assistance technique, à de l'accès aux crédits facilités ou à des investissements dans des technologies pour la production de la culture certifiée (Saenz-segura et Zuniga-Arias, 2008).

Selon le cadre analytique, la prime collective pourrait être utilisée pour améliorer les infrastructures et le transport à l'échelle de la communauté afin de faciliter l'accessibilité physique des aliments. La prime pourrait être utilisée pour financer des formations techniques sur les cultures vivrières. Cela générerait des bénéfices au niveau des *outputs* (productivité ou qualité des cultures de base) qui profiteraient à leur tour aux droits d'accès basés sur « la production et l'autoconsommation ». Dans le même sens, *l'empowerment* généré grâce à la participation à une OP et à des réseaux sociaux peuvent fournir aux ménages des droits d'accès basés sur le transfert (capital social dans la communauté). Malgré tout, aucun instrument du CE n'est orienté vers la provision d'aide sociale ou de filet de sécurité sociale dans le cas de périodes de soudure sévères.

3.3.1.2. Le préfinancement des récoltes aux OP

Le préfinancement des récoltes est délivré aux OP par le premier acheteur. Ce soutien financier est susceptible de contribuer à *l'empowerment* des ménages en desserrant certains verrous économiques.

Dans certains cas, il permet aux OP de payer les membres avant et au moment des récoltes (Milford, 2014). Lorsque les récoltes sont saisonnières comme c'est le cas pour le café, ces crédits pré-récoltes peuvent avoir un effet important sur la capacité des producteurs à récolter dans de bonnes conditions. Par ailleurs, cela évite qu'ils ne vendent à des intermédiaires à prix bas pour bénéficier de paiements immédiats et ainsi poursuivre la récolte. Cet instrument est moins pertinent pour les produits dont les récoltes sont étalées tout au long de l'année. En théorie, un préfinancement délivré aux producteurs peut améliorer leur sécurité alimentaire via deux canaux. Premièrement, ils peuvent investir dans la production de la culture de rente, et de cultures vivrières, induisant un potentiel bénéfice en termes de rendements, production ou qualité (*outputs*). Cela contribuerait à la sécurité

alimentaire via les revenus issus de la culture de rente (les droits d'accès à l'alimentation combinés « production/commercialisation ») ou via l'autoconsommation (les droits d'accès à l'alimentation basés sur la « production/autoconsommation »). Deuxièmement, la période pré-récolte est la période d'insécurité alimentaire saisonnière dans de nombreuses régions. Un paiement anticipé des récoltes pourrait contribuer directement à l'achat de produits alimentaires pour les plus vulnérables (Morris et al., 2013).

Plusieurs études montrent que le CE a pour conséquence d'accroître l'accès aux crédits pour les producteurs (Bacon, 2005; Giovannucci et Ponte, 2005; Bacon et al., 2008; Ruben, 2008; Valkila et Nygren, 2010; Ruben et Fort, 2012; COSA, 2013; Hussey et Curnow, 2013), même si d'autres auteurs soulignent des limites. Les crédits doivent être remboursés sur des pas de temps très courts (quelques mois), ce qui empêche les producteurs de s'engager dans des investissements importants. Les taux d'intérêts ne sont pas toujours avantageux. Par exemple, Valkila et Nygren (2010) montre que les coopératives de café CE au Nicaragua proposent à leurs membres des taux d'intérêt supérieurs à ceux proposés par des entreprises exportatrices conventionnelles.

3.3.1.3. La participation à une OP

De manière plus générale, la certification équitable peut renforcer *l'empowerment* des producteurs en facilitant leur représentation dans des OP (Quaadvlieg et al., 2014). Quaadvlieg et al. (2014) étudie les effets de la certification FTI auprès de producteurs de noix d'Amazonie au Pérou et montre que le principal avantage que les producteurs tirent de la certification est un *empowerment* de type collectif et politique du fait de leur représentation et organisation collective. Les OP permettent aux producteurs de faire valoir leurs droits et de poursuivre des objectifs qui vont au-delà des intérêts économiques (Tallontire et Nelson, 2013). Le partage d'expériences est fréquemment mentionné dans les études sur le commerce équitable (Vagneron et Roquigny, 2010; Enelow, 2014). Prendre part à une OP peut ouvrir de nouvelles opportunités face à l'insécurité alimentaire. Bacon (2015) expose diverses initiatives prises par une OP certifiée FTI au Nicaragua dans le but d'accroître les capacités des producteurs face à l'insécurité alimentaire saisonnière qu'ils subissent : mise en place de silo de stockage du maïs et haricots, achetés, conservés puis redistribués pendant la période de soudure, mise en place de banques de semences communautaires, inscription de la stratégie de l'OP dans la loi de souveraineté alimentaire du Nicaragua...

Ce chemin d'impact est encore peu documenté et la manière dont les OP façonnent l'impact du CE au niveau individuel reste sous exploré (Nelson et Martin, 2017).

3.3.2. *Empowerment* des femmes et sécurité alimentaire

Les interventions publiques et de marchés dans le secteur agricole peuvent influencer la sécurité alimentaire via *l'empowerment* des femmes (Von Braun, 1995; Anderman et al., 2014; Dury et Bichard, 2015). Dans de nombreux contextes les femmes sont responsables de la préparation et de la distribution des aliments au sein du ménage. L'impact du revenu des femmes sur la consommation alimentaire (des enfants en particulier) et la

santé de la famille est 4 à 8 fois supérieur que celui des hommes (Charlier, 2007; Dury et Bichard, 2015), car elles dépensent une plus grande part de leurs revenus dans l'alimentation et le soin.

Le commerce équitable peut avoir un effet inattendu sur les droits d'accès à l'alimentation basés sur la « production et la commercialisation de la culture de rente » car les femmes ont un contrôle limité sur les revenus issus de ces cultures de rentes certifiées (Ruben, 2017). En 2012, sur la base d'une revue de la littérature systématique sur les questions de genre, Terstappen et al. (2012) montre qu'en général les femmes ne bénéficient pas autant du CE que les hommes. La plupart du temps, leur participation aux décisions de production agricole et d'utilisation des revenus est moindre. Bacon et al. (2008) montre aussi qu'alors que les femmes travaillent plus dans les exploitations agricoles certifiées par le CE que dans les exploitations conventionnelles (77 jours par an contre 33), seulement 45% des ménages partage les revenus issus de la vente du café. De plus, Saenz-segura et Zuniga-Arias (2008) montre que dans les exploitations agricoles non certifiées par le CE, les femmes allouent moins de temps à la culture de rente et sont impliquées dans d'autres activités bénéfiques pour la famille. Ces ménages non certifiés ont plus d'options pour sécuriser leur alimentation et diversifier leurs revenus. Au Nicaragua et au Mexique par exemple, les femmes jouent un rôle important dans la diversification alimentaire pendant la soudure grâce aux légumes produits dans les potagers (Fernandez et al., 2013). Ainsi, accroître la charge de travail des femmes pour cultiver les produits de rente peut se traduire par une réduction du temps disponible pour les autres activités agricoles mais aussi de soins et de préparation alimentaire.

Au contraire, Chiputwa et Qaim (2016) présente le cas de caféiculteurs certifiés en Ouganda pour lesquels la certification a fourni une opportunité pour les femmes de contrôler davantage les revenus, traditionnellement contrôlés par les hommes. Ce changement impacte positivement et significativement l'accès des ménages à une alimentation suffisante (calories) et nutritives (vitamine A, zinc et fer).

La participation des femmes à l'organisation collective et aux réunions est un espace de parole et de gain de confiance en soi qui participent aussi à *l'empowerment* des femmes. Mais selon Lyon et al. (2017) cela peut aussi constituer un « fardeau » supplémentaire aux responsabilités domestiques, maternelles et productives qu'elles ont déjà.

Le chemin d'impact entre le commerce équitable et la sécurité alimentaire via *l'empowerment* des femmes reste ambigu.

3.4. Résumé des chemins d'impacts identifiés

Nous avons représenté les chemins d'impacts potentiels entre les instruments du commerce équitable et les moyens d'atteindre la sécurité alimentaire dans la Figure 7.

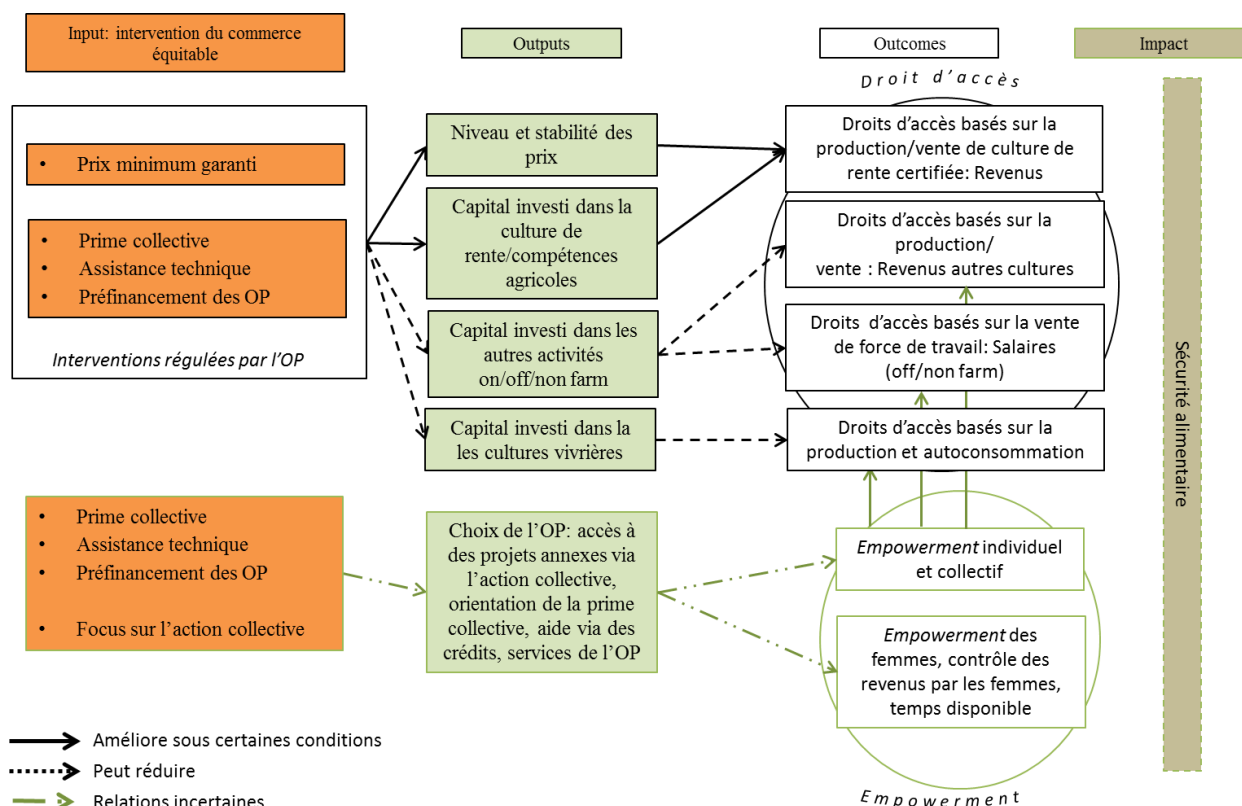
Selon notre analyse, le CE peut aider à réduire la vulnérabilité à la fluctuation des prix, via le prix minimum garanti, et ainsi à contribuer à la SA via une amélioration des droits d'accès à l'alimentation. Ce chemin est dépendant toutefois d'un ensemble de conditions à l'échelle du

contexte local et international, de la gouvernance interne des OP et des stratégies individuelles des ménages. Plusieurs instruments du CE viennent compléter le prix minimum garanti et déverrouiller certains facteurs défavorables au chemin d'impact. Lorsqu'un préfinancement est distribué aux OP, il peut accroître la capacité des OP à payer les producteurs avant ou au moment de la récolte (à des coûts administratifs réduits). L'assistance technique peut améliorer le niveau de production et la qualité des cultures de rente. La prime collective peut être orientée vers l'amélioration de la productivité des cultures de rente et au renforcement des OP. Ces différents éléments sont susceptibles d'améliorer les droits d'accès à l'alimentation basés sur la combinaison « production/commercialisation » de la culture de rente certifiée.

L'analyse a également révélé des résultats controversés en ce qui concerne les autres types de droits d'accès, ceux basés sur la « production et l'autoconsommation » et ceux basés sur l'« échange » (activités agricoles hors exploitation et non agricoles). Les stratégies de diversification des moyens d'existence ont longtemps été promues comme un moyen de réduire la vulnérabilité économique et alimentaire des ménages agricoles (Caswell et al., 2012; Caswell et al., 2014; Michler et Josephson, 2015). L'analyse menée dans ce chapitre montre que des effets contradictoires potentiels existent car les incitations économiques du CE sont fournies sur la base d'un prix à la production. Il est crucial de prendre en compte le risque de spécialisation afin d'évaluer la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Cela agit indirectement sur les droits d'accès basés sur l'autoconsommation et sur les droits d'accès basés sur l'échange.

Aussi, *l'empowerment* peut être influencé par la certification équitable, et ce notamment par le rôle de « courtier » de l'OP. Nous montrons que l'OP est la pierre angulaire par laquelle transitent les différents instruments du CE. *L'empowerment* collectif via les choix d'utilisation de la prime collective de CE, la facilité de préfinancement, les partenariats pour des projets, la représentation collective peut indirectement influencer les capacités des ménages membres à améliorer leur SA. En particulier, l'analyse montre que le CE peut influencer les différents domaines *d'empowerment* des femmes : contrôle des activités et des revenus, temps de travail productif et temps disponible, participation et leadership.

Figure 7: Résumé des chemins d'impacts potentiels entre le commerce équitable et la sécurité alimentaire (source : auteur)



4. Construction des questions et hypothèses de recherche

Cette revue de la littérature et les évolutions récentes du commerce équitable justifient les orientations données à cette recherche. Ce travail vise à interroger empiriquement la manière dont le commerce équitable peut contribuer à la sécurité alimentaire et aux moyens d'y parvenir. Nous présentons ici les trois questions et hypothèses de recherche qui guident la démonstration (résumé Figure 8).

4.1. Question et hypothèse de recherche 1

La littérature montre que la sécurité alimentaire n'est pas toujours assurée dans les communautés agricoles, même lorsqu'elles participent à des filières certifiées par le commerce équitable. Comme le souligne Caswell et al. (2012), «les certifications n'ont pas résolu les défis de la sécurité alimentaire et de la pauvreté pour les petits agriculteurs». Les études existantes visent à mesurer des corrélations entre la sécurité alimentaire (souvent approchée par la durée de la soudure) et un grand nombre de variables explicatives possibles liées aux droits d'accès à l'alimentation basés sur la production vivrière, aux droits d'accès à l'alimentation basés sur la vente de culture de rente, et aux droits d'accès basés sur les revenus hors exploitation agricole. Plusieurs hypothèses sont avancées et variables testées, mais les résultats ne sont pas consensuels. De la même manière, les résultats des trois études qui mesurent la causalité entre la certification FTI et des composantes de la

sécurité alimentaire ne sont pas consensuels. Les résultats dépendent fortement des contextes locaux et la complexité des situations locales agit sur la manière dont le CE peut influencer les producteurs. Pour ces raisons, nous retenons que le commerce équitable n'est qu'un élément d'un ensemble d'activités et de facteurs contextuels, et qu'il importe de l'appréhender comme tel. Comprendre comment se caractérise l'insécurité alimentaire et comment les ménages s'organisent pour tenter de l'améliorer avant d'analyser la contribution potentielle du commerce équitable est indispensable.

Le premier objectif de cette thèse est de caractériser l'insécurité alimentaire vécue, d'identifier les causes perçues, les pratiques mises en œuvre pour y faire face et la manière dont elles contribuent (ou non) aux résultats de sécurité alimentaire.

QR1 : Comment qualifier l'insécurité alimentaire vécue, quelles en sont les causes et quelles sont les réponses apportées spontanément par les ménages ?

Nous faisons l'hypothèse qu'il existe une hétérogénéité parmi les ménages dans la manière dont ils s'organisent pour se prémunir du risque d'insécurité alimentaire, en fonction de leurs ressources et de leur localisation.

Ensuite, nous avons vu que FTI avait l'intention de contribuer à la sécurité alimentaire via deux mécanismes distincts; à travers une régulation commerciale et à travers le renforcement des OP. Les deuxième et troisième objectifs de cette thèse visent plus particulièrement à comprendre par différentes approches analytiques comment le commerce équitable affecte la sécurité alimentaire par ces mécanismes.

4.2. Question et hypothèse de recherche 2

Il a été montré que les prix payés (niveau et stabilité) pour les cultures de rente étaient importants dans une perspective de réduction de l'insécurité alimentaire car ils déterminaient directement les revenus issus de la production et de la commercialisation des cultures de rentes (DeWalt, 1993). Agir sur les termes de l'échange des cultures de rente est un mécanisme pour favoriser des droits d'accès aux aliments via une combinaison « production/commercialisation » (Watts et Bohle, 1993). Plus généralement, accéder aux marchés avec des cultures de rente a été encouragé dans le développement rural comme une stratégie clé pour améliorer les revenus et atténuer la pauvreté et l'insécurité alimentaire chez les petits agriculteurs (Anderman et al., 2014; Cahyadi et Waibel, 2016).

Toutefois, les producteurs familiaux sont vulnérables sur les marchés internationaux car ils sont exposés aux défaillances de marchés et bénéficient souvent de termes d'échange défavorables. Basé sur un paradigme « *trade not aid* », les standards équitables encouragent la production et la commercialisation de cultures de rente, mais ils instaurent des critères de régulation des pratiques commerciales, organisationnelles et productives. Leur première ambition est précisément de modifier les règles commerciales offertes aux ménages agricoles afin de baisser la vulnérabilité face aux marchés internationaux inéquitables. Parmi les instruments, l'établissement d'un prix minimum garanti aux OP a pour but de protéger les

producteurs de la volatilité des prix et ainsi de stabiliser les prix et les revenus. C'est même le seul standard à réguler les prix (prix minimum garanti) et les pratiques commerciales (préfinancement aux OP, contrats).

QR2 : Dans quelle mesure le commerce équitable affecte la sécurité alimentaire via les prix et les revenus de la culture de rente certifiée ?

Il est largement supposé dans les instances du commerce équitable qu'un accroissement et une stabilisation des prix et des revenus contribuera à une amélioration de la sécurité alimentaire : *"Fairtrade Minimum Price has proven to be an effective tool to protect producers from the volatility of global commodity markets, improving food security"* (FTI, 2015b). Ces allégations reposent clairement sur une hypothèse qui sous-entend que l'amélioration des revenus issus de la culture de rente certifiée entraîne systématiquement une amélioration des conditions de vie. Ce travail de recherche vise donc à tester cette hypothèse.

Selon notre analyse de la littérature empirique, différentes interventions du CE peuvent contribuer à l'amélioration des droits d'accès aux aliments. Toutefois, elles dépendent d'un ensemble de facteurs (internes ou externes aux OP ; et internes ou externes aux exploitations agricoles) susceptibles de remettre en cause les effets positifs escomptés des incitations économiques (voir Figure 4). Nous en déduisons l'hypothèse de recherche : **Même lorsque le commerce équitable a un impact positif sur les revenus issus de la culture de rente, il n'a pas nécessairement un impact positif sur la sécurité alimentaire.**

D'abord, nous préjugeons alors que le commerce équitable a un impact positif sur les revenus issus de la culture de rente, si les prix internationaux sont suffisamment bas pour enclencher le prix minimum garanti et si la production est maintenue, voire améliorée par le commerce équitable. Nous adoptons ensuite une posture sceptique quant aux allégations des organisations du CE. Nous formulons l'hypothèse que la participation au commerce équitable a peu d'influence directe sur la sécurité alimentaire des ménages certifiés dans la mesure où celle-ci dépend d'une multitude de facteurs et de processus qui agissent simultanément sur les ménages agricoles.

Des exemples emblématiques montrent que croissance économique ne va pas nécessairement de pair avec une réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition à l'échelle nationale. C'est le cas par exemple de l'Inde (Deaton, Drèze, Sen). A l'échelle des ménages, Banerjee et Duflo (2012) démontre que l'amélioration de l'alimentation n'est pas toujours une priorité pour de nombreux ménages (économie expérimentale). Enfin, des travaux empiriques en Afrique de l'ouest montrent l'absence de corrélation entre un revenu croissant issu de cultures de rentes (coton notamment) et une amélioration des dépenses alimentaires (Bocoum et al., 2014) ou de la nutrition des femmes et enfants des ménages (Lourme-Ruiz, 2017).

4.3. Question et hypothèse de recherche 3

Enfin, les évolutions du commerce équitable remettent en cause les stratégies emblématiques et historiques du commerce équitable, qui faisaient sa singularité au sein des standards volontaires de durabilité. L'organisation de producteurs (OP), historiquement la pierre angulaire des effets du commerce équitable sur les producteurs, devient facultative dans certaines formes de commerce équitable (FTUSA notamment). Elle était jusqu'à présent considérée comme étant un *moyen* d'atteindre les objectifs de développement durable, y compris ceux de sécurité alimentaire.

Les implications de cette rupture sont encore peu documentées dans la littérature, et par ailleurs, comprendre la manière dont les OP façonnent l'impact du commerce équitable à l'échelle des individus est un enjeu (Nelson et Martin, 2017), y compris en ce qui concerne la sécurité alimentaire.

La littérature inclut très rarement une dimension dynamique, en regardant les processus ou les trajectoires. Des analyses quantitatives récentes examinent les effets de la durée de certification (nombre d'année d'affiliation à une OP certifiée) au lieu de seulement considérer la participation de manière binaire (Chiputwa et Qaim, 2016). Cela fournit des informations sur les effets hétérogènes du commerce équitable en fonction du nombre d'années d'affiliation. En revanche, ces études ne décrivent pas les moteurs des changements et les mécanismes associés. Or, la certification de commerce équitable conduit à des effets directs mais également à des changements progressifs. Les trajectoires des ménages sont affectées par de multiples perturbations modifiant leurs activités et leurs capacités à modifier leurs situations alimentaires.

Dans cette perspective, Bacon et al. (2017) argumentent en faveur d'une prise en compte des « objectifs collectifs » du commerce équitable- comme celui d'*empowerment* - dans les analyses de la contribution du commerce équitable pour réduire l'insécurité alimentaire. En effet, peu de recherche empirique s'intéresse aux processus d'*empowerment* des agriculteurs en liens avec la sécurité alimentaire (Bacon, 2015).

C'est pourquoi, nous interrogeons, dans une dernière question de recherche, le rôle des OP et des dynamiques collectives pour renforcer l'*empowerment* des producteurs et atteindre la sécurité alimentaire des ménages agricoles participants.

QR3 : Comment les OP contribuent-elles à l'*empowerment* en tant que moyen d'atteindre la sécurité alimentaire des ménages ?

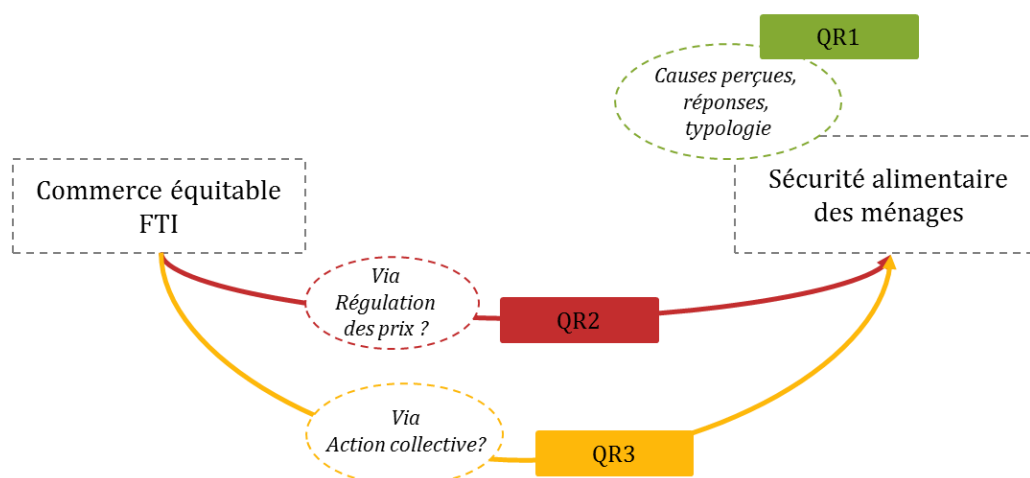
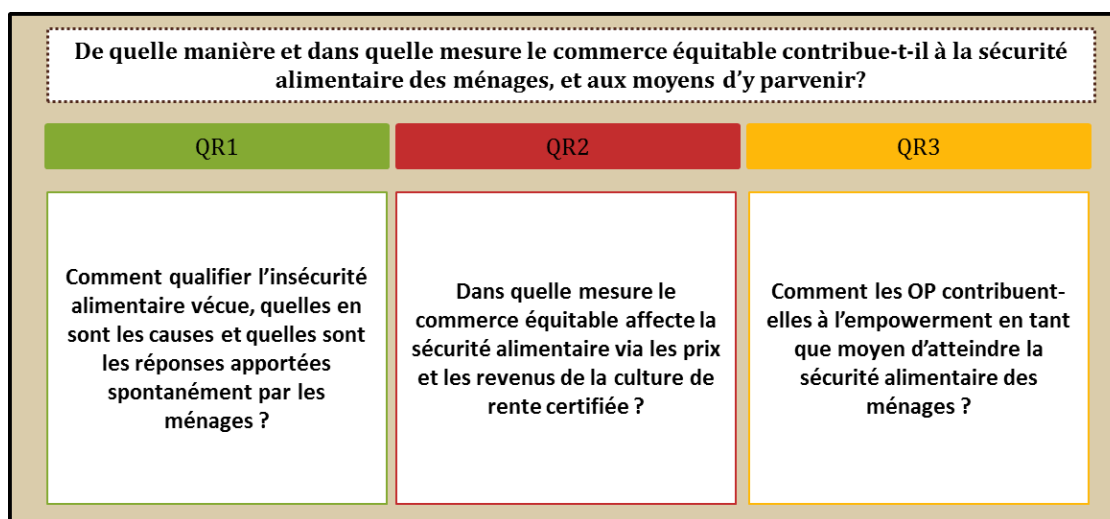
Le décorticage des outils du commerce équitable montre que quasiment tous transitent par l'OP. La gouvernance de l'OP mais aussi sa capacité à contribuer à l'*empowerment* des producteurs pourraient jouer un rôle dans les résultats de sécurité alimentaire. **Nous posons l'hypothèse que le commerce équitable, via les OP, agit sur les capacités des producteurs à sécuriser leur alimentation en apportant des réponses au contexte structurel défavorable.**

Conclusion du chapitre 2

Ce chapitre examine les études sur les corrélations et les causalités entre la certification CE et la sécurité alimentaire (SA) pour les ménages agricoles. Compte tenu de la rareté des études, l'objectif de ce chapitre est d'aller au-delà en construisant les chemins d'impacts potentiels, et en formulant des hypothèses. Nous avons identifié et discuté les chemins d'impacts allant des instruments du CE à deux moyens d'atteindre la SA : droits d'accès à l'alimentation et *empowerment*. Divers instruments du CE influencent les différents types de droits d'accès à l'alimentation et l'*empowerment* via des résultats intermédiaires. Ces effets pourraient venir améliorer la sécurité alimentaire, mais la plupart restent ambigus car ils dépendent d'un ensemble de conditions aux échelles individuelles, locales et internationales.

Deux chemins d'impacts potentiels entre le commerce équitable et la sécurité alimentaire sont testés empiriquement dans la suite de la thèse (QR2 et QR3).

Figure 8: Organisation de la recherche en 3 questions



CHAPITRE 3

APPROCHES CONCEPTUELLES

Introduction de chapitre

Après avoir exposé les motivations empiriques de cette thèse, ce chapitre vise à décrire les cadres conceptuels mobilisés pour répondre aux différentes questions de recherche. Notamment, nous mobilisons le concept de sécurité alimentaire, puis celui de sécurisation alimentaire pour interroger la manière dont les ménages s'organisent pour faire face au risque d'insécurité alimentaire. Les concepts *d'empowerment* et de *capabilités* sont aussi mobilisés en relation avec l'étude des actions collectives.

1. Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et sa mesure à l'échelle des ménages

Avant tout, la thèse mobilise la notion de sécurité alimentaire et non de sécurité nutritionnelle. Les concepts de nutrition et de sécurité alimentaire sont distincts³⁰. L'insécurité alimentaire n'est qu'une des causes possibles de la malnutrition. Le régime alimentaire doit être approprié, en quantité et qualité (proportions adéquates d'énergie, protéines, minéraux vitamines et graisses) pour chaque membre de la famille, à tout moment. Ce facteur représente la sécurité alimentaire, qui découle de l'accès et de la disponibilité en nourriture au sein du ménage et de l'utilisation équitable de cette nourriture par chacun des membres (notamment femmes et enfants). La seconde cause immédiate de la nutrition est l'état de santé de l'individu. L'état de santé de l'individu est impacté par les services de santé, les soins aux enfants et aux femmes ainsi que de la qualité sanitaire de l'environnement. Ainsi, la sécurité alimentaire est une condition nécessaire mais non suffisante à une nutrition adéquate (Maxwell, 1996; Carletto et al., 2013; Coates, 2013; Jones et al., 2013). La nutrition doit par ailleurs être considérée à l'échelle individuelle.

Cette thèse cherche à s'inscrire dans une recherche compréhensive où la réalité et le phénomène social d'insécurité alimentaire sont appréhendés par l'intermédiaire de la compréhension qu'en a l'individu. L'approche sécurité alimentaire prend en compte la façon dont « *les individus expriment leurs propres stratégies, perceptions et réponses à l'insécurité alimentaire, et ceux des autres membres de leur ménage* » (Webb et al., 2006). La dimension consciente de l'état d'insécurité alimentaire et des choix des individus est privilégiée car elle impose moins une posture normative du chercheur extérieur, posture qu'une étude sur la nutrition exigerait. De plus, le chemin d'impact entre le commerce équitable et la nutrition n'est pas revendiqué par le commerce équitable et est très complexe. Notons qu'approfondir

³⁰ La nutrition faisait appel aux sciences médicales, tandis que la sécurité alimentaire était reliée aux sciences agronomiques. De plus en plus de considérations sont données aux liens pouvant exister entre les deux, notamment à la suite de travaux montrant que le développement agricole n'était pas nécessairement favorable à la nutrition (Dury et al. 2015). Un nouveau courant de recherche sur les liens pouvant exister entre agriculture et nutrition (*'nutrition sensitive agriculture'*), et entre les systèmes alimentaires ou filières et la nutrition existe aujourd'hui.

les connaissances existantes sur les conditions d'accès à l'alimentation et les processus associés, est une étape préalable à d'éventuelles recherches sur les bénéfices en termes de nutrition.

S'intéresser à la contribution d'un programme de développement sur la sécurité alimentaire implique dans un premier temps de définir la notion, d'en comprendre ses composantes, et de les mesurer aux travers de différents indicateurs. Les nombreux travaux dans le domaine sont arrivés à un relatif consensus que nous exposons ici.

1.1. Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et ses composantes

Si la première utilisation du concept de Sécurité Alimentaire (SA) date des années 1970 (Coates, 2013), les premières préoccupations internationales pour l'alimentation remontent à la déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 où l'alimentation fait partie des droits fondamentaux pour tout vie humaine.

La définition qui fait consensus aujourd'hui a été donnée au sommet mondial de l'alimentation par la FAO à Rome en novembre 2009. La sécurité alimentaire existe lorsque *« tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. »*

1.1.1. Les quatre piliers de la sécurité alimentaire.

La sécurité alimentaire est souvent décomposée d'abord en trois piliers hiérarchisés auquel se rajoute le quatrième pilier transversal. Les quatre piliers sont présentés puis la section suivante expliquera pourquoi cette décomposition, tout en étant utile pour clarifier les critères conditionnant la sécurité alimentaire, est appelée à être retravaillée dans le cadre de ce travail de thèse.

- La disponibilité alimentaire

Dans les années 1970, la sécurité alimentaire faisait référence à la disponibilité alimentaire physique par habitant, mesurée à l'échelle des nations. La quantité de nourriture produite est-elle acceptable pour satisfaire les besoins de la population mondiale ? Cette approche se concentre sur l'équilibre ou déséquilibre entre la population et la disponibilité alimentaire. Les politiques s'inscrivaient dans la théorie malthusienne qui voit en l'offre alimentaire un obstacle au développement démographique et donc une priorité pour atteindre une sécurité alimentaire mondiale. A partir de cette hypothèse, les politiques visant à promouvoir la sécurité alimentaire dans le monde étaient tournées vers une intensification agricole. La mesure de la sécurité alimentaire était alors basée sur les données au niveau macro, pour estimer la disponibilité alimentaire par habitant (Coates, 2013).

La disponibilité alimentaire fait donc référence à l'existence physique de nourriture sur les marchés domestiques, pouvant provenir de production, d'importations, de stocks alimentaires ou d'aide alimentaire. Elle peut être estimée à différentes échelles (nationale, régionale, ménage) et elle est directement liée à la production agricole.

- L'accès physique, social et économique

La révolution verte des années 1970 et les politiques interventionnistes incitant à la production céréalière ont permis d'entrer dans une période d'abondance alimentaire (Coates, 2013). La sécurité alimentaire était à cette époque reliée à l'assurance alimentaire. Les prix, devenus instables, incitaient à stocker de la nourriture en guise d'assurance pour l'avenir (Weingärtner, 2005). Toutefois, l'augmentation de la production agricole n'a pas systématiquement conduit à une amélioration de la sécurité alimentaire pour tous, dû à une distribution inéquitable de la production parmi les pays, les régions, les ménages et les individus (Yaro, 2004).

C'est pourquoi, à partir des années 1980, le concept s'est transformé sous l'impulsion des travaux d'Amartya Sen. Les problèmes d'accès et de pouvoir d'achat sont alors pris comme facteurs d'insécurité alimentaire. Le passage des préoccupations en termes de disponibilités aux préoccupations en termes d'accès s'accompagnent d'un changement d'échelle. La sécurité alimentaire, auparavant appréhendée au niveau global ou national devient alors une question posée à l'échelle du ménage et de l'individu (Maxwell, 1996; Webb et al., 2006; Barrett, 2010; Coates, 2013).

L'accès doit être physique (lié à la distribution alimentaire, aux infrastructures de transports et de marché), économique (pouvoir d'achat, prix) et social (connaissances). Il va également dépendre de l'environnement dans lequel vivent les individus et de leurs capacités à utiliser efficacement leurs ressources pour se procurer la nourriture dont ils ont besoin.

- L'utilisation

L'utilisation fait référence à deux points. Premièrement, elle comprend la consommation au niveau du ménage : choix et pratiques liées à l'alimentation, la manière de cuisiner, de stocker, de consommer, les connaissances nutritionnelles, le temps disponible, la distribution intra-ménage et les préférences culturelles (utilisation de variétés et de types d'aliments appropriés). Deuxièmement, l'utilisation biologique de la nourriture ingérée au niveau individuel est liée à l'environnement sanitaire et à l'état de santé de l'individu. Le second point est un facteur lié à la nutrition, et non à la sécurité alimentaire.

- La stabilité

Ces trois premiers piliers sont hiérarchisés : la disponibilité est nécessaire à la sécurité alimentaire mais non suffisante pour assurer l'accès, et l'accès est nécessaire mais non suffisant pour assurer une utilisation adéquate des aliments (Webb et Rogers, 2003; Webb et al., 2006; Barrett, 2010). Un facteur temporel et transversal a été introduit en 2005 sous l'impulsion de Webb et Rogers (2003) : La stabilité temporelle des trois autres piliers. Ce quatrième pilier permet de mieux prendre en considération les risques qui contraignent des avancées en termes de disponibilité, accès et utilisation (Webb et Rogers, 2003). Ce recadrage conceptuel s'appuie sur des contributions des années 1980 et 1990, avec les notions de vulnérabilité (Chambers, 1989; Watts et Bohle, 1993) et de durabilité (Chambers et Conway, 1992).

Ceci questionne le concept de sécurité alimentaire en considérant la possibilité de futurs risques. L'incertitude affecte les décisions des ménages ruraux tant sur la production d'aliments ou la création de revenus pour s'alimenter, que sur la manière de consommer, dans le présent et dans le futur (Coates, 2013). Par ailleurs, cela rend compte de l'environnement social et politique dans lequel s'inscrivent les individus et qui conditionne le degré de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Il fait maintenant consensus que la sécurité alimentaire présente deux temps distincts : le statut alimentaire dans le présent, et la vulnérabilité des individus à être dans une situation inadéquate dans le futur (Barrett, 2010).

1.1.2. Vers de nouvelles composantes de la sécurité alimentaire

Les quatre piliers sont intéressants pour comprendre les causes d'une insécurité alimentaire mais ils ne permettent pas de conceptualiser et de mesurer comment une situation d'insécurité alimentaire se manifeste et quels sont les moyens de l'améliorer (Coates, 2013). De même, ils sont difficilement opérationnalisables. Par exemple, le pilier « utilisation » est difficilement compréhensible, sans le relier aux aspects nutritionnels et le mesurer à l'échelle individuelle (Coates, 2013). Tout comme la définition de la sécurité alimentaire compile plus qu'elle n'intègre et n'articule réellement les différentes parties du concept, les quatre piliers tels qu'ils sont présentés paraissent statiques et séparés. En réalité, ils sont inter reliés et dépendants, bien que ce cadre conceptuel n'explicite pas ces relations (Berry et al., 2015).

A ces différentes limites s'ajoute le besoin de mobiliser un cadre conceptuel qui corresponde à la spécificité de notre étude. Trois niveaux de réflexion sur la sécurité alimentaire peuvent être distingués. D'abord, une réflexion sur les causes de l'insécurité alimentaire implique de s'interroger sur le type de défaillance menant à une insécurité alimentaire. Par exemple, s'agit-il d'une défaillance de disponibilité physique ou d'accès ? Une seconde réflexion repose sur la manifestation de l'insécurité alimentaire. Par exemple, l'insécurité alimentaire se manifeste-t-elle par un manque de nourriture (quantité) ou une nourriture insuffisamment nutritive ? Enfin, se questionner sur les conséquences de l'insécurité alimentaire sur la nutrition des individus est un troisième type de réflexion.

La thèse cherche entre autres à caractériser l'insécurité alimentaire et à évaluer si elle impactée par le commerce équitable. Cet objectif de recherche implique de s'appuyer sur un cadre conceptuel qui permette de mesurer la manifestation de l'insécurité alimentaire.

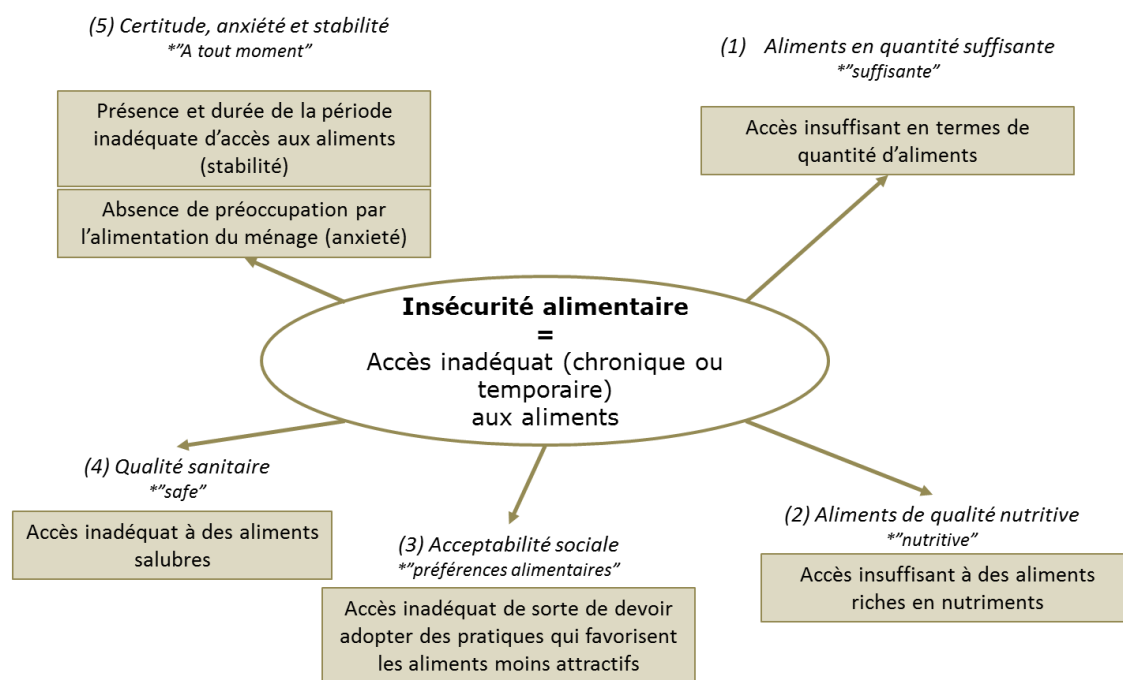
Pour ces raisons, nous mobilisons un cadre conceptuel qui re-décompose le concept de sécurité alimentaire en permettant de caractériser l'expérience d'insécurité alimentaire (Coates, 2013). Ce cadre conceptuel s'articule autour du concept « d'accès » pour tous et à tout moment, notion centrale de la définition de la sécurité alimentaire de la FAO. L'accès alimentaire peut alors être défini comme étant la capacité d'acheter ou de produire pour tous une nourriture qui satisfasse cinq composantes: (1) quantité suffisante, (2) qualité nutritive, (3) acceptabilité culturelle, (4) qualité sanitaire et (5) certitude et stabilité (« en tout temps »). La cinquième composante est transversale aux quatre autres. Elle permet d'ajouter la notion d'incertitude qui contraint les moyens d'atteindre les quatre premières composantes. Selon Coates (2013), cette décomposition ne traite ni des causes ni des potentielles conséquences

d'une situation d'insécurité alimentaire. Elle est centrée sur l'expérience d'insécurité alimentaire qui peut alors être mesurée selon ces différentes composantes :

“With an emphasis on these dimensions, the experience of food insecurity can be isolated from potential causes (i.e. lack of availability, lack of access) and potential consequences, both nutritional and non-nutritional, and can be considered within a framework of risk that could jeopardize the secure achievement of the first four elements” (Coates, 2013)

Nous représentons ces 5 composantes de l'insécurité alimentaire à l'échelle des ménages dans la Figure 9.

Figure 9: Représentation des différentes composantes de l'insécurité alimentaire (source : auteur)



* Termes de la définition de la sécurité alimentaire auxquels la composante fait référence

1.1.3. Le choix de l'échelle ménage pour l'analyse

Il existe un débat autour de l'échelle d'analyse la plus pertinente pour traiter les questions de sécurité alimentaire. Comme il l'est souvent rappelé dans la littérature, la sécurité alimentaire est définie à l'échelle individuelle et les individus sont la cible ultime de toute recherche de sécurité alimentaire (Carletto et al., 2013; Coates, 2013) : *« While each of these dimensions is relevant at global/national, household, and individual levels, the higher levels of aggregation ultimately matter only insofar as they affect an individual's well-being » (Coates, 2013).*

Malgré cela, toutes les échelles sont pertinentes car elles affectent d'une façon ou d'une autre la sécurité alimentaire individuelle (Coates, 2013).

Le choix du niveau d'analyse dépend des objectifs de la recherche et des dimensions de la sécurité alimentaire traitées. Dans notre cas, l'unité d'analyse retenue est l'échelle ménage,

car l'objectif est de comparer la capacité d'accès à la nourriture de ménages certifiés –qui bénéficient d'une régulation des prix de la culture de rente— par rapport à ceux qui n'en bénéficient pas.

L'échelle du ménage est souvent considérée comme étant l'unité d'approvisionnement alimentaire principale. Elle est appropriée pour caractériser et mesurer la capacité d'accès à l'alimentation selon les différentes composantes. Ce choix est cohérent avec le champ d'action du commerce équitable centré sur les exploitations agricoles familiales (production agricole, accès aux marchés d'exportation, autoconsommation...). Il faut néanmoins garder en mémoire que la mesure de la sécurité alimentaire au niveau des ménages n'assure pas la répartition équitable des aliments au sein des membres. Le niveau de sécurité alimentaire peut alors varier entre les membres des ménages, hommes, femmes et enfants. Les conditions d'accès physique, social et économique à une alimentation suffisante, saine et variée à tout moment à l'échelle des ménages donnent toutefois des indications sur la sécurité alimentaire des individus membres des ménages.

Dans la littérature, un « ménage » est défini comme une « entité collective », c'est-à-dire un groupe d'individus (souvent de la même famille, mais pas nécessairement) vivant habituellement sous le même toit et partageant leurs ressources, dépenses et repas (Kennedy et al., 2013). La particularité d'un ménage « agricole » est qu'il gère une exploitation agricole, où les membres du ménage produisent ensemble et dissocient peu les activités productives de la vie de famille. Nous choisissons d'utiliser le terme de « ménage agricole » plutôt que d'exploitation agricole car nous interrogeons la sécurité alimentaire des individus membres des ménages qui est un fait social et non un fait agricole.

1.2. Mesurer l'insécurité alimentaire à l'échelle des ménages agricoles

1.2.1. Les principaux indicateurs d'insécurité alimentaire à l'échelle des ménages dans la littérature

La sécurité alimentaire est un concept complexe et multidimensionnel difficile à mesurer. Comme le souligne Maxwell et al. (2014), il n'existe pas d'indicateur unique qui permette de rendre compte de la situation d'insécurité alimentaire dans sa complexité : « *The general consensus in the literature is that there is will never be a single measure that adequately and accurately captures the complexity of food security* ».

Combiner plusieurs indicateurs est nécessaire pour approcher la réalité des phénomènes d'insécurité alimentaire (Carletto et al., 2013). Ces indicateurs sont classés selon différents critères tels que le caractère dérivé/fondamental des mesures (Webb et al., 2006; Coates, 2013), leurs finalités d'utilisation (ciblage, comparaison, évaluation...), le cadre d'analyse de référence (droits, capacités, moyens d'existence etc.) (Burchi et De Muro, 2016), la dimension de la sécurité alimentaire traitée, etc. Les indicateurs présentent des inconvénients et des avantages à raisonner en fonction de la finalité des études. Il convient de savoir précisément ce que l'on mesure car les indicateurs permettent de capturer une partie seulement de la réalité (Barrett, 2010).

On présentera ici les indicateurs selon deux types de mesures ; les mesures dites objectives, dérivées, et les mesures subjectives ou fondamentales. Les mesures dérivées sont jusqu'à aujourd'hui les plus communément utilisées dans la littérature pour évaluer la prévalence d'insécurité alimentaire dans une situation donnée : les mesures de la sous-alimentation (quantité de calories insuffisante), pratiquée par la FAO, qui ont pour fonction d'estimer le nombre de sous alimentés à l'échelle nationale (Carletto et al., 2013) ; la mesure de la sous-nutrition moyenne du ménage qui utilise les dépenses alimentaires pour estimer l'apport calorique moyen par membre d'un ménage par jour ; la mesure du Score de Consommation Alimentaire qui permet d'estimer l'apport calorique et la qualité du régime alimentaire au niveau d'un ménage ou d'un individu à partir de la fréquence de consommation sur 7 jours (Maxwell et al., 2014) ; le score de diversité alimentaire à l'échelle du ménage mesure l'accès physique et économique aux aliments et est corrélé à la consommation énergétique (plus de détails sur les indicateurs en annexe 4).

Certains auteurs comme Maxwell et al. (1999) ou Webb et al. (2006) soutiennent que les mesures dérivées dites objectives ne seraient pas pleinement satisfaisantes.

Une première limite réside dans le fait que les mesures dérivées sont des proxys (productivité agricole, consommation alimentaire, dépenses alimentaires...). Les mesures dérivées se basent sur des hypothèses qui présupposent une relation de corrélation avec la variable d'intérêt. Or, elles sont souvent utilisées sans que des preuves claires de leur corrélation dans le contexte empirique ne soient établies. Et, même si des corrélations étaient établies, le contexte empirique singulier de chaque terrain d'étude va fortement influencer la manière dont les causes et les conséquences vont être associées à l'insécurité alimentaire. S'appuyer sur des corrélations universelles peut alors être risqué.

Une seconde limite réside dans l'utilisation de la notion d'« adéquation » qui serait problématique pour certains auteurs (Webb et al., 2006). Selon eux, la détermination d'une norme universelle gomme la spécificité des besoins et revient à porter un jugement extérieur sur les apports désirables pour les individus.

Enfin, l'incertitude inhérente au contexte d'insécurité alimentaire est gommée dans ces indicateurs. Cela constitue une troisième limite. Les indicateurs dérivés ne permettent pas d'évaluer la manière dont les personnes ressentent l'incertitude de leur accès aux aliments. L'insécurité alimentaire, telle que définie par la FAO, ne se traduit pas nécessairement par la faim. Les mesures dérivées et objectives telles que les dépenses alimentaires ou la mesure des déficits caloriques ou nutritifs, permettent de déceler les personnes qui ne mangent pas suffisamment. Au contraire, la prise en compte du ressenti des individus par rapport à leur situation alimentaire présente l'intérêt de mesurer l'insécurité alimentaire à un stade précoce, c'est-à-dire avant qu'elle ne se traduise par un manque quantitatif d'aliments.

Les interrogations sur la pertinence des mesures dérivées de l'insécurité alimentaire, dites objectives, ont conduit certains auteurs à évoluer vers des mesures de comportements ou de perceptions, plus subjectives³¹.

³¹ Cette évolution suit celle des mesures de la pauvreté. Dans la littérature sur la pauvreté, l'école « quantitative » définit la pauvreté par des seuils exprimés en valeur monétaire et correspondant à un panier

Les analystes de la sécurité alimentaire appellent les mesures fondamentales dites « subjectives », des mesures « expérientielles ». Cela signifie que l'évaluation repose sur des informations concernant la manière dont les individus perçoivent leur expériences d'insécurité alimentaire (Webb et al., 2006). Ces informations mesurent le propre ressenti d'insécurité des individus dans leur capacité à accéder à l'alimentation pour leur famille. Ce type de mesure est critiquée par les analystes positivistes qui considèrent ces aspects intangibles aussi bien que immesurables.

Quatre mesures fondamentales de l'insécurité alimentaire sont régulièrement utilisées dans la littérature (voir Annexe 4 pour plus de détails) : l'échelle expérientielle *Household Food insecurity access scale* HFIAS (Pérez-Escamilla et Segall-Corrêa, 2008) qui permet d'appréhender les aspects psychologiques de l'insécurité alimentaire (IFPRI, 2006; Swindale et Bilinsky, 2006a) et l'expérience d'insécurité alimentaire ; l'échelle expérientielle ELCSA (*Escala Lationamericana y Caribena de Seguridad Alimentaria*) qui est l'équivalent validée pour les pays d'Amérique latine ; la mesure *Coping Strategy Index* (CSI) qui a été mise en place dans une perspective comportementale de l'insécurité alimentaire afin de déterminer les stratégies mises en place par les ménages pour gérer une insécurité alimentaire (Maxwell, 1996; Maxwell et al., 1999) ; et la mesure des « *months of inadequate food provisioning* » (MIFP) qui permet de mesurer la stabilité intra-annuelle de l'accès alimentaire à l'échelle des ménages.

1.2.2. Combinaison d'indicateurs dérivés et fondamentaux

Webb et al. (2006) plaident pour une re-focalisation sur des mesures dites fondamentales qui mesurent directement le phénomène tel qu'il est perçu par les personnes concernées. Selon Maxwell et Smith, et ce dès 1992, « *la sécurité alimentaire doit être traitée comme un phénomène aux objectifs multiples, dans lequel l'identification et le poids donné à chacun de ces objectifs ne peuvent être décidés que par les personnes en situation d'insécurité alimentaire elles-mêmes* » (Maxwell et Smith, 1992). Cette démarche appréhende le phénomène social par l'intermédiaire de la compréhension qu'en a l'individu concerné. Elle ne tient pas sa particularité au type de données utilisées (qualitatives ou quantitatives) mais dans la manière de prendre en considération la perception des sujets concernés et d'appréhender la réalité. L'individu et le système dans lequel il est ancré sont au centre de l'analyse pour appréhender les actions dans lesquelles il est engagé et la signification qu'il leurs donne.

Compléter l'analyse avec des mesures dites « dérivées » selon la recommandation de Coates (2013) permet d'analyser la sécurité alimentaire de manière désagrégée, pour gagner en précision. Il fait en effet consensus dans la littérature qu'une combinaison d'indicateurs d'insécurité alimentaire est indispensable (Maxwell et al., 2014).

de biens alimentaires et non alimentaires minimum pour satisfaire les besoins. Une personne pauvre est une personne n'ayant pas assez de ressources monétaires pour acheter ce panier de biens. Cette vision est critiquée car elle est trop théorique, trop concentrée sur les valeurs monétaires des biens, et trop éloignée des expériences effectivement vécues par les personnes en extrême pauvreté (Webb et al. 2006). C'est pour ces raisons que s'est développée, à partir des années 80, une école « subjective-qualitative » qui mesure la pauvreté par les perceptions, les expériences vécues par les personnes pauvres.

1.2.3. Indicateurs de sécurité alimentaire mobilisés

Le choix d'indicateurs de sécurité alimentaire dans chacune des composantes de la sécurité alimentaire est inspiré de la littérature conceptuelle (Coates, 2013; Leroy et al., 2015).

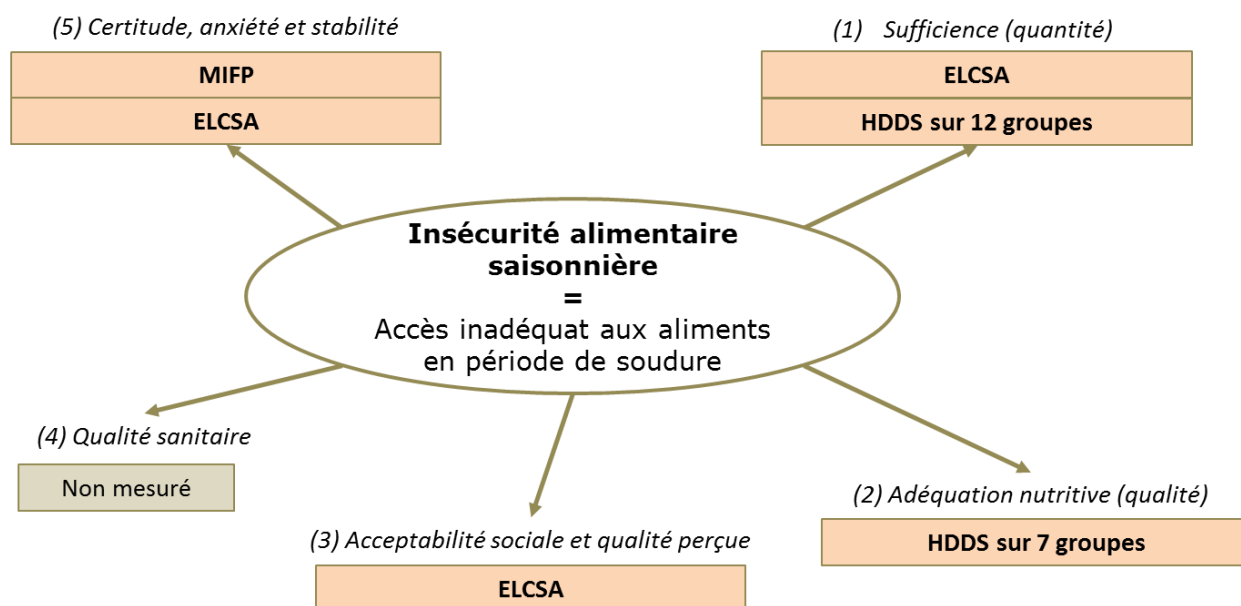
Ce travail de thèse s'appuie sur quatre indicateurs d'insécurité alimentaire, mesurant l'accès à l'alimentation à l'échelle du ménage et la stabilité intra-annuelle :

- deux indicateurs subjectifs captant quatre composantes de la sécurité alimentaire (cf. cadre conceptuel présenté à la section 1.1.3) : l'accès en « quantité », l'acceptabilité sociale, la qualité « perçue » de l'alimentation, et l'absence d'incertitude/anxiété. Il s'agit de l'indicateur « *Months of inadequate food provisioning* » (MIFP) et de l'échelle « *Escala Lationamericana y Caribena de Seguridad Alimentaria* » (ELCSA)
- deux indicateurs objectifs captant deux composantes : l'accès quantitatif en « quantité » et en qualité en termes d'accès à une diversité d'aliments nutritifs. Il s'agit de deux scores issus du score de diversité alimentaire à l'échelle du ménage « *Household Dietary Diversity Score* » HDDS.

La Figure 10 résume ses indicateurs en fonction des différentes composantes. Ils saisissent quatre de cinq différentes compensations du cadre conceptuel. La dimension de qualité sanitaire des aliments n'est pas traitée dans cette thèse car l'implication du commerce équitable pour améliorer la composante sanitaire de l'alimentation ne paraissait pas pertinente et sa mesure est très complexe.

Concernant les indicateurs mobilisés dans ce travail, leurs caractéristiques et leurs mesures seront explicitées dans le premier chapitre de résultats (Partie 3-chapitre 7) dans la section dédiée à la présentation des données et des méthodes (section 3.2).

Figure 10: Synthèse des indicateurs de sécurité alimentaire choisis pour mesurer l'insécurité alimentaire saisonnière



Ils vont permettre de mesurer la prévalence et la forme d'insécurité alimentaire. Toutefois, la thèse prête attention à la fois aux impacts et aux processus. Pour comprendre *comment* le commerce équitable contribue aux composantes de la sécurité alimentaire, le concept de « sécurisation alimentaire » est utilisé. Le concept de sécurisation alimentaire prend en compte les pratiques des ménages mises en place spontanément, et leurs changements dans le temps dans un contexte de certification.

2. La « sécurisation alimentaire »

La notion de « sécurisation alimentaire » constitue une nouvelle approche pour analyser la sécurité alimentaire. Elle est introduite en 2012 dans un numéro spécial de la revue française *Cahiers d'Agricultures*. Cette notion, qui demande encore à être précisée et opérationnalisée (Heron, 2016), apparaît plus fonctionnelle pour appréhender les dynamiques agricoles et alimentaires et pour rendre compte de la diversité des initiatives individuelles, communautaires et institutionnelles liées à l'enjeu de sécurité alimentaire (Janin et Dury, 2012). L'action de sécuriser (ou sécurisation) renvoie à « *donner à quelque chose de la sécurité, de la stabilité, donner une impression de tranquillité, de confiance en soi* » (Heron, 2016). Au contraire, la sécurité alimentaire s'attache surtout à mesurer de manière normative un état (momentané) par rapport à des normes à atteindre.

Le concept de sécurisation alimentaire est utilisé en tant que « *processus dans lequel se construit un enjeu de sécurité alimentaire, et se met en œuvre un ensemble d'actions visant à*

l'améliorer en agissant sur ses différentes dimensions (...) ou visant à limiter les situations d'insécurité alimentaire » (Touzard et Temple, 2012).

2.1. Capacités d'action, trajectoires et effets de rétroaction du collectif à l'individu

Le Tableau 7, adapté de Janin (2017), reprend les trois caractéristiques centrales du concept de sécurisation alimentaire que nous détaillons dans cette section.

Tableau 7: Sécurisation alimentaire (adapté de Janin 2017)

Sécurisation alimentaire
∞ Trajectoires contextuelles des actions : processus et moteurs des changements ∞ Effets d'interaction et de rétroaction avec l'échelle collective ∞ Renforcement des capacités d'action : modification de l'espace de capacités

Cette approche comprend un aspect dynamique. La sécurisation alimentaire est centrée sur *«les processus plutôt que les causes, les trajectoires plutôt que les situations»* (Janin et Dury, 2012). La sécurisation alimentaire met l'accent *"sur les actions et l'apprentissage concourant à améliorer les conditions (et les étapes) d'une amélioration des situations alimentaires"* (Janin et Dury, 2012). La notion de «processus» implique d'analyser la succession d'actions – telles que la mobilisation des connaissances, de ressources et d'opportunités sociales - dans le but d'améliorer les conditions d'accès et d'utilisation des aliments. La notion de trajectoires permet d'étudier la contribution d'un outil ou d'une politique sur les processus de sécurisation alimentaire, contribution qui pourrait être progressive et multifactorielle.

Cette approche permet aussi de discuter les rétroactions entre les échelles d'analyse. Le cadre d'analyse permet de comprendre les pratiques à différentes échelles : à l'échelle des individus et des ménages (unité de consommation alimentaire), mais aussi à des échelles plus larges telles que celles d'acteurs de développement rural (ONG, OP ...), les acteurs sectoriels (entreprises de café), les autorités territoriales (régionales ou locales), les acteurs médiatiques ou de la société civile ou même les Etats (Janin et Dury, 2012; Touzard et Temple, 2012). Ces acteurs collectifs ou publics sont impliqués dans les différents espaces de construction de la sécurisation alimentaire (Touzard et Temple, 2012).

Enfin, selon Touzard et Temple (2012) les capacités de sécurisation alimentaire dépendent de *«la capacité à mobiliser des potentialités et des ressources supplémentaires tout en desserrant certains verrous technologiques, sociétaux ou politiques qui inhibent les initiatives ; elles tiennent aussi à la capacité à composer avec les diverses formes de vulnérabilité et fragilité structurelles et conjoncturelles»*. Cette approche concède donc une place particulière à

l'environnement et à la manière dont il permet de verrouiller ou déverrouiller la capacité des ménages pour agir vers une meilleure sécurité alimentaire.

2.2. Sécurisation alimentaire spontanée : analyse des pratiques face à l'adversité

En dehors d'action publique et collective (aux échelles sectorielles, territoriales, ou de la société civile/média), la sécurisation alimentaire est un « cadre d'action » qui prend une forme « spontanée » à l'échelle des ménages et des individus (Heron, 2016). La sécurisation alimentaire spontanée correspond « à ce que les font les acteurs au quotidien en matière d'approvisionnement, de préparation, de redistribution alimentaires, avec des ressources limitées et des informations parcellaires » (Janin, 2017).

La sécurisation alimentaire spontanée implique d'étudier comment les individus et les ménages agissent pour limiter les situations d'insécurité alimentaire, pour tenter de gagner en stabilité et en sécurité dans leur approvisionnement alimentaire. Cela inclut les actions de court terme, et les actions menées dans une perspective plus large, qui tentent de rendre compatibles les pratiques d'approvisionnement et de consommation alimentaire avec les changements contextuels qu'ils soient brutaux ou anticipés.

Nous prenons le parti de décrire ces pratiques de sécurisation alimentaire dites « spontanées » selon le prisme des pratiques des ménages à faire face à l'adversité proposé par Lallau et Droy (2014). L'adversité peut prendre la forme de chocs brutaux, prolongés (crises auxquelles sont confrontés les ménages), ou diffus (liés aux structures sociales, économiques et politiques). Lallau et Droy (2014) propose une typologie des pratiques des ménages face à l'adversité (Tableau 8). Les pratiques employées *ex-ante* y sont distinguées de celles *ex-post*.

- **Pratiques *ex ante***

Le premier type *ex ante* et défensif est appelé « sécurisation » des moyens d'existence, par le biais de pratiques d'assurance et de dispersion. L'idée est de se prémunir des conséquences des risques, via l'épargne par exemple, et de répartir les risques dans le temps et dans l'espace. Le second type *ex-ante* et plutôt offensif est composé des pratiques d'évitement, destinées à combattre les risques et faire en sorte qu'ils ne se réalisent pas. Il s'agit de pratiques d'investissement ou de spécialisation.

- **Pratiques *ex post***

Le troisième type de pratiques *ex-post* (face à l'adversité) renvoient à la mobilisation de capital (décapitalisation) et aux changements de pratiques de consommation (restriction). Ces dernières sont des pratiques dites défensives. Les pratiques dites d'adaptation sont offensives visent à modifier les comportements et /ou les moyens d'existence de manière à s'adapter à l'adversité rencontrée. Certaines n'impliquent pas de rupture radicale, ni en termes productif ni en termes sociaux mais elles incluent des activités que les ménages mobilisent pour s'adapter à la situation (pratiques de résistance). Au contraire, les pratiques de « rupture » sont plus radicales.

Ces quatre types de pratiques spontanées peuvent s'associer à des actions collectives, d'ordre technique et commercial (participer à une organisation de producteurs), ou d'ordre politique (en s'engageant dans une organisation de défense des intérêts).

Une autre classification complémentaire proposée par la littérature sur les « *Coping Strategies* » fait une distinction au sein des pratiques *ex-post*. Sont distinguées celles basées sur une augmentation des ressources pour s'approvisionner en aliments en cas de manque, et celles basées sur un changement de pratiques de consommation alimentaire (Maxwell, 1996; Maxwell et al., 1999). Les pratiques de décapitalisation, résistance et rupture sont des pratiques dont l'objectif est d'augmenter les ressources économiques pour pouvoir s'approvisionner en aliments ; tandis que la pratique de restriction est destinée à alléger la consommation alimentaire en quantité et/ou diversité pour passer la période de soudure (Maxwell et al., 1999).

Tableau 8: Typologie des pratiques des ménages face à l'adversité (Droy et Lallau 2014)

<i>Ex ante</i>		<i>Ex post</i>	
Sécurisation		Ajustement	
Assurance <i>Ex : constitution d'une épargne</i>	Dispersion <i>Ex : diversification des activités</i>	Décapitalisation <i>Ex : vente d'animaux</i>	Restriction <i>Ex : Baisse de la quantité ou diversité des rations</i>
Evitement		Adaptation	
Investissement <i>Ex : changement de variétés ou de pratiques culturelles</i>	Spécialisation <i>Ex : spécialisation dans une culture rémunératrice</i>	Résistance <i>Ex : vente de la force de travail</i>	Rupture <i>Ex : Changement d'activité dominante, de mode de vie...</i>

Cette approche en termes de « sécurisation alimentaire » permet d'analyser les pratiques spontanées et les dynamiques sous-jacentes telles que *l'empowerment* comme moyen d'atteindre la sécurité alimentaire. Selon Watts et Bohle (1993), *l'empowerment* agit sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire en conditionnant le degré avec lequel les individus ou les groupes peuvent participer légitimement aux décisions prises qui affecteront leur développement. C'est le processus de transformation des pouvoirs qui mène à un portefeuille de droits et de capacités possédées par les individus et les collectifs. Ils peuvent s'exprimer dans la sphère domestique, celle du travail et dans la sphère publique. Selon Burchi et De Muro (2016) aussi, l'analyse de la sécurité alimentaire doit prendre en compte d'autres facteurs au-delà des droits d'accès aux aliments. Ces facteurs incluent des facteurs de conversion institutionnels et environnementaux qui sont en grande partie indépendants du propre contrôle qu'ont les individus pour gérer leurs situations alimentaires. Selon Watts et Bohle (1993), le concept de *capacités* d'Amartya Sen combine les droits d'accès à l'alimentation (causes directes et conjoncturelles de l'insécurité alimentaire dépendant des ressources, de conditions d'échange, de production ou de transfert) et *l'empowerment*. C'est dans ce cadre conceptuel dans lequel nous nous positionnons pour répondre à la troisième

question sur le rôle des organisations collectives pour *l'empowerment* des producteurs, notamment en lien avec leur sécurisation alimentaire.

3. *L'empowerment* comme moyen d'atteindre la sécurité alimentaire

3.1. Agencéité et *empowerment*

L'empowerment est le processus d'expansion des pouvoirs des personnes, en particulier pour ceux qui en ont été privé (Kabeer, 1999). *L'empowerment* a été défini de multiples façons dans la littérature –voir Ibrahim et Alkire (2007) pour une synthèse—, dont l'une fait référence à la notion d'agencéité individuelle.

L'agencéité a elle aussi plusieurs définitions mais elles recoupent la même réalité. L'agencéité exprime la capacité à définir des buts et à agir de manière cohérente pour les atteindre (Glossaire, 2009). Pour A. Sen, l'agencéité est la capacité des gens à modifier leur propre situation et à influencer le monde (« *people's capacity to change their own situation* » ou encore « *help themselves and influence the world* » (Sen, 1999)). En d'autres termes que « *l'agencéité est la capacité des individus ou des groupes à façonner leur propre destin et à s'aider mutuellement pour être des participants actifs dans le processus de changement plutôt que d'être passifs* » (Pelenc et al., 2015). La notion d'agencéité est utilisée dans ce document en tant que capacité des individus ou des groupes à définir des buts et à agir pour les atteindre et pour façonner leur propre destin. Lorsqu'un individu manque d'agencéité, c'est-à-dire de capacité de faire des choix, le processus de changement est verrouillé.

En revanche, définir *l'empowerment* uniquement en référence à la notion d'agencéité s'inscrit dans une dimension libérale d'autonomie, où les aspects structurels ne sont pas remis en cause. Cela détournerait l'attention des structures sociales, de leur histoire qui produisent et reproduisent des conditions de vie (Ibrahim et Alkire, 2007). Ainsi, une autre manière de définir *l'empowerment*, plus large, inclue les interrelations entre les personnes et les institutions (Rowlands, 1995; Narayan-Parker, 2002). Narayan-Parker (2002) considère *l'empowerment* aux échelles individuelles et collectives. L'influence, le contrôle et le fait de tenir pour responsable (« *accountability* ») les institutions qui affectent la vie des individus prend une place particulière, en plus de la seule capacité individuelle à poursuivre leurs objectifs et à agir pour les atteindre (agencéité). Rowlands décline *l'empowerment* en trois dimensions: (i) collectives (*empowerment* comme développement des actions collectives pour transformer collectivement les institutions, les structures politiques, sociales ou économiques. Cette forme d'*empowerment* collectif permet aux plus marginalisés de surmonter les problèmes qu'ils peuvent rencontrer (Rowlands, 1995; Narayan-Parker, 2002)), (ii) relationnelles (*empowerment* comme développement des aptitudes à négocier et influencer, voire à imposer ses choix, dans les relations avec les autres et à prendre des décisions dans le cadre de ces relations) et (iii) personnelles (*empowerment* comme développement d'une confiance en soi et d'une capacité propre à agir pour affecter sa propre situation, ou agencéité) (Rowlands, 1995; Rowlands, 1997).

Le processus d'expansion des pouvoirs à l'échelle personnelle a fait l'objet de nombreux travaux, en particulier lorsqu'il est question de ceux et celles qui en ont été privé (Kabeer, 1999). Dans cette littérature, l'*empowerment* des femmes a été documenté dans plusieurs domaines, dont celui du développement rural (Charlier, 2006) et de la sécurité alimentaire (Alkire et al., 2013). L'*empowerment* des femmes a fait partie des priorités depuis 1985 dans les organisations internationales. Cela a permis de mettre en évidence les différents rôles que jouent les femmes dans les sphères privées et publiques (économique et sociale) mais pas de remettre en cause les relations de pouvoir et le besoin d'émancipation (Charlier, 2006). Comme nous l'avons évoqué, dans le contexte agricole, l'*empowerment* des femmes s'inscrit dans cinq domaines : choix productifs, accès aux ressources, contrôle des revenus, leadership, temps disponible (Alkire et al., 2013). L'*empowerment* des femmes dans ces différentes dimensions et le déverrouillage de leur agencéité est particulièrement important pour les enjeux de sécurité alimentaire.

Dans ce travail de thèse, on définit l'*empowerment* comme étant l'expansion de « l'espace de capacités » des individus et des collectifs (Frediani, 2010), car cela permet d'inclure les différents niveaux d'*empowerment* aux échelles individuelles, relationnelles et collectives. La section suivante explicite le sens donné à l'« espace de capacités ».

3.2. Capabilités et « espace de capacités »

3.2.1. Les capabilités

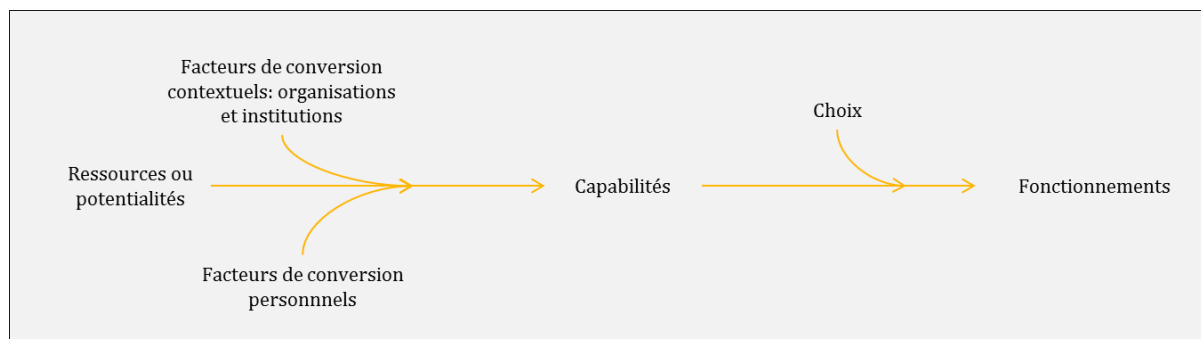
Les capabilités sont l'ensemble des réalisations qu'un individu est capable, ou serait capable de faire ou d'être, c'est-à-dire l'ensemble des « pouvoir être » et « pouvoir faire ». Cette notion a été introduite par A. Sen dans sa théorie de la justice et du développement humain. Sa pensée est ancrée sur l'idée fondamentale suivante : « la promotion de la liberté humaine est à la fois l'objectif principal et le moyen premier du développement » (Sen, 1999). L'expansion des « libertés réelles » des individus – i.e. leurs capabilités – doit être l'objectif premier du développement. Elles doivent permettre à tout individu de pouvoir choisir sa vie parmi les possibilités réelles qui s'offrent à lui. Les capabilités recoupent donc ce qu'une personne est actuellement capable de faire et d'être mais aussi ce qu'elle pourrait faire ou être si elle avait fait un autre choix parmi les alternatives de choix possibles. Selon la théorie des capabilités, la pauvreté est alors considérée et évaluée comme une privation de capabilités, et non pas comme une privation de revenus. Raisonner la pauvreté comme une privation des capabilités permet de réaffirmer la place des libertés réelles en tant que « but » du développement. Au contraire, les revenus sont quant à eux redéfinis comme moyens pour atteindre des capabilités et des libertés. Le même raisonnement est défendu par Drèze et Sen (1989) pour les questions de faim et d'insécurité alimentaire dans leur ouvrage *Hunger and Public Action*. La faim est considérée comme étant une privation de la « capacité d'être exempt de la faim », plutôt que d'une privation d'aliments. Nous mobilisons donc les apports de Sen sur les capabilités car elle permet d'étendre l'analyse à des considérations plus larges, incluant l'environnement social et institutionnel dans lequel sont ancrées les personnes (Watts et Bohle, 1993).

Les capacités proviennent de trois éléments résumés dans la Figure 11:

- (i) les potentialités, c'est-à-dire des ressources dont la personne est dotée. Ces ressources sont converties en capacités via des facteurs de conversion individuels et contextuels.
- (ii) les facteurs de conversion individuels (sexe, état de santé...). Ce facteur basé sur une reconnaissance de l'existence d'inégalités personnelles entre les individus.
- (iii) les facteurs de conversion contextuels, basé sur la reconnaissance des contextes variés dans lesquels les personnes évoluent. Cette composante représente notamment l'ensemble des institutions et organisations au sein desquelles et à partir desquelles les individus peuvent convertir leurs ressources en capacités. Cette composante est en d'autres termes une structure d'opportunités composée de « *dispositifs humains, organisationnels, techniques et sociaux qui vont permettre la transformation des ressources disponibles en facultés personnelles de déployer un travail pour lequel chacun accorde de la valeur* » (Arnoud et Falzon, 2013). Sen introduit ce facteur contextuel en argumentant le fait que si l'action et la capacité d'action (d'agencéité) des individus est indispensable pour surmonter des privations, « *nous ne devons pas perdre de vue que notre liberté d'action est nécessairement déterminée par et contrainte par les opportunités sociales, politiques et économiques qui s'offrent à nous* » (Sen, 1999).

Un individu, doté d'un ensemble de capacités, réalise un choix parmi ses possibilités qui se transforme alors en, ce que Sen appelle, « fonctionnements ». Les fonctionnements sont les réalisations effectives d'un individu (en termes d'agir et d'être) : être agriculteur, se nourrir, vendre ses produits, etc (Glossaire, 2009). En d'autres termes, les fonctionnements sont les réalisations effectives, ce que sont et ce que font les individus, alors que les capacités sont les réalisations potentielles, ce qu'ils peuvent être et faire.

Figure 11: Mécanisme simplifié de conversion des ressources en capacités puis en fonctionnements (source : auteur)



3.2.2. L'espace de capacités

Frediani (2010) propose une approche en termes d'« espace de capacités » avec comme but premier de mettre l'accent davantage sur les facteurs de conversion pour promouvoir l'expansion des capacités plus que sur l'évaluation des capacités en tant que telles (qui est complexe car elles sont par définition « potentielles »). L'espace des capacités inclut les choix, les capacités personnelles, les opportunités et les contraintes des individus à transformer leurs ressources en « pouvoir être » et « pouvoir faire ». Il inclut également les institutions et comprend à la fois des facteurs individuels, locaux et structurels (Frediani, 2010). C'est une notion qui englobe les déterminants de l'expansion des capacités. L'*empowerment* est alors défini comme étant le processus d'expansion de l'espace des capacités des individus : le processus de gain de ressources, la capacité à bénéficier d'un environnement favorable, à prendre des décisions qui affectent leur vie, mais aussi de négocier de conditions plus favorables, de contrôler les institutions qui affectent leurs vie, et les tenir pour responsables (Narayan-Parker, 2002; Frediani, 2010). Le processus d'expansion de l'espace de capacités prend en compte à la fois l'*empowerment* personnel, relationnel et collectif tels que définis précédemment (Rowlands, 1995).

3.3. L'approche par les capacités étendue aux collectifs

Nous mobilisons ici l'approche par les capacités étendue aux collectifs et aux groupes pour questionner le rôle de l'organisation collective sur l'*empowerment* tel que nous l'avons défini.

Ce champ théorique fait appel à des terminologies introduites pour caractériser les différents « pouvoir être » et « pouvoir faire » issus spécifiquement de l'interaction entre les individus et les collectifs : « *collective capabilities* » (Ibrahim, 2006; Ibrahim, 2013; Pelenc et al., 2015), « *group capabilities* » (Stewart, 2005), « *collective abilities* » (Volkert, 2013), « *relational capability* » (Dubois et Rousseau, 2008) « *collective agency* » (Lallau et Dumbi, 2007; Pelenc et al., 2015) entre autres. Les définitions sont multiples et se situent à des échelles différentes. Ce champ théorique en construction fait l'objet de nombreux débats.

3.3.1. Echelles d'analyse des capacités : groupe ou individus

Il existe notamment deux visions quant à la manière d'appréhender les relations entre collectifs et individus (Ibrahim, 2013). L'accent peut être mis sur la valeur instrumentale ou la valeur intrinsèque du groupe.

Dans le premier cas, l'accès est mis sur l'effet instrumental du groupe sur les membres en termes d'expansion de l'espace des capacités. En effet, Sen (1999) affirme qu'« *il est nécessaire de développer toute une gamme d'institutions, correspondant à ces libertés multiples et interdépendantes [...] [qui] peuvent déprendre d'initiatives privées, de structures publiques, ou d'autres acteurs tels que les ONG ou les coopératives* ». Ainsi, un groupe ou un collectif peut être le lieu d'exercice de ces « institutions » qui élargissent l'espace de capacités des individus membres.

Dans le second cas, la valeur intrinsèque du groupe se matérialise par des capacités intrinsèques observées au niveau du groupe qui structurent et organisent l'action collective.

Cette dichotomie cristallise les débats. Un courant estime qu'il est pertinent d'évaluer l'ensemble des opportunités réelles d'un collectif en tant qu'entité, ou en tant que groupe (valeur intrinsèque du groupe). Pour Pelenc et al. (2015), les « capacités collectives » sont définies comme l'ensemble des opportunités réelles (les « pouvoir- être » et les « pouvoir - faire ») qu'un groupe peut atteindre et qui sont collectivement « valorisables ». Cette définition reprend explicitement la formulation des capacités individuelles, mais adaptée à l'échelle collective. Stewart (2005) considère elle aussi qu'il existe des capacités à l'échelle du collectif, indépendamment des capacités individuelles. Elle utilise la terminologie de « capacités de groupe » et les définit comme les ressources du groupe, et la manière dont il opère face à ses opportunités. Les capacités de groupe sont les “pouvoir- être” et “pouvoir-faire” du groupe telles que le résume la citation suivante: “*The capabilities (...) of these collectives, which are group capabilities (...), like those of individuals, are those things they may be or do*” (Stewart, 2005).

Pour d'autres auteurs, seule la première vision est pertinente car l'individualisme éthique est un argument fondamental et non optionnel de la théorie des capacités (Robeyns, 2017) : « *Ethical individualisms is not only a desirable property, it is also a unavoidable property* ». Selon Robeyns (2017), *l'individualisme éthique* implique que le développement humain par l'expansion des capacités réelles pour tous, soit à l'échelle individuelle. Les individus sont l'ultime unité des préoccupations morales et de l'expansion des libertés, car une unité plus large pourrait cacher des inégalités et des privations aux échelles individuelles. Cette notion est à différencier de *l'individualisme ontologique* où la société est considérée comme la somme stricte des individus et de leurs propriétés, et où chaque individu pourrait vivre indépendamment des autres. La théorie des capacités ne s'inscrit pas dans l'individualisme ontologique, mais bien dans l'individualisme éthique. Selon Robeyns (2017) et Alkire (2008), la plupart des critiques autour de l'individualisme de l'approche des capacités est basée sur un malentendu du type d'individualisme recherché, éthique ou ontologique (Alkire, 2008). Sen lui-même, bien qu'il reconnaisse l'existence de forces collectives pour atteindre des capacités nouvelles, rejette la possibilité d'évaluer un bien être ou des capacités à l'échelle collective (Sen, 2002).

Sen s'inscrit dans la vision instrumentale des collectifs. Il propose d'utiliser la notion de capacités socialement dépendantes (« *socially dependent capability* ») ce qui revient à considérer la dépendance des capacités individuelles au contexte social (Sen, 2002). Toutefois, comme le soulignent de nombreux auteurs (Panet et Duray-Soundron, 2007; Ibrahim, 2013; Pelenc et al., 2015), cette notion ne permet pas de différencier les capacités qui peuvent être atteintes uniquement via le collectif car, par nature, toutes les capacités individuelles dépendent du contexte social : « *Les capacités individuelles reposent sur un large réseau d'influences, elles dépendent avant tout d'une configuration économique, sociale et politique* » (Sen, 1999). La notion de capacités « socialement dépendantes » n'est alors pas discriminante des capacités spécifiquement issues de l'exercice d'une agencité de manière collective (Panet et Duray-Soundron, 2007).

Pour Ibrahim (2006); Ibrahim (2013), les capacités valorisables à l'échelle individuelle provenant d'un engagement dans une action collective et que l'individu n'aurait jamais réussi à obtenir seul, sont nommées « capacités collectives » (Ibrahim, 2006; Ibrahim, 2013). Ibrahim (2013) définit les « capacités collectives » comme étant les nouvelles capacités d'un individu a généré grâce à son engagement dans une action collective qui lui permet d'atteindre les objectifs et la vie qu'il valorise : « *the newly generated capabilities attained by virtue of their engagement in a collective action [...] that help her/him achieve the life she/he has reason to value* ». Pour Volkert (2013), les collectifs sont aussi importants pour déverrouiller l'agencité individuelle et pour l'expansion des capacités, mais ils ne fournissent pas le même ensemble de capacités à tous les membres du collectif. Certains en bénéficieront instrumentalement, d'autres intrinsèquement via un sentiment de satisfaction de l'appartenance au groupe, d'autres enfin y seront indifférents voir préjudiciés par ces nouvelles capacités. Pour ces raisons, il emploie le terme de « *collective abilities* » (Volkert, 2013).

Dans ce travail de thèse, l'objectif est de comprendre comment les OP certifiées par le commerce équitable jouent un rôle dans *l'empowerment* des producteurs, et notamment en lien avec leur capacité à sécuriser leur accès à l'alimentation. L'analyse porte sur l'expansion de l'espace des capacités des individus, provenant d'un engagement dans une action collective. Elle s'inscrit dans la vision instrumentale des collectifs.

Etant donné les débats théoriques sur l'utilisation du terme « capacités » à l'échelle des collectifs, nous utilisons le concept d'« agencité collective ». Ce dernier est utilisé pour décrire la capacité de s'organiser et de se mobiliser afin de surmonter les difficultés, de formuler des objectifs communs et d'agir ensemble pour les atteindre. La section suivante explique en quoi ce concept est suffisant pour comprendre si et comment les groupes créent un environnement favorable pour fournir aux pauvres les moyens et une voix, pour surmonter la pauvreté (*"create an enabling environment to provide the poor with the tools, and the voice, to navigate their way out of poverty"*) (Ibrahim, 2013).

3.3.2. L'agencité collective

L'agencité – la capacité des individus à modifier leur propre situation et à influencer le monde – peut s'exercer soit individuellement soit collectivement.

Un individu peut exercer son agencité individuellement, faire des choix et poursuivre ses objectifs individuels. Au contraire (ou plutôt en complément), un individu peut exercer son agencité collectivement, poursuivre sa perception du « bien » collectivement, en participant à un groupe qui valorise les mêmes objectifs (Ibrahim, 2006; Pelenc et al., 2015). Ces objectifs peuvent d'ailleurs aller au-delà de leur propre bien être (« *other regarding goals* ») et être issus d'un sentiment d'empathie (Volkert, 2013) ou une responsabilité collective *ex-ante* (Pelenc et al., 2013). L'agencité dite collective ne peut être imposée aux individus. Elle émerge d'un processus d'apprentissage entre des individus en interaction (Pelenc et al., 2013). Leurs objectifs, leurs valeurs et leurs motivations peuvent d'abord diverger. Mais, finalement, le processus de mise en commun de ressources et d'objectifs conduit à

l'émergence d'une agencéité collective définie comme « la capacité d'action propre d'un groupe réuni autour d'opportunités et de finalités communes » (Lallau et Dumbi, 2007), ou « la capacité d'un groupe à définir des buts communs et la liberté d'agir collectivement pour atteindre ces buts » (Pelenc et al., 2015). L'exercice de l'agencéité collective conduit à des actions collectives, c'est-à-dire des activités menées collectivement pour participer au processus de changement des membres du groupe et/ou au-delà. L'exercice de l'agencéité collective permet un retour instrumental à l'échelle individuelle, à différents niveaux de leurs « espaces de capacités ».

3.3.3. Relier l'agencéité collective à l' « espace de capacités » des individus : Quels processus ?

La littérature analysant les actions collectives via l'approche par les capacités fournit un cadre théorique pour comprendre comment les groupes contribuent directement et indirectement à étendre ou au contraire à réduire l' « espace de capacités » des individus membres, et donc influencer les possibilités offertes aux ménages et leur *empowerment*. C'est sur la base de ces approches théoriques que s'élabore le cadre conceptuel utilisée dans la thèse.

- (i) Dans le cas des groupes dont l'objectif est de faire face aux défaillances du marché et d'accroître l'efficacité économique et technique de ses membres, appartenir à un collectif peut permettre de surmonter des facteurs contextuels locaux et structurels défavorables qui verrouillent généralement l'agencéité individuelle et la gamme des capacités de mener des activités de moyens d'existence. Dans le cas particulier d'organisations de producteurs, le groupe peut être un levier pour surmonter les défaillances du marché (marché du crédit, marché des intrants, accès à l'information...) et pour proposer de nouvelles opportunités à leurs membres (Thorp et al., 2005). L'échec ou le succès des activités effectives menées collectivement affecte la mesure avec laquelle le groupe est capable d'agir sur l'espace de capacités des individus, et ce, de manière durable (Volkert, 2013).
- (ii) L'adhésion à un groupe est considérée comme une arène où les valeurs (par exemple celles qui vont au-delà de l'intérêt personnel des membres) et la liberté de choix des individus sont façonnées par le collectif. Dans le cas d'une organisation de producteurs, être membre peut infléchir les choix et l'orientation des systèmes d'activités (Stewart, 2005). Deuxièmement, la liberté de choix peut être favorisée ou limitée par la part coercitive liée à l'appartenance au groupe. Il est clair que les organisations collectives doivent trouver une harmonie entre les dimensions contraignantes et capacitantes de leurs règles et de leurs activités (Godfrey-Wood et Mamani-Vargas, 2016). Contraindre les intérêts individuels, la liberté de choix ou les activités des membres est une réponse au risque de comportements de « passager clandestin » existant dans chaque dynamique collective.
- (iii) Bebbington (1999) soutient également l'idée que la participation à un groupe pourrait jouer un rôle catalyseur en faveur de l'accès à des sphères plus larges.

Bebbington (1999) montre que de nouvelles relations sont permises par la transformation du pouvoir à l'échelle d'un collectif d'individus. Elles peuvent permettre de réaffirmer ou de renégocier les règles structurelles régissant l'accès aux ressources. Elles peuvent aussi permettre d'améliorer les facteurs de conversion dans l'espace de capacités qui leur permettront de mieux valoriser les ressources qu'ils possèdent et les activités qu'ils mettent en œuvre. Selon Stewart (2005), un groupe de producteurs peut servir de passerelle entre des agriculteurs isolés, le gouvernement et d'autres institutions externes. L'agencité collective est motrice pour accéder à des institutions puissantes, au sein de sphères plus larges, auxquelles les individus seuls n'ont pas accès. Cela contribue à l'espace de capacités des individus sous la forme de capital politique - «*la capacité de se représenter soi-même ou d'autres, d'accéder à l'information, de s'associer et de participer à la vie politique d'une communauté ou d'un pays*³²» (Narayan-Parker, 2002). Dans le contexte des organisations de producteurs, nous ajoutons la capacité de participer à la vie économique, aux marchés et aux réseaux.

Les trois formes d'influences du groupe sur l'espace de capacités des membres que nous venons de décrire correspondent à différentes formes de processus de transformation des pouvoirs, telles que décomposées par Rowlands (1997).

- Un gain de « *pouvoir intérieur (power from within)* » implique des changements à l'échelle individuelle sur l'estime de soi. En effet, les groupes initialement créés pour des raisons d'efficacité économique et technique (telles que les OP) pourraient aussi contribuer à apporter autosatisfaction, et un sentiment d'estime de soi (Stewart, 2005). Elle n'apporte pas nécessairement des bénéfices directs en termes de moyens d'existence, mais l'estime de soi est intrinsèquement importante pour le bien-être et instrumentalement importante pour débloquer l'agencité et améliorer la capacité d'action des individus à influencer leur propre destin (Ibrahim, 2013). Le pouvoir intérieur se réfère à comment un individu, à travers sa propre analyse, pense être capable d'influencer sa vie et proposer des changements (Rowlands, 1997; Charlier, 2006). Le groupe, à travers le mécanisme (ii) venant agir sur la définition des valeurs communes et des choix, peut créer un environnement favorable à la transformation du pouvoir intérieur (Ibrahim, 2013; Volkert, 2013).
- Un gain de « *pouvoir de (power to)* » implique une capacité de faire des choix pour changer sa vie, (*'ability to make choices'*), d'agir dans le sens de ses aspirations en saisissant de nouvelles opportunités. Le pouvoir de solutionner les problèmes et d'améliorer ses moyens d'existence fait partie de cette catégorie. Le mécanisme (i) permet aux membres de surmonter les facteurs contextuels défavorables et de bénéficier de nouvelles opportunités ce qui entraîne un gain de « *pouvoir de (power to)* » (Rowlands, 1997). Le mécanisme (ii) agit sur la définition des valeurs des individus et peut par ce biais renforcer une forme de « *pouvoir* » d'imaginer le futur

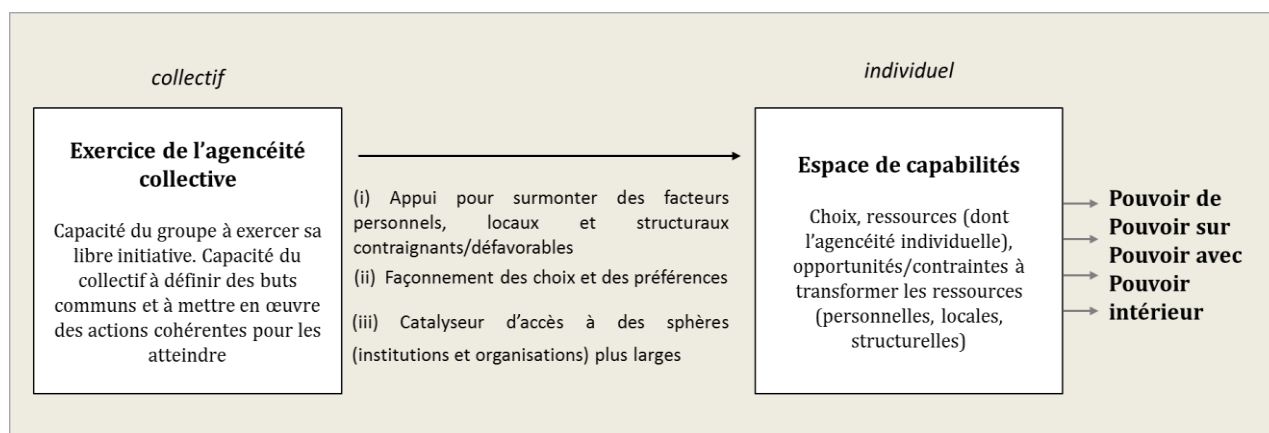
³² Traduit de l'anglais : « the capacity to represent oneself or others, access information, form associations and participate in the political life of a community or country »

désiré et d'agir en conséquence (futur personnel et/ou pour d'autres) (Charlier, 2006). Au contraire, le mécanisme (ii) peut inhiber ce « pouvoir » et contraindre les aspirations personnelles (Godfrey-Wood et Mamani-Vargas, 2016). Enfin le mécanisme (iii), permet aux membres d'accéder à des sphères plus larges. Cela peut conduire à de nouvelles opportunités pour surmonter les facteurs contextuels et contribuer au pouvoir « d'agir ».

- Un gain de « pouvoir sur (*power over*) » correspond à un processus d'*empowerment* dans sa dimension relationnelle. Gagner en « pouvoir sur » signifie bénéficier de davantage de capacités pour influencer les relations dans lesquelles les individus sont engagés et pour résister à des situations désavantageuses. Les mécanismes (i) et (iii) sont susceptibles d'agir sur la dimension relationnelle de l'*empowerment* à travers une transformation des « pouvoirs sur » (Bebbington, 1999).
- Un gain de « pouvoir avec (*power with*) » fait référence à la construction d'une force collective via une organisation et la définition d'intérêts et d'activités communes. Il découle du processus d'émergence de l'agencéité collective. Ce pouvoir est défini comme une force positive permettant de mener le processus d'*empowerment* dans sa dimension collective (Rowlands, 1997; Frediani, 2010). C'est un pouvoir social et politique (Charlier, 2006). Le mécanisme (iii) lié à la représentation des individus dans des sphères plus larges grâce à la participation à un groupe, agit sur la transformation du « pouvoir avec (*power with*) ».

La théorie des capacités est donc utilisée pour analyser l'agencéité collective et ses effets rétroactifs sur les individus. La Figure 12 présente le cadre conceptuel utilisé dans ce travail de recherche, et connectant les différents concepts mobilisés. Les mécanismes d'*empowerment* (i), (ii), et (iii) qualifient le processus d'expansion de l'« espace de capacités » des individus membres, sur leurs différentes formes de pouvoir (pouvoir de, pouvoir sur, pouvoir intérieur et pouvoir avec).

Figure 12: Cadre conceptuel des effets de l'agencéité collective sur l'espace de capacités des membres (source : auteur)



L'utilisation de ce cadre conceptuel (Figure 12) doit s'accompagner d'une discussion sur la distribution des effets entre les différents membres. Cela implique de faire une distinction entre les capacités qui profitent à tous et celles qui sont susceptibles de rester marginales. Plusieurs points sont soulevés dans la littérature.

Premièrement, les membres ne valorisent pas nécessairement les capacités dont ils bénéficient via le collectif. Ainsi, ne pas valoriser les nouvelles capacités issues du collectif, irait à l'encontre de la définition même de ce que sont les capacités (Alkire, 2008). Selon Pelenc et al. (2013) et Ibrahim (2013), il est nécessaire que les entrées et sorties de collectifs soient libres et volontaires afin d'assurer que les capacités ainsi créées soient valorisées par les membres.

Deuxièmement, l'influence du collectif sur l'espace de capacités des membres peut être hétérogène. Les groupes façonnent les choix, fournissent des ressources et déverrouillent les contraintes contextuelles générant ainsi de nouvelles opportunités et capacités de manière non uniforme. En lien avec la participation à des collectifs, Charlier (2006) distingue l'*empowerment* des individus, celui des organisations, et celui de la communauté. À l'échelle individuelle, certaines capacités peuvent être captées par les membres du collectif les plus puissants (Alkire, 2008; Godfrey-Wood et Mamani-Vargas, 2016). Selon Pelenc et al. (2015), *"on pourrait dire que cela est inhérent à l'hétérogénéité personnelle (...), que tous les membres ne peuvent pas utiliser ces nouvelles fonctionnalités, de manière également efficace"*. L'utilisation de l'approche par les capacités à l'échelle du collectif implique donc de discuter les hétérogénéités individuelles pouvant exister. Selon Ibrahim (2006), en général, bien que les capacités ne soient pas également réparties entre les différents membres du groupe, chaque membre bénéficie tout de même d'une expansion de capacités. À l'échelle de la communauté, une tension existe entre l'organisation et la communauté. *L'empowerment* collectif de l'organisation peut indirectement contribuer à *l'empowerment* de la communauté ou au contraire avoir un effet négatif sur les individus non membres de l'organisation (Stewart, 2005).

Enfin, les capacités collectives peuvent être dangereuses pour les autres et/ou pour les individus du collectif. En effet, certains groupes pouvaient être *« exclusifs, abusifs et oppressifs »* (Godfrey-Wood et Mamani-Vargas, 2016) et nuire au développement de libertés individuelles (Alkire, 2008). Stewart distingue les capacités *« valuable »* et des *« non valuable »* (Stewart, 2005). Parmi les capacités *« non valorisables »* traitées dans la littérature, l'exemple type est celui de nouvelles capacités qui ont pour conséquence un renforcement des inégalités de genre (Godfrey-Wood et Mamani-Vargas, 2016). Cette possibilité ne remet toutefois pas en question l'idée de capacités en lien avec les collectifs, car des capacités strictement individuelles peuvent aussi être dangereuses et *« non valorisables »* (Ibrahim, 2013).

Ainsi, le cadre théorique des capacités permet de conceptualiser comment (c'est-à-dire par quels mécanismes) les groupes façonnent l'espace de capacités (ressources, facteurs de conversion institutionnels et environnementaux, choix) des membres et transforment les différents pouvoirs (pouvoir, de, sur, avec et intérieur). Reste cependant à construire la

relation entre *l'empowerment*, défini comme étant l'expansion de l'espace de capacités, et la sécurité alimentaire.

L'empowerment est le processus d'expansion de l'espace de capacités des individus. Les différents éléments de l'espace de capacités (agencité, facteurs de conversion contextuels et personnels, choix, ressources) conditionnent entre autres la capacité des individus, et des ménages, à modifier leur propre situation et à agir en vue de leur sécurisation alimentaire. Nous mettons l'accent sur les processus de renforcement de capacités de sécurisation alimentaire dans le temps, ce qui implique de mener une analyse dynamique et de considérer les activités de moyens d'existence dans leur ensemble. C'est par le biais des « trajectoires de moyens d'existence » que nous étudions l'influence de la participation à une organisation collective à *l'empowerment*, notamment en lien avec leur sécurisation alimentaire.

3.4. Trajectoires de moyens d'existence

Pour prendre en compte les processus et les trajectoires d'activités menées par les individus et les ménages (et non les situations), nous utilisons la notion de trajectoires de moyens d'existence (ou *livelihood trajectories*).

Selon Bagchi et al. (1998), examiner les trajectoires de moyens d'existence, permet de partir des expériences quotidiennes pour ensuite explorer comment les gens façonnent leur histoire mais aussi les contraintes qui limitent leur fonctionnement et leurs capacités : « *start from daily lives and experiences [...] but moves on from there to explore not only how people make history but also the constraints that limit their functioning and capabilities* ».

Le concept de moyen d'existence ou « *livelihood* » signifie, dans son sens premier, "gagner sa vie (*gain a living*)" ou « avoir les moyens de vivre (*a means of living*) ». Les activités menées par les ménages agricoles pour gagner leur vie sont l'une des principales façons de sécuriser leur alimentation. Les moyens d'existence se réfèrent aux capacités, aux ressources et aux activités mises en œuvre pour avoir les moyens de vivre (« *a means of living* ») (Chambers et Conway, 1992). Ils sont durables quand ils peuvent faire face à des stress et des chocs, et maintenir ou favoriser les capacités et les ressources, sans dégrader les ressources naturelles (Chambers et Conway, 1992). Selon Burchi et De Muro (2016), utiliser l'approche « *livelihood* » pour l'analyse de la sécurité alimentaire met au centre les concepts de durabilité et de vulnérabilité alors qu'ils sont négligés dans d'autres approches de la sécurité alimentaire, notamment dans l'approche des droits d'accès. La durabilité fait référence à une autosuffisance et à une autonomie de long terme, c'est-à-dire la capacité de maintenir ou d'améliorer des moyens d'existence tout en maintenant ou favorisant sur le long terme les capitaux locaux et globaux et les capacités desquels les moyens d'existence dépendent (Chambers et Conway, 1992). Au-delà de l'analyse des ressources (à laquelle l'analyse des moyens d'existence est souvent réduite), cela permet d'introduire les activités mises en œuvre pour façonner son propre développement, ainsi que les institutions et les organisations qui contraignent les ménages, leur accès aux capitaux et leur capacité à les

convertir en activités ou en résultats tels que la sécurité alimentaire (De Haan et Zoomers, 2005).

Les activités comprennent d'abord l'investissement dans les activités agricoles mais pas seulement (Scoones, 1998). Ils procèdent au contraire souvent à une diversification des moyens d'existence, c'est-à-dire à un processus où les ménages construisent un portfolio d'activités agricoles, agricoles salariées et/ou non-agricoles en lien avec leur environnement social dans le but d'améliorer leurs « moyens de vivre » (Ellis, 1998). Enfin, certains décident de migrer temporairement pour compléter leurs activités (Chambers et Conway, 1992; Scoones, 1998).

Les trajectoires de moyens d'existence illustrent à la fois (Bagchi et al., 1998):

- le processus et les moteurs de changements : dans le cas d'un changement de trajectoire d'activités, quel est le moteur et comment le changement a été mis en place. La littérature sur les moyens d'existence échoue souvent dans l'identification des motivations qui conduisent à des choix et dans l'explication de la façon dont un contexte particulier peut être moteur de changements dans les systèmes d'activités (Small, 2007). La notion de *trajectoires de moyens d'existence* est un outil pour identifier les opportunités et les contraintes verrouillées ou déverrouillées par la participation à l'action collective (De Haan et Zoomers, 2005).
- les conséquences des changements : les trajectoires de moyens d'existence éclairent les conséquences des changements dans la construction des moyens d'existence au fil du temps (Bagchi et al., 1998). Les systèmes d'activités peuvent être analysés en fonction de leurs diverses vertus (contribution au bien-être, revenu, résilience, etc.). Dans notre cas, les activités mises en œuvre au cours du temps sont examinées selon leurs conséquences en termes d'*empowerment* et de capacités de sécurisation alimentaire : en quoi le changement de trajectoire d'activités renseigne l'*empowerment* et les modifications d'éléments de l'espace de capacités en lien avec la sécurisation alimentaire.

Conclusion du chapitre 3

Les objectifs auxquels répond cette thèse et les hypothèses testées sont d'abord empiriques. En revanche, la manière dont la littérature théorique conceptualise les divers moyens d'atteindre la sécurité alimentaire ouvre des perspectives théoriques particulières pour répondre à chacun des objectifs de la recherche.

Un premier cadre conceptuel propose une évaluation de la sécurité alimentaire. Des indicateurs de sécurité alimentaire objectifs et subjectifs à l'échelle des ménages capturent l'accès alimentaire en termes de quantité, de diversité, d'acceptabilité sociale, et de stabilité/préoccupations. Ils déterminent la prévalence et la forme d'insécurité alimentaire à l'échelle des ménages, et permettront de répondre en partie à la première question de recherche : Les ménages certifiés ont-ils accès une alimentation suffisante, nutritive et acceptée socialement toute l'année et sans préoccupations ? Ces indicateurs permettront de comparer les ménages en fonction de leur participation aux organisations de commerce équitable ou non (QR2).

Un second cadre conceptuel intègre une analyse en termes de processus avec le concept de sécurisation alimentaire. Il permet d'abord d'appréhender les pratiques spontanées des ménages pour faire face au risque d'insécurité alimentaire (QR1). Ensuite par le biais des analyses des trajectoires de moyens d'existence, la thèse met en évidence l'influence de la participation à une organisation de producteurs équitable sur les changements de trajectoires, sur le processus d'*empowerment*, et sur les possibilités de sécurisation alimentaire offertes aux ménages (QR3). Ce processus est appréhendé à travers l'analyse de l'exercice de l'agencité collective et ses effets rétroactifs sur l'espace de capacités des individus.

CONCLUSION PARTIE 1

Comment le commerce équitable contribue-t-il à la sécurité alimentaire des ménages et aux moyens d'y parvenir ? C'est la question à laquelle cette thèse propose de contribuer. Dans cette première partie, nous avons présenté les motivations empiriques de cette recherche, décrit les cadres conceptuels mobilisés pour la mener et formulé des hypothèses sur la base d'une revue de la littérature des effets du commerce équitable sur les ménages.

Le commerce équitable est un outil de développement basé sur le marché qui vise à réguler les pratiques des producteurs et des acteurs de la chaîne afin de contribuer à deux objectifs à l'échelle des ménages agricoles : contribution aux moyens d'existence durables et à l'*empowerment*. Peu de travaux scientifiques explorent jusqu'à présent la contribution du commerce équitable à l'amélioration de la sécurité alimentaire. Une revue de la littérature critique nous a permis de discuter des différents instruments du CE au regard des enjeux de sécurité alimentaire. Le CE est susceptible de contribuer à la SA via l'amélioration des revenus de la culture de rente mais seulement sous certaines conditions aux échelles internationales, locales, organisationnelles, et individuelles. D'autres instruments pourraient venir appuyer cet effet, ou au contraire conduire à des effets inattendus sur la sécurité alimentaire. Décomposée en trois questions et hypothèses de recherche, la thèse explore empiriquement cette question à l'échelle des ménages.

Le phénomène d'insécurité alimentaire persistant dans les communautés certifiées par le commerce équitable est encore peu documenté dans la littérature. Comprendre les causes de ce phénomène et la manière dont les ménages s'en prémunissent et y font face fait l'objet de la première question de recherche (QR 1). Ensuite, les allégations du commerce équitable sur les liens entre la production et la commercialisation de la culture de rente certifiée et la sécurité alimentaire nous conduisent à tester cette relation empiriquement (QR 2). Enfin, les débats qui sévissent dans les instances internationales du commerce équitable (création de FTUSA pour producteurs non organisés) soulèvent des questions quant au rôle des OP dans le commerce équitable. Dans ce contexte, la troisième question de recherche vise à étudier la contribution des organisations de producteurs certifiées par le CE à l'*empowerment* des producteurs, notamment en vue d'une sécurisation alimentaire.

Une originalité de ce travail est de prêter attention à la fois aux impacts et aux processus. Pour cela, il mobilise plusieurs cadres conceptuels qui apportent un regard différent et complémentaire sur notre objet d'étude. Ils ont été présentés dans le chapitre 3.

PARTIE 2

CONTEXTE ET METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

INTRODUCTION DE LA PARTIE 2

Ce travail de recherche traite du cas de communautés caféicultrices péruviennes pour interroger la manière dont le commerce équitable agit sur la sécurité alimentaire des ménages et sur les moyens d'y parvenir. Cette question constitue un front de recherche auquel cette thèse contribue.

Le chapitre 4, qui suit, explique en quoi la filière café au Pérou est un cas d'étude pertinent. Les communautés caféicultrices sont au cœur d'un marché aux prix très instables et sont ciblées emblématiquement par les standards équitables visant justement à accroître et stabiliser les prix des commodités agricoles. Le Pérou est un pays très dynamique sur le marché des cafés dits « spéciaux » certifiés par l'un des nombreux standards de durabilité. En parallèle, les zones rurales productrices de café restent marquées par une forte vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, y compris lorsque des programmes de certification au commerce équitable sont mis en œuvre (Caswell et al., 2012). Les zones d'étude retenues pour les enquêtes et leurs caractéristiques sont décrites en fin de chapitre.

Un second chapitre (chapitre 5) est consacré à décrire la méthodologie suivie pour cette recherche. La démarche de recherche détermine la façon dont l'on considère l'objet de recherche. Elle fonde l'orientation que l'on prend pour appréhender le réel. Le chapitre 5 retrace le processus de recherche en séquence mobilisé puis renseigne la manière dont les données empiriques qualitatives et quantitatives utilisées dans ce travail ont été collectées. Les méthodes d'analyse de données seront détaillées dans les chapitres de résultat.

Enfin, cette partie s'achève en présentant les ménages enquêtés et leurs activités de moyens d'existence, dans un troisième chapitre (chapitre 6). Nous rendons compte des statistiques descriptives des variables sociodémographiques, de localisation, des différentes activités vivrières et rémunératrices.

CHAPITRE 4

CONTEXTE DE LA RECHERCHE : COMMUNAUTES CAFEICULTRICES DES ANDES PERUVIENNES

Introduction de chapitre

Ce chapitre est consacré au contexte de la recherche. Après avoir décrit et justifié le choix du cas des chaînes de valeur café (section 1), nous livrons les raisons du choix de la zone d'étude sur laquelle porte ce travail, à savoir une zone andine Péruvienne (section 2). Les conditions locales dans lesquelles évoluent les communautés paysannes de ces zones sont décrites ainsi que les acteurs impliqués dans la zone d'étude (section 3).

1. Le cas des chaînes de valeur café

Le café, première commodité agricole échangée au monde, paraît être un secteur particulièrement intéressant pour traiter les questions de recherche. Si la caféiculture est le secteur historique et emblématique du commerce équitable, elle est aussi caractérisée par une forte participation d'agriculteurs familiaux, principales victimes d'insécurité alimentaire.

1.1. La caféiculture et le commerce équitable

1.1.1. Les tentatives interétatiques de régulation du marché du café

La caféiculture est marquée par une très forte fluctuation des prix et a donc fait l'objet de plusieurs tentatives de régulation inter-gouvernementale (Daviron et Ponte, 2005).

En 1940, les Etats Unis signent avec 14 pays d'Amérique Latine l'accord interaméricain du café. C'est le début d'un système de quotas et la fin de la compétition entre pays producteurs d'Amérique Latine. L'approvisionnement des Etats Unis est assuré, et les pays exportateurs ont un marché garanti. Cette période a été marquée par une institutionnalisation du marché du café dans les pays exportateurs.

Mais avec l'entrée d'autres pays producteurs (pays africains, Vietnam...), les années 1954-1956 sont marquées par une surproduction et une baisse des prix. Les Etats Latino-Américains signent alors un nouvel accord en 1958. Toutefois, les pays latino-américains et les pays africains sont de plus en plus en compétition sur le marché international, et cet accord de 1958 ne permet pas de stabiliser et d'accroître les prix du café.

En 1962 est alors signé l'Accord International du Café par les pays producteurs (26 pays) et consommateurs (13 pays). Cet accord à l'échelle internationale (et non plus uniquement avec les pays Latino-Américains et les Etats Unis) régule les prix en les maintenant dans une « bande » par la mise en place d'un système de quotas d'exportation attribués par pays. Lorsque les prix montaient au-dessus de la bande, les quotas étaient relâchés voire abandonnés jusqu'à ce qu'ils retombent dans la bande. Au contraire, lorsque les prix tombaient en dessous de la bande, les quotas étaient resserrés. Cet accord a permis

d'accroître les prix pour les pays exportateurs et de les maintenir stables (Daviron et Ponte, 2005).

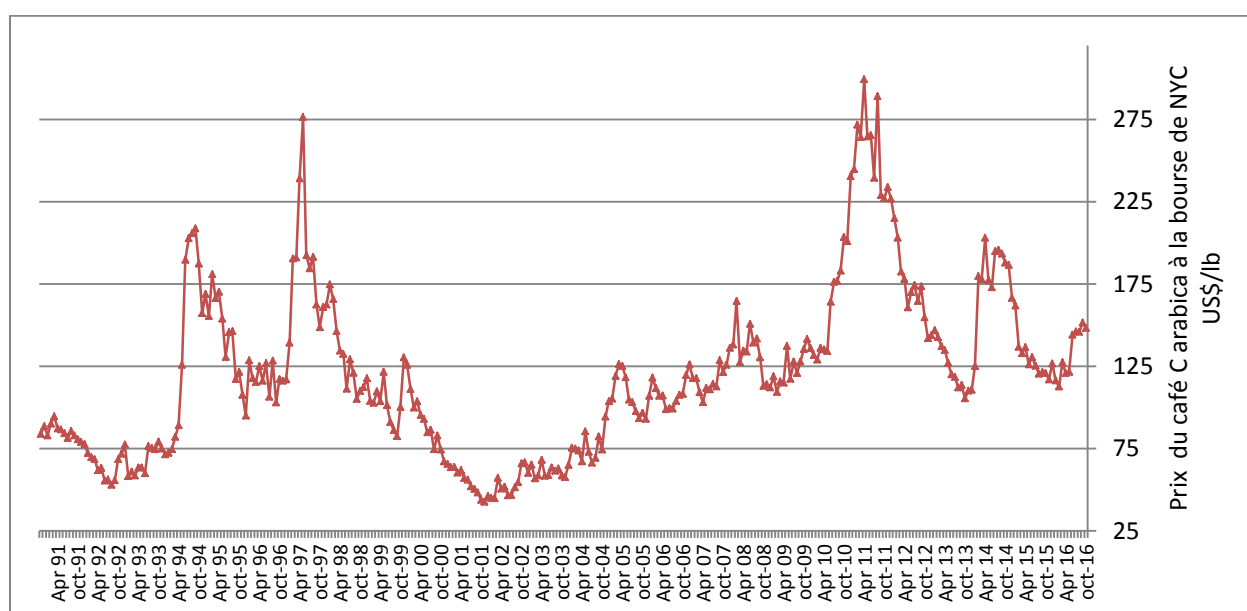
Toutefois, certains éléments sont venus remettre en cause ce système de régulation. Des transactions hors quotas avec des pays importateurs « non-membres » fragmentent le marché et permettent aux pays exportateurs d'écouler les excédents à très faible prix. Par ailleurs, la distribution des quotas individuels n'est pas actualisée et ne prend pas en compte la production accrue de certains pays (Daviron et Ponte, 2005; Diaz Pedregal, 2006), ni les différents types de café ou de qualité (Diaz Pedregal, 2006). Enfin, les conditions géopolitiques ont changé avec le démantèlement de l'Union Soviétique.

C'est dans ce contexte qu'en 1989, l'Accord International du Café est rompu. Depuis, le marché du café est de nouveau soumis à la loi de l'offre et de la demande. La fixation des prix se déroule à la bourse de New York City (NYC) pour le café *arabica* et à la bourse de Londres pour le café *robusta*. Les conséquences sont franches et rapides. Première conséquence, politique, est la perte d'influence des pays producteurs sur le marché international. La régulation jusqu'à alors publique (chaque pays décidait comment attribuer ces quotas et maîtrisait les niveaux de stocks) bascule vers une régulation privée (Daviron et Ponte, 2005). La gouvernance a également changé. Pilotée par les pays producteurs pendant l'accord international, elle devient pilotée par les torréfacteurs des pays importateurs. Seconde conséquence, économique, est la chute des prix internationaux du café quasi immédiatement.

Cette chute s'explique entre autres par l'augmentation de la production à l'échelle mondiale (soutenue par la coopération internationale) en parallèle d'une demande stagnante. Pendant les années 1990, la chute des prix s'accompagne d'un accroissement de leur volatilité (Daviron et Ponte, 2005)(Figure 13). La volatilité des prix sur la bourse de NYC depuis la fin de l'AIC a été influencée par des facteurs agronomiques et climatiques, ainsi que par la spéculation croissante sur les marchés à termes (Daviron et Ponte, 2005). Une nouvelle initiative de régulation des prix a été amorcée dans les années 2000-2001 par les pays exportateurs, mais elle ne tiendra pas. Les échecs des régulations interétatiques ont contribué à l'émergence de standards volontaires.

1.1.2. Vers une régulation privée : le commerce équitable

À la rupture des accords internationaux en 1989, les initiatives privées de régulation se sont multipliées avec pour but de protéger les producteurs face aux fluctuations des prix et d'introduire plus de transparence dans les relations. Le café est la commodité agricole pionnière dans l'adoption de standards de durabilité, avec le lancement des standards bio et équitables. Dénonçant l'opacité des conditions de production et de commercialisation, les promoteurs des mouvements bio et équitable proposaient de construire des circuits alternatifs, plus transparents, plus durables et plus rémunérateurs pour les producteurs (Daviron et Vagneron, 2011).

Figure 13: Evolution des prix internationaux du café arabica entre 1991 et 2016 (Prix de la bourse de NYC) (source : auteur)

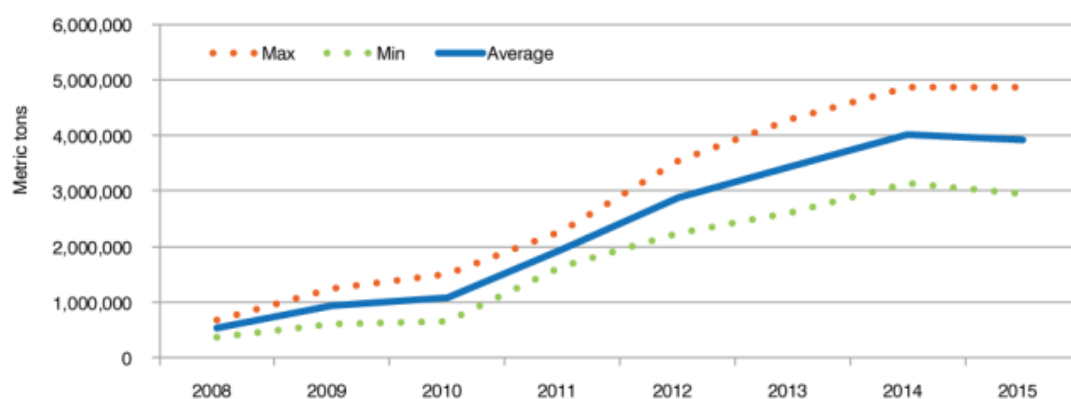
Aujourd'hui, le marché du café est particulièrement dynamique du point de vue des certifications durables à l'échelle globale. Il s'agit de la première commodité agricole dans les marchés des SVD. En 2015, entre 24.8% et 44.3% (moyenne 34.5%) des surfaces globales en café étaient certifiées par un des SVD (Lernoud et al., 2017).

C'est le standard d'agriculture biologique qui donne lieu à la première certification dans le secteur du café (première exportation en 1967 du Mexique), mais le commerce équitable est la première certification (et la seule jusqu'à présent) ayant pour intention de changer les règles du marché (en plus des conditions de production) dans un secteur marqué par une très forte instabilité des prix.

A la suite des certifications d'agriculture biologique et équitable, les SVD dans le secteur du café se sont multipliés dans les années 1990 et 2000. Ils sont motivés par différentes valeurs et promues par différents acteurs : des ONG (comme le standard *Rainforest Alliance*), des entreprises transnationales (*CAFE Practices* lancé par Starbucks), des tables rondes multi-acteurs (4C), des fondations (*UTZ*) des entreprises certificatrices (les labels bio et équitables *ESR* et *Fair for life*...). La Figure 14 montre l'augmentation significative des volumes produits sous un (ou plusieurs) des 5 principaux SVD dans les filières café entre 2008 et 2015.

L'explosion des labels durables et leur succès dans le secteur caféier, ont engendré des contestations, de légitimité et/ou d'efficacité. Certaines organisations ont même créé de nouveaux standards en contestation des standards existants, soit en les renforçant (comme SPP) soit en les affaiblissant (flexibilisation, comme *CAFE Practices* de Starbucks).

Figure 14: Production minimum, maximum et moyenne de café certifié par l'un des 5 principaux SVD (FTI, RA, 4C, UTZ, Bio) entre 2008 et 2015. Source: (Lernoud et al., 2017)



Le dynamisme des standards dans le secteur du café s'illustre également par des fusions de quelques-uns de ces labels, avec notamment en 2017 la fusion des standards *UTZ* et *Rainforest Alliance*, et celle des standards équitables français *ESR* et suisse *Fair for life* en 2015³³.

Enfin, les nouvelles formes de commerce équitable portées par FTUSA touchent particulièrement le secteur du café. Comme expliqué dans le chapitre 1, FTUSA a développé deux nouveaux standards, un destiné aux travailleurs des grandes exploitations agricoles et un autre destiné aux producteurs non-organisés. L'ouverture à de nouveaux systèmes de production existe déjà chez FTI, mais FTUSA les a étendus à toutes les filières agricoles et zones géographiques, y compris le café, production qui cristallisait les débats.

L'organisation internationale *FTI* a toujours refusé d'ouvrir le mouvement aux travailleurs des plantations de café, et ce pour deux raisons principales. Premièrement, la caféiculture nécessite une main d'œuvre temporaire, principalement au moment des récoltes. Les ouvriers sont donc employés pour des durées limitées et le rôle possible du commerce équitable sur les conditions de travail est alors plus limité. Deuxièmement, FTI identifie une compétition potentiellement néfaste pour les organisations de producteurs (OP) si des plantations industrielles venaient à pénétrer ce marché. Les petits producteurs familiaux produisent autour de 70 % du café à l'échelle globale (Caswell et al., 2012) et FTI considère qu'ils doivent rester la cible privilégiée du commerce équitable.

Cette dernière raison prévaut également dans les débats sur les producteurs non-organisés. En effet, l'ouverture du marché aux producteurs non-organisés en contrat avec des exportateurs viendra mettre en concurrence ces entreprises avec des OP. Cette crainte a notamment été formulée par les OP propriétaires du label SPP.

Ainsi, pionnier au sein du commerce équitable, le café reste aujourd'hui le premier produit équitable commercialisé à l'échelle globale et représente presque la moitié des surfaces cultivées certifiées par FTI (Lernoud et al., 2015).

³³ Première version du référentiel début 2017

1.2. La caféiculture et la sécurité alimentaire

Le fait que la moitié des personnes souffrant d'insécurité alimentaire à l'échelle globale soit à la tête de petites exploitations agricoles familiales (Bélières et al., 2014) illustre, selon certains auteurs, le paradoxe des systèmes alimentaires globalisés : « *the hungry farmer paradox* » (Bacon et al., 2014).

Les communautés caféicultrices ont été récemment identifiées comme particulièrement touchées par l'insécurité alimentaire. Au-delà de l'instabilité des prix, le café est en effet produit en majorité dans des zones rurales isolées et vulnérables à un ensemble de risques : baisse de disponibilité en ressources naturelles, dégradation de l'environnement, possibilités de chocs climatiques, de chutes de prix du café ou de conflits sociaux et des variations marquées en termes de niveau de production d'aliments et de prix (Caswell et al., 2012). Ces risques sont défavorables à la sécurité alimentaire.

Dans les communautés caféicultrices l'insécurité alimentaire est notamment saisonnière. L'insécurité alimentaire dite saisonnière est la forme la plus commune des trois types d'insécurité alimentaire identifié par la FAO³⁴ (Vaitla et al., 2009; Bacon et al., 2014). Elle correspond à une incapacité à satisfaire les besoins de manière temporaire, prévisible et récurrente correspondant aux cycles climatiques, aux périodes de récolte ou bien de travail.

Selon Vaitla et al. (2009), il existe trois types de réponses à l'insécurité alimentaire saisonnière.

- Les mesures d'assistance d'urgence visent les personnes souffrant d'insécurité alimentaire sévère qui ont besoin d'aide immédiate.
- Les mesures de protection sociale sont des filets de sécurité pour empêcher les familles vulnérables de tomber dans la faim de manière saisonnière (fourniture d'emploi, réglementation des prix alimentaires etc.)
- Les interventions de développement des moyens de subsistance en milieu rural se concentrent sur l'amélioration de la productivité (par exemple via un meilleur accès aux intrants) ou sur l'accès au marché. Cette troisième réponse vise à ce que les ménages produisent et/ou soient suffisamment rémunérés afin qu'ils n'aient plus besoin de protection sociale (Vaitla et al., 2009).

Parmi ce dernier type d'interventions de développement rural, Caswell et al. (2012) reprend une série d'interventions spécialement mises en œuvre pour lutter contre l'insécurité alimentaire saisonnière dans les communautés caféicultrices : accroître la production des cultures vivrières et favoriser l'autoconsommation, mettre en œuvre un système diversifié d'activités, ou encore la mise en place de certifications de durabilité dont le commerce équitable.

Les certifications de durabilité dont le commerce équitable ont suscité un fort intérêt ces dernières années comme le montre l'essor de la production certifiée et le nombre croissant

³⁴ Les deux autres types sont l'insécurité alimentaire chronique, c'est à dire l'incapacité persistante à satisfaire les besoins alimentaires ; et l'insécurité alimentaire dite temporaire, qui à l'inverse de l'insécurité alimentaire saisonnière, résulte d'un choc exogène et est alors, par nature, imprévisible.

de producteurs engagés dans des filières de durabilité. Malgré tout, les effets des certifications sur la sécurité alimentaire restent peu étudiés dans la littérature. Le « paradoxe de la faim chez les producteurs » (Bacon et al., 2014) est fréquemment soulevé dans la littérature et des travaux récents ont identifié la gravité de ce phénomène d'insécurité alimentaire chez les ménages agricoles participants aux filières équitables, censées fournir des moyens d'existence durables. Ce paradoxe chez les caféiculteurs certifiés est rarement exploré dans la littérature, et se retrouve au cœur des questions de recherche traitées dans ce travail de thèse.

2. Le cas spécifique du Pérou

Notre choix s'est porté vers le Pérou pour plusieurs raisons relatives à la caféiculture, au contexte du marché équitable et aux conditions locales d'insécurité alimentaire.

2.1. Les caractéristiques de la caféiculture péruvienne

2.1.1. Une caféiculture fondée sur l'agriculture familiale dans la *sierra* et la *selva*

D'un point de vue administratif, le Pérou est composé de départements, divisés en provinces, elles-mêmes divisées en districts, puis en communes. D'un point de vue géographique, le pays est fréquemment décomposé en deux aires de résidence, urbain/rural, puis trois régions naturelles distinctes : la côte pacifique (région sèche et plane), la *selva* (région chaude et humide), et la *sierra* (zone montagneuse du centre et sud du pays, aux deux saisons bien définies) (Figure 15).

Alors que la côte est principalement urbaine, la *sierra* compte à elle seule 57.5 % de la superficie agricole.

La caféiculture péruvienne pèse fortement dans les agro-exportations du pays et représente une source de revenus importante pour le Pérou. Le café est la première culture agricole exportée du pays en valeur. Entre 2011 et 2014, le café a représenté entre 14 et 35% des exportations agricoles, devant le raisin, les asperges et les avocats.

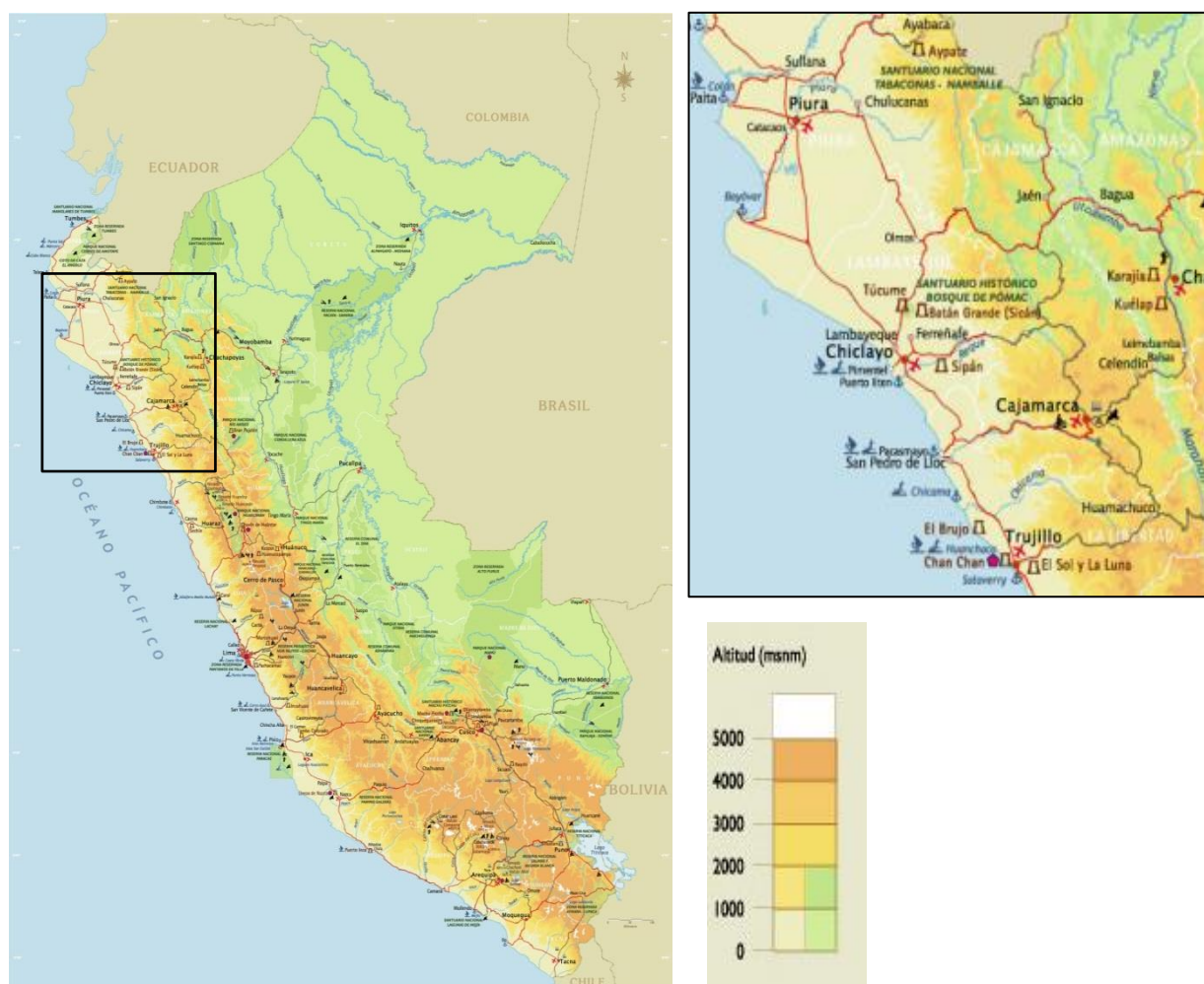
En 2016, 5 198 911 tonnes de café ont été exportées pour une valeur de plus de 755 millions de dollars américains. Historiquement, l'Allemagne est le premier pays importateur de café péruvien, mais il a été dépassé en 2016 par les Etats Unis qui ont importé 27% du café péruvien³⁵.

Le café est la principale culture péruvienne en terme de surface cultivée (10,2% des surfaces agricoles occupées), devant la pomme de terre, le maïs, et le riz (INEI, 2012). Il est produit principalement dans la *sierra* et la *selva* rurale. Il y a 223 738 exploitations caféicultrices au Pérou selon le dernier recensement agricole réalisé par le gouvernement péruvien en 2012, soit près de 12% des exploitations recensées dans les Andes (*sierra*) et en Amazonie (*selva*)³⁶.

³⁵ Suivent l'Allemagne, la Belgique, la Suisse, le Canada, la Corée du Sud, l'Italie, la Grande Bretagne, la France et la Hollande.

³⁶ Notons que depuis 2012, le pays a connu une forte crise dans le secteur caféier dû à la maladie de la rouille. Cette maladie fongique a condamné de nombreuses exploitations agricoles à arracher les caféiers. Il

Figure 15: Les trois grands espaces péruviens (côte, sierra, selva) et particulier dans la région de Piura et Lambayeque/Chiclayo



Les plus grands producteurs de café sont les départements de Junin, San Martin, Cajamarca, Amazonas et Cuzco, représentant à eux seuls 90% de la production de café péruvienne et 82% des exploitations agricoles. Ces grandes régions caféicultrices péruviennes bénéficient d'un climat chaud et humide, où il pleut quasiment toute l'année (la *selva*). Ce climat tropical est favorable à la production de café et les rendements y sont élevés. Junin, Cusco et Cajamarca ont des rendements toujours supérieurs à 90% de la moyenne nationale (Allier, 2011).

D'autres zones sont particulièrement propices à la culture du café dans la *sierra*. Il s'agit notamment de certaines provinces des départements de Cajamarca et Cusco, les départements de Huanuco, Piura, Puno ou encore Lambayeque qui rassemblent également de nombreuses familles caféicultrices. Les conditions de la *sierra* (altitude élevée, fraîcheur relative, pluviométrie limitée) et le faible investissement technique entraînent des niveaux de production et de rendements relativement faibles par rapport au reste du pays. Malgré cela, la caféiculture occupe la plupart des exploitations agricoles.

est aujourd'hui difficile de savoir dans quelle mesure cela a affecté le nombre total d'exploitations agricoles dédiées à cette culture de rente.

La caféiculture péruvienne est caractérisée par la place prédominante qu'occupent l'agriculture familiale et la petite propriété. A l'échelle globale, environ 70% du café est produit par de petits agriculteurs familiaux, représentant ainsi 25 millions de caféiculteurs (Caswell et al. 2012). Le reste du café est produit au sein de grandes plantations, parfois mécanisées. Au contraire au Pérou, le café est exclusivement cultivé sur des petites exploitations familiales.

2.1.2. Eléments historiques sur le coopérativisme et les chaînes de valeur café au Pérou

Le secteur du café au Pérou et son histoire ont été peu étudiés, mais le mouvement coopératif et le commerce équitable dans le secteur du café ont une longue histoire. Quelques éléments marquants sont présentés dans cette section à partir de la littérature existante et d'entretiens qualitatifs avec des personnes ressources.

La première loi sur les coopératives a été lancée en 1964 au Pérou. Dans le secteur du café, la plupart des coopératives ont été créées avant la réforme agraire de 1969³⁷ de manière volontaire par les communautés locales (Barracough, 2015). Contrairement aux coopératives créées pendant la réforme agraire, les coopératives de café reposaient sur une gestion individuelle de la ressources foncière et de la production, et respectait le principe de libre entrée et sortie inhérent au modèle coopératif (Remy Simatovic, 2007). Comme elles étaient enracinées dans les communautés, les coopératives de café se sont avérées un peu plus stables par rapport aux coopératives de canne à sucre créées pendant la réforme agraire.

Malgré les différences historiques d'émergence des coopératives, le modèle coopératif a été soutenu par de multiples instruments, notamment par un accès au crédit via la banque agraire (taux d'intérêt favorable), ainsi que des formations techniques ou commerciales. Ce soutien a bénéficié à toutes les coopératives, y compris les coopératives de café, créées en dehors de la réforme agraire impulsé par l'Etat dans les années 1970-1980 : « *L'âge d'or du soutien aux coopératives (...) Les coopératives avaient un marché facilement, avaient des crédits facilement, avaient des programmes d'aide* »³⁸ (César Paz, coordinateur d'Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières au Pérou, enquêté en juin 2015, Lima). Ce soutien a favorisé la création de plusieurs coopératives.

Dans le même temps, l'Accord International sur le Café prévoyait des quotas pour chaque pays producteur. L'Etat péruvien, qui soutenait les coopératives à ce moment-là dans sa politique nationale, a réservé les quotas aux coopératives de café. Dans les années 1970, les coopératives exportaient 80% de la production du café péruvien (Tulet, 2010). Cette période correspond à une période de croissance annuelle en termes de production de café et de

³⁷ La réforme agraire a été mise en œuvre par le gouvernement militaire de Velasco (Remy Simatovic M.I (2007). Elle visait à expulser l'oligarchie péruvienne des activités d'exportation agricole (principalement de la canne à sucre), et de distribuer les terres aux travailleurs agricoles, formant alors des coopératives. Près d'un tiers des terres agricoles ont été expropriées à travers le pays (Barracough 2015) (principalement les plantations de canne à sucre sur la côte). De nouvelles coopératives ont ainsi vu le jour, mais dans la Sierra, les communautés autochtones ont reçu très peu voire pas du tout de terres.

³⁸ Traduit de l'espagnol: «*la época de oro de apoyo a las cooperativas[...]. Las cooperativas tenían mercado fácil, tenían crédito fácil, tenían programas de apoyo* ».

superficie des terres consacrées au café, même si les gains en rendements ont été très faibles (Allier, 2011).

A la fin des années 1980, le retrait de l'État lié au processus de libéralisation et la mise en œuvre des plans d'ajustement structurel entraînent une réduction progressive des programmes d'aide et la dissolution de la Banque agraire. Le modèle coopératif fondé pour partie sur des mécanismes de soutien d'Etat est mis en doute et la rupture de l'Accord International sur le Café en 1989 accentue les difficultés des coopératives en abolissant les quotas. Ces derniers garantissaient des débouchés à l'exportation aux coopératives et empêchaient les prix de fluctuer. Les années favorables aux coopératives ne les ont pas incitées à améliorer leurs capacités internes de gestion de la production et des ventes (Diaz Pedregal, 2006). Ainsi, les coopératives ont été incapables de maintenir leurs exportations ; les caféiculteurs ont peu à peu réduit leurs investissements (en capital et en main-d'œuvre) dans le café.

La fin de la régulation du marché, par les accords internationaux, les quotas et les soutiens financiers nationaux entraîne une forte réduction du nombre de coopératives et une chute de leur part des exportations (Diaz Pedregal, 2006; Remy Simatovic, 2007). Seules 12 OP regroupées dans 4 fédérations de café (*Cecovasa, Cocla, Bracus, Café Pérou*) persistent et leurs exportations ne représentent plus que 4% du marché.

De surcroît, au niveau national le développement du Sentier Lumineux, mouvement d'insurrection armée avec lequel l'État péruvien était en guerre interne, a touché les zones de culture du café. Cela a contribué à une baisse de la production de café et à une dissolution des coopératives (Tulet, 2010).

En résumé, l'histoire des coopératives tout comme la rupture dans les modes d'organisation communautaire des caféiculteurs entraîne de nombreuses transformations. Selon Remy Simatovic (2007), la rupture des réseaux traditionnels peut aussi être considérée comme une opportunité pour développer des solutions alternatives.

2.1.3. « Le commerce équitable fut comme une bouée de sauvetage³⁹ »

Les OP " survivantes " ont stimulé la création de la Fédération Nationale du café ("*Junta Nacional del Café*" JNC) en 1993. L'ensemble des adhérents sont des OP. Selon le directeur de la JNC, l'objectif de cette fédération était multiple. Elle souhaite aider les OP à allier efficacité, transparence, qualité, et alliances stratégiques.

Plus particulièrement, à la fin des années 1990, le commerce équitable a revitalisé le modèle coopératif et le secteur du café au Pérou :

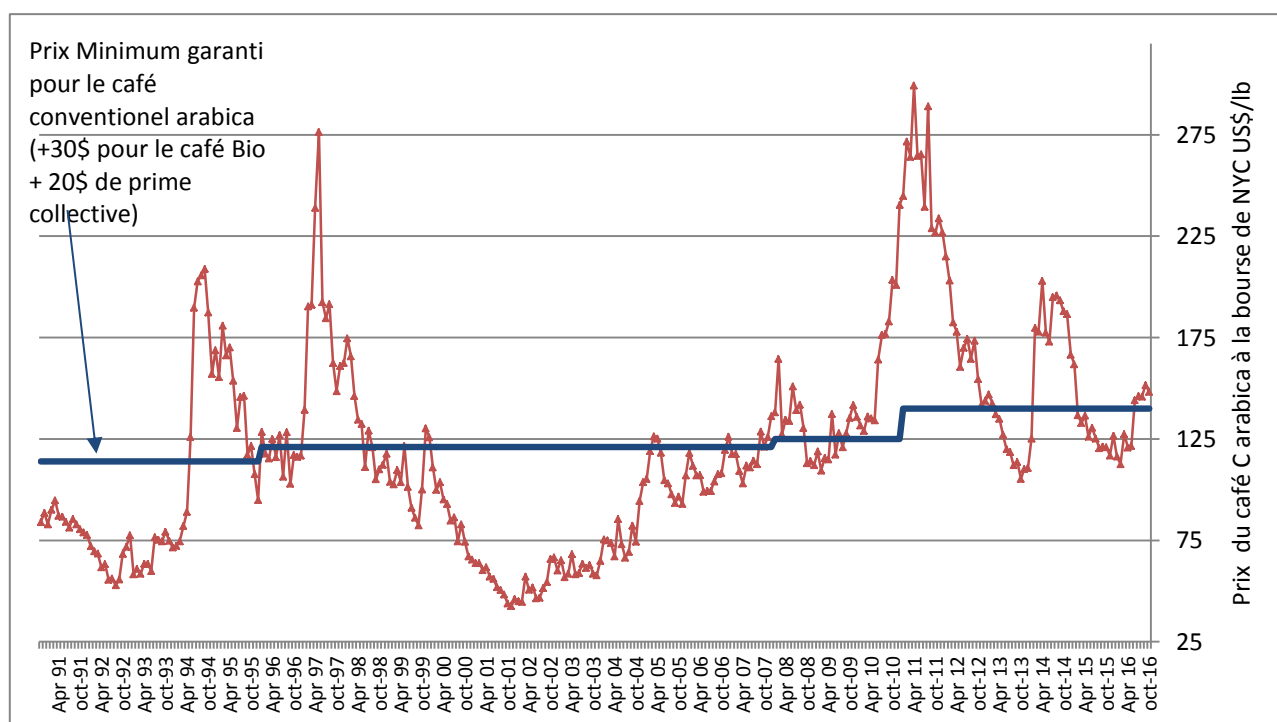
« Le commerce équitable, via les organisations, a contribué à transformer l'industrie du café péruvienne. Il est passé d'un café de punition, à être un café qui a un prix supérieur sur le marché, et ce sont les coopératives basées sur le commerce équitable qui ont joué le rôle de locomotive dans la transformation. (...) Ce que je veux souligner, c'est que le

³⁹ Notre traduction de l'espagnol: "El comercio justo fue como un salvavidas », à partir d'un entretien avec le coordinateur d'Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières au Pérou, juin 2015, Lima.

commerce équitable, c'est le levier qui a permis de développer, de réactiver la culture du café, de placer le café péruvien au centre⁴⁰ » (Notre traduction d'un entretien avec le directeur de la Fédération Nationale du café, août 2015, Lima).

Les prix internationaux étaient très bas, surtout au début des années 2000. En offrant un prix minimum garanti, le commerce équitable incite les caféiculteurs à maintenir leurs parcelles, voire à investir dans de nouvelles pratiques et dans un renouvellement des caféiers les plus anciens. La Figure 16 montre l'avantage comparatif du commerce équitable *Fairtrade International* par rapport aux prix conventionnels du café C arabica à la bourse de New York. Aujourd'hui, les organisations de caféiculteurs péruviennes sont toujours très dynamiques sur le marché du commerce équitable.

Figure 16: Prix du café arabica entre 1991 et 2016: comparaison entre le prix de la bourse de NYC et le prix minimum garanti par Fairtrade International pour le café conventionnel (source : auteur)



⁴⁰ Traduit de l'espagnol: "El comercio justo, vía organizaciones, es que ayudaba a transformar la caficultura peruana. Ha pasado de ser un país de cafés con castigo, a ser un café que esta con precio plus en el mercado, y han sido las cooperativas basadas en el comercio justo las que han hecho el papel de locomotora en la transformación. (...) Lo que quiero señalar es que, el comercio justo, aquí fue la palanca que permitió desarrollar, reactivar la caficultura, poner la caficultura peruana en el centro"

2.1.4. Une caféiculture très dynamique sur le marché du commerce équitable

Le Pérou est actuellement le sixième pays exportateur de café à l'échelle globale (FAO, 2016). C'est un pays très dynamique sur le segment des cafés dits spéciaux certifiés par l'un des nombreux standards volontaires de durabilité. 15 standards de durabilité se partagent le marché des cafés certifiés au Pérou ; ce qui place le pays au premier rang mondial si l'on considère le nombre de standards qui opèrent dans un même pays (Lernoud et al., 2017).

Il n'existe pas de statistiques nationales validées quant à la répartition des types de café, selon les certifications, dans la totalité des volumes exportés. Ces données sont d'autant plus difficiles à agréger que la production de café certifié ne coïncide pas avec le volume exporté en tant que tel. Par exemple sur le marché du commerce équitable, seulement un tiers du café produit suivant les normes du commerce équitable à l'échelle globale est exporté sur le marché équitable (Potts et al., 2014; Lernoud et al., 2017). Les difficultés tiennent aussi du fait que la plupart des OP sont certifiées par plusieurs standards de durabilité (Fiorini et al., 2017).

La Fédération Nationale du café compile des informations sur les exportations annuelles. L'analyse de ces données nous permet d'estimer l'importance du café certifié au sein des exportations péruviennes. Il apparaît que 23,7 % du café exporté en 2014 était certifié par un des nombreux standards de durabilité utilisés au Pérou (*UTZ, Café practices, Organic, FTL...*). Ces chiffres sont des ordres de grandeur susceptibles d'évoluer année après année, notamment selon le niveau de production et l'état du marché. Néanmoins, la place des cafés certifiés, dits « spéciaux », au sein du marché péruvien est indéniable.

A l'échelle internationale, le Pérou occupe une place centrale dans le marché équitable de FTL.

En termes de surfaces certifiées FTL en 2014, le Pérou était le troisième pays, toutes productions confondues, après le Ghana et la Colombie (Lernoud et al., 2017).

En termes de volume, les derniers chiffres de 2012 et de 2014 estiment que 16% du café produit certifié FTL provient du Pérou (Potts et al., 2014; FTL, 2015b), plaçant ainsi le pays à la deuxième place des pays producteurs de café équitable avec le Brésil aux volumes produits très proches, et après la Colombie loin devant. Le Pérou prend toutefois la première place lorsqu'il s'agit du volume de café certifié FTL et biologique, devançant de très loin les autres pays. FTL estime que 90% du café péruvien certifié par FTL est aussi biologique (FTL, 2015b). Cela démontre la convergence des deux labels dans ce pays.

En termes d'acteurs certifiés, le Pérou est le premier pays avec 150 OP certifiées, dont 90 dans le secteur du café en 2014. Nous avons confronté les données de la Coordination Nationale de Commerce Equitable et la liste des OP péruviennes exportatrices en 2014. Il ressort que la totalité des organisations de caféiculteurs péruviennes exportatrices de café sont certifiées « commerce équitable », à l'exception d'une OP amazonienne (75 sur 76 OP). Il est important de préciser qu'il s'agit ici uniquement des OP exportatrices et non de l'ensemble des OP péruviennes. Cela montre la place incontournable des standards de commerce équitable dans le développement des OP et de leur accès aux marchés d'exportation. Cela rejoint le constat fait par Nelson et Martin (2017) : « *It is increasing the case*

that in some industries and countries all producer organizations are now certified to one sustainability standard or another ».

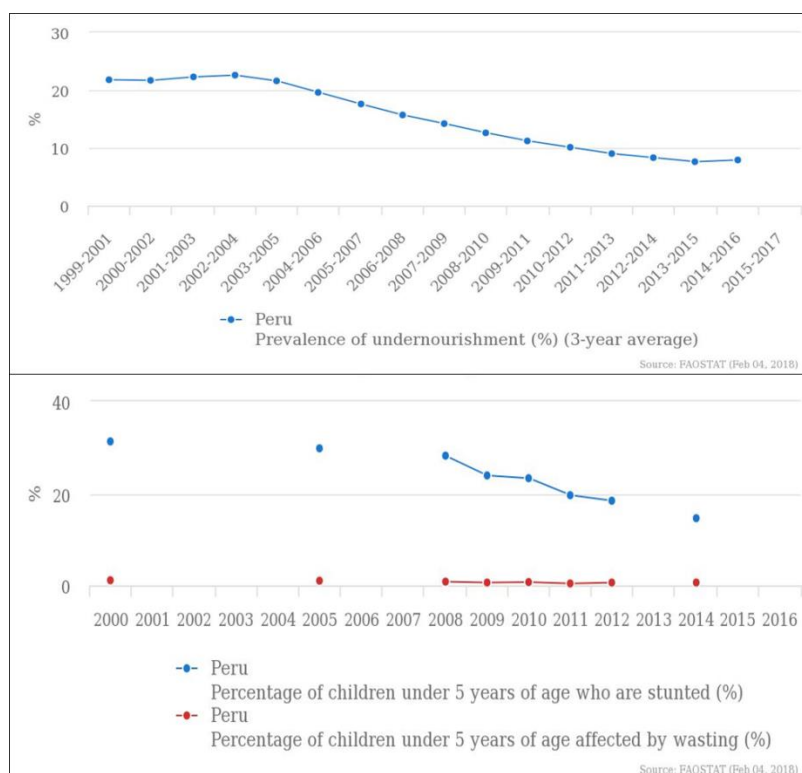
Pour finir selon les acteurs du secteur, le commerce équitable traverse une période de difficultés. La majorité des OP certifiées par le commerce équitable ne parviennent pas à vendre la totalité de leur production en qualité équitable. Selon les acteurs péruviens, des acheteurs conventionnels, qui n'achètent qu'une infime partie de leur importation aux conditions équitables, tentent de contourner les règles commerciales imposées par le cahier des charges. Par exemple, certains importateurs conventionnels proposent de signer des contrats à un prix fixé au prix minimum garanti. Toutefois, les standards de commerce équitable spécifient que si les cours de la bourse viennent à dépasser ce prix plancher, celui-ci doit être payé par l'exportateur, auquel il doit ajouter le montant de la prime sociale collective (+0,20USD/livre) et le montant du prime biologique (+0,30USD/livre). Par ailleurs, lorsque les prix internationaux sont en deçà du prix plancher, plusieurs gérants d'OP certifiées affirment que certains importateurs proposent des contrats d'achat en dessous du prix plancher en prétextant des problèmes de qualité. Lorsque les OP n'ont pas d'autres débouchés commerciaux (comme ce fut le cas en 2015 pour de nombreuses OP) elles acceptent le contrat. Ces dérives commerciales ont déjà été évoquées dans la littérature et mettent en péril le système du commerce équitable.

2.2. Une insécurité alimentaire persistante mais peu étudiée

2.2.1. De bons résultats à l'échelle nationale cachent des inégalités selon les territoires

Selon la FAO, le Pérou, à l'image des pays latino-américains, fait partie des bons élèves dans la lutte contre l'insécurité alimentaire avec une réduction régulière et importante du nombre de sous alimentés et des taux de malnutrition chronique (« stunting » : retard de croissance) et aiguë (« wasting » : faible poids pour la taille) chez les enfants de moins de 5 ans (Figure 17). Malgré ces améliorations indéniables, de fortes inégalités persistent selon les aires de résidence rural/urbain et les zones géographiques (Acosta, 2011; Tobin et al., 2016). L'insécurité alimentaire est intimement liée à la pauvreté et aux espaces territoriaux (Eguren, 2012).

Figure 17: Evolution de la prévalence (%) de la sous-alimentation et de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans au Pérou entre 1990 et 2015 (FAOstat, téléchargé en février 2018)



Tout comme à l'échelle globale (Bacon 2014, 2017, Caswell 2012), les régions caféicultrices péruviennes (notamment la *sierra*) sont aussi celles où l'on rencontre les plus forts taux de pauvreté extrême, de malnutrition et de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. En 2012, le ministère du développement et de l'inclusion sociale a mené une évaluation de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire sur la base d'une méthodologie proposée par les Nations Unies. La construction d'une cartographie de la vulnérabilité avait pour but d'éclairer les acteurs (décisionnaires locaux et régionaux, agences de coopération et le secteur privé), quant aux districts péruviens à cibler et à privilégier dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. La vulnérabilité à l'insécurité alimentaire y est définie comme le niveau d'exposition à des facteurs de risques qui affectent directement certains groupes de la population. Mesurée à l'échelle des districts, elle n'a alors pas pour but d'évaluer le niveau d'insécurité alimentaire chez les ménages. La finalité est de montrer la distribution spatiale de la vulnérabilité face au risque d'insécurité alimentaire⁴¹.

⁴¹ Des variables synthétiques des différentes dimensions de l'insécurité alimentaire (disponibilité, accès et utilisation) ont été analysées par une analyse en composantes principales. Plusieurs indicateurs de base tels que le taux de chômage, le taux de pauvreté extrême, ou le taux de malnutrition infantile y sont intégrés. Les indices ainsi obtenus pour chaque dimension sont compris entre 0 et 1 et agrégés en un indice de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire (grâce à une moyenne des 3 indices, elle aussi comprise entre 0 et 1).

Selon cette cartographie, 367 districts (sur un total de 1834) sont classés à un niveau de vulnérabilité « très élevée » à l'insécurité alimentaire. Dans ces districts vivent près de 2,4 millions de personnes, dont 85% en zone rurale.

En zone rurale, 32,3% des enfants étaient en malnutrition chronique en 2013, contre 10,3% en zone urbaine. 38,6% des enfants de moins de 5 ans étaient anémiés en 2011 (FAOstat). Par ailleurs, la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire dans la *sierra* est qualifiée de « élevée » à « très élevée » chez 38% de la population, contre 2% sur la côte.

Les taux de pauvreté et de pauvreté extrême font également l'objet d'hétérogénéités fortes à l'échelle nationale. En effet, alors que la pauvreté est estimée à 20,7% de la population à l'échelle nationale, elle atteint 47,8% et 39,3% de la population respectivement dans la *sierra* rurale et la *selva* rurale en 2016. L'institut de statistiques national péruvien (INEI) estime la prévalence de pauvreté extrême à 14,9% et 12% de la population respectivement dans la *sierra* rurale et la *selva* rurale en 2016 (contre 3,8% à l'échelle nationale)(INEI)⁴².

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle persistante au Pérou a conduit la FAO à en faire son premier axe de travail pour la période 2013-2016. Le pays reste dépendant à l'importation de nombreux produits alimentaires, notamment les huiles végétales, le blé, le maïs, et le sucre. La FAO souligne une faible productivité et une faible compétitivité des petits agriculteurs familiaux dues notamment à leur forte vulnérabilité aux variations climatiques⁴³.

2.2.2. Les programmes gouvernementaux pour lutter contre l'insécurité alimentaire.

Le Pérou a mis en place plusieurs programmes gouvernementaux pour lutter contre l'insécurité alimentaire.

A partir des années 1970 et jusqu'au début des années 2000, les programmes gouvernementaux ciblaient les populations les plus pauvres sous la forme d'assistance alimentaire : les programmes « verres de lait » (« *el vaso de leche* ») créés dans les années 1980 mettent en place une distribution de lait complémenté de céréales locales aux enfants, les cantines populaires (« *comedores populares* ») créées dans les années 1990 sont des organisations citoyennes ou religieuses distribuant des repas aux plus démunis, et les déjeuners scolaires (« *desayunos escolares* ») proposent des repas aux enfants dans les écoles. Ces programmes étaient coordonnés en lien avec les programmes de la coopération internationale.

Au début des années 2000, le Pérou dépense 250 millions de dollars pour les programmes alimentaires et nutritionnels, sans mettre en œuvre une approche intégrée qui ciblerait les

⁴² Ces chiffres tiennent compte de la ligne de pauvreté extrême actualisée pour 2016 et fixée à S/. 176 Nouvelles Soles Péruviennes à l'échelle nationale, par mois et par personne. Cela correspond à la valeur d'un panier de biens alimentaires socialement acceptable et nécessaire pour couvrir les recommandations minimum énergétiques. Pour la *sierra* rurale, cette ligne est fixée à S/. 153.

⁴³ Le pays est l'un des plus vulnérables aux effets présents et futurs du dérèglement climatique (FAO). Les pluies diluviennes du mois de mars 2017 qui ont inondé la côte nord du pays plusieurs semaines en témoignent. Elles ont provoqué de nombreux dégâts matériels (plus de 7 000 ha agricoles détruits), sanitaires (eaux usées mélangées aux eaux potables dans deux villes Chiclayo et Piura, et 338 établissements de santé détruits...) et humains (62 décès, 62 000 personnes en besoin d'assistance alimentaire) (Ministère OCHA, rapport de situation du 20/03/2017).

causes sous-jacentes de la malnutrition (Acosta et Haddad, 2014). Ces formes d'assistance alimentaire ont produit des résultats modérés en termes de réduction de la malnutrition infantile. Plusieurs raisons ont été identifiées : un manque d'efficacité des programmes, la dilution des financements par la corruption au fil des agences (Eguren, 2012), la faiblesse des fonds alloués et les difficultés à mener à bien ces programmes dans les districts les plus touchés—28% des districts aux taux de malnutrition les plus élevés ne recevaient pas d'aide de ces programmes—(Acosta et Haddad, 2014).

En 2002, un rapport intitulé « *Informe nacional sobre la seguridad alimentaria en el Peru* » recommande une vision compréhensive et intégrée de l'insécurité alimentaire (Eguren, 2012). Mais cette stratégie n'a jamais vraiment été mise en œuvre. Elle a tout de même fourni les bases du programme CRECER (« grandir ») qui voit le jour en 2005. Le programme JUNTOS (« Ensemble »), qui fait partie du programme CRECER, inclut un transfert bimensuel conditionné de 200 soles (environ 60 euros) aux mères de famille. Ces dernières doivent remplir de nombreuses conditions de santé et de scolarité pour en bénéficier⁴⁴.

2.2.3. Des études centrées sur les programmes sociaux gouvernementaux

Eguren (2012) propose une revue des études sur la sécurité alimentaire au Pérou et conclut qu'elles sont peu nombreuses, relativement anciennes, et principalement centrées sur l'évaluation des programmes sociaux étatiques, tels que le programme JUNTOS.

Les effets de ces programmes sont controversés. Selon Acosta et Haddad (2014), le programme JUNTOS a contribué à la diminution des taux de malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans entre 2005 et 2011 (de 29.8% à 18.1%). La convergence et la participation de différents acteurs dans la lutte contre la malnutrition, y compris ceux de la société civile, a été primordiale, de même que les politiques intersectorielles. Au contraire, Eguren (2012) met en avant une politique alimentaire qui se limite à aborder une seule des dimensions de la sécurité alimentaire : l'accès. Zavaleta et al. (2017) mettent aussi en évidence plusieurs limites du programme JUNTOS : certaines femmes indigènes qui ne parlent que *aymara* ne peuvent accéder ou comprendre le programme JUNTOS car la documentation est en espagnol ; d'autres sont exclues du programme car leurs enfants n'assistent pas à l'école pendant la saison des pluies en raison de la distance à parcourir et des conditions climatiques ; certaines mères célibataires ou veuves sont exclues ; les fonds sont parfois détournés des dépenses alimentaires, et enfin le montant octroyé ne dépend pas du nombre d'enfants. Cette étude s'intéresse aussi aux perceptions des ménages au sujet d'un autre programme social créé en 2012 qui consiste à fournir un petit déjeuner (et parfois un déjeuner) aux enfants qui assistent à l'école publique (programme « *Qali warma* »). Elle conclut que les quantités sont insuffisantes pour nourrir tous les enfants et qu'elles ne respectent pas les préférences culturelles locales.

⁴⁴ Elles doivent assurer que leurs enfants assistent à l'école au moins 85% du temps, qu'elles suivent les visites médicales pré- et post-natales recommandées, qu'elles participent aux réunions de renforcement de capacités organisées par les établissements de santé, et qu'elles respectent le calendrier de vaccination et de provision de micronutriments pour leurs enfants.

Plus récemment, Humphries et al. (2015) mesurent les corrélations entre le niveau d'insécurité alimentaire des ménages et les retards de croissance des enfants à partir de données quantitatives à l'échelle nationale Péruvienne. À partir d'échelles d'expériences pour mesurer l'insécurité alimentaire, ils concluent que 69% des ménages sont préoccupés par leur accès à l'alimentation et que la sécurité alimentaire à l'échelle du ménage est corrélée positivement avec le nombre d'années d'éducation des parents, la richesse de la communauté⁴⁵ et les dépenses à l'échelle du ménage (alimentaires et non alimentaires sur deux semaines). Enfin, ils montrent que la malnutrition chronique (retards de croissance⁴⁶) des enfants âgés de 5 ans est significativement plus importante chez les ménages en insécurité alimentaire.

Les ménages des Andes rurales (*sierra*) sont plus exposés aux problèmes d'insécurité alimentaire que les ménages d'autres régions du Pérou, et notamment en matière de déficits caloriques (Diaz, 2012). À partir des données d'enquêtes ménages réalisées en 2009 à l'échelle nationale, Diaz (2012) compare la distribution de l'apport calorique selon les groupes d'aliments, par rapport à la distribution recommandée. Il montre que, dans la *sierra* rurale, plus de 90% des ménages péruviens consomment insuffisamment de produits laitiers, de fruits et de protéines animales (viande, poissons, œufs). Au contraire, 60% des ménages sur consomme les céréales et dérivés. Dans les années 1960 à 1990, des études démontrent le caractère saisonnier de la consommation alimentaire dans les Andes rurales. Entre autres, Leonard et Thomas (1989) étudie l'apport calorique des individus des ménages selon la période de l'année : la saison des pluies pré récoltes (janvier-mai) à la saison sèche post récoltes (juin-décembre). Il montre que l'apport calorique des adultes est inférieur pendant la saison des pluies tandis que celui des enfants est maintenu. Pendant la saison des pluies, les calories sont apportées majoritairement par des céréales non produites localement, parfois transformées (riz, farine, pâtes). Au contraire, la saison post récolte est marquée par une forte consommation de produits locaux, notamment les tubercules.

Enfin, une étude de cas a récemment étudié la question de l'accès alimentaire dans une communauté productrice de pommes de terre dans les Andes centrales du Pérou. Tobin et al. (2016) étudient le rôle de la vente de pommes de terre sous contrat avec un transformateur (« *pro-poor value chain* »), sur l'accès alimentaire. Ils montrent que la participation à cette filière de niche n'engendre pas d'amélioration en termes d'accès alimentaire.

Malgré l'insécurité alimentaire persistante dans les zones rurales, il existe très peu de documentation à ce sujet que ce soit dans les bases de données scientifiques internationales ou dans la littérature en science sociale péruvienne. Quelques études isolées sur la consommation alimentaire et ses déterminants existent (Leah et al., 2013; Tobin et al., 2016). Mais les processus sous-jacents à l'insécurité alimentaire (causes et mécanismes d'adaptation en œuvre) et l'effet potentiel des filières certifiées sur la sécurité alimentaire sont rarement étudiés.

⁴⁵ La « richesse de la communauté » est mesurée à partir de la propriété en capitaux physiques, de la qualité des habitations et de l'accès aux services d'autres ménages vivant dans la même communauté.

⁴⁶ La malnutrition chronique est déterminée par un indicateur anthropométrique de type « Taille pour âge » (Z score).

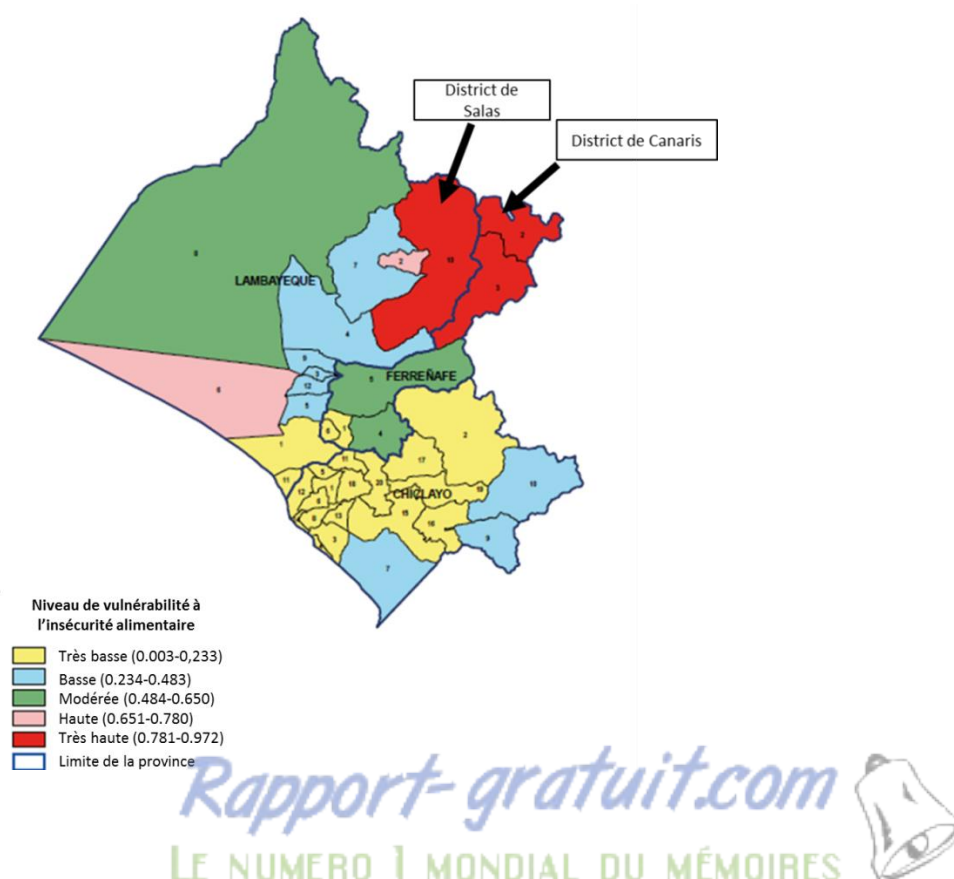
Nous avons travaillé dans la « *sierra nord-ouest* » du Pérou, dans le département de Lambayeque. Ce département est composé de districts localisés sur la côte et de districts localisés dans la *sierra*. Nous avons mené la recherche dans deux districts localisés dans la *sierra*, Salas et Canaris, situés à une altitude allant de 1000 à 2000 m d'altitude. A notre connaissance, aucune étude publiée sur la consommation alimentaire n'a été réalisée dans la zone retenue pour cette thèse. Il s'agit toutefois d'une zone des Andes dont les caractéristiques se rapprochent alors de celles évoquées : saisonnalité de la production, de l'approvisionnement et de la consommation alimentaire, pauvreté, isolement des marchés, sur-consommation des céréales et dérivés, sous-consommation des aliments denses en nutriments.

3. Présentation de la zone d'étude

3.1. Deux districts très vulnérables à l'insécurité alimentaire au Nord-Ouest Pérou

Ces districts sont intéressants pour répondre à nos objectifs. La caféiculture est le principal moyen d'existence pour la majorité des ménages agricoles de cette zone. Par ailleurs, les districts retenus pour l'évaluation sont classés comme « *très vulnérables* » à l'insécurité alimentaire par le gouvernement péruvien comme l'illustre la carte ci-dessous Figure 18 (MIDIS 2012).

Figure 18: Vulnérabilité alimentaire dans les districts du département de Lambayeque (source : MIDIS 2012)



La caféiculture occupe une grande partie des exploitations. Selon le recensement agricole réalisé en 2012, 54% des exploitations agricoles de ces districts se dédient à la culture du café (INEI, 2012). Les ménages caféiculteurs en sont fortement dépendants pour assurer leur subsistance. Toutefois, l'accessibilité limitée, le faible degré d'institutionnalisation, la surface réduite des exploitations et les faibles rendements ont constitué historiquement des freins au développement de la caféiculture d'exportation. En effet, ces exploitations agricoles cultivent une surface plus petite que la moyenne nationale. Dans le département de Lambayeque, les surfaces reportées atteignent 0,81 ha, contre 1,9 ha à l'échelle nationale d'après le dernier recensement agricole (INEI, 2012).

Notons toutefois que la moyenne nationale est tirée vers le haut par les exploitations de la *selva*, généralement plus grandes que celles de la *sierra* (INEI) et plus productives. La caféiculture de Lambayeque est également caractérisée par de faibles rendements, notamment dus au climat, à la faible fertilisation, à la faible densité de plantation et à l'utilisation d'une variété traditionnelle, moins productive que les nouvelles variétés diffusées dans la *selva*. Bien que des programmes de certification et des organisations de producteurs aient vu le jour dans cette zone dans les années 1990, ces districts sont caractéristiques d'une caféiculture « traditionnelle », où la majorité des producteurs n'applique aucun type de technologie (Allier, 2011). Certains acteurs les appellent des « cueilleurs ».

3.2. Deux organisations de producteurs Bio/équitable

Ces conditions d'adversité ont incité des projets de coopération à se développer dans cette zone. Cette dernière comprend aujourd'hui deux OP certifiées par le commerce équitable : CECANOR et NORANDINO. Avant de les présenter, il est important de préciser comment elles s'organisent. Il existe une concordance entre les échelles géographiques et organisationnelles des OP (voir

Tableau 9). Le Pérou est administrativement découpé en quatre niveaux : départements, provinces, districts, et villages. Les OP sont organisées en trois niveaux : OP de 2nd niveau, OP de 1^{er} niveau, et comités. CECANOR et NORANDINO sont des OP de 2nd niveau, dont le champ d'action est interdépartemental. Elles sont composées d'OP dites de premier niveau (coopératives ou associations), se situant souvent à l'échelle d'un district. Puis, chacune des organisations de premier niveau est organisée en comités de producteurs à l'échelle des villages.

Tableau 9: Concordance entre les échelles géographiques et organisationnelles des OP (source : auteur)

Exemple	Echelle géographique	Echelle organisationnelle	Exemple
<i>Piura, Lambayeque, Amazonie, Cajamarca</i>	Interdépartementale	OP de second niveau	<i>NORANDINO</i>
<i>Lambayeque</i>	Département	/	/
<i>Salas</i>	District	OP de premier niveau	<i>Unicafeco</i>
<i>Penachi</i>	Village	Comité	<i>Penachi</i>

Les OP enquêtées suivent un modèle d'organisation classique au Pérou. Elles sont organisées en une assemblée générale, un comité directeur (chargé d'établir les plans de travail, les convocations aux assemblées, la représentation à l'extérieur), un comité d'éducation (plan de formation technique, plan de contrôle interne et de sanctions pour les normes de commerce équitable et d'agriculture biologique etc.) et un comité de vigilance (réviser les accords pris, les entrées/sorties de l'organisation, surveiller les comptes de l'équipe salariée et du comité directeur). Ces différents comités sont composés de producteurs, tandis que la gérance ou les départements techniques sont composés de salariés. L'assemblée générale est le premier organe décisionnel. Etant donné le nombre élevé de membres des OP de second niveau, un producteur délégué (« *delegado* ») représente plusieurs producteurs membres aux élections de l'OP de second niveau. En revanche, tous participent à l'assemblée générale des OP de 1^{er} niveau.

3.2.1. L'alliance ONG/entreprise/OP : CICAP/PROASSA/CECANOR

En 1993, l'ONG Cicap « *Centro de Investigación Capacitación Asesoría y Promoción* » a mis en œuvre un projet de coopération dans cette zone. Cette ONG travaillait déjà dans les régions caféicultrices de la sierra Nord Péruvienne depuis l'année 1981. Au démarrage, cette ONG a mené un appui technico-commercial qui avait pour but d'accroître la production de café et d'aider à la commercialisation sur le marché extérieur, dans des zones de pauvreté. Ce projet portait notamment sur l'agriculture biologique et les processus organisationnels. Il a abouti à la création d'une organisation de producteurs (OP) de premier niveau en 1996, certifiée Bio. Cette OP s'est associée à plusieurs autres OP déjà créées sous l'impulsion de CICAP dans d'autres départements péruviens. Ensemble, ils ont créé une OP de 2nd niveau, nommée CECANOR (« *Central de Cafetaleros del Nororiente* »).

CECANOR a un statut d'association et ne comprend que des producteurs de café. Elle est certifiée par les standards de commerce équitable depuis l'année 2000. Aujourd'hui, elle comprend plus de 3000 caféiculteurs répartis en 6 organisations de premier niveau. Deux organisations de 1^{er} niveau sont localisées dans le département de Lambayeque, soit un total de 743 producteurs et productrices. Ces deux associations s'appellent Aspape (dans le district de Salas) et Asproagro (dans le district de Canaris). Les quatre autres sont localisées dans la selva. Ces producteurs ont exporté 53 containers en 2015.

CECANOR travaille en alliance avec deux acteurs : un acteur économique pour la partie commerciale (Proassa), et un acteur de développement pour les projets (Cicap). Proassa est une entreprise exportatrice de café. CECANOR est actionnaire de l'entreprise Proassa, tout comme les employés de CECANOR, les employés de Proassa, certaines organisations de 1^{er} niveau, et certains producteurs *leaders*. Proassa est chargée de la commercialisation à l'exportation. L'OP CECANOR et Proassa sont basés dans les mêmes bureaux dans la ville de Chiclayo, 4^{ème} ville du Pérou située sur la côte Nord. Les gérants de Proassa sont en réalité d'anciens ingénieurs de l'ONG Cicap qui a impulsé la création de l'OP. Au démarrage, l'ONG Cicap était financée par une ONG allemande. Mais en 1995, Cicap a subi une perte conséquente de trésorerie due à une mauvaise gestion de la qualité et de l'exportation du café. Les financeurs ont alors laissé comme unique option à Cicap de créer une organisation

indépendante de l'ONG qui serait chargée de la commercialisation du café. La proposition fut alors d'aider les producteurs à former une coopérative qui gérerait la partie commerciale. Mais les producteurs, déçus de l'époque de la réforme agraire et des échecs qui ont impacté les coopératives de l'époque, ont refusé cette option. C'est ainsi qu'a été créé l'entreprise Proassa⁴⁷, en appui à l'OP.

Aujourd'hui, CECANOR travaille toujours en alliance avec l'ONG Cicap qui a impulsé la création de ces OP. Elle mène des projets de développement en partenariat avec des ONG internationales et des financements de la coopération internationale. L'histoire de ces trois acteurs est donc intimement liée.

3.2.2. La coopérative NORANDINO

Le début des activités de la coopérative NORANDINO à Lambayeque sont liées à l'histoire de CECANOR. En 2008, certains producteurs de CECANOR localisés dans le district de Salas (active depuis les années 1995) ont décidé de quitter leur OP.

Ils se sont associés par la suite à d'autres producteurs individuels pour créer une nouvelle organisation de 1^{er} niveau : Unicafeco. Avec Unicafeco, ils ont rejoint une coopérative historique péruvienne nommée NORANDINO (préalablement nommée Cepicafé).

NORANDINO a été créée sous l'impulsion d'un projet de coopération dans le département limitrophe de Piura. Ce projet, mené par une ONG locale nommée Pidécacafé, offrait aux producteurs de la *sierra* de Piura un appui technique. Il a abouti à une première exportation de café en 1994 et à la formalisation de l'organisation en 1995. En 2005, NORANDINO est passé d'un statut d'association à celui de coopérative agraire, de second niveau. Cette coopérative comprend 7000 producteurs de café, cacao et canne à sucre. 3000 d'entre eux se dédient à la culture du café et sont répartis en 30 organisations de premier niveau, localisées dans plusieurs districts de la *sierra* de Piura (16 organisations), de Cajamarca, de Lambayeque et dans les zones amazoniennes. C'est en 1997 que NORANDINO a obtenu les certifications *Fairtrade International* et Biologique. Cette coopérative est leader au Pérou. Elle a exporté 149 containers de café en 2015. Le siège est basé dans la ville de Piura, située sur la côte Nord, proche de la frontière avec l'Equateur. La ville de Piura a un port commercial duquel est exporté la plupart du café produit dans la moitié nord du pays.

Dans le département de Lambayeque, il y a une seule organisation de premier niveau : Unicafeco. Unicafeco est composée de 98 membres.

Des données ont aussi été collectées dans le département limitrophe de Piura. Ce département est très investi par la coopérative NORANDINO qui a été fondée par des producteurs du district de Canchaque de Piura. Afin d'avoir un aperçu de la genèse de cette coopérative et de diversifier nos zones d'étude, nous avons collecté des données qualitatives dans ce district. Il est caractérisé par une altitude plus basse que les districts de Lambayeque

⁴⁷ L'association CECANOR, Cicap, deux associations de 1^{er} niveau et les travailleurs de Cicap ont été les premiers propriétaires des parts sociales.

(900-1000 m) et par un niveau de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire qualifié de « moyen » selon la cartographie fournie par le ministère (voir Annexe 6).

Les travaux agricoles et organisationnels menés dans la *sierra* de Lambayeque et dans celle de Piura par ces deux organisations ont été très importants. Notons qu'au Pérou les OP sont très disparates, tant du point de vue juridique, organisationnel ou des stratégies politiques. Chaque organisation a sa dynamique interne, nourrie par son histoire et sa localisation. Il convient alors de ne pas généraliser leurs caractéristiques.

Actuellement, l'organisation interne des deux OP montre une relative hétérogénéité en termes juridiques, techniques, ou d'orientation commerciale (Tableau 10). Les OP de premier niveau retenues pour cette recherche ont été sélectionnées avec l'aide du personnel des OP. Nous présenterons en détail ces choix dans le chapitre suivant sur la méthodologie.

Tableau 10: Comparaison NORANDINO-CECANOR sur le statut, la diversification des activités, le capital physique et humain (source: auteur)

NORANDINO	CECANOR
Coopérative de 2 nd niveau ou « centrale »	Association de 2 nd niveau ou « centrale »
Diversification : café, cacao, canne à sucre, marmelade	Spécialisation : café
Infrastructures productives : usines de transformation pour le café, cacao, emballage de sucre de canne, marmelade Bureaux à Piura	Location d'une usine de transformation du café Bureaux à Chiclayo
17 techniciens agronomes + 23 employés permanents à Piura	3 techniciens agronomes + 3 permanents + 1 employé temporaire à Chiclayo

Conclusion du chapitre 4

Ce chapitre 4 présente le cas d'étude de cette thèse : les communautés caféicultrices certifiées par le commerce équitable dans les Andes au Nord-Ouest du Pérou. Les filières café sont particulièrement pertinentes pour traiter cette question car elles sont les premières à faire l'objet de régulations privées avec des standards de durabilité et de commerce équitable.

Les ménages caféiculteurs péruviens participent au marché d'exportation agricole le plus important du pays et le Pérou occupe une place centrale dans le secteur du commerce équitable à l'échelle globale. Ils vivent dans des zones de forte vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et aux taux de pauvreté élevés, dans la *sierra* ou la *selva* rurale. Ils reçoivent des soutiens d'Etat pour la sécurité alimentaire dont les conditionnalités excluent en pratique certains ménages.

Comme souligné par Zavaleta et al. (2017), le manque de connaissances sur les mécanismes d'adaptation mis en œuvre face à l'insécurité alimentaire notamment parmi les communautés rurales isolées limite la capacité à lutter contre les inégalités persistantes en matière de sécurité alimentaire. Ces éléments de contexte justifient le choix d'étudier plus finement les pratiques spontanées mises en œuvre par les communautés caféicultrices péruviennes pour sécuriser leur accès à l'alimentation.

Une meilleure compréhension des pratiques de sécurisation alimentaire spontanées et les corrélations entre ces activités et la sécurité alimentaire est nécessaire pour comprendre dans un deuxième temps comment les standards de commerce équitable peuvent apporter une contribution spécifique à cet enjeu.

Cette thèse propose une étude empirique dans deux districts de la *sierra* du Nord-ouest du Pérou, tous deux qualifiés de très vulnérables à l'insécurité alimentaire selon le gouvernement péruvien. Le chapitre suivant (chapitre 5) explicite l'approche de la recherche et précise le matériel empirique utilisé pour les analyses.

CHAPITRE 5

METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE : DEMARCHE DE L'ENQUETE ET COLLECTE DES DONNEES

Introduction de chapitre

Ce chapitre vise d'abord à expliciter la démarche de l'enquête (section 1). Evaluer les effets d'un programme de développement requiert de mener une réflexion sur les différentes formes d'évaluation, ce qu'elles impliquent en termes de construction de données, mais aussi leurs portées et leurs limites. Cette recherche adopte une approche mixte qualitative et quantitative. Les deux approches ont pour vocation de garder leur spécificité. Cependant, les résultats qu'elles produisent sont confrontés pour renforcer l'analyse. Le matériel empirique utilisé dans ce travail de thèse est ensuite présenté selon trois niveaux : (i) les données qualitatives à l'échelle nationale, (ii) les données qualitatives à l'échelle des OP et (iii) les données qualitatives et quantitatives à l'échelle des ménages agricoles et des producteurs (section 2).

1. Quelle démarche de recherche pour évaluer les changements induits par le commerce équitable ?

La démarche de recherche se distingue des « méthodes » ou des « techniques » de collectes de données. En effet, le format des données (quantitatives et qualitatives) et les techniques employées pour les construire ne suffisent pas à distinguer une démarche (ou approche) de recherche dite qualitative ou quantitative.

Chacune de ces démarches se réfère à un domaine d'intelligibilité distinct (Gondard-Delcroix, 2006). Si le chercheur souhaite appréhender la régularité d'un phénomène et mesurer des relations stables entre des entités, une démarche (ou approche) quantitative est favorisée. Au contraire, si l'objectif de la recherche est de comprendre la singularité du phénomène, les processus et les logiques qui sous-tendent les actions mises en place, une démarche qualitative est privilégiée.

Le choix est fait en fonction des questions de recherches. Une approche quantitative permet de répondre aux questions « combien » ou « dans quelle mesure »; tandis qu'une approche qualitative permet de comprendre « quoi/quel », « pourquoi » ou « comment ». Dans la perspective d'une évaluation des effets du commerce équitable, l'approche à privilégier est alors différente selon qu'on interroge « pourquoi les participants sont affectés par le commerce équitable ? » ou « dans quelle mesure sont-ils affectés en comparaison à d'autres ? ».

Ce travail de thèse propose une *évaluation* du commerce équitable à l'échelle des ménages agricoles. En économie du développement, il existe trois types de questions d'évaluation (Gertler et al., 2016) : (i) les questions descriptives cherchant à déterminer un

phénomène, décrire les processus, le point de vue des acteurs, les relations entre les organisations etc. , (ii) les questions normatives cherchant à valider ou infirmer une théorie, c'est-à-dire celles qui comparent ce qu'il se passe à ce qui devrait se passer, et (iii) les questions de cause à effets visant particulièrement à établir des relations stables entre une intervention et des résultats. Une évaluation d'impact vise précisément à répondre au troisième type de question. La section suivante s'intéresse à l'évolution des différentes approches de recherche permettant de mener une telle *évaluation*.

1.1. Evolution des évaluations d'impacts en économie du développement

La manière d'évaluer un programme de développement a évolué au fil des années (Nelson et Martin, 2017). Des approches qualitatives du type « cadres logiques » étaient de rigueur dans les années 1970-1980 pour estimer les risques et les effets de programmes de développement. Dans les années 1980-90, des outils d'évaluation qualitative ont été développés comme les évaluations rurales participatives (« *participatory rural appraisal* »). Dans le champ spécifique du commerce équitable, les années 1990 ont été marquées par de nombreuses études de cas approfondies sur la manière dont la certification se mettait en place et induisait des changements (Nelson et Martin, 2017).

Dans le cas des évaluations d'impacts des programmes de développement y compris du commerce équitable, les méthodes ont évolué, depuis les années 2000, vers la recherche de la « preuve » (« *evidence* ») et des mesures de causalités. Ces méthodes s'inscrivent dans une approche quantitative et ont connu un essor important.

Définir une relation causale revient à mesurer la part d'un changement de situation observé qui est causée directement et spécifiquement par le programme. Pour cela il faut se rapprocher d'une évaluation du programme « toutes choses égales par ailleurs ». L'idée est de l'isoler des autres causes possibles à l'aide de méthodes expérimentales ou quasi expérimentales. Il s'agit d'une comparaison de deux groupes choisis aléatoirement: un groupe d'individus participant à un programme de développement et un autre groupe dit « témoin », « contrôle », ou « contrefactuel ».

Les approches expérimentales en économie du développement, appelées aussi « randomisées », sont inspirées des essais cliniques. Le programme de développement est assigné aléatoirement afin d'évaluer son efficacité. Ces approches reposent sur de grands échantillons et sont particulièrement développées dans les travaux du J-PAL (« Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab »), menée et promues entre autres par Esther Duflo:

« Les politiques de lutte contre la pauvreté sont évaluées avec la rigueur des essais cliniques. Idées nouvelles et solutions anciennes sont évaluées sur le terrain, ce qui permet d'identifier les politiques efficaces et celles qui ne le sont pas », selon une citation d'Esther Duflo (Labrousse, 2010).

Elles se sont peu à peu imposées comme seules garantes d'une certaine crédibilité.

Certaines interventions, en particulier celles « basées sur le marché » comme le commerce équitable, ne peuvent être évaluées avec des méthodes expérimentales car l'attribution du

projet ne peut être aléatoire. Le commerce équitable est basé sur une participation volontaire à une OP et au marché équitable et les données *ex-ante* sont difficilement disponibles. Pour pallier à ce problème, des méthodes dites quasi-expérimentales sont utilisées et tentent de corriger *a posteriori* les biais pour approcher les situations randomisées. Les études dites quasi-expérimentales utilisent des données *ex-post* et comparent la situation réelle des bénéficiaires d'un programme à la situation de non-bénéficiaires qui ont des caractéristiques semblables (contrefactuel). Ces méthodes permettent de corriger les biais de sélection dits observables. Au contraire, les biais de sélection non observables sont difficilement traités avec ces méthodes.

Dans l'évaluation du commerce équitable, les méthodes quasi expérimentales s'imposent aussi comme seules garantes d'une rigueur statistique pour démontrer les impacts effectifs. A titre d'exemple, dans la revue de la littérature de Blackman et Rivera (2010) sur les impacts sociaux et environnementaux du commerce équitable, seules les études quasi-expérimentales sont jugées « crédibles » en opposition à d'autres études employant des approches qualitatives.

Or de même que les techniques randomisées, les études quasi-expérimentales présentent des limites de plusieurs ordres. Certains auteurs remettent en question ces méthodes pour leur manque de réplication et d'ancrage théorique (Labrousse, 2010), pour leurs coûts⁴⁸, ou encore pour leur manque d'adéquation vis-à-vis des problématiques de recherche auxquelles ces méthodes sont censées répondre (Nelson et Martin, 2017). Par ailleurs, ces techniques sont souvent déconnectées d'un processus de recherche participative. Elles n'impliquent pas les participants dans un processus de décision ou de réflexion sur leurs situations. Enfin, elles sont critiquées pour leur difficulté à traiter la question de l'hétérogénéité des effets et celle des raisons de l'impact.

Nous verrons dans la section suivante que cette thèse utilise une technique d'évaluation de l'impact quasi-expérimentale mais la combine à des outils d'analyse qualitatifs pour pallier certaines des limites évoquées.

1.2. Une démarche de recherche qualitative et quantitative en séquences

Cette thèse s'intéresse à l'évaluation du commerce équitable quant à sa contribution à la réduction de l'insécurité alimentaire. Différents processus provenant de la participation au commerce équitable sont évalués. De même, le cadrage théorique porte à la fois sur la mesure de la sécurité alimentaire à un temps donné mais aussi sur l'appréhension de la sécurisation alimentaire, qui s'envisage avec des données rétrospectives. Pour répondre à ces questions, cette thèse suit les recommandations de Nelson et Martin (2017). Elle construit une évaluation du commerce équitable alliant approches qualitatives et quantitatives cherchant à dépasser les oppositions de posture méthodologique. Elle utilise une approche quasi-expérimentale et la positionne dans une démarche articulant analyses qualitatives et analyses quantitatives. Cela tente de concilier d'une part une certaine rigueur statistique

⁴⁸ Les études randomisées sont encore davantage critiquées pour leurs coûts.

(« *prove* ») et des préoccupations d'utilité des évaluations dans une perspective d'amélioration des dispositifs (« *improve* ») (Quentin et Guérin, 2013; Nelson et Martin, 2017).

Notons que l'usage du terme « qualitatif » peut porter à confusion en particulier lorsqu'il s'agit de venir compléter une analyse quantitative. Il peut répondre à plusieurs objectifs : (i) contextualiser une enquête et élaborer un questionnaire en accord avec une réalité locale ; (ii) élaborer des hypothèses novatrices et identifier des phénomènes imprévus ; (iii) comprendre les interactions entre composantes et les raisons d'un effet mesuré statistiquement ; ou (iv) produire de la connaissance à part entière et comprendre un phénomène dans sa globalité ou des dynamiques (Quentin et Guérin, 2013).

Nous utilisons une approche qualitative dans ces quatre perspectives. Le travail s'inscrit d'une part dans les trois premières perspectives pour les questions de recherche 1 et 2 (élaborer une enquête contextualisée, formuler des hypothèses contextualisées et interpréter les raisons des effets), et d'autre part dans la quatrième perspective pour expliquer un processus à part entière (QR3).

L'approche empirique de cette thèse est organisée en trois séquences, correspondant à trois temps distincts de recueil de données.

La première étape a pris la forme d'un travail de terrain qualitatif et exploratoire (2 mois et demi). Cette étape, réalisée entre juin et août 2015, avait plusieurs vocations. Elle a permis d'abord à une familiarisation avec le terrain et le sujet. Elle a permis de comprendre les phénomènes locaux, les spécificités des terrains d'études, les perceptions et les actions spontanées des acteurs. Nous avons pu également préciser certains concepts et les adapter à la réalité du terrain. Par exemple, nous avons identifié ce qu'est un « ménage » dans le contexte péruvien. Les catégories ou les unités qui font sens pour les acteurs concernés ont été identifiées, dans le but notamment d'adapter le questionnaire au contexte local. Cette étape a aussi permis de construire notre recherche et d'identifier des hypothèses contextualisées. En effet, les hypothèses construites pour ce travail de recherche reposent à la fois sur la littérature empirique existante (chapitre 2), sur les cadres conceptuels (chapitre 3), et sur les observations et les entretiens qualitatifs exploratoires qui ont été menés durant cette phase exploratoire. Cette phase répond aux objectifs d'une approche qualitative entendue sous ses formes (i) et (ii) présentées précédemment.

A la suite de cette première étape, il est apparu clairement que chaque question de recherche, distincte, nécessite sa propre approche empirique et ses propres données. Selon Nelson et Martin (2017), l'adéquation des « questions de recherche » aux « approches de recherche », en lien avec les spécificités du programme évalué et avec les spécificités locales, détermine la rigueur d'une étude :

« Rigour is about matching evaluation questions to impacts design in the light of the specific attributes of the programme being studied and organizational ethos. It should not be conflated only with experimental and quasi-experimental ethos ».

Chacune des questions de recherche est donc traitée séparément dans la thèse et la méthodologie de construction des données est choisie pour y répondre au spécifiquement.

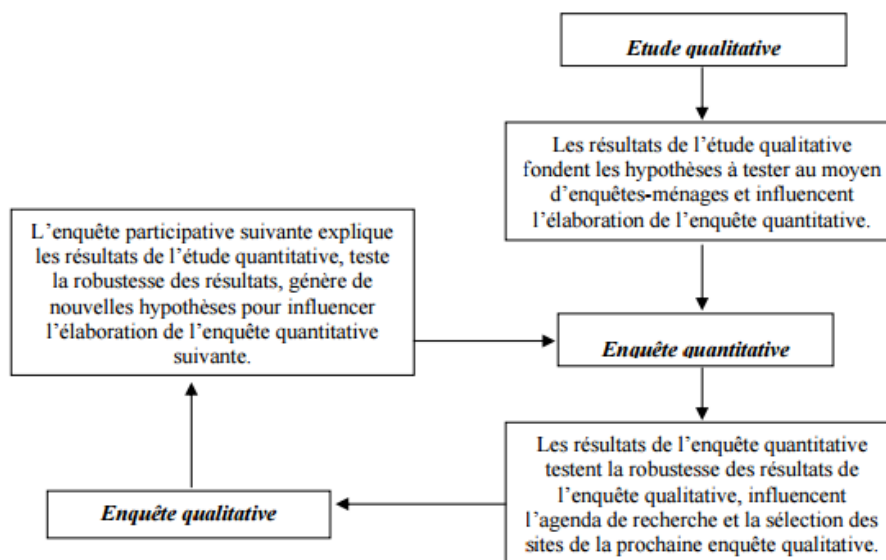
La première question de recherche qui porte sur les causes et les réponses apportées spontanément à l'insécurité alimentaire, et sur l'hétérogénéité des producteurs, est traitée conjointement par une approche quantitative et une approche qualitative (ou « *mixed method* ») (Gertler et al., 2016). L'approche quantitative prend la forme d'une analyse statistique qui vient appuyer l'analyse qualitative des pratiques spontanées de sécurisation alimentaire mises en place par les ménages agricoles *ex ante* et *ex post*. Les données qualitatives utilisées sont issues des données qualitatives collectées lors des trois phases de terrain. L'analyse statistique permet aussi de mesurer des corrélations entre variables de sécurisation alimentaire en construisant une typologie. Cette dernière est confrontée aux variables de localisation, de capitaux et aux résultats de sécurité alimentaire afin d'identifier des corrélations.

La deuxième question de recherche qui porte sur l'impact du commerce équitable sur la sécurité alimentaire à travers les prix et les revenus de la culture de rente certifiée est elle aussi traitée conjointement par une approche quantitative et qualitative. Le cycle de recherche théorique présenté dans la Figure 19 caractérise le séquençage utilisé pour cette question de recherche (Gondard-Delcroix, 2006). Dans cette séquence, l'étude qualitative en amont d'une étude quantitative définit les variables et détermine les hypothèses pertinentes et contextualisées à tester (objectifs (i) et (ii) des approches qualitatives). Dans un deuxième temps, l'étude quantitative permet d'infirmer ou confirmer les hypothèses de recherche d'un point de vue statistique et de mesurer les relations. Enfin, un retour aux approches qualitatives permet d'interpréter les résultats et de les confronter à la réalité perçue par les individus (Gondard-Delcroix, 2006). Les données qualitatives et quantitatives sont donc collectées séparément, mais la problématisation, les analyses et la présentation des résultats les mobilisent conjointement.

Dans notre étude, l'approche quantitative prend la forme d'une comparaison de ménages certifiés par le commerce équitable (producteurs membres de CECANOR et NORANDINO), à des ménages qui ne le sont pas (contrefactuels, producteurs membres de l'association *Mamahuaca* (plus de détails dans la section 2)). L'objectif est de mesurer une relation causale entre la certification équitable et plusieurs variables de résultats. Le choix des ménages contrefactuel s'est porté vers des ménages membres d'une OP non certifiée par le commerce équitable plutôt que vers des producteurs individuels pour limiter les biais de sélection. Les producteurs individuels sont probablement très différents des producteurs organisés (Nelson et al., 2016).

Il convient de préciser ici que nous avons envisagé de tester quantitativement l'effet de la « durée de participation au commerce équitable » à partir de données quantitatives collectées auprès de caféiculteurs certifiés depuis des dates plus ou moins lointaines (entre 1 année et 10 ans). Toutefois les données collectées n'ont pas permis de mettre en œuvre ces analyses.

Figure 19: Séquençage d'enquêtes qualitatives et quantitatives (Gondard-Delcroix, 2006)



Les approches quantitatives comme celles que nous déployons ici, ne permettent pas de comprendre comment ni pourquoi les résultats sont atteints:

« it is also the case that quasi-experimental studies which are not nested within a mixed methods and theory-based approach cannot explain very well HOW and WHY outcomes and impacts have been achieved » (Nelson et Martin, 2017).

Au contraire, la comparaison des ménages trouve tout son sens lorsqu'elle est inscrite dans une approche mixte (Nelson et Martin, 2017), où l'approche qualitative fournit des informations et des perspectives complémentaires (Gertler et al., 2016). Nous utilisons une approche qualitative pour interpréter et expliquer les résultats : *« In the analysis stage, evaluators can apply qualitative methods to provide context and explanations for the quantitative results, to explore « outlier » cases of success or failure »* (Gertler et al., 2016). Il s'agit de la troisième forme d'utilisation de l'approche qualitative présentée précédemment : (iii) comprendre les interactions entre composantes et les raisons d'un effet mesuré statistiquement. Par ailleurs, l'approche qualitative vient améliorer la participation des acteurs concernés dans le processus de recherche, et améliore la compréhension de la situation locale (Nelson et Martin, 2017).

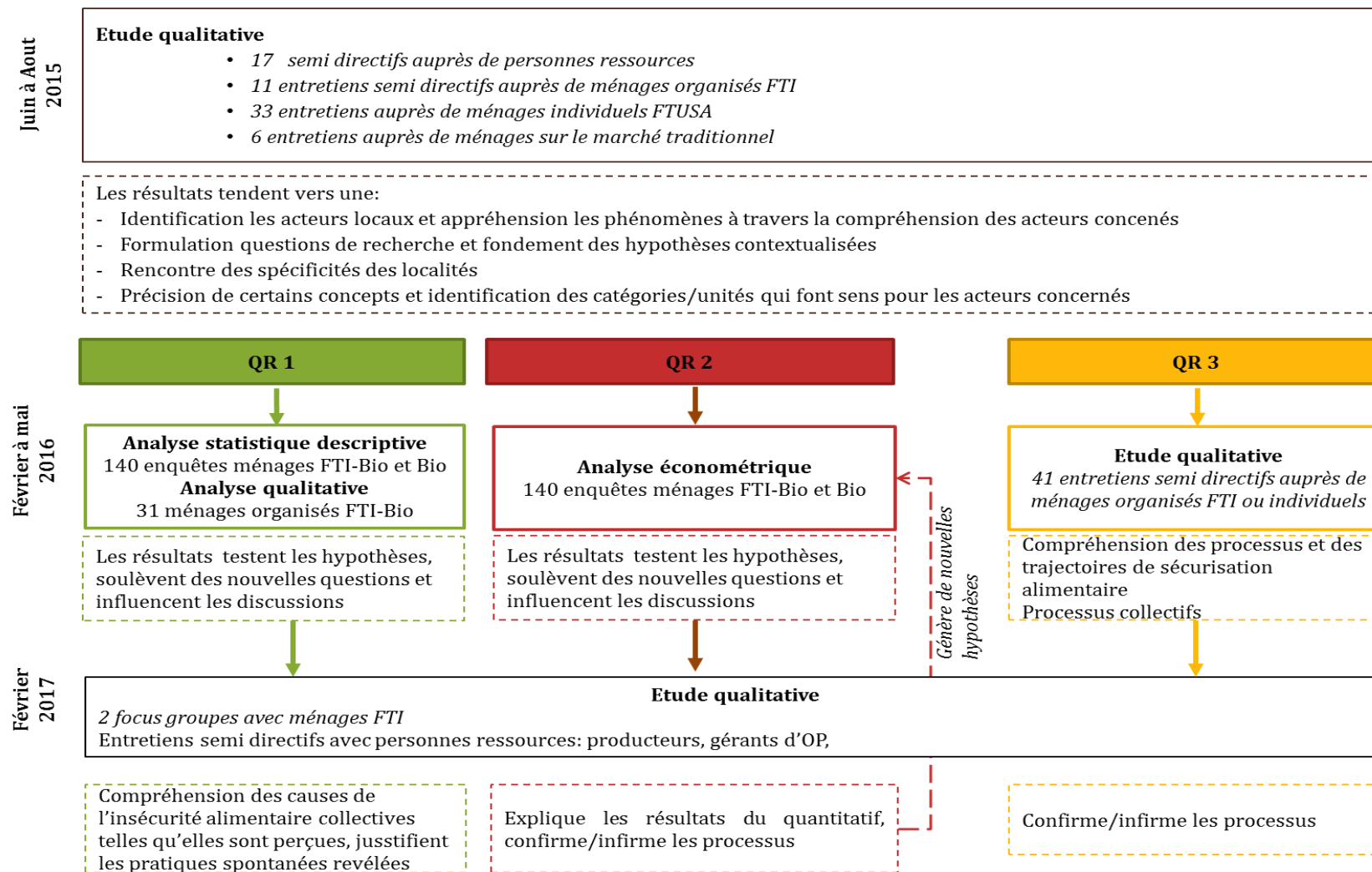
La troisième et dernière question de recherche ne vise ni à mesurer la sécurité alimentaire des ménages ni à mesurer *si ou dans quelle mesure* les OP certifiées équitables ont influencé ces résultats. Au contraire, la question *« comment »* vise à comprendre les processus/mécanismes à l'œuvre entre les OP soumises aux règles du commerce équitable, et l'*empowerment* des producteurs et des ménages, notamment en lien avec leur sécurisation alimentaire. Nous mobilisons alors une approche qualitative pour l'analyse des processus de renforcement de l'« espace de capacités » à travers l'exercice de l'agencéité collective. La construction de ces données est réalisée dans la seconde séquence en parallèle de l'évaluation d'impact quantitative. Un retour aux données qualitatives lors d'une troisième séquence nous permet d'interpréter nos analyses. Il s'agit ici d'une approche qualitative dans

son sens (iv) de production de connaissances à part entière afin de comprendre des processus et des dynamiques.

La chronologie du travail de terrain suppose un travail itératif. Associées à chaque question de recherche, les analyses ont donné lieu à la construction de questionnaires d'enquêtes et de réalisation d'entretiens qualitatifs semi-directifs permettant de confronter et d'interpréter les résultats. Les modes de collecte de données sont explicités dans la section suivante, mais la Figure 20 illustre le séquençage de la recherche pour chacune des questions de recherche.

Figure 20: Séquençage de la recherche (source : auteur)

Comment le commerce équitable contribue-t-il à la sécurité alimentaire des ménages agricoles participants, et aux moyens pour y parvenir?



2. Construction des données

Le cœur de notre travail se concentre à l'échelle des ménages. Toutefois, des entretiens ont été réalisés à des échelles plus larges pour apprécier le contexte institutionnel et pour alimenter l'analyse. Dans cette section, sont d'abord présentés les entretiens qualitatifs auprès des acteurs clés du secteur café au Pérou, puis les données à l'échelle des OP et enfin le matériel empirique à l'échelle des ménages et des caféiculteurs. L'ensemble du matériel empirique utilisée dans ce travail est résumé dans le Tableau 14 à la fin de ce chapitre.

2.1. Entretiens semi directifs avec des acteurs clés : échelle nationale ou régionale

Dans un premier volet empirique à l'échelle nationale ou régionale, des entretiens semi-directifs ont été élaborés et menés auprès d'acteurs impliqués dans le secteur d'exportation du café péruvien ou engagés dans l'accompagnement des caféiculteurs.

Les membres de fédérations nationales du secteur du café, techniciens agronomes d'ONG ou associations, acteurs représentant le secteur du commerce équitable péruvien, et enfin, gérants d'OP ont été les principales sources d'information.

Au total, nous avons conduit 22 entretiens d'une durée allant de 1 à 3 heures entre 2015 et 2017, mais la majorité a été réalisée lors du premier travail exploratoire de 2015.

Le premier objectif était de comprendre les dynamiques passées et actuelles du commerce équitable dans la caféiculture péruvienne ainsi que d'appréhender les enjeux locaux et nationaux quant à l'émergence de nouvelles formes de commerce équitable (dispositif Fair Trade USA ouvert aux producteurs indépendants).

Le second objectif visait à comprendre les enjeux de sécurité alimentaire dans les zones d'études choisies et de recueillir les points de vue des acteurs quant aux contributions potentielles de la caféiculture dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Le tableau ci-dessous (Tableau 11) présente un résumé des entretiens réalisés, et l'annexe 7 présente plus précisément leurs organisations et les dates d'entretiens.

Tableau 11: Résumé des entretiens institutionnels réalisés

		Nombre d'entretiens
Institutionnels	Fédérations Nationales (secteur café)	3
	ONG et associations	4
	Secteur du commerce équitable péruvien (CLAC, coordination CE)	3
	3 Gérants de coopératives/associations de producteurs	7
	Autres (agence gouvernementale, centres de santé, broker)	5
Total		22

2.2. Entretiens semi directifs avec des acteurs clés des OP NORANDINO et CECANOR: échelle de l'action collective

Un second volet empirique consistait, à l'échelle de l'action collective, à comprendre le fonctionnement des deux OP certifiées Agriculture Biologique et FTI étudiées : NORANDINO et CECANOR. Ce sont des organisations de second niveau, auxquelles appartiennent des organisations de premier niveau, puis des comités à l'échelle des villages desquels font partie des membres individuels.

Dans le département de Lambayeque, CECANOR est composée de deux OP de 1^{er} niveau : *AsproAgro* dans le district de Canaris, et *Aspape* dans le district de Salas. NORANDINO est composée d'une OP de 1^{er} niveau dans le district de Salas, *Unicafeco*.

Afin d'appréhender la diversité et la complexité des échelles d'organisation, nous avons collecté des informations auprès de chacun de ces niveaux. Les dynamiques organisationnelles ont été étudiées à partir de :

- 6 entretiens semi-directifs menés auprès de trois gérants de NORANDINO et CECANOR (échelle OP de 2nd niveau : 2015, 2016 et 2017)
- 10 entretiens d'employés des OP (échelle OP de 2nd niveau : 2016 et 2017)
- 10 entretiens de producteurs leaders des OP en question (échelle OP de 1^{er} niveau et comités : 2016 et 2017).

Le Tableau 12 les différentes personnes rencontrées en fonction de l'OP dans laquelle ils sont impliqués (NORANDINO/CECANOR) et le niveau de l'OP (OP de 2nd niveau, 1^{er} niveau, ou comité). Les guides d'entretien sont disponibles aux annexes 11 et 12.

Tableau 12: Récapitulatif des entretiens réalisés à l'échelle des OP et comités (source: auteur)

	Département de Piura	Département de Lambayeque			
	NORANDINO		CECANOR		
OP 2nd niveau	Gérant de NORANDINO ^{a, b} 6 employés ^b : gérant de la coopérative de crédit, responsables partenariats/projets, équipe technique, commercialisation, certification, approvisionnement		Gérante Proassa ^{a, b, c} , gérant CECANOR ^a Président CECANOR ^b , Producteur membre du conseil de vigilance CECANOR ^b , Directrice de Cicap ^b		
OP de 1 ^{er} niveau	RANCHOS District: Canchaque	UNICAFECO Salas	ASPAPÉ District: Salas	ASPROAGRO Canaris	GROUPE FTUSA Canaris/Pulana
	Technicien ^b	Président ^b Secrétaire ^b Technicien ^{b, c} Membre fondateur ^b	Ancien président ^b	Ancien président ^b Technicien ^b Infirmière Café femenino ^a	2 Présidents ^a Technicienne ^a
Comité (village)	Sapse	Penachi	Penachi	Corral de Piedra	Huacapampa et Pulan
	Président du comité ^b Membre fondateur ^b	Président du comité ^b	Présidente du comité ^{b, c}	**Président ^b	

^a Entre juin et août 2015, ^b Entre février et mai 2016, ^c Février 2017

2.3. Entretiens directs, semi directs et focus groupes : échelles des ménages

Le troisième et principal volet empirique s'est concentré à l'échelle des ménages. Nous avons mobilisé une démarche double combinant une collecte de données à la fois quantitatives et qualitatives auprès de ménages caféiculteurs. Ces données ont été collectées aux trois phases de la séquence de recherche : terrain exploratoire, terrain principal, et terrain de restitution/discussion.

2.3.1. Travail exploratoire en 2015

Ce volet a été initié par un travail exploratoire entre les mois de juin et d'août 2015. Il a constitué une phase d'observation et de compréhension des enjeux locaux. L'observation a porté sur le zonage du paysage, la compréhension des conditions agro-climatiques, matérielles et organisationnelles dans lesquelles vivent les ménages caféiculteurs. Les activités agricoles et non-agricoles ont été appréhendées à partir d'observations et d'entretiens semi directs avec des producteurs et des techniciens agricoles. Des calendriers culturels et le fonctionnement technico-économique des ménages caféiculteurs ont été détaillés. Ils seront présentés dans le chapitre 6. Enfin, les préoccupations quotidiennes, notamment face au risque d'insécurité alimentaire, ont été discutées.

Au total, 11 ménages appartenant à une OP certifiée par l'agriculture biologique et par FTI, 33 ménages dits indépendants participant au programme pilote de Fair Trade USA en contrat avec l'entreprise exportatrice Proassa, ainsi que 6 ménages ne participant pas à ces démarches ont été rencontrés. Les guides d'entretien utilisés pour ce travail exploratoire figurent en annexe 8.

Au-delà des entretiens semi-directifs, l'observation de pratiques, les discussions informelles, l'observation de réunions ou le partage de repas ont alimenté la recherche.

2.3.2. Collecte de données quantitatives en 2016

L'enquête quantitative a été menée dans la *sierra* de Lambayeque entre les mois de février et mai 2016.

Nous nous concentrons sur deux OP de 1^{er} niveau certifiées Bio-FTI du district de Salas : *Unicafeco* de NORANDINO, et *Aspape* de CECANOR (voir Tableau 13). Le nombre total de membres est plus élevé chez CECANOR que chez NORANDINO car CECANOR existe depuis plus longtemps dans cette zone et elle met en place un programme spécialement dédiée aux femmes productrices ce qui a incité leur participation. Nous avons enquêté 75 participants à NORANDINO (*Unicafeco*) ou CECANOR (*Aspape*).

Tableau 13: Présentation des deux OP sélectionnées pour les enquêtes quantitatives

Nom de l'OP de 2 nd niveau	NORANDINO	CECANOR
Nom de l'OP de 1 ^{er} niveau	Unicafeco	Aspape
Localisées dans le district	Salas	Salas
Nom du département	Lambayeque	Lambayeque
Nombre total de producteurs membres (en 2015)	98 membres répartis en 7 comités	231 membres répartis en 11 comités

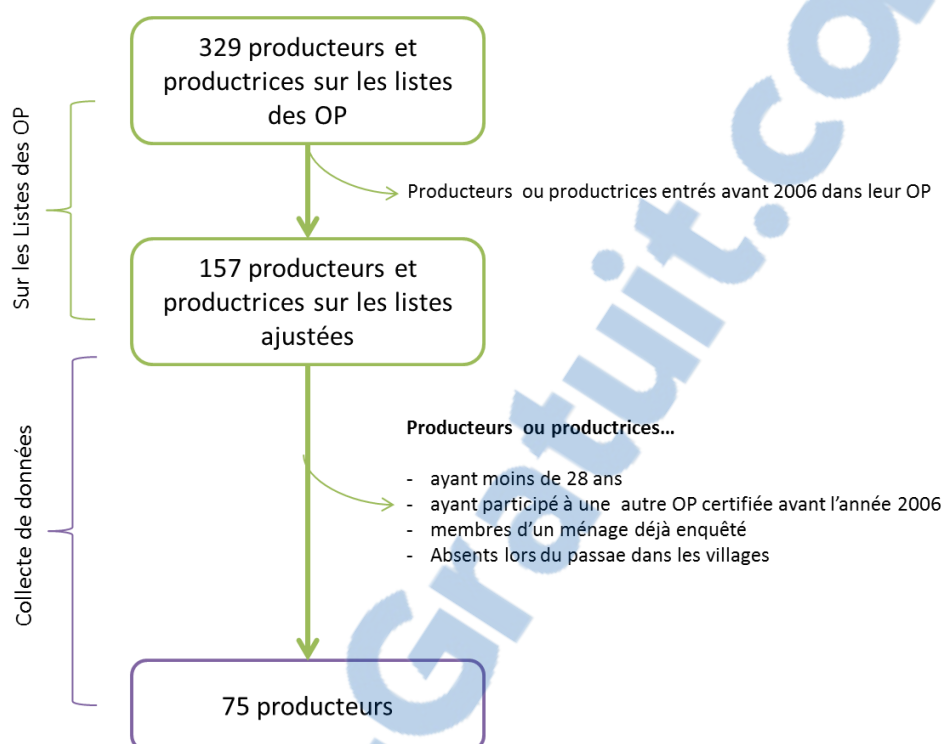
L'année 2006 a été choisie comme année de référence car elle correspond à l'élection d'Alan Garcia à la présidence du pays pour la seconde fois, date dont les producteurs et productrices enquêtés se souvenaient facilement. Le choix de cette date a permis de limiter les biais de mémoire, mais nous avons exclu des listes officielles les membres de CECANOR devenus membres avant l'année 2006 afin que l'information collectée en 2006 corresponde à une période pré-certification. En particulier, nous n'avons pas pu collecter de données quantitatives auprès des producteurs de Asproagro (CECANOR) dans le district de Canaris, car la grande majorité des producteurs et productrices sont devenus membres de CECANOR avant 2006. Cette contrainte méthodologique nous a conduits à nous concentrer sur les producteurs de *Unicafeco* de NORANDINO, et d'*Aspape* de CECANOR.

La liste « réduite » des producteurs devenus membres des OP NORANDINO et CECANOR après 2006 est composée de 157 producteurs et productrices. À partir de cette liste réduite, nous avons enquêté tous les membres (échantillonnage systématique) présents au moment de la collecte de données qui satisfaisaient les conditions suivantes :

- Le chef de ménage devait avoir au moins 28 ans car nous souhaitons qu'ils aient atteint la majorité en 2006, date de référence.
- Les producteurs et productrices membres ne devaient pas avoir participé à une autre OP entre 1995 et 2006. En effet, certains producteurs de *Unicafeco* (NORANDINO) ont intégré cette OP en 2010, mais étaient préalablement membres d'*Aspape* (CECANOR) entre 1995 et 2008. Nous avons exclus ces ménages des listes car ils ont participé au marché équitable avant la date de référence de 2006. Ces ménages agricoles ont été enquêtés à partir d'entretiens semi-directifs qualitatifs (voir section 2.3.3).
- Dans le cas où plusieurs membres du ménage participaient à l'OP, une seule personne a été enquêtée. Cette situation a été particulièrement rencontrée chez les ménages membres de *Aspape*, CECANOR, car un programme mené par l'OP est dédié aux femmes et les incite à devenir membres à part entière de l'OP (en plus de leurs conjoints).

En définitive, nous avons finalement enquêté 75 personnes des listes (voir Figure 21).

Figure 21: Démarche d'échantillonnage pour les enquêtes quantitatives de ménages agricoles certifiés par le commerce équitable



Nous avons aussi enquêté 65 ménages agricoles appartenant à une association certifiée Bio, mais non commerce équitable : l'association *Mamahuaca*. L'association Mamahuaca s'étend sur les deux districts de Salas et de Canaris. C'est sous l'impulsion d'une grande entreprise exportatrice de café que l'association a été créée. La vente se réalise au travers de l'entreprise exportatrice, 10^{ème} entreprise exportatrice en 2016 à l'échelle du Pérou. N'ayant pas eu accès aux listes de producteurs, nous les avons reconstruites avec l'aide des producteurs *leaders* de chaque village. Ces producteurs sont localisés dans les mêmes villages que les producteurs certifiés équitables, ainsi que dans 1 village supplémentaire de Salas et 4 autres villages du district voisin de Canaris (mêmes conditions d'accessibilité et agro-climatiques). Tous les producteurs de *Mamahuaca* présents au moment du passage ont été enquêtés lorsqu'ils satisfaisaient les mêmes conditions que précédemment : avoir au moins 28 ans, ne pas avoir participé à une OP entre 1995 et 2006. De plus, si plusieurs membres du ménage participaient à l'OP, une seule personne a été enquêtée.

Nous avons construit un questionnaire fermé mené auprès de 140 ménages en période de soudure (avril 2016). Le questionnaire est divisé en 12 parties⁴⁹.

⁴⁹ Thématiques : localisation géographique, identification, composition familiale, participation à une organisation de producteurs et certifications, sécurité alimentaire à l'échelle du ménage, production et commercialisation du café, coûts de production annuels du café (main d'œuvre et intrants uniquement), autres activités agricoles, résumé des revenus sur l'année 2015, achats et ventes de terrains, accès au crédit, programmes sociaux.

Nous avons introduit les éléments pouvant aider à la compréhension du phénomène d'insécurité alimentaire saisonnière, tout en respectant une taille de questionnaire raisonnable (entre 40 minutes et une heure). Les questionnaires ont été déployés par une équipe de 5 enquêteurs âgés de 18 à 35 ans, pour la plupart agronomes et/ou fils de caféiculteurs membres d'une des deux OP avec qui nous avons collaboré dans ce travail.

Le questionnaire (voir Annexe 9) a été ajusté après un premier test auprès de producteurs de café non sélectionnés dans l'échantillon final et une formation a été réalisée pour que les enquêteurs s'approprient le questionnaire. Le questionnaire a été renseigné sur version papier par les enquêteurs puis saisi par moi-même sur un masque de saisie réalisé sur le logiciel Sphinx. Etant donné que certaines questions comprenaient une période de rappel allant de 24 h à 12 mois, nous avons veillé à mener ce questionnaire sur un temps relativement court (10 jours au total) de manière à ce que le rappel concerne la même période pour chacun des ménages enquêtés et ainsi éviter des biais additionnels (Jones et al., 2013).

Chaque questionnaire a été rempli dans le milieu de vie des répondants (domicile, communautés rurales, ou local du comité de producteurs). Nous avons pris le temps d'expliquer aux enquêtés l'objectif de l'étude et leur droit de refuser d'y participer. Les questionnaires réalisés dans la journée étant vérifiés (complétude et cohérence) le soir même.

La période de l'enquête correspond à la saison des pluies. L'inaccessibilité de certains villages en cette saison nous a demandé une coordination importante et une programmation anticipée de notre visite dans chaque village. Cette coordination a été facilitée par les présidents des comités de chacun des villages. La carte des villages enquêtés est présentée en Annexe 10.

2.3.3. Collecte de données qualitatives

Alors que les données quantitatives concernent des producteurs membres de tous les comités des deux OP certifiées équitables NORANDINO ou CECANOR dans le district de Salas (département Lambayeque). Nous faisons le choix de nous concentrer plus précisément sur le cas de quatre comités de producteurs pour questionner les dynamiques collectives et ces interrelations avec les trajectoires des producteurs (QR3). Deux comités de producteurs de CECANOR et deux comités de NORANDINO ont été sélectionnés. Ces quatre comités sont localisés dans trois villages distincts, eux même situés dans trois districts distincts.

D'abord, nous avons choisi le village de *Penachi*, dans le district de Salas à Lambayeque où nous avons également collecté des données quantitatives. Nous y étudions le comité membre de *Unicafeco*-NORANDINO, et le comité membre d'*Aspape*-CECANOR. Ce choix permet d'approfondir le cas particulier des communautés de cette zone. En particulier, nous avons réalisé des entretiens avec plusieurs producteurs qui ont d'abord participé à CECANOR puis qui ont pris l'initiative de changer d'OP, créer Unicafeco et de s'inscrire à NORANDINO.

Ensuite, nous nous sommes intéressées à un village nommé *Corral de Piedra* dans le district de Canaris à Lambayeque, district limitrophe à Salas aux caractéristiques agro-climatiques proches et d'altitude similaire. Il a été choisi pour illustrer un comité historique d'*Asproagro-CECANOR* qui n'a pas pu faire l'objet de collecte de données quantitatives.

Enfin, nous avons choisi d'étudier une zone de plus basse altitude dans le département de Piura, où les taux de pauvreté et de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire sont plus faibles (voir l'annexe 6). Avec le support des techniciens de NORANDINO, nous avons choisi le village de *Sapse* localisé dans le district de Canchaque, département Piura. Les caféiculteurs localisés dans cette zone sont productifs et sont impliqués dans l'action collective de NORANDINO depuis le démarrage de l'organisation dans les années 1995.

La collecte de données a été réalisée sous la forme d'entretiens en face à face dans le milieu de vie des producteurs (domicile, place du village, ou local de l'organisation). Chaque entretien a duré entre 30 minutes et 2 heures.

41 caféiculteurs ont été enquêtés entre les mois de février et mai 2016. Parmi les 41 entretiens, 29 personnes sont actuellement membres de CECANOR ou NORANDINO, 6 personnes ne participent pas aux OP et 6 personnes sont d'anciens membres. Les ménages « non membres » des OP permettent d'illustrer une autre réalité, et de bénéficier d'un point de référence lors de l'analyse des trajectoires de moyens d'existence des ménages participant à l'organisation collective. Les producteurs se répartissent dans les 4 comités de producteurs, localisés dans les trois villages *Sapse*, *Corral de Piedra* et *Penachi*.

Les guides d'entretiens semi-directifs sont composés principalement de questions ouvertes et de quelques questions fermées (Annexe 13). Pour suivre les trajectoires de moyens d'existence, nous avons reconstruit *a posteriori* les parcours des producteurs. Ils ont donc été relevés de manière rétroactive en faisant appel à la mémoire et aux récits des enquêtés sur les 5 à 25 dernières années selon l'âge des personnes. Les motivations, les freins et les opportunités que les OP génèrent pour mettre en œuvre les principales activités du ménage, y compris celles liées à la sécurisation alimentaire, ont été relevées. Ces données constituent la base du matériel empirique permettant de répondre à la deuxième question de recherche. La manière d'analyser les données sera exposée au chapitre 9 avant de présenter les résultats de la QR3.

2.3.4. Ateliers de discussions en 2017

Pour finir, deux ateliers de discussion ont été réalisés avec 20 participants à NORANDINO (village de Penachi, Salas) et 15 participants à CECANOR (village de Kerguer, Salas) en 2017. J'ai animé ces ateliers, avec la présence d'un technicien de l'OP dans un cas sur deux. Ces ateliers avaient plusieurs objectifs.

- ∞ Le retour à une étude qualitative a permis de présenter les principaux résultats des études quantitatives, de les valider, de les discuter et de soulever de nouvelles questions et discussions. Les participants étaient invités à expliquer les résultats, surtout lorsque des contradictions étaient trouvées.

- ∞ Nous avons pu approfondir la question des causes de l'insécurité alimentaire saisonnière telles qu'elles sont perçues par les ménages. Des schémas décrivant les relations entre les causes directes et sous-jacentes ont été réalisés. Les ateliers nous ont permis de renforcer notre compréhension des spécificités locales et des évolutions vécues ces dernières années, tant agricoles, non agricoles que celles liées au territoire (contexte agro-climatique, productif, appui institutionnel, etc.).
- ∞ Les perceptions quant au rôle –expérimenté ou attendu- de l'OP et du commerce équitable dans la réduction de l'insécurité alimentaire ont été abordées.

Les ateliers alternaient entre des périodes de discussion collective et des phases de travail de groupe.

Conclusion du chapitre 5

Le chapitre 5 a présenté le matériel empirique utilisé dans ce travail de thèse et résumé dans le tableau ci-dessous (Tableau 14). Les données à la fois quantitatives et qualitatives (code couleur) concernent différentes échelles de collecte de données (OP de 2nd niveau, OP de 1^{er} niveau, villages) et différentes OP et zones d'étude.

La diversité de types de collectes de données est systématiquement liée aux questions de recherche. C'est dans la partie 3 de présentation des résultats que nous détaillerons les différents lots de données utilisés et les méthodes d'analyse spécifiques pour chaque question de recherche QR 1, QR 2, et QR 3.

Le chapitre suivant décrit le contexte local, et l'échantillon de données quantitatives.

Tableau 14: Synthèse des données collectées dans ce travail de thèse, en fonction des OP, des districts d'études et échelles d'analyse

OP de 2nd niveau	Département de Piura		Département de Lambayeque						
	NORANDINO		CECANOR						
	Gérant de NORANDINO ^{a, b} 6 employés ^b : gérant de la coopérative de crédit, responsables partenariats/projets, équipe technique, commercialisation, certification, approvisionnement		Gérante Proassa ^{a, b, c} , gérant CECANOR ^a Président CECANOR ^b , Producteur membre du conseil de vigilance CECANOR ^b , Directrice de Cicap ^b						
OP de premier niveau	RANCHOS District: Canchaque	UNICAFECO Salas	ASPAPÉ District: Salas	ASPROAGRO Canaris	GROUPE FTUSA Canaris/Pulan	Mamahuaca Salas/Canaris			
	Observations ^b Technicien ^b	Président ^b Secrétaire ^b Technicien ^{b, c} Membre fondateur ^b	Ancien président ^b	Ancien président ^b Technicien ^b Infirmière Café femenino ^a	Observations réunions ^a Technicienne ^a				
					11 ménages membres ^a : entretiens exploratoires		33 ménages membres /6 non membres : entretiens exploratoires ^a		
					33 enquêtes quantitatives ^b		42 enquêtes quantitatives ^b		65 enquêtes quantitatives ^b
					1 focus groupe ^c		1 focus groupe ^c	2 focus groupes ^c	Discussion collective ^c
Comité (au niveau village)	Sapse	Penachi	Penachi	Corral de Piedra	Huacapampa et Pulan				
	Président du comité ^b Membre fondateur ^b	Président du comité ^b	Présidente du comité ^{b, c}	**Président ^b	2Présidents des 2 comités ^a				
	8 membres ^b 4 anciens membres ^b 2 non-membres ^b	5 membres ^b 1 ancien membre ^b 2 non-membres ^b	6 membres ^b 1 ancien membre ^b 2 non-membres ^b	10 membres ^b 2 non membres ^b					

^a Entre juin et août 2015^b Entre février et mai 2016^c Février 2017

	Entretiens exploratoires
	Enquêtes quantitatives : questionnaire
	Focus groupes
	Entretiens semi-directifs

CHAPITRE 6

CARACTERISATION DE L'ECHANTILLON : DESCRIPTION DES ACTIVITES DE MOYENS D'EXISTENCE

Introduction de chapitre

Ce chapitre a pour principale vocation d'apporter un éclairage sur les caractéristiques des ménages enquêtés. Il expose les activités de moyens d'existence mises en œuvre à partir des données quantitatives collectées auprès de 140 ménages caféiculteurs membres des OP NORANDINO et CECANOR certifiées agriculture biologique et FTI ou membres de l'association *Mamahuaca* certifiée par les standards de l'agriculture biologique. Les entretiens semi-directifs menés durant le terrain exploratoire ont plus particulièrement permis de comprendre les calendriers de travaux agricoles et les itinéraires techniques. Ces informations donnent une base de compréhension générale avant l'analyse de la sécurité alimentaire, de ses causes, et de ses déterminants, et de la manière dont le commerce équitable peut y contribuer (PARTIE 3).

Le contexte et les variables sociodémographiques sont d'abord présentés, puis les activités de moyens d'existence.

1. Présentation du contexte et des statistiques sociodémographiques

1.1. Variables sociodémographiques et variables de localisation

Les statistiques des variables sociodémographiques et variables de localisation sont résumées dans le Tableau 15. Dans l'échantillon, les ménages sont localisés en moyenne à 1600 m d'altitude. Les familles sont souvent isolées des voies principales de communication. Les routes sont très escarpées, à flanc de colline, et ne desservent pas l'ensemble des villages d'une même vallée. L'isolement est mesuré à partir d'une variable qualitative catégorielle prenant trois valeurs : 0 si le ménage vit dans un village jamais desservi par la route et accessible uniquement à pied (38% des ménages), 1 si le ménage vit dans un village desservi uniquement en saison sèche (33% des ménages), et 2 si il vit dans un village desservi toute l'année (29% des ménages). Les villages situés sur le trajet de la route sont relativement bien reliés grâce à un service –privé et quotidien— de transport en minibus, mais ces routes deviennent impraticables lors de la saison des pluies sur certaines portions. Un quart des ménages met moins de 5 min à atteindre le lieu d'achat des produits de base (principalement ceux desservis toute l'année), un quart met entre 5 et 30 minutes, un quart entre 30 et 90 minutes, tandis que le quart restant met plus de 90 minutes.

Les ménages agricoles cultivent entre 0,5 et 12 ha de terres, avec une moyenne de 4,4 ha. Le café est la principale activité rémunératrice pour 68% des ménages et pour 58%, les revenus issus du café représentent plus de la moitié de leurs revenus annuels (déclaratif). Le café se récolte en

saison sèche, ce qui facilite la communication et l'accès au marché. Les ménages ont entre 0 et 180 minutes de marche pour atteindre leur parcelle de café la plus éloignée, dont trois quart des ménages mettant entre 0 et 60 minutes. Le café est transporté à dos d'âne, de mule ou de chevaux des villages les plus éloignés aux villages traversés par les routes. De ces villages partent les camions loués ponctuellement par les OP pour organiser l'acheminement du café à leur siège, à Chiclayo (pour CECANOR/PROASSA) et à Piura (pour NORANDINO).

Concernant l'accès à l'électricité, la majorité des villages andins ont été équipés dans les années 2010. Tous les villages de l'échantillon, à l'exception d'un village, sont équipés.

Dans ces communautés, les ménages sont composés d'individus (souvent d'une même famille) vivant sous le même toit, partageant les repas et les activités agricoles de l'exploitation de petite taille et familiale (Tableau 15). Ces ménages sont à 84% originaires de cette même zone, tandis que 16% sont venus s'installer dans cette communauté depuis 10 à 40 ans selon les familles. Ils sont composés de 1 à 10 personnes, avec une moyenne de 4,2 personnes vivant en moyenne dans 4 pièces. Chez 80% des ménages, entre 1 et 3 personnes travaillent sur la ferme. Les chefs de ménages sont en majorité des hommes (89%). Ils ou elles sont âgé.e.s en moyenne de 47 ans. 8% des chefs de ménage n'ont aucune éducation formelle, 18% une éducation primaire incomplète, 41% bénéficient d'une éducation primaire complète (6 années d'éducation formelle). Parmi le tiers restant, la plupart a reçu une éducation secondaire complète (11 années d'éducation formelle). Un tiers des ménages enquêtés ne comprend pas d'enfants. 85% des ménages qui comprennent des enfants ont entre 1 et 3 enfants scolarisés dans le primaire ou le secondaire. Ces derniers bénéficient donc de programmes sociaux alimentaires, tels que « Verre de lait » (*vaso de leche*) distribué quotidiennement aux enfants, et « *Qali Warma* » ou « *desayunos escolares* » avec la provision de déjeuners scolaires quotidiens.

Tous les ménages ont au moins un membre qui appartient à une OP certifiée FTI-Bio ou Bio depuis 1 à 10 ans. Dans 41% des ménages, un membre a ou a déjà eu des responsabilités dans la gouvernance de l'OP à laquelle il appartient. 82% des ménages enquêtés considèrent que l'obtention de prix supérieurs est un des principaux bénéfices issu de leur participation à une OP. 60% cite le bénéfice de l'assistance technique promulguée et 34% celui de l'accès aux intrants agricoles.

Les OP s'inscrivent dans une structure sociale locale déjà existante que nous évoquons dans la section suivante.

.

Tableau 15: Statistiques descriptives des variables sociodémographiques (N=140)

	Unité	Moyenne	Ecart type	Minimum	Maximum
Altitude des fermes	M	1615	264	1173	1968
Distance à la route					
<i>Desservi toute l'année</i>	%	29.3			
<i>En Saison sèche uniquement</i>		32.9			
<i>Jamais</i>		37.9			
Temps pour se rendre au lieu d'achats d'aliments de base	Min	50,8	64,6	0	320
Foncier total	Ha	4,44	2,76	0,5	12,25
Temps pour se rendre à la parcelle la plus éloignée	Min	50,4	35,3	1	180
Pourcentage de ménages migrants	%	16	0.37	0	1
Nombre de personnes par ménage	Abs.	4,2	2,0	1	10
Nombre de pièces dans la maison	Abs.	4.1	1.4	2	8
Nombre de travailleurs [#]	Abs.	2,2	1,2	0	7
Age du chef.fe de ménage	années	46,8	11,3	27	79
Education formelle du chef.fe de ménage	années	6,5	3,6	0	16
Nombre d'enfants par ménage	Abs.	1,4	1,5	0	6

toute personne âgée de 15 à 55 an + celles âgées de 55 à 65 ans pour qui l'agriculture est l'activité principale

1.2. Organisations locales

Les « *rondas campesinas* » constituent des organisations paysannes très puissantes à l'échelle locale. La « *ronda* » est un système de tour de garde nocturne paysan qui a vocation à assurer la sécurité et la justice de manière informelle dans ces communautés de la *sierra* souvent délaissées par l'Etat. Si cette mission était centrale dans les années 1980, aujourd'hui les *rondas* ont pour but de faire respecter les normes sociales (Diaz Pedregal, 2006). Globalement, les *rondas* sont perçues positivement au sein des villages. Bien que des membres des OP puissent être acteurs d'une *ronda*, les activités et instances sont complètement distinctes. De plus, dans les districts de Canaris et Salas, les *rondas* sont toutefois moins présentes qu'elles ne le sont dans d'autres zones andines, comme à Piura.

Les villages sont aussi souvent composés de « clubs des mères ». Ces comités de femmes sont nés dans les années 1980 afin de recevoir et de distribuer les aides alimentaires. Ces comités se réunissent régulièrement, pour notamment recevoir des formations sur la nutrition infantile ou la santé. Leurs relations avec les OP sont minimales, à l'exception parfois de la préparation de repas pour les membres des OP après les réunions importantes, contre une rémunération.

Une dernière organisation collective présente dans les communautés paysannes est celle des groupements d'irrigation. Ces organisations locales sont gérées démocratiquement et visent à partager les ressources en eau de manière équitable. Les tours d'irrigation dépendent principalement de la quantité d'eau disponible et de la surface à irriguer de chacun des producteurs membres. Après la saison des pluies, une journée de travaux communautaires est

réalisée pour nettoyer et préparer les canaux aux tours d'irrigation, à laquelle tous les membres sont invités à participer.

2. Les activités de moyens d'existence mises en œuvre par les ménages agricoles

Les ménages enquêtés sont impliqués dans diverses activités de moyens d'existence. Nous les regroupons en quatre: activités agricoles (« *on farm* »), emploi agricole (« *off farm* »), travail non-agricole salarié, travail non-agricole indépendant (Tobin et al., 2016). Avec ce découpage, les ménages ont en moyenne 1,8 types d'activités rémunératrices (Tableau 16).

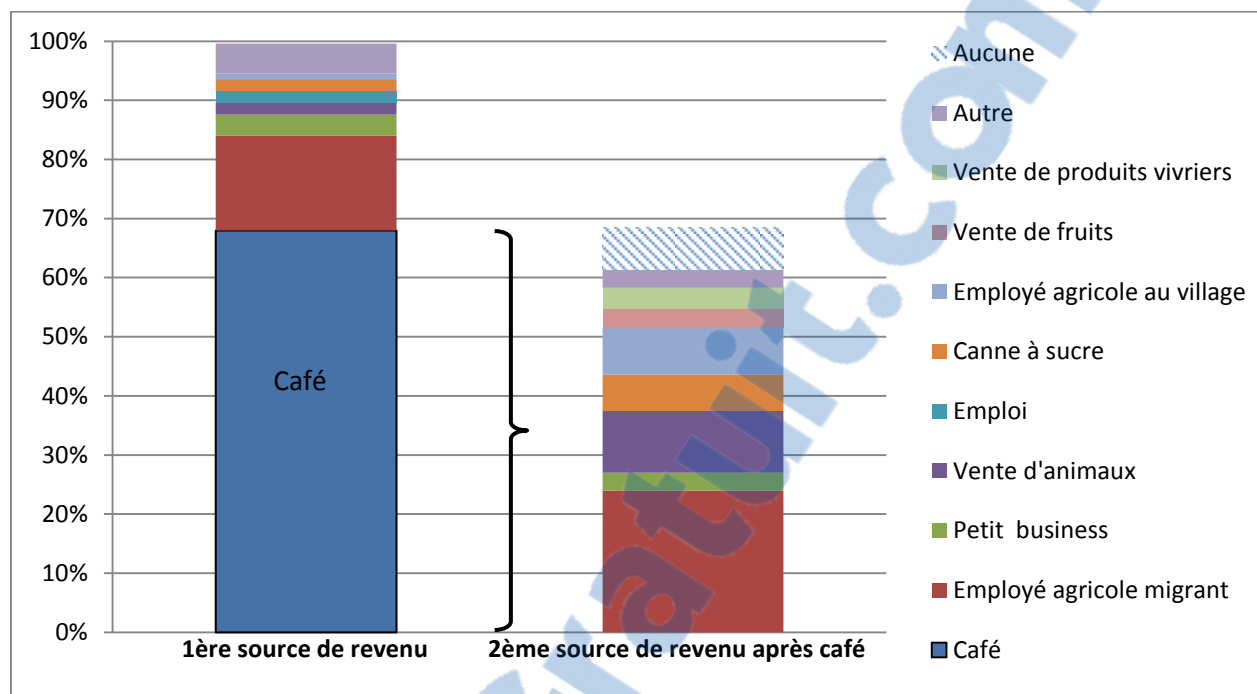
Tableau 16: Diversification des activités de moyens d'existence rémunératrices (en 4 types) N=140

Source de revenus en 2015	% des ménages ayant recours à cette source de revenu
Agricole indépendant	100%
Agricole salarié	71%
Non-agricole indépendant	13%
Non agricole salarié	2%

Des variables dichotomiques sont utilisées pour décrire les différentes sources de revenus en séparant les revenus issus de l'élevage en trois (vente de « grands » animaux, de petits et de produits issus de l'élevage), ceux issus des activités agricoles salariées en deux (migrant ou non) et ceux issus des activités agricoles en 4 (café, canne à sucre, cultures vivrières et fruits). En dissociant ces sources de revenus, les ménages ont entre 1 et 9 sources de revenus, 4 sources de revenus différentes en moyenne. Nous avons demandé aux ménages d'estimer qu'elle était leur première source de revenus en 2015 et la part approximative que le café représentait sur l'ensemble des revenus du ménage. Cela permet de créer deux variables qualitatives, la première dichotomique représentant si oui ou non le café est la première source de revenu, et la seconde catégorielle représentant différentes parts du revenu issu du café.

Deux tiers des ménages considère la vente du café comme sa première source de revenus tandis qu'un tiers des ménages considère qu'il s'agit d'une source secondaire de revenus. Après le café, les principales sources de revenus sont le salariat agricole saisonnier et migrant, la vente d'animaux, le salariat agricole au village, la vente de canne à sucre, de fruits ou de produits vivriers, et enfin les petits commerces (Figure 22).

Nous détaillons d'abord la principale activité rémunératrice, la caféiculture, puis nous présentons les autres activités agricoles vivrières et rémunératrices. Enfin nous finissons sur les activités agricoles salariées et non agricoles.

Figure 22: 1ères et 2ème source de revenu après le café en pourcentage de ménage

2.1. Caféculture

Dans les communautés andines du Nord Péruvien, le café bénéficie d'une image très positive. La caféculture est considérée comme la seule source de revenus vertueuse par les petits producteurs. Nous rendons d'abord compte des activités de production puis de celles de commercialisation du café.

2.1.1. La production du café

Le calendrier (Figure 23) présente les principales étapes de l'itinéraire technique de la culture du café.

La récolte est réalisée entre les mois de mai et de septembre selon la précocité des variétés, le climat de l'année et l'altitude des plantations. Dès les premières récoltes, les producteurs sélectionnent les meilleures semences pour effectuer les germinations en pépinière aux mois de septembre et octobre. Les jeunes plants seront repiqués dans les parcelles au mois de février et mars, en quinconce afin de limiter les risques d'érosion. La fertilisation organique (épandage de compost ou d'engrais organique) des plants et des pieds jeunes en parcelle est également conseillée deux fois par an en début de saison des pluies (le cahier des charges d'agriculture biologique interdit de fertiliser 3 mois avant les premières récoltes) et après les récoltes. Ce calendrier est optimisé et reprend les recommandations des techniciens. Toutefois, si la

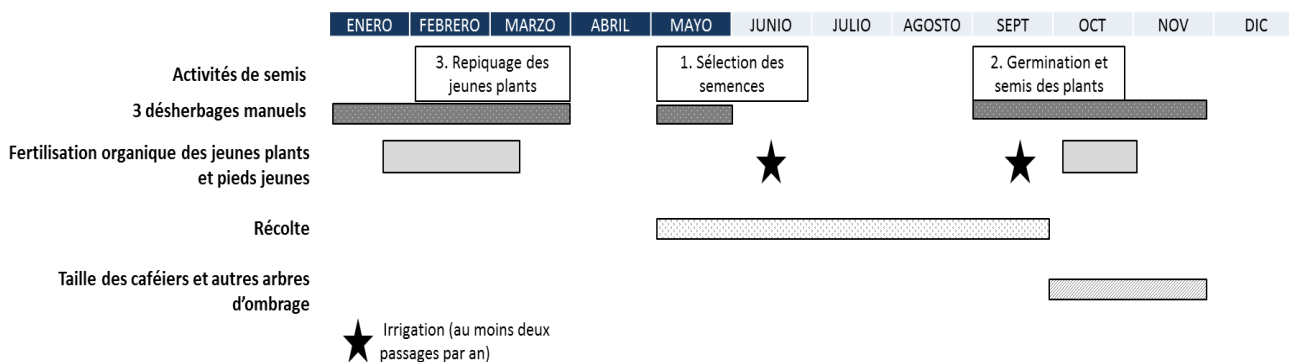
fertilisation organique a été adoptée par la plupart des ménages agricoles participant aux OP (82% des caféiculteurs), cette pratique reste limitée à la fois en terme de fréquence (souvent une seule fertilisation par an), de quantité (quantités en deçà des recommandations avec 62% des caféiculteurs qui déclarent épandre du compost sur moins de la moitié de leurs cafés), et de qualité (peu d'utilisation d'engrais organique complet).

Tous les caféiculteurs qui utilisent du compost le produisent eux même à partir des pulpes de café et des déchets ménagers. Parmi les 58 caféiculteurs qui utilisent des engrais organiques provenant du marché (*Guano de Isla*), 40% l'ont obtenu via la prime collective du commerce équitable, 37% l'ont acheté via l'organisation, et 12% l'ont acheté sur le marché.

Les trois désherbages annuels (manuels) sont quant à eux relativement bien exercés par les ménages, en début de saison des pluies, juste avant les récoltes et en post-récolte. La période post-récolte est également la saison de la taille, tant des cafés que des arbres fruitiers associés. En effet, les cafés sont cultivés en association avec de nombreux arbres fruitiers pour l'ombrage.

La plupart des parcelles sont situées dans des zones proches des canaux d'irrigation ou d'une rivière. Les canaux d'irrigation sont gérés collectivement par les groupements de producteurs. Le nombre de jours d'irrigation attribué à chaque producteur membre de l'organisation dépend de sa surface cultivée.

Figure 23: Itinéraire technique de la culture du café (source : auteur)



Ces activités demandent beaucoup de main d'œuvre, majoritairement familiale. Selon l'état des parcelles et les choix des ménages, un quintal de café (lavé et séché prêt à la vente) se récolte en 5 à 7 journées pour une personne ; le temps nécessaire aux activités post-récolte est difficile à estimer car ce sont des activités fragmentées (voir la fin de section). Elles sont de l'ordre d'une journée supplémentaire pour un quintal de café.

Dans la pratique, les ménages ont souvent recours à de la main d'œuvre salariée (plutôt pour la récolte) ou « échangée » (plutôt pour le désherbage). Concernant les récoltes, les grains

n'atteignent pas la maturité requise à la même date donc plusieurs passages sont nécessaires, souvent trois. Les premières baies sont récoltées par l'exploitant ou sa famille, un passage principal est réalisé avec des ouvriers agricoles, et enfin un dernier passage familial permet de cueillir les baies mûres plus tardivement. Les ouvriers agricoles sont payés entre 20 et 25 Soles par jour et par personne, selon la délivrance ou non de repas.

La main d'œuvre « échangée » s'organise en petits groupes de producteurs (3 à 7 personnes généralement). Chacun leur tour, les producteurs mobilisent les autres membres du groupe pour effectuer des travaux sur leurs propres parcelles. Les jours suivants ils vont travailler sur les parcelles des autres membres du groupe. Ces pratiques d'échange de main d'œuvre ont plusieurs noms localement : « *la minga* », « *el intercambio de trabajo* » (« échange de travail ») ou encore « *darse la mano* » (« se rendre service »). La *minga* est principalement employée pour le désherbage des parcelles ; même si des ouvriers agricoles peuvent également être employés. Les producteurs ont majoritairement recours à de la main d'œuvre familiale pour les activités de taille, de pépinière, de fertilisation ou de travail -récolte.

Dans notre échantillon, la production par exploitation agricole s'étend de 0,5 à 61 quintaux, avec une moyenne de 11,1 qq et une médiane de 7 qq. Les rendements par hectare (productivité des terres allouées au café) sont très variables et répartis entre 0,5 quintaux par ha à 24,4 quintaux par ha (moyenne 5,80 qq/ha, médiane 4,47 qq/ha). Nous montrons ici que cette zone est marquée par de faibles rendements par rapport à la moyenne nationale qui était de 10,4 qq/ha en 2014.

Concernant les surfaces, les ménages caféiculteurs ont une surface agricole totale de 4,4 ha en moyenne (caféiers, fruitiers, vivriers, canne à sucre, pâturage). En moyenne, les ménages allouent 1,97 ha à la culture du café en 2015 (médiane 2,0 ha). Une partie des surfaces est aussi allouée aux caféiers en cours de croissance non productifs (moyenne de 0,22 ha). Ces statistiques sont résumées dans le Tableau 17.

Tableau 17: Statistiques descriptives sur les variables de production de café

	Unité	Moyenne	Ecart type	Min	Max	Médiane
Variables sur la caféiculture						
Volume de café lavé et séché	Quintal (46 kilos)	11.1	11.39	0.5	61	7
Rendements par hectare de plantations de café en âge de produire	Qq/ha	5,90	4.98	0.5	24.4	4.47
Surface allouée au café en production	Ha	1.98	1.22	0.25	7.75	2
Surface allouée au café en croissance	Ha	0.22	0.33	0	2	0

Après la récolte et avant la commercialisation, les caféiculteurs procèdent au traitement et au stockage des grains. Le processus de traitement du café peut se réaliser de deux manières : par voie sèche ou par voie humide. Les caféiculteurs de l'échantillon utilisent la voie humide qui donne un café dit « lavé ». Les étapes sont les suivantes : récolte à la main des fruits mûrs, dépulpage (c'est-à-dire la séparation de la pulpe et du grain de café), fermentation entre 8 et 24h, lavage à l'eau claire, séchage au soleil sur des toiles pendant quelques jours pour atteindre 12% d'humidité, stockage dans des sacs de 57 kilos, soit un quintal. Le café « parchemin » est alors transporté par les responsables d'approvisionnement élus dans chaque village aux centres de collectes des OP qui se chargent de nettoyer les grains et d'ôter les impuretés (morceaux cassés, brindilles, pierres etc.) pour en faire du café « vert ». Le café est ensuite classé selon la taille, la densité, les défauts, la couleur etc., puis stocké dans des sacs de 46kg (un quintal à l'export) et transporté au port d'exportation.

2.1.2. La commercialisation du café

Les ménages, bien que soumis aux règles du commerce équitable ou d'agriculture biologique, n'ont pas de contrats formels avec leurs OP. Une fois le café apporté au siège des OP, les caféiculteurs peuvent être rémunérés selon deux formules : soit, le responsable d'approvisionnement verse le montant au producteur en liquide à son retour au village, soit l'OP envoie le montant par virement dans une banque locale et les caféiculteurs le récupèrent quelques jours après.

En général, la production de café est vendue en plusieurs ventes au fur et à mesure des récoltes. Pour trois quarts des producteurs, entre 2 et 5 ventes annuelles sont réalisées. Pendant la campagne 2015 qui fait l'objet de l'enquête, les producteurs ont reçu un prix moyen de 369 soles/quintal vendu à leur OP. Pour obtenir le prix moyen reçu par les producteurs, nous avons collecté pour chacune des ventes de café effectuée en 2015, le type d'acheteur, le volume vendu, si le café était lavé ou non, et le prix reçu par l'exploitant, comme l'ont suggéré Dammert et Mohan (2015).

Les caféiculteurs ont obtenu en moyenne un chiffre d'affaire (Volume*prix) de 4322 soles (médiane 2610 soles) pour la campagne 2015 (soit environ 1050 euros). De ce chiffre d'affaire total se déduisent les coûts de production liés à l'utilisation d'intrants et à la main d'œuvre salariée (déclarés pour chaque intrant et pour chaque tâche dans la campagne 2015). Il existe une forte amplitude dans ces coûts qui s'élèvent en moyenne à 28.9 soles pour les intrants⁵⁰ (soit 7 euros), et à 834 soles (médiane 520) pour rémunérer la main d'œuvre agricole pendant la période de récolte principalement (207 euros).

⁵⁰ Ce coût relativement faible s'explique par la source d'approvisionnement des intrants organiques utilisés. Le compost est le premier intrant utilisé et est réalisé à la ferme. Dans un deuxième temps, certains producteurs se procurent du *Guano de Isla* auprès de l'OP.

Tableau 18 : Statistiques descriptives sur les variables de commercialisation de café (N=140)

	Unité	Moyenne	Ecart type	Min	Max	Médiane
Variables sur la commercialisation de café lavé						
Nombre de vente dans la campagne 2015	Abs.	2.4	1.14	1	5	2
Prix moyen reçu par les ménages pour les ventes de la campagne 2015	Soles/qq	368.8	46.9	120	465	377.5
Chiffre d'affaire total de la campagne 2015	Soles	4322.1	4707.7	60	25729	2610
Revenu net total issu du café de la campagne 2015	Soles	3459.2	4164.4	-40	24028	1970
Revenu net par personne du ménage de la campagne 2015	Soles/pers	1027.145	1650.3	-13	15380	527
Coûts en intrants pour la campagne 2015	Soles	28.9	69.5	0	400	0
Coûts en main d'œuvre salariée pour la campagne 2015	Soles	834	980.5	0	5200	520

Le revenu net issu du café par personne est calculé conformément à l'équation 1.

(Équation 1)

$$\text{revenu net du café par pers.} = \frac{[\sum_{i=1}^N \text{Volume vendu} * \text{Prix reçu}] - \text{coûts main d'oeuvre} - \text{coûts intrants}}{\text{Nombre de membres dans le ménage}}$$

Le revenu net total et le revenu net du café par membre du ménage atteignent donc respectivement 3459 soles et 1027 soles (soit 860 euros, et 255 euros/personne). Le revenu net du café médian par personne est de 520 soles (soit environ 125 euros/personne).

2.2. Agriculture vivrière diversifiée

L'agriculture vivrière concerne à la fois la production de cultures pluviales (céréales et légumineuses), la production de fruits, le maraichage et des activités d'élevage.

Le Tableau 19 résume les statistiques descriptives des variables commentées dans cette section. Les ménages enquêtés devaient estimer le niveau de production des quatre principales cultures pluviales en 2015 (deux céréales, maïs et blé, et deux légumineuses, petits pois et haricots) et la superficie cultivée pour les cultures vivrières en 2015 (6 variables quantitatives continues). Tous les types de cultures vivrières semés par les ménages agricoles ont aussi été reportés (variable de comptage). Nous nous sommes aidés d'une liste faite à partir du travail de terrain qualitatif préliminaire. La présence de production maraichère dans un jardin d'habitation (variable dichotomique) et le nombre d'espèces ont également été relevés (variable de comptage).

Nous avons recueilli le nombre d'espèce d'arbres fruitiers et le nombre d'espèces animales, ainsi que le nombre d'arbres (respectivement d'animaux) qu'ils possèdent par espèce.

Tableau 19: Production vivrière: statistiques descriptives

Variable	Nombre obs.	Unité	Moyenne	Ecart type	Min	Max
Surface cultivée en culture vivrière de base	N=140	Ha	0.75	0.68	0	4
Diversité des cultures vivrières semées en 2015	N=140	Abs.	3.38	1.97	0	8
Production de maïs	N=113	qq	4.45	6.86	0.13	50 [#]
Production de blé	N=46	qq	1.89	1.48	0.11	8
Production de petits pois	N=83	qq	2.31	1.81	0.04	10
Production de haricot	N=71	qq	1.31	2.09	0.04	12
Diversité des arbres fruitiers cultivés en 2015 (nombre d'espèces)		Abs.	7.38	1.82	1	11
Diversité des espèces maraichères chez les producteurs ayant un potager	N=58	Abs.	3.45	1.76	1	8

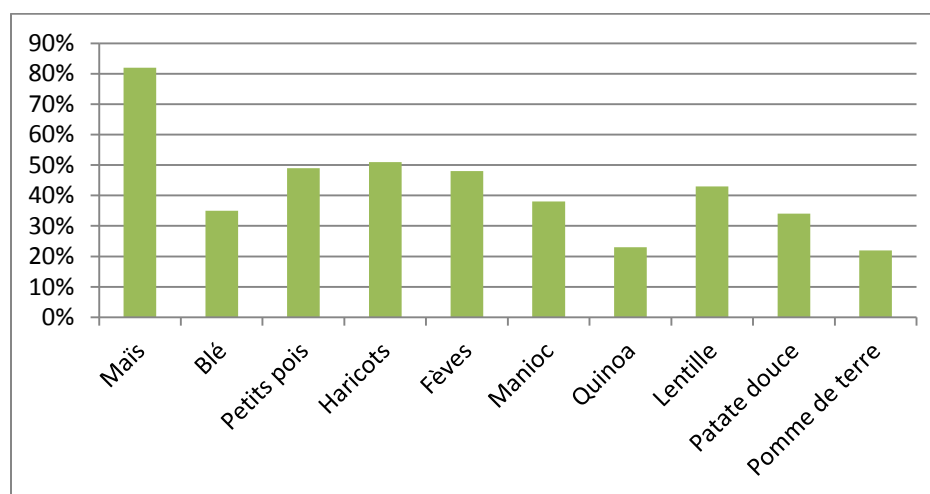
[#] Ce producteur récolte une importante quantité de maïs car ces parcelles sont irriguées. Il s'agit de l'unique culture vivrière cultivée par ce ménage.

Les ménages dédient en moyenne 0,75 ha aux cultures vivrières, pluviales. Ils ont semé en moyenne 3,38 espèces vivrières différentes (céréales, légumineuses ou tubercules) durant la saison 2015, dont les principales sont le maïs, les haricots et les petits pois (Figure 24). Les niveaux de production des deux céréales (maïs et blé) et légumineuses (petits pois et haricot) principales vont de quelques kilos à une dizaine de quintaux selon les producteurs. Logiquement, il existe une forte corrélation entre la production en céréales et en légumineuses, et la surface utilisée pour la production vivrière.

Au-delà des cultures pluviales annuelles, les ménages conservent des arbres fruitiers sur les parcelles de café avec un double objectif ; ombrage et autoconsommation. Plus de 7 espèces différentes sont présentes sur les parcelles. Les statistiques descriptives montrent que certaines espèces sont présentes sur les parcelles d'une large majorité des ménages, comme les bananiers (98%), les goyaviers (95%), les orangers (88%), les citronniers (91%) ou encore les arbres des grenadilles sucrées (« *granadilla*⁵¹ ») (66%), les avocatiers (82%) ou les anones (82%). D'autres espèces sont un peu moins courantes comme le fruit de la passion ('*maracuya*') (24%).

Il existe une forte saisonnalité dans les productions vivrières et fruitières (Tableau 20). La période de pré-récolte vivrière s'étend de juillet à avril (saison des pluies). De plus, 41% des ménages ont un potager et y cultivent en moyenne X espèces différentes.

⁵¹ Les « granadilla » en péruvien sont des fruits exotiques au nom latin *Pasiflora Ligularis*, appelés aussi Grenadelle, grenadille sucrée ou grenadille douce

Figure 24: Pourcentage de ménages cultivant les principales cultures vivrières**Tableau 20: Calendrier de semis et récolte des productions annuelles et fruitières**

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Haricots/petits pois		▼	▼	▼	▲	▲	▲	▲				
Mais	▼	▼		▲			▲	▲				
Blé			▼					▲				
Légumes												
Fèves					▼				▲			
Granadilla		▲	▲	▲								
Anone	▲	▲										
Bananes	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲
Oranges				▲	▲	▲	▲					
Citron	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲
Avocats	▲	▲	▲									

Semis ▼
 Récolte (frais ou sec) ▲

Tableau 21: Pourcentage des ménages enquêtés possédant des animaux (N=140)

Poules	81%
Cochons d'inde	24%
Canards	28%
Ovins	28%
Porcins	38%
Vaches	52%
Taureaux	31%
Anes	33%
Chevaux	26%

Les ménages ont aussi des activités d'élevage (Tableau 21). L'élevage joue un rôle multiple. Il est à la fois une activité vivrière pour l'autoconsommation du ménage, et une activité rémunératrice. L'élevage de petits animaux, telles que les volailles ou les cochons d'inde, est principalement destiné à l'autoconsommation. 81% des ménages possèdent des poules, 24% des ménages possèdent des cochons d'inde, 28% des canards. Certains animaux sont particulièrement destinés à la vente : les porcins (38% des ménages ont au moins un porc), les ovins (28% des ménages). Les bovins sont élevés à la fois pour la consommation de lait et la consommation de fromages fabriqués artisanalement, et pour la vente ponctuellement. De plus, l'élevage constitue une épargne et est utilisé pour la traction animale (taureaux) et pour les déplacements (ânes, chevaux, mules).

2.3. Les activités agricoles rémunératrices : canne à sucre et élevage

L'élevage (surtout bovin, ovin et porc) et la culture de la canne à sucre sont des activités agricoles rémunératrices importantes dans la zone.

L'élevage bovin, ovin et porc fournit un revenu complémentaire au café à 38% des ménages agricoles. 80% des ménages impliqués dans ces activités ont respectivement entre 2 et 9 ovins, entre 1 et 5 porcins, et entre 1 et 5 vaches. L'élevage bovin est contraint par la pression foncière car cette activité nécessite de grandes surfaces de pâturages. Les producteurs ont en moyenne 0,7 ha de pâturage par vache. Par ailleurs, 41% des ménages perçoivent des revenus de la vente de petits animaux tels que les volailles ou les cochons d'inde, et 13% de la vente de produits issus de l'élevage tels que les œufs ou le lait. Ces dernières activités agricoles sont faiblement rémunératrices.

La canne à sucre est cultivée par un tiers des ménages. Elle est ensuite transformée en une boisson alcoolisée vendue soit aux habitants des villages soit à des intermédiaires (« *aguardiente de cana* » ou « *canazo* »). Il existe une compétition foncière entre le café et la canne à sucre car les deux cultures nécessitent de l'irrigation. 80% des ménages qui cultivent de la canne à sucre possèdent entre 0,25 et 1 hectare de plantations. Selon les producteurs, la canne à sucre croît plus rapidement que le café, mais demande davantage de travail post-récolte (main d'œuvre, matériel, animaux pour traction).

La vente de produits vivriers pourrait être une source de revenus supplémentaires, mais les faibles récoltes ne le permettent souvent pas. 27 % des ménages vendent une partie de leur production. Nous ne sommes pas parvenues à collecter les informations concernant le pourcentage (estimé) des produits vivriers dédiés aux deux principaux débouchés : autoconsommation ou vente. Il est très difficile de collecter cette information, comme cela a déjà été soulevé dans la littérature (Tobin et al., 2016). Nous montrons cependant une corrélation entre le niveau de production vivrière (maïs, blé, haricot et petits pois) par membre du ménage et la vente d'une partie des cultures vivrières ; suggérant logiquement que ce sont les ménages qui récoltent le plus qui en vendent une partie.

De la même façon que les cultures pluviales, les fruits sont parfois vendus sur le marché local, notamment les citrons verts, les avocats, les grenadilles sucrées et les oranges. Mais la faible production et les nombreuses maladies affectant les arbres fruitiers contraignent cette activité rémunératrice. En 2015, 28% des ménages ont tiré un revenu de la vente des fruits, mais il reste souvent minime étant donné la faible production.

2.4. Les activités agricoles salariées

Les activités agricoles salariées sont de deux types : le salariat agricole dans des fermes des villages environnants, souvent pendant la récolte du café (47% des ménages); et le salariat agricole migrant dans des plantations situées dans la vallée (57% des ménages). Cette migration temporaire et saisonnière est très courante parmi les communautés paysannes. Elle est permise par la relative proximité des villes côtières où de nombreuses plantations industrielles sont installées. Il faut moins de 6h pour se rendre dans les plantations de mangues et dans les rizières depuis les villages situés sur la route principale de la communauté. Ces cultures sont destinées au marché domestique (semis du riz par exemple) ou au marché d'exportation (mangues).

Cette activité de moyens d'existence concorde très nettement avec le calendrier des activités agricoles. La saison des pluies est une période délicate dans les montagnes pour travailler le sol, le climat est difficile et l'accessibilité des parcelles parfois limitée. Les producteurs (principalement les hommes) migrent quelques semaines à quelques mois selon les besoins ; avant de revenir au village pour semer les principales cultures vivrières.

2.5. Les activités non agricoles

Des activités non agricoles sont également entreprises par certains ménages (15% des ménages). Il s'agit la plupart du temps d'activité commerciale ou de petites boutiques de produits de première nécessité au village. Ces boutiques sont souvent gérées par les femmes. Les activités non agricoles salariées sont souvent ponctuelles et concernent le secteur du bâtiment et donc souvent les hommes. Par exemple, lorsqu'un projet de rénovation de route est engagé par le gouvernement local, les entreprises mandatées impliquent parfois une petite partie de la population locale dans le travail. Quelques ménages ont aussi des activités artisanales telles que la menuiserie ou le tissage.

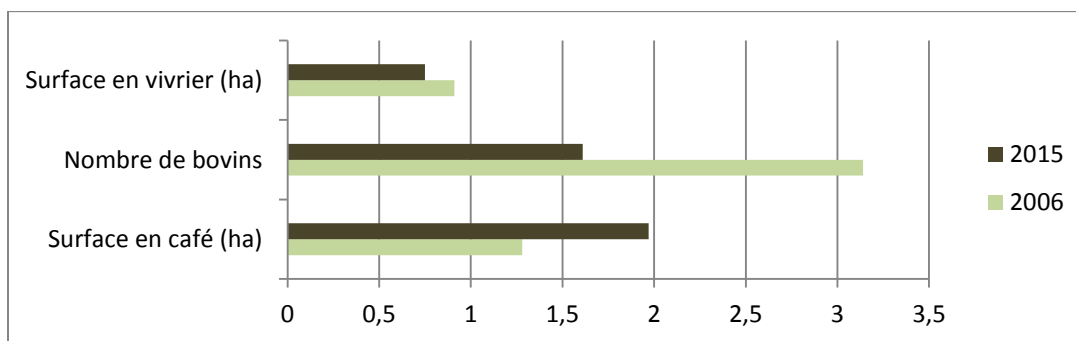
2.6. Un mot sur les évolutions entre 2006 et 2015

Les données collectées sur la période pré-certification (2006) permettent d'apprécier les évolutions d'activités de moyens d'existence dans trois domaines : la culture du café, la culture vivrière et l'élevage bovin. Ces évolutions témoignent des orientations prises par les ménages

pour tenter d'améliorer leurs moyens d'existence mais aussi leurs situations alimentaires depuis 10 ans.

Les ménages ont eu tendance à diminuer l'élevage bovin au profit du café (Figure 25). Nous montrons une forte diminution du nombre de vaches possédées par ménage entre 2006 et 2015 (en moyenne une diminution de moitié du nombre de vaches par ménage en dix ans)⁵², avec dans le même temps une augmentation des surfaces dédiées à la caféiculture. La caféiculture est préférée à l'élevage bovin par soucis d'efficacité. Un bovin s'élève 5 années avant de pouvoir être vendu, alors que le café peut être récolté dès la troisième année, puis tous les ans pendant une ou plusieurs décennies selon les variétés, les pratiques agricoles et les zones. De plus, la pression foncière a contraint certains producteurs à vendre leur bétail.

Figure 25: Comparaison 2006-2015: Nombre de bovins, surface des plantations de café et surface utilisée pour les cultures vivrières (moyennes) (N=140)



53% des ménages enquêtés ont conservé la même surface dédiée aux cultures pluviales vivrières entre 2006 et 2015. 28% l'ont diminué. 18% l'ont augmenté. Les analyses statistiques montrent que l'évolution des surfaces destinées aux cultures vivrières pluviales est significativement liée à l'âge du chef de famille : les plus jeunes ayant eu tendance à accroître les surfaces dédiées aux cultures vivrières, les plus âgés à les diminuer entre 2006 et 2015. Ceci est certainement lié au nombre de personne à nourrir. Le nombre de membres dans le ménage et le nombre d'enfants sont aussi positivement corrélés à l'augmentation des surfaces dédiées aux cultures vivrières.

Le chapitre suivant approfondit ces liens en réalisant une typologie des producteurs selon les orientations prises depuis 2006 et la place qu'ils donnent au café, aux cultures vivrières et à l'élevage bovin dans leur exploitation aujourd'hui.

⁵² Des focus groupes complémentaires menés dans la région de Piura mettent en évidence deux raisons à cette tendance. La première raison est liée au manque d'eau croissant et donc de pâtures pour nourrir les animaux. La seconde est directement liée à la volonté des ménages à accroître la production de café et donc à transférer leurs ressources vers la caféiculture.

Conclusion du chapitre 6

Ce chapitre présente le contexte et les activités locales. Les communautés caféicultrices enquêtées sont relativement isolées et dépendent de plusieurs activités pour assurer leurs moyens d'existence. Elles sont particulièrement investies dans la caféiculture sous ombrage d'arbres fruitiers, même s'ils ont d'autres sources de revenus agricoles (canne à sucre, élevage, fruits), agricoles salariées (migrante ou non) et/ou non agricoles. Ils ont également recours à des activités agricoles vivrières diversifiées.

Les données de 2006 et de 2015 permettent d'appréhender les orientations prises pour améliorer les moyens d'existence. Elles seront utilisées en lien avec les pratiques de « sécurisation alimentaire » ex-ante que nous détaillerons dans le chapitre 7.

CONCLUSION PARTIE 2

Cette deuxième partie a présenté l'étude de cas choisie, a explicité la démarche de recherche mise en œuvre, a présenté le matériel empirique, et a fourni une première analyse des données pour mettre en évidence les activités locales.

La thèse s'intéresse au rôle du commerce équitable pour contribuer à la sécurité alimentaire des ménages agricoles à partir de l'étude de cas de caféiculteurs au Pérou. La forte prévalence d'insécurité alimentaire dans les communautés caféicultrices du monde a été documentée (Caswell et al., 2012; Bacon et al., 2014). Une grande partie des caféiculteurs péruviens sont localisés dans des zones rurales montagneuses isolées et particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire. Parmi les réponses apportées fréquemment, l'on retrouve les certifications de durabilité, notamment le commerce équitable.

Le commerce équitable s'est développé au Pérou dans les filières café depuis la fin des années 1990. Il a pour ambition de réduire la vulnérabilité des caféiculteurs vis-à-vis des fluctuations des prix, accrues depuis la rupture de l'Accord International du Café en 1989. Il a permis de redynamiser le secteur coopérativiste péruvien (Remy Simatovic, 2007) et il a été une opportunité de marché lors de la chute des prix du début des années 2000, comme dans la plupart des pays Latino-Américains (Jaffee, 2014). Le Pérou comprend aujourd'hui le plus grand nombre d'OP certifiées par le commerce équitable. Par ailleurs, malgré les programmes gouvernementaux de lutte contre l'insécurité alimentaire et les certifications privées de durabilité impulsées dans ces communautés caféicultrices, ces dernières sont toujours victimes de forts taux de pauvreté et de vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire. Le cas du Pérou, très dynamique sur les marchés certifiés, est alors intéressant pour comprendre les effets du commerce équitable sur la sécurité alimentaire.

Nous traitons cette problématique avec une approche mixte qualitative et quantitative. Combiner ces deux approches permet de croiser les regards que chacune porte sur le phénomène d'insécurité alimentaire et sur la possible contribution du commerce équitable pour y répondre. Au total, le matériel empirique comprend des données quantitatives recueillies auprès de 140 ménages agricoles certifiés Bio (65 observations) ou Bio/équitable (75 observations), et des données qualitatives collectées auprès de personnes ressources à l'échelle nationale, d'employés des deux OP de second niveau certifiées *Fairtrade International* (NORANDINO et CECANOR), de producteurs leaders, de producteurs membres, d'anciens membres, de producteurs individuels et de producteurs dans le cadre des focus groupes. À partir des données quantitatives, le chapitre 6 fournit une première analyse en détaillant le contexte local et les activités de moyens d'existence mises en œuvre par les ménages caféiculteurs certifiés Bio ou Bio-équitable. La partie suivante présente les résultats de la recherche en déclinant la problématique en trois questions de recherche.

PARTIE 3

RESULTATS DES RECHERCHES

INTRODUCTION DE LA PARTIE 3

Les résultats de ce travail de recherche sont présentés dans cette troisième et dernière partie. A partir des données qualitatives et quantitatives collectées auprès de caféiculteurs de la *sierra* de Lambayeque et de Piura, nous cherchons à comprendre l'influence du commerce équitable sur la sécurité alimentaire et sur *l'empowerment*, comme moyen d'atteindre la sécurité alimentaire.

Le chapitre 7 vise d'abord à caractériser le phénomène d'insécurité alimentaire chez les ménages enquêtés. Différents indicateurs, le concept de sécurisation alimentaire et la typologie des pratiques face à l'adversité proposée par Lallau et Droy (2014) sont utilisés. Avant de mesurer si la sécurité alimentaire des ménages est influencée par FTI, cette première étape permet d'identifier les pratiques de sécurisation alimentaire spontanées utilisées par les ménages agricoles, qu'ils soient ou non certifiés. Le chapitre cherche à identifier différents « types » de producteurs en fonction de leurs pratiques de sécurisation alimentaire *ex-ante*. La localisation des ménages et certaines ressources des ménages permettent d'expliquer cette typologie qui est ensuite confrontée aux résultats de sécurité alimentaire. Dans les chapitres 8 et 9 suivants, nous cherchons à comprendre par différentes approches analytiques comment le commerce équitable FTI affecte les ménages certifiés.

Dans le chapitre 8, nous utilisons les données de l'enquête quantitative auprès de 140 ménages, et des méthodes économétriques pour déterminer si les gains économiques de la culture de rente résultant du commerce équitable sont suffisants pour assurer la sécurité alimentaire des ménages participants. Nous complétons cette analyse par une étude de l'hétérogénéité des impacts.

Le chapitre 9 propose une approche qualitative qui vise à comprendre l'influence des OP soumises aux règles du CE dans le renforcement de l'espace de capacités des producteurs, notamment en lien avec leurs capacités de sécurisation alimentaire. Cette étude est basée sur la compréhension des dynamiques collectives à partir de données qualitatives recueillies aux différentes échelles des OP certifiées et sur l'analyse qualitative des trajectoires des producteurs.

CHAPITRE 7

VERS UNE TYPOLOGIE DES MENAGES EN LIEN AVEC LEURS PRATIQUES DE SECURISATION ALIMENTAIRE SPONTANEEES

1. Introduction

L'ampleur de l'insécurité alimentaire dans les communautés caféicultrices Latino-Américaines certifiées par des standards de durabilité commence à être documentée, notamment au Salvador (producteurs bio) (Morris et al., 2013), au Nicaragua (Bacon et al., 2014; Bacon et al., 2017), et au Mexique (Jaffee, 2014) etc. Ces études cherchent à estimer la prévalence d'insécurité alimentaire saisonnière et à comprendre ses déterminants. Toutefois, elles ne sont pas consensuelles (voir chapitre 2) et de nouvelles recherches semblent nécessaires pour mieux comprendre quelles activités peuvent contribuer à la sécurité alimentaire, tout en respectant les habitudes locales et les préférences alimentaires (Bacon et al. 2014).

Le Pérou a la particularité de reposer quasi exclusivement sur une caféiculture familiale. Localisés dans les Andes ou en Amazonie, les caféiculteurs péruviens vivent dans des zones touchées par des taux de pauvreté et de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire élevés. C'est en particulier le cas des districts caféiers concernés par ce travail de thèse dans la *sierra* de Lambayeque. Les ménages enquêtés sont engagés dans la caféiculture et sont membres d'organisations de producteurs (OP) certifiées par des standards volontaires de durabilité (agriculture biologique et commerce équitable FTI).

Ce chapitre 7 vise à répondre à la première question de recherche : **Comment qualifier l'insécurité alimentaire vécue, quelles en sont les causes et quelles sont les pratiques de sécurisation alimentaire apportées spontanément par les ménages ?**

Ce chapitre rappelle d'abord la littérature existante, les hypothèses de recherche et le cadre d'analyse (section 2) puis présente les données et la méthodologie d'analyse utilisée spécifiquement dans ce chapitre (section 3). Il décrit les résultats d'insécurité alimentaire dans la section 4. Puis, il met en lumière les causes perçues de l'insécurité alimentaire saisonnière et les pratiques de sécurisation alimentaire *ex ante* et *ex post* mises en œuvre par les ménages caféiculteurs de l'échantillon (section 5). Nous mettons enfin en évidence une typologie des ménages en fonction des pratiques de sécurisation alimentaire *ex-ante* qu'ils mettent en œuvre depuis 2006 (section 6). Nous explorons aussi les relations entre cette typologie et les résultats de sécurité alimentaire dans la section 6. La section 7 conclut.

2. Cadre d'analyse et hypothèses

Quelques articles examinent les facteurs corrélés à une meilleure sécurité alimentaire chez les ménages caféiculteurs certifiés par les standards de durabilité. Trois types de variables explicatives possibles sont testés dans la littérature (chapitre 2 pour plus de détails), mais les résultats ne sont pas consensuels quant aux facteurs qui influenceraient la sécurité alimentaire.

- Les variables explicatives liées aux droits d'accès à l'alimentation basés sur la production vivrière (Bacon et al., 2014; Bacon et al., 2017). Bacon et al. (2014) trouve des corrélations positives entre la production de maïs, le nombre d'arbres fruitiers et une période de soudure plus courte. Aucune corrélation significative n'est trouvée entre la diversité des productions cultivées et la durée de la période de soudure (Morris et al., 2013; Bacon et al., 2014; Bacon et al., 2017). Par contre, la pratique qui consiste à privilégier l'autoconsommation à un approvisionnement sur le marché semble jouer un rôle dans la réduction de la période de soudure (Jaffee, 2008; Bacon et al., 2017).
- Celles liées aux droits d'accès à l'alimentation basés sur la vente de la culture de rente certifiée (COSA, 2013). La question de savoir si les revenus issus de la caféiculture contribuent positivement à la sécurité alimentaire (toutes choses égales par ailleurs) n'est pas tranchée. Jaffee (2008), COSA (2013) et Bacon et al. (2014) montrent que les revenus issus du café et/ou que les revenus totaux du ménage sont positivement corrélés à une plus courte période de soudure. Au contraire, Méndez et al. (2010), Morris et al. (2013); Bacon et al. (2017) ne trouvent aucune corrélation significative entre ces mêmes variables.
- Celles liées aux droits d'accès basés sur les revenus issus du salariat agricole ou d'activité non agricole (Bacon et al., 2017). Peu d'étude regarde l'influence de ces activités. De plus, la relation entre la diversité des sources de revenus et la sécurité alimentaire n'est pas consensuelle. Méndez et al. (2010) étudiant des caféiculteurs de 4 pays latino-américains trouvent une corrélation positive entre le nombre de sources de revenus et la durée de la soudure. Au contraire, Bacon et al. (2014) ne trouve pas de corrélation significative entre ces variables au Nicaragua.

L'hétérogénéité des corrélations reportées dans la littérature confirme d'abord la complexité et la multi dimensionnalité du phénomène d'insécurité alimentaire. Elle confirme aussi l'importance du contexte particulier dans lequel le commerce équitable est mis en place. Il doit être décrit avant d'évaluer sa contribution potentielle. Finalement, ces articles n'explicitent pas les stratégies de sécurisation et la manière dont elles sont combinées.

En effet, les ménages ne sont pas passifs face au risque d'insécurité alimentaire. Ils tentent de s'en prémunir avec des pratiques de « sécurisation alimentaire spontanées » (Heron, 2016; Janin, 2017) liées à leurs activités de moyens d'existence.

La « sécurisation alimentaire spontanée » correspond aux pratiques quotidiennes des acteurs en matière d'acquisition de ressources, d'approvisionnement alimentaire ou encore de préparation, dans un contexte incertain (Janin, 2017). Cette notion permet de comprendre la manière dont les ménages se prémunissent et réagissent au risque d'insécurité alimentaire. Nous envisageons la sécurisation alimentaire à l'échelle locale, comme l'ensemble des actions conduites par un ménage pour accéder à la nourriture, y compris les pratiques mises en place sans qu'il n'y ait pour autant une prise de conscience que l'on pourrait les qualifier de pratiques de « sécurisation » (Heron, 2016). Nous distinguons les pratiques *ex ante* ou préventives, des pratiques *ex post* ou curatives, en nous basant sur la typologie des pratiques des ménages face à l'adversité de Lallau et Droy (2014) (Tableau 22)

Les pratiques préventives *ex ante* comprennent des pratiques d'assurance et de dispersion. L'idée est de se prémunir des conséquences des risques, via l'épargne de précaution par exemple, et de répartir les risques dans le temps et dans l'espace. Elles comprennent aussi des pratiques plus offensives d'évitement destinées à combattre les risques et faire en sorte qu'ils ne se réalisent pas.

Les pratiques *ex post* défensives renvoient à la mobilisation de capital (décapitalisation) et aux changements de pratiques de consommation (pratique de restriction). D'autres pratiques *ex post* visent à modifier les activités de moyens d'existence de manière à s'adapter à l'adversité rencontrée. Les pratiques de « résistance » n'impliquent pas de changements radicaux, ce sont des activités que les ménages mobilisent pour s'adapter à la situation, sans rupture radicale, ni en terme productif ni en termes sociaux. Au contraire, les pratiques de « rupture » sont plus radicales.

Tableau 22: Pratiques des ménages face à l'adversité (Lallau et Droy 2014)

<i>Ex ante</i>		<i>Ex post</i>	
Sécurisation		Ajustement	
Assurance <i>Ex : constitution d'une épargne</i>	Dispersion <i>Ex : diversification des activités</i>	Décapitalisation <i>Ex : vente d'animaux</i>	Restriction <i>Ex : Baisse de la diversité des rations</i>
Evitement		Adaptation	
Investissement <i>Ex : changement de pratiques culturelle, investissement dans activité non agricole</i>	Spécialisation <i>Ex : spécialisation dans une culture rémunératrice</i>	Résistance <i>Ex : vente de la force de travail</i>	Rupture <i>Ex : Changement d'activité dominante, de mode de vie...</i>

Ces divers types de pratiques ne sont pas utilisés indépendamment les uns des autres, mais ils s'inscrivent dans un ensemble d'activités de moyens d'existence. Ils peuvent avoir pour vocation de réduire les conséquences de l'insécurité alimentaire (*assurance, épargne de précaution, dispersion*) ou de réduire le risque de se retrouver en insécurité alimentaire (*évitement*).

Nous faisons l'hypothèse qu'il existe une hétérogénéité parmi les ménages dans la manière dont ils combinent les diverses pratiques de sécurisation alimentaire spontanées et *ex-ante* en fonction de leurs ressources disponibles et de leur localisation. Dans ce chapitre, nous mettons en évidence une typologie, et cherchons à déterminer s'il existe une relation aux différents niveaux de sécurité alimentaire.

3. Matériel et méthodes

Cette section présente les données utilisées, les indicateurs de sécurité alimentaire, et les méthodes d'analyses.

3.1. Données qualitatives et quantitatives

Les enquêtes à l'échelle des ménages, à la fois qualitatives et quantitatives, sont mobilisées pour répondre à la première question de recherche. Les causes de l'insécurité alimentaire saisonnière telles qu'elles sont perçues par les ménages et les différentes pratiques de sécurisation alimentaire spontanées *ex-ante* et *ex-post* ont été discutées à partir de données qualitatives issues d'entretiens semi directifs et des focus groupes. Des éléments de discours sont utilisés pour étayer l'analyse. Les données quantitatives issues de l'échantillon de 140 ménages, tous participants aux marchés FTI-Bio ou Bio, sont utilisées pour réaliser la typologie des ménages selon leurs pratiques de sécurisation spontanées. Le Tableau 23 résume le matériel empirique utilisé dans ce chapitre.

Tableau 23: Rappel du matériel empirique Chapitre 7 (source: auteur)

Analyse statistiques descriptives: entretiens quantitatifs

- 140 enquêtes ménages FTI-Bio et Bio

Analyse qualitative: Entretiens semi directifs et focus groupes

- 11 ménages organisés FTI-Bio enquêtés en 2015
- 21 ménages organisés FTI-Bio enquêtés en 2016
- 2 focus groupes avec des ménages FTI
- Observations des réunions et des pratiques locales

3.2. Indicateurs de sécurité alimentaire

Nous utilisons les indicateurs de sécurité alimentaire évoqués dans le chapitre 3 et résumés dans le Tableau 24). Ils sont collectés en période de soudure, avant les récoltes vivrières, car c'est la principale période d'insécurité alimentaire.

- “Months of inadequate food provisioning”

Nous avons collecté l'indicateur de longueur de soudure, réalisé à l'échelle du ménage et appelé : « *Months of inadequate food provisioning* » (MIFP). Cet indicateur, développé par FANTA, permet de mesurer la stabilité intra-annuelle de l'accès alimentaire. Il capte les changements dans la capacité des foyers à s'approvisionner en nourriture tout au long de l'année, et à traiter leur vulnérabilité. Il a l'avantage de capter un effet agrégé des stratégies mises en place par les ménages (production, stock, pouvoir d'achat). C'est un indicateur déclaratif, subjectif qui saisit l'anxiété, l'incertitude vécue par les ménages quant à leur capacité à satisfaire les besoins de leur famille.

Les personnes interviewées devaient répondre “oui” ou “non” à la question suivante : « *Y a-t-il eu un mois au cours de ces 12 derniers mois où vous n'avez pas eu assez de nourriture ou de ressources pour répondre aux besoins alimentaires de la famille?*⁵³ » En cas de réponse affirmative, l'enquêteur devait citer quels étaient les mois concernés.

- HDDS : Mesure instantanée de l'accès économique aux aliments

L'indicateur *Household Dietary Diversity Score*, proposé par la FAO est un indicateur dit « objectif » classique de la sécurité alimentaire. La diversité alimentaire renseigne le nombre de groupes d'aliments qu'un ménage a consommé au cours des 24h précédant l'entretien. Cet indicateur d'accès à l'échelle des ménages fournit un chiffre compris entre 0 et 12 catégories : céréales, légumineuses, tubercules, légumes, fruits, œufs, viande, poisson, laitage, gras, sucre et condiments/boissons (Swindale et Bilinsky, 2006b). Le score HDDS fournit un indicateur de la capacité physique et économique d'un ménage à accéder à des aliments variés au moment de l'enquête.

Notons que la qualité nutritionnelle de la ration n'est pas mesurée par cet indicateur car les quantités consommées ne sont pas relevées. Leroy 2015 décompose les 12 catégories d'aliments en deux sous catégories : les aliments riches en énergies (céréales, tubercules, gras, sucre et condiments/boissons) et les aliments riches en nutriments (légumineuses, légumes, fruits, œufs, viande, poisson, laitage). Selon Leroy et al. (2015), l'indicateur HDDS permet alors de calculer deux des dimensions proposées par Coates (2013). D'un côté, HDDS saisit la suffisance alimentaire en termes de quantité. Cela est consistant avec des recherches précédentes qui montrent une forte corrélation entre le score HDDS à l'échelle du ménage et la consommation en énergie (Jones et al., 2013). Et d'un autre côté, il mesure la diversité ou la qualité de l'accès, au sens d'accéder à des groupes d'aliments riches en nutriments.

⁵³ Traduit de l'espagnol : “¿Hubo algún mes dentro de estos 12 meses, en lo que no tenían suficientes alimentos o recursos para satisfacer las necesidades de la familia ?”

Nous construisons alors deux indicateurs distincts à partir de ces données :

- HDDS : chiffre compris entre 0 et 12 représentant le nombre de catégories d'aliments auxquels le ménage a eu accès la veille de l'enquête
- HDDSqualité (notre terminologie) : chiffre compris entre 0 et 7 mesurant le nombre de catégories d'aliments riches en nutriments auxquels le ménage a eu accès la veille de l'enquête.

Les recommandations pour cet indicateur sont d'utiliser le questionnaire auprès de la personne responsable de la préparation de la nourriture. Dans les zones étudiées, ce sont les femmes qui se chargent de la préparation des repas⁵⁴. Sachant que notre questionnaire traite de thématiques multiples allant au-delà des questions de sécurité alimentaire (notamment questions agricoles, ventes agricoles et revenus), les enquêtes ont été réalisées dans la mesure du possible à la fois auprès du chef d'exploitation et auprès des femmes. Mais, dans une partie des cas ce sont des hommes qui ont répondu.

Notons qu'à partir des informations collectées pour mesurer HDDS, nous extrayons aussi une variable pour estimer le pourcentage d'aliments consommés la veille provenant de la ferme et pourcentage d'aliments consommés la veille provenant de la ferme hors produits provenant exclusivement du marché, comme l'huile, le riz ou le sel.

- ELCSA

L'indice ELCSA fait partie des méthodes qualitatives, basées sur l'expérience des ménages, pour mesurer la sécurité alimentaire à l'échelle du ménage. Il s'agit d'une mesure directe de la dimension « accès » à différents niveaux : suffisance en quantité, qualité perçue adéquate, sécurité et certitude dans l'acquisition des aliments, acceptabilité sociale.

Le score ELCSA est un indice compris entre 0 et 8. Il s'agit du comptage de réponses positives à 8 questions sur une période de rappel de trois mois. Ces 8 questions identifient l'occurrence et la fréquence (jamais, rarement, parfois et souvent) des inquiétudes concernant l'accès aux aliments (dimension de l'anxiété) et des changements de pratiques de consommation en raison du manque de ressources (couvrant les compressions quantitatives et qualitatives de nourriture)⁵⁵. Cet indicateur est particulièrement adapté pour évaluer l'accès des ménages à des rations d'une bonne « qualité perçue » ou « acceptable », entendus au sens de « ne pas avoir à adopter des pratiques qui reposent sur l'acquisition d'aliments moins chers, moins attractifs et moins riches en nutriments » (Leroy et al., 2015) en raison du manque de ressources. L'ensemble des questions est présenté en annexe 5.

⁵⁴ Le questionnaire inclut les aliments préparés au domicile et consommés au domicile ou à l'extérieur. Les aliments achetés et consommés à l'extérieur (exemple : restaurant) sont exclus.

⁵⁵ L'échelle ELCSA est initialement composée de 2 parties : 8 questions concernant le ménage et les adultes qui le composent, et 7 questions qui se réfèrent aux expériences touchant les enfants. Nous avons choisi de ne conserver que les questions pour l'ensemble des membres du ménage, car plusieurs tests ont été réalisés et les enquêtés ne comprenaient pas les distinctions adultes/enfants. Les enquêtés abaissaient leur attention dû à la répétition des questions, ce qui aurait conduit à des des-informations.

Tableau 24: Quatre indicateurs de sécurité alimentaire à l'échelle des ménages (source: auteur)

Type d'indicateur	Indicateurs « subjectifs »		Indicateurs "objectifs"	
Indicateur	MIFP	ELCSA	HDDS	HDDSqualité
Rend compte de...	L'existence et de la longueur de la période d'insécurité alimentaire	L'expérience d'anxiété et/ou de changements de pratiques de consommation par manque de ressources	La capacité économique d'un ménage à accéder à suffisamment d'aliments et à des aliments variés	La capacité économique d'un ménage à accéder à des aliments riches en nutriments
Description	Identification des mois de soudure par les ménages (déclaratif)	Nombre de réponses positives aux 8 questions d'expériences de changements de pratiques ou de préoccupations lors des 3 mois précédant l'enquête	Nombre de catégories d'aliments auxquels les ménages ont eu accès la veille de l'enquête (toutes catégories confondues)	Nombre de catégories d'aliments « riches en nutriments » auxquels les ménages ont eu accès la veille de l'enquête
Valeurs prises	Entre 0 et 12	Entre 0 et 8	Entre 0 et 12	Entre 0 et 7
Composantes de l'insécurité alimentaire en période de soudure				
Stabilité intra-annuelle	X			
Incertitude: accès alimentaire adéquat de sorte que cela ne soit pas une préoccupation		X		
Quantité: accès suffisant		X	X	
Qualité perçue/acceptabilité: Accès adéquat aux aliments de sorte qu'il ne soit pas nécessaire de consommer des aliments moins chers, moins appréciés ou moins nutritifs par manque de ressources		X		
Qualité: accès à des groupes d'aliments riches en nutriments				X

Nous avons aussi construit trois variables de sécurité alimentaire catégorielles. Etant donné l'absence de seuils validés pour le score HDDS, nous construisons une variable catégorielle selon les quartiles, comme cela est suggéré dans la littérature (Maxwell et al., 2013) : la variable discrimine les ménages ayant un score HDDS inférieur, égal ou supérieur à la médiane. Pour la variable ELCSA, nous distinguons les ménages ayant des scores ELCSA faibles (0 à 1) qui déclarent être préoccupés par leur capacité d'accès aux aliments, mais qui n'ont pas dû changer

leurs pratiques de consommation par manque de ressources ; des ménages ayant des scores ELCSA moyen (2 à 4) qui déclarent avoir diminué la diversité ou la qualité perçue de leur alimentation par manque de ressources en plus de se sentir préoccupés ; et les ménages au score ELCSA élevé qui ont dû changer leurs pratiques de consommation en qualité, mais aussi en quantité (baisse du nombre ou de la taille des portions notamment). Enfin, nous distinguons les ménages ayant déclaré aucune période de soudure (MIFP), de ceux qui ont déclarés une période de 1 à 3 mois et de ceux qui ne parviennent pas à assurer les besoins pendant 4 mois ou plus.

3.3. Analyses de données

3.3.1. Démarche

Dans ce chapitre nous testons nos hypothèses en quatre étapes. D'abord, nous évaluons la prévalence d'insécurité alimentaire saisonnière dans notre échantillon à partir des indicateurs de sécurité alimentaire. Ensuite, une analyse des données qualitatives permet de déterminer et d'interpréter les principales pratiques de sécurisation alimentaire spontanées *ex-ante* et *ex-post* mises en place pour faire face au risque d'insécurité alimentaire et les causes. Troisièmement, pour tester l'hypothèse selon laquelle il existe une hétérogénéité de profils chez les ménages caféiculteurs de l'échantillon, nous utilisons deux analyses statistiques multidimensionnelles successives : une méthode factorielle et une méthode de classification. Nous identifions une typologie des ménages qui dépend de leurs pratiques de sécurisation alimentaire spontanées *ex-ante*. Cette typologie est décrite en fonction des ressources des ménages, de leur localisation et de leurs résultats de sécurité alimentaire.

3.3.2. Méthode factorielle : Analyse des Correspondances Multiples

L'analyse factorielle choisie est une Analyse des Correspondances Multiples (ACM). Les relations entre variables sont mises en évidence par la forme d'un nuage de points dans un espace à plus de 2 dimensions. L'ACM recherche l'allongement maximum du nuage de points, c'est-à-dire la droite qui se trouve la plus proche de tous les points simultanément et qui détermine ainsi des axes qui permettent de discriminer les observations vis-à-vis des variables choisies. La différence est calculée à partir de la métrique du χ^2 ⁵⁶. Notre ACM est effectuée sur un tableau disjonctif sur 9 variables. Les variables choisies représentent les pratiques de sécurisation alimentaire spontanées identifiées à partir d'entretiens qualitatifs et de focus groupes et décrites dans la prochaine section. Nous les présenterons dans la section 5.

3.3.3. Méthode de classification

Nous utilisons les coordonnées des observations sur les deux premières composantes identifiées par l'ACM afin de procéder à une Classification Ascendante Hiérarchique ou CAH. L'intérêt de

⁵⁶ Avec cette métrique: Deux individus sont proches s'ils possèdent les mêmes modalités. La distance du χ^2 « gomme » les effets de masses relatives en donnant plus de « poids » à une distance lorsque les deux individus ont en commun une modalité « rare » ; deux modalités (de variables différentes) se ressemblent si elles sont possédées par les mêmes individus.

l'ACM dans une première étape est de réduire le nombre de variables qualitatives en trouvant des axes qui les représentent simultanément. Les variables qualitatives sont alors « recodées » en données numériques, sur lesquelles peuvent s'appliquer les méthodes de classification.

Les techniques de CAH procèdent par regroupements successifs des observations. Au début, chaque observation représente une classe à part entière. Puis les observations les plus proches sont regroupées, et peu à peu les classes les plus proches sont regroupées pour n'en former qu'une seule, soit l'échantillon total. On obtient des classes hiérarchiques représentées sous forme d'un arbre, que l'on appelle dendrogramme. Les observations à l'intérieur d'une certaine classe doivent être les plus similaires possibles, tandis qu'elles doivent être les plus « dissimilaires » possibles des observations des autres classes. Pour mettre en œuvre cette technique, il faut renseigner : (i) des éléments de comparaison entre les observations : nous utilisons les coordonnées sur les deux composantes identifiées par l'ACM ; (ii) un critère de similarité (ou distance) entre deux observations : nous utilisons la distance euclidienne au carré (*L2squared*) ; (iii) un critère de dissimilarité interclasses (ou critère d'agrégation), c'est la règle permettant de regrouper deux classes C1 et C2 : nous utilisons la méthode du saut de Ward⁸⁷. Cette méthode agrège peu à peu les classes afin que leurs centres de gravité respectifs soient les plus éloignés possibles. Elle permet de minimiser la variance à l'intérieur des classes et conduit à des classes de taille relativement homogène.

Sur le dendrogramme, plus une branche est grande plus les deux classes qu'elle sépare sont distinctes. Le choix du nombre de classes doit être cohérent avec la réalité empirique et doit veiller à ne pas perdre trop de pouvoir de discrimination, en agrégeant deux classes qui sont marquées par une forte inertie interclasse.

Après avoir identifié les classes, nous identifions les facteurs qui permettent de les discriminer significativement à partir de tests paramétriques ou non paramétriques selon la nature des données et leur distribution (voir l'Annexe 14 pour l'explication de chacun des tests réalisés). Nous présentons ces analyses pour les variables utilisées pour l'ACM et pour d'autres variables qui permettent de discuter cette typologie.

Nous discutons notamment les résultats de sécurité alimentaire de chacune de ces classes afin de comprendre quels facteurs sont corrélés à une meilleure sécurité alimentaire.

⁸⁷ Il existe plusieurs méthodes de calcul de dissimilarité. Avec le « saut minimum », la distance entre les classes C1 et C2 est la plus petite distance entre des individus de C1 et de C2. Avec le « saut maximum », la distance est la plus grande distance entre des individus de C1 et de C2. Avec le « lien moyen » la distance entre les classes est la moyenne des distances entre les individus de C1 et de C2.

4. Des ménages caféiculteurs en insécurité alimentaire saisonnière

Les différents indicateurs d'insécurité alimentaire recensés pour l'échantillon sont résumés dans le Tableau 25 ci-dessous puis repris un à un dans cette section.

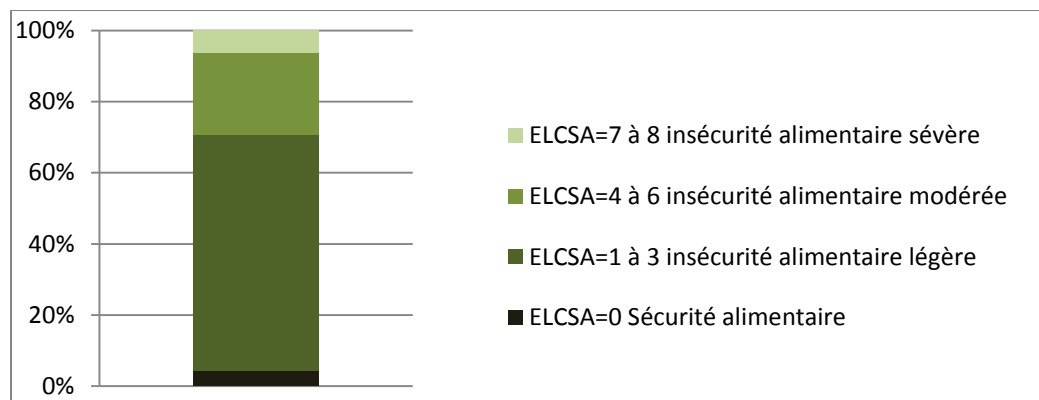
Tableau 25: Résumé des indicateurs de sécurité alimentaire à l'échelle des ménages (N=140)

Indicateurs d'insécurité alimentaire en période de soudure	Moyenne	Ecart type	Minimum	Maximum	Médiane
HDDS	7.73	1.0	5	10	8
HDDSqualité	2.85	0.97	1	5	3
Nombre de mois d'approvisionnement alimentaire inadéquat (MIHFP)	2.36	1.39	0	5	3
ELCSA (entre 0 et 8)	2.93	1.94	0	8	3
% de ménage déclarant des difficultés à satisfaire les besoins à un moment de l'année (dans les 12 derniers mois)	77,86%				

4.1. Préoccupations et changements de pratiques par manque de ressources

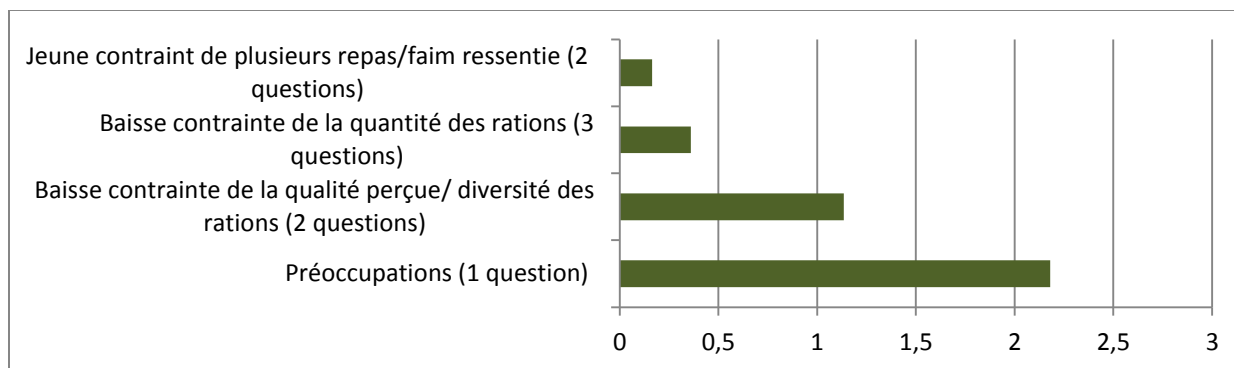
Selon l'indicateur ELCSA, seuls 4 % des ménages sont classés en catégorie « sécurité alimentaire » (ELCSA=0). L'insécurité alimentaire est qualifiée de « légère » pour 66% des ménages (elle se matérialise uniquement par des préoccupations), « modérée » pour 23% et « sévère » pour 6% des ménages (FAO, 2012a) (Figure 26).

Figure 26: Répartition des ménages selon leur score ELCSA (N=140)



La Figure 27 présente l'intensité⁵⁸ de l'expérience d'insécurité alimentaire saisonnière reportée pour chacune des quatre formes d'expérience: les préoccupations déclarées, la baisse contrainte de diversité dans les rations, la baisse contrainte de quantité dans les rations et la pratique contrainte de jeûne ou la sensation de faim par manque de ressources. Chaque indice est le résultat d'une ou plusieurs questions, ramené à un indice compris entre 0 et 3. L'analyse montre que l'insécurité alimentaire saisonnière se manifeste avant tout par une forte préoccupation des ménages au risque d'insécurité alimentaire. Elle est traduite deuxièmement par une baisse de la diversité des rations contrainte par un manque de ressources (qualité perçue de l'alimentation). Au contraire, le changement qui consiste à réduire le nombre ou la quantité des rations est plus rarement mise en œuvre.

Figure 27: Intensité de l'expérience d'insécurité alimentaire déclarée selon les différentes composantes de l'insécurité alimentaire

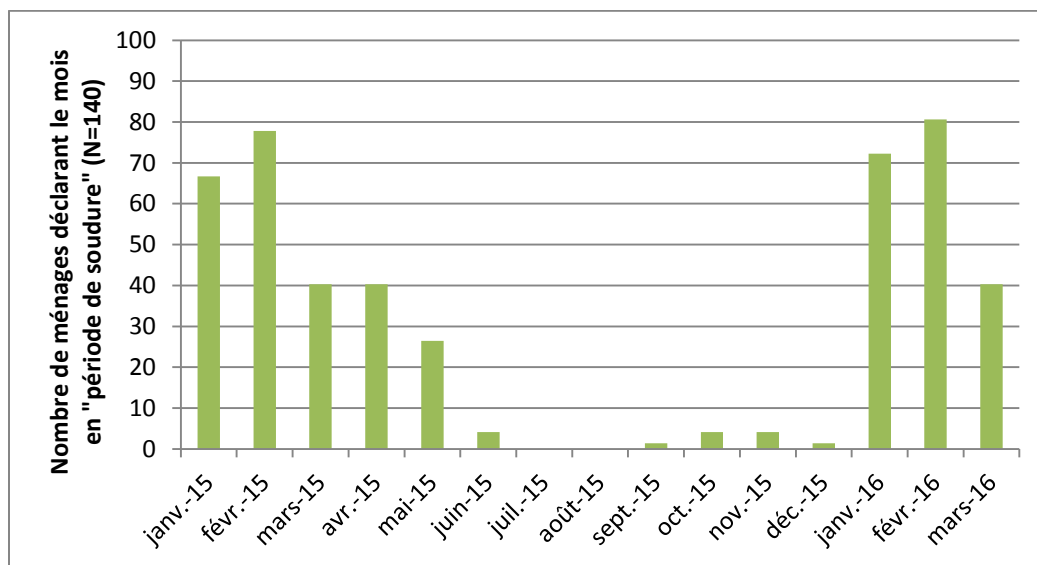


4.2. Insécurité alimentaire saisonnière

L'insécurité alimentaire vécue par les ménages caféiculteurs est de type saisonnier (Figure 28). Parmi les 140 ménages enquêtés, 77,86 % affirme faire face à des difficultés à satisfaire les besoins alimentaires de la famille à une période de l'année. La durée moyenne est de 2,36 mois sur l'échantillon total. Sur les 109 ménages déclarant des difficultés, la soudure dure en moyenne 3 mois. L'insécurité alimentaire saisonnière se manifeste entre janvier et avril, en saison des pluies qui est également la contre saison du café⁵⁹.

⁵⁸ Note de 0 à 3 respectivement pour « jamais », « rarement », « parfois », « souvent » par question.

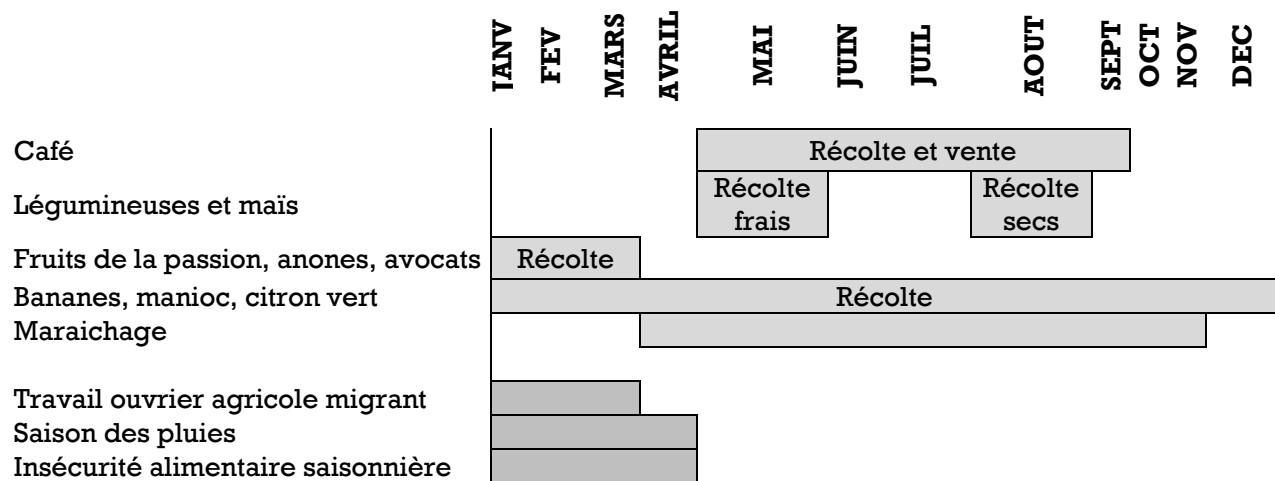
⁵⁹ En Amérique Centrale, la soudure est appelée « *los meses flacos* » (« Les mois faibles ») (Morris et al. 2013)(Bacon et al. 2014). Au Pérou, certains producteurs la nomment « *los meses de cuaresma* » (« Les mois de carême ») ; mais la majorité se utilise le terme « *la epoca de lluvia* » (« La saison des pluie ») qui rime naturellement avec un ensemble de préoccupations alimentaires.

Figure 28: Prévalence de l'insécurité alimentaire saisonnière mois par mois entre janvier 2015 et mars 2016

Le caractère saisonnier de l'insécurité alimentaire fait écho à la saisonnalité des récoltes de café, des cultures vivrières et de la saison pluvieuse (Figure 29). À cette période, les réserves de céréales et de légumineuses commencent à s'épuiser dans une partie des ménages, et les revenus issus du café peuvent d'ores et déjà être épuisés, selon la production et les prix pratiqués la saison antérieure : *"Comme l'argent tiré [du café] est très faible, il est déjà épuisé à mi-chemin"*⁶⁰ (Enquête auprès d'un producteur de *Penachi*, Salas en mars 2016).

Entre les mois de mai et septembre, les producteurs récoltent et vendent leur production de café. Les revenus qui en sont issus sont conservés pour permettre de subvenir aux besoins de la famille toute l'année. En juillet et août, les producteurs récoltent également les principales cultures vivrières destinées à l'autoconsommation. La production vivrière est en grande majorité stockée en vue de la consommer dans les mois qui suivent, notamment pendant la soudure.

⁶⁰ Traduction de l'espagnol: *"Como es bastante poco el dinero ya se termina a la mitad del camino"*

Figure 29: Saisonnalité agricole (source : auteur)

En janvier les premières pluies arrivent ce qui permet progressivement aux producteurs de préparer les sols pour les cultures vivrières pluviales et de réaliser les premiers semis de février à avril. La prévalence d'insécurité alimentaire baisse à partir du mois d'avril car certains producteurs peuvent commencer à récolter le maïs ou les haricots frais. La saisonnalité des cultures se traduit en une saisonnalité de la consommation alimentaire. Le maïs et les légumineuses « secs » sont consommés de nouveau en juillet/août lorsque les récoltes sont prêtes ; alors que leur consommation était limitée ou abandonnée pendant la soudure. Ces résultats vont dans le sens d'études sur la saisonnalité de la consommation alimentaire dans les Andes (Leonard et Thomas, 1989).

4.3. Accès économique à une alimentation suffisante et diversifiée

Le score HDDS témoigne de l'accès économique et physique du ménage à une diversité d'aliments et est positivement corrélé à l'adéquation des rations en calories. Pour cette raison, il s'agit avant tout d'un indicateur d'accès à l'échelle des ménages sur la composante « quantité ».

Les ménages ont consommé en moyenne 7,7 catégories d'aliments la veille de l'enquête (sur 12 catégories). Le Tableau 26 rend compte des profils alimentaires des ménages selon leur score HDDS en indiquant le pourcentage des ménages ayant consommé chaque catégorie d'aliments selon le score HDDS qu'ils obtiennent. Le tableau montre que presque tous les ménages ont accès à un ou plusieurs aliments des catégories suivantes : céréales, condiments, tubercules, graisses et sucres. Nous remarquons qu'il s'agit des 5 catégories d'aliments riches en calories répertoriées dans le score HDDS. Les meilleurs accès aux autres groupes d'aliments sont ensuite pour les légumineuses (83% des ménages), les fruits (56%), les œufs (53%), et les laitages (56%). L'indicateur HDDS qualité permet d'estimer le nombre de catégories d'aliments « riches

en nutriments » dont les ménages ont accès. Les ménages ont accès à 2,85 catégories d'aliments riches en nutriments.

Tableau 26: Pourcentage des ménages agricoles ayant accès à chaque groupe d'aliments selon leur score HDDS : profils alimentaires

	N=	12	49	44	32	3
	HDDS	5 ou 6	7	8	9	10
5 groupes d'aliments riches en énergie	Condiments (sel, boissons...)	92	100	100	100	100
	Sucres (sucre, biscuits...)	83	100	100	100	100
	Matières grasses (huile)	83	96	97	100	100
	Céréales (riz, pâtes, maïs...)	92	98	95	100	100
	Tubercules (banane, manioc, pomme de terre...)	92	94	97	100	100
7 groupes d'aliments riches en nutriments	Légumineuses (haricots, fèves, lentilles...)	42	75	95	87	100
	Produits laitiers (lait, fromage...)	42	46	59	72	100
	Fruits (agrumes...)	16	32	66	87	100
	Oeufs	42	42	57	72	100
	Poisson (thon...)	0	2	9	3	33
	Viande (volaille...)	0	6	7	22	33
	Légumes (tomates, oignons...)	0	6	16	5	33

4.4. Corrélations entre les indicateurs de sécurité alimentaire

ELCSA est significativement corrélé aux indicateurs MIFP et HDDS. La corrélation positive entre ELCSA et MIFP signifie que les ménages qui déclarent une période de soudure plus longue sont ceux qui doivent modifier davantage leurs pratiques de consommation alimentaire par manque de ressources. La corrélation négative entre ELCSA et HDDS signifie que les ménages qui doivent modifier davantage leurs pratiques de consommation alimentaire par manque des ressources ont aussi un accès alimentaire, mesurée en termes de groupes d'aliments consommés, plus faible. Ces résultats sont cohérents avec la construction d'ELCSA. Les questions capturent l'accès aux aliments à l'échelle du ménage et l'indicateur est basé sur la manière dont les ménages vivent et relatent l'expérience d'insécurité alimentaire. Les indicateurs « objectifs » HDDS et HDDSqualité ne sont pas corrélés à MIFP et à la déclaration d'une période de soudure (oui/non). Cela signifie que les ménages qui déclarent subir une période de soudure plus longue n'ont pas un accès économique et physique à l'alimentation moins bon en période de soudure. En d'autres termes, même si leur période de soudure déclarée est plus longue, ils parviennent à maintenir un niveau d'accès similaire aux autres en moyenne pendant la période de soudure. En revanche, les forts taux de MIFP révèlent une forte préoccupation et des difficultés majeures à accéder à la nourriture à cette période de l'année.

Ces résultats confirment que chacun des indicateurs mesure une composante particulière de l'insécurité alimentaire et non son intégralité, et qu'il est donc important d'utiliser plusieurs indicateurs de sécurité alimentaire pour comprendre le phénomène.

5. Une pluralité de causes et de réponses face à l'insécurité alimentaire saisonnière

Nous montrons que bien qu'ils soient certifiés bio ou bio-FTI, les ménages caféiculteurs enquêtés souffrent d'insécurité alimentaire. Cette insécurité alimentaire est qualifiée de « légère » pour deux tiers de l'échantillon selon ELCSA, mais il existe une frange importante de l'échantillon qui souffre d'une insécurité alimentaire modérée à sévère.

L'objectif de cette section est (1) de décrire comment les ménages tentent de sécuriser leur alimentation en prévention du risque d'insécurité alimentaire (section 4.1), (2) d'identifier les causes perçues de l'insécurité alimentaire saisonnière (section 4.2), et (3) d'examiner comment les ménages font face à l'insécurité alimentaire saisonnière *ex post* (section 4.3).

5.1. Pratiques de sécurisation alimentaire spontanées *ex ante*

Nous identifions trois pratiques principales destinées à réduire le risque d'insécurité alimentaire : pratiques d'évitement, pratiques d'assurance, et pratiques de dispersion.

5.1.1. Pratique d'évitement : la caféiculture

D'abord, les ménages agricoles investissent dans la production et la commercialisation (collective) de café. C'est une pratique d'évitement. Les ménages attendent beaucoup de la caféiculture pour sécuriser leurs moyens d'existence. Ils voient en la vente du café une opportunité d'accroître leurs revenus et leur accès économique à l'alimentation. Certains définissent le terme « alimentation adéquate » par « *produire plus de café pour que l'argent dure longtemps* » (Enquête auprès d'un producteur de *Canaris*, Lambayeque en août 2015). Certains travaux agricoles sont justifiés par les besoins alimentaires de la famille : « *Si nous ne rénovons pas les caféiers, il n'y a pas d'où manger* » (enquête auprès d'un producteur de *Penachi*, Salas). En complément d'un investissement individuel dans la caféiculture, tous les ménages enquêtés participent à une OP, comme pratique collective face à l'adversité. Certains participent également à la certification équitable via leur OP.

5.1.2. Pratique d'assurance : production vivrière et épargne sous forme d'élevage

En complément, ils ont recours à une pratique d'assurance avec les cultures vivrières et la constitution d'une « épargne » sous forme d'élevage.

Le maintien de cultures vivrières répond à deux préoccupations. D'une part, il s'agit d'un filet de sécurité face au risque d'insécurité alimentaire. Tous s'accordent à dire que les activités rémunératrices procurent un revenu nécessaire à la sécurisation alimentaire du ménage, mais

insuffisant. D'autre part, ils associent les termes « bonne alimentation » ou « alimentation adéquate » à une alimentation qui provient de leur propre production ou à une production locale. Elle est alors considérée comme « naturelle » contrairement aux aliments produits sur la côte, souvent de manière très intensive en intrants et en pesticides⁶¹.

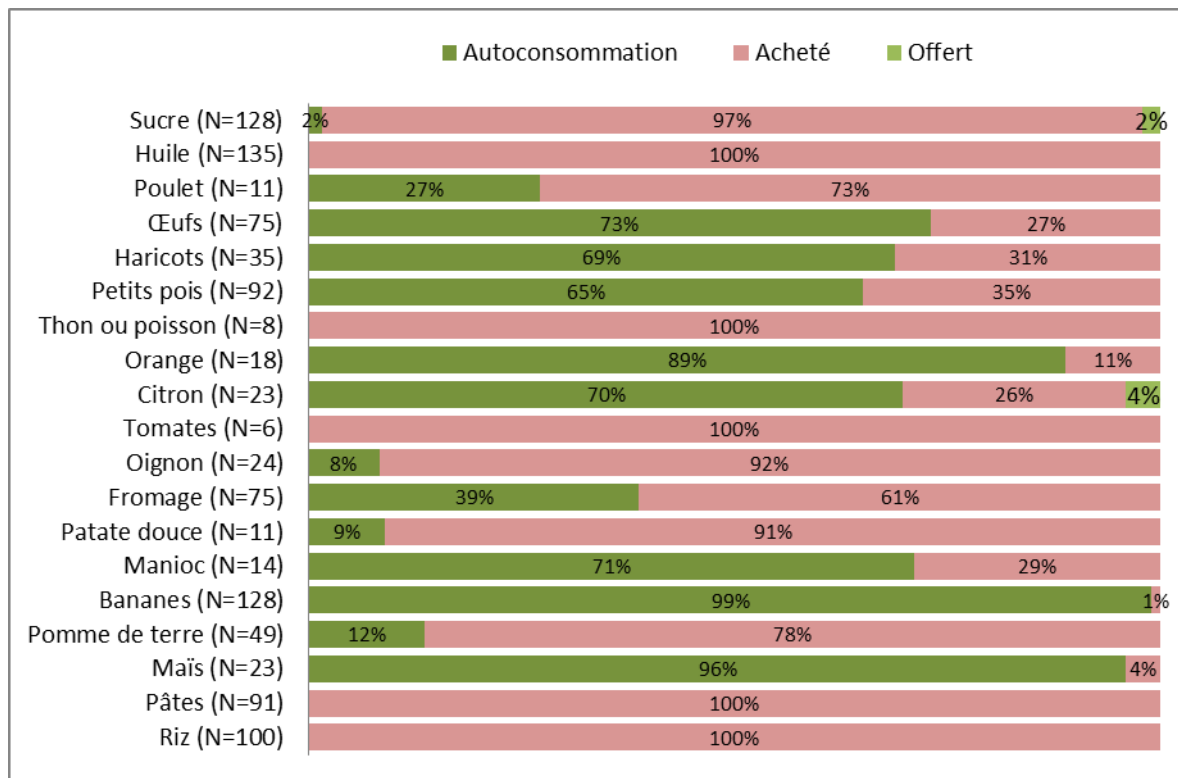
En moyenne 39% des aliments consommés la veille provenait de la production à la ferme. Les deux sources d'approvisionnement (autoconsommation et achat) sont complémentaires pour procurer une diversité d'aliments. Certains aliments sont issus uniquement d'un approvisionnement sur le marché local (riz, pâtes, pommes de terre, sel, matières grasses...), alors que d'autres sont quasi-exclusivement issus de stratégies d'autoconsommation et ne seront pas achetés en substitut d'un manque de production vivrière : « *Nous sommes habitués, quand il n'y en a pas, il n'y en a pas !* »⁶² (Enquête avec une productrice du district de Salas). C'est le cas des fruits, du maïs, ou encore de certaines légumineuses comme les fèves. Enfin, une troisième catégorie d'aliments peut provenir indifféremment du marché ou de la ferme. C'est le cas par exemple du fromage (environ 2/3 des ménages qui en ont consommé l'ont acheté, 1/3 l'a produit artisanalement avec du lait issu de leur exploitation).



⁶¹ Il existe une tension entre la préférence des ménages pour les régimes alimentaires traditionnels, locaux et sans produits chimiques, et la consommation quotidienne observée riches en produits venant de la côte péruvienne ou importés, parfois transformés (comme le riz ou les pâtes).

⁶² Traduction de l'espagnol: « *Estamos acostumbrado, cuando no hay, no hay !* »

Figure 30: Pratique d'approvisionnement des aliments consommés le jour précédent l'enquête (source : auteur)



Une fois les produits industriels ou non cultivables localement retirés de l'analyse (c'est à dire hors riz, pâtes, huile, sucre et sel.), nous montrons une dépendance aux deux tiers des produits issus de la ferme.

Notons que ces données concernent les modes d'approvisionnement des aliments consommés la veille de l'enquête, c'est-à-dire pendant la période de soudure, ou pré-récolte vivrières. L'approvisionnement post-récoltes vivrières, non mesuré ici, est susceptible d'être davantage orienté vers l'autoconsommation.

L'autoconsommation est issue de la production de cultures pluviales (céréales et légumineuses), de fruits et des activités d'élevage. Les fruits sont ceux provenant de leurs propres parcelles, avec un recours au marché très marginal. La consommation de protéines animales est très fortement liée à l'élevage de petits animaux, telles que les volailles ou les cochons d'inde. Ce sont toutefois des viandes réservées pour des événements festifs. Les bovins sont aussi élevés à la fois pour la consommation de lait et la consommation de fromages fabriqués artisanalement.

Comme pratique d'assurance, les ménages constituent aussi une épargne sous forme d'un élevage diversifié (les bovins sont la principale espèce d'« épargne »). 50% des ménages possèdent 3 espèces d'animaux ou plus. Ils ont en moyenne 15 animaux, toutes espèces confondues.

5.1.3. Diversification des activités rémunératrices : pratiques de *dispersion* (défensif) et *d'évitement* (offensif)

Les ménages ont recours à plusieurs activités de moyens d'existence rémunératrices pour compléter les revenus issus du café: activités agricoles (« *on farm* »), emploi agricole (« *off farm* »), travail non-agricole salarié, travail non-agricole indépendant (en moyenne 1,8 types d'activités rémunératrices avec ce découpage). Les éléments de justification de ces activités dans une perspective de sécurisation alimentaire permettent de discriminer ces pratiques. Il y a d'une part des tentatives de sécurisation alimentaire basées sur des activités agricoles à caractère défensif : la *dispersion* (vente d'animaux (64% des ménages), de produits issus de l'élevage (13%), de produits vivriers (28%), de fruits (27%)). Elles constituent de petits compléments de revenus mais ne constituent pas une source principale de revenus. D'autre part, certains ménages mettent en place une diversification des activités rémunératrices (agricoles ou non agricoles, comme la vente d'alcool de canne à sucre (24% des ménages), ou des boutiques (13%)) dans une perspective *d'évitement/d'investissement*. C'est une pratique offensive. Elles sont présentées par les producteurs comme des compléments de revenus relativement importants.

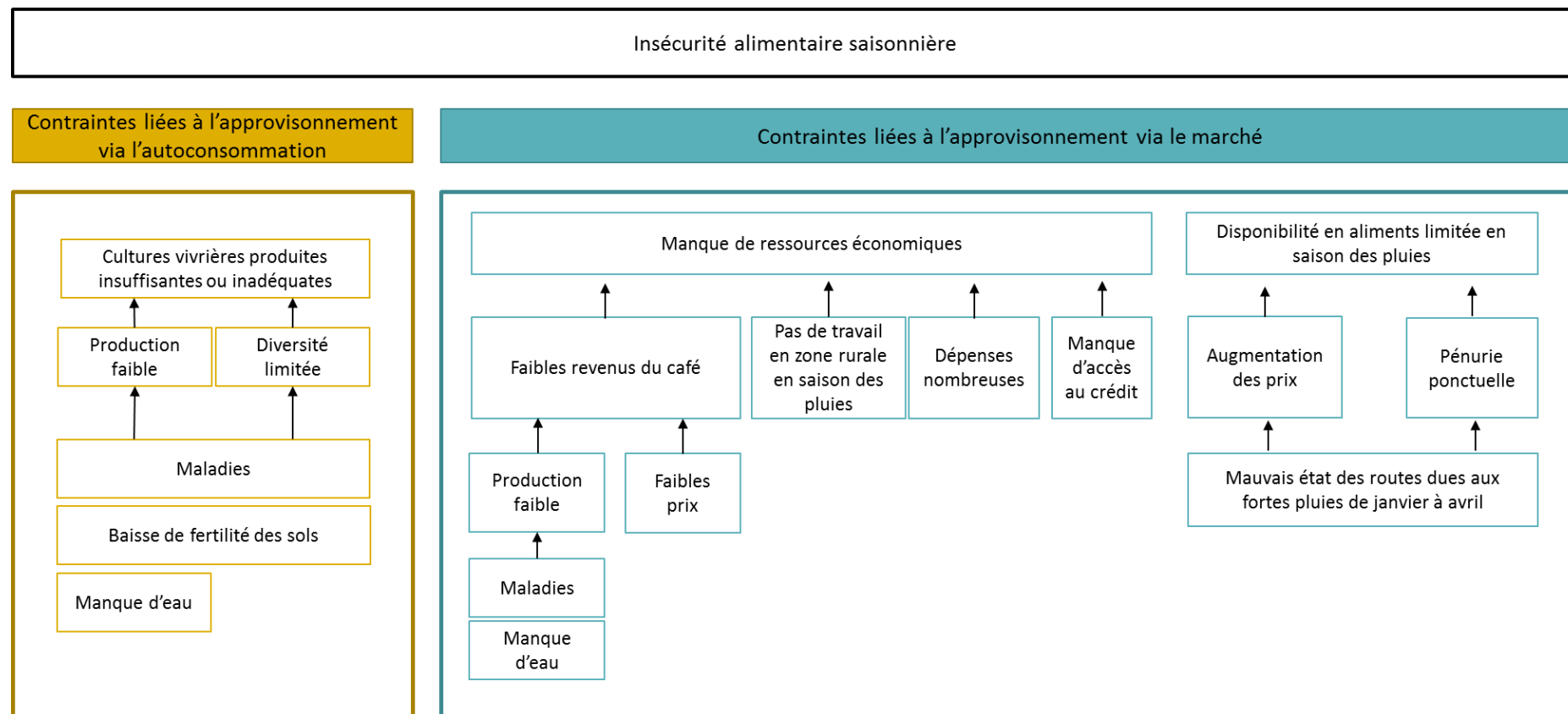
Enfin d'autres activités s'inscrivent dans des activités de résistance *ex-post* comme le salariat agricole migrant et saisonnier. Bien qu'il s'agisse d'une pratique de sécurisation *ex post*, le salariat agricole est l'une des sources principales de revenus pour les ménages n'ayant pas les ressources nécessaires pour mener à bien d'autres activités de moyens d'existence rémunératrices.

5.2. Causes directes et sous-jacentes perçues de l'insécurité alimentaire

Malgré ces pratiques de sécurisation alimentaire *ex-ante*, l'insécurité alimentaire saisonnière persiste dans ces communautés caféicultrices. Les discussions menées en focus groupes (une photo à l'annexe 15 montre les résultats dans le village de *Kerguer*, district Salas) convergent avec les entretiens semi-directifs et permettent d'identifier les causes de l'insécurité alimentaire perçues par les ménages agricoles. Elles sont résumées dans la Figure 31. Deux types de contraintes sont évoqués :

- (i) des contraintes liées à l'approvisionnement via l'autoconsommation, c'est-à-dire à la pratique de sécurisation alimentaire *d'assurance* basée sur la production vivrière.
- (ii) des contraintes liées à l'approvisionnement par le marché : un manque de ressources économiques (en lien avec les pratiques *d'évitement* et de *dispersion*) et une disponibilité alimentaire limitée localement en saison des pluies.

Figure 31: Schéma des causes perçues de l'insécurité alimentaire saisonnière (source: auteur)



5.2.1. Contraintes liées à l'approvisionnement via l'autoconsommation

Une première cause perçue correspond aux contraintes liées aux pratiques d'approvisionnement via l'autoconsommation. Le niveau de production des aliments de base est particulièrement inégal selon les années et détermine les réserves disponibles pour la période de soudure suivante.

*«Parfois il y a suffisamment de réserves, d'autres fois non et il faut acheter. Tous les ans ne sont pas identiques »*⁶³ (Entretien avec un producteur de Penachi, Salas, en mars 2016).

Plusieurs limitations en matière de production sont évoquées : le niveau de précipitations, la fertilité des sols ou le climat. La première limitation, ponctuelle, concerne l'intensité et la durée des précipitations. Un producteur explique :

*« En ce moment, les plantes poussent, toutes petites. Parfois (...) la pluie continue de tomber pendant ce mois de mai et affecte les plantations. Parfois, quand la météo ne les affecte pas, la nourriture ne manque pas. Et si la météo les affecte, la nourriture peut manquer »*⁶⁴ (Caféiculteur de Corral de Piedra, Canaris, enquête en mars 2016).

Des épisodes venteux détruisent parfois une partie des futures récoltes et constituent un second risque naturel, qui survient de manière fréquente dans la région de Lambayeque (en juillet 2015 dernièrement).

*«Le vent est un grand problème ici, c'est très sensible au vent. Cette année 2015, la récolte de produits annuels a été très basse à cause du vent et de la météo, cela n'a pas donné. Les réserves d'aliments étaient basses, elles sont déjà épuisées, et j'ai déjà acheté des aliments »*⁶⁵ (Enquête auprès d'une productrice de Penachi, Salas, en mars 2016).

Par ailleurs, au-delà de ces chocs ponctuels possibles, les participants aux focus groupes identifient très clairement des tendances non favorables à la production (maladies qui augmentent les risques de production, baisse tendancielle de la fertilité des sols). Les producteurs n'utilisent aucun engrais pour les productions vivrières. Les évolutions du climat et de la fertilité des sols ont conduit les ménages à abandonner certaines cultures comme la pomme de terre. Cela a donc un effet sur la diversité agricole cultivée. De même, à Salas, les arbres fruitiers (notamment les « grenadilles » (« *granadilla* » en Péruvien) anciennement vendues par tous les ménages agricoles de la région) souffrent d'une maladie fongique depuis le milieu des années 2000 qui abaisse fortement la production. L'ensemble des producteurs s'accorde à dire que les productions vivrières sont en déclin. Les caféiculteurs sèment les cultures vivrières dans une forte incertitude productive, nommée localement: « *aventurando* » littéralement « en

⁶³ Traduction de l'espagnol: "A veces hay suficiente, otra vez no hay, y hay que comprar, todos los años no son iguales"

⁶⁴ Traduit de l'espagnol : "las plantas ahora están ya en crecimiento, chiquitas, y a veces el clima; sigue la lluvia todo este mayo y lo afecta al producto, pero a veces cuando no lo afecta el clima produce bien y no falta la alimentación. Y si afecta el clima puede faltar alimentos".

⁶⁵ Traduit de l'espagnol : « El viento es un gran problema aca, es sensible al viento. Por este año 2015 fue muy bajo la cosecha de temporales, por el viento y por el clima, no producio. Las reservas estaban bajas, ya se terminó, y ya he comprado [alimentos]"

s'aventurant » ou « en s'hasardant ». Ils diminuent la quantité de semences car en utiliser davantage ne permet plus de récolter davantage. Ils cherchent à optimiser leur investissement initial (coûts et main d'œuvre). Certains producteurs évoquent le changement climatique comme cause sous-jacente aux difficultés rencontrées : manque d'eau et maladies fongiques de plus en plus fréquentes.

Malgré la baisse des productions vivrières, les ménages ont maintenu les pratiques d'autoconsommation car les cultures vivrières constituent un filet de sécurité indispensable à la sécurisation alimentaire. Cela est aussi favorisé par le fait qu'il n'existe pas de compétition foncière entre les cultures vivrières (annuelles) et la culture du café. Les parcelles dédiées au café se situent fréquemment sur les parcelles en bordure de canaux d'irrigation. Les parcelles destinées aux cultures pluviales et aux pâtures sont localisées quant à elles sur les hauteurs, dans des zones sans irrigation et souvent plus pentues. Enfin, il existe peu de compétition en termes de calendriers culturels.

5.2.2. Contraintes liées à l'approvisionnement alimentaire via le marché

Une autre cause directe perçue par les ménages fait référence aux contraintes liées à l'approvisionnement alimentaire via le marché.

- Des ressources économiques limitées et saisonnières

Les ménages perçoivent le manque de ressources économiques comme un des facteurs limitants pour accéder à une alimentation suffisante et diversifiée toute l'année. Premièrement, il s'agit d'un manque de revenus de la caféiculture. 58% des ménages déclarent que la vente de café représente plus de la moitié de leurs revenus annuels. Malgré la pratique *d'investissement* dans la caféiculture, les ménages restent vulnérables à une baisse de la production⁶⁶ ou à une chute des prix de vente. Ces baisses sont alors considérées comme les principales causes sous-jacentes au manque de ressources économiques et à l'insécurité alimentaire vécue. Deuxièmement, il ressort que ces zones caféicultrices offrent peu d'opportunités rémunératrices en saison des pluies (ni activités agricoles, ni agricoles salariées). Les ménages le perçoivent comme une des causes de leur insécurité alimentaire. Troisièmement, ils ajoutent que la période de soudure est une période où les dépenses sont plus élevées que le reste de l'année. Suite à la période de vacances scolaires de mi-janvier à mi-mars, les enfants rentrent à l'école et les frais d'achat de matériel, vêtements, ou d'inscription sont élevés. Quatrièmement, certains participants remarquent que le manque de ressources financières est en partie dû au manque d'accès aux crédits.

- Accès et disponibilité physique localement

Les participants des focus groupes ont identifié l'accès et la disponibilité physique des aliments comme étant une des causes de leur insécurité alimentaire. Lors de la saison des pluies les

⁶⁶ Par exemple, les récoltes de café ont chuté durant les années 2013-2015 à cause de la rouille du café.

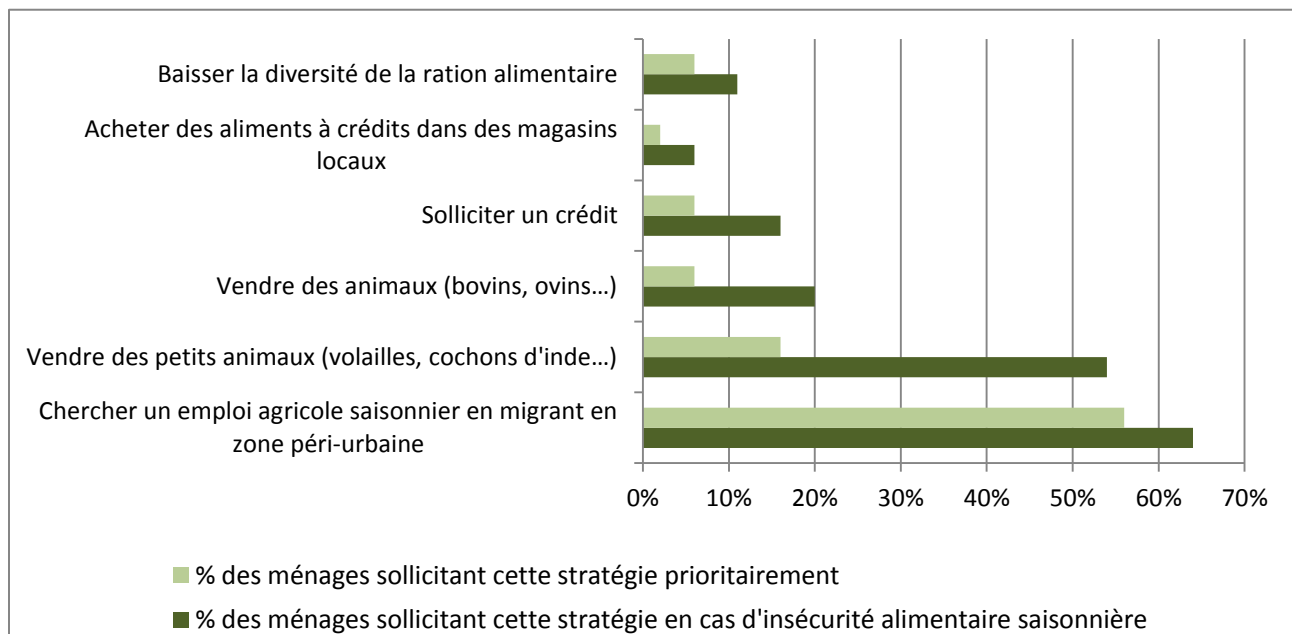
villages deviennent parfois inaccessibles car les routes sont impraticables. Approvisionner les magasins en produits de base devient difficile, et lorsque les produits parviennent aux villages, les prix sont élevés. L'augmentation des prix est exacerbée lorsque les récoltes de la saison précédente ont été faibles. Les participants associent la saison des pluies à la saison d'insécurité alimentaire, mais également à un ensemble de difficultés redoublées en raison des pluies : inaccessibilité et risque dans les transports, maladies des hommes, des animaux et des plantes, vulnérabilité économique.

5.3. Pratiques de sécurisation alimentaire spontanées *ex post*

En cas d'insécurité alimentaire saisonnière, les ménages ont différentes manières de répondre.

La Figure 32 illustre les pratiques *ex-post* et le pourcentage de ménages de l'échantillon N=107 (sous échantillon correspondant aux ménages déclarant une période d'insécurité alimentaire saisonnière) qui les met en œuvre. Le pourcentage de ménages pour qui la pratique concernée est privilégiée, est aussi indiqué.

Figure 32: Pratiques de sécurisation alimentaire *ex-post* (N=107)



Les enquêtes montrent que les principales pratiques *ex-post* visent à augmenter les ressources financières pour accéder à l'alimentation sur le marché local via des pratiques de *résistance* et de *décapitalisation*. D'abord, les ménages vendent leur force de travail à de grandes plantations en région péri-urbaine. La durée de cette migration saisonnière dépend principalement des niveaux de récoltes (café et vivrier) de la saison passée. Lorsque la saison du café est jugée satisfaisante au regard des besoins de la famille (notamment alimentaires), la migration est plus courte voire absente. Au contraire, une année marquée par une crise (une sécheresse, maladies

du café...) touchant le café ou les cultures vivrières, entraîne une migration plus longue. Les ménages font le choix de migrer car les fermes locales n'ont souvent pas besoin de main d'œuvre en saison des pluies, et car les salaires-horaires dans les plantations sont supérieurs à ceux pratiqués dans les villages par les exploitations familiales⁶⁷. Un producteur explique :

*« Parfois, je migre. Cela dépend des besoins. De juin à septembre, c'est le café, et après, de décembre, janvier, ces périodes-là, il n'y a déjà plus de revenus. Alors à cette période il faut partir pour travailler, l'argent du café s'est déjà épuisé. Avec le café seulement, ce n'est pas possible de subvenir aux besoins de la famille »*⁶⁸ (Entretien auprès d'un caféiculteur de Corral de Piedra, Canaris, mai 2016).

Ensuite, en complément (ou à la place) du travail en tant qu'ouvrier agricole, les ménages décapitalisent leur épargne d'élevage de précaution (bétail ou petits animaux) pour compléter leurs revenus. La vente d'animaux est incitée par un manque de ressources économiques en période de soudure. Un producteur explique :

*« J'aimerais vendre une « yunta » (deux taureaux) car il nous manque un peu d'argent, cela nous aide quand on a des besoins, pour couvrir certains coûts. C'est difficile de cultiver la terre sans « yunta ». [...] Mais le prix du café était bas l'année dernière, et nous n'avons déjà plus aucun revenu, c'est pour ça que nous allons la vendre »*⁶⁹ (Entretien auprès d'un caféiculteur de Corral de Piedra, Canaris, mai 2016).

Enfin, d'autres pratiques minoritaires sont citées. Les ménages sollicitent des crédits formels ou informels (22%) ou des prêts d'aliments dans des magasins du village (6%). 11% des ménages abaissent la diversité des rations alimentaires en période de soudure comme pratique de *restriction*. En termes de consommation, les enquêtes ont montré la place prépondérante des bananes dans les rations en période de soudure. Elles peuvent être récoltées tout au long de l'année et ne bénéficient pas d'un marché rémunérateur pour la vente. C'est pourquoi il s'agit d'un aliment « filet de sécurité ».

Le Tableau 27 ci-dessous résume les résultats de cette section.

Cette dernière confirme le fait qu'il existe une pluralité de pratiques de sécurisation alimentaire spontanées utilisées conjointement *ex-ante* et/ou *ex-post* pour faire face à un ensemble de facteurs contraignants leur sécurité alimentaire.

⁶⁷ Un travailleur agricole migrant et saisonnier est rémunéré 30 soles la journée dans les plantations des zones périurbaines, alors que la journée de travail est payée 20 soles dans les villages (soit environ 7,50€ au lieu de 5,25€).

⁶⁸ Traduit de l'espagnol : « A veces salgo, depende de las necesidades, cuando a veces de junio hasta septiembre es el café y después de diciembre enero estas fechas ya no hay ingresos entonces en estas fechas hay que salir a trabajar, ya está terminando el dinero de café, con el café solamente no se puede sostener la familia »

⁶⁹ Traduit de l'espagnol : « gustaría vender una yunta [dos toros] porque falta un poco de dinero, nos apoya cuando hay necesidades, para cubrir algún gasto, es difícil cultivar sin yunta [...] Pero fue bajo el precio del café el año pasado, ya tenemos nada de ingreso, por eso vamos a vender »

Tableau 27: Résumé des pratiques de sécurisation alimentaire ex-ante et ex-post

<i>Ex ante</i>		<i>Ex post</i>	
Sécurisation		Ajustement	
Assurance - Production vivrière - Elevage d'animaux constituant une épargne	Dispersion Diversification des activités rémunératrices	Décapitalisation Vente d'animaux	Restriction Baisse de la diversité des rations, accroissement de la consommation de bananes
Evitement		Adaptation	
Investissement - Investissement dans la production et commercialisation du café - Participation à une OP : pratique collective d'ordre technique et commercial - Investissement dans des activités non agricoles et dans une seconde activité agricole (canne à sucre)	Spécialisation /	Résistance Migration temporaire et vente de la force de travail (ouvrier agricole dans des plantations de zone péri-urbaines.	Rupture /

6. Vers une typologie des ménages caféiculteurs

Cette section vise maintenant à mettre en évidence des relations entre ces combinaisons de pratiques de sécurisation alimentaire, les ressources des ménages et leur localisation en construisant une typologie.

6.1. Choix des variables de l' ACM

Une ACM est réalisée sur 9 variables (Tableau 28) représentant les diverses pratiques de sécurisation alimentaire spontanées et *ex-ante* mises en œuvre.

Contrairement aux études existantes, nous avons fait le choix de ne pas utiliser des variables conjoncturelles ou de performance (par exemple le chiffre d'affaire réalisé en 2015 pour le café, ou les volumes de céréales produits) ni des variables représentant des pratiques de sécurisation dites *ex-post*. Nous ne contrôlons alors pas sur les « droits d'accès à l'alimentation » au moment de l'enquête, mais nous axons la typologie sur des variables de choix de pratiques de sécurisation *ex-ante*. Ces dernières sont répertoriées dans la section 5.1 et sont approchées ici par différentes variables catégorielles.

- Pratique d'évitement via l'investissement dans la caféiculture (trois variables)

L'évolution du capital foncier alloué à la caféiculture entre 2006 et 2015 est utilisée (caféiers en production et en croissance), ainsi que la part de surface actuelle (2015) consacrée au café par rapport au capital foncier total. Cela témoigne de l'importance donnée à cette pratique d'évitement vis-à-vis des autres activités agricoles. Enfin, la pratique de sécurisation collective qui consiste à participer à une OP certifiée par le commerce équitable est la troisième variable intégrée dans l'ACM.

- Pratiques d'assurance via la production vivrière et via l'élevage d'épargne (quatre variables)

L'évolution du capital foncier dédié aux cultures vivrières pluviales entre 2006 et 2015 est utilisée, de même que la part de surface actuelle (2015) consacrée aux cultures vivrières par rapport au capital foncier total. L'évolution du nombre de bovins entre 2006 et 2015 représente l'orientation prise vers l'activité d'élevage bovin et vers cette forme d'épargne; de même que le nombre de vaches actuelles en relation au capital foncier.

- Pratiques de dispersion via la diversification des activités rémunératrices (deux variables)

Elles sont représentées par deux variables : la présence d'une surface allouée à la culture de la canne à sucre (hors parcelles caféières) et la présence d'une source de revenus non agricole.

Tableau 28: Description des 9 variables utilisées pour l'ACM

	Description
Investissement dans la caféiculture	
Evolution de la surface utilisée pour le café (en production ou croissance) entre 2006 et 2015	= 1 si augmenté, = 0 a maintenu la surface
% des terres utilisées pour le café	1 : <39% (1Q), 2 : entre 39 et 72% (2Q-3Q), 3 : >72% (4Q)
Participation au commerce équitable FTI	= 1 si oui ; = 0 sinon
Assurance : production vivrière	
Evolution de la surface utilisée en cultures vivrières 2006-2015	=1 A diminué, =0 a maintenu la surface
% des terres utilisées pour la culture vivrière	1 : <7% (1Q), 2 : entre 7 et 27% (2Q-3Q), 3 : >27% (4Q)
Assurance : épargne sous forme d'élevage	
Evolution du nombre de bovins	A diminué, a maintenu, a augmenté
Nombre de vaches / ha de terres	0, entre 0 et 0,5vaches par ha, >0,5vaches
Dispersion agricole rémunératrice et non agricole	
Canne à sucre (hors plantations de caféiers)	= 1 si oui ; = 0 sinon
Revenu non agricole	= 1 si oui ; = 0 sinon

6.2. Résultats de l'ACM

A travers la représentation graphique (Figure 33), l'ACM permet d'identifier des corrélations entre modalités de variables. Nous interprétons en particulier les modalités dont la contribution à la formation des axes est élevée (voir tableau des contributions aux axes en Annexe 16)

Plusieurs pratiques de sécurisation alimentaire caractérisent le premier axe (horizontal). Du côté des valeurs négatives, l'on retrouve la pratique d'évitement via l'investissement dans la caféiculture (bleu) (augmentation des surfaces depuis 2006, et part du foncier en café moyen), la participation au commerce équitable et la pratique de dispersion via une diversification agricole rémunératrice (vert) (canne à sucre). Les pratiques d'assurance via l'autoconsommation et via l'élevage d'épargne sont intermédiaires ou élevées (orange)

Au contraire, la droite du graphique est caractérisée par les pratiques d'assurance via l'autoconsommation et via l'élevage d'épargne faibles (voire nulles)(orange et noir), le recours à la pratique de dispersion non agricole (vert) et la modalité qui consiste à consacrer une part importante du capital foncier à la caféiculture.

Deux modalités principales contribuent à la formation du second axe (vertical) : l'investissement dans l'épargne de précaution via la capitalisation en bovins et le fait de consacrer une part limitée du foncier à la caféiculture (en haut)(noir et bleu).

En résumé, à gauche du graphique l'on retrouve une combinaison de pratiques d'évitement (investissement dans la culture du café), de *dispersion* agricole (canne à sucre) et d'*assurance* (production vivrière) ; en haut à gauche, les pratiques d'épargne de précaution et *dispersion* avec l'élevage ; et à droite un recours aux pratiques de dispersion non agricole et une utilisation importante du foncier pour la caféiculture.

Pour effectuer une typologie plus précise et comprendre les facteurs discriminants, une méthode de classification ascendante hiérarchique CAH est utilisée sur la base des coordonnées des observations sur les deux axes identifiés dans l'ACM.

Figure 33: Représentation graphique de l'ACM

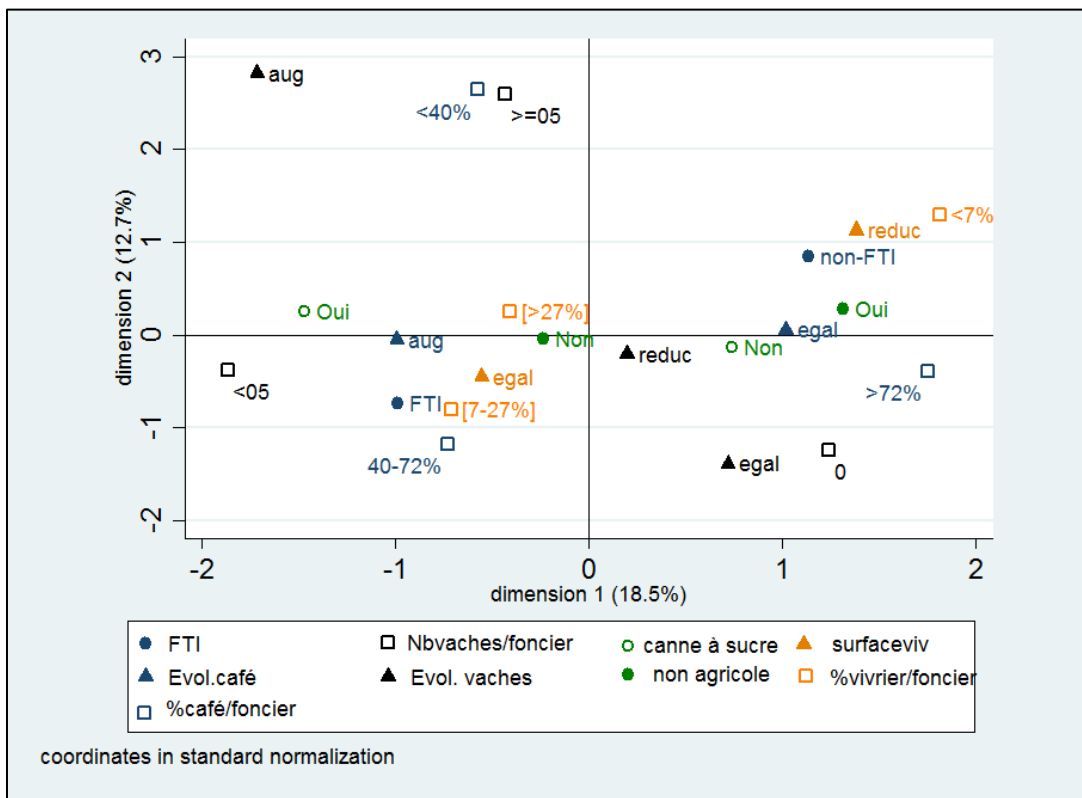


Figure 34: Dendrogramme issu de la classification hiérarchique ascendante

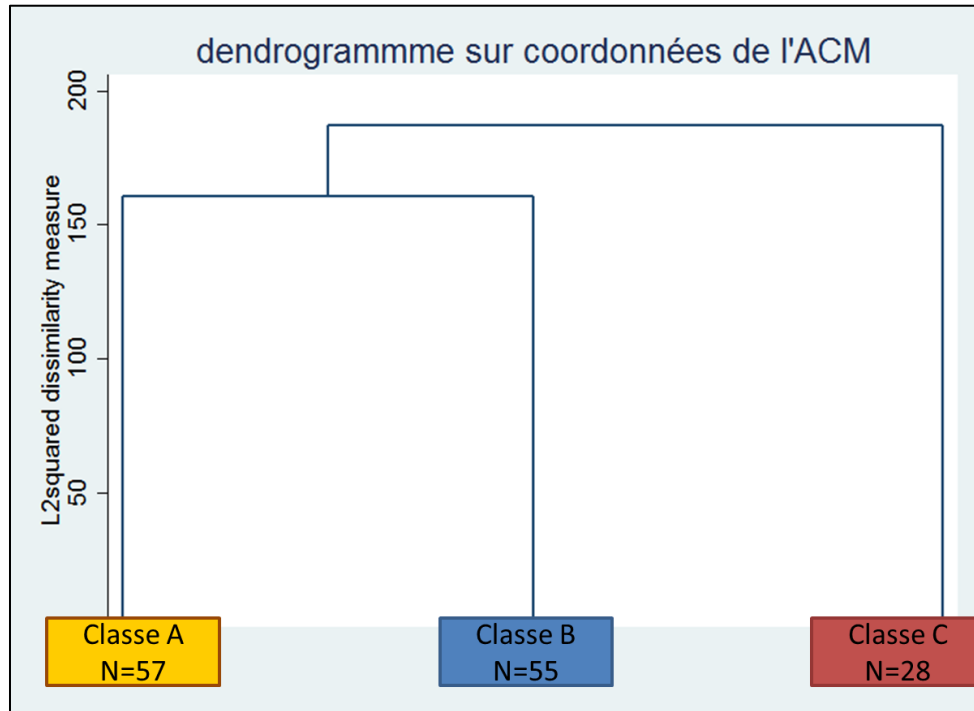
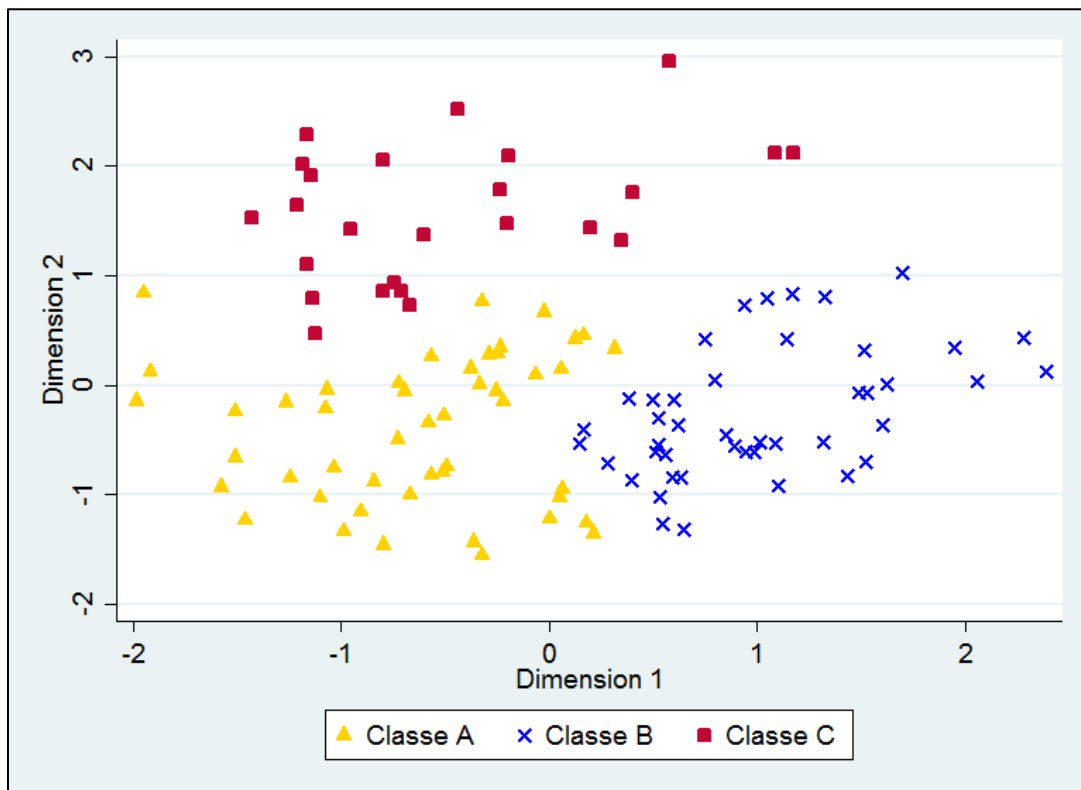


Figure 35: Représentation graphique des observations selon les deux premiers axes de l'ACM



6.3. Une typologie en 3 classes

La CAH fournit un arbre séparant plusieurs classes (Figure 34). Nous coupons l'arbre au niveau de trois classes car cela permet de réduire la perte d'inertie interclasses (en sélectionnant moins de classes) et de générer des classes qui font sens empiriquement. Nous présentons les 3 classes en fonction des variables qui permettent de les discriminer significativement des autres classes. Des tests paramétriques ou non paramétriques sont effectués pour estimer la significativité des relations (Annexe 14). Les étoiles dans le tableau indiquent les seuils de significativité de 10% *, 5% **, et 1% ***. Plus spécifiquement, les valeurs surlignées dans le tableau sont celles interprétées dans le texte.

Les 3 classes révélées par la typologie représentent des grands « types » de pratiques de sécurisation alimentaire *ex-ante*.

Le capital foncier détermine d'abord cette typologie : deux classes sont dotées d'un capital foncier supérieur à la moyenne (A et C) tandis que la classe B est dotée d'un capital foncier inférieur à la moyenne.

6.3.1. Des producteurs mieux dotés en ressources foncières : les classes A et C

Les ménages de deux classes, A et C, se retrouvent du côté gauche du graphique en considérant leurs coordonnées sur les deux premiers axes de l'ACM (Figure 35). Ils sont composées de ménages dotés d'un capital foncier supérieur à la moyenne (significatif à 1%) ce qui explique leur orientation vers les activités agricoles. Le capital foncier détermine l'orientation prise vers des pratiques de sécurisation alimentaire basées sur les activités agricoles vivrières, rémunératrices et d'élevage. Ces ménages sont aussi caractérisés par un relatif isolement vis-à-vis de la route principale (toute l'année ou temporairement en saison des pluies).

➤ **La classe A : Les caféiculteurs « moyens » qui s'orientent vers le café, dont le commerce équitable**

La classe A comprend 57 ménages, soit 41 % de l'échantillon. Les ménages de la classe A se caractérisent par des pratiques de sécurisation tournées vers la caféiculture et vers le commerce équitable. La plupart vit dans des villages isolés de la route principale toute ou une partie de l'année (significatif à 5%).

70% des ménages ont augmenté la surface en café depuis 2006 et ils consacrent aujourd'hui plus de la moitié de leurs terres en moyenne au café. 82% des ménages sont certifiés par le commerce équitable.

En parallèle, ils maintiennent une pratique d'assurance basée sur l'autoconsommation plus importante que la moyenne. Une très faible part des ménages a réduit les surfaces destinées à l'agriculture vivrière depuis 2006. Cela témoigne d'une volonté de conserver l'agriculture

vivrière comme pratique d'assurance. Ils sont aussi diversifiés avec des cultures de rente (canne à sucre). En revanche, l'évolution de l'élevage bovin depuis 2006 ne discrimine pas les ménages de cette classe. Les activités non agricoles sont peu fréquentes dans cette classe (significatif à 5%).

La combinaison de pratique d'évitement, d'assurance et de dispersion agricole est permise par un capital foncier supérieur à la moyenne. Ils ont également plus d'enfants que la moyenne ce qui peut expliquer le recours à des pratiques de sécurisation basée sur l'autoconsommation (la part des aliments provenant de la ferme est supérieure à la moyenne). Le recours aux pratiques d'assurance basées sur l'autoconsommation peut s'expliquer aussi par le fait qu'ils sont plus éloignés de la route et qu'ils ont donc un accès limité au marché en période de soudure.

Dans la classe A, les indicateurs de sécurité alimentaire ne sont pas significativement différents de la moyenne de l'échantillon, hormis la proportion de ménages qui subit une période de soudure de 3 mois qui est supérieure à la moyenne (significatif à 5%).

➤ **La classe C: Les caféiculteurs « petits » aux pratiques de sécurisation tournées vers des activités agricoles commerciales diversifiées**

La classe C comprend 28 ménages, soit 20% de l'échantillon. La localisation ne discrimine pas les ménages de cette classe.

Comme la classe A, ils sont aussi dotés d'un capital foncier supérieur à la moyenne, mais l'allouent différemment. Ce qui caractérise cette classe ce sont les activités agricoles commerciales diversifiées : café, élevage et canne à sucre. Un tiers des terres sont consacrées au café, ce qui marque un investissement dans le café moindre par rapport aux autres classes. Les ménages se sont tournés vers l'élevage avec 64% des ménages ayant augmenté le nombre de bovins depuis 2006 et consacrant une part importante de terres à l'élevage bovin. Ils sont également fortement diversifiés en canne à sucre. En revanche, le recours à l'agriculture vivrière comme pratique d'assurance ne discrimine pas les ménages.

Les indicateurs de sécurité alimentaire ne permettent pas de différencier significativement les ménages de la classe D des autres classes, hormis une plus faible prévalence de ménages aux scores HDDS inférieurs à la médiane de l'échantillon et une plus faible prévalence de ménages au score HDDS égal à la médiane. Cela signifie qu'il a significativement moins de producteurs consommant une faible diversité de groupes d'aliments en soudure.

6.3.2. Les producteurs dotés de peu de ressources foncières : la classe B

Les producteurs de cette classe sont dotés de relativement moins de capital foncier que les autres classes (significatif à 1%). Cette classe se caractérise par une proximité de la route principale desservie toute l'année (47% des ménages de cette classe, contre 29% dans

l'échantillon total (significatif à 1 %)) et un recours aux activités non agricoles (25% des ménages contre 15% dans l'échantillon total (significatif à 1 %)).

➤ **La classe B : Les caféiculteurs « petits » qui s'écartent des activités agricoles**

La classe B comprend 55 ménages, soit 39% de l'échantillon.

Avec un capital foncier inférieur aux autres classes, les ménages sont peu orientés vers les activités agricoles, hormis le café. Le café occupe presque trois quarts des terres agricoles, même si depuis 2006, leur stratégie n'a pas été d'accroître leur surface en café. Pour la plupart des ménages de cette classe, cela n'a pas été non plus de se certifier au commerce équitable (seulement 29% des ménages de cette classe étant certifié). En parallèle, ils ont fortement délaissé la pratique d'assurance basée sur l'autoconsommation (significatif à 1 %). Les ménages ont tous réduits ou maintenu l'élevage bovin, tandis qu'aucun ne l'a augmenté. Ils consacrent peu de terres à l'élevage. Enfin, très peu de producteurs ont de la canne à sucre (significatif à 1 %).

Ainsi, leurs activités agricoles se résument à un maintien de la caféiculture. En revanche ces ménages ont recours à des revenus non agricoles. Les activités non agricoles sont la première source de revenu pour 14% des ménages contre 7% dans l'échantillon total (significatif à 5%). Ils sont moins nombreux et ont moins d'enfants par ménage, ce qui peut respectivement expliquer le retrait de l'agriculture, et le retrait de l'agriculture vivrière comme filet de sécurité. Le retrait de l'agriculture vivrière s'explique aussi avec la relative proximité aux marchés.

Enfin, les indicateurs de sécurité alimentaire ne discriminent pas cette classe par rapport aux autres.

Tableau 29: Statistiques descriptives de comparaison des 3 classes

	Classe A	Classe B	Classe C	Ech. tot
Nombre d'observations	57	55	28	140
% des ménages de la classe qui participent à FTI	82%***	29%***	43%	54%
% de ménages qui a augmenté la surface café	70%***	25%***	61%	51%
Moyenne de la part de surface consacrée au café	0,52**	0,72***	0,39***	0,57
% de ménages qui a diminué surface vivrière	11%***	44%***	36%	29%
Moyenne de la part de surface consacrée aux cultures vivrières	0,21***	0,16**	0,17	0,18
% de ménages qui a diminué le nombre de vaches	56%	55%	36%*	51%
% de ménages qui maintenu le nombre de vaches	30%	45%***	0%***	30%
% de ménages qui a augmenté le nombre de vaches	14%	0%***	64%***	19%
Nombre de vaches par rapport au foncier agricole	0,37*	0,09***	0,75***	0,34
% de ménages qui ont de la canne à sucre	42%*	15%***	54%**	34%
% de ménages qui ont un revenu non agricole	7%**	25%***	11%	15%
Capital foncier en 2015	5,21***	3,11***	5,50**	4,44
% de ménages isolés de la route toute l'année	49%**	22%***	46%	38%
% de ménages isolés de la route pendant la saison des pluies	37%	31%	29%	33%
% de ménages sur la route	14%***	47%***	25%	29%
% de ménages qui a recours au salariat agricole	74%	65%	75%	71%
Nombre d'enfants	2,37***	1,35**	1,68	1,83
Taille du ménage	4,74**	3,91*	4,00	4,26
Nombre de travailleurs	2,33	2,09	2,11	2,19
Part des aliments provenant de la ferme	0,42*	0,35**	0,42	0,39
HDDS : Nombre de catégories d'aliments (sur 12)	7,75	7,62	7,93	7,74
HDDSqual : Nombre de catégories d'aliments nutritifs (sur 7)	2,93	2,73	2,93	2,85
% des ménages ayant un score HDDS < à la médiane	44%	51%	29%*	44%
% des ménages ayant un score HDDS=médiane	30%	24%	50%**	31%
% des ménages ayant un score HDDS >à la médiane	26%	25%	21%	25%
MIFP : Nombre de mois de soudure	2,33	2,31	2,54	2,36
% des ménages ayant une soudure= 0 mois	18%	27%	21%	22%
% des ménages ayant une soudure entre 1 et 3mois	74%**	56%	61%	64%
% des ménages ayant une soudure de 4 mois ou plus	9%	16%	18%	14%
ELCSA : Score entre 0 et 8	3,09	2,82	2,82	2,93
% de ménages déclarant seulement des Préoccupations	26%	29%	21%	26%
% de ménages déclarant devoir changer de pratiques en qualité perçue	32%	40%	39%	36%
% de ménages déclarant devoir changer de pratiques en qualité et en quantité	42%	31%	39%	37%

6.4. Que nous révèle cette typologie sur les conditions de participation au commerce équitable ?

Cette typologie composée de 3 classes comprend des ménages certifiés par le commerce équitable FTI et par l'agriculture biologique, et des ménages certifiés uniquement par l'agriculture biologique. Nous mettons en évidence une répartition non indépendante parmi les classes. Les producteurs certifiés FTI sont significativement surreprésentés dans la classe A (significatif à 1%) et significativement sous-représentés dans la classe B (significatif à 1%) (Tableau 29). Cela informe que la certification FTI est principalement adoptée par les ménages qui bénéficient de capital foncier (classe A), qui s'orientent vers une stratégie d'investissement dans la caféiculture (classe A). En revanche, les ménages dotés de moins de capital foncier que les autres et plus proches des marchés participent moins au commerce équitable FTI (classe B). Ces producteurs, bien qu'ils consacrent une part importante de leurs terres à la caféiculture, préfèrent diversifier leurs revenus avec des activités non agricoles et participent moins au commerce équitable. FTI a alors tendance à cibler les producteurs de taille « moyenne » fortement investis dans la caféiculture, bien que certains ménages des deux autres classes participent aussi.

7. Conclusion

Ce chapitre 7 vise à répondre à la seconde question de recherche : **Comment qualifier l'insécurité alimentaire vécue, quelles en sont les causes et quelles sont les pratiques de sécurisation alimentaire apportées spontanément par les ménages ?**

Ce chapitre révèle que les ménages cherchent à sécuriser leur alimentation via une combinaison de trois grandes pratiques de sécurisation alimentaire spontanées : (1) investissement dans la caféiculture (pratique *d'évitement*) individuel et collectif via la participation à une OP, parfois certifiée par le commerce équitable, (2) pratique *d'assurance* avec les cultures vivrières et la constitution « épargne » sous forme d'élevage et (3) une pratique de *dispersion* en ayant recours à d'autres activités rémunératrices pour compléter leurs revenus issus du café (agricole rémunérateur ou non agricole). D'autres études ont montré que les producteurs cultivent du café en complément de leurs productions vivrières et non en les remplaçant (Morris et al., 2013). Les résultats de ce chapitre vont dans le même sens et suggèrent que les caféiculteurs maintiennent délibérément une diversité de cultures vivrières pour tenter de sécuriser leur accès alimentaire et garder un certain contrôle sur leur approvisionnement alimentaire.

Malgré ces pratiques spontanées, nous montrons que l'insécurité alimentaire saisonnière reste très fréquente dans notre échantillon, même si les ménages caféiculteurs sont certifiés par l'agriculture biologique ou par l'agriculture biologique et FTI. Pour deux tiers des ménages, il s'agit d'une insécurité alimentaire dite « légère » selon l'indicateur ELCSA. De même bien que les scores HDDS proches de 8 sur 12 suggèrent que les ménages mangent une quantité suffisante d'aliments, un tiers des ménages est en insécurité alimentaire modérée ou sévère selon ELCSA,

ils se disent préoccupés par leur approvisionnement alimentaire, ils souffrent d'une période de soudure d'une moyenne de 2,36 mois, et ils consomment un nombre limité (2 à 3) aliments nutritifs.

En cas d'insécurité alimentaire saisonnière, les ménages cherchent d'abord à accroître leurs revenus pendant la période de soudure. Deux tiers des ménages migrent afin de travailler dans des plantations (*résistance*). Une seconde pratique utilisée par plus de la moitié des ménages comprend la *décapitalisation* de capital physique (animaux). Enfin, les ménages adoptent parfois une pratique de *restriction* en baissant la diversité des rations et en concentrant la consommation sur des produits abondants, comme la banane. La première pratique de *résistance* est cohérente avec les travaux de Diaz Pedregal (2006) qui qualifie cette migration temporaire et saisonnière de « stratégie de survie ». Ce résultat est toutefois différent d'autres études, notamment au Salvador ou au Nicaragua, où la principale pratique citée en cas d'insécurité alimentaire est le recours aux crédits (Morris et al., 2013; Bacon et al., 2014).

Nous avons ensuite fait l'hypothèse qu'il existe une hétérogénéité au sein des ménages dans leur manière de combiner les diverses pratiques spontanées *ex-ante* pour tenter d'améliorer leur sécurité alimentaire.

Ce chapitre permet d'identifier 3 classes de ménages caféiculteurs selon les pratiques *ex-ante* mises en place (aujourd'hui, ou des évolutions depuis 2006).

Cette typologie révèle d'abord une convergence dans les activités agricoles. L'orientation vers les activités agricoles est déterminée par le capital foncier (classe A et C). Il semblerait ensuite que les activités non agricoles soient plutôt mises en œuvre par les ménages situés dans des villages desservis toute ou une partie de l'année (classe B). Les ménages caféiculteurs « petits » localisés dans les villages desservis toute l'année, qui s'écartent des activités agricoles et qui ont recours aux activités non agricoles subissent en moyenne des périodes de soudure plus courtes (classe C). Au contraire, il apparaît qu'un investissement fort dans la caféiculture (et ce, malgré un maintien de l'agriculture vivrière et un capital foncier élevé), soit dans ce contexte corrélé à une plus forte incertitude et une expérience d'insécurité alimentaire en soudure plus sévère (ELCSA), du fait de la saisonnalité des productions et des revenus (classe A).

Toutefois, cette typologie des orientations prises par les ménages qui témoignent des pratiques de sécurisation *ex-ante*, ne permet pas de discriminer clairement les ménages selon leur niveau de sécurité alimentaire. Même si la majorité de l'échantillon est en insécurité alimentaire légère, il existe une frange importante de l'échantillon en insécurité alimentaire modérée et sévère qui se retrouve dans les 3 classes (A : les caféiculteurs « moyens » orientés vers la caféiculture, B : les caféiculteurs « petits » qui s'écartent des activités agricoles, et C : les caféiculteurs « petits » tournés vers une diversification des activités agricoles commerciales). Donc quelle que soit l'orientation prise pour tenter de sécuriser l'accès alimentaire, y compris dans les classes ayant une forte proportion de ménages orientés vers la caféiculture et certifiés par le commerce équitable (classe A), l'on retrouve des ménages en insécurité alimentaire. Ces résultats

soulèvent des questions quant à la capacité du commerce équitable à influencer la sécurité alimentaire via l'investissement dans la caféiculture.

D'autre part, la typologie révèle que le commerce équitable FTI cible particulièrement les ménages isolés vis-à-vis de la route principale, dotés d'un capital foncier relativement élevé et orientés vers la caféiculture. L'étude des différences initiales entre les ménages certifiés par le commerce équitable de ceux qui ne le sont pas devra prendre en considération le fait qu'ils n'appartiennent pas tous aux mêmes classes de producteurs et que certains facteurs les distinguent ; en particulier en termes de distance aux marchés et de recours aux activités non agricoles. Ces questions font l'objet du chapitre suivant (Chapitre 8).

D'autre part, trois causes perçues à l'insécurité alimentaire sont évoquées: (i) baisse de la production de cultures vivrières contraignant l'approvisionnement alimentaire via l'autoconsommation, et (ii) manque d'accès aux ressources économiques dû aux aléas productifs du café et à l'absence d'opportunités rémunératrices dans les villages, et (iii) conditions d'accès et de disponibilité physique défaillantes en saison des pluies, qui contraignent l'approvisionnement alimentaire via le marché. Ces raisons sont similaires à celles relevées dans des études précédentes au Mexique ou au Nicaragua, entre autres (Fernandez et al., 2013; Bacon et al., 2014). Tout comme Fernandez et al. (2013), des causes sous-jacentes ont été évoquées par les caféiculteurs, telles que la baisse de la fertilité des sols, le manque d'accès aux crédits ou le changement climatique. La sécurisation alimentaire dépend des aléas subis, des effets de la saisonnalité ou de tendances économiques ou productives, mais aussi des capacités d'action des ménages. La capacité d'action, de faire des choix, de définir des objectifs et d'agir pour les atteindre témoignent de leur agencité. Cela soulève des questions quant au rôle du commerce équitable et des organisations collectives pour créer un environnement capacitant et favorable à la sécurisation alimentaire dans un temps plus long (chapitre 9).

CHAPITRE 8

QUEL EST L'IMPACT DU COMMERCE EQUITABLE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES CAFEICULTEURS CERTIFIES ?

1. Introduction

Le secteur du café est marqué par de fortes fluctuations des prix internationaux, en particulier depuis la fin de l'Accord International du Café en 1989. C'est notamment en réponse aux fluctuations des prix que les normes de commerce équitable ont été créées. Ces dernières sont les seules à remettre en cause les règles commerciales régissant l'exportation des cultures de rente comme le café. Elles visent à réduire la vulnérabilité des producteurs face aux marchés internationaux inéquitables en offrant un prix minimum garanti «*Free on board*» (FOB) aux organisations de producteurs (OP). Depuis 2011, le prix minimum est de 140 USD par quintal pour le café conventionnel et de 170 USD par quintal pour le café biologique.

Selon Fairtrade International (FTI), le prix minimum Fairtrade s'est avéré être «*un outil efficace pour protéger les producteurs de la volatilité des marchés mondiaux des matières premières, améliorant ainsi la sécurité alimentaire*» (FTI, 2015b). Toutefois ces allégations n'ont pas encore été démontrées.

Ce chapitre vise à répondre à la question de recherche suivante: **Le commerce équitable, et notamment la régulation des prix associée au label, a-t-il un impact sur l'accès des ménages toute l'année et exempt de préoccupations, à une alimentation suffisante, nutritive, et socialement acceptée?**

En utilisant des données quantitatives et qualitatives et des modèles économétriques, ce chapitre évalue l'impact de FTI sur les revenus issus du café et sur l'insécurité alimentaire saisonnière des ménages. Dans cette thèse, nous comparons des agriculteurs certifiés par des standards d'agriculture biologique à des agriculteurs certifiés à la fois par des standards d'agriculture biologique et par FTI ? Nous avons fait ce choix car au Pérou, 90% du café certifié par FTI est aussi certifié par l'agriculture biologique. Cela permet d'évaluer l'avantage que confèrent les instruments économiques de FTI par rapport à la seule certification biologique. Les études de ce type sont rares dans la littérature (Valkila, 2009), bien que l'on recense quelques études comme. celles de Ruben et Fort (2012) au Pérou et de Becchetti et al. (2012) au Kenya.

Par ailleurs, après avoir mesuré l'impact moyen du commerce équitable, ce chapitre fournit une étude de l'hétérogénéité des impacts. En ne donnant que l'impact moyen sur l'échantillon, les études d'impacts lissent et cachent généralement les hétérogénéités qui existent au sein même de l'échantillon de ménages certifiés par le commerce équitable (Ruben, 2017). Traiter la question de l'hétérogénéité permet de discuter quels sont les « gagnants » et les « perdants »

d'un programme de développement, en fonction de leurs caractéristiques intrinsèques, de l'organisation de producteurs à laquelle ils appartiennent, ou encore de leur localisation.

Le chapitre est structuré en cinq sections. La section 2 justifie nos hypothèses de recherche à partir d'une revue de la littérature. La section 3 présente les données utilisées et la méthode employée pour estimer un impact. La section 4 expose les résultats de l'analyse. Ces derniers sont discutés dans une 5^{ème} section à partir de la littérature existante, d'une analyse compréhensive du contexte local et de l'analyse économétrique de l'hétérogénéité des effets. Enfin, la section 6 conclut.

2. Revue de la littérature et hypothèses

2.1. Impacts sur les prix et les revenus du café

La littérature sur le commerce équitable stipule que le prix minimum accordé aux producteurs permet à court terme de les protéger d'une chute des prix internationaux qui entraînerait une vente à perte (le prix minimum garanti est censé couvrir les coûts d'une production durable). A moyen et long terme, un tel prix plancher vient encourager l'investissement dans la production de café en réduisant les risques liés aux prix. Cela peut ainsi induire une augmentation des rendements et de la production.

Selon la littérature, le commerce équitable a un impact positif sur les prix reçus par les producteurs lorsque les prix internationaux sont bas et que le prix minimum est enclenché. Nous avons vu dans le chapitre 2 qu'il s'agit d'une condition nécessaire mais parfois insuffisante à l'augmentation des revenus par le commerce équitable. En effet, la capacité d'une OP à vendre le café certifié en tant que tel et à limiter les coûts influence la manière dont l'OP pourra induire une augmentation des prix perçus par les producteurs (« Farm Gate ») et garantir des revenus issus de la culture de rente.

Ensuite, la question de savoir si la certification FTI peut générer des effets positifs en termes de production et de rendements n'est pas claire dans la littérature. Barham et Weber (2012) ont constaté que les certifications biologiques et équitables conduisaient à une augmentation des rendements (et des revenus nets du café) au Mexique et au Pérou. Van Rijsbergen et al. (2016) ont aussi constaté que la certification FTI au Kenya avait conduit à l'intensification de la production de café et à l'augmentation de la productivité. Au contraire, Beuchelt et Zeller (2011) montre que, bien que les prix soient plus élevés, la certification FTI-biologique au Nicaragua ne parvenait pas à accroître les revenus nets du café en raison d'une production trop faible et de coûts de production plus élevés que les producteurs conventionnels. Enfin, Ruben et Fort (2012) ne montrent pas d'impacts significatifs de FTI-Biologique par rapport à une seule certification biologique sur les rendements et la production de café au Pérou.

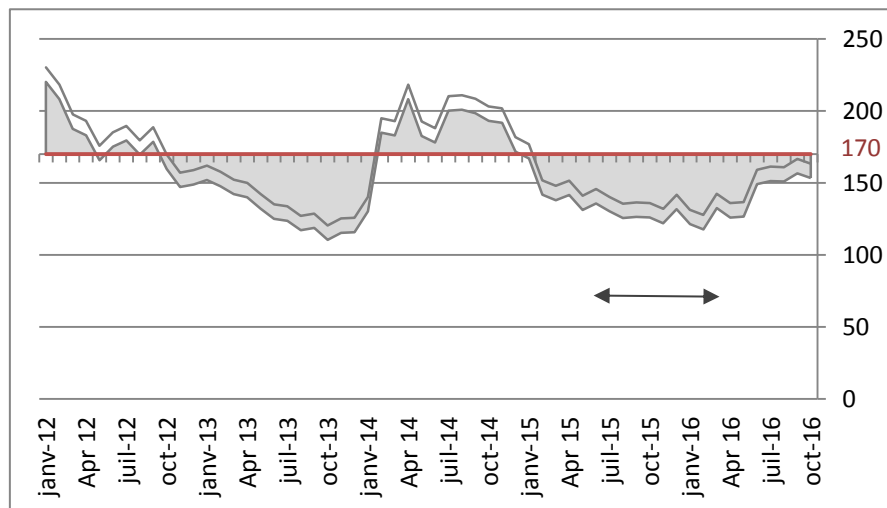
Selon Meemken et al. (2017) et Valkila (2009), les effets de FTI sur les rendements et sur le niveau de production dépendent du contexte. Meemken et al. (2017) suggèrent que FTI aurait

des effets moins positifs sur les rendements et sur la production en Amérique latine qu'en Afrique, car les rendements moyens de café en Amérique latine sont plus élevés, même sans certification. Valkila (2009) souligne que la certification FTI-biologique est susceptible d'augmenter les rendements dans un contexte où les agriculteurs n'utilisaient auparavant aucun intrant chimique ou pratique culturale spécifique.

Ainsi, l'impact de FTI sur les revenus nets ne sont pas consensuels (Giovannucci et Ponte, 2005; Bacon et al., 2008; Nelson et Pound, 2009; Méndez et al., 2010; Vagneron et Roquigny, 2010). La littérature suggère cependant que le commerce équitable ait un impact positif sur les revenus issus du café: (i) lorsque les prix internationaux du café sont bas et que le prix minimum garanti par FTI est activé (Valkila et Nygren, 2010; Jaffee, 2014), et (ii) lorsque la production est maintenue, voire améliorée par le commerce équitable (Barham et Weber, 2012, Van Rijsbergen et al., 2016). S'il n'y a pas d'augmentation des rendements et de la production, FTI a tendance à ne pas induire d'augmentation de revenus pour les producteurs (Akoyi et Maertens, 2017).

Dans notre cas, nous comparons des ménages caféiculteurs certifiés par l'agriculture biologique à des ménages certifiés par l'agriculture biologique et par FTI, afin de mesurer la « valeur ajoutée » de la certification FTI par rapport à une seule certification biologique. Lors de la campagne 2015, le prix minimum de FTI pour le café biologique au niveau FOB (170 USD) a été activé car le prix C Arabica de la bourse de New York City pour le café biologique était inférieur (environ 130-140 USD par quintal) (Figure 36). Par ailleurs, dans la zone étudiée, les agriculteurs n'utilisaient pas d'intrants chimiques ou de pratiques agricoles améliorées avant la double certification FTI-biologique. Cette dernière serait alors davantage susceptible d'accroître la production.

Figure 36: Différentiels de prix entre le prix minimum garanti par FTI et le prix C de la bourse de NYC pour du café certifié par l'agriculture biologique entre 2012 et 2016 (la bande de 10 USD correspond à la marge d'erreur sur les prix du café biologique exporté)



Compte tenu des résultats issus de la littérature et du contexte péruvien en 2015 (année sur laquelle porte l'enquête), nous faisons l'hypothèse que le commerce équitable améliore les rendements, les prix et donc les revenus issus du café certifié.

2.2. Impacts sur la sécurité alimentaire

Seules trois études empiriques mesurent l'impact causal du commerce équitable sur la sécurité alimentaire. Leurs résultats ne font pas consensus. Becchetti et Costantino (2008) montre un impact positif de FTI sur la diversité de la diète à l'échelle des ménages au Kenya. En Ouganda, Chiputwa et Qaim (2016) mesurent l'impact des certifications durables UTZ, FTI et Agriculture biologique sans les différencier. Ils montrent qu'elles ont un impact positif sur l'adéquation en calories et en micronutriments via l'augmentation des revenus et de leur contrôle par les femmes. En isolant la certification FTI dans les mêmes communautés ougandaises et sur la base de données de panel, Meemken et al. (2017) concluent au contraire que la certification FTI n'a pas d'effet sur ces mêmes indicateurs de sécurité alimentaire.

Dans FTI, des prix et des revenus plus élevés grâce à l'accès au marché certifié sont présumés contribuer mécaniquement à l'insécurité alimentaire pour les agriculteurs certifiés (FTI, 2015a). Or, cette affirmation a été réfutée par certaines analyses empiriques sur les cultures de rente (DeWalt, 1993; Anderman et al., 2014) mais aussi dans le cas précis du commerce équitable (Meemken et al., 2017) comme nous venons de le voir. Une réflexion sur les relations conceptuelles entre les divers instruments du commerce équitable et la sécurité alimentaire montre que ce chemin d'impact reste non systématique (chapitre 2).

Nous adoptons alors une posture sceptique quant aux allégations des organisations du commerce équitable à contribuer à la sécurité alimentaire via les prix et les revenus de la culture de rente. Nous formulons l'hypothèse que, même lorsqu'il a un impact sur les revenus issus de la culture de rente, le commerce équitable ne permet pas nécessairement aux ménages de sécuriser leur accès sans préoccupations, à une alimentation suffisante, nutritive, et socialement acceptée et ce, toute l'année. En effet, un ensemble de facteurs sont susceptibles de rompre le chemin d'impact entre les revenus issus du café et la sécurité alimentaire comme nous l'avons décrit dans le chapitre 2: une baisse de la production vivrière et de l'autoconsommation, une spécialisation dans le café au détriment d'autres sources de revenus, un contrôle des revenus par les hommes, un accroissement de la saisonnalité des revenus qui sont alors moins utilisés pour l'alimentation quotidienne, des choix de dépenses orientés vers d'autres postes etc.

Sur la base de cette hypothèse, ce chapitre rend compte de nos résultats qui comprennent: (1) une évaluation de l'impact de FTI sur les prix, la production, les rendements et les revenus nets issus du café, et (2) une évaluation sur l'insécurité alimentaire saisonnière, décomposée en ses différentes composantes d'autre part.

3. Matériel et Méthode: Estimation de l'impact

3.1. Données quantitatives et qualitatives

Ce chapitre utilise les données quantitatives collectées auprès de 140 ménages caféiculteurs. Nous avons comparé deux groupes, à savoir les participants aux deux OP certifiées par FTI et par l'agriculture biologique (CECANOR et NORANDINO (75 observations) (dit « *FTI* »)) et les participants à l'association *Mamahuaca* certifiée uniquement par l'agriculture biologique (65 observations) (dits « *non-FTI* »). Le questionnaire a été administré pendant la période d'insécurité alimentaire saisonnière qui dure classiquement entre Janvier et Avril. Ce chapitre repose également sur des données qualitatives collectées lors d'entretiens semi-directifs avec 27 producteurs impliqués dans le commerce équitable (terrain exploratoire de 2015 et terrain de 2016) et avec 22 acteurs locaux, y compris directeurs et personnels techniques des OP, leaders locaux, ou représentants du secteur du café. Enfin, deux focus groupes réalisés en 2017 ont été mobilisés pour interpréter et discuter les résultats.

Résumé du matériel empirique utilisé au chapitre 8

Analyse économétrique: entretiens quantitatifs

- *Enquêtes auprès de 75 ménages certifiés FTI-Bio et 65 ménages certifiés Bio*

Analyse qualitative: Entretiens semi directifs et focus groupes

- *22 entretiens auprès de personnes ressources*
- *27 ménages organisés FTI-Bio enquêtés en 2015 et 2016*
- *2 focus groups avec des ménages FTI*
- *Observations des réunions et des pratiques locales*

3.2. Variables de résultat

Nous utilisons neuf variables de résultat décrites dans le Tableau 30: cinq variables pour mesurer l'impact du commerce équitable sur la caféiculture et les revenus qui en sont issus et quatre variables pour mesurer la sécurité alimentaire.

Pour décrire la caféiculture, nous avons utilisé en particulier cinq variables quantitatives continues:

- les surfaces cultivées en café en 2015 et en 2006,
- les récoltes de café en 2015 en quintaux (1 quintal de café lavé = 57,5 kg),
- les rendements à l'hectare en 2015, construits à partir des variables précédentes,

- le prix moyen reçu par le producteur. Pour cela, nous avons collecté pour chacune des ventes de café effectuée en 2015, le type d'acheteur, le volume vendu, si le café était lavé ou non, et le prix reçu par l'exploitant, comme l'ont suggéré Dammert et Mohan (2015). Ces données capturent les différents types de ventes (ventes à l'OP et ventes extérieures) et les prix « à la ferme » (ou « *Farm Gate* ») respectifs⁷⁰.
- le revenu net par membre du ménage issu de la caféiculture. Il s'agit du revenu brut du café, auquel on soustrait les coûts pour l'achat d'intrants (fertilisants organiques, produits de gestion des cultures ...) et pour la charge de travail rémunérée pour chaque tâche (désherbage, récolte ...) dans la campagne 2015. Cela nous permet d'estimer le revenu net du café pour la saison 2015, comme l'ont suggéré Barham et al. (2011)⁷¹. Nous divisons ensuite le revenu net total du ménage par le nombre de membres dans le ménage (équation 1).

(Équation 1)

revenu net du café par pers.

$$= \frac{[\sum_{i=1}^N \text{Volume vendu} * \text{Prix reçu}] - \text{coûts main d'oeuvre} - \text{coûts intrants}}{\text{Nombre de membres dans le ménage}}$$

Le Tableau 30 compare les valeurs moyennes et les médianes des variables dépendantes désagrégées en deux groupes: les participants à FTI et ceux qui ne le sont pas. Ces moyennes et médianes sont comparées avec des tests paramétriques ou non paramétriques (voir Annexe 14 pour les règles de choix de tests utilisés).

Les ménages FTI ont reçu en moyenne des prix plus élevés, ont des rendements et une surface dédiée à la culture du café plus élevée. Ils génèrent un revenu net issu du café par membre du ménage supérieur à celui des ménages non-FTI. Cependant, ils semblent connaître une insécurité alimentaire saisonnière similaire à celle des ménages non-FTI.

⁷⁰ Il était nécessaire de collecter les prix « à la ferme » plutôt que d'utiliser les prix des OP car, (i) les OP ne vendent pas la totalité du café sur le marché du commerce équitable (en raison d'une faible demande), (ii) elles déduisent des coûts administratifs des prix *Free On Board*, et (iii) certains producteurs reçoivent une prime de qualité tandis que d'autres ne vendent pas la totalité de leur café à l'OP.

⁷¹ Avec ce calcul, le revenu net du café a tendance à être surestimé compte tenu des coûts d'opportunité liés au travail des membres / amis de la famille qui sont difficiles à mesurer (et donc supposés égaux à zéro ici). De plus, les coûts en matériel liés à la production ou au traitement post-récolte du café sont omis.

Tableau 30: Statistiques descriptives des variables de résultats

Variables	FT		non-FT		Diff
	Mean	Med	mean	med	
<i>Coffee-related dependent variables</i>					
Mean farm gate price (Soles/quintal)	386.0		348.9		***
Per capita net return from coffee (soles/capita)	1416.6	818.28	577.7	292	***
Area of coffee harvested in 2015 (young unproductive coffee plots are excluded)	2.25	2	1.66	1.5	***
Coffee production in 2015	15.24	10	6.3	4	***
Yields per ha in 2015	7.48	5.67	4.38	2.57	***
<i>FS variables</i>					
HDDS: number of food categories (/12)	7.77		7.69		
HDDS: number of food groups of nutritional interest (/7)	2.91		2.78		
Number of months of inadequate food provisioning (MIFP)	2.34	3	2.37	3	
ELCSA	3.08	3	2.76	3	

Note: * $p < 0.1$, ** $p < 0.05$, *** $p < 0.01$. T-Test for normally distributed variables, Mann and Whitney on medians for abnormally distributed variables.

Les statistiques descriptives montrent des différences significatives sur les variables dépendantes liées à la caféiculture; mais cette comparaison de moyenne ou de médiane ne suffit pas à déterminer si ces différences sont dues à FTI. En effet, ces différences pourraient être dues à des différences intrinsèques aux producteurs qui existaient préalablement à la certification FTI. Ces différences peuvent induire des biais qu'il convient de réduire pour mesurer l'impact. La section suivante présente la méthode mobilisée pour réduire les biais de sélection.

3.3. Biais de sélection

Mesurer l'impact du commerce équitable impliquerait de connaître les valeurs des variables de résultat si le ménage n'avait pas participé à une OP FTI. Or, ce résultat hypothétique est concrètement inobservable. Il est alors nécessaire de trouver un ménage agricole qui jouera le rôle de contrefactuel. Quels ménages choisir ?

La première méthode pour surmonter cette difficulté est l'affectation aléatoire du programme de développement. Toutefois, elle ne peut être utilisée pour des études *ex-post* où le programme de développement à évaluer est déjà mis en place, comme dans le cas du commerce équitable.

Avec des données observées comprenant des ménages participant au commerce équitable et d'autres n'y participant pas, nous sommes en présence d'un risque de biais de sélection. Par exemple, il est possible que la décision prise par les ménages de participer au commerce équitable soit systématiquement corrélée avec certains facteurs qui influencent également les résultats de sécurité alimentaire. Par exemple, la surface agricole peut influencer à la fois la

propension des ménages à participer à une OP certifiée et la capacité des ménages à sécuriser leur alimentation.

D'un point de vue théorique, la question de savoir si le biais de sélection dans le commerce équitable est positif ou négatif n'est pas tranchée. D'une part, le commerce équitable cherche volontairement à atteindre les producteurs familiaux défavorisés suggérant un biais de sélection négatif ; mais d'autre part les producteurs et les OP rejoignant le commerce équitable doivent avoir un certain nombre de capacités organisationnelles et de propension aux activités collectives qui suggérerait un biais de sélection positif (Dragusanu et al., 2014).

Nous identifions des facteurs externes et internes pouvant être source de biais de sélection et détaillons comment nous avons tenté de réduire les biais.

Par ailleurs, une intervention ne vient jamais seule impacter les ménages agricoles et d'autres facteurs externes agissent simultanément. La localisation peut induire des biais si les conditions agro-climatiques, sociales ou économiques sont distinctes. La première étape est de choisir des ménages localisés dans une même zone ou dans des zones d'étude similaires.

Enfin, le commerce équitable certifie des OP et non des ménages agricoles individuels. Comparer des ménages FTI et membres d'OP à des ménages non-FTI et non membres d'OP est source de biais de sélection. Afin de distinguer les effets de la certification FTI des effets de la participation à une OP, il convient de comparer des ménages tous membres d'OP, mais dont l'une serait certifiée et l'autre non⁷². En plus d'avoir tenu compte de ces éléments, la seconde étape est de contrôler *a posteriori* des facteurs individuels. Les biais de sélection issus de facteurs individuels sont présents car la participation à FTI est volontaire. Corriger ces biais ne peut pas être fait *a priori* sur l'échantillonnage, mais des méthodes d'analyses économétriques permettent *a posteriori* de les réduire en identifiant des groupes de producteurs statistiquement non-distinguables.

3.4. Réduction des biais de sélection

Diverses méthodes peuvent être utilisées pour corriger les biais de sélection *a posteriori*.

Nous utilisons la méthode basée sur les scores de propension (PSM). Cette méthode a l'intérêt de ne pas être sensible à la forme fonctionnelle comme l'est une régression qui suppose la normalité des distributions de la variable étudiée. Au contraire le PSM est réalisé de manière non paramétrique. Elle ne pose aucune hypothèse quant à la forme fonctionnelle des relations économétriques et estime directement les résultats sans fixer de conditions sur les paramètres. Elle ne contraint pas l'hétérogénéité des effets car elle ne force pas la spécification sous forme linéaire en extrapolant entre chaque portion de droite comme le fait la régression linéaire multiple.

⁷² Ce point de vigilance ne supprime pas totalement les biais car des différences persistent entre les OP (Beuchelt et al. 2013)

L'idée du PSM est d'agréger les variables de contrôle X et de comparer les observations certifiées FTI à des observations non-FTI sur cette variable agrégée. Cette dernière est le score de propension (SP), c'est-à-dire la probabilité de participer à la certification FTI compte tenu des caractéristiques X . Les contrefactuels des observations FTI sont donc construits sur la base des scores de propension identiques ou proches.

Afin de s'assurer que la méthode d'évaluation PSM réduise effectivement les biais et fournisse une estimation robuste, l'hypothèse d'indépendance conditionnelle et celle de support commun doivent être vérifiées (Caliendo et Kopeinig, 2008; Lampach et Morawetz, 2016). L'hypothèse d'indépendance conditionnelle⁷³ veut que les différences observées systématiquement entre les deux groupes puissent être attribuées au traitement. Les facteurs qui peuvent influencer le résultat, mais qui ne sont pas affectés par le traitement, doivent être ajoutés au modèle en tant que variable de contrôle. L'hypothèse de support commun doit être respectée : il faut que les observations FTI aient un contrefactuel.

La méthode basée sur les SP est donc fondée sur l'hypothèse que le biais de sélection peut être réduit en comparant des ménages participant au programme de développement avec un ou plusieurs ménage(s) non participant(s) avec des caractéristiques observables similaires, agrégées sous un SP.

Nous utilisons aussi une régression multiple en intégrant les mêmes variables de contrôle au modèle. L'estimation repose sur la comparaison de sous-groupes identiques dans toutes les dimensions explicatives (vecteur X), sauf une, celle d'intérêt (FTI). Le coefficient β de l'équation 2 estime l'influence de la certification FTI sur la variable dépendante y :

Equation 2

$$y = \alpha + \beta FTI + \gamma X + \varepsilon$$

Nous détaillons dans la section suivante la méthodologie base sur les scores de propension. Lampach et Morawetz (2016) recommandent de suivre la démarche proposée par Caliendo et Kopeinig (2008) pour réaliser les études d'impacts du commerce équitable FTI avec cette méthode. Nous suivons ces recommandations et détaillons les étapes dans la suite de la section.

⁷³ Les autres hypothèses du modèle doivent également être validées : H1 : le modèle est linéaire en X , H2: les variables x_i sont non aléatoires et observées sans erreur, H3: l'espérance mathématique des erreurs ε est nulle, H4: la variance des erreurs est constante (homoscédasticité) : $E(u^2) = \sigma^2$, H5: Il n'existe pas de corrélation entre les séries des erreurs : $E(\varepsilon_t, \varepsilon_{t'}) = 0 \forall t \neq t'$, H6: l'erreur est indépendante des variables explicatives : $E(x, \varepsilon) = 0$, H7: les erreurs sont indépendantes et identiquement distribuées selon une loi normale, H8: Absence de colinéarité entre les variables explicatives du modèle, H9 : Le nombre d'observations est supérieur au nombre de variables explicatives

3.5. Estimation de l'impact: les étapes de la méthode d'appariement sur la base des scores de propension

3.5.1. Première étape : Estimation des scores de propension

La première étape sert à modéliser la propension des ménages à participer à une organisation FTI à partir d'un ensemble de variables explicatives. La probabilité d'adhérer à une OP FTI est estimée avec un modèle *probit*⁷⁴, où la variable dépendante est égale à 1 si le producteur participe et, à 0 sinon. Ce modèle permet de calculer les SP, compris entre 0 et 1 et attribués à chaque observation.

Nous utilisons un ensemble de variables qui influencent la probabilité de participer à une OP FTI et/ou qui influencent les variables de caféiculture et de sécurité alimentaire qui nous intéressent, sachant que ces dernières ne doivent pas être influencées par la participation à FTI. Le choix de variables est basé sur les résultats empiriques et sur les caractéristiques de FTI.

Pour éviter toute forme de causalité inverse (et donc de l'endogénéité), nous utilisons quatre variables de pré-certification de l'année 2006⁷⁵. D'abord, les études empiriques existantes suggèrent que les ménages plus aisés sont davantage susceptibles de rejoindre une OP FTI. Nous utilisons deux proxy de la richesse de l'année 2006 : le nombre de pièces dans l'habitation (Chiputwa et al., 2015) et le nombre de vaches possédées par le ménage car il s'agit d'une forme d'épargne privilégiée dans ces communautés caféicultrices. Nous présageons aussi que la surface dédiée à la culture du café puisse influencer à la fois la probabilité de participation à une OP FTI (Jena et al., 2012; Ruben et Fort, 2012; Chiputwa et al., 2015), les revenus issus du café ainsi que les résultats de sécurité alimentaire. La surface agricole dédiée au café peut aussi être affectée par la certification FTI car les instruments économiques de FTI sont attribués par kilo de café produit ce qui constitue une incitation économique à accroître la production et la surface en café (Lemeilleur et Carimentrand, 2014). Nous utilisons donc la surface dédiée à la culture du café en 2006 avant la certification FTI (Chiputwa et al., 2015). Enfin, la surface dédiée aux cultures vivrières influence l'accès à l'alimentation via l'autoconsommation (Bacon et al., 2014; Bacon et al., 2017). Nous utilisons la surface dédiée aux cultures vivrières en 2006 afin de contrôler pour la capacité des ménages à accéder à l'alimentation via l'autoconsommation.

Nous avons aussi utilisé des variables classiques qui peuvent influencer la participation à FTI. Nous utilisons *l'âge du chef de ménage* car nous supposons que les producteurs plus jeunes pourraient être plus susceptibles d'innover et de participer à une action collective (Saenz-segura et Zuniga-Arias, 2008; Jena et al., 2012; Ruben et Fort, 2012; Karki et al., 2016), *le nombre d'années d'éducation formelle du chef de ménage* (Saenz-segura et Zuniga-Arias, 2008; Jena et al., 2012; Ruben et Fort, 2012; Karki et al., 2016; Van Rijsbergen et al., 2016) car les producteurs plus éduqués pourraient avoir plus de capacités à adopter les exigences des standards (y compris les exigences administratives) et *la taille du ménage* (Saenz-segura et Zuniga-Arias, 2008; Ruben et

⁷⁴ Un modèle *logit* donne les mêmes résultats

⁷⁵ L'année 2006 a été choisie comme période de référence pour limiter les biais de mémoire tout en n'excluant pas trop de producteurs certifiés depuis trop longtemps (voir chapitre 5).

Fort, 2012). Nous présumons que plus le ménage est grand, plus il est difficile de sécuriser l'accès alimentaire toute l'année. Dans le but de capturer la capacité en travail du ménage, nous utilisons une variable *nombre de travailleurs* déjà utilisée dans des études antérieures (Chiputwa et al., 2015). Nous comptabilisons toutes les personnes dans le ménage de la classe d'âge 15-55 ans et ceux de la classe d'âge 55-65 ans lorsque qu'ils déclarent l'agriculture comme activité principale. Une capacité en travail est un avantage pour participer à FTI et à l'agriculture biologique car ces deux certifications demandent un investissement en temps important et notamment la participation à de nombreuses réunions et sessions d'assistance technique. Nous utilisons les variables *nombre d'années de vie dans la communauté* et si le fait que le ménage soit *migrant* car la participation au commerce équitable est facilitée par une meilleure implantation sociale dans la communauté (Fort et Ruben, 2008; Saenz-segura et Zuniga-Arias, 2008; Ruben et Fort, 2012). Nous utilisons aussi l'accès à un revenu non agricole (Jena et al., 2012; Karki et al., 2016), car cela peut être corrélé positivement ou négativement à la participation à FTI (le chapitre 7 suggère qu'il est négativement corrélé à la participation à FTI).

A l'échelle de l'exploitation agricole, nous contrôlons pour le temps nécessaire pour rejoindre la parcelle de caféiers la plus éloignée depuis le domicile. Cette contrainte de temps influence la décision du ménage à s'investir dans la certification FTI. Le temps nécessaire pour se rendre au lieu d'achat de produits de base permet de contrôler pour l'accessibilité de l'alimentation qui est corrélée aux résultats de sécurité alimentaire (chapitre 7). Nous contrôlons ainsi l'isolement des ménages vis-à-vis des principaux marchés d'intrants. Enfin, nous ajoutons l'altitude (Chiputwa et al., 2015) car elle est souvent corrélée à la qualité du café. Cette dernière peut influencer la propension à participer au commerce équitable, mais aussi les prix du café et les revenus. L'altitude est aussi corrélée à l'exposition des producteurs aux risques de production du café et des cultures vivrières.

Les statistiques descriptives sont présentées dans le Tableau 31. Les ménages FTI apparaissent significativement plus jeunes que les non-FTI. Ils sont composés de plus de membres que les ménages non-FTI. Par conséquent, nous mesurerons l'impact du commerce équitable sur le revenu du café par personne pour tenir compte de la taille du ménage. Aucune différence significative n'est trouvée concernant l'altitude. Cela confirme qu'ils bénéficient des mêmes conditions climatiques. Comparés aux ménages non-FTI, les ménages FTI sont plus éloignés du lieu d'achat des produits alimentaires de base et des marchés⁷⁶. Comme conséquence possible, les ménages non-FTI ont un accès plus important aux activités génératrices de revenus non agricoles que les ménages certifiés par FTI (bien que non significatif). Pour les variables de pré-certification, les statistiques montrent que les ménages FTI et non-FTI dédiaient une superficie similaire de terres pour les cultures vivrières et pour le café en 2006. Aucune différence significative n'est trouvée en ce qui concerne le nombre de vaches possédées et le nombre de pièces des habitations en 2006, sauf pour la valeur intermédiaire de 3 pièces.

⁷⁶ Cela rejoint la typologie présentée dans le chapitre 7. Les ménages FTI font partie pour la plupart de la classe A caractérisée par un relatif éloignement du marché.

Tableau 31: Statistiques descriptives sur les variables utilisées pour mesurer les scores de propension, en comparant les ménages caféiculteurs FTI aux non-FTI

Variables	FTI		non-FTI		Diff
	Mean	Med	mean	med	
<i>Head of household</i>					
Number of years of education of head of household	6.23	6	6.89	6	
Age of head of household	44.38	43	49.64	48	***
<i>Household</i>					
Migrant (0/1)	0.17		0.15		
Years residing in the locality	40.32	41	45.49	44	**
Workers equivalent (1 for member between 15 and 55 years old and for those between 55 and 65 that stated they were "active farmers")	2.33	2	2.03	2	
Number of members in household	4.61	4	3.86	4	**
<i>Farm</i>					
Time from house to local place where basics are bought (minutes)	64.1	60	35.5	10	***
Time from house to furthest plot (minutes)	48.9	30	53	40	
Altitude of farm house (m)	1612	1627	1617	1637	
Access to non-farm income (0/1)	0.1		0.2		
<i>Pre-certification variables (in 2006)</i>					
Number of cows	3.45	2	2.78	2	
Area of land for food crop	0.96	1	0.85	0.5	
Area of land for coffee	1.3	1	1.25	1	
Number of rooms <=2 (0/1)	0.40		0.25		
3 rooms (0/1)	0.21		0.35		
4 rooms (0/1)	0.28		0.23		
5 rooms or more (0/1)	0.11		0.17		

Note: * $p < 0.1$, ** $p < 0.05$, *** $p < 0.01$. T-Test for normally distributed variables, Mann and Whitney on medians for abnormally distributed variables.

Les statistiques descriptives montrent quelques différences entre les ménages sur les variables exogènes. Nous corrigeons ces différences *a posteriori* avec l'appariement par SP créés par le modèle *probit*.

3.5.2. Deuxième étape : choix de l'algorithme d'appariement

La deuxième étape consiste à choisir une méthode pour appairer les observations FTI aux observations non-FTI. Les effets moyens estimés par le PSM sont sensibles à la méthode d'appariement (Caliendo et Kopeinig 2008). Pour tester la robustesse des estimations, nous avons utilisé différents algorithmes d'appariement, en conservant le même modèle pour la spécification des SP.

Le premier modèle utilise les trois plus proches voisins (*Nearest Neighbors Matching*, NNM Tableau 33). Chaque observation FTI est appariée à trois observations non-FTI avec le SP le plus proche (même si elle est déjà utilisée pour une autre observation) à une distance de 0,03 (0,03

est une distance dite *caliper*, qui correspond à moins d'un quart de l'écart-type des SP recommandé par plusieurs auteurs) (Caliendo et Kopeinig, 2008; Stuart, 2010).

Deuxièmement, nous utilisons l'appariement *radius* (RM, Tableau 33). Le contrefactuel est estimé à partir de toutes les observations non-FTI dans un niveau de tolérance défini par la distance de *caliper* (0,03).

Troisièmement, nous utilisons un appariement *kernel* avec la bande par défaut (0,06) (KM, Tableau 33). Chaque observation FTI est appariée aux moyennes pondérées de toutes les observations non-FTI qui sont dans la bande de 0,06 des SP. Les poids sont estimés selon la distance entre les scores de propension des observations FTI et non-FTI. Plus l'observation non-FTI est proche plus le poids donné est important. La méthode de *kernel* réduit la variance des estimateurs car davantage d'information est utilisée. Cette méthode se rapproche de la précédente, mais tandis que la méthode *kernel* utilise un poids pour chaque observation non-FTI utilisée, l'appariement *radius* donne le même poids pour toutes les observations non-FTI dans la distance *caliper*.

Enfin, nous appliquons un appariement par stratification. Stuart (2010) suggère cette méthode pour les petits échantillons, et en particulier pour ceux qui n'ont pas plus d'observations « contrôle » que d'observations « traitement », comme dans notre cas. L'algorithme de stratification identifie un nombre suffisant de blocs pour s'assurer que le SP moyen n'est pas différent pour les observations FTI et non-FTI. La distribution des variables entre les groupes FTI et non-FTI est vérifiée afin que chacune soit équilibrée dans chaque bloc. L'impact est calculé comme la différence moyenne des résultats entre les observations FTI et non-FTI dans chaque bloc. Ensuite, l'estimation finale de l'impact est calculée par une moyenne pondérée (par le nombre d'observations FTI) de chaque impact spécifique dans chaque bloc (Caliendo et Kopeinig, 2008).

3.5.3. Troisième étape : vérifier le support commun et l'équilibre des variables entre les deux groupes

Pour assurer l'hypothèse du support commun, nous utilisons l'option « *comon* » de stata. Cette procédure conduit à exclure 14 observations FTI car leurs scores de propension étaient supérieurs aux SP non-FTI. Pour chaque algorithme, plusieurs tests sont effectués pour s'assurer qu'il n'y ait pas de déséquilibres entre les groupes dans les facteurs observés utilisés pour construire le SP.

Nous avons vérifié que les variables aient la même distribution en prédisant les « *standardized biais* » pour toutes les variables (Caliendo et Kopeinig, 2008). Les tests sont résumés en annexe 16. Les biais moyens et médians sont d'environ 5%, donc inférieurs à 10% suggérant un appariement satisfaisant. De plus, la différence standardisée absolue (B) est inférieure à 25% comme recommandé par Stuart (2010). Il n'y a plus aucune différence de moyennes significative entre les participants au commerce équitable et les non participants après l'appariement. Le

ratio agrégé des variances des observations FTI et non-FTI (R) est inférieur à la valeur recommandée de 2. Nous concluons que les modèles sont suffisamment équilibrés pour pouvoir interpréter les estimations des effets.

3.5.4. Quatrième étape : Estimation des effets

Après avoir apparié les observations et vérifié l'équilibre des variables entre les deux groupes, les effets peuvent être estimés. La comparaison des variables de résultats des observations appariées permet d'obtenir «l'effet moyen du traitement sur la sous-population de ceux qui ont effectivement participé» (ATT). L'ATT est la différence entre le résultat observé du ménage participant à FTI et le résultat « contrefactuel » estimé à partir des résultats du ou des ménages non-FTI auxquels il est apparié.

3.5.5. Cinquième étape : Tests de sensibilité

La principale limite de la méthode PSM est qu'elle ne tient pas compte des biais de sélection dus à l'hétérogénéité non observée. En effet, s'il existe des caractéristiques non observées qui influencent à la fois la participation à FTI et les variables de résultat, les estimateurs appariés pourraient ne pas être robustes en raison d'un biais caché (Rosenbaum, 2002). Pour répondre à cette préoccupation, nous avons inclus de nombreuses variables dans le modèle de spécification des SP, nous avons veillé à respecter l'hypothèse du support commun et l'équilibre des variables entre les deux groupes, et nous utilisons différents algorithmes pour appairer les observations.

Pour finir, nous testons la robustesse des estimations significatives grâce au test de Rosenbaum. Il révèle si les ATT estimés sont toujours significatifs si les observations avaient un SP différent à cause de facteurs non observés (test de sensibilité). Cette méthode évalue la sensibilité relative à des corrélations entre l'assignation du programme et des variables non observées (plutôt que sur la distribution conjointe de FTI, du niveau de résultat et de la variable non observée). Il permet néanmoins d'estimer de combien il faut augmenter les risques d'assignation défectueuse des observations due à des inobservables, pour changer l'impact de FTI sur les résultats (valeur gamma). Plus la valeur gamma est élevée, plus l'estimateur ATT est robuste. Les valeurs de gamma présentées dans le Tableau 33 qui expose les résultats. Elles montrent que les ATT significatifs sont en grande partie insensibles aux variables non observées qui expliqueraient la participation à FTI.

3.6. Mesure de l'hétérogénéité des impacts

Après avoir mesuré l'impact sur la base des scores de propension, des analyses bi-variées⁷⁷ et l'analyse de l'hétérogénéité de l'impact à partir de régressions multiples sont réalisées. L'hétérogénéité des impacts a été appréhendée à partir de l'effet du traitement individuel (TTi) pour chaque participant à FTI. Dans la lignée de l'article de Abebaw et Haile (2013), nous construisons une variable TTi qui est égale à la valeur de la variable d'intérêt du ménage FTI moins la valeur des variables d'intérêt des ménages non-FTI utilisés dans la technique d'appariement *kernel*. Nous avons mené un ensemble de régressions pour discuter l'hétérogénéité des résultats. Nous avons procédé à plusieurs tests pour vérifier la validité du modèle. Nous prédisons les résidus et vérifions qu'ils soient nuls en moyenne (*predict resid, ttest*). Nous générons un graphe des résidus estimés afin de repérer d'éventuels comportements aberrants (*rvfplot*). La multi colinéarité est testée à partir du test « Variance Inflation Factors » (VIF) (*estat vif*). L'hétéroscédasticité est testée (*hettest*) et corrigée le cas échéant (option *robust*).

4. Résultats

4.1. Déterminants de la participation au commerce équitable

Le modèle *probit* permet d'identifier deux variables qui influencent significativement la participation à FTI. Les chefs de ménage moins éduqués et les ménages plus isolés des localités d'achat des produits de base sont plus susceptibles de participer à une OP FTI (Tableau 32). Il est intéressant de voir que la surface en café cultivée en 2006 n'influence pas la participation au commerce équitable. La certification FTI est donc indépendante à la surface de la ferme dans ce contexte. De même, la richesse en 2006 approchée par des proxys (nombre de vaches et taille de l'habitation) n'est pas non plus déterminante dans la probabilité de participation à FTI. Seuls ceux qui avaient une maison de 3 pièces en 2006 sont plus susceptibles de participer à une OP FTI que ceux qui n'en avaient que 2.

⁷⁷ Nous avons estimé les corrélations en utilisant le test de Mann et Whitney ou le test de Student - selon la distribution des variables.

Tableau 32: Modèle probit mesurant la probabilité de participation dans une OP FTI

Membre d'une OP certifiée (Oui/Non)	Coefficient	Ecart type
Age du chef de ménage	-0.035	0.025
Education du chef de ménage	-0.108 ***	0.041
Nombre de vaches 2006	0.010	0.036
Surface en cultures vivrières 2006	0.098	0.127
Surface en café en 2006	0.070	0.144
Temps pour atteindre le lieu des achats alimentaires de base	0.004*	0.002
Temps pour atteindre la parcelle de café la plus éloignée	-0.004	0.003
Taille du ménage	0.045	0.086
Accès à un revenu non agricole	-0.483	0.363
Nombre de pièces dans la maison en 2006 (Référence : 1 à 2 pièces)		
3 pièces	0.593*	0.316
4 pièces	0.211	0.325
5 pièces ou plus	0.436	0.449
Altitude de la ferme	0.001	0.000
Nombre d'années dans la communauté	-0.016	0.024
N'est pas originaire de la communauté (oui/non)	-0.188	0.635
Nombre de travailleurs	0.009	0.137
Constante	2.24	1.22

LRchi2(16)=34.05, Prob>chi2=0.005, Log likelihood=-78.89, pseudo R²=0.18, area under ROC curve=0,77 ; classification (*Itstat*) 70%; *p<0.1, **p<0.05, ***p<0.01

Les SP sont calculés à partir de ce modèle. Dans une deuxième étape nous apparions les observations selon leurs scores de propension en utilisant différents algorithmes. Dans la section suivante, nous présentons les résultats des estimations (Tableau 33).

4.2. Impact du commerce équitable FTI

Nous testons dans un premier temps l'hypothèse selon laquelle lorsque les prix internationaux sont bas et que le prix minimum garanti est enclenché, FTI a un impact positif sur les prix perçus et sur les revenus issus du café certifié, à condition que le niveau de production soit maintenu, voire augmenté.

Nous montrons que FTI a un impact positif et significatif sur les revenus nets issus du café, avec un ATT estimé allant de 840 à 881 soles par an et par personne (soit environ 260 USD). La participation à une OP FTI a pour impact de doubler les revenus nets issus du café. Les résultats

montrent que cela est dû d'une part à l'impact positif de FTI sur les prix reçus par les producteurs et d'autre part à son impact positif sur la surface utilisée en café et sur les rendements par hectare. Nous montrons que les ménages engagés dans la certification FTI ont reçus environ 30 soles de plus par quintal de café vendu que ceux qui ne participent pas à FTI. Cela représente environ 9% d'augmentation par rapport au prix payé aux ménages non-FTI. L'analyse montre ensuite un impact positif de FTI sur la surface dédiée à la culture du café dans la ferme, avec un ATT estimé de 0,6 ha. Notons, qu'aucune différence significative n'avait été trouvée sur la surface dédiée à la culture du café en 2006 (pré-certification)⁷⁸. Nous trouvons un impact positif et significatif de FTI sur les rendements par hectare (ATT d'environ 3 quintaux par hectare). Cet impact représente entre 65 et 85% d'augmentation pour les ménages engagés dans FTI vis-à-vis des ménages qui ne le sont pas. Enfin, nous montrons que les ménages FTI ont récolté deux fois plus de café en 2015 que les ménages non engagés dans FTI.

L'estimation des ATT présentée ci-dessus confirme notre hypothèse.

Les résultats montrent que FTI n'a pas d'impact significatif sur la durée de la période de soudure déclarée par les ménages (MIFP), témoignant de la stabilité intra-annuelle de l'accès et des préoccupations des ménages. FTI n'a pas d'impact significatif sur la composante quantitative de l'accès alimentaire approchée par l'indicateur HDDS, et également en partie par l'indicateur ELCSA. L'estimation d'ELCSA montre également que FTI n'a pas d'impact sur les préoccupations, l'acceptabilité et la qualité perçue de l'accès alimentaire. Enfin, FTI n'a pas d'impact significatif sur l'accès aux groupes d'aliments nutritifs à l'échelle des ménages, estimé par HDDSqualité.

Le Tableau 33 présente aussi les résultats des analyses de sensibilité des estimations ATT à partir du test de Rosenbaum. Les ATT significatifs (caféiculture) sont en grande majorité insensibles aux variables non observées qui expliqueraient la participation à FTI. Par exemple, les variables inobservées qui pourraient affecter la probabilité de participer à FTI devraient changer d'un facteur de 2.1 à 2.3 afin d'invalider l'impact significatif de FTI sur la production de café (soit 110 à 130%).

⁷⁸ Ces résultats sont corroborés par ceux du chapitre 7 qui montre que la classe A caractérisée par une forte orientation vers la caféiculture est davantage composée de producteurs certifiés FTI.

Tableau 33: ATT impact of FTI on coffee-dependent and FS variables

	OLS ⁱ		NNM (3)			RM			KM			Stratification sur trois strates	
	ATT (ET)	t	ATT (ET)	T	Γ	ATT (ET)	t	Γ	ATT (ET)	t	Γ	ATT	t
Revenu net issu du café par personne (Soles/par personne)	1062.61 (364)	2.92	841.81 (332.79)	2.53**	1.6	881.39 (327.21)	2.69 ***	2.0	862.58 (319.3)	2.70 ***	1.7	877.17 (293.61))	2.98***
Prix moyen du café "farm gate" (Soles/qq)	34.02 (7.91)	4.30	32.67 (10.5)	3.11***	3.6	33.76 (10.47)	3.22 ***	4.0	30.77 (10.00)	2.70 ***	3.8	31.67 (8.84)	3.58***
Surface de café récolté en 2015 (ha) (hors caféiers en croissance)	0.42 (0.16)	2.70	0.66 (0.24)	2.81***	1.6	0.63 (0.24)	2.63 **	1.6	0.59 (0.23)	2.54 **	1.5	0.59 (0.24)	2.44***
Rendements en café en 2015 (qq/ha)	3.44 (0.86)	4.00	2.96 (1.02)	2.90**	1.3	2.95 (0.99)	2.96 **	1.3	2.92 (0.96)	3.02 **	1.3	2.84 (0.87)	3.25***
Production de café (quintal)	8.36 (2.14)	3.90	8.08 (2.16)	3.75***	2.2	8.13 (2.11)	3.85 ***	2.3	7.82 (2.06)	3.79 ***	2.1	7.92 (1.5)	3.53***
MIFP		-	-0.18 (0.3)	-0.6	-	-0.21 (0.30)	- 0.72	-	-0.23 (0.29)	-0.79	-	-0.18 (0.30)	-0.65
ELCSA	-	-	0.20 (0.42)	0.48	-	0.27 (0.41)	0.67	-	0.24 (0.41)	0.60	-	0.27 (0.32)	0.84
HDDS	-	-	0.25 (0.26)	1.16	-	0.25 (0.21)	1.20	-	0.21 (0.21)	1.03	-	0.28 (0.17)	1.60
HDDSqualité	-	-	0.24 (0.21)	1.16	-	0.26 (0.21)	1.27	-	0.21 (0.20)	1.04	-	0.26 (0.18)	1.48

Significance rates: ***1%, **5%, *10%.

5. Discussion

5.1. Discussion des résultats liés à la caféiculture

Nous discutons les résultats à partir des données quantitatives et qualitatives.

5.1.1. Mécanismes liés à l'amélioration des revenus nets issus du café

Nous montrons que c'est à travers l'impact positif sur les rendements plutôt que sur les prix que la certification FTI permet d'accroître les revenus nets issus du café, comme cela a déjà été montré au Pérou et au Mexique (Barham et al., 2011; Barham et Weber, 2012).

Les bénéfices en termes de rendement sont liés aux changements dans les pratiques agricoles comme en témoignent les entretiens qualitatifs et les données quantitatives. Les ménages FTI dépensent significativement plus pour acheter des intrants organiques (principalement du « *guano de isla* » et du phosphate de sodium ; bien que la valeur reste faible avec 30 soles/ha de plus). Alors qu'ils sont composés en moyenne d'un même nombre de « travailleurs », les ménages FTI dépensent 136 soles/ha de plus pour la main d'œuvre salariée comparé aux ménages non certifiés par le commerce équitable (différences significatives à 10%). De plus, 87% des ménages FTI utilise du compost pour apporter de la matière organique aux jeunes plants et aux caféiers, contre 72% des producteurs non FTI (différence significative à 10%). Les discussions durant les focus groupes vont dans le sens de ces résultats. Les ménages certifiés déclarent mettre en œuvre des pratiques agricoles nouvelles, telles que le désherbage trois fois par an, la taille des caféiers, le contrôle du nombre de caféiers par parcelle ou encore l'utilisation d'intrants organiques. Bien que les dépenses pour la caféiculture soient supérieures, les revenus nets issus du café le sont aussi.

Selon les données qualitatives, plusieurs facteurs viennent expliquer ces résultats. D'abord, les OP incitent les producteurs à accroître la production de café et les surfaces allouées à cette culture. Ensuite, les normes du commerce équitable, notamment le prix minimum garanti ou la prime collective sont allouées par kilo de café produit ce qui incite mécaniquement l'investissement dans cette culture (Lemeilleur et Carimentrand, 2014). Cela peut inciter les producteurs à investir dans des changements de pratiques sur le long terme grâce à la sécurisation des prix. Au contraire, la seule certification biologique ne permet pas aux producteurs de tirer systématiquement un premium à la vente de leur produit.

De plus, la certification FTI demande à ce que les OP utilisent au moins un quart de la prime collective pour l'amélioration de la production et/ou de la qualité du café. En lien avec cette norme, une des deux OP certifiées FTI a utilisé une part de la prime collective dans une banque à intrants biologiques, ce qui permet aux producteurs d'obtenir des crédits pour l'achat d'intrants biologiques à un faible taux d'intérêt.

Nos résultats vont dans le sens d'autres études en ce quⁱ concerne l'impact sur les prix du café, comme par exemple, Beuchelt et Zeller (2011) au Nicaragua ou Van Rijsbergen et al. (2016) au

Kenya. En complément d'une certification biologique, nos résultats montrent que FTI induit un différentiel de prix payé aux producteurs. Il est permis par plusieurs éléments de contexte aux échelles internationales, organisationnelles et individuelles :

(i) Les prix internationaux étaient bas en 2015 donc le prix minimum garanti a été enclenché. Le différentiel n'était tout de même pas aussi grand qu'il l'a été au début des années 2000 , période pendant laquelle FTI a eu son plus fort impact (Jaffee, 2008)

(ii) Les producteurs de l'échantillon vendent la quasi-totalité de leur production à l'OP à laquelle ils participent. Ce résultat est différent de nombreuses études qui mettent en évidence le besoin des producteurs de vendre les premières récoltes aux intermédiaires. Le cas traité dans cette thèse est sans doute différent car les prix étaient bas. Les producteurs avaient intérêt d'attendre un peu et vendre avec le prix équitable à l'OP. De plus, la production vendue à l'OP est prise en compte dans la distribution de la prime collective de FTI. Ceci peut inciter les producteurs à vendre la totalité de leur production à l'OP. Par exemple, les crédits pour les intrants sont accordés selon la quantité de café vendue la saison précédente.

(iii) Les deux OP FTI ont réussi à vendre presque la totalité de leur production FTI-biologique aux conditions de ces certifications. Vendre la totalité de son volume collecté est crucial car FTI ne garantit pas de débouchés aux OP et la demande en café FTI est trois fois plus faible que ne l'est la production (Valkila et Nygren, 2010; Potts et al., 2014). Cette capacité interne aux OP détermine le degré avec lequel FTI influence les prix à l'échelle des producteurs.

Ensuite, nos résultats sont corroborés par des études antérieures qui concluent aussi que la certification FTI intensifie la production de café, voire tend à la spécialisation (Van Rijsbergen et al., 2016), avec une augmentation de l'utilisation d'intrants organiques, une optimisation du nombre d'arbres (Ruben et Verkaart, 2011), une amélioration des activités de gestion (Ruben 2008) et des pratiques de conservation des ressources (Bacon et al., 2008). Toutefois, nos résultats s'opposent à ceux de Akoyi et Maertens (2017). Ces derniers suggèrent que la certification FTI-bio augmente les prix mais réduit les rendements et donc les revenus. Nos résultats suggèrent que, comparé à des producteurs biologiques non-FTI, les mécanismes de FTI sont avantageux pour les producteurs pour mettre en œuvre de nouvelles pratiques agricoles. Le commerce équitable créerait un environnement favorable.

5.1.2. Hétérogénéité des impacts sur les variables liées à la caféiculture

Si en moyenne FTI a un impact positif sur les revenus issus de la caféiculture, il est intéressant d'approfondir l'hétérogénéité des effets individuels observés. Des régressions multiples ont été réalisées sur les effets individuels (TTi) de FTI sur les 5 variables dépendantes liées à l'activité de caféiculture avec un ensemble de variables explicatives exogènes (Tableau 34).

Tableau 34: Hétérogénéité des impacts à partir d'une régression multiple

	Revenu	Prix	Rendement	Surface	Production
Taille du ménage	-238.5** (-2.22)	3.385 (1.39)	-0.0714 (-0.15)	-0.00252 (-0.02)	0.0774 (0.06)
Est ou a été en charge d'une responsabilité dans l'OP	630.5** (2.27)	4.997 (0.53)	0.455 (0.34)	1.079*** (2.94)	9.106*** (2.69)
Age du chef de famille	7.533 (0.44)	0.353 (0.62)	-0.0985 (-0.96)	0.0358 (1.48)	0.105 (0.47)
Nombre d'années d'éducation formelle	-22.56 (-0.35)	2.864* (1.78)	-0.0207 (-0.08)	-0.0242 (-0.42)	0.0885 (0.11)
Workers : Nombre de personnes actives dans le ménage	200.3 (1.22)	0.0109 (0.00)	-0.578 (-0.70)	0.384 (1.39)	2.150 (1.00)
Altitude	0.717 (0.76)	-0.00878 (-0.36)	0.00703 (1.39)	-0.000357 (-0.43)	0.00803 (0.68)
Nombre de pièces dans la maison	-27.21 (-0.25)	1.077 (0.32)	0.709 (1.19)	-0.0674 (-0.55)	-0.167 (-0.13)
OP 1 (Norandino) (oui/non)	1240.0** (2.31)	47.87*** (3.20)	7.079** (2.67)	-0.325 (-0.60)	11.68* (1.75)
Nombre d'années d'affiliation dans l'OP	92.43 (1.44)	-0.0993 (-0.04)	0.274 (0.93)	0.000871 (0.01)	0.648 (0.87)
<i>(référence : desservi toute l'année)</i>					
Jamais desservi	-131.4 (-0.24)	13.44 (0.66)	-4.152 (-1.30)	1.165* (1.86)	-3.815 (-0.58)
Desservi en saison sèche	83.53 (0.18)	7.781 (0.42)	-2.811 (-1.02)	1.106* (1.74)	-0.655 (-0.11)
Constante	-1279.0 (-0.91)	-40.18 (-0.81)	-7.049 (-0.87)	-2.220 (-1.35)	-26.33* (-1.82)
Observations	60	60	60	60	60
R ² ajusté	0.213	0.294	0.254	0.174	0.201
Ecart type tenant compte de l'hétéroscédasticité entre parenthèse					

Nous montrons que plus la taille des ménages est élevée, moins ils bénéficient de meilleurs revenus du café par personne. Les ménages dont un membre a eu une responsabilité au sein de son collectif (quelle que soit l'OP) ressentent un impact supérieur sur les revenus nets issus du café et sur les surfaces dédiées au café, sachant que ces dernières n'étaient pas significativement différentes en 2006. Au contraire, les ménages dont un membre a eu une responsabilité au sein de son collectif ne bénéficient pas d'un impact supérieur sur les rendements. Les ménages dont le chef de ménage est plus âgé sont également davantage susceptibles de recevoir un meilleur prix pour le café. Cela est probablement lié à l'expérience.

Nous montrons aussi une hétérogénéité selon l'OP à laquelle appartiennent les producteurs. Pour les ménages membres de NORANDINO (en comparaison aux membres de CECANOR), la certification FTI a un impact plus fort sur les revenus du café par personne, avec 1240 soles/an/personne de plus en moyenne. Les producteurs de NORANDINO ont davantage gagné en rendements et en prix par rapport à ceux de CECANOR. Toutefois, l'effet n'est pas supérieur sur l'augmentation des surfaces. Cela est cohérent avec la stratégie de NORANDINO qui incite les producteurs à améliorer leurs pratiques afin de gagner en qualité (pour accroître les prix) et en rendements. Notons que les producteurs de NORANDINO ont reçu en moyenne 47 soles par hectare de plus que ceux de CECANOR, ce qui est corroboré par les discussions des focus groups. Cela est à relier avec la stratégie de l'OP NORANDINO qui propose une prime à la qualité du café (ce que ne fait pas CECANOR).

Enfin, en comparaison aux ménages situés sur la route, les ménages éloignés de la route principale ont davantage augmenté leurs surfaces dédiées au café. Cela s'explique par la pression foncière croissante au bord de la route principale⁷⁹. Au contraire, les ménages situés sur la route bénéficient d'un impact de FTI sur les rendements supérieurs aux autres, bien que cela ne soit pas significatif (signes négatifs dans la colonne *rendement*).

5.2. Discussion des résultats liés à la sécurité alimentaire

La certification FTI-Biologique conduit à des gains significatifs en termes de prix et de revenus nets issus du café en comparaison à une seule certification biologique. Toutefois, selon nos résultats d'évaluation d'impact (Tableau 33) cela n'est pas suffisant pour avoir un impact sur l'accès toute l'année (durée de la soudure MIFP) à une alimentation suffisante, nutritive et socialement acceptée (indicateurs HDDS, HDDSqualité et ELCSA). L'argument communément avancé dans FTI selon lequel une augmentation des revenus de la culture de rente conduit à une amélioration de la sécurité alimentaire n'est donc pas vérifié. Nos résultats confirment notre seconde hypothèse qui consistait à penser que l'augmentation des prix et des revenus de la culture de rente étaient insuffisante pour améliorer la sécurité alimentaire.

Ces résultats rejoignent ceux de Meemken et al. (2017) qui concluent que la certification FTI n'a pas d'effet sur l'adéquation en calories (ou sur les dépenses alimentaires lorsque la consommation alimentaire hebdomadaire est convertie en dépenses). Bien que chaque indicateur de sécurité alimentaire capture une composante particulière (aspects quantitatifs, qualitatifs, psychologiques, ou stabilité) et qu'ils ne sont pas comparables entre différents pays, l'indicateur utilisé par Meemken et al. (2017) sur l'adéquation en calories capture la même composante de l'insécurité alimentaire que HDDS : l'accès à une alimentation « suffisante ». Nos résultats vont dans le sens de ceux de Meemken mais sont différents de ceux de Chiputwa et Qaim (2016). Ces derniers ne différencient pas les certifications FTI, UTZ et biologique et montre

⁷⁹ Cela est cohérent avec les résultats du chapitre 7 qui montre des corrélations significatives entre l'isolement, le capital foncier des ménages et leur choix d'orientation vers les activités agricoles.

un impact positif de ces certifications sur l'adéquation en calories et en nutriments. Toutefois, avec cette étude nous ne savons pas laquelle (ou lesquelles) de ces trois certifications joue(nt) un rôle dans cet impact car les ménages sont regroupés. Dans cette thèse, nous montrons, qu'en isolant FTI de la certification bio et en mesurant l'avantage comparatif de la double certification FTI-Bio vis-à-vis d'une seule certification biologique, aucun effet sur la sécurité alimentaire n'est significatif⁸⁰.

Nous avançons plusieurs raisons potentielles pour expliquer ce résultat. Nous les discutons à partir de la littérature existante et de données qualitatives et quantitatives.

D'abord, comme nous l'avons souligné, les principaux outils de régulation du commerce équitable (prix minimum garanti et prime collective) conduisent à une rémunération par unité produite. Cela incite mécaniquement les producteurs à investir dans la culture de rente certifiée, comme l'ont montré nos résultats d'impacts sur la caféiculture (section 5.1) ; corroborés par des résultats récents (Vellema et al., 2015; Van Rijsbergen et al., 2016).

Pour autant, l'investissement en temps et en argent destiné à la caféiculture n'a pas été réalisé au détriment des cultures vivrières. En comparaison aux ménages qui ne sont pas engagés dans la certification FTI, les ménages FTI produisent davantage de produits vivriers (céréales et légumineuses), allouent davantage de terres aux cultures agricoles vivrières pluviales et cultivent une plus grande diversité d'espèces (Détails en annexe 18). Cela peut s'expliquer par l'absence de compétition foncière entre le café et les cultures vivrières. En lien avec ces résultats, nous montrons aussi que les ménages FTI s'approvisionnent en moyenne davantage par des pratiques de production à la ferme et d'autoconsommation. Ces résultats suggèrent que les impacts différents entre les revenus nets issus du café et ceux de sécurité alimentaire ne sont pas liés à une baisse de l'autoconsommation et de la production vivrière. Les discussions menées en focus groups vont dans ce sens car les participants affirment que l'augmentation de la surface en café et la volonté de produire davantage de café ne se font pas au détriment de l'agriculture vivrière, mais en complément de celle-ci.

En revanche, l'impact positif de FTI sur les revenus de la culture de rente peut être contre balancé par une baisse des revenus issus des autres activités agricoles, agricoles salariées ou non-agricoles. Dans notre échantillon, 72% des ménages FTI et 41 % des ménages non-FTI déclarent que le café représente plus de la moitié de leurs revenus totaux à l'échelle du ménage. Par ailleurs, le café est la première source de revenus pour 81% des ménages FTI tandis qu'il ne l'est que pour 54% des ménages non-FTI. Ces derniers dépendent souvent davantage des emplois agricoles salariés comme première source de revenus (ou pour certains de revenus non agricoles). Ces résultats vont dans le sens d'une étude récente en Colombie qui conclue qu'une augmentation des revenus issus du café n'était pas parvenue à accroître les revenus totaux du

⁸⁰ Cela n'empêche pas que la certification biologique puisse avoir un impact positif sur la sécurité alimentaire comme l'a déjà montré Meemken et al. 2017.

ménage car elle était contre balancée par une baisse des autres sources de revenus (Vellema et al., 2015).

De plus, le différentiel de revenus du café issu de l'impact positif de FTI peut être orienté vers d'autres dépenses, au dépend de la sécurité alimentaire (Duflo et Udry, 2004; Dury et Bichard, 2015). Les discussions menées lors des focus groups révèlent que les différentiels de revenus du café générés sont utilisés prioritairement pour l'éducation des enfants, plutôt que pour l'alimentation. Les participants aux discussions déclarent que les frais d'éducation sont prioritaires. Cela est confirmé par le technicien de NORANDINO dans la zone et par la directrice de PROASSA (OP CECANOR) :

«Le problème est que la tendance pour l'utilisation des revenus supérieurs n'est pas nécessairement une amélioration de l'alimentation ou de la santé... ils investissent beaucoup dans l'éducation maintenant » (entretien avec la directrice de PROASSA, en février 2017)

Il semble donc d'après ces discussions et des entretiens qualitatifs que les revenus du café soient en quelque sorte dérivés de la caféiculture et de la sécurisation alimentaire immédiate. Ils sont utilisés pour fournir des opportunités éducatives aux enfants afin qu'ils ne dépendent plus d'activités agricoles comme moyens d'existence. Cette raison potentielle pour expliquer l'absence de transmission des revenus du café en une réduction de la période de soudure et d'un meilleur accès alimentaire en quantité ou qualité (HDDS, HDDSqualité ou ELCSA) va dans le sens de l'étude de Meemken et al. (2017). Cette dernière conclut que FTI a un impact positif sur les dépenses en éducation. Dans une même perspective, plusieurs études concluent que FTI a un impact positif sur la scolarité au niveau des écoles primaires (Arnould et al., 2009) et secondaires (Gitter et al., 2012). Les choix de dépenses peuvent être liés à *qui* contrôle les revenus du café au sein du ménage. En comparaison aux revenus à la charge des hommes, les revenus à la charge des femmes ont un impact supérieur sur l'accès alimentaire de la famille (Duflo et Udry, 2004; Chiputwa et Qaim, 2016).

De plus comme nous l'avons évoqué, la fréquence des revenus est importante pour favoriser l'accès alimentaire. En effet, les dépenses alimentaires sont régulières et ont donc davantage tendance à dépendre de revenus eux aussi réguliers. Au contraire, les revenus du café sont saisonniers et ont alors moins tendance à être utilisés pour l'alimentation, mais plutôt pour des dépenses ponctuelles ou des investissements (tels que l'éducation) (Anderman et al., 2014).

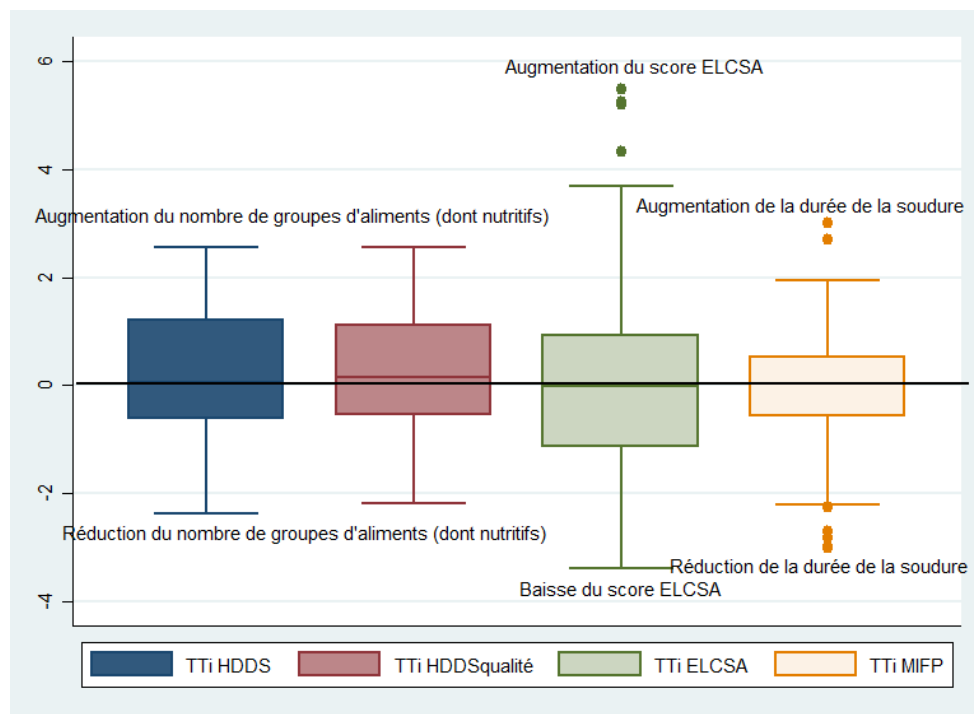
Dans tous les cas, ces effets de « fuite » soulèvent des questions. L'investissement dans l'éducation des enfants plutôt que dans la caféiculture ou dans la sécurité alimentaire immédiate, est peut-être une stratégie pertinente pour sortir de la pauvreté et sécuriser l'accès à l'alimentation sur le long terme.

Enfin, nos résultats montrent que FTI n'a pas d'impact sur la capacité des ménages à accéder à des aliments riches en nutriments pendant la période de soudure (HDDSqualité). Cet indicateur n'a jamais été utilisé dans les études d'impacts existantes. Toutefois, Becchetti et Costantino

(2008) capture cette même composante avec un index construit à partir de la fréquence de consommation de 13 aliments (compris dans neuf groupes alimentaires)⁸¹. Cet index ne comprend pas les graisses, les sucres, les boissons et condiments, en cela il se rapproche de l'indicateur HDDSqualité utilisé dans ce travail de thèse. Contrairement à ce travail, Becchetti et Costantino (2008) montre un effet positif du commerce équitable sur la diversité de la diète après contrôle des biais de sélection. Une des raisons pouvant expliquer cette divergence de résultat est liée à la nature de la culture de rente certifiée. Becchetti et Costantino (2008) traite de cette question auprès de producteurs de fruits. L'investissement et la certification dans une culture de rente consommable pourrait davantage permettre de faire le pont entre la certification et la sécurité alimentaire (DeWalt, 1993).

L'absence d'impacts en moyenne de FTI cache de fortes hétérogénéités selon les ménages. La représentation des impacts individuels TTi révèlent que FTI a un impact positif sur certains ménages et un impact négatif sur d'autres (Figure 37).

Figure 37: Hétérogénéité des impacts individuels selon les ménages



Nous avons cherché à expliquer ces différences selon la typologie présentée dans le chapitre 7 et différentes variables sociodémographiques ou de localisation. À partir de différentes variables et de la typologie présentée au chapitre 7, aucune corrélation entre l'appartenance à

⁸¹ Les aliments ne sont pas pondérés. C'est-à-dire qu'une fréquence de 5 (plus d'une fois par jour) de céréales est comptabilisée de la même manière qu'une fréquence de 5 de viande.

une classe et l'impact individuel du commerce équitable FTI sur les résultats de sécurité alimentaire n'est ressortie. Cela confirme l'absence d'impacts du commerce équitable sur la sécurité alimentaire.

6. Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons mesuré l'impact de FTI sur des ménages caféiculteurs au Pérou. Alors que les recherches antérieures se concentrent surtout sur l'impact en termes de prix, de revenus ou de niveau de production (au niveau des parcelles et des exploitations agricoles majoritairement), nous mesurons l'impact sur la sécurité alimentaire des ménages engagés dans la certification FTI. Nous utilisons des données de coupe sur 140 ménages caféiculteurs des Andes de Lambayeque au Pérou pour déterminer l'impact de la certification FTI sur les prix reçus par les caféiculteurs, le niveau de production de café, la surface cultivée, les rendements et sur les revenus nets issus du café certifié d'une part, et l'impact sur quatre indicateurs de sécurité alimentaire capturant différentes composantes de l'accès alimentaire à l'échelle des ménages d'autre part.

Une régression et une méthode d'appariement basée sur les scores de propension permet d'estimer l'impact de FTI. Les modèles PSM et leurs hypothèses sont testées et validées. Nous complétons cette approche quantitative de l'impact par une approche qualitative pour valider, interpréter et discuter nos résultats quantitatifs.

Nos résultats confirment que les ménages FTI ont reçu un revenu net issu du café en 2015 supérieur à celui des non-FTI. Cet impact n'est pas tant impulsé par l'impact sur les prix (qui est néanmoins positif et significatif) que par l'augmentation des rendements. Cela suggère que bien que le prix minimum garanti fournisse un filet de sécurité vis-à-vis des fluctuations des prix internationaux, l'impact sur les revenus nets du café est plutôt induit par FTI comme instrument de régulation dans son ensemble : assistance technique, prime collective, participation à une action collective qui fournit des services.... Les différentes normes et composantes de FTI permettent par exemple aux OP de fournir de l'assistance technique, de former à la qualité du café, d'accroître l'accès aux intrants ou aux crédits. Ces différentes manières dont FTI impacte de manière plus holiste les moyens d'existence des producteurs et non uniquement via un mécanisme de prix sont développées dans le chapitre suivant (Chapitre 9).

Ensuite, nos résultats indiquent que même si FTI peut générer un revenu supérieur issu du café, cela ne suffit pas ni à réduire la période d'insécurité alimentaire saisonnière (MIFP), ni à réduire les préoccupations liées à l'approvisionnement alimentaire et à diminuer les changements de pratiques de consommation contraints par un manque de ressources (ELCSA). L'augmentation de revenus issus du café ne permet pas non plus d'augmenter l'accès physique et économique aux aliments des ménages (HDDS), y compris pour les groupes d'aliments nutritifs (HDDSqualité). Ces résultats sont observés alors que les participants à FTI produisent une plus grande quantité

d'aliments sur leur ferme en comparaison aux ménages non-FTI et qu'ils s'approvisionnent davantage via l'autoconsommation en période de soudure. Malgré cela, les ménages FTI éprouvent toujours des difficultés lorsqu'il s'agit d'assurer leur accès physique et économique, sans préoccupations, à une nourriture suffisante et acceptée socialement, pendant les mois de soudure. Il semblerait que les revenus issus du café soient utilisés pour d'autres dépenses comme celles pour l'éducation.

Nos résultats sont corroborés par la littérature sur les cultures de rente et confirment qu'une augmentation des revenus issus d'une culture de rente certifiée est insuffisante pour résoudre le phénomène de l'insécurité alimentaire à court terme, car la sécurité alimentaire est un problème complexe et multidimensionnel (Dury et al., 2014, DeWalt 1993, Von Braun 1995, Anderman et al., 2014).

Une des limites de ce travail est liée à la nature des données. Si la méthode PSM permet de réduire les biais liés à des variables sociodémographiques, géographiques (pour voir l'isolement des marchés), de richesse ou en termes de surfaces destinées au café et aux cultures vivrières avant même leur participation à FTI, celle-ci ne permet pas de contrôler pour des facteurs non observés ou pour la situation de sécurité alimentaire avant la certification. Pour éviter ce biais, des études basées sur des données de panel et utilisant des méthodes de type « double différence » sont performantes avec l'avantage de combiner à la fois une comparaison avant / après et avec / sans certification. Cette méthode permet de prendre en compte les facteurs invariants dans le temps qui restent non observés, mais elle nécessite d'être prévue avant le projet, ce qui représente un lourd investissement de recherche pour étudier l'impact sur le long terme.

CHAPITRE 9

L'ACTION COLLECTIVE : MOTEUR D'EMPOWERMENT ET DE CAPACITES DE SECURISATION ALIMENTAIRE ?

1. Introduction

Le commerce équitable a traditionnellement ciblé les petits agriculteurs les plus vulnérables sur les marchés internationaux. Il vise l'« *empowerment* » économique, social et politique des producteurs et il cherche à « *favoriser des moyens de subsistance sûrs et durables* », et notamment à long terme, en contribuant à « *moins de vulnérabilité et à une sécurité alimentaire accrue pour les ménages* ». Pour atteindre ces objectifs, les deux principales stratégies sont (1) la mise en place de règles économiques et commerciales afin de réduire la vulnérabilité des agriculteurs face aux marchés internationaux et (2) la promotion de l'organisation collective comme moyen d'empowerment pour les agriculteurs.

Bien que historiquement la certification FTI était exclusivement réservée aux OP, le rôle de l'organisation collective et le type de producteurs éligibles au commerce équitable occupent une place centrale dans les débats entre les organisations portant les standards équitables (Jaffee et Howard, 2016). Certains acteurs considèrent que l'exigence de FTI est trop restrictive. En 2011, l'organisation américaine de commerce équitable quitte le consortium *Fairtrade International* (FTI) dans le but de rendre les conditions de participation aux marchés équitables plus flexibles : entre-autres, rendre éligibles les petits producteurs non-organisés en OP. Malgré la récurrence de ces débats qui ont conduit à la segmentation des marchés équitables, la recherche académique a peu questionné le rôle spécifique des OP par rapport à un modèle d'agriculture contractuelle (individuelle).

De plus, dans une perspective de sécurité alimentaire, la manière dont les organisations locales façonnent les réponses des ménages ruraux pour faire face à un environnement changeant est sous explorée (Bacon 2017). Les résultats empiriques présentés dans le chapitre 7 confirment la forte prévalence d'insécurité alimentaire saisonnière chez les caféiculteurs des zones d'étude. Le chapitre 7 décrit également en quoi ces zones rurales sont exposées à des facteurs contextuels qui contraignent la capacité des ménages à sécuriser leur accès alimentaire. Le chapitre 8 a montré que la régulation des prix n'était pas le seul instrument qui permet une augmentation des revenus issus de la caféiculture mais que d'autres instruments viennent aussi compléter cette régulation (prime, assistance technique, OP...). Le chapitre 8 a aussi montré avec une méthode quantitative que les règles mises en place par le commerce équitable pour accroître les revenus issus du café ne parvenaient pas à impacter significativement la sécurité alimentaire des ménages.

Pour compléter cette analyse, ce chapitre étudie la potentielle contribution des OP soumises aux règles de FTT à l'*empowerment* des producteurs, et en particulier en lien avec leur sécurisation alimentaire.

Suite aux différentes approches théoriques développées dans le chapitre 3, nous proposons ici de relier le concept de "sécurisation alimentaire" avec l'approche des capacités d'Amartya Sen étendue aux rôles des groupes (illustrant les divers effets des groupes sur les capacités des ménages). L'approche par les capacités a été très peu utilisée dans les études sur le commerce équitable (Randrianasolo et Dubois, 2014). Les liens entre capacités et l'échelle collective font l'objet d'une littérature en construction. Nous mobilisons le concept d'« agencéité collective » comme moyen de conceptualiser l'action collective et les multiples façons dont elle affecte l'« espace de capacités » des ménages.

À partir de ce cadrage conceptuel, nous menons une analyse en termes de trajectoires. La majorité des études adoptent une posture statique, bien que les retombées de FTT ne soient pas nécessairement immédiates. Certains auteurs estiment que le nombre d'années d'affiliation est un facteur qui améliore l'impact de FTT sur les ménages certifiés (Vagneron et Roquigny, 2010), y compris en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle comme démontré récemment par Chiputwa et Qaim (2016). Cependant, les mécanismes sont peu décrits. Si l'on veut décrire et expliquer de manière plus holiste les changements induits par le commerce équitable, ce sont également les dynamiques de changements, à plusieurs niveaux, qui doivent être analysées.

Le chapitre est organisé en six sections. La section 2 rappelle le cadre conceptuel basé sur les concepts d'*empowerment*, d'agencéité collective et d'espace de capacités. La section 3 présente le matériel empirique utilisé dans ce chapitre ainsi que la méthodologie d'analyse basée sur les trajectoires de moyens d'existence. L'émergence de l'agencéité collective au sein de ces deux OP étudiées est décrite dans la section 4. Les effets de l'agencéité collective sur l'*empowerment* sont présentés, de manière générale, et en lien avec les capacités de sécurisation alimentaire (section 5). La section 6 discute ces résultats en posant la question de qui sont les bénéficiaires de cet *empowerment*. Le chapitre se termine par une discussion et une conclusion générale (section 7).

2. Cadre d'analyse: Agencéité collective, espace de capacités et sécurisation alimentaire

2.1. Le rôle des collectifs

Des recherches antérieures ont mis en lumière le rôle des OP dans l'amélioration de l'accès aux marchés pour les petits producteurs (Stewart, 2005). Les OP peuvent corriger les imperfections du marché, telles que les coûts de transaction élevés ou les marchés manquants, et aider les producteurs à surmonter les facteurs contextuels contraignants (Markelova et al., 2009). La mise en commun de l'information, des ressources financières et de la main-d'œuvre peut permettre aux petits exploitants de vendre le café sur les marchés internationaux dans de meilleures conditions et, par conséquent, d'améliorer leurs moyens d'existence. Sur le marché du commerce équitable, le prix minimum ainsi que la prime collective sont assurés aux OP. Ce sont des outils économiques visant à procurer aux OP les moyens d'impacter positivement les moyens d'existence et de générer de *l'empowerment* aux producteurs membres et des communautés. Ces outils économiques sont complétés par des règles d'organisation⁸² des OP requises par le standard visant à les consolider pour qu'elles soient indépendantes, compétentes et démocratiques, et en favorisant leur mise en réseau aux échelles locales, nationales et internationales. L'objectif est que ces OP gagnent en influence collective et viennent soutenir *l'empowerment* des petits producteurs.

L'OP joue donc un rôle de pivot dans la transmission des effets du CE à l'échelle des producteurs. Par exemple, des travaux ont montré que les OP sont le principal facteur de conversion des prix minimum en bénéfices économiques au niveau individuel (Bacon, 2005, Dragusanu, Giovannucci et Nunn, 2014). La capacité de FTI à générer des avantages économiques pour les producteurs dépend de la capacité des OP à trouver des débouchés sur le marché certifié, dépend des stratégies commerciales des OP et dépend de la quantité et qualité des services rendus aux producteurs (Beuchelt & Zeller, 2013). La capacité des OP à faire des choix démocratiques pour utiliser la prime collective influence aussi la manière dont le commerce équitable peut influencer les producteurs via cette incitation économique.

Toutefois, comprendre la manière dont les OP façonnent l'impact du commerce équitable sur les individus reste un enjeu (Nelson et Martin, 2017), et les mécanismes qui conduisent à *l'empowerment* demandent à être plus largement questionnés.

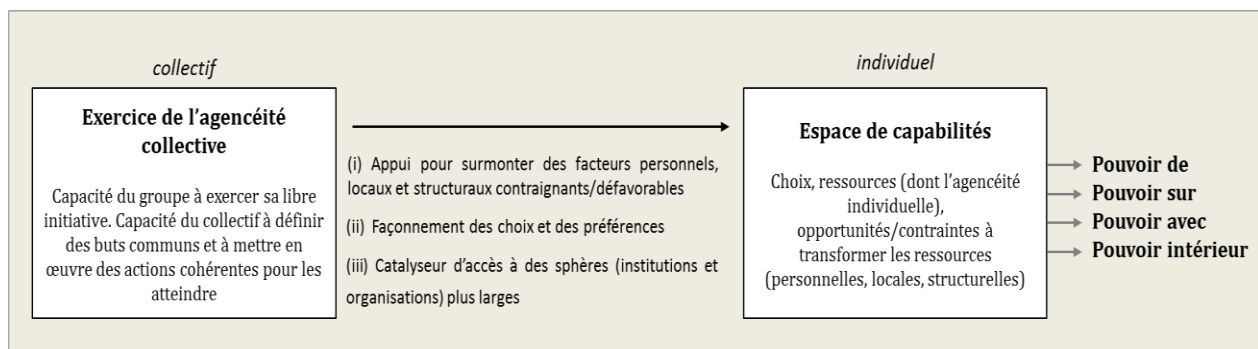
⁸² Gestion démocratique et transparence dans les OP, service de formations techniques productives, de protection de l'environnement et d'informations sur les marchés, gestion collective et démocratique de la prime collective etc

2.2. Cadre conceptuel

L'approche par les capacités introduite par Amartya Sen offre un cadre d'analyse favorable pour analyser la manière dont les groupes façonnent l'espace de capacités des individus membres (voir Figure 38).

Les capacités sont définies à l'échelle individuelle et représentent l'ensemble des « pouvoir faire » et « pouvoir être » des individus. Les capacités dépendent des ressources et des facteurs de conversion (personnels, collectifs, sociaux, économiques, politiques) qui permettent aux individus de transformer une ressource en liberté réelle d'agir ou d'être conformément à ses aspirations. L'agencéité est une ressource définie comme étant la capacité d'action des personnes, autrement dit la capacité à formuler des objectifs, à agir pour les atteindre et ainsi à modifier sa propre situation. Elle peut s'exercer individuellement ou collectivement. L'agencéité collective émerge de l'interaction des individus et de la définition d'objectifs collectivement valorisables. Nous avons vu que de nombreux débats existent sur la terminologie à employer et les tenants et les aboutissants de chacune des notions proposées. Cette thèse utilise la notion d'« agencéité collective » pour caractériser la participation d'un individu à un groupe qui a des objectifs communément définis et qui a la capacité d'agir pour les atteindre.

Figure 38: Cadre conceptuel (source : auteur)



Plutôt que d'évaluer l'influence de l'exercice de l'agencéité collective sur les capacités au sens strict, nous utilisons la notion d'« espace de capacités » qui est plus englobante (Frediani, 2010). L'espace de capacités inclut les choix, les capacités personnelles, les opportunités et les contraintes des individus à transformer leurs ressources en « pouvoir être » et « pouvoir faire ». Il inclut également les institutions et comprend à la fois des facteurs individuels, locaux et structurels (Frediani, 2010). Cette notion permet de mettre l'accent davantage sur les facteurs de conversion jouant un rôle dans l'expansion des capacités plutôt que sur l'évaluation des capacités en tant que telles. Elle englobe les facteurs favorables à l'expansion des capacités.

L'empowerment est alors défini comme étant le processus d'expansion de l'espace des capacités des individus : le processus de gain de ressources, la capacité à bénéficier d'un

environnement favorable, la capacité à prendre des décisions qui affectent leur vie et de négocier des conditions plus favorables, la capacité de contrôler les institutions et de les tenir pour responsables (Narayan-Parker, 2002; Frediani, 2010). Le processus d'expansion de l'espace de capacités prend en compte l'*empowerment* à la fois collectif, relationnel et personnel: (a) collectif (*empowerment* comme développement des actions collectives pour transformer collectivement les institutions, les structures politiques, sociales ou économiques), (b) relationnel (*empowerment* comme développement des aptitudes à négocier et à influencer les relations avec les autres et à prendre des décisions dans le cadre de ces relations) et (c) personnel (*empowerment* comme développement d'une confiance en soi et d'une capacité à agir pour affecter sa propre situation) (Rowlands, 1995; Rowlands, 1997).

La littérature théorique nous permet de construire des hypothèses sur les diverses manières dont l'exercice de l'agencéité collectivement plutôt qu'individuellement peut façonner l'espace de capacités des individus membres et ainsi générer un *empowerment*, bénéfique à l'individu lui-même et à sa famille.

D'abord, les intérêts individuels convergent vers un objectif commun qui constitue la base de l'émergence d'une agencéité collective (Pelenc et al., 2015). Ensuite, l'agencéité collective exercée par un collectif conduit à divers effets rétroactifs sur les membres : (i) apport d'opportunités pour surmonter des contraintes défavorables, (ii) influence des préférences et des choix, et (iii) connexion à des sphères plus larges, des projets et à des programmes additionnels qui auraient été inaccessibles sans la participation à un collectif.

Ces diverses influences du groupe sur l'espace de capacités correspondent à différentes formes de processus de transformation des pouvoirs, telles que décomposées par Rowlands (1997).

Le mécanisme (i) décrit ci-dessus entraîne un gain de « *pouvoir de (power to)* », c'est-à-dire une capacité à faire des choix et à agir pour solutionner les problèmes et pour améliorer ses moyens d'existence (Rowlands, 1997). Le mécanisme (ii) agit sur la définition des valeurs des individus et peut par ce biais renforcer une forme de « *pouvoir d'* » imaginer le futur désiré et d'agir en conséquence (Charlier, 2006). Au contraire, il peut inhiber ce « *pouvoir* » et contraindre les actions individuelles (Godfrey-Wood et Mamani-Vargas, 2016). C'est ce que la littérature théorique met en évidence : pour exercer l'agencéité collective, il est nécessaire de contraindre les libertés individuelles partiellement (Godfrey-Wood et Mamani-Vargas, 2016). Le groupe, à travers le mécanisme (ii) venant agir sur la définition des valeurs communes et des choix, peut aussi créer un environnement favorable à la transformation du « *pouvoir intérieur (power from within)* » (Ibrahim, 2013; Volkert, 2013) qui implique des changements sur l'estime de soi, et sur la perception qu'a l'individu de sa capacité à influencer sa vie et à proposer des changements (Rowlands, 1997; Charlier, 2006). Le mécanisme (iii) lié à la représentation des individus dans des sphères plus larges, agit sur la transformation du « *pouvoir avec (power with)* » et permet de créer une force positive afin de mener le processus d' *empowerment* dans sa dimension collective (Rowlands, 1997; Frediani, 2010). Les mécanismes (iii) et (i) sont susceptibles d'agir

sur la dimension relationnelle de l'*empowerment* à travers une transformation des « pouvoirs sur » (Bebbington, 1999) pour influencer les relations dans lesquelles les individus sont engagés et pour résister à des situations désavantageuses.

Ce cadrage théorique met en évidence plusieurs hypothèses.

2.3. Hypothèses de recherche

Nous pensons que les OP façonnent l'« espace de capacités » des producteurs membres, et induisent ainsi de nouvelles possibilités pour les ménages via les trois mécanismes décrits précédemment : (i) offre de nouvelles opportunités techniques et financières pour mener à bien les activités de production et de commercialisation du café, (ii) influence des choix des membres avec des mécanismes incitatifs ou simplement par partage de valeurs et d'objectifs communs, (iii) accès à des sphères plus larges inaccessibles pour des producteurs individuels.

Par ailleurs, agir sur l'*empowerment* est un vecteur théorique pour atteindre la sécurité alimentaire. Les ménages subissent de multiples contraintes lorsqu'ils tentent de sécuriser leur accès alimentaire en saison des pluies (voir chapitre 7) : une saisonnalité des cultures et des revenus, une baisse de la production vivrière contraignant l'autoconsommation (due notamment à un accroissement des maladies fongiques et à une baisse de la fertilité des sols), absence d'opportunités rémunératrices dans les villages, une production de café insuffisante pour couvrir les besoins, une pression foncière issue des héritages successifs qui fragmentent le capital foncier et réduisent les possibilités d'élevage de bétail à des fins commerciales, un manque d'infrastructures d'irrigation, des conditions d'accès aux marchés alimentaires limitées en saison des pluies etc. Dans ce contexte changeant et contraint, les ménages combinent plusieurs activités dans le but de sécuriser leur accès à l'alimentation toute l'année. Ils s'appuient à la fois sur la caféiculture et sur une diversification des activités agricoles et/ou non agricoles pour générer un revenu ; mais aussi sur l'agriculture vivrière pour l'autoconsommation.

Le concept de sécurisation alimentaire est pertinent pour approfondir la compréhension des processus en vue de l'amélioration de la sécurité alimentaire et pour discuter l'interaction entre les ménages et l'échelle collective. En cela, nous suivons la proposition de Bacon et al. (2017), invitant à tenir compte des « objectifs collectifs » du CE, tels que l'objectif de l'*empowerment*, pour l'analyse de la contribution du CE à la réduction de l'insécurité alimentaire saisonnière (Bacon 2017). Le renforcement des capacités de sécurisation alimentaire dépend de la capacité à « mobiliser des ressources tout en débloquent certains obstacles technologiques, sociétaux ou politiques ainsi que les diverses formes de vulnérabilité et de fragilité structurelles et cycliques » (Janin et Dury, 2012). Les OP sont des acteurs centraux dans le développement rural, et peuvent à la fois accroître les ressources des producteurs mais aussi procurer les moyens de surmonter les contraintes (aléas et tendances défavorables). Selon Bacon (2015), elles sont en mesure de promouvoir des droits d'accès aux aliments basés sur la production et l'échange de cultures de rente, des droits d'accès aux aliments basés sur l'autoconsommation mais aussi de promouvoir

l'empowerment personnel, relationnel et collectif. Nous faisons l'hypothèse que les OP soumises aux règles du commerce équitable, agissent sur l'espace de capacités des producteurs en apportant des réponses au contexte défavorable qui contraint la sécurisation alimentaire.

Nous testons ces hypothèses, à partir de données empiriques collectées dans 4 comités de producteurs localisés dans 3 villages au Nord-ouest du Pérou : les comités *Sapse* et *Penachi* de l'OP NORANDINO, et les comités *Corral de Piedra* et *Penachi* de l'OP CECANOR.

3. Matériel et méthodes

3.1. Présentation du matériel empirique

Le matériel empirique utilisé dans ce chapitre comprend des entretiens qualitatifs réalisés aux échelles organisationnelles et individuelles. Afin de comprendre les caractéristiques organisationnelles, l'émergence et l'exercice actuel de l'agencité collective, des entretiens semi-directifs ont été menés avec les producteurs leaders au niveau des comités, les gérants et le personnel d'appui technique au niveau des OP (12 entretiens au total).

Dans les chapitres 7 et 8, les données quantitatives concernent des producteurs membres de nombreux comités des deux OP certifiées équitables NORANDINO ou CECANOR dans le district de Salas (département Lambayeque). Afin de questionner les dynamiques collectives et ces interrelations avec les trajectoires des producteurs, nous faisons le choix de nous concentrer ici plus précisément sur le cas de quatre comités de producteurs.

Nous avons d'abord choisi d'enquêter deux comités localisés dans le même village, *Penachi*, district Salas, département Lambayeque. Ce village a fait l'objet d'une collecte de données quantitatives étudiées dans le chapitre 8. Certains producteurs ont changé de comité au cours du temps (de CECANOR-Aspape à NORANDINO-Unicafeco)⁸³ ce qui nécessite l'approfondissement de leurs trajectoires de manière qualitative.

Le village de *Corral de Piedra* localisé dans le département de Lambayeque (district voisin de Canaris) a été choisi pour illustrer un comité historique de CECANOR localisé dans la même zone géographique et qui n'a pas pu faire l'objet de collecte de données quantitatives.

Enfin, nous avons choisi d'étudier une zone de plus basse altitude dans le département de Piura, où les taux de pauvreté et de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire sont plus faibles. Nous avons choisi le village de *Sapse* localisé dans le district de *Canchaque*, département Piura. Les caféiculteurs localisés dans cette zone sont plus productifs et sont impliqués dans NORANDINO depuis le démarrage de l'organisation dans les années 1995. Cela apporte un éclairage différent de celui d'Unicafeco sur les dynamiques collectives de NORANDINO.

A l'échelle individuelle, entre 5 et 11 agriculteurs choisis pour leur diversité de profils (temps de participation à l'OP, taille du ménage, investissement dans la caféiculture) parmi les quatre

⁸³ Ces producteurs avaient été écartés des enquêtes quantitatives pour réduire les biais.

groupes qui ont été enquêtés (31 au total), ainsi que des anciens membres et des agriculteurs non participants (10).

La répartition des entretiens semi-directifs selon les OP est résumée dans le Tableau 35.

Tableau 35: Matériel empirique: données qualitatives auprès des producteurs et des OP (source: auteur)

OP de 2 nd niveau		NORANDINO		CECANOR	
Département du siège de l'OP de 2 nd niveau		Piura		Lambayeque	
Année de création de l'OP		1995		2000	
OP de 1 ^{er} niveau (à l'échelle des districts)		<i>Los Ranchos</i> 181 membres dans 4 comités	<i>Unicafeco</i> 98 membres dans 7 comités	<i>Aspape</i> 287 membres dans 11 comités	<i>Asproagro</i> 280 membres dans 11 comités
Nom du département et du district		Piura Los ranchos	Lambayeque Salas	Lambayeque Salas	Lambayeque Canaris/Salas
Nom des comités locaux et nombre de membres		Sapse 75 membres (alt :1000m)	Penachi 18 membres (alt :1800m)	Penachi 17 membres (alt :1800m)	Corral de Piedra 46 membres (alt :1600m)
Année des premières activités collectives au niveau du village		1993	2010	1994	1998
Nombre d'entretiens aux OP de 2 nd et 1 ^{er} niveau	Staff des OP (et/ou partenaires directs)	7		3	
	Producteurs leaders des Op de 2 nd et 1 ^{er} niveau	3		2	
Au niveau du comité	Président	1	1	1	1
	Membres	8	5	6	10
	Anciens membres	4	1	1	
Au niveau individuel: Nombre d'entretien sur les trajectoires de moyens d'existence	Non membres	2	2		2
	Nombre total d'entretiens				60

Dans les trois villages (*Corral de Piedra*, *Penachi* et *Sapse*), les producteurs se consacrent principalement à la culture et à la vente du café. Ils ont par ailleurs accès à une source secondaire de revenus qui dépend des caractéristiques du village, du climat, de l'altitude et des habitudes culturelles. A *Sapse* (Piura), il s'agit de la vente d'oranges. A *Corral de Piedra*, l'élevage ovin est très répandu et constitue la deuxième activité rémunératrice. A *Penachi*, les producteurs cultivent de la canne à sucre. Dans les trois villages, l'élevage bovin est majoritairement destiné à la consommation domestique. Les vaches servent d'épargne et sont vendues au besoin. Mais à *Penachi* et à *Sapse*, certains producteurs maintiennent un élevage bovin sur des terres d'altitude et les vendent annuellement à des commerçants.

3.2. Trajectoires de moyens d'existence

C'est à partir des trajectoires de moyens d'existence que nous étudions l'influence de la participation dans une organisation collective sur l'*empowerment*. Nous retenons une définition de « moyens d'existence » ou *livelihood* qui inclut l'observation des systèmes d'activités (aspects technico-économiques) et de l'agencéité.

Les trajectoires de moyens d'existence mettent en évidence comment les activités s'organisent les unes par rapport aux autres, comment elles évoluent au fil du temps, et quelles motivations les expliquent (De Haan et Zoomers, 2005). Ce construit analytique permet d'ancrer les choix des activités de moyens d'existence dans un environnement socio-économique (De Haan et Zoomers, 2005). Les trajectoires de moyens d'existence illustrent à la fois le processus de changements (Quel est le moteur et comment le changement d'activités a été mis en place ?) et les conséquences des changements (En quoi le changement de trajectoire d'activités renseigne l'influence de l'OP sur l'espace de capacités?) (Bagchi et al., 1998).

Pour suivre les trajectoires de moyens d'existence, nous avons reconstruit *a posteriori* les parcours des producteurs à partir d'entretiens semi directifs. Les agriculteurs ont été invités à décrire les trajectoires de moyens d'existence au niveau de leur ménage et les moteurs des changements. Les trajectoires sont donc construites à partir de la trajectoire individuelle, mais les retombées du collectif touchent les ménages dans leur ensemble.

De plus, les résultats du chapitre 7 mettent en évidence la complexité et la multiplicité des activités et des pratiques de sécurisation alimentaire à l'échelle du ménage. Il est donc important, comme cela a été souligné dans d'autres travaux (Morris et al., 2013), d'étudier ces phénomènes à l'échelle du ménage.

Nous nous intéressons en particulier au rôle des comités de producteurs. Dans ce cas d'étude nous nous intéressons aux interrelations entre les choix et les activités des comités, et celles des individus membres. Nous analysons les données qualitatives en trois étapes.

Dans un premier temps, les données qualitatives de chaque producteur ou productrice ont été insérées dans un tableau permettant d'identifier les changements de trajectoires, les motivations, les freins et les opportunités au processus de changement, et enfin ce que cela montre de l'espace de capacités des producteurs et des productrices.

Dans un second temps et à partir de ce tableau, nous dessinons les trajectoires des moyens d'existence des producteurs en utilisant des couleurs et des symboles facilitant un repérage visuel. Ces schémas permettent d'identifier les trajectoires d'activités, ainsi que leurs changements, et de les interpréter en lien avec l'espace de capacités des individus et de leurs ménages (opportunités, contraintes, choix, ressources). Les multiples moteurs des changements sont identifiés et analysés à la lumière de leur relation à l'OP (histoire de l'OP, choix collectifs...).

Le cadre théorique de l'agencéité collective et des capacités appliqué à l'analyse des trajectoires de moyens d'existence permet d'appréhender les diverses manières dont l'échelle

collective vient agir et façonner l'agencité et l'espace de capacités à l'échelle individuelle. Les éléments de discours sont utilisés pour étayer l'analyse.

Dans la section suivante, nous présentons les résultats sur l'émergence d'une agencité collective dans les OP étudiées (section 4).

4. Description des deux dynamiques collectives

4.1. Facteurs favorisant l'émergence d'une agencité collective dans les zones d'étude

L'histoire des deux OP permet de déceler l'émergence de l'agencité collective dans les zones d'étude. Plusieurs éléments convergent dans les histoires de ces deux OP : le rôle d'un acteur externe, le rôle des certifications, le rôle du contexte local.

4.1.1. Rôle d'un acteur externe

NORANDINO (anciennement Cepicafé) est issue d'un projet de développement rural piloté par l'ONG Pidécafé créée en 1993 afin d'offrir des services d'assistance technique aux producteurs. Dans cette équipe d'ingénieurs bénévoles se trouvaient des ingénieurs péruviens et un ingénieur allemand qui eut un rôle déterminant dans le lancement de l'OP. CECANOR est issue d'un projet de développement rural organisé par l'ONG péruvienne Cicap créée en 1979. Au démarrage cette ONG travaillait avec des producteurs de canne à sucre. En 1991, Cicap met en œuvre un projet d'assistance technique sur la culture biologique du café et travaille avec des producteurs de zones marginalisées.

Dans les deux cas, les ONG Pidécafé et Cicap proposaient des projets à deux composantes : une composante technique et une composante organisationnelle. Ils ont eu un rôle catalyseur au démarrage pour entamer des activités productives collectives, pour mettre en évidence les intérêts individuels convergents et pour impulser la création d'une OP. Elles ont un rôle clé dans la construction des activités locales et sont à l'interface des acteurs nationaux, internationaux et locaux.

4.1.2. Rôle des certifications

Les deux OP réussissent à exporter leurs premiers containers de café grâce à une certification. A cette époque les prix internationaux du café étaient très bas, ce qui posa des difficultés aux ONG pour inciter les producteurs à produire et à commercialiser leur café. La tâche était d'autant plus difficile que les producteurs de café étaient invités à changer fortement leurs pratiques agricoles et leurs pratiques post-récolte afin de s'adapter aux attentes du marché.

« Nous avons eu un problème. Pendant l'année 92, le prix du café était tombé à 45 dollars par quintal à la Bourse de New York. Donc, en 91 quand nous étions allés proposer le projet, tout le monde voulait le projet; mais en 92 quand nous allions voir avec eux comment nous allions

le mettre en œuvre, ils ne voulaient plus le projet ! Rien à propos du café.⁸⁴ (Gérante de Proassa, ancienne membre de Cicap).

« CEPICAFE on a commencé dans les années 90, les producteurs ne voulaient rien savoir, ils étaient déçus des coopératives, les prix du café étaient bas, l'accord international du café s'était terminé » (ancien membre de Pidécáfé, aujourd'hui gérant de NORANDINO).

Le premier demi-container exporté par les producteurs de NORANDINO (anciennement Cepicáfé) était pour la Guepa, un groupe altermondialiste allemand, en 1994. Malgré cette première exportation, il était toujours compliqué de motiver les producteurs à changer leurs pratiques car les prix étaient trop bas. C'est ensuite grâce à la certification équitable (obtenue assez rapidement grâce aux relations privilégiées de Pidécáfé avec la Guepa) que la situation a évolué et que les prix devinrent suffisamment élevés pour inciter l'investissement des producteurs dans la caféiculture :

« C'est seulement quand il a été possible de davantage payer les producteurs, qu'ils se sont motivés [...] le prix du café équitable était de 139 dollars par quintal par rapport à 38 dollars par quintal sans commerce équitable. Ce différentiel fut le développement de nombreuses coopératives au Pérou⁸⁵ » (ancien membre de Pidécáfé, aujourd'hui gérant de NORANDINO).

De même, l'ancienne membre de l'ONG Cicap, aujourd'hui gérante de PROASSA explique le rôle de la certification biologique (obtenue en 1992) dans l'acceptation des producteurs à adapter leurs pratiques et à vendre les produits. La certification biologique a permis de mieux rémunérer les producteurs pour leurs efforts. Une fois l'organisation CECANOR de 2^{ème} niveau créée, les producteurs ont obtenu la certification équitable (en 2000) :

«Cela a permis que les producteurs aient un espoir de changements. [...] Cela a cassé le système de collecte traditionnel dans la zone où il y avait trois commerçants, qui convenaient du prix et point. Et le producteur devait vendre et rien d'autre⁸⁶ » (Gérante de Proassa, ancienne membre de Cicap).

4.1.3. Rôle du contexte local favorable

L'émergence de l'agencéité collective est également favorisée par l'habitude des travaux associatifs qui existe dans les Andes. Les OP s'inscrivent dans une structure sociale locale déjà

⁸⁴ Traduit de l'espagnol: "Ahí nos encontramos con un problema, en el año 92, el precio del café había bajado hasta 45 \$ el quintal en la bolsa de nueva york, entonces en 91 cuando íbamos a proponer el proyecto todos querían el proyecto ; pero el año 92 cuando íbamos a ver como íbamos a implementar el proyecto, no querían el proyecto ya. Nada con café"

⁸⁵ Traduit de l'espagnol: "Recién cuando se pudo pagar mas los productores se animaron [...] el precio de café de comercio justo era de 139 dolares por quintal frente a 38 dolares el quintal sin comercio justo ». Esto diferencial fue el desarrollo de muchas cooperativas en Perú"

⁸⁶ Traduit de l'espagnol: "Eso permitió que los productores hagan una esperanza de cambios, el logro mas importante, eran los 3 mas importantes contenedores, se rompio el sistema de acopio tradicional en la zona donde había tres comerciantes, se ponían de acuerdo de precio y punto, y el productor tenía que vender y nada mas"

existante. Au-delà des groupes formels existants (clubs des mères, *rondas campesinas*, groupe d'irrigation), de nombreux travaux sont réalisés par et pour la communauté. La plupart des premiers producteurs à participer aux projets productifs impulsés par les ONG avaient une expérience associative qui favorise l'émergence d'une agencéité collective.

« Dans ces zones il y a encore beaucoup de culture andine, il existe alors une plus grande valorisation de l'associativité, ils ont une trajectoire de travail de « minga », de nettoyage du canal, des routes, de manière communale, de journées de travail ensemble, l'organisation a moins de difficultés⁸⁷ » (Gérante de Proassa, ancienne membre de Cicap).

Un technicien de NORANDINO fait le même constat dans la zone de Sapse dans les Andes de Piura :

« Ils viennent avec une histoire passée en relation avec les rondas campesinas, les rondas campesinas fonctionnaient très bien dans les zones de Piura, donc si tu viens des rondas et bien cette expérience passée fait qu'ils avaient déjà cette expérience pour participer, une idée de ce qu'est une organisation etc... ».

Ainsi aussi bien à Sapse dans le département de Piura qu'à Corral de Piedra et Penachi dans les Andes de Lambayeque, le contexte local a été un catalyseur pour l'émergence d'agencéité collective. Toutefois, bien que prêts à partager un objectif productif et de commercialisation du café, les producteurs étaient réticents à l'idée de mettre en commun un capital financier. C'est pour cette raison que dans les deux cas, les OP se sont d'abord formalisées, non pas sous la forme de coopératives, mais d'associations. Cette réticence s'explique par la crise des coopératives de la fin des années 1980 et début 1990. Au Pérou, seules 12 OP regroupées dans 4 fédérations de café ont réussi à continuer leurs activités après la fin de l'Accord International du Café et après la fin des politiques nationales de soutien des coopératives. De nombreux caféiculteurs avaient alors perdu le capital financier investi dans leurs coopératives. Certains producteurs qui ont initié les deux OP enquêtées étaient d'anciens membres de coopératives qui ont disparu pendant les années 1980-1990. Ils ne souhaitent pas prendre part à une nouvelle coopérative. C'est pourquoi le choix s'est porté vers une structure plus souple, celle d'une association :

« Au départ, la proposition était de former une coopérative pour gérer la partie commerciale et organisationnelle et de s'appuyer sur l'ONG CICAP pour la partie assistance technique. Quand nous sommes allés proposer cette proposition aux producteurs pour former une coopérative qui s'occuperait de la partie commerciale, les producteurs ne voulaient pas. Toute l'histoire de la réforme agraire qui existe dans notre pays depuis 1979 (...) Les coopératives avaient disparu de la carte en 92, et elles avaient rendu les producteurs

⁸⁷ Traduit de l'espagnol: "Es que todavía en estas zonas hay mucho de la cultura andina, entonces hay una valoración mayor por la asociatividad, tienen una trayectoria de trabajo de minga de trabajo de canal, carretera, comunal, de días de trabajo junto, la organización hay menos dificultades."

*mécontents, alors ils ne voulaient pas ce modèle*⁸⁸» (ancienne membre de CICAP, actuellement gérante de PROASSA).

Au moment de l'enquête CECANOR est toujours structurée sous la forme d'une association, faitière de plusieurs OP de 1^{er} niveau. NORANDINO au contraire a changé de statut en 2005 pour former une coopérative agraire, de second niveau. La même année, NORANDINO a impulsé la création d'une coopérative de crédit à laquelle appartiennent aussi certains producteurs. Le taux d'intérêt pour le préfinancement des récoltes de café est favorable (2,2% par mois contre plus de 5% pour les banques). La coopérative de crédits propose aussi des crédits d'urgence pour des problèmes de santé. Enfin, NORANDINO s'est par la suite diversifié en exportant également du sucre de canne et du cacao.

En résumé, trois facteurs ont joué un rôle central dans l'émergence d'une agencéité collective : l'identification d'une opportunité viable de marchés, l'appui d'un catalyseur extérieur, ici une ONG, et le contexte social local. Ces résultats convergent avec les facteurs identifiés dans la littérature comme particulièrement déterminants de l'émergence d'une OP pour accéder au marché (Thorp et al., 2005; Markelova et al., 2009), et plus spécifiquement pour participer aux marchés certifiés avec le cas de cueilleurs de noix d'Amazonie au Pérou (Quaedvlieg et al., 2014). Ces éléments convergent également avec ceux identifiés dans la littérature théorique sur l'agencéité collective et l'approche par les capacités, à savoir le rôle crucial des facteurs de conversion internes (comme la force de la culture associative) et externes (comme les opportunités de marché ou le contexte institutionnel) (Stewart, 2005; Pelenc et al., 2015).

4.2. Les règles internes des OP et leurs évolutions

Après avoir explicité l'émergence de l'agencéité collective, cette section décrit l'évolution des règles internes des deux OP au sujet de (1) l'organisation de l'assistance technique, (2) de la fixation des prix de vente du café et (3) de la distribution de la prime collective (Figure 39).

Premièrement, la fréquence et l'organisation du soutien technique dans ces deux OP sont différentes (en vert dans la Figure 39). Bien que le contenu des formations soit plus ou moins équivalent, deux modèles d'organisation se distinguent. A NORANDINO, un technicien est présent 3 semaines par mois dans chaque organisation de 1^{er} niveau (17 techniciens au total). Ce technicien incite et soutient constamment les agriculteurs dans leurs activités ; il organise fréquemment des visites de fermes individuelles. En revanche, CECANOR est composé de seulement 3 techniciens. Les formations théoriques, les réunions ou les démonstrations sont donc moins fréquentes (environ une tous les deux mois). Le service de formation de CECANOR est

⁸⁸ Traduit de l'espagnol: *"inicialmente la propuesta fue una cooperativa para manejar la parte comercial y organizativa y el cicap para la parte promoción. Cuando fuimos a proponer esta eje a los productores para formar la cooperativa que maneja la parte comercial, los productores nos querían, toda la historia de la reforma agraria que ha habido en nuestro país a partir de las cooperativas había desaparecido del mapa en 92, y todos habían poniendo descontentes los productores, entonces ellos no querían este modelo."*

complété par 1 «promoteur» dans chaque comité. Un «promoteur» est un membre régulier qui dans un premier temps reçoit des formations techniques de la part des techniciens, puis qui est chargé de les reproduire aux autres agriculteurs de leur comité, comme l'explique le promoteur du village de *Corral de Piedra* :

«En ce moment, je suis promoteur, donc je reçois des formations en plus des formations reçues par tous. Et à partir de ces formations que je reçois, je les réplique aux membres du comité ici »⁸⁹ (Entretien avec le promoteur de *Corral de Piedra*, mai 2016).

C'est une forme de formation d'agriculteur à agriculteur. L'objectif de cette initiative est le suivant :

« Nous aimerions que les promoteurs fassent le travail des ingénieurs, au lieu d'embaucher d'autres ingénieurs, nous préférons investir dans les mêmes producteurs pour qu'ils assument une plus grande responsabilité dans ces activités. [...] Le promoteur reçoit une incitation économique de la part de l'organisation, il décidera de rester dans son village et de ne pas migrer à la ville. Les promoteurs travaillent avec l'équipe technique ⁹⁰» (entretien avec la gérante de PROASSA, mai 2016).

Deuxièmement, les règles de fixation des prix sont différentes (en bleu dans la Figure 39). Les deux OP rémunèrent les agriculteurs en fonction des prix internationaux, du taux de conversion USD/soles, de la certification biologique et du taux d'humidité du café lavé. Mais, depuis 2013, NORANDINO rémunère en plus les agriculteurs en fonction du rendement physique du café (base de 83%). Quant à CECANOR, le lancement d'une marque de café produit par les femmes « Café femenino » en 2004 s'accompagne d'une prime pour les productrices participant au programme. Ces dernières vendent leur café à l'importateur OPTCO, qui verse une prime de 0,05 dollars par livre vendue, dont 0,03 sont payées directement aux femmes productrices tandis que les 0,02 dollars restants restent à l'échelle collective. Les 0,02 dollars restés à l'OP ont pour but de payer les coûts administratifs (traçabilité) et le programme de développement de capacités des femmes de l'OP et de la communauté (plus de détails section 5.2.2).

⁸⁹ Traduit de l'espagnol: "ahorita yo soy promotor entonces recibo capacitaciones además de las capacitaciones de todos. Y desde estas capacitaciones que recibo, yo les doy una replica a los socios del comité aca."

⁹⁰ Traduit de l'espagnol: "Nos Gustaría que los promotores hagan el trabajo de los ingenieros (eso aumenta los costos), en lugar de contratar a otros ingenieros, nosotros preferimos invertir en los mismos productores (promotores) para que ellos vayan a asumir mayor responsabilidad en estas actividades, [...], el promotor recibe un incentivo de la organización, y va a decidir de quedarse en su pueblo y no migrar a la ciudad. Ellos trabajan con el equipo técnico. »

Figure 39: Evolution des règles internes des deux OP depuis leur création

Norandino					Cecanor			
Technical assistance governance	Farm gate price fixation	Collective premium distribution	Other		Other	Collective premium distribution	Farm gate price fixation	Technical assistance governance
				1991	Beginning of CICAP in “La Florida”	Collective premium is distributed to regional and local groups according to the number of members	Farm gate price are fixed according to international coffee prices, US\$ rate of change, organic certification, humidity rate.	Technical assistance managed by the NGO Cicap
				1992	Organic certification			
Most of technicians are paid by cooperation project	Farm gate price are fixed according to international coffee prices, US\$ rate of change, organic certification, humidity rate.	Collective premium is centralized in the 2 nd level cooperative	Beginning of activities with Pidécafé, NGO.	1994	Beginning of CICAP activities in “Penachi”			
			FTI and organic certifications	1996				
				1997				
				1998				
				2000	Creation of 2 nd level PO CECANOR & FTI certification			
				2001				
				2003				
				2004	Lauching of Café feminino brand and foundation			
				Creation of the cooperative Norandino	2005			
			2006					
Coffee processing	2007	Distributed to regional and local groups according to coffee volume sold	+ premium for women members (around 3\$)					
Distributed to regional and local groups according to coffee volumen sold	2010			+ Individual prize	3 technicians paid by the PO + one “promotor” per village in charge of replicating trainings to others farmers (total: 40 promotors)			
	2011							
	2013							
	2014							
	2015							
Most of technicians are paid by government Projects + 5 are paid by premium (total: 17 technicians present 3 weeks per month in every organization at district level)	+ physical yield of coffee (83% as reference)							

Troisièmement, la Figure 39 montre que les règles de distribution de la prime collective ont évolué avec le temps. La prime collective est reçue au niveau de l'organisation de 2nd niveau selon les règles de FTI. Les producteurs décident en assemblée générale comment utiliser la prime et comment la distribuer aux échelles plus locales ; c'est-à-dire d'abord aux OP de 1^{er} niveau puis aux comités. Jusqu'en 2010, la prime reçue par l'OP NORANDINO était gérée au niveau de l'OP de 2nd niveau. A partir de 2010, NORANDINO a réparti la prime aux OP de 1^{er} niveau et aux comités selon le volume vendu par l'OP. Au moment de l'enquête, c'est aussi ce mode de répartition qui prévaut à CECANOR, bien qu'une autre règle existait jusqu'à 2007 : la prime était distribuée aux OP de 1^{er} niveau, non pas en fonction du volume vendu par OP, mais en fonction le nombre de membres. Par exemple, *Aspape* qui réunissait beaucoup de producteurs recevait la majeure partie de la prime collective.

Les projets mis en place par les OP sont divers (voir Tableau 36). Par exemple, NORANDINO met en œuvre de projets sociaux tels que le fonds funéraire pour les familles (membres, conjoint et enfants), ou les six bourses de stage allouées aux enfants des producteurs ; mais aussi des projets agricoles comme un fond de crédits pour l'achat d'intrants organiques. CECANOR a mené deux projets à l'échelle de la communauté en partenariat avec le gouvernement local au début des années 2000. A l'échelle des OP de 1^{er} niveau, la prime collective du commerce équitable sert à faciliter l'organisation quotidienne de l'OP. Au niveau des comités (villages), la prime est souvent utilisée pour l'achat d'intrants et de matériel.

Enfin, depuis 2014, au sein de CECANOR, une partie de la prime est utilisée pour décerner un «prix» individuel aux caféiculteurs les plus engagés (Tableau 36). L'objectif est de les récompenser et de les inciter à poursuivre leur investissement dans la caféiculture. Environ 150 membres ont été récompensés en 2015 sur plus de 2500 producteurs. L'obtention du prix dépend de la participation aux assemblées et aux formations, de la vente de la totalité du café produit à l'OP, et de la mise à jour du cahier de suivi des pratiques productives. Le prix individuel prend la forme de matériel ou d'intrants selon les préférences des producteurs primés, et dépend du volume individuel de café vendu à l'OP la saison précédente.

La section suivante présente les effets de l'agencité collective sur l'empowerment à l'échelle individuelle des membres.

Tableau 36: Règles de distribution de la prime par les OP de 2nd et 1er niveau et par les comités

	Echelle			Conditions de distribution	Exemples de projets
CECANOR	2000-2007	OP de second niveau		Selon le volume exporté (règle FTI)	Organisation interne
		OP de 1 ^{er} niveau		Selon le nombre de membres dans l'OP de 1er niveau	Facilités organisationnelles Projets communautaires : amélioration des systèmes d'irrigation et rénovation d'une route avec le gouvernement régional
	2007-2014	OP de second niveau		Selon le volume exporté (règle FTI)	Assistance technique, organisation interne, financement des promoteurs et inspecteurs internes
		OP de 1 ^{er} niveau		Selon le volume vendu par l'OP de 1er niveau	Facilités organisationnelles
		Comités		Selon le volume de café vendu par comité	Matériel/intrants pour le groupe et/ou chaque membre
	Depuis 2014	OP de second niveau		Selon le volume exporté (règle FTI)	Assistance technique, organisation interne, financement des promoteurs et inspecteurs internes
		OP de 1 ^{er} niveau		Selon le volume vendu par l'OP de 1er niveau	Facilités organisationnelles
		Comités		Selon le volume de café vendu par comité	Matériel/intrants pour le groupe et/ou chaque membre
		Individus		« Prix individuels ». Participation aux assemblées et formations, 100% du café vendu à l'OP, à jour dans son cahier de suivi, + amélioration dans les plantations (2017). Prix selon le volume de café vendu (par tranches)	Matériel, intrants selon la demande du producteur primé
NORANDINO	1997 - 2010	OP de second niveau		NA	Organisation interne Capitalisation en infrastructures (usine de transformation) Fonds funéraires pour les membres Depuis 2007, nouvelles technologies pour les usines Depuis 2008, fonds de crédits pour achat d'intrants
	Depuis 2010	OP de second niveau		Selon le volume exporté (règle FTI)	Idem + Depuis 2010, bourse de stage pour 6 enfants des membres Depuis 2012, paiements des techniciens
		OP de 1 ^{er} niveau		Selon le volume vendu par l'OP de 1er niveau (bandes)	Facilités organisationnelles Matériel/intrants pour le groupe et/ou chaque membre
		Comités (si prime suffisante)		Selon le volume vendu par le comité	Matériel/intrants pour le groupe et/ou chaque membre

5. L'agencéité collective favorise l'*empowerment*

Les résultats sont présentés en reprenant les trois types d'influence identifiés dans la littérature théorique, à savoir l'accès à de nouvelles opportunités (section 5.1), l'accès à des projets connexes (section 5.2) et le façonnement des choix et des préférences (section 5.3). Nous montrons que la majorité des effets concernent la culture de rente certifiée par le commerce équitable, à savoir la caféiculture. Au-delà de ces effets sur l'espace de capacités lié à la caféiculture, l'objectif de cette section est d'analyser si l'OP certifiée équitable est un levier pour surmonter les difficultés locales identifiées dans le chapitre 7 et comment elle influence l'espace de capacités des producteurs pour agir vers une sécurisation alimentaire. C'est pourquoi, les résultats d'*empowerment* susceptibles de renforcer les capacités de sécurisation alimentaire sont précisés.

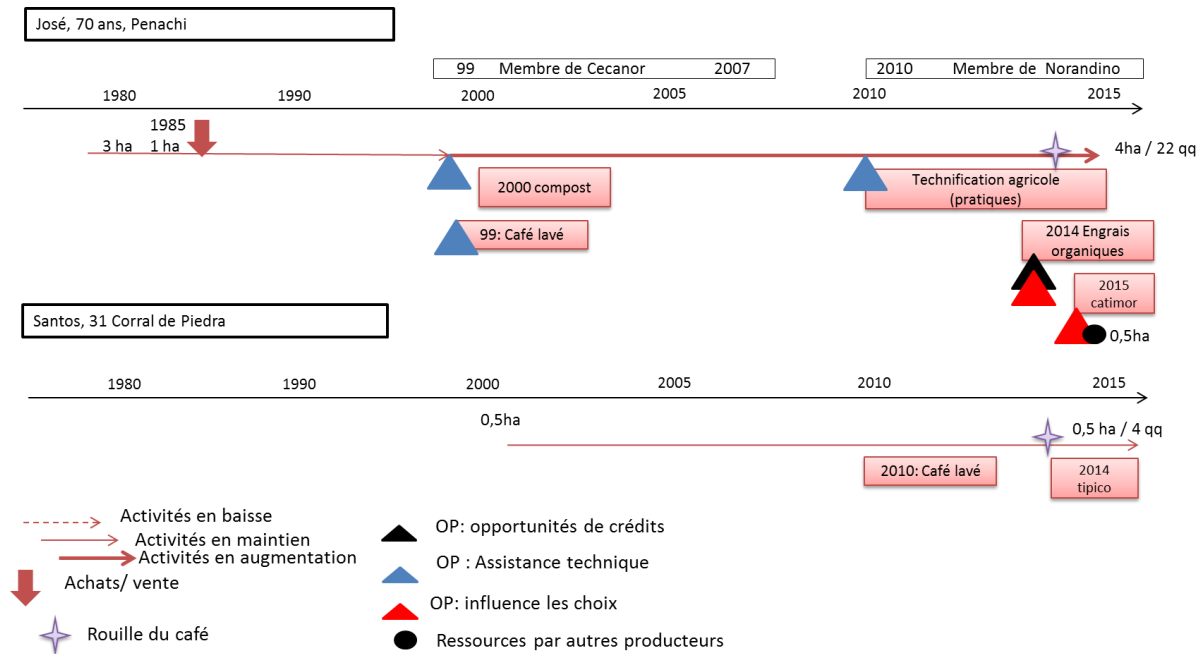
5.1. Des opportunités pour surmonter des contraintes locales : « Pouvoir d'agir » et « pouvoir sur »

Plusieurs éléments contraignaient fortement l'espace de capacités des producteurs lié à leur activité de caféiculteur avant l'émergence d'une agencéité collective et d'une OP formelle : (i) le monopole des intermédiaires et les faibles prix dus aux pratiques post-récoltes, (ii) un accès limité aux crédits et (iii) des pratiques agricoles peu productives.

Nous montrons dans un premier temps que l'agencéité collective permet aux participants de surmonter plusieurs de ces facteurs. Ce premier résultat est d'ordre technico-économique et est basé sur l'analyse des trajectoires des systèmes d'activités.

La Figure 40 montre le cas de deux caféiculteurs des villages de *Corral de Piedra* et de *Penachi*. L'exemple de José, 70 ans, caféiculteur vivant dans le village de *Penachi* et membre de CECANOR de 1999 à 2007 puis de NORANDINO depuis 2010, est représentatif des bifurcations technico-économiques liées à la caféiculture au moment de la participation à l'organisation collective. Nous voyons dans cet exemple que la participation à l'OP CECANOR a enclenché le passage d'un café pilé à un café lavé, et l'utilisation de compost. La participation à l'OP NORANDINO a induit une technification agricole et l'acquisition d'engrais organiques grâce à l'accès aux crédits. En 2015, José remplace une partie de ses caféiers par de nouveaux plants d'une variété nouvelle (*Catimor*) dont les semences proviennent d'autres producteurs de l'OP.

Figure 40: Différences de trajectoires dans la caféiculture entre les producteurs membres et les non membres (deux exemples)



Au contraire, l'exemple de Santos, 31 ans, est représentatif des producteurs ne participant pas à une OP : la caféiculture fait l'objet de peu de bifurcations techniques. Le producteur passe d'un café pilé à un café lavé en 2010, 10 ans après l'arrivée de l'OP CECANOR dans le village de *Corral de Piedra*. Nous voyons également que Santos a remplacé des vieux caféiers à la suite de la crise de la rouille du café, mais en utilisant des caféiers de la variété traditionnelle *típico*.

Nous verrons que ces éléments sont caractéristiques des différences observées entre les participants aux OP bénéficiant de multiples opportunités en lien avec la caféiculture, et les ceux qui ne participent pas à l'OP.

5.1.1. Sortir de la contrainte des intermédiaires

Dans les années 1980 et au début des années 1990, le café était vendu pilé et séché aux intermédiaires. La participation à une OP a d'abord conduit à la sortie du monopole des intermédiaires via deux mécanismes : la mise en commun des productions et le soutien d'une assistance technique.

En mettant en commun leurs productions, les producteurs gagnent l'opportunité de participer au marché d'exportation auquel ils n'auraient pas accès sans cette organisation collective. Si cette

mise en commun n'est pas une condition suffisante pour accéder au marché d'exportation, elle n'en reste pas moins nécessaire, comme en ont conscience les producteurs⁹¹.

Les organisations collectives se fixent pour objectif de bénéficier de meilleures conditions de commercialisation. L'assistance technique permise par la participation à l'OP fait partie des principaux facteurs qui déverrouillent la capacité d'action des membres pour atteindre cet objectif. Elle vise d'abord des changements dans les pratiques post-récoltes. En effet, alors que le café était auparavant vendu soit en café cerise (juste récolté) soit séché et pilé, depuis leur participation à l'OP, les producteurs ont adopté la méthode humide de traitement post-récolte. Ils dépulpent, fermentent, lavent et sèchent le café avant de le vendre aux OP. Cette technification post récolte a nécessité un investissement en matériel et en temps. Toutefois, elle permet aux producteurs de vendre le café à un prix supérieur sur les marchés internationaux mais aussi sur le marché local. Le changement de traitement post-récolte conduit en lui-même à une augmentation des prix.

Les données révèlent qu'à la suite d'une première vague de changement technique post-récolte opérée par les producteurs organisés, les producteurs non-organisés ont introduit ces nouvelles pratiques par mimétisme. Cet effet d'entraînement (*spill over*) a déjà été identifié dans la littérature (Ruben, 2017).

5.1.2. Des opportunités de crédits

Les forts taux d'intérêt proposés par les institutions bancaires contraignent l'investissement dans la production et dans la commercialisation de café. Les trajectoires individuelles montrent que de nombreux producteurs ont pu infléchir leurs pratiques via l'accès aux crédits permis par la participation à l'OP. Ces crédits agissent de deux manières sur l'espace de capacités des producteurs : soit ils permettent un accroissement des ressources foncières soit ils permettent de mettre en œuvre de nouvelles pratiques culturales (par exemple l'achat d'intrants biologiques). Au contraire, les caféiculteurs non-participants aux OP témoignent du manque d'opportunités de crédits dans la zone :

« Je n'ai jamais reçu de crédit, à ceux qui ne sont pas inscrits à l'OP, on ne nous donne pas cette opportunité⁹² » (Enquête auprès d'un producteur individuel de Penachi en avril 2016).

FTI ne requiert pas la mise en place de service de crédits pour les membres des OP. Toutefois, en offrant la possibilité aux OP de second niveau d'obtenir un préfinancement des contrats à

⁹¹ Comme le décrit le président de CECANOR : « Le début de l'organisation, c'est organiser les producteurs qui travaillent de manière indépendante, se regrouper, réunir les producteurs qui travaillent indépendamment, qui, indépendamment ne peuvent pas accéder aux services de formation. Quand tu reçois des formations, tu peux atteindre la certification biologique et avec la certification biologique, tu peux accéder à la vente du café biologique dans des niches de café spéciaux. Mais sans l'organisation, sans la formation, sans la certification, tu ne peux pas atteindre ces marchés de café spéciaux »

⁹² Traduit de l'espagnol: « Nunca he sacado un crédito (...), a uno que no está escrito no nos dan la oportunidad »

hauteur de 60%, FTL crée un environnement favorable pour les OP afin qu'elles puissent envisager la mise en place de services de crédits pour leurs membres. De plus ces OP certifiées sont en relation avec des acteurs étrangers qui facilitent leur accès aux financeurs.

5.1.3. Des opportunités pour améliorer la production

L'exercice de l'agencéité collective fournit également de nouvelles opportunités pour améliorer la production. Les formations techniques, fournies par l'OP, agissent directement sur l'espace de capacités des membres en proposant de nouveaux facteurs de conversion. Nous montrons que ces formations techniques induisent l'introduction de nouvelles pratiques agricoles telles que la taille des caféiers et des arbres d'ombrage, le repiquage de plants de jeunes caféiers issus de pépinières individuelles ou collectives, l'utilisation de compost confectionné à la ferme, le semis en quinconce pour limiter l'érosion, parmi d'autres.

Récemment, les producteurs ont remplacé les caféiers les plus vieux de la variété traditionnelle *tipico* par des caféiers de la variété *catimor* promue par le gouvernement et par les OP. La variété *catimor* a l'avantage d'être résistante à la rouille⁹³ et d'avoir des rendements plus importants. Les producteurs ont obtenu les semences par deux canaux. Certains avaient déjà planté quelques pieds de *catimor* dans les années 2000 lorsque l'organisation avait mis en place une pépinière collective avec des pieds de diverses variétés de café. Les autres ont acheté ou ont reçu des semences d'autres producteurs du groupe.

Cette rénovation et ce changement de variété ont été facilités par la participation à l'OP (les producteurs indépendants n'ont pas engagé de rénovation majeure ni d'introduction de nouvelles variétés). Mais le principal moteur de ce changement est un événement externe. La crise de la rouille a sévit au Pérou entre 2012 et 2014 et tous les producteurs des villages de *Penachi* et de *Corral de Piedra* ont été impactés indépendamment de leur appartenance aux OP. Avant la crise, les OP n'ont donc pas su proposer de filet de sécurité pour pallier cette incertitude. Selon la gérante de PROASSA, la rouille a été un « coup dur » pour les producteurs, mais il a aussi offert l'opportunité de renouveler les plantations de café peu productives : « C'est le coup et la réaction⁹⁴ ». Depuis 2014, une autre pratique agricole a été introduite dans les trajectoires productives des participants (en particulier les membres de NORANDINO) : l'utilisation d'intrants biologiques. Ces intrants sont achetés notamment via la prime collective de FTL.

Dans le village de *Sapse*, nous observons une trajectoire différente pour l'ensemble des producteurs membres de l'OP. Les producteurs avaient rénové toutes leurs plantations avec des caféiers de la nouvelle variété *Catimor* dès le début des années 2000 à la suite de la pépinière collective organisée par l'OP. La crise de la rouille en 2012-2014 n'a eu aucune conséquence à

⁹³ Maladie fongique qui a provoqué de graves dégâts en Amérique Latine

⁹⁴ Traduit de l'espagnol: « *es el golpe y reacción* »

Sapse. De plus, cette variété a la particularité d'avoir des rendements plus importants, ce qui se traduit en des situations économiques meilleures dans la zone.

5.1.4. Façonnement d'un « Pouvoir sur »

Dans le village de *Penachi*, certains producteurs ont délibérément fait le choix de quitter l'OP CECANOR à la suite de désaccords avec la gestion de l'OP. A la suite de ça, ils ont créé la nouvelle association Unicaféco avec d'autres producteurs indépendants afin de chercher de nouveaux marchés d'exportation. Ce phénomène d'auto-exclusion a été motivé par une volonté de définir leurs propres objectifs (devenus divergents de ceux des autres membres de l'OP CECANOR) et de se mettre en relation avec d'autres partenaires économiques. C'est à ce moment qu'ils ont approché NORANDINO, et postulé pour devenir membres de cette coopérative en tant qu'association de premier niveau. L'agencéité collective a permis à ce sous-groupe de caféiculteurs de défier la relation qu'ils entretenaient avec leur OP de second niveau. Ce choix est une illustration d'une forme de « pouvoir sur ». Les producteurs manifestent ici leur capacité à influencer les relations dans lesquelles ils sont engagés et à résister à des situations qu'ils jugent désavantageuses.

5.2. Se rendre visible grâce au « pouvoir avec » : accéder à des sphères plus larges et gagner de nouvelles opportunités

Exercer son agencéité de manière collective est un moyen pour les producteurs de faire entendre leur voix et/ou se rendre visibles aux yeux des acteurs extérieurs et ainsi d'accéder aux opportunités offertes par trois types de projets ou programmes portés par des acteurs différents: (i) projets de développement rural mis en œuvre par des ONG locales, souvent financées par des ONG de coopération internationale; (ii) programmes de développement rural des gouvernements ; et enfin (iii) projets financés par des partenaires économiques.

Au contraire, les producteurs individuels ne bénéficient pas de ce soutien. Selon le responsable de la Chambre du café et du cacao, qui représente les entreprises exportatrices de café au Pérou, les producteurs individuels sont invisibles pour le gouvernement et pour la coopération :

«Des petits producteurs, seulement 20% ou 30% sont organisés, maximum 30% (...). Les 70% des producteurs ne reçoivent pas de projets, ne reçoivent pas de coopération internationale, ne reçoivent rien»⁹⁵ (Entretien avec la Chambre du café et du cacao, en aout 2015)

Ces connexions sont une forme de « pouvoir avec » et conduisent à une modification de l'espace de capacités des membres. En particulier, cela génère de nouveaux facteurs de conversion ou

⁹⁵ Traduit de l'espagnol: "De los pequeños productores, los organizados solo entre el 20 y 30%, máximo 30%(...) El 70% de esos productores, no recibe proyectos, no recibe cooperación internacional, no recibe nada, me parece muy justo que se ocupen de ellos"

de nouvelles ressources, c'est-à-dire un « pouvoir d'agir » pour améliorer ses conditions (sous-section 5.2.1). L'étude de cas révèle que ce « pouvoir avec » s'articule aussi avec le pouvoir « intérieur » des femmes participant à l'organisation CECANOR (sous-section 5.2.2).

5.2.1. Pouvoir « avec » et pouvoir « de »

∞ Accès aux projets d'ONG

Les OP mettent en œuvre des activités collectives en partenariat avec des ONG. Ces projets sont un levier afin de bénéficier de nouvelles opportunités telles que des facilités pour l'achat de matériel (irrigation par aspersion par exemple dans le village de *Corral de Piedra*) ou des formations techniques. Ces projets se concentrent dans la plupart des cas sur la culture de rente certifiée par FTI, ici le café. Mais ils sont parfois liés à d'autres activités rémunératrices ou de production vivrière.

Dans le village de *Corral de Piedra*, l'OP CECANOR a mené un projet avec l'ONG Cicap sur l'introduction d'une race d'ovins. L'élevage d'ovins est la seconde activité rémunératrice dans cette zone. Les animaux introduits dans la région, plus lourds au moment de la vente (25 Kg contre 12-15kg), sont une opportunité de gain économique pour les producteurs. Les activités d'élevage n'ont pas fait l'objet de changements majeurs chez les ménages non participants à une OP.

Dans le village de *Penachi*, en 2012, la même ONG a mis en place un projet de culture maraîchère et d'élevage de petits animaux destinés à la consommation domestique. Ce projet vise à améliorer la sécurité alimentaire. A *Sapse*, NORANDINO a mené de tels projets de culture maraîchère avec l'ONG Pidécacafé et organisait des concours locaux pour inciter les producteurs à mettre en œuvre de telles activités et ainsi contribuer à l'alimentation du ménage.

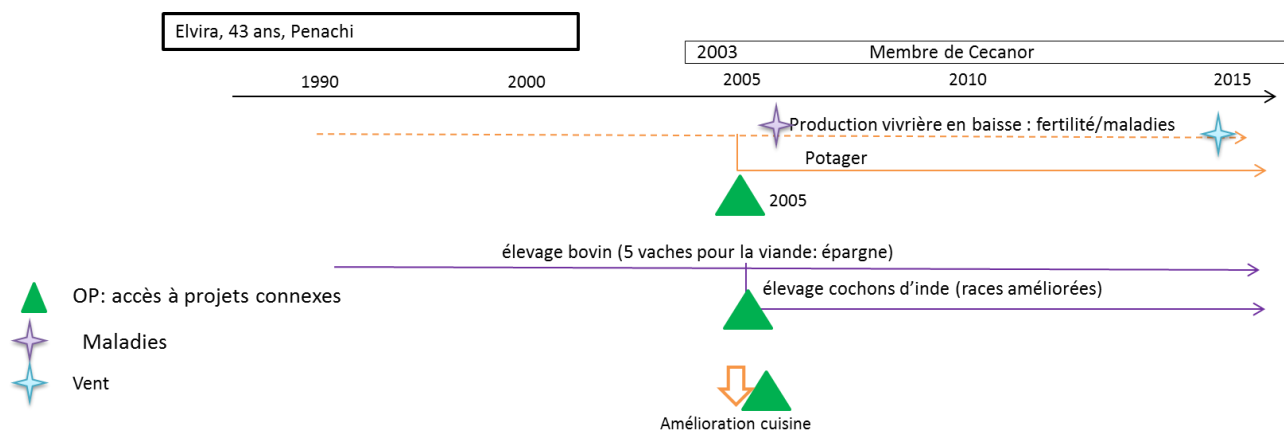
Dans une perspective de sécurisation alimentaire, le « pouvoir avec » induit par la participation à l'OP permet de mener à des projets qui vont au-delà de la caféiculture et qui apportent des opportunités en termes de production vivrière. Depuis le début de ses activités, l'alliance CICAP/Proassa cherche à combiner des actions orientées sur la culture de rente certifiée (le café) pour améliorer les revenus et sur les cultures vivrières pour garantir la sécurité alimentaire. L'alliance CECANOR/Proassa/Cicap a un discours en faveur de l'autoconsommation :

« L'idée était cette fois de travailler l'agriculture biologique, la production de café et de nourriture ; le café car c'est le produit des ventes et des revenus, et la nourriture car la question de la sécurité alimentaire était très importante pour Cicap. Ce sont donc les deux approches ; très liées à l'amélioration des canaux et du stockage de l'eau à Penachi. Et aussi, l'organisation pour le marché a également été travaillée (...) Dès le début, la partie

*organisationnelle, la production de café et de nourriture sont travaillées »*⁹⁶ (entretien avec une des fondatrice de l'ONG Cicap, mai 2016).

Ces projets sont limités en nombre de participants et en temps alloué mais peuvent constituer de nouvelles facilités pour les producteurs : obtention de graines, formation technique, construction d'installation d'irrigation pour les cultures vivrières. Comme en témoignent les trajectoires des producteurs dont un exemple est présenté Figure 41, ces projets ont conduit certains producteurs à introduire ces activités (ovins, maraichage) et à les pérenniser.

Figure 41: Introduction et pérennisation d'activités vivrières chez les producteurs de CECANOR (un exemple d'une productrice de Penachi)



Les choix collectifs de projets façonnent donc les choix d'activités des producteurs. Ces résultats montrent que l'OP peut être un espace de sécurisation alimentaire, bien que cette initiative reste minime et les effets réels sur l'alimentation soient à vérifier.

Les chapitres 6 et 7 ont montré l'importance de la production et de la consommation de fruits dans la sécurité alimentaire. Traditionnellement, les producteurs combinent caféiers et fruitiers sur les mêmes parcelles pour l'ombrage, l'autoconsommation et la vente. Or, à *Corral de Piedra* et à *Penachi*, l'analyse des trajectoires d'activités montrent une bifurcation franche au début des années 2000. Avant, les ménages produisaient de nombreuses variétés de fruits en quantité suffisante pour ces trois objectifs. Cependant, la production a fortement diminué depuis les années 2000 en raison de nombreuses maladies. La plupart des ménages ne sont plus capables de vendre de fruits. L'analyse montre que la perte de cette source de revenus affecte l'ensemble de la population du village. Depuis plus de 10 ans, aucune solution n'a été trouvée pour

⁹⁶ Traduit de l'espagnol : « la idea fue esta vez de trabajar con la agricultura organica, en café y en producción de alimento, el café porque es el producto de venta y de ingresos, y los alimentos porque la seguridad alimentaria fue muy importante para cicap. Entonces son los dos enfoques muy ligados al agua y al mejoramiento de canales y almacenamiento de las pilcas en Penachi. Y también la organización para el mercado fue tambien trabajado. (...)Desde el inicio, la parte organizativa, de producción de café y de los alimentos son trabajados»

surmonter ces problématiques productives, ni de la part d'organisations publiques ni de la part des OP. En particulier, les OP n'ont pas su aider les producteurs à surmonter les contraintes liées à la production fruitière dans une perspective de sécurisation alimentaire. Les producteurs du comité de *Sapse*, au contraire, parviennent à vendre en moyenne 9000 oranges annuellement, leur rapportant un revenu conséquent complémentaire au café.

∞ Programmes gouvernementaux

La participation à l'OP est une porte d'entrée pour accéder à certaines facilités offertes par le gouvernement et réservées aux producteurs prenant part à une OP⁹⁷. Par exemple, les techniciens du ministère de l'Agriculture délivrent aux producteurs organisés un soutien technique sur la gestion des maladies dans la caféiculture depuis 2014. Ensuite, deux programmes gouvernementaux ont vu le jour dans les années 2010 pour appuyer les OP : le programme intitulé « AGROIDEAS » mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture et de l'irrigation à l'échelle nationale et le programme « PROMCOMPITE » à l'échelle du département. Ces deux programmes visent à financer du matériel, des infrastructures et/ou des formations organisationnelles aux producteurs de manière à renforcer les capacités des OP et à faciliter la vente de leurs produits collectivement.

A *Penachi*, les participants à *Unicafeco* de l'OP NORANDINO en ont bénéficié. Ils ont obtenu un financement de Promcompité pour la production de café. Cela a permis l'achat de matériel post-récolte (balance, détecteur d'humidité...). *Unicafeco* a également sollicité un co-financement « AGROIDEAS » pour une petite usine de transformation de la canne à sucre pour extraire et commercialiser du sucre de canne. La canne à sucre est une activité rémunératrice importante dans la zone de *Penachi*. Le principal débouché actuel est celui de la production d'une liqueur de canne à sucre (« *aguardiente de cana* » ou « *canazo* » ou « *yonke* »). La liqueur est vendue directement au village ou à des intermédiaires locaux. L'usine de fabrication de sucre de canne cofinancée par le gouvernement serait une opportunité importante pour les producteurs. Les producteurs considèrent que la production de café est plus rentable que la production de liqueur de canne. Le débouché « sucre de canne » donne la possibilité de valoriser la canne à sucre à des prix plus rémunérateurs que la liqueur. De plus, les marchés d'exportation certifiés auxquels participent déjà NORANDINO proposent des prix près de 5 fois supérieurs au marché conventionnel.

A l'échelle de l'OP de second niveau, NORANDINO a aussi bénéficié du soutien du gouvernement pour l'investissement dans des technologies de transformation des produits (système d'inspection de qualité automatisé pour une usine de canne à sucre, automatisation du processus d'homogénéisation et d'emballage du sucre de canne) et pour l'installation d'un jardin clonal de cacao blanc dans la région de Piura. Selon le responsable des

⁹⁷ Ils sont réservés aux producteurs (petits ou moyens) déjà organisés, qui ont ensemble un minimum de 20 ha en production et qui peuvent témoigner d'une opportunité de débouchés pour leurs produits, à l'export ou sur le marché domestique.

projets de NORANDINO, jusqu'en 2012, il y avait très peu de projets de la part du gouvernement. A titre d'exemple, entre 2002 et 2014, NORANDINO a construit 15 usines pour le sucre de canne à partir de financements étrangers ou propres, et entre 2014 et 2016 il en a construit 10 avec le soutien du gouvernement. Ces résultats vont dans le sens de Landini et al. (2017) qui soulignent que pour les OP l'un des moyens d'accès au financement les plus fréquents est le recours aux fonds publics destinés au développement rural.

Au-delà des programmes productifs, l'agencité collective génère une forme de « *pouvoir avec* » permettant de faire valoir des intérêts particuliers à l'échelle du gouvernement régional. Un des bénéfices de FTI pour ces OP est la prime collective. Cette prime fixe est de 0,20 dollars par livre vendue. CECANOR et l'OP de 1^{er} niveau *Aspape* ont utilisé par le passé une partie de la prime collective pour ouvrir des négociations avec le gouvernement régional. L'objectif était d'apporter des informations sur l'état des lieux des routes et des infrastructures hydrauliques sur le territoire. Le diagnostic, payé grâce à la prime collective, a permis d'identifier les limites de l'infrastructure en place. Le gouvernement a ensuite financé son amélioration. L'ensemble de la communauté a bénéficié de la mobilisation collective de l'OP *Aspape*. Un autre projet mené par *Aspape* en partenariat avec le gouvernement régional concerne l'amélioration d'une route. Ces résultats signalent comment une organisation collective se bat pour améliorer son accès à des ressources (eau d'irrigation) ou pour favoriser l'amélioration de capacités de base pour la communauté (accessibilité).

∞ Partenaires économiques

Participer à une OP permet aux producteurs d'accéder à certaines facilités ou projets offerts par les importateurs. C'est le cas de l'OP de second niveau NORANDINO qui, grâce à ces nombreux partenariats commerciaux, a bénéficié de financements pour construire leurs usines de transformation de café, de sucre de canne et de cacao au siège de la coopérative à Piura. Dans un autre domaine, l'alliance CECANOR/Proassa a créé en 2004 une marque de café produit par les femmes « *Café femenino* » en partenariat avec leur principal acheteur OPTCO (*Organic Products Trading Company*). Cette marque de café est associée à un programme de développement à destination des femmes caféicultrices. L'initiative et les effets en termes d'*empowerment* sont détaillés dans la section suivante.

5.2.2. Pouvoir « avec » et pouvoir « intérieur »: *empowerment* des femmes

Le programme « *Café femenino* » prend la forme d'une marque afin d'agir sur l'*empowerment* économique des femmes (« *pouvoir de* »), et d'un programme de développement de capacités (« *pouvoir intérieur* »).

∞ Design du programme *Café femenino*

Ce programme s'applique à toutes les femmes productrices membres de l'OP CECANOR. En vendant leur café à l'importateur OPTCO sous la marque « *café femenino* », les femmes reçoivent une prime de 0,03 USD par livre (incitation économique basée sur le marché dépendant du volume produit) et 0,02 USD restent à l'échelle collective pour payer la traçabilité et un programme de développement de capacités. Annuellement, les femmes de l'ensemble de la communauté reçoivent une formation sur la nutrition des jeunes enfants. Les questions de genre sont également abordées dans les discussions. CECANOR fournit des semences maraichères aux centres d'éducation de ces communautés. Ces derniers organisent par la suite des activités de gestion de potager en agriculture biologique avec les jeunes étudiants. Des formations sur l'hygiène et sur la nutrition sont aussi dispensées aux enfants et aux instituteurs dans les classes, par des infirmières. Ces programmes de formation sont mis en place dans 15 villages. Ce programme est financé par la prime liée à la marque mais aussi par la fondation *Café femenino* créée aux Etats-Unis. Notons que ces formations sont ouvertes à toutes les femmes du village qui le souhaitent.

∞ Effets sur l'*empowerment* « intérieur » des femmes

Les productrices doivent se soumettre aux mêmes règles et aux mêmes activités collectives que les autres membres de CECANOR. Toutefois, elles font partie d'une association appelée « Association des productrices de café et de quinoa ». Ce groupe inclus dans l'OP CECANOR a pour but de « *générer un espace pour améliorer les capacités des femmes et pour parler de questions spécifiques comme la santé des femmes* » (ancienne membre de CICAP, aujourd'hui gérante de PROASSA). Le rôle social joué par l'OP et par l' « association des productrices de café et quinoa » ressort des enquêtes.

L'association devient un espace de discussion de sujets de la vie privée, dont la plupart des femmes n'ont pas l'habitude de parler (santé féminine, violence conjugale etc.). Ensuite, les productrices disent avoir l'opportunité de se faire des amies qui viennent de zones de production éloignées lorsqu'elles se retrouvent pour les réunions au siège de l'OP. Ce réseau ainsi créé découle directement de l'exercice de leur agencéité au sein d'un collectif. Au fil des discussions, il apparaît que l'OP a permis aux femmes de « sortir ». La plupart des hommes et des femmes enquêtés explique qu'« avant » les femmes vivaient dans une certaine solitude et que « maintenant » elles participent davantage à la vie des OP mais aussi à celle la communauté. En reconnaissant et en valorisant la participation des femmes aux activités économiques du ménage et du village, l'organisation agit sur le regard que les femmes portent sur elles-mêmes et sur leurs capacités à participer à la vie de la communauté.

L'analyse montre aussi que l'OP et l'association des productrices sont un lieu d'apprentissage. On y apprend à prendre la parole en public et à faire part de ses idées. Petit à petit, ces groupes ont eu un effet positif sur l'estime de soi et sur la capacité à dépasser les peurs et à s'exprimer en public. Ce gain de « pouvoir intérieur » ne conduit pas nécessairement à court terme à des

bénéfices matériels, mais il s'agit d'une étape nécessaire vers de nouvelles opportunités et « pouvoir d'agir » en faveur de leur propre développement. Certains témoignages expriment ces changements tels qu'ils sont perçus :

« J'ai appris à perdre la peur⁹⁸ », « On n'a plus honte maintenant ⁹⁹ ».

« Je suis dans « café femenino ». Cela a changé quelques chose pour les femmes, avant nous étions timides, nous ne participions jamais aux réunions, nous ne parlions pas, maintenant, nous sortons aux réunions, chaque jour nous apprenons. Jusqu'à parler nous avions honte, avant quand l'on nous demandait quelque chose, l'on ne répondait pas. Maintenant, la plupart du temps, non, on a appris à participer et à ne pas avoir honte (...) Ça c'est pour les femmes qui participent, les autres, celles qui ne participent pas à Café femenino et qui n'ont pas de formations il n'y a pas beaucoup de différences avec avant, ça se voit même pour parler elles ont honte. (...) Le café c'est une opportunité parce que nous apprenons beaucoup, nous avons plusieurs opportunités pour sortir apprendre, ils nous invitent toujours à Chiclayo pour une formation ou quelque chose » ¹⁰⁰ (Productrice du village de Corral de Piedra enquêtée en février 2016)

Le soutien du conjoint est important dans ce processus, comme cela a déjà été montré dans la littérature sur l'empowerment des femmes en milieu Andin (Charlier, 2006). Les femmes, mais aussi les hommes de l'OP ont naturellement fait référence à ce programme et à ses bénéfices. L'organisation interne de CECANOR a son importance dans le soutien des conjoints. Le fait de ne pas avoir séparé les organisations mais d'avoir accordé et valorisé la place des femmes au sein de l'organisation a délivré un message positif aux conjoints. L'initiative n'a pas été perçue en opposition à l'OP existante mais de manière complémentaire. De plus, l'incitation économique a aussi été un facteur d'acceptation de l'initiative.

∞ Effet sur l'inclusion des femmes et sur l'empowerment économique

Ce programme a incité certaines femmes à participer à l'OP alors qu'elles n'y participaient pas auparavant. A l'échelle globale, seuls 25% des membres des OP certifiées FTI sont des femmes. Dans le cas de CECANOR, 50% des membres sont des femmes. Bien qu'être inscrit sur les listes d'une OP n'implique pas nécessairement une participation active dans la vie collective, c'est un taux suffisamment rare pour être souligné.

⁹⁸ Traduit de l'espagnol: "He aprendido a perder miedo"

⁹⁹ Traduit de l'espagnol: "no se avergüenza ahora".

¹⁰⁰ Traduit de l'espagnol: "Estoy en café femenino, a veces vienen nos han enseñado sobre eso, que debemos ser una mujer participativa, todo eso. Eso ha cambiado algo para las mujeres, antes estábamos medio tímida, nunca participábamos en las reuniones, no hablabamos, ahora, ya salimos a las reuniones, cada día aprendimos. Hasta de hablar se avergüenzaba, preguntaba algo y no contestaba, ahora mayormente no, ya esta aprendiendo para participar, no se avergüenza ahora (...) es para las mujeres que participan, las demás, no ha muchas diferencias con las demás que no hacen parte de café femenino que no tienen talleres, se ve que hasta hablar se avergüenzan (...) El café es una oportunidad porque es mucho lo que aprendimos, tenemos varias oportunidades de salir aprender, siempre nos invitan a Chiclayo par algunos talleres y todo"

L'organisation interne de CECANOR donne des indications sur les raisons qui poussent les femmes à être membres de l'OP : (i) chaque membre et non chaque ménage a une voix à l'assemblée, (ii) l'incitation économique fournie par la marque « café *femenino* » a été un moteur essentiel de cette participation, (iii) le comité directeur de l'OP de 2nd niveau CECANOR comprend un poste de secrétaire des femmes, et (iv) le comité directeur de chaque comité (à l'échelle du village) comprend au minimum une femme.

Par ailleurs, cette initiative est particulière car elle cible spécifiquement les femmes en tant que productrices de café à l'intérieur même d'une organisation mixte. Cela leur permet d'accéder à l'OP, d'accéder à certaines positions *leaders* dans la caféiculture, et de valoriser leur travail productif. Alors que les femmes constituent une grande partie de la main-d'œuvre agricole (43% à l'échelle globale), leur travail est souvent invisible (HLPE, 2017) et elles ne sont souvent pas rémunérées pour ce travail. Lyon et al. (2010) estiment qu'en Amérique centrale, les caféicultrices travaillent en moyenne deux fois plus d'heures sur les plantations de café certifié par l'agriculture biologique que leur conjoint, notamment à cause de leur implication dans la récolte. Avec *café femenino*, les productrices reçoivent les paiements du café qu'elles vendent à leur nom. La plupart des initiatives documentées dans la littérature prennent la forme de projets destinés aux femmes, mais en dehors de la caféiculture, première source de revenu des ménages, comme l'explique Murray et al. (2006):

“Many of the cooperatives in the case studies have launched projects intended to strengthen the role of women, such as education and training programs, handcraft production and marketing, and other alternative economic initiatives. But these initiatives have so far been focused largely outside coffee production. While some women have become coffee producers, their numbers remain quite small. Their limited participation in the coffee cooperatives appears to perpetuate rather than overcome the traditional gender bias in Latin America's agricultural sector”.

Cette initiative montre que prendre part à une OP influence l'espace de capacités des femmes, en particulier en favorisant l'exercice de leur agencité individuelle, en gagnant confiance en elles et en valorisant leur participation à la vie économique du ménage et de la communauté. De plus, dans une perspective de sécurité alimentaire, elle montre que l'action collective peut être le point d'entrée pour promouvoir un processus intégral de sécurisation alimentaire, notamment en déverrouillant l'agencité individuelle des femmes et en proposant des formations. En créant une incitation économique de marché via une marque, l'OP CECANOR favorise la participation des femmes au collectif ce qui contribue à leur *empowerment* économique. L'impact du revenu des femmes sur la consommation alimentaire et la santé de la famille est supérieur à celui des hommes (Charlier, 2007; Dury et Bichard, 2015). Valoriser le travail des femmes dans la caféiculture peut donc s'avérer être un levier favorable à la sécurisation alimentaire. Toutefois, participer à l'OP demande une présence fréquente aux réunions collectives, ce qui peut constituer une contrainte supplémentaire pour les femmes déjà en charge d'activités domestiques, maternelles et productives (Lyon et al., 2017).

5.3. L'agencité collective façonne les choix individuels

Etre membre d'un groupe au sein duquel les individus définissent des objectifs particuliers et agissent collectivement pour les atteindre, contribue à façonner les choix quotidiens des membres. C'est une arène où les valeurs (par exemple celles qui vont au-delà de l'intérêt personnel des membres) et la liberté de choix des individus sont façonnées par le collectif. Dans le cas d'une OP, être membre peut infléchir l'orientation des systèmes d'activités.

L'analyse des trajectoires d'activités montre que l'OP et les activités menées dans le cadre de l'exercice de l'agencité collective est un moteur récurrent des bifurcations ou des ruptures observées.

D'abord, l'OP semble guider les choix des participants en ce qui concerne la production de café : augmentation des surfaces, changements de variétés, fertilisation biologique etc. Les producteurs expliquent que leurs choix ont été guidés par les discours et les recommandations de la sphère collective. A l'inverse, les techniciens expliquent que leurs recommandations ont évolué au cours du temps et que les caféiculteurs membres alimentent les choix collectifs et les connaissances des techniciens. Par exemple, dans les trajectoires d'activités caféicoles des producteurs, le changement de fertilisation est clair. C'est en 2013 que l'on observe les premières utilisations de *guano de Isla* lorsque les techniciens se sont formés à ces pratiques et que les choix collectifs se sont orientés vers l'achat collectif d'intrants organiques. Par ailleurs, les bifurcations dans les trajectoires techniques sont aussi issues de partage d'expériences entre les producteurs. Ce dernier a été moteur dans l'introduction de nouvelles variétés par certains producteurs (Enelow, 2014).

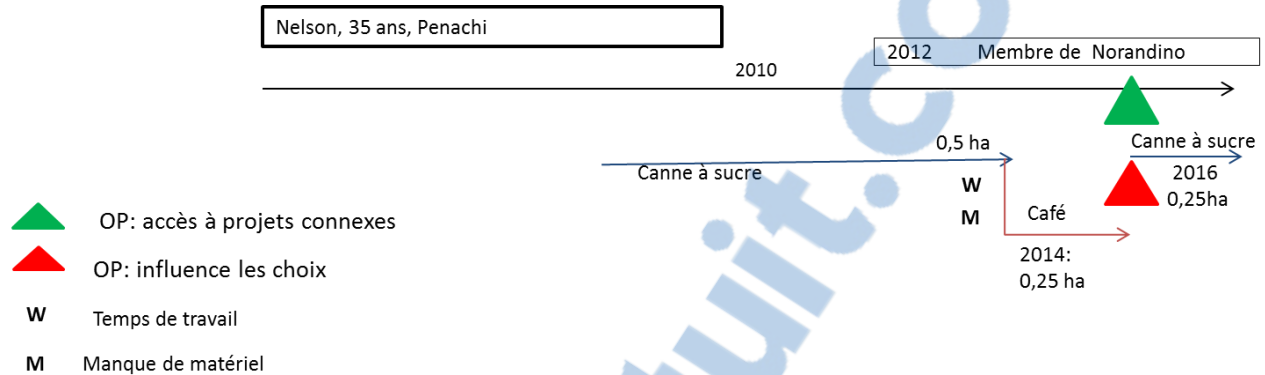
Cela confirme que l'OP va non seulement façonner les choix via les inflexions qu'elle opère à l'échelle collective et les injonctions qu'elle délivre aux membres, et mais également qu'elle fournit des facteurs de conversion aux producteurs afin de faciliter leur adoption de tels choix, via des crédits par exemple.

Au-delà des activités caféicoles, les OP, via la liaison avec des ONG ou avec les projets du gouvernement orientent les choix d'activités de moyens d'existence à l'échelle individuelle. Solliciter un financement « AGROIDEAS » pour investir collectivement dans une usine de canne à sucre a été un choix collectif pris à l'échelle de l'OP de 1^{er} niveau *Unicafeco*. Cela se traduit par des inflexions dans les trajectoires d'activités de production de canne à sucre. Certains producteurs qui étaient en train d'abandonner la production de canne à sucre au profit du café l'ont réintroduit sur leurs parcelles comme le montre la

Figure 42. L'exemple de Nelson, 35 ans vivant à *Penachi*, est représentatif de l'influence des choix collectifs sur les trajectoires individuelles. Nous voyons que le producteur a planté des caféiers en 2014 sur une partie de ses terres utilisées en canne à sucre, en raison du manque de matériel pour produire la liqueur et du temps de travail important que cela requiert. Deux ans plus tard, lorsque le projet collectif d'implantation d'une usine de production de sucre de canne

est lancé, le producteur décide de réintroduire la culture de la canne à sucre car elle est jugée plus rentable dans ces conditions.

Figure 42: Influence de l'accès à des projets connexes à l'échelle collective sur les trajectoires individuelles (un exemple)



Les enquêtes révèlent donc que prendre part à un groupe influence les perceptions individuelles de ce qui est « bon » pour modifier sa propre situation et agir en faveur de son développement.

Le Tableau 37 propose un résumé des résultats obtenus dans cette section.

Tableau 37: Trois types d'influence de l'OP sur l'espace de capacités des producteurs (source: auteur)

	NORANDINO		CECANOR	
	Sapse/ Ranchos	Penachi/ Unicafeco	Penachi/ Aspape	Corral de Piedra/ Asproagro
Surmonter les contraintes locales : de nouvelles opportunités	Influence sur l'espace de capacités lié à la caféiculture en aidant à surmonter les contraintes locales (« pouvoir d'agir ») et à développer une forme de « pouvoir sur ». Peu d'initiatives pour répondre aux contraintes liées à la sécurisation alimentaire.			
Se rendre visible et accéder à de nouvelles sphères : « pouvoir avec »	Nombreux projets avec le gouvernement et des partenaires commerciaux. <i>empowerment</i> lié aux activités agricoles rémunératrices (caféiculture et canne à sucre) « Pouvoir d'agir »		Projets avec des partenaires commerciaux (<i>café femenino</i>) et des ONG. <i>empowerment</i> lié à la caféiculture, à la production vivrière, diversification sur le marché local, à l' <i>empowerment</i> des femmes « Pouvoir d'agir » et « Pouvoir intérieur »	
Façonnement des choix liés aux activités de moyens d'existence	Fort	Fort	Limité	Limité

6. Discussion

La section 5 détaille comment l'agencité collective influence l'espace de capacités des producteurs et des productrices via les trois canaux identifiés dans la littérature théorique (opportunités, accès à des sphères plus larges et façonnement des choix). Des limites sont soulevées et discutées dans cette section.

6.1. Empowerment et sécurisation alimentaire

Malgré les projets ponctuels que nous avons cités, les OP CECANOR ou NORANDINO ne sont pas parvenues à faciliter les pratiques de sécurisation alimentaire et à aider les ménages à sécuriser leur accès alimentaire toute l'année. Là où l'OP semble offrir des opportunités aux producteurs pour faire face aux conditions défavorables qu'ils subissent dans la caféiculture, elle ne fournit pas ou peu de réponses concernant l'enjeu de sécurisation alimentaire de manière plus holiste.

En particulier, la sécurisation alimentaire passe aussi bien par une sécurisation des revenus que par d'autres canaux, notamment via la sécurisation de l'autoconsommation. Les activités vivrières sont les principales pratiques spontanées utilisées pour faire face au risque d'insécurité alimentaire. Toutefois, le contexte agro-climatique dans lequel les producteurs évoluent est défavorable et est susceptible de limiter leurs capacités de sécurisation alimentaire au fil du temps. Les récits et les trajectoires des producteurs indiquent que la production vivrière est devenue de plus en plus difficile du fait de plusieurs facteurs d'incertitude et de tendances défavorables : réduction de la saison pluvieuse, baisse de la fertilité des sols, absence ou peu de matériel d'irrigation, augmentation de la pression en maladies. Un producteur de Penachi, membre de NORANDINO, explique :

*« Comme vous voyez, avant tout était cultivé avec des petits pois ou du maïs, maintenant, ce sont seulement des prés car ça ne produit plus, nous achetons plus d'aliments qu'avant, avant nous ne mangions pas autant de riz ou de pâtes, nous mangions plus de petits pois, maïs, haricots, le riz ce n'est pas bon, mais maintenant comment faire, il n'y a pas de quoi manger à la ferme »*¹⁰¹

Malgré la place centrale qu'occupe l'agriculture vivrière chez ces communautés et les difficultés qu'elle impose, les OP n'abordent que timidement ces questions et contribuent peu directement (voire pas) au renforcement de l'espace de capacités lié à l'autoconsommation. De même, nous avons vu dans le Tableau 36 que la prime collective du commerce équitable était utilisée de diverses façons mais ni les enjeux de sécurité alimentaire ni les activités agricoles vivrières n'apparaissent directement. Les différents mécanismes d'expansion des facilités induits par la participation à l'action collective (accès à des opportunités matérielles, financières, à des

¹⁰¹ Traduit de l'espagnol: "Como usted ve. Antes todo era cultivado en averja o maiz, ahora es puro pastos porque no produce, ahora compramos mas que antes, antes el arroz no lo comimos tanto, ni fideo, comimos mas los averjas y maíz, frijol, el arroz no es bueno pero ahora como hacer, no hay que comer"

sphères plus larges de pouvoir etc...) ne sont pas orientés vers l'intégralité des exploitations agricoles. Les OP auraient un rôle à jouer pour orienter les agriculteurs et améliorer leur capacité à innover et à s'adapter à ce contexte local défavorable.

6.2. Hétérogénéité inter-organisations de producteurs : l'influence des choix internes et des trajectoires des OP

Nous avons mis en évidence les opportunités offertes aux producteurs organisés via les activités internes de l'OP ou via l'accès à des projets connexes. Toutefois, l'analyse des trajectoires révèle différents degrés de changement technique selon l'appartenance à NORANDINO ou à CECANOR (bien que toutes deux soient certifiées par FTI).

Les participants de CECANOR semblent réticents à s'engager dans l'introduction de techniques améliorées ou à rénover leurs parcelles avec de nouveaux caféiers. L'OP semble avoir une capacité limitée à inciter les agriculteurs à traduire leurs connaissances théoriques en pratiques dans leurs plantations. Au contraire, ceux de NORANDINO introduisent davantage de techniques de production spécifiques et bénéficient de niveaux de production et de rendements plus élevés; surtout dans le village de *Sapse*. Ce résultat rejoint l'analyse de l'hétérogénéité des impacts discutée dans le chapitre 8.

En confrontant ces différences entre CECANOR et NORANDINO aux règles internes des deux OP et à leurs évolutions (présentées dans la section 4.2. Figure 39 et Tableau 36), nous pouvons avancer plusieurs raisons pouvant expliquer ces différences.

Premièrement, la fréquence et l'organisation du soutien technique est susceptible d'influencer la manière dont les OP offrent des opportunités techniques aux membres. Nous avons vu que deux modèles d'organisation se distinguent (section 4.2, Figure 39). Chez CECANOR, l'organisation sur la base de « promoteur » est intéressante car elle induit *l'empowerment* des promoteurs, et elle a prouvé son efficacité dans des OP mexicaines de café biologique (Bray et al., 2002). Les promoteurs rencontrés sont satisfaits de cette mission et y voient une opportunité d'apprendre. Néanmoins, les producteurs « réguliers » restent réticents à investir dans de nouvelles pratiques. A NORANDINO, le technicien présent dans la zone 3 semaines sur 4 incite et soutient constamment les agriculteurs dans leurs activités. Il organise fréquemment des visites de fermes individuelles, ce qui semble conduire à davantage de changements techniques dans notre cas.

Deuxièmement, en rémunérant les agriculteurs en fonction du taux d'humidité du café lavé mais aussi du rendement physique (base de 83%), NORANDINO introduit une incitation économique individuelle à améliorer les pratiques post-récolte et la qualité du café, qui vient compléter les prix de FTI. Cette observation vient apporter un nouvel éclairage à la littérature. Les études antérieures ont montré que la plupart des OP pénalisent les agriculteurs pour les défauts de qualité au lieu de les récompenser pour un café de haute qualité (Bacon, 2005). Ces

résultats suggèrent qu'instaurer une prime à la qualité pourrait être un moyen d'inciter les agriculteurs à améliorer leurs pratiques.

Troisièmement, l'hétérogénéité observée est peut-être liée aux stratégies générales des OP. D'un côté, la politique de NORANDINO est d'inciter le producteur à augmenter la production de café. Pour cela, ils exigent un niveau minimum de production (5 quintaux) et une superficie minimale de plantations (1/4 ha), ainsi que la réalisation du « plan annuel » d'activités. Les activités de NORANDINO sont orientées en deux axes : d'une part, faire en sorte que le producteur produise un café de qualité, le vende à un bon prix, et qu'eux même décident de l'investissement qu'ils font de leur revenu ; d'autre part, faire en sorte de renforcer l'organisation afin d'avoir une incidence politique aux échelles locales, nationales et internationales. NORANDINO a une vision centrée autour des produits de rente commercialisés par le biais de la coopérative. Les projets de développement à l'échelle de la communauté ou les projets sociaux (questions de sécurité alimentaire, genre, éducation...) ne sont pas dans leur champ d'action direct. Au contraire, CECANOR a une vision plus intégrale du rôle de l'OP et oriente une partie de ses activités vers d'autres projets. Elle apporte un intérêt particulier à l'objectif de sécurité alimentaire notamment via l'*empowerment* des femmes et de petits projets de diversification agricole destinée à l'autoconsommation.

Quatrièmement, pour appuyer sa stratégie interne, NORANDINO facilite l'accès au financement de la caféiculture. Les agriculteurs de NORANDINO ont davantage de facilités à financer leurs pratiques culturales ou l'achat d'intrants organiques par rapport aux producteurs de CECANOR, notamment grâce à la coopérative de crédit créée en 2005 et au choix d'utiliser une partie de la prime pour créer un fond de crédits pour l'achat d'intrants organiques (à très faible taux) (Tableau 36). Chez CECANOR, les nombreux crédits impayés expliquent pourquoi l'OP a annulé les deux programmes de crédits successifs qu'elle avait mis en place. Cette mauvaise expérience empêche aujourd'hui l'OP d'aider au financement des activités des agriculteurs.

6.3. Visibilité accrue des OP au détriment de la communauté ?

Nos résultats montrent que les OP jouent un rôle d'intermédiaires et aident les producteurs à obtenir, de la part des organisations internationales, des partenaires commerciaux ou du gouvernement, le financement ou l'engagement dont ils ont besoin pour étendre leurs espaces de capacités. Le « *pouvoir avec* » induit par l'agencité collective permet aux producteurs de se rendre visibles aux yeux de ces acteurs.

Kurjańska (2015) distingue les projets de développement rural à portée dite « étroite », réservés aux membres des OP, des projets à portée dite « élargie » bénéfiques pour l'ensemble de la communauté. Nous mettons en évidence le fait que les bénéfices liés aux programmes du gouvernement et aux projets des ONG sont concentrés sur l'échelle du collectif et ne se transmettent pas à la communauté.

Bien que le système d'irrigation financé par le gouvernement régional dans le département de Lambayeque soit issu d'une incidence politique de CECANOR/Aspape et de l'utilisation de la prime, et que le programme de sensibilisation à la nutrition porté par « *Café femenino* » soit ouvert pour toutes les femmes de la communauté, ces initiatives à portée « élargie » restent rares et la plupart restent des projets à portée « étroite ».

Cette forme de « *pouvoir avec* », bien que bénéfique aux producteurs membres du groupe, peut exacerber les inégalités en termes d'accès aux financements et aux programmes de développement rural.

Par exemple, le soutien de l'Etat et les projets des ONG semblent, dans la pratique, être réservés aux membres des groupes. Le soutien de la part des techniciens du ministère de l'Agriculture sur la gestion des maladies dans la caféiculture reste concentré sur les producteurs organisés. Ces derniers sont facilement mis au courant et sont familiarisés avec les réunions. Les techniciens du ministère s'introduisent dans les villages par le biais des comités de caféiculteurs déjà établis. Ils gagnent en légitimité et en efficacité lors des premières réunions. C'est le personnel technique des OP qui se charge de coordonner les réunions, comme le souligne un des techniciens de NORANDINO:

«C'est plus facile avec l'organisation, car avec l'organisation ils se rassemblent, il y a un suivi, il y a un engagement ... tandis que les autres producteurs, s'ils s'inscrivent à la pépinière par exemple, il s'inscrit et puis ne vient pas, ou un autre, il vient un jour, deux jours puis disparaît. Alors qu'avec l'organisation, ça n'arrive pas¹⁰² » (Entretien avec un technicien de NORANDINO, en février 2016).

De manière similaire, les programmes AGROIDEAS ou Promcompité se focalisent sur des groupes qui fonctionnent déjà. Ils permettent le co-financement d'infrastructure, de matériel ou de personnel pour favoriser le renforcement organisationnel des OP. NORANDINO a obtenu plusieurs dizaines de projets de la part du gouvernement¹⁰³. Ces projets sont sollicités par les OP de 1^{er} niveau, avec NORANDINO en soutien et garantie. Selon le responsable de la Chambre du café et du cacao, le fait que les programmes gouvernementaux se concentrent sur les producteurs organisés est très injuste, même s'il constate que c'est plus aisé :

« Oui il y a une politique dirigée vers les producteurs organisés car il est difficile d'atteindre les non organisés, il est très difficile d'atteindre les 70% des producteurs. Il est plus facile

¹⁰² Traduit de l'espagnol : "Es mas fácil a través de la organización, porque con la organización se juntan, hay un seguimiento, hay un compromiso ... mientras que los otros productores, se registran en el vivero por ejemplo, se registra y luego no viene, u otro, viene un día, dos días y luego desaparece. Mientras que con la organización, no pasa"

¹⁰³ Déjà 6 projets acceptés pour des OP de café, 13 pour la canne à sucre, 13 pour le cacao, une vingtaine en attente d'approbation. Chaque projet a un budget d'environ 200 000\$.

d'atteindre celui qui est organisé. Le gouvernement les encourage à devenir coopérateurs »¹⁰⁴.

Le même processus est observé avec des projets de la coopération internationale. Un producteur non-organisé du village de *Corral de Piedra* explique:

«Je n'ai jamais participé à des projets dans le village, ils ne diffusent pas l'information sur les réunions, c'est juste pour les membres; ce sont eux qui savent qu'il y a une réunion¹⁰⁵ »
(Entretien avec un producteur individuel à Corral de Piedra, avril 2016)

Enfin, nous montrons que bien que cela fasse partie des objectifs de FTI, en pratique la prime collective est rarement utilisée pour des projets à l'échelle communautaire. La prime a été utilisée de diverses manières à NORANDINO, mais il s'agissait de projets à portée « étroite » (fond funéraire, bourses étudiants, fonds de crédits pour intrants), et non pas à portée « élargie » (Tableau 36). CECANOR a mené deux projets à portée « élargie » en partenariat avec le gouvernement local au début des années 2000 lorsque la prime était distribuée aux OP de 1^{er} niveau selon le nombre de membres (avant 2007, Tableau 36). Toutefois, les producteurs ont ensuite exprimé leur mécontentement dans le fait de partager leur prime collective avec la communauté :

« Les producteurs ont commencé à dire qu'ils travaillent pour la communauté, qu'ils partagent la prime avec la communauté, et nous quoi? Et il y a encore une mauvaise habitude de conflits sur qui va en bénéficier et tout ... il y a d'autres organisations qui ne font rien pour la communauté (...) et nous, nous avons un but non seulement pour nos producteurs mais surtout pour la communauté, nous avons fait de gros investissements dans cela.¹⁰⁶ » (Entretien avec l'actuelle gérante de Proassa, mai 2016).

Ces résultats révèlent que ces projets peuvent générer des effets positifs et de nouvelles opportunités pour les membres des OP, mais ils peuvent augmenter les inégalités existantes. Ils témoignent que le soutien du gouvernement et de la coopération internationale semble être concentré sur ceux qui bénéficient déjà des bénéfices issus des organisations collectives locales. En se rendant visibles aux yeux de ces acteurs les producteurs ont tendance à rendre invisibles d'autant plus les autres producteurs.

¹⁰⁴ Traduit de l'espagnol: "Sí hay una política dirigida a los asociados porque es difícil llegar a los no asociados, es muy difícil llegar al 70% . Es más fácil llegar al que está organizado. El gobierno propicia que se vuelvan cooperativa"

¹⁰⁵ Traduit de l'espagnol: "Nunca he participado en proyectos en el caserío, no nos pasan la voz de las reuniones, es solo los socios, ellos saben la reunión".

¹⁰⁶ Traduit de l'espagnol: "Nuestros productores empezaban a decir que trabaran para la comunidad, que compartieran el premio con la comunidad, ¿y nosotros qué? Y todavía hay una mala costumbre que hay conflictos de quien va a beneficiar y todo... hay otras organizaciones que no hacen nada para la comunidad, (...) y nosotros tenemos meta no solamente para nuestros productores sino mas para la comunidad, hemos hecho grandes inversiones en eso"

6.4. Hétérogénéité intra-organisation de producteur

Le dernier point de discussion concerne l'hétérogénéité intra-organisation. L'analyse fait apparaître des différences intra-OP liées d'une part à différents niveaux de ressources et d'autre part aux règles de distribution de la prime collective.

6.4.1. Facteurs de conversion vs ressources

Certains caféiculteurs organisés ne bénéficient pas de tous les changements induits par l'agencité collective. Ils déclarent ne pas avoir assez de ressources (économiques et humaines) pour mettre en œuvre l'ensemble des activités recommandées par l'assistance technique ou pour investir dans du matériel. L'action collective est davantage susceptible de fournir des facteurs de conversion (pour convertir les ressources en capacités) que des ressources en elles-mêmes. Certains membres des OP le regrettent:

«Nous n'avons pas de crédits pour obtenir les engrais, l'enseignement qu'ils nous donnent est théorique, ce ne sont que des mots, ce n'est pas la pratique, nous n'avons pas les ressources nécessaires » (Entretien auprès d'une productrice de Penachi (CECANOR) en février 2016).

Cette observation va dans le sens de celle de Pelenc et al. (2015), affirmant que *«tous les membres ne sont pas en mesure d'utiliser ces nouvelles capacités de manière aussi efficace»*. Ces résultats mettent en évidence les limites du processus d'empowerment. Des inégalités persistent et l'agencité collective peut en réalité cacher des hétérogénéités entre les différents membres du collectif.

6.4.2. Règles de distribution de la prime collective aux OP de 1^{er} niveau et aux producteurs

Une première discussion montre que la prime collective de FTI est distribuée aux OP de 1^{er} niveau selon un mécanisme d'incitation économique à la production.

En effet, nous avons vu dans le Tableau 36 que NORANDINO et CECANOR distribuent la prime collective, non pas en fonction du nombre de membres, mais en fonction du volume vendu par OP. Ce mécanisme se traduit par un « accaparement » de la prime par les régions les plus productrices.

Le même mécanisme est observé au niveau du transfert de la prime depuis l'OP jusqu'aux individus membres. A NORANDINO, le fond de crédits pour l'achat d'intrants financé par la prime collective est accessible à tous les producteurs, mais le montant du crédit dépend du volume de café vendu la saison précédente. De même au sein de CECANOR, bien que le «prix» individuel dédié aux caféiculteurs les plus engagés dépende de la participation aux assemblées et aux formations, de la vente de la totalité du café produit à l'OP, et de la mise à jour du cahier de suivi des pratiques productives, le montant du « prix » dépend quant à lui du volume

individuel de café vendu à l'OP la saison précédente. Ce mécanisme est donc basé sur une distribution individualisée de la prime sous forme d'incitation à la participation et à la production.

Dans ces conditions, la prime collective, qui est l'un des avantages les plus significatifs du commerce équitable, tend à s'individualiser. Ce mécanisme de distribution a pour conséquence d'exclure des membres, même si cette exclusion est justifiée par le souci d'investissement fourni au collectif. Par ailleurs, la distribution de la prime collective en fonction du volume de production (au niveau individuel ou au niveau de l'OP de 1^{er} niveau) « détourne » le commerce équitable d'un de ses objectifs, à savoir de contribuer au développement des OP et des membres dans leur ensemble. Ceci tend à favoriser les OP de 1^{er} niveau et les communautés qui sont déjà les plus à-même de produire du café et à répondre aux exigences du marché international. Les programmes collectifs ou redistributifs sont limités.

7. Conclusion

L'objectif de cette étude était d'examiner comment l'exercice de l'agencité collective induit des changements dans l'espace des capacités des caféiculteurs, sur la base de l'approche par les capabilités. Une attention particulière est portée sur *l'empowerment* pour la sécurisation alimentaire. Cette question est traitée à partir de l'étude de quatre groupes de caféiculteurs certifiés Bio-FTI. Cette recherche fournit des indications sur le rôle de l'OP dans le contexte du commerce équitable. Elle contribue notamment au débat en cours opposant FTUSA et FTI quant à la pertinence de l'action collective pour atteindre les objectifs d'*empowerment* et de sécurisation des moyens d'existence.

Cette étude montre que l'OP soumise aux et soutenue par les normes du commerce équitable apparaît, en tant qu'organisation sociale et économique, comme un lieu d'*empowerment* pour ses membres.

Nous avons vu que l'exercice de l'agencité collective affecte les capabilités liées à la culture et à la commercialisation du café, et en cela contribue à la sécurisation des revenus. D'un point de vue technico-économique, nous avons développé en quoi la participation à l'OP a une incidence sur les pratiques techniques et les prix du café : (i) par de nouvelles facilités (matérielles, financières), (ii) par un façonnement des choix orientés vers une amélioration de la production et de la qualité, et (iii) par l'accès à des sphères d'influence favorisant l'apprentissage collectif, et la mise en visibilité du groupe. Le groupe a eu une influence sur l'« espace de capabilités » des producteurs membres pour qu'ils mènent à bien leur activité rémunératrice principale. Cela est directement lié à l'objectif premier du groupe, collectivement défini, qui est d'accroître le portefeuille de "pouvoir-agir" lié à la production et à la commercialisation de café. La certification FTI joue un rôle particulièrement important ici en incitant les OP à fournir ces services dans un but de *d'empowerment* des producteurs.

Nous avons aussi attiré l'attention sur d'autres formes de pouvoir induites par l'exercice de l'agencité collective : *l'empowerment* « intérieur » et *l'empowerment* « avec ». L'OP apparaît être un espace *d'empowerment* intérieur, en particulier pour les femmes de l'OP CECANOR à travers le programme « *café femenino* ». La valorisation du travail des femmes est associée à un espace d'apprentissage et de rencontres favorables à *l'empowerment* « intérieur ». C'est ensuite le processus d'« *empowerment avec* » qui constitue le principal résultat de ce chapitre.

La participation à une OP certifiée permet à chaque producteur de se rendre visible auprès des diverses organisations extérieures (gouvernement, partenaires commerciaux et ONG) qui peuvent leur apporter un soutien. Cette forme de « *pouvoir avec* » conduit à des alliances qui sont utiles pour atteindre leurs objectifs collectifs et pour contribuer à l'espace de capacités à l'échelle individuelle (opportunités, déverrouillage de contraintes, ressources physiques individuelles ou collectives). Cela prend la forme d'un processus *d'empowerment* « de » mener des activités rémunératrices ou vivrières (café, canne à sucre, vivrier). Cela rejoint de précédents travaux au Pérou sur les effets du commerce équitable sur *l'empowerment* (Quaadvlieg et al., 2014)..

Toutefois, nous mettons en évidence que cette forme de « *pouvoir avec* » peut exacerber les inégalités en termes d'accès aux financements et aux programmes de développement rural. Gouvernements, ONG et partenaires commerciaux ont tendance à se concentrer sur les caféiculteurs organisés car ils sont plus visibles et plus accessibles. Bien qu'involontaire, la visibilité accrue des participants aux OP tend à rendre invisible le reste de la communauté aux yeux des acteurs extérieurs. Plusieurs études ont déjà montré des effets indirects sur les communautés locales : certains positifs, en incitant les intermédiaires à augmenter leurs prix du café localement (Diaz Pedregal, 2006) ou en incitant les producteurs voisins à changer leurs pratiques productives (Ruben, 2017); d'autres négatifs, par exemple dans le cas de la certification bio équitable de la quinoa en Bolivie qui s'accompagne d'une réduction importante des terres communautaires traditionnellement utilisées comme pâturage par les éleveurs (Carimentrand, 2008).

Par ailleurs, nous avons mis en évidence un individualisme chez ces caféiculteurs qui se matérialise par une réticence à partager les bénéfices de la participation à une OP FTI avec la communauté dans son ensemble. L'individualisme observé va dans le sens de précédents travaux. Diaz Pedregal (2006) montrait la réticence des membres des OP caféicultrices des Andes à accueillir de nouveaux membres et qualifie ce phénomène d'« égoïsme de groupe ». Ici, nous mettons en évidence une autre forme d'« égoïsme de groupe ». En l'occurrence, le « *pouvoir avec* » et la prime FTI générés par l'exercice de l'agencité collective prennent la forme de projets réservés aux membres et non étendus à la communauté. Cela est justifié par les contraintes qu'imposent la participation à une OP : participation aux réunions, cotisations initiales, consignes internes etc. Mais, cela peut conduire à un renforcement des inégalités locales.

En remettant en perspective ce résultat avec la théorie des capacités, nous montrons une contradiction. L'agencéité collective est définie comme étant la capacité des personnes à changer leurs propres situations et à influencer le « monde » dans lequel elles évoluent, avec une prise en compte d'objectifs qui vont au-delà des intérêts personnels (Sen, 1999; Pelenc et al., 2015) : *« the concept of agency does not simply refer to the capacity to act in order to achieve self-interested goals. It also refers to the capacity to achieve objectives that go beyond improving individual well-being and involve sympathy, generosity and commitment to others, such as taking part in community development, poverty reduction »* (Pelenc et al., 2015). Nos résultats révèlent que ces OP ont des difficultés à inclure des objectifs qui vont au-delà des objectifs partagés par les membres du groupe. En cela, les OP, d'abord comprises comme des groupes aux fonctions technico-économiques et d'accès aux marchés, se rapprochent de groupes dits de « revendications » (« *Claims* ») (Stewart, 2005; Thorp et al., 2005). Ces derniers visent à gagner collectivement en pouvoir de négociation et cherchent à améliorer leurs situations, ce qui induit des risques: *“Groups with primarily claims functions may have a positive impact on the incomes of their members, but a negative impact on that of others, by increasing the bargaining power of their members and thereby improving their conditions. [...] If claims groups are formed among the better off, the result may be to increase inequality. [...] But where such groups are formed among poor people, they tend to improve income distribution and reduce poverty”* (Stewart, 2005)

Nous avons aussi voulu attirer l'attention sur les modes de distribution de la prime collective du commerce équitable et sur l'hétérogénéité intra-OP qu'ils génèrent. Le commerce équitable a des objectifs allocatifs (intégration des coûts environnementaux et sociaux d'une production durable, baisse de l'incertitude) qui se matérialisent par le prix minimum garanti ; et des objectifs redistributifs à l'échelle de la production (favoriser les producteurs familiaux organisés). La prime collective reflète la composante distributive à l'échelle de la production (Voituriez et al., 2002). Or, nous montrons qu'elle est distribuée par unité de production, ce qui favorise alors les producteurs et les zones les plus productives. Certes ce sont bien de petits producteurs familiaux organisés qui bénéficient collectivement de la prime, mais au sein de ce collectif, cette vision redistributive est remise en cause. Ces résultats vont à l'encontre de ceux de Valkila et Nygren (2010). Dans leur étude, la distribution de la prime collective ne favorise pas davantage certains producteurs que d'autres, car la plupart des programmes cible la majorité des membres, quel que soit le volume de production. Cette forme de solidarité est moins observée dans les deux études de cas présentées ici, car toute distribution de la prime de l'OP centrale aux échelles locales dépend des volumes produits.

Enfin, une attention particulière a été portée à l'*empowerment* pour agir sur la sécurisation alimentaire. Nous montrons que l'agencéité collective génère peu d'*empowerment* en lien avec les capacités de sécurisation alimentaire. Les OP n'apportent pas de réponses aux difficultés rencontrées par les ménages pour sécuriser leur alimentation toute l'année. Elles n'en font pas une priorité. Une des deux OP étudiées (CECANOR) lance des initiatives dans ce sens, pour apporter du capital humain, un *empowerment* économique des femmes et du soutien technique pour la production vivrière. Ces projets vivriers sont ponctuels et bénéficient de peu de moyens

ce qui soulève des questions quant à leur efficacité et leur soutenabilité. L'OP serait pourtant un espace opportun pour intégrer ces enjeux vivriers au sein des plans de formations techniques. Davantage d'études empiriques sont nécessaires sur cette question.

Pour finir, il convient de rappeler que l'exercice de l'agencéité collective est basé sur une participation volontaire et démocratique. Pour que l'agencéité collective réussisse à enrichir les espaces de capacités des membres, elle doit aller de pair avec l'expansion de l'agencéité individuelle et la participation libre. L'agencéité individuelle et l'agencéité collective sont interdépendantes. Lorsqu'une personne manque d'agencéité individuelle, la participation à une organisation et l'agencéité collective sont impossibles. Des structures institutionnelles et des politiques publiques adéquates sont nécessaires pour soutenir l'agencéité individuelle et favoriser les organisations collectives (Ibrahim, 2006). Ce contexte institutionnel doit garantir la liberté des agriculteurs à s'associer de manière autonome, fournir des capacités de base telles que l'éducation et garantir que l'agencéité individuelle ne soit pas verrouillée. Par ailleurs, étant donné comment le groupe influence les valeurs et les choix individuels des membres, il est important de s'assurer que chaque membre valorise les capacités dont il bénéficie via le groupe (Alkire, 2008) et soit libre de quitter l'agencéité collective si ce n'est pas le cas (Pelenc et al., 2015).

DISCUSSION GENERALE, CONCLUSIONS ET FUTURES PERSPECTIVES

Après un rappel de la problématique générale de la recherche, des objectifs spécifiques que nous nous étions fixés, et de la mise en œuvre de cette recherche empirique, nous présentons les principaux résultats de la thèse. Nous les discutons puis nous poursuivons par une mise en perspective des apports et des limites de ce travail, et nous terminons par les perspectives de recherche qui en découlent.

1. Objectifs de la thèse

L'objectif de cette thèse est de comprendre les relations conceptuelles et empiriques entre les standards de commerce équitable (CE) et la sécurité alimentaire des ménages agricoles. Les standards de commerce équitable, à l'instar des standards volontaires de durabilité de manière plus générale, ont émergé et se sont multipliés pour répondre aux enjeux multiples de développement durable. Ils prennent la forme d'un outil de régulation privé des filières dont le but est d'améliorer les moyens d'existence durables et de contribuer à *l'empowerment* des petits producteurs familiaux.

Les impacts de ces standards ont été documentés dans la littérature sur un ensemble de critères. Les évaluations prennent soit la forme d'études de cas qualitatives qui permettent de comprendre les mécanismes en jeu, soit d'études quantitatives cherchant à mesurer la relation de causalité entre la participation au commerce équitable et les effets attendus dans la « théorie du changement » proposée par les acteurs du commerce équitable (Ruben, 2017). Ces dernières évaluations sont de plus en plus nombreuses dans la littérature et ont permis d'avoir une meilleure vision de l'impact du commerce équitable sur les producteurs et leurs ménages.

Toutefois, ces évaluations d'impacts traitent majoritairement de critères économiques. Au contraire, peu d'attention est portée vers des enjeux sociaux. Parmi eux, la sécurité alimentaire demeure peu intégrée aux discussions portant sur la définition et sur l'évaluation des standards, bien qu'elle soit un enjeu central dans les Objectifs de Développement Durable.

Ce travail de recherche vise à contribuer à ce pan de la littérature encore sous exploré portant sur les relations entre sécurité alimentaire et standards volontaires (Bacon, 2015). Le commerce équitable cible essentiellement les petits producteurs familiaux qui représentent 88% des bénéficiaires dans le système FTI et qui restent les premières victimes d'insécurité alimentaire (Bélières et al., 2014) : c'est « le paradoxe de la faim chez les producteurs » (Bacon et al., 2014). Nous posons dans cette thèse la question suivante :

De quelle manière et dans quelle mesure le commerce équitable contribue-t-il à la sécurité alimentaire des ménages, et aux moyens d'y parvenir?

La recherche est construite autour d'une première étape d'analyse de la littérature sur le commerce équitable à l'aune de l'enjeu de sécurité alimentaire. Notre revue de la littérature

empirique sur cette question (chapitre 2) montre que seuls trois articles académiques proposent une évaluation d'impact liant la participation à une OP certifiée par le commerce équitable à la sécurité alimentaire des ménages agricoles. Deux d'entre eux concluent à un impact positif (l'un sur un score de diversité de la diète, et l'autre sur l'adéquation de la consommation en calories et nutriments), tandis que la dernière étude démontre l'absence d'impact (dépenses alimentaires et l'adéquation de la consommation en calories et nutriments). Un autre courant de recherche se développe depuis quelques années sur la prévalence de l'insécurité alimentaire chez des communautés agricoles certifiées par le commerce équitable ou par d'autres labels de durabilité. Ces études explorent les déterminants sociodémographiques, agricoles ou économiques de l'insécurité alimentaire vécue avec des indicateurs subjectifs, notamment sur la durée de la période de soudure. Ces études sont limitées et partielles. Elles souffrent d'une (i) absence de consensus tant sur les déterminants de la sécurité alimentaire que sur l'impact du commerce équitable, (ii) d'une absence de discussions sur le rôle de chacun des instruments spécifiques du commerce équitable, et (iii) d'un manque de compréhension des chemins et mécanismes en jeu pour atteindre des changements de sécurité alimentaire. Pour dépasser ces limites, une première étape consiste à identifier et à discuter les chemins d'impacts potentiels entre les instruments du commerce équitable (*inputs*) et les différents moyens d'atteindre la sécurité alimentaire (*outcomes*).

Deux concepts fournissent le cadrage théorique pour analyser les moyens d'atteindre la sécurité alimentaire : les droits d'accès à l'alimentation d'une part (Sen, 1981), et l'*empowerment* et les capacités de sécurisation alimentaire d'autre part. Il existe quatre types de droits d'accès. Les deux premiers se caractérisent par un recours au marché pour se procurer la nourriture nécessaire : les droits d'accès par la production et la vente d'une culture de rente, et les droits d'accès par la vente de ressources physiques ou de la force de travail en retour d'un revenu. Les deux derniers relèvent de la sphère non marchande : les droits d'accès basés sur la production et sur l'autoconsommation et le transfert.

La littérature identifie le « *disempowerment* » comme une cause de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire qui conditionne la capacité des individus à sécuriser leur accès à l'alimentation. L'*empowerment* est le deuxième levier qui fait l'objet d'une attention particulière. Il est considéré aux échelles du ménage agricole et des femmes à l'intérieur des ménages, comme point d'attention particulier en lien avec la sécurité alimentaire.

Nous montrons que les outils économiques et techniques orientés vers la culture de rente certifiée pourraient influencer positivement la sécurité alimentaire des ménages via une amélioration des revenus et des capacités d'accès aux aliments. Toutefois ce chemin d'impact généralement supposé positif est discuté en identifiant les niveaux auxquels il est susceptible d'être rompu ou limité. Cela dépend de facteurs globaux (conditions des marchés internationaux), organisationnels (les pratiques des OP conditionnent la façon dont le CE influence les producteurs), ou individuels (manque de rendements ou choix d'orientation des activités de moyens d'existence et risques de surspécialisation).

Les études actuelles sur le commerce équitable suggèrent peu, voire pas, d'effets potentiels sur les droits d'accès à l'alimentation via l'autoconsommation ou via les transferts. Pourtant, certains instruments du CE pourraient être orientés vers la sécurité alimentaire via ces mécanismes, notamment, comme les formations techniques et la prime collective.

Le rôle potentiel du commerce équitable dans *l'empowerment* comme moyen d'atteindre la sécurité alimentaire (SA) des ménages est discuté à partir de la littérature existante. La plupart des outils du commerce équitable passent par l'OP qui constitue alors une plaque tournante et un courtier pour *l'empowerment*. La prime collective et la possibilité de préfinancement sont des leviers d'*empowerment* et sont deux outils susceptibles d'améliorer la SA des ménages s'ils étaient orientés vers cet objectif spécifique. *L'empowerment* des femmes, par leur rôle central dans la sécurisation de l'alimentation des ménages, est aussi identifié comme déterminant.

Cette étape de construction de la recherche est une contribution originale et indispensable avant de mesurer l'impact du CE sur la SA. Cette analyse décompose les différents outils du CE et la manière dont ils peuvent influencer la SA. Elle permet notamment d'identifier les résultats inattendus et/ou négatifs qui peuvent découler de la certification de CE.

Une originalité de ce travail est de prêter attention à la fois aux impacts et aux processus. A partir des enjeux empiriques, nous déclinons trois questions et hypothèses de recherche. Pour tester les hypothèses, plusieurs approches conceptuelles sont mobilisées pour apporter un regard différent et complémentaire sur la problématique.

∞ 1^{ère} question et hypothèses de recherche

La première question a pour principale vocation de mesurer l'étendue de l'insécurité alimentaire dans l'échantillon, d'analyser la manière dont les ménages agricoles perçoivent les causes de leur insécurité alimentaire, comment ils s'en prémunissent (*ex ante*) et lui font face (*ex post*), et quels sont les facteurs déterminants la sécurité alimentaire. Pour cela, la SA est appréhendée à l'échelle des ménages agricoles. Elle est comprise comme étant la capacité des ménages à se procurer toute l'année une alimentation suffisante, nutritive, acceptée socialement et exempte d'incertitude ou de préoccupations (Coates, 2013). Pour évaluer la SA selon ces différentes composantes, nous mobilisons plusieurs indicateurs à l'échelle des ménages qui permettent chacun d'éclairer un aspect de la SA telle que nous la définissons ici. Cette première approche est nécessaire mais elle reste statique. Elle ne permet pas de comprendre les pratiques spontanées mises en œuvre. La notion de « sécurisation alimentaire » est mobilisée pour appréhender les actions, les processus et les trajectoires mises en œuvre pour tenter de sécuriser l'accès alimentaire. Bien que cette notion soit jusqu'à présent plutôt orientée vers le champ de l'action publique, sa déclinaison sous sa forme spontanée— pratiques de « sécurisation alimentaire spontanées » (Heron, 2016)— permet de se focaliser sur les actions menées au quotidien et sur la manière dont les ménages s'organisent pour anticiper le risque d'insécurité alimentaire et pour y répondre. Un cadre analytique des pratiques mobilisées face à l'adversité (Lallau et Droy, 2014) permet de caractériser les pratiques de sécurisation

alimentaire spontanées mises en œuvre. Une typologie des ménages est réalisée en fonction des pratiques de sécurisation alimentaire et de la localisation. **QR1 : Comment qualifier l'insécurité alimentaire vécue dans ces différentes composantes (accès stable et sans préoccupations à des aliments en quantité, nutritifs, acceptés socialement), quelles en sont les causes et quelles sont les pratiques de sécurisation alimentaire apportées spontanément par les ménages ex-ante et ex-post?** Nous faisons l'hypothèse qu'il existe une hétérogénéité dans les orientations de moyens d'existence prises par les ménages pour sécuriser leur accès alimentaire, et qu'elle dépend des ressources des ménages et de leur localisation.

∞ 2^{ème} Question et hypothèses de recherche

Nous testons ensuite la première ambition du CE qui est de réguler les pratiques commerciales en sécurisant les prix (via un prix minimum garanti) afin de baisser la vulnérabilité des producteurs face aux marchés internationaux. La QR2 s'intéresse à l'efficacité de cette régulation pour améliorer l'accès aux aliments à travers les revenus de la culture de rente certifiée. **QR2 : Le commerce équitable, et notamment la régulation des prix associée au label, permet-il de sécuriser toute l'année l'accès à une alimentation suffisante, nutritive, et socialement acceptée par les ménages agricoles ?**

Nous préjugeons que le CE ait un impact positif sur les revenus issus de la culture de rente, si les prix internationaux sont suffisamment bas pour enclencher le prix minimum garanti et si la production est maintenue, voire améliorée par le CE. Notre seconde hypothèse est que la participation au CE a peu d'influence directe sur la SA des ménages certifiés dans la mesure où celle-ci est le résultat d'une multitude de facteurs et de processus qui agissent simultanément sur les ménages agricoles.

∞ 3^{ème} question et hypothèses de recherche

Nous interrogeons enfin le rôle des OP et des dynamiques collectives pour atteindre la SA des ménages agricoles participants, via *l'empowerment*. En effet, FTI, le standard international de commerce équitable, voit en l'OP forte et autonome un moyen *d'empowerment* et un moyen d'aider les ménages à sécuriser leurs moyens d'existence. Ce principe est remis en cause depuis peu par l'organisation américaine de commerce équitable FTUSA qui rend éligible les producteurs non organisés. *L'empowerment* est défini comme étant le processus d'expansion de l'« espace de capacités » des individus. L'espace de capacités inclut les choix, les capacités personnelles, les opportunités et les contraintes des individus à transformer leurs ressources en « pouvoir être » et « pouvoir faire », c'est-à-dire en capacités. Nous mobilisons le concept d'« espace de capacités », plutôt que de capacités car il est plus englobant et met davantage l'accent sur les facteurs de conversion pour contribuer aux développement de capacités (Frediani, 2010). *L'empowerment* est un processus qui se matérialise par le gain de pouvoir d'agir (« de »), de pouvoir « sur », de pouvoir « intérieur » et de pouvoir « avec ». L'« agencité collective » est la capacité de définir des buts communs et d'agir collectivement pour les

atteindre. Ce concept est utilisé pour théoriser le fait de prendre part à une action collective. Les concepts d'agencéité collective, d'*empowerment* et d'espace de capacités offrent un cadrage théorique pour comprendre les divers effets rétroactifs que la participation à un collectif peut avoir sur l'espace de capacités des membres. Nous relierons également ce cadrage théorique et le concept de sécurisation alimentaire pour articuler l'enjeu de sécurité alimentaire avec les processus d'*empowerment*. **QR3 : Comment, la participation à une organisation collective certifiée par le commerce équitable et le fait d'exercer son agencéité de manière collective plutôt qu'individuelle, façonne l'espace des capacités des membres, notamment dans une perspective de sécurisation alimentaire?**

Notre hypothèse est que les OP façonnent l'espace de capacités des producteurs membres, et induisent ainsi de nouvelles possibilités pour les ménages, à travers trois mécanismes : (i) offre de nouvelles opportunités techniques et financières pour mener à bien les activités de production et de commercialisation de la culture de rente certifiée, (ii) influence des choix des membres avec des mécanismes incitatifs ou simplement par le partage de valeurs et d'objectifs communs, (iii) accès à des sphères plus larges inaccessibles pour des producteurs individuels. Une sous-hypothèse est que le commerce équitable, via les OP, agit sur l'espace de capacités des producteurs en apportant des réponses au contexte structurel qui contraint la sécurisation alimentaire. Parmi les réponses, la prime collective du commerce équitable, les services financiers et techniques des OP et les projets collectifs sont attendus.

2. Mise en œuvre de la thèse

Pour mener cette recherche, nous avons pris le parti de mener une étude de cas dans une communauté caféicultrice des Andes du département de Lambayeque au Nord du Pérou. Le Pérou est le premier pays sur le marché du café équitable en termes de nombre de producteurs et d'OP certifiés et les communautés productrices de café sont localisées dans des zones très vulnérables à l'insécurité alimentaire. Nous avons mené une démarche compréhensive et combiné des analyses qualitatives et quantitatives. L'articulation d'analyses qualitatives et quantitatives permet de pallier à certaines des limites des méthodes d'évaluation quasi-expérimentales telles que le fait de mesurer des effets de court terme, des effets moyens niant les hétérogénéités et de ne pas explorer les raisons expliquant un impact (Quentin et Guérin, 2013). Cette démarche a pour objectif d'une part d'évaluer l'impact du commerce équitable *Fairtrade International* (FTI) sur la sécurité alimentaire (SA) des ménages, et d'autre part de comprendre comment cet impact a été généré.

Une phase exploratoire d'enquêtes qualitatives a permis de positionner la problématique en fonction du contexte péruvien et de recueillir les premières informations quant à l'insécurité alimentaire vécue localement. Un second terrain de collecte de données quantitatives (questionnaire fermé) et qualitatives (entretiens semi-directifs) a permis de recueillir le matériel empirique utilisé pour répondre à chacune des questions de recherches.

Les données quantitatives concernant 140 ménages caféiculteurs (Bio-CE ou Bio) des Andes de Lambayeque ont été analysées pour (i) apporter un éclairage sur les systèmes d'activités locaux (chapitre 6), (ii) mesurer la sécurité alimentaire au niveau de l'échantillon et proposer une typologie des producteurs (QR1-chapitre 7), et pour (ii) mesurer l'impact du commerce équitable sur la capacité des ménages à accéder toute l'année à une alimentation suffisante, nutritive, acceptée socialement et exempte d'incertitude ou de préoccupations (QR2-chapitre 8).

Les données issues des entretiens semi-directifs auprès de 41 caféiculteurs ont été analysées d'un point de vue qualitatif afin de comprendre comment, le fait de rejoindre des OP certifiées et d'exercer son agencéité de manière collective, plutôt qu'individuelle, façonne l'espace de capacités des producteurs, notamment dans une perspective de sécurisation alimentaire (QR3). C'est par le biais des trajectoires de moyens d'existence que nous étudions cette question. Les trajectoires de moyens d'existence illustrent à la fois les moteurs et les conséquences des changements (Bagchi et al., 1998). Pour suivre les trajectoires de moyens d'existence, nous avons reconstruit a posteriori les parcours des producteurs à partir d'entretiens semi directifs. Ils ont été complétés par 26 entretiens semi directifs auprès des échelles supérieures des OP (comité, OP de 1^{er} et 2nd niveau) afin de comprendre le fonctionnement des organisations et les dynamiques d'action collective.

Enfin, une troisième phase qualitative de restitution et discussion des résultats s'est déroulée au Pérou. La méthode d'évaluation d'impact est utile pour mesurer l'impact d'une variable sur une autre, mais elle ne permet pas de comprendre pourquoi ni comment ces effets sont générés. Il nous est paru indispensable de compléter les analyses quantitatives (QR1 et QR2) par un éclairage qualitatif.

3. Principaux résultats de la thèse

Chapitre 7 (QR1)

Le chapitre 7 caractérise l'insécurité alimentaire des ménages caféiculteurs enquêtés dans la région et détermine leurs pratiques de sécurisation alimentaire spontanées.

Le premier résultat de ce chapitre est que, bien qu'ils soient certifiés bio ou bio-équitable, les ménages caféiculteurs enquêtés souffrent d'insécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire est qualifiée de légère pour deux tiers des ménages, tandis qu'un tiers souffrent d'insécurité alimentaire modérée ou sévère (ELCSA). Nous sommes en présence d'une insécurité alimentaire de type saisonnière, avec près de trois ménages sur quatre rencontrant des difficultés à satisfaire leurs besoins alimentaires à un moment de l'année. Nos résultats corroborent ceux des études conduites dans des communautés caféicultrices d'autres pays latino-américains. La saison des pluies est la saison problématique. Trois raisons principales sont évoquées : un manque de ressources financières (à la fois du café et par le manque d'opportunités d'emploi localement),

des réserves limitées d'aliments produits sur la ferme (faible production) et une disponibilité alimentaire dans les magasins locaux incertaine en raison des pluies (associée à un accès physique difficile aux marchés des villes).

A partir d'une analyse qualitative et quantitative, ce chapitre décrit la manière dont les ménages agricoles s'organisent, avant et pendant la soudure, pour tenter de sécuriser leur accès aux aliments. Premièrement, les ménages caféiculteurs tentent de sécuriser leur accès à l'alimentation via un investissement fort dans la production et la commercialisation de café et via la participation à une OP (*évitement*). Ils maintiennent également des pratiques d'autoconsommation comme filet de sécurité, l'élevage d'animaux en guise d'épargne (*assurance*) ou la dispersion des activités rémunératrices (*dispersion*). En cas d'insécurité alimentaire saisonnière, la migration temporaire pour travailler en tant qu'ouvrier agricole dans des plantations péri-urbaines et la décapitalisation (animaux), sont les pratiques les plus régulièrement rencontrées.

Ce chapitre fournit une typologie des producteurs en fonction de l'orientation des activités illustrant leurs pratiques spontanées de sécurisation alimentaire *ex-ante*: les caféiculteurs moyens orientés vers le café et le commerce équitable ; les caféiculteurs petits qui délaissent les activités agricoles au profit du non agricoles, et les caféiculteurs petits basés sur une diversification des activités agricoles commerciales. Nous montrons que la typologie ne permet pas d'expliquer clairement les différents niveaux de sécurité alimentaire, car les ménages en insécurité alimentaire modérée ou sévère sont répartis dans les trois classes. Ce chapitre permet enfin de positionner le commerce équitable comme une stratégie parmi d'autres pour sécuriser l'accès à l'alimentation toute l'année et qu'il convient de l'appréhender comme telle. Il permet d'identifier de premiers facteurs qui expliquent la participation au commerce équitable : les ménages dotés de plus de capital foncier et davantage tournés vers la caféiculture sont ceux qui participent le plus.

C'est une étape préliminaire avant de comprendre par différentes approches analytiques comment le commerce équitable affecte les ménages certifiés différemment dans cette zone d'étude.

Chapitre 8 (QR2)

Le chapitre 8 a pour objectif de mesurer si les gains en termes de prix et de revenus permis par le commerce équitable étaient suffisants pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages caféiculteurs certifiés.

Pour tester nos hypothèses, nous avons comparé des ménages certifiés Bio-FTI à des ménages certifiés par la seule certification Bio avec une méthode économétrique basée sur l'appariement par scores de propensions (« *propensity score matching* », PSM) et une régression multiple. Après avoir confirmé l'impact positif et significatif de FTI sur les prix, la production, la surface, les rendements et les revenus nets du café par personne, nous ne trouvons pas d'impact significatif

sur les 4 indicateurs de sécurité alimentaire. En d'autres termes, le commerce équitable FTI n'améliore pas la capacité des ménages à accéder toute l'année à des aliments nutritifs (HDDSqualité) en quantité suffisante (HDDS-ELCSA) et sans préoccupations/incertitude (MIFP-ELCSA). Cela suggère qu'une augmentation des revenus issus de la culture de rente ne se traduit pas nécessairement par une amélioration franche de la SA. Nous discutons plusieurs raisons potentielles avec une analyse quantitative et qualitative. L'analyse qualitative suggère que les producteurs engagés dans le CE FTI préféreraient allouer leurs gains économiques dans l'éducation des enfants. Nous montrons aussi des impacts hétérogènes sur la production de café, les rendements et les prix perçus en fonction de l'OP et de l'investissement individuel dans l'OP.

Chapitre 9 (QR3)

Nous testons nos hypothèses à partir de l'étude de quatre groupes de caféiculteurs certifiés par FTI. Nous montrons que les OP soumises aux normes du commerce équitable apparaissent, en tant qu'organisations sociales et économiques, comme un lieu d'*empowerment* pour ses membres. Nous décrivons en quoi la participation à l'organisation collective a une incidence sur l'espace de capacités en lien avec les pratiques techniques et les prix du café : (i) en générant des facteurs de conversion (matériels, financiers), (ii) en orientant les choix vers une recherche d'amélioration de la production et de la qualité, et (iii) en favorisant l'accès à des sphères d'influence supérieures favorisant l'apprentissage collectif, des financements de matériel, le développement de connaissances et de savoir-faire sur le café. Nous avons aussi attiré l'attention sur d'autres formes de pouvoir induites par l'exercice de l'agencéité collective : l'*empowerment* « avec » et l'*empowerment* « intérieur ». C'est le processus d'« *empowerment* avec » qui constitue le principal résultat de ce chapitre. La participation à une OP certifiée permet à chaque producteur de se rendre visible aux diverses organisations extérieures (gouvernement, partenaires commerciaux et ONG) qui peuvent leur apporter un soutien. De telles alliances sont utiles pour atteindre leurs objectifs collectifs et pour bénéficier à l'espace de capacités à l'échelle individuelle. L'agencéité collective génère aussi un lieu d'apprentissage pour les femmes ainsi qu'un lieu de valorisation de leur travail de caféicultrices. Cela conduit à un *empowerment* « intérieur » chez ces femmes. Ces résultats confirment nos hypothèses.

Ces résultats d'*empowerment* généraux sont toutefois à contraster vis-à-vis de ceux sur l'espace de capacités pour agir vers une sécurisation alimentaire. Là où l'OP semble offrir des opportunités aux producteurs pour faire face aux conditions défavorables qu'ils subissent dans la caféiculture, elle ne fournit pas ou peu de réponses concernant la production vivrière ou fruitière. La contribution des OP aux capacités de sécurisation alimentaire est par conséquent limitée et nous amène à infirmer nos hypothèses. Nous mettons toutefois en évidence les initiatives d'une des deux OP étudiées pour améliorer le capital humain (connaissances en nutrition) et donner des opportunités aux producteurs quant à leur production vivrière (projets en partenariat avec des ONG).

Un résultat inattendu vient clôturer ce chapitre. Nous mettons en évidence que la visibilité accrue des participants aux OP tend à rendre invisible le reste de la communauté aux yeux des acteurs extérieurs. Cet effet inattendu est accentué par une tendance à l'individualisme chez les producteurs certifiés qui sont réticents à utiliser la prime de CE pour des projets communautaires dits à portés « élargies ». L'agencéité collective viendrait exacerber les inégalités en termes d'accès aux financements et aux programmes de développement rural. Enfin, ce chapitre montre que les choix collectifs d'utilisation de la prime tendent à favoriser les zones de production et les producteurs les plus productifs.

4. Discussion des résultats

Nous discutons les résultats en trois points : (i) des producteurs hétérogènes et des indicateurs de sécurité alimentaire distincts, (ii) l'absence d'effet sur la durée de la soudure et sur l'accès physique et économique à une alimentation suffisante, nutritive et exempte de préoccupations (MIFP, HDDS, HDDSqualité et ELCSA), et (iii) l'effet limité des OP certifiées FTI sur l'*empowerment* en vue d'une sécurisation alimentaire.

(i) Mobilisation de plusieurs indicateurs et mise en évidence d'une hétérogénéité de producteurs

Une des contributions de ce travail est d'utiliser plusieurs indicateurs de SA à l'échelle des ménages. Jusqu'à présent les études *compréhensives* réalisées en Amérique Latine sur ce sujet n'utilise que la durée de la soudure pour qualifier l'insécurité alimentaire. De leur côté, les études d'impacts réalisées en Afrique n'utilisent que des indicateurs normatifs et dits « objectifs » de l'insécurité alimentaire. Ici, nous combinons des indicateurs à la fois « expérientiels » subjectifs (MIFP, ELCSA) et « objectifs » (HDDS). Cela nous donne l'opportunité de confronter ces indicateurs. Trois quarts des ménages subissent une période de soudure de 1 à 5 mois. Cela est corroboré avec les études réalisées dans des communautés rurales au Pérou (Humphries et al., 2015). 90% des ménages se disent préoccupés par leur capacité d'accès à l'alimentation en période de soudure. L'indicateur ELCSA suggère que l'insécurité alimentaire se manifeste par une forte incertitude et une faible acceptabilité et qualité perçue de l'alimentation. Deux tiers déclarent devoir abaisser la qualité ou la diversité des aliments consommés en soudure par manque de ressources, tandis qu'un tiers a dû changer sa consommation alimentaire en quantité (nombre ou taille des rations, illustrant une insécurité alimentaire sévère). Par contre, les scores HDDS et HDDSqualité, mesurant l'accès économique et physique à une alimentation suffisante et diversifiée, obtenus dans notre échantillon sont relativement élevés. Il ressort donc que les indicateurs subjectifs (MIFP et ELCSA) mesurent une insécurité alimentaire plus sévère que les scores HDDS et HDDSqualité. Cela est cohérent avec la construction des indicateurs subjectifs qui auront tendance à « surestimer » l'insécurité alimentaire en collectant le ressenti des individus (Coates, 2013). Toutefois ces indicateurs, en particulier l'échelle expérientielle ELCSA a le mérite de se rapprocher de la définition générale de la sécurité alimentaire qui accorde une

place importante à l'incertitude et aux préférences. Ces résultats confirment que chaque indicateur fournit des informations sur une composante distincte de la sécurité alimentaire ; et qu'ils ne sont pas forcément corrélés.

Nous montrons aussi une hétérogénéité parmi les producteurs en identifiant trois classes. En réalisant une typologie avec des analyses de données, nous identifions et discutons des « combinaisons » de pratiques spontanées et d'activités de moyens d'existence, plutôt que seulement le rôle de chaque facteur explicatif pris indépendamment, c'est-à-dire « toute chose égale par ailleurs » comme cela est supposé lorsqu'on analyse les résultats d'une régression. En revanche, la typologie montre une corrélation forte entre le CE et l'orientation des moyens d'existence vers la caféiculture. Les différentes stratégies *ex-ante* pour sécuriser l'accès à l'alimentation ne déterminent pas clairement les différents niveaux de sécurité alimentaire.

(ii) Absence d'effet sur la durée de la soudure et sur l'accès physique et économique à une alimentation suffisante, nutritive et exempte de préoccupations (MIFP, HDDS, HDDSqualité et ELCSA)

Dans cette étude, la certification FTI n'a pas d'impact sur l'accès toute l'année (durée de la soudure MIFP) à une alimentation suffisante, nutritive et exempte de préoccupations (indicateurs HDDS, HDDSqualité et ELCSA) (chapitre 8). Etant donné que chaque indicateur de sécurité alimentaire capture une composante particulière (aspects quantitatifs, qualitatifs, psychologiques, ou stabilité) et qu'ils ne sont pas tous comparables entre différents pays, il est difficile de confronter nos résultats à ceux des études antérieures. Nous pouvons toutefois les discuter sur certains aspects.

L'échelle ELCSA et le nombre de mois de soudure MIFP capturent la dimension psychologique et d'incertitude de l'insécurité alimentaire car ils sont basés sur la perception des préoccupations et sur les changements de pratiques par manque de ressources. ELCSA est la seule méthode qui mesure directement le phénomène d'insécurité alimentaire tel qu'il est perçu par les ménages concernés. En cela elle adopte une approche compréhensive et non normative. Avec ces indicateurs nous montrons que deux tiers des ménages souffrent d'insécurité alimentaire légère tandis que un tiers souffre d'insécurité alimentaire modérée ou sévère et que le commerce équitable FTI ne permet pas d'améliorer la situation. Aucune étude de causalités entre FTI et la SA n'utilise ces indicateurs. Ces résultats vont néanmoins dans le sens d'études précédentes mesurant des corrélations entre la certification FTI et la durée de la période de soudure en Amérique Centrale (Méndez et al., 2010; Bacon et al., 2017). A l'inverse, Jaffee (2008) montre que la certification équitable est corrélée à une plus courte période de soudure au Mexique en 2003. En fait, la période d'enquêtes a une grande importance dans la mesure de l'impact de FTI sur la sécurité alimentaire. Au début des années 2000, les producteurs certifiés ont touché des prix quasiment du double de ceux dont ont bénéficié les producteurs non certifiés. FTI a été capable de générer des résultats de moyens d'existence améliorés, notamment en termes de SA, lorsque

les prix du café étaient très bas (Jaffee, 2008, 2014). Au contraire, en 2015 (saison concernée par les données collectées dans la thèse), le prix minimum garanti a été enclenché mais le différentiel de prix à l'export restait relativement faible (+20USD).

Ensuite, le score de diversité de la diète des ménages (HDDS) capture l'accès économique et physique à l'alimentation et est corrélé aux aspects quantitatifs de l'insécurité alimentaire (consommation calorique). Les scores HDDS et les indicateurs d'adéquation en calories vis-à-vis des recommandations apportent tous les deux une information sur la même composante de l'insécurité alimentaire : l'accès à une alimentation « suffisante ». Si l'indicateur HDDS n'a jamais non plus été utilisé dans les précédentes études, l'indicateur d'adéquation en calorie a lui été mobilisé par Chiputwa et Qaim (2016) et Meemken et al. (2017) sur la base d'un rappel de consommation de 7 jours sur toutes les quantités d'aliments consommés par des ménages caféiculteurs en Ouganda¹⁰⁷. Ces quantités sont utilisées de manière normative en étant converties en calories. En ne différenciant pas les certifications durables UTZ, FTI et Bio, Chiputwa et Qaim (2016) montrent qu'elles ont un impact positif sur l'adéquation en calories via les niveaux des revenus et via le contrôle des revenus par les femmes. Mais, en isolant la certification FTI avec des données de panel 2012-2015, Meemken et al. (2017) concluent que la certification FTI n'a pas d'effet sur l'adéquation en calories (ou sur les dépenses alimentaires). Avec HDDS, nous montrons que le commerce équitable FTI n'a pas d'impact sur cette composante de l'insécurité alimentaire. Ce résultat va donc dans le sens de l'étude de Meemken et al. (2017). Cela confirme l'importance de dissocier les certifications de durabilité pour comprendre leurs effets sur la SA.

Ce travail de thèse confirme que les producteurs familiaux soumis aux règles des standards volontaires de durabilité (ici de commerce équitable et d'agriculture biologique) et bénéficiant de leurs opportunités ne sont pas exempts d'insécurité alimentaire saisonnière. Même dans le cas, comme ici, où le commerce équitable est capable de générer des effets significatifs en termes de revenus issus de la culture de rente certifiée, les effets sur la sécurité alimentaire restent limités. Cela suggère qu'une régulation privée des filières globalisées pour améliorer les conditions d'échange et les droits d'accès des producteurs à l'alimentation via les revenus, n'est pas nécessairement une solution pour résoudre les problèmes d'insécurité alimentaire et pour répondre au deuxième objectif de développement durable. Ces résultats sont dus aux multiples facteurs qui agissent simultanément sur la sécurité alimentaire.

Par ailleurs, cette conclusion soulève des questions sur la manière dont les revenus issus de la culture de rente certifiée sont utilisés. Le café certifié génère un revenu annuel. Les revenus annuels ont tendance à être utilisés pour des investissements matériels de long terme, tandis que les revenus réguliers servent avant tout aux dépenses régulières, et particulièrement aux

¹⁰⁷ Notons que le recueil de quantités consommées pendant une semaine induit nécessairement un biais de mémoire important. Cette limite ne biaise pas les résultats de l'évaluation d'impacts car elle concerne indifféremment les deux groupes, mais elle conduit à un manque de précision des résultats. Etant donné que ces données sont analysées de manière normative par rapport à des seuils recommandés, des questions subsistent.

dépenses alimentaires. C'est le cas ici, où l'analyse qualitative suggère que les revenus annuels issus du café sont utilisés pour un investissement de long terme, l'éducation des enfants, au dépend des dépenses alimentaires. Cela a déjà été observé en Ouganda par Meemken et al. (2017) concluant que la certification équitable a un impact positif sur les dépenses en termes d'éducation. Des études précédentes en Amérique Latine avait déjà montré les effets positifs du commerce équitable sur l'éducation, notamment Arnould et al. (2009) au Pérou.

Cela montre aussi que les producteurs souhaitent que leurs enfants sortent du secteur agricole. Malgré ses incitations économiques, le commerce équitable ne parvient pas à inciter les producteurs à rester dans le secteur avec une perspective de long terme. C'est un effet d'éviction. Cela remet en cause la soutenabilité du projet dans une perspective de long terme.

(iii) L'effet limité des OP certifiées FTI sur l'empowerment en vue d'une sécurisation alimentaire.

Troisièmement, nous montrons que les deux OP certifiées par le CE FTI étudiées dans cette thèse n'offrent pas de conditions favorables au développement de capacités de sécurisation alimentaire. Dans le chapitre 7, nous détaillons les contraintes (aléas ou tendances) liées à la sécurisation alimentaire. Mais là où l'OP semble offrir des opportunités aux producteurs pour faire face aux conditions défavorables qu'ils subissent dans la caféiculture, elle ne fournit pas ou peu de réponses concernant la sécurisation alimentaire de manière plus holiste, y compris en termes de production vivrière. Cela est différent d'une étude récente menée au Nicaragua qui montre en quoi une OP de commerce équitable, en tant qu'institution locale, peut agir pour faire converger des projets d'empowerment, d'agriculture durable et de sécurité alimentaire (Bacon, 2015). Les producteurs de cette coopérative ont voté un plan d'action collectif pour promouvoir la souveraineté et la sécurité alimentaire. Parmi les actions concrètes mises en œuvre, la coopérative met en place des banques alimentaires pour les produits vivriers pour répondre à la faim saisonnière. Cette coopérative est un cas particulier qui n'est pas généralisable, comme notre étude le démontre. La poursuite de tels projets à l'échelle de la coopérative, visant à la sécurisation alimentaire et à la souveraineté alimentaire des ménages, est liée à la place de la coopérative suite à la réforme agraire au Nicaragua et au soutien des organisations internationales. Nos résultats et l'étude de Bacon (2015) suggère que le commerce équitable pourrait influencer la sécurisation alimentaire des ménages, via les OP, en agissant sur l'empowerment et sur les droits d'accès à l'alimentation basés sur la production et l'autoconsommation. FTI pourrait demander à ce que les formations agricoles concernent l'ensemble des systèmes de culture et d'élevage des exploitations agricoles et non l'unique culture de rente, car les productions vivrières sont un filet de sécurité indispensable pour réduire la vulnérabilité des caféiculteurs vis-à-vis des crises de prix alimentaires.

Une critique des certifications porte cependant sur le fait qu'elles contribuent à fabriquer une uniformité des trajectoires de moyens d'existence et des territoires au Sud, par les organisations

du Nord. Comme le note Naylor (2013), «*through certification, the spaces of production and the spaces of living become subject to standards and bounded by them*». Le système de certification donne aux OP (l'intermédiaire entre le marché FTI et les agriculteurs) une sorte de contrôle sur le territoire et les moyens de subsistance des producteurs. Nous montrons en effet dans le chapitre 9 que le collectif façonne les choix des producteurs en matière d'activités de moyens d'existence. Cela représente un risque d'homogénéisation des territoires locaux et de contrôle de ce qui est perçu comme pertinent en termes d'agriculture et de moyens d'existence.

5. Limites de l'étude

Une des limites de ce travail concerne le champ traité par le questionnaire et l'échelle d'analyse.

Ce questionnaire a été construit pour capturer la sécurité alimentaire (avec des indicateurs qui nécessitent de nombreuses questions) et devait être d'une longueur satisfaisante pour pouvoir maintenir la concentration des enquêtés. Cela a permis de collecter une information fiable. Toutefois, certaines informations qui se seraient révélées utiles pour discuter les résultats sont manquantes. C'est le cas par exemple des revenus totaux des ménages, ou de l'attitude face au risque. Ces informations auraient permis d'approfondir les discussions entamées sur l'absence de transmission depuis les effets en matière de revenus de la culture de rente en effets en termes d'accès alimentaire. Certains facteurs sont aussi manquants car ils n'avaient pas été identifiés dans les données exploratoires qualitatives. C'est le cas notamment des discussions sur l'investissement dans les études supérieures pour les enfants (nombre d'enfants à charges en étude supérieur, dépenses) qui n'a été identifié que lors des focus groupes et des entretiens semi-directifs de restitution des résultats.

Une autre limite peut résider dans l'échelle d'analyse. Nous mesurons la sécurité alimentaire à l'échelle des ménages car il s'agit de l'échelle d'application du commerce équitable et le processus de sécurisation alimentaire se formalise dans le choix des systèmes d'activités et les choix d'approvisionnement à l'échelle du ménage. C'est également une échelle communément utilisée dans la littérature et plus simple à mettre en œuvre. Nous n'omettons pas qu'il existe des inégalités au sein même du ménage. Ces inégalités s'expriment en particulier lorsque l'on traite de sécurité alimentaire, et les mesures faites ne garantissent pas une distribution équitable de la nourriture au sein du ménage. Notre choix est lié à la complexité de recueillir dans une même enquête, d'une part des informations à l'échelle du ménage pour comprendre les pratiques de sécurisation alimentaire et les activités de moyens d'existence, et d'autre part la consommation alimentaire individuelle. Des données anthropométriques pourraient permettre de détecter la malnutrition (en particulier des enfants), mais cela imposerait de considérer d'autres composantes de la nutrition telles que l'hygiène, la santé, ou les soins, ce qui n'était pas l'objectif de cette étude. Au contraire, les indicateurs choisis et l'échelle considérée répondent à l'objectif de déterminer en quoi le commerce équitable influence la capacité des ménages agricoles à se

procurer leur nourriture (toute l'année, suffisante, nutritive, acceptée socialement, sans préoccupations), dans une démarche compréhensive et non normative.

En collectant des données de coupe et en mesurant l'accès alimentaire via un rappel de 24 H (HDDS), nous n'avons pas pu analyser les variations intra-annuelles quant à la capacité des ménages à accéder à leur alimentation. L'indicateur MIFP capturant le nombre de mois de soudure permet d'avoir une indication sur les mois les plus problématiques, mais ne permet pas d'estimer l'amplitude et la nature des variations entre la saison de soudure (pré récoltes vivrières) et la saison sèche (post récoltes vivrières). Les différences sont significatives dans les Andes péruviennes. Les produits locaux d'autoconsommation sont par exemple plus consommés en saison post récolte, comme le montre Leonard et Thomas (1989). Nous avons réalisé l'enquête avant les premières récoltes vivrières de la saison, comme cela est recommandé dans la littérature. C'est pendant cette période que les ménages déclarent davantage de difficultés à sécuriser leur accès alimentaire (du point de vue des préoccupations et incertitudes). Toutefois, cela ne signifie pas que leur accès à une diversité de groupes d'aliments est plus faible à cette période, car c'est aussi la saison de récolte des fruits de la passion, des anones ou encore des oranges. En saison sèche, ces fruits ne sont pas disponibles à la ferme, les ménages ne les achètent pas sur le marché et n'ont donc pas accès à ce groupe d'aliments. Les différences pré et post récoltes peuvent être contre-intuitives lorsqu'il s'agit des indicateurs « objectifs » de diversité alimentaire.

Une autre limite est liée aux difficultés de la mesure de l'impact.

D'abord, il n'existe que très peu de travaux publiés (littérature académique ou littérature grise) sur cette zone du Pérou, ce qui complique la préparation du terrain. Ensuite, nous faisons face aux problèmes récurrents de mesure de l'impact. Isoler une intervention de développement, ici de commerce équitable, entraîne de nombreuses limites et contraintes qui, bien que nous nous soyons appliquées à les réduire, peuvent toujours exister. En particulier, mesurer une causalité implique de considérer des producteurs semblables, où le programme de développement serait l'unique différence.

La première méthode pour obtenir cette situation est l'affectation aléatoire du programme (Banerjee et Duflo, 2012). Selon Labrousse (2010), en permettant d'analyser le développement dans sa « concrétude », ces approches ont enrichi l'économie néoclassique qui s'était éloignée du terrain. Ces méthodes peuvent venir appuyer les arguments et les expériences de terrain des acteurs opérationnels comme les ONG, car il s'agit d'un outil d'influence des politiques publiques (Quentin et Guérin, 2013).

Toutefois, une prédominance de ces approches chez les bailleurs vient privilégier ces projets, au détriment d'autres, et jouer un rôle d'outil de « gouvernement » du développement (Labrousse, 2010). Elles tendent peu à peu à discréditer les autres types d'évaluations en se positionnant comme les seules méthodes véritablement rigoureuses alors que des études commencent à montrer leurs faiblesses méthodologiques et de mises en œuvre de ces approches, à l'instar de

Quentin et Guérin (2013). Cette dernière étude, qui s'appuie sur l'exemple de l'évaluation randomisée d'un projet de micro-assurance au Cambodge, montre que comme toute démarche d'évaluation d'un projet de développement, les techniques randomisées se heurtent à la réalité des terrains et doivent s'adapter. Ceci remet en cause les hypothèses initiales de l'étude. Par exemple, les bénéficiaires de ce programme sont tirés au sort parmi des volontaires pour participer à une réunion d'information. Il y a donc eu un premier filtre basé sur une auto-sélection, questionnant ainsi le caractère « aléatoire » de la méthode. De plus, les conditions de participation au programme sont « forcées » pour augmenter le taux d'adhésion : l'offre est subventionnée, elle est plus avantageuse que le programme initial, et des mesures de sensibilisation sont menées. Les participants ne sont donc pas ceux qui participent habituellement à ce type de programme de développement.

Ces limites méthodologiques viennent compléter les critiques plus couramment rencontrées dans la littérature, en termes (i) d'éthique : en sélectionnant au hasard les bénéficiaires d'un projet, les études randomisées peuvent générer des effets négatifs localement, par une déstructuration sociale ; (ii) de pertinence scientifique : ces approches ont tendance à négliger la complexité des relations entre de nombreuses variables qui peuvent avoir des effets différés ou de long terme ; elles peuvent nier les multiples chemins d'impacts et ignorer les effets inattendus potentiels (Nelson et Martin, 2017) (Quentin et Guérin, 2013) ; ou (iii) de politique : selon Labrousse (2010), cette technique relève d'un construit social qui a tendance à valoriser des projets ayant des impacts à court terme vis-à-vis d'autres projets aux effets différés, parfois de long terme, non mesurables avec ces méthodes et donc non valorisés.

Dans tous les cas, c'est une méthode qui vise à contrôler tous les facteurs externes sauf l'intervention, et qui est ainsi censée apporter de la rigueur aux évaluations. Or lorsque l'évaluation porte sur des activités en cours (comme dans notre cas), il est impossible d'utiliser une expérience randomisée et le risque d'observer des biais de sélection est alors élevé. En sciences sociales, et notamment en économie du développement, le chercheur ne peut pas contrôler tous les facteurs, et certaines différences peuvent rester inobservables ce qui remet en question les hypothèses de base des modèles.

Pour réduire ces biais, nous avons fait le choix de mener une étude dite quasi expérimentale avec des données quantitatives en coupe et de corriger les différences entre les producteurs FTI et ceux n'y participant pas *a posteriori* par des méthodes économétriques. Les producteurs FTI enquêtés ont trois caractéristiques: ils sont membres d'OP, ils sont certifiés par l'agriculture Biologique et par FTI¹⁰⁸. Nous avons pris le soin de sélectionner des producteurs non-participants à FTI qui sont tout de même membres d'une OP et certifiés par l'agriculture biologique, deux caractéristiques alors partagées avec les participants à FTI. Sur la base de la méthode des scores de propension, nous contrôlons pour un certain nombre de variables

¹⁰⁸ Il est très difficile d'isoler la certification équitable dans le contexte péruvien, car elle est dans la pratique très fortement liée à l'agriculture biologique. FTI estime que 90% du café péruvien certifié par FTI est aussi biologique FTI. (2015b). Scope and benefits of fairtrade. Seventh edition 2015. Bonn, Germany: FTI, 214 p.

individuelles susceptibles de conditionner la participation au commerce équitable, y compris des variables pré-certification.

Des questions de rappel concernant l'année 2006 ont été utilisées dans le questionnaire. Les répondants n'ont manifestement pas rencontré de difficultés à y répondre (car l'année 2006 correspond à l'élection présidentielle d'Alan Garcia), et bien qu'il puisse rester un biais de mémoire, il est *a priori* le même dans les deux groupes ce qui n'introduit pas de biais dans l'estimation des différences. Ces questions de rappel ont permis de contrôler pour des ressources physiques et foncières avant la participation au commerce équitable.

Toutefois, trois limites persistent dans cette méthodologie.

Premièrement, en insérant des questions de prétraitement traitant de l'année 2006, nous avons dû exclure de l'échantillon les producteurs qui se sont certifiés à une année antérieure à 2006 (2005, 2004 etc.). Les premiers programmes de commerce équitable dans cette zone datent en effet de 1996. Certains effets de sentiers de long terme ne peuvent être capturés, et cela limite la taille de l'échantillon. Par conséquent cela contraint l'analyse et la validité que nous pouvons en tirer.

Deuxièmement, les effets du commerce équitable sur les ménages ne sont pas uniquement dus à la certification mais à l'interaction entre la certification et le contexte local, et notamment l'interaction entre la certification et les caractéristiques et les activités des OP (comme le modèle économique et autres stratégies/services proposés par l'OP). Par exemple Beuchelt et Zeller (2013) concluent que la certification équitable a un effet positif sur les revenus bruts des ménages agricoles uniquement lorsqu'elle est accompagnée de forces internes à l'OP (transparence, managers impliqués, fourniture d'engrais, prime à la qualité, alliances avec les acheteurs, services connexes, fort engagement des producteurs et leaders...). Etant donné que le commerce équitable est une certification attribuée à l'échelle du collectif et non des individus il n'est pas possible de comparer des producteurs qui participent au CE à d'autres qui n'y participent pas, mais qui bénéficient des mêmes services d'une même OP. La deuxième meilleure option est celle pour laquelle nous avons opté, mais il faut garder en tête cette limite. De plus, elle est confirmée par notre étude de l'hétérogénéité des impacts de FTI. Nous montrons que l'impact de FTI sur les prix, les rendements et la production de café dépendent de l'OP enquêtée et de ses stratégies. Nous avons émis des raisons possibles à ces différences d'effets (incitations économiques, organisation de l'assistance technique etc.) mais cela ouvre de nouvelles perspectives en termes de recherche: comprendre quelles OP (quelles caractéristiques structurelles mais surtout quels choix stratégiques) sont les plus à même de générer des effets liés au CE (et quels types d'effets) aux membres. Cela implique de collecter des informations auprès de producteurs de plusieurs OP.

Troisièmement, les méthodes quasi-expérimentales telles que celles que nous avons utilisées permettent de diminuer les biais et non de les supprimer. En particulier, la méthode basée sur l'appariement sur les scores de propension ne permet pas de contrôler les biais liés à

des informations non observables. Les modèles à variables instrumentales permettent de répondre à cette limite. Toutefois, malgré des essais avec plusieurs instruments, il n'a pas été possible de trouver un instrument valide. Pour réduire davantage ces biais, des données en panel analysées avec une méthodologie *double différence* permettraient de réduire les biais de sélection liés à la variabilité personnelle (et constante) des personnes. Pour des contraintes de temps, cette thèse n'a pas pu mettre en œuvre une telle approche, mais c'est une perspective de recherche à privilégier.

6. Perspectives de recherche

A partir des principaux résultats, des spécificités, et des limites de cette étude, nous pouvons identifier plusieurs axes de recherche pour des travaux futurs.

Le premier axe de recherche proposé est en lien avec les effets du commerce équitable sur la sécurité alimentaire des ménages certifiés.

Les travaux de recherche présentés traitent du cas de la caféiculture. Répliquer ce type d'évaluation pour des produits alimentaires (et non des produits de rente) certifiés est une piste de recherche à creuser. En effet, le café est un produit très peu consommé localement et non bénéfique à la sécurité alimentaire. Il serait intéressant de voir si l'impact du commerce équitable sur la sécurité alimentaire reste semblable ou diverge lorsqu'il s'agit de certifier des cultures alimentaires. Selon une partie de la littérature, l'introduction de cultures de rente non consommables telles que le café est plus risquée vis-à-vis de l'autoconsommation que l'investissement dans les cultures alimentaires (DeWalt, 1993). Certifier une culture alimentaire peut venir stimuler sa production et sa commercialisation ce qui génère des revenus et, dans le même temps, peut stabiliser la production et contribuer ainsi à la sécurité alimentaire via l'autoconsommation. La vulnérabilité des producteurs face aux chutes de prix est moindre lorsqu'il s'agit d'une culture alimentaire, car si les prix sont trop bas, les producteurs pourraient consommer une partie de leur production. Mais cela dépend néanmoins de l'acceptabilité et des préférences alimentaires. Par exemple, certains producteurs peuvent arrêter de produire certaines variétés (qui étaient autoconsommées) pour les remplacer par d'autres plus adéquates à l'export, mais moins à l'autoconsommation. Ce cas a été évoqué au Pérou pour les mangues certifiées Global Gap (Lemeilleur, 2013). Tobin et al. (2016) montre le même phénomène pour des producteurs vendant sous contrats des pommes de terre destinées à la transformation sur le marché national péruvien. Les nouvelles variétés imposent des modes de cuisson non pratiqués localement et les ménages n'affectionnent pas leur goût. La production qui ne remplit pas les critères de qualité requis par le transformateur est alors jetée ou donnée aux animaux de la ferme. Ces effets inattendus viennent contrebalancer l'impact potentiellement positif sur la sécurité alimentaire. Certifier une culture alimentaire fortement consommée localement peut aussi influencer indirectement et négativement la sécurité alimentaire des ménages non-producteurs vivant dans la zone (éleveurs, ouvriers agricoles), à travers une augmentation des

prix localement. C'est le cas de la quinoa certifiée par les certifications biologiques et équitables dans les Andes.

Le chapitre 2 a permis d'identifier plusieurs chemins d'impacts, et de quelles manières chaque outil spécifique du commerce équitable pouvait influencer directement ou indirectement les différents droits d'accès à l'alimentation et *l'empowerment*. Dans la suite de la thèse, nous avons exploré plus précisément deux chemins : (i) le prix minimum garanti par FTI enclenché en 2015 et associé aux services des OP pour soutenir la production de café ; et (ii) l'OP comme catalyseur et plaque tournante de la plupart des outils du commerce équitable pour favoriser *l'empowerment*, comme la prime, les formations techniques, ou les projets connexes. Le cas d'étude proposé ici ne nous a pas permis d'analyser les autres chemins d'impacts qui paraissent toutefois intéressants à approfondir.

Il serait en particulier intéressant de comprendre le rôle du préfinancement des récoltes sur la capacité de sécurisation alimentaire des ménages. Le préfinancement des récoltes de café pourrait apporter une réponse au risque d'insécurité alimentaire s'il était distribué à faible taux au moment où les producteurs en ont le plus besoin. Les besoins sont particulièrement importants pendant la saison des pluies de pré-récoltes vivrières. Se superposent des manques d'aliments de base et des fonds nécessaires au lancement des cultures vivrières et au désherbage des parcelles caféières qui doivent s'effectuer pendant cette période. Les ménages qui accèdent à un préfinancement pendant la soudure pourraient alors l'utiliser pour acheter directement la nourriture dont ils ont besoin. Ils peuvent aussi payer les coûts de production des cultures vivrières et du café, et ainsi éviter d'utiliser leurs revenus au détriment de l'alimentation. Néanmoins, peu de producteurs bénéficie d'un préfinancement dans cette étude de cas, comme cela avait déjà été soulevé par d'autres auteurs (Fort et Ruben, 2018). C'est entre autres pour cela que l'impact de cet instrument n'a pas été étudié précisément dans cette thèse.

De plus, nous aurions besoin de mieux comprendre comment la prime peut être utilisée efficacement pour la sécurité alimentaire. Chaque OP décide collectivement comment utiliser la prime collective de commerce équitable. Tandis que l'étude de Bacon (2015) montre que la prime collective peut être en partie orientée vers la sécurité alimentaire, ce travail de thèse soulève des questions quant à la capacité du commerce équitable et des OP à générer un *empowerment* tourné vers les capacités de sécurisation alimentaire. Les normes de commerce équitable pourraient jouer un rôle pour orienter l'utilisation de la prime collective. Les initiatives de deux standards alternatifs (*Simbolo de Pequeños Productores* (SPP) et FTUSA) ont inséré l'objectif de sécurité alimentaire dans un critère de leur cahier des charges destiné aux OP. SPP demande à ce que les OP fassent des progrès dans diverses dimensions de la vie décente, dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et l'alimentation suffisante et saine¹⁰⁹. C'est un critère de progrès. Comprendre comment il est audité et quelles activités sont mises en œuvre pour y répondre serait intéressant. Par ailleurs, FTUSA requiert une évaluation systématique des besoins de développement social, économique et environnemental des

¹⁰⁹ Traduction de l'espagnol: "*alimentación y nutrición suficiente y sana*"

producteurs, de leurs familles et des communautés avant de faire le choix d'utilisation de la prime. La sécurité alimentaire fait partie des besoins à inclure dans cette évaluation. Il est ensuite requis de réaliser un plan pour l'utilisation de la prime qui inclut une liste priorisée et détaillée des projets et des investissements qui répondent aux besoins identifiés dans l'évaluation. Ce standard est actif depuis février 2017, il sera intéressant de voir, comment les OP mettent en place cette évaluation, quels sont les besoins qui ressortent de manière majoritaire, quelles sont les actions mises en œuvre pour y répondre et quels sont leurs impacts.

Enfin, cette thèse donne un éclairage particulier puisqu'il s'agit de la première étude d'impact du commerce équitable sur la sécurité alimentaire en Amérique latine. Il faut garder en tête que les résultats générés par les certifications équitables sont issus de l'interaction de la certification et du contexte local. Des facteurs contextuels comme l'historique de l'OP, l'arrangement institutionnel, les pratiques sociales locales influencent la manière dont le commerce équitable agit sur les producteurs et leurs organisations. Des études supplémentaires sont nécessaires pour comprendre pourquoi le commerce équitable a une influence différente sur les communautés de par le monde, notamment sur les résultats de sécurité alimentaire. Deux éléments pourraient jouer un rôle : (i) la situation de « référence » et (ii) le poids des autres dépenses dans le contexte local. D'une part, l'on pourrait s'attendre à ce que le commerce équitable ait plus de difficultés à impacter positivement l'accès alimentaire lorsque la situation de référence est élevée car l'amplitude des effets recherchée est plus faible et moins perceptible. Dans un autre domaine, il a été montré que le commerce équitable était davantage en mesure d'améliorer les rendements agricoles lorsque les rendements de référence étaient très faibles, et qu'une grande marge de progression était envisagée (Meemken et al., 2017). D'autre part, les priorités de dépenses peuvent être différentes selon les contextes. Lorsque les ménages priorisent (par exemple) l'éducation des enfants à l'alimentation, une manière de faire en sorte d'éviter que les ménages investissent dans ces dépenses au détriment de l'alimentation, serait que des politiques publiques assurent les dépenses en termes d'éducation (scolarité, bourses pour logements...). Les effets du commerce équitable seraient alors différents dans un contexte local qui prend en charge ces dépenses, d'un autre qui ne les prend pas en charge.

La seconde perspective de recherche relève de la méthode.

Des études basées sur la comparaison avec/sans et avant/après (méthode double-différences) permettrait d'approfondir les résultats et de diminuer les biais de sélection. Les études existantes qui emploient ces méthodes ont fourni des informations précieuses sur l'impact du commerce équitable, notamment sur la structure des exploitations agricoles (Van Rijsbergen et al., 2016). Ce type d'effets apporte un éclairage intéressant sur la capacité du commerce équitable à orienter le développement rural localement.

Cela implique toutefois de collecter des données en amont des projets et que la seconde vague de données (« après ») soit suffisamment éloignée dans le temps pour que le projet puisse avoir un impact.

En parallèle de ce travail de thèse, nous avons participé à un projet coordonné par le CIAT qui visait à évaluer l'impact d'un nouveau standard de commerce équitable particulièrement destiné aux producteurs individuels en contrat avec un exportateur et porté par *Fair Trade USA* avec cette méthode de doubles différences. De par la durée limitée du projet (3 ans), l'étude d'impact « double différences » n'a concerné qu'une courte période et a ainsi limité les questions de recherche que l'on peut se poser et les impacts que l'on peut mesurer. En l'occurrence, mesurer l'impact de FTUSA sur des facteurs structurels ou sur des aspects qualifiant les conditions de moyens d'existence nécessitant un long processus (comme la sécurité alimentaire) est dénué de sens si l'analyse porte sur seulement deux ou trois années. Les économistes du CIAT ont mesuré l'impact sur les revenus annuels du café, la sécurité alimentaire et sur un indice composite d'*empowerment*. Seul un léger effet positif sur l'indice d'*empowerment* s'est révélé significatif. Toutefois, il reste difficile de conclure en l'absence (ou la présence) d'effets étant donné la durée du projet.

Malgré ses atouts, la comparaison basée sur la méthode « doubles différences » a donc des limites semblables aux études randomisées (Labrousse, 2010; Quentin et Guérin, 2013). Les contraintes techniques de ces études, tout comme celles des études randomisées, restreignent le champ d'étude aux effets de court terme (en se focalisant sur des résultats intermédiaires « *outputs* » et non sur des « impacts » de plus long terme). Elles ont ainsi tendance à valoriser des projets ayant des impacts facilement mesurables à court terme vis-à-vis d'autres projets aux effets différés, non mesurables facilement avec ces méthodes.

Une autre perspective de recherche serait d'évaluer l'impact, non pas de la participation (ou non) à la certification équitable, mais de la durée de participation. Cette question présente l'avantage de re-questionner l'impact du commerce équitable en tenant compte des effets « cumulatifs », c'est-à-dire des effets « doses ». Il serait intéressant de savoir si les impacts s'accroissent, se stabilisent et/ou diminuent en fonction du temps de participation à un projet de développement. Des méthodes économétriques d'appariements cherchant à estimer des fonctions dites de « dose-réponse » (comme les techniques *Generalized Propensity Score*) pourraient être utilisées (Hirano et Imbens, 2005; Berhane et al., 2011). Cette hypothèse d'effets différenciés selon le temps de participation au commerce équitable constituait un des objectifs de la thèse. Des données dans le département de Piura ont été collectées dans des comités de caféiculteurs entrés dans FTI à des dates diverses. Toutefois, ce travail n'a pu être approfondi avec nos données de terrain, car ces dernières ne comprenaient pas suffisamment d'observations pour chaque durée de participation (c'est-à-dire de niveau de « dose »).

Le troisième axe de recherche proposé est en lien avec les effets du commerce équitable sur l'*empowerment* et sur le développement rural.

Cette étude appelle à de plus amples investigations sur l'impact du commerce équitable à long terme sur les orientations prises par les ménages pour échapper à la pauvreté. Quelles sont

les priorités des ménages agricoles et comment sont-elles converties en choix d'investissement? En particulier, des questions persistent sur la manière dont les revenus issus de la culture de rente certifiée sont utilisés. Les avantages économiques du commerce équitable sont-ils réinvestis dans le café, dans des activités agricoles additionnelles ou sont-ils détournés des activités agricoles et utilisés comme tremplin pour lancer des activités non agricoles ou pour payer des études supérieures (non agricoles) aux enfants ? L'analyse qualitative que nous avons menée suggère que les revenus issus du café sont destinés à l'éducation des enfants, ce qui est corroboré par l'étude de Meemken et al. (2017). C'est un résultat de développement particulièrement important qu'il convient de mettre en avant. Cela signifie d'abord qu'il est nécessaire de dissocier les résultats liés aux revenus d'autres types de résultats répondants aux objectifs de développement durable. De plus cela signifie que les producteurs souhaitent que leurs enfants sortent du secteur agricole. Dans des situations où les retombées économiques du commerce équitable sont susceptibles d'être détournées des activités rurales (effets de fuite), des questions se posent sur les conséquences du mouvement du commerce équitable à long terme (en termes d'exode rural par exemple) et sur la soutenabilité du projet équitable. En effet, malgré les incitations économiques du commerce équitable, le commerce équitable peine à inciter les producteurs à rester dans le secteur agricole à long terme.

Une autre discussion concerne le rôle du commerce équitable pour le développement rural. Nous montrons que le commerce équitable génère un processus *d'empowerment* (en particulier « de », « avec » et « intérieur ») via l'OP. Toutefois les hétérogénéités observées entre les membres des OP certifiées et les autres producteurs de ces zones rurales sont à discuter dans une perspective de long terme. Nous observons un certain individualisme chez les producteurs certifiés qui préfèrent garder les bénéfices du commerce équitable, notamment ceux de la prime collective, pour des projets intra-OP. Nous montrons aussi qu'en se rendant visibles aux yeux des financeurs avec le processus *d'empowerment* « avec », les producteurs organisés ont tendance à rendre invisibles les autres producteurs. Cela soulève des questions d'inclusion et de développement local. Est-ce que le commerce équitable a pour vocation de générer un environnement capacitant pour une poignée de producteurs et d'OP qui ont les débouchés économiques et qui bénéficient des bénéfices du commerce équitable ? Une option pour endiguer cette tendance serait de prévoir des conditions de sortie des producteurs et des OP afin de laisser l'opportunité à d'autres de bénéficier de ces conditions d'échange favorables. Cela reviendrait à considérer le commerce équitable comme un outil de développement transitoire, comme un tremplin pour apporter des capacités aux producteurs et pour renforcer leurs organisations. Une option alternative pour contrebalancer les hétérogénéités entre les opportunités offertes aux producteurs organisés et l'« invisibilité » des producteurs individuels serait de réglementer l'utilisation de la prime de commerce équitable. Dans les filières café, un quart de la prime collective doit servir à améliorer la productivité ou la qualité du café vendu. Une partie de la prime collective pourrait être orientée vers des projets à l'échelle de la communauté. Cela diminuerait les inégalités observées localement en termes d'accès aux projets de développement rural.

Nous mettons en évidence le fait que cette dichotomie producteurs organisés/non organisés risque de s'accroître étant donné les conditions actuelles et futures des marchés équitables. Actuellement, le marché global du commerce équitable est caractérisé par une surproduction et un déficit de demande. Cela contraint les OP à multiplier leurs certifications durables pour chercher de nouveaux débouchés. Cette multi-certification conduit à une fragmentation des marchés certifiés, elle ne porte pas toujours ses fruits et fait porter les risques aux OP (Fiorini et al., 2017). Les certifications durables deviennent davantage des prérequis pour maintenir un accès aux marchés plutôt que des opportunités de bénéficier de revenus supérieurs.

Par ailleurs, l'ouverture du commerce équitable aux plantations de café et aux producteurs non organisés en contrat avec des exportateurs avec la certification FTUSA est susceptible d'accroître cet écart offre/demande dans les années à venir. Cela va faire peser une compétition sur les OP actuelles et cela peut les faire se détourner davantage encore d'autres activités sociales, environnementales ou en termes de sécurité alimentaire (Bacon, 2015). En effet, il a déjà été mis en évidence que le commerce équitable a incité les OP et les producteurs à se spécialiser dans le café au détriment d'autres sources de revenus, en Afrique de l'Est (Ruben et Hoebink, 2015; Van Rijsbergen et al., 2016) et en Colombie (Vellema et al., 2015). Cette tendance semble particulièrement risquée pour deux raisons. D'une part, bien que les standards de commerce équitable fournissent un filet de sécurité quant aux prix d'exportation du café, ils n'offrent aucune protection vis-à-vis des risques productifs. D'autre part, les débouchés sur le marché équitable sont susceptibles d'être réduits avec l'ouverture du marché équitable à de nouveaux producteurs, y compris les plantations et les producteurs non-organisés (FTUSA). De futures recherches sont nécessaires pour comprendre les conséquences de cette ouverture à de nouveaux acteurs sur les producteurs familiaux et leurs OP.

Enfin, nous avons vu que l'OP jouait un rôle central dans le processus *d'empowerment*. Tandis que l'OP est un levier *d'empowerment* privilégié par FTI, le nouveau schéma de certification proposé par FTUSA a pour ambition d'offrir plus de flexibilité aux producteurs dans la manière de s'organiser pour participer au marché certifié équitable (coopératives, mais aussi contrats avec exportateur). L'agriculture contractuelle dans le cas du commerce équitable est particulièrement intéressante à investiguer en lien avec *l'empowerment*. Dans sa première version (2014), FTUSA proposait un standard spécial pour les producteurs indépendants en contrat avec un exportateur qui faisait état d'un délai pour faire émerger une OP. Le commerce équitable était perçu comme un tremplin vers l'émergence d'action collective par et pour les producteurs jusqu'à présent non organisés. Suite aux premières applications du standard, ce critère d'émergence d'une organisation est supprimé. Dans la dernière version du cahier des charges de 2017, FTUSA vise *l'empowerment* individuel via la provision de formations aux producteurs (la plupart des formations étant facultatives et sont délivrées soit par le titulaire du certificat soit via la prime collective) et *l'empowerment* collectif via la gestion de la prime collective. En revanche, aucune autre responsabilité n'est donnée aux producteurs certifiés FTUSA en tant que groupe, risquant alors de les rendre captifs. La manière dont FTUSA est capable de générer un processus *d'empowerment* sans la présence d'une structure collective

sera à étudier plus précisément. L'étude présentée dans cette thèse montre en quoi l'OP joue un rôle crucial dans *l'empowerment* des producteurs, mais plus d'études sont nécessaires. Ce schéma de certification devra être analysé à la lumière de *l'empowerment* qu'il génère aux échelles individuelles et collectives, et notamment de leur autonomie vis-à-vis du partenaire d'accès au marché (exportateur). Plusieurs pistes de discussions peuvent être abordées ici.

D'abord, ce schéma de certification pourrait favoriser le regroupement de petits producteurs familiaux pour gérer la prime collective du commerce équitable. Cette organisation appelée « Comité de Commerce Equitable », bien que non officielle, pourrait générer une forme de pouvoir « avec » et permettre aux producteurs de se rendre visibles aux yeux des ONG et de l'Etat. Cela reste à vérifier.

Ensuite, en termes d'*empowerment* relationnel (« sur ») des précautions sont prises pour éviter une forme d'abus de la part du titulaire du certificat dans le cadre des relations commerciales, notamment la rédaction d'un contrat. Toutefois, rien n'est mis en place (ni injonction, ni incitation) pour favoriser le renforcement des capacités de négociations des producteurs, ni individuellement ni de manière collective. Cette capacité de négociation paraît toutefois particulièrement importante lorsque le prix minimum de commerce équitable est fixé *Free On Board* (c'est-à-dire à l'export et versé à l'exportateur titulaire du certificat) et non à l'échelle du producteur. Dans ce cas, l'exportateur titulaire du certificat et les producteurs doivent convenir de déductions du prix minimum qui représentent les coûts encourus par le Titulaire du Certificat pour le transport, la transformation et l'exportation du produit. La compréhension de ces coûts et leur négociation est indispensable pour veiller à une relation équilibrée entre les deux parties. Ce schéma de certification soulève des questions et appelle à de futures recherches. Cela revient à évaluer les différences d'impacts entre une gouvernance basée sur une coordination horizontale associée à une intégration des fonctions par l'amont (les OP certifiées FTI sont souvent responsables de toutes les étapes jusqu'à l'export et c'est donc directement les producteurs qui bénéficient des bénéfices économiques du commerce équitable) et une gouvernance de type « captive » ou « modulaire » sous forme d'agriculture contractuelle, dans le cadre du marché équitable.

De manière plus générale, ces standards équitables et les standards volontaires de durabilité visent à réguler les filières alimentaires selon une vision dite « réformatrice » des systèmes alimentaires (Holt Giménez et Shattuck, 2011). Ils visent à corriger le système alimentaire global, non régulé, concentré, basé sur des modèles agricoles de types monocultures et sur un modèle de consommation de masse (appelé « *food enterprise* »). Ils visent à réduire les externalités négatives générées par les acteurs majoritaires sans remettre en cause le système, grâce à des initiatives volontaires et à la création de marchés de niches régulés par l'aval. Ils restent ancrés dans le paradigme néo-libéral, et sont compatibles avec des systèmes alimentaires pilotés par les entreprises transnationales (« *corporate food regime* ») (Holt Giménez et Shattuck, 2011).

Cette vision est susceptible de limiter les effets des SVD sur des facteurs sous-jacents au développement durable (comme l'accès aux ressources par exemple) ou des objectifs de développement durable plus structurels, tels que la pauvreté, les inégalités, ou les moyens d'atteindre la sécurité alimentaire (Perez-Aleman, 2012).

Au contraire, les « mouvements de l'alimentation » argumentent en faveur d'une relocalisation des systèmes alimentaires, de réformes structurelles des marchés, des droits de propriétés, d'accès aux ressources, dans une perspective redistributive (Holt Giménez et Shattuck, 2011). Ils sont associés au concept de souveraineté alimentaire et s'inscrivent dans une perspective plus politique aux échelles nationales et internationales (Holt Giménez et Shattuck, 2011). Si certains acteurs du commerce équitable sont engagés dans ces visions (notamment ceux tournés vers le label SPP), ils restent très minoritaires. Les standards de commerce équitable n'ont par exemple pas porté de positions publiques sur les enjeux de sécurité alimentaire à l'échelle internationale après la crise de 2007-2008. Ils n'ont proposé aucune nouvelle solution politique, ont maintenu une orientation vers le rôle du marché, et n'ont pas eu de participation active dans d'autres mouvements promouvant la refonte du système alimentaire, comme la souveraineté alimentaire (Burnett, 2014).

Une réorientation du commerce équitable vers ce dernier concept et vers une prise en compte des causes sous-jacentes à l'insécurité alimentaire (isolement, ressources foncières, *dis empowerment* etc.) pourrait lui permettre de jouer un rôle plus significatif dans la lutte contre l'insécurité alimentaire des producteurs familiaux.

Références

- Abebaw D., Haile M.G. (2013). The impact of cooperatives on agricultural technology adoption: Empirical evidence from Ethiopia. *Food Policy* 38: 82-91.
- Acosta A.M. (2011). Analysing success in the fight against malnutrition in Peru. *IDS Working Papers* (367): 2-49.
- Acosta A.M., Haddad L. (2014). The politics of success in the fight against malnutrition in Peru. *Food Policy* 44: 26-35.
- Akoyi K.T., Maertens M. (2017). Walk the talk: Private sustainability standards in the Ugandan coffee sector. *The Journal of Development Studies* (Online first): 1-27.
- Alkire S. (2008). Using the capability approach: Prospective and evaluative analyses. In: F. Comim, M. Qizilbash, S. Alkire (Eds.). *The capability approach: Concepts, measures and applications*: Cambridge University Press, 26-50.
- Alkire S., Meinzen-Dick R., Peterman A., Quisumbing A., Seymour G., Vaz A. (2013). The women's empowerment in agriculture index. *World Development* 52: 71-91.
- Allier D. (2011). Dynamique du café au Pérou et son succès sur les marchés internationaux. Paris: Université de la Sorbonne nouvelle-Paris III.
- Anderman T.L., Remans R., Wood S.A., DeRosa K., DeFries R.S. (2014). Synergies and tradeoffs between cash crop production and food security: a case study in rural Ghana. *Food Security* 6 (4): 541-554.
- Arnoud J., Falzon P. (2013). Changement organisationnel et reconception de l'organisation: des ressources aux capacités. *Activités*, 10 (2): 109-130.
- Arnould E.J., Plastina A., Ball D. (2009). Does fair trade deliver on its core value proposition? Effects on income, educational attainment, and health in three countries. *Journal of Public Policy & Marketing* 28 (2): 186-201.
- Bacon C. (2005). Confronting the Coffee Crisis: Can Fair Trade, Organic, and Specialty Coffees Reduce Small-Scale Farmer Vulnerability in Northern Nicaragua? *World Development* 33 (3): 497-511.
- Bacon C., Sundstrom W.A., Stewart I.T., Beezer D. (2017). Vulnerability to cumulative hazards: Coping with the coffee leaf rust outbreak, drought, and food insecurity in Nicaragua. *World Development* 93: 136-152.
- Bacon C.M. (2010). Who decides what is fair in fair trade? The agri-environmental governance of standards, access, and price. *Journal of Peasant Studies* 37 (1): 111-147.
- Bacon C.M. (2015). Food sovereignty, food security and fair trade: the case of an influential Nicaraguan smallholder cooperative. *Third World Quarterly* 36 (3): 469-488.
- Bacon C.M., Ernesto Mendez V., Gomez M.E.F., Stuart D., Flores S.R.D. (2008). Are sustainable coffee certifications enough to secure farmer livelihoods? The millenium development goals and Nicaragua's Fair Trade cooperatives. *Globalizations* 5 (2): 259-274.
- Bacon C.M., Sundstrom W.A., Flores Gómez M.E., Ernesto Méndez V., Santos R., Goldoftas B., Dougherty I. (2014). Explaining the 'hungry farmer paradox': Smallholders and fair trade cooperatives navigate seasonality and change in Nicaragua's corn and coffee markets. *Global Environmental Change* 25: 133-149.

- Bagchi D., Blaikie P., Cameron J., Chattopadhyay M., Gyawali N., Seddon D. (1998). Conceptual and methodological challenges in the study of livelihood trajectories: case-studies in Eastern India and Western Nepal. *Journal of International Development* 10 (4): 453-468.
- Banerjee A.V., Duflo E. (2012). Repenser la pauvreté: Éd. du Seuil, 421. (*Les livres du nouveau monde*).
- Barham B.L., Callenes M., Gitter S., Lewis J., Weber J. (2011). Fair trade/organic coffee, rural livelihoods, and the “agrarian question”: Southern Mexican coffee families in transition. *World Development* 39 (1): 134-145.
- Barham B.L., Weber J.G. (2012). The economic sustainability of certified coffee: Recent evidence from Mexico and Peru. *World Development* 40 (6): 1269-1279.
- Barracrough S.L. (2015). An end to hunger?: the social origins of food strategies. In: *UNRISD (Ed.). Social Policy and Inclusive Development*. Geneva: UNRISD.
- Barrett C.B. (2010). Measuring food insecurity. *Science* 327 (5967): 825-828.
- Bebbington A. (1999). Capitals and capabilities: a framework for analyzing peasant viability, rural livelihoods and poverty. *World Development* 27 (12): 2021-2044.
- Becchetti L., Conzo P., Gianfreda G. (2012). Market access, organic farming and productivity: the effects of Fair Trade affiliation on Thai farmer producer groups. *Australian journal of agricultural and resource economics* 56 (1): 117-140.
- Becchetti L., Costantino M. (2008). The effects of fair trade on affiliated producers: An impact analysis on Kenyan farmers. *World Development* 36 (5): 823-842.
- Bélières J.-F., Bonnal P., Bosc P.-M., Losch B., Marzin J., Sourisseau J.-M. (2014). Les agricultures familiales du monde: définitions, contributions, et politiques publiques. Paris: CIRAD. AFD. (*A savoir* 28).
- Berhane G., Hoddinott J., Kumar N., Taffesse A.S. (2011). The impact of Ethiopia’s productive safety nets and household asset building programme: 2006–2010. In: *Washington, DC: International Food Policy Research Institute*. Washington DC: IFPRI.
- Berry E.M., Dernini S., Burlingame B., Meybeck A., Conforti P. (2015). Food security and sustainability: can one exist without the other? *Public Health Nutrition* 18 (13): 2293-2302.
- Beuchelt T.D., Zeller M. (2011). Profits and poverty: Certification's troubled link for Nicaragua's organic and fairtrade coffee producers. *Ecological Economics* 70 (7): 1316-1324.
- Beuchelt T.D., Zeller M. (2013). The role of cooperative business models for the success of smallholder coffee certification in Nicaragua: A comparison of conventional, organic and Organic-Fairtrade certified cooperatives. *Renewable Agriculture and Food Systems* 28 (3): 195-211.
- Blackman A., Rivera J. (2010). The evidence base for environmental and socioeconomic impacts of “sustainable” certification. Washington DC: Resources for the Future: Discussion Paper Series EfD-DP-10-10, 34 p.
- Bocoum I., Dury S., Egg J., Herrera J., Prevel Y.M. (2014). Does monetary poverty reflect caloric intake? *Food security* 6 (1): 113-130.
- Bostrom M. (2014). Sustainable development by multistakeholder model? In: *T. Fitzpatrick (Ed.). International Handbook on Social Policy and the Environment*: Edward Elgar Publishing, 349-375.

- Bougherara D., Grolleau G., Thiébaud L. (2005). Can labelling policies do more harm than good? An analysis applied to environmental labelling schemes. *European Journal of Law and Economics* 19 (1): 5-16.
- Brassett J., Richardson B., Smith W. (2012). Private experiments in global governance: primary commodity roundtables and the politics of deliberation. *International Theory* 4 (03): 367-399.
- Bray D.B., Sánchez J.L.P., Murphy E.C. (2002). Social Dimensions of Organic Coffee Production in Mexico: Lessons for Eco-Labeling Initiatives. *Society & Natural Resources* 15 (5): 429-446.
- Burchi F., De Muro P. (2016). From food availability to nutritional capabilities: Advancing food security analysis. *Food Policy* 60: 10-19.
- Burchi F., Fanzo J., Frison E. (2011). The role of food and nutrition system approaches in tackling hidden hunger. *International journal of environmental research and public health* 8 (2): 358-373.
- Burnett K. (2014). Trouble in the fields: Fair trade and food sovereignty responses to governance opportunities after the food crisis. *Geopolitics* 19 (2): 351-376.
- Busch L. (2011). Quasi-states? The unexpected rise of private food law. In: *Bernd van der Meulen (Ed.). Private food law: Governing food chains through contract law, self-regulation, private standards, audits and certification schemes.* Wageningen: Wageningen Academic Publishing, 51-74.
- Cahyadi E.R., Waibel H. (2016). Contract farming and vulnerability to poverty among oil palm smallholders in Indonesia. *The Journal of Development Studies* 52 (5): 681-695.
- Caliendo M., Kopeinig S. (2008). Some practical guidance for the implementation of propensity score matching. *Journal of economic surveys* 22 (1): 31-72.
- Carimentrand A. (2008). Les enjeux de la certification biologique et équitable du quinoa (*chenopodium Quinoa wild*) : du consommateur au producteur, Thèse de doctorat : Sciences économiques: Université de Versailles, 487 p.
- Carimentrand A. (2009). La difficile prise en compte des inégalités socio-économiques par le commerce équitable: le cas du quinoa andin. *Ethique et économique* 6 (2).
- Carimentrand A., Ballet J., Renard M.-C. (2011). Gouvernance, signes de qualité et équité dans les filières du commerce équitable. *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement* 32 (3): 269-280.
- Carimentrand A., Requier-Dejardins D. (2009). Introduction au numéro spécial « certification et développement durable ». *Ethique et économique* 6 (2).
- Carletto C., Zezza A., Banerjee R. (2013). Towards better measurement of household food security: Harmonizing indicators and the role of household surveys. *Global Food Security* 2 (1): 30-40.
- Caswell M., Méndez V.E., Baca M., Läderach P., Liebig T., Castro-Tanzi S., Fernández M. (2014). Revisiting the “thin months”—A follow-up study on the livelihoods of Mesoamerican coffee farmers. Cali: CIAT-CGIAR, 6 p. (*Policy brief*).
- Caswell M., Méndez V.E., Bacon C.M. (2012). Food security and smallholder coffee production: current issues and future directions. Burlington: University of Vermont. (*Agroecology & Rural Livelihoods Group Policy brief*; 1).
- Chambers R. (1989). Editorial introduction: vulnerability, coping and policy. *IDS bulletin* 20 (2): 1-7.

- Chambers R., Conway G. (1992). Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century. Brighton, UK: Institute of Development Studies, 33 p. (*IDS Discussion paper 296*).
- Chan M.-K., Pound B. (2009). Final report: Literature review of sustainability standards and their poverty impact. London: Department for International Development ; Natural Resources Institute, 48 p.
- Charlier S. (2006). Empowerment des femmes dans les organisations de commerce équitable: une proposition méthodologique *In: C. Auroi, I. Yopez del Castillon (Eds.). Economie solidaire et commerce équitable : acteurs et actrices d'Europe et d'Amérique Latine*: UCL Presses Universitaires de Louvain, 87-109.
- Charlier S. (2007). Les femmes contribuent à la souveraineté alimentaire. *In: S. Charlier, G. Warnotte (Eds.). La souveraineté alimentaire. Regards croisés.*: UCL/Presses Universitaires de Louvain et Entraide et Fraternité.
- Cheyns E. (2012). (Dé)politisation des standards dans les dispositifs de normalisation multiparties prenantes. Les cas du soja et le l'huile de palme. *In: P. Alphanéry, M. Djama, A. Fortier, E. Fouilleux (Eds.). Normaliser au nom du développement durable*. Versailles: Quae, 103-120. (*Update sciences et technologies*)).
- Chiputwa B., Qaim M. (2016). Sustainability standards, gender, and nutrition among smallholder farmers in Uganda. *The Journal of Development Studies* 52 (9): 1241-1257.
- Chiputwa B., Spielman D.J., Qaim M. (2015). Food Standards, Certification, and Poverty among Coffee Farmers in Uganda. *World Development* 66: 400-412.
- Coates J. (2013). Build it back better: Deconstructing food security for improved measurement and action. *Global Food Security* 2 (3): 188-194.
- Coates J., Swindale A., Bilinsky P. (2007). Echelle de l'Accès déterminant l'Insécurité alimentaire des Ménages (HFIAS) pour la Mesure de l'Accès alimentaire des Ménages : Guide d'Indicateurs (v3). Washington, D.C.: FHI 360/FANTA.
- COSA. (2013). The COSA measuring sustainability report: coffee and coca in 12 countries. The Committee on Sustainability Assessment (Ed.). Philadelphia: COSA.
- Dammert A.C., Mohan S. (2015). A Survey of the Economics of Fair Trade. *Journal of Economic Surveys* 29 (5): 855-868.
- Daviron B., Ponte S. (2005). The coffee paradox: Global markets, commodity trade and the elusive promise of development. Wageningen: ZED books London and New York in association with the ACP-EU technical Centre for Agricultural and rural Cooperation, 320 p.
- Daviron B., Vagneron I. (2011). From commoditisation to de-commoditisation... and back again: Discussing the role of sustainability standards for agricultural products. *Development Policy Review* 29 (1): 91-113.
- Daviron B., Vagneron I. (2012). Standards, risques et confiance dans le commerce à longue distance de produits agricoles à destination de l'Europe: une lecture historique à partir de Giddens. *In: P. Alphanéry, M. Djama, A. Fortier, E. Fouilleux (Eds.). Normaliser au nom du développement durable*. Versailles: Quae, 25-37. (*Update Sciences & Technologies*).
- De Haan L., Zoomers A. (2005). Exploring the frontier of livelihoods research. *Development and change* 36 (1): 27-47.

- DeFries R.S., Fanzo J., Mondal P., Remans R., Wood S.A. (2017). Is voluntary certification of tropical agricultural commodities achieving sustainability goals for small-scale producers? A review of the evidence. *Environmental Research Letters* 12 (3): 033001.
- DeWalt K.M. (1993). Nutrition and the commercialization of agriculture: ten years later. *Social Science & Medicine* 36 (11): 1407-1416.
- Diaz Pedregal V. (2006). Commerce équitable et organisations de producteurs. Le cas des caféiculteurs andins au Pérou, en Equateur et en Bolivie. Paris: L'Harmattan, 288 p. (*Logiques sociales*).
- Diaz R. (2012). Indicadores y visiones alternativas de seguridad alimentaria en el Perú. In: R.H. Asensio, F. Eguren, M. Ruiz (Eds.). *Peru: El problema agrario en debate*. Lima: SEPIA XIV 299-328.
- Djama M. (2011). Articuler normes volontaires privées et réglementations publiques. *Perspectives, Cirad* (11): 1-4.
- Dragusanu R., Giovannucci D., Nunn N. (2014). The economics of fair trade. *The Journal of Economic Perspectives* 28 (3): 217-236.
- Dubois J.-L., Rousseau S. (2008). Reinforcing households' capabilities as a way to reduce vulnerability and prevent poverty in equitable terms. 413-428.
- Duflo E., Udry C. (2004). Intrahousehold resource allocation in Cote d'Ivoire: Social norms, separate accounts and consumption choices: National Bureau of Economic Research, 49 p. (*NBER Working Paper ; 10498*).
- Dury S., Bichard A. (2015). The negative side of the agricultural–nutrition impact pathways: A literature review. *World Food Policy* 2 (1): 78-100.
- Edmunds D., Wollenberg E. (2001). A strategic approach to multistakeholder negotiations. *Development and Change* 32: 231-253.
- Eguren F. (2012). Seguridad alimentaria. In: R.H. Asensio, F. Eguren, M. Ruiz (Eds.). *Peru: El problema agrario en debate*. Lima: SEPIA.
- Ellis F. (1998). Household strategies and rural livelihood diversification. *The journal of development studies* 35 (1): 1-38.
- Enelow N. (2014). Farm labor networks, cooperatives and fair trade: An empirical analysis of Peruvian coffee growers: University of Massachusetts Amherst, 43 p. (*Political Economy Research institute n° 357*).
- FairTradeUSA. (2017). Quality Manual Version 1.0.0. FTUSA, Oakland, USA, p. 23.
- FAO. (2012a). Escala latinoamericana y caribena de seguridad alimentaria (ELCSA): Manual de uso y aplicaciones. Rome: FAO/Comité científico de la ELCSA.
- FAO. (2012b). Towards the future we want end hunger and make the transition to sustainable agricultural and food systems. Rome: FAO.
- FAO. (2014). Impact of international voluntary standards on smallholder market participation in developing countries A review of the literature. Rome: FAO.
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP, WHO. (2017). The state of food insecurity and nutrition in the world 2017. Building resilience for peace and food security. Rome: FAO.

- Fernandez M., Mendez V.E., Bacon C. (2013). Seasonal hunger in coffee communities: Integrated analysis of livelihoods, agroecology, and food sovereignty with smallholders of Mexico and Nicaragua. *International conference: Food sovereignty: A critical dialogue*, Yale University, September 14-15th
- Fiorini M., Schleifer P., Taimasova R. (2017). Social and environmental standards: From fragmentation to coordination. Geneva: International Trade Center, 54 p.
- Fort R., Ruben R. (2008). The impact of fair trade on banana producers in Northern Peru. In: R. Ruben (Ed.). *The impact of Fair Trade*: Wageningen Academic Publishers, 49-73.
- Fort R., Ruben R. (2018). Dovetailing Fair Trade and Organic Agro-certifications in Latin America: How the twins Can Meet ? In: P. Parvathi, U. Grote, H. Waibel (Eds.). *Fair Trade and Organic Agriculture. A winning Combination?* Boston: CABInternational, 141-155.
- Fouilleux È. (2013). Normes transnationales de développement durable. *Gouvernement et action publique* (1): 93-118.
- Fouilleux E., Loconto A. (2012). L'alliance ISEAL, ambassadeur des standards volontaires. Emergence et affirmation d'un acteur politique transnational. In: P. Alphandéry, M. Djama, A. Fortier, E. Fouilleux (Eds.). *Normaliser au nom du développement durable*. Versailles: Quae, 41-58. (*Update Sciences & Technologies*).
- Fouilleux E., Loconto A. (2017). Dans les coulisses des labels: régulation tripartite et marchés imbriqués. *Revue française de sociologie* 58 (3): 501-531.
- Frediani A.A. (2010). Sen's Capability Approach as a framework to the practice of development. *Development in practice* 20 (2): 173-187.
- Friedman M. (1996). A positive approach to organized consumer action: The "boycott" as an alternative to the boycott. *Journal of Consumer Policy* 19 (4): 439-451.
- FTI. (2015a). Journeys to change. Fairtrade theory of change. Bonn, Germany: Fairtrade International, 44p. (*Monitoring, Evaluation and Learning*).
- FTI. (2015b). Scope and benefits of fairtrade. Seventh edition 2015. Bonn, Germany: FTI, 214 p.
- FTI. (2017). Assessing coffee farmer household income. Executive Summary.
- FTI, WFTO. (2009). A charter of fair trade principles: Fair trade international / WFTO, 12 p.
- García-López G.A., Arizpe N. (2010). Participatory processes in the soy conflicts in Paraguay and Argentina. *Ecological Economics* 70 (2): 196-206.
- Gendron C., Bisaillon V., Torres A.P. (2009). Quel commerce équitable pour demain ? Pour une nouvelle gouvernance des échanges. Montréal: Editions Charles Leopold Mayer. (*Editions Charles Leopold Mayer*).
- Gertler P.J., Martinez S., Premand P., Rawlings L.B., Vermeersch C.M. (2016). Impact evaluation in practice: World Bank Publications.
- Giovannucci D., Ponte S. (2005). Standards as a new form of social contract? Sustainability initiatives in the coffee industry. *Food Policy* 30 (3): 284-301.
- Gitter S.R., Weber J.G., Barham B.L., Callenes M., Valentine J.L. (2012). Fair trade-organic coffee cooperatives, migration, and secondary schooling in Southern Mexico. *Journal of Development Studies* 48 (3): 445-463.
- Glossaire. (2009). GLOSSAIRE « Les mots de sen... et au-delà ». *Revue Tiers Monde* 198 (2): 373-381.

Godfrey-Wood R., Mamani-Vargas G. (2016). The Coercive Side of Collective Capabilities: Evidence from the Bolivian Altiplano. *Journal of Human Development and Capabilities*: 1-14.

Gondard-Delcroix C. (2006). La combinaison des analyses qualitative et quantitative pour une étude des dynamiques de pauvreté en milieu rural malgache, Thèse de doctorat : Sciences Economiques: Université Montesquieu-Bordeaux IV, 369 p.

Guéneau S. (2012). La participation comme processus de construction d'une gouvernance environnementale globale: le cas du FSC. In: P. Alphanéry, M. Djama, A. Fortier, E. Fouilleux (Eds.). *Normaliser au nom du développement durable*. Versailles: Quae, 121-138. (*Update Sciences & Technologies*).

Guthman J. (2007). The Polanyian way? Voluntary food labels as neoliberal governance. *Antipode* 39 (3): 456-478.

Hansen H., Trifković N. (2014). Food standards are good – for middle-class farmers. *World Development* 56: 226-242.

Henson S., Humphrey J. (2010). Understanding the complexities of private standards in global agri-food chains as they impact developing countries. *The journal of development studies* 46 (9): 1628-1646.

Heron R.I. (2016). Les mangeurs urbains burkinabè, entre satisfaction et sécurisation alimentaires, Thèse de doctorat : Socio-Anthropologie: Université Panthéon-Sorbonne-Paris I, 436 p.

Hirano K., Imbens G.W. (2005). The propensity score with continuous treatments. In: A. Gelman, X.-L. Meng (Eds.). *Applied Bayesian Modeling and Causal Inference from Incomplete-Data Perspectives: An Essential Journey with Donald Rubin's Statistical Family*, 73-84.

HLPE. (2017). Nutrition and food systems. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Rome.

Holt Giménez E., Shattuck A. (2011). Food crises, food regimes and food movements: rumblings of reform or tides of transformation? *The Journal of peasant studies* 38 (1): 109-144.

Hopwood B., Mellor M., O'Brien G. (2005). Sustainable Development: Mapping Different Approaches. *Sustainable Development* 13: 38-52.

Humphries D.L., Dearden K.A., Crookston B.T., Fernald L.C., Stein A.D., Woldehanna T., Penny M.E., Behrman J.R. (2015). Cross-sectional and longitudinal associations between household food security and child anthropometry at ages 5 and 8 years in Ethiopia, India, Peru, and Vietnam. *The Journal of nutrition* 145 (8): 1924.

Hussey I., Curnow J. (2013). Fair Trade, neocolonial developmentalism, and racialized power relations. *Interface* 5 (1): 40-68.

Ibrahim S. (2013). Collective capabilities: What are they and why are they important? In: *Maitreyee (Ed.). The Human Development and capability association*, E-Bulletin of the Human Development & Capability Association.

Ibrahim S., Alkire S. (2007). Agency and empowerment: A proposal for internationally comparable indicators. *Oxford development studies* 35 (4): 379-403.

Ibrahim S.S. (2006). From individual to collective capabilities: the capability approach as a conceptual framework for self-help. *Journal of Human Development* 7 (3): 397-416.

IFPRI. (2006). Review and validation of dietary diversity, food frequency and other proxy indicators of household food security. Rome: World Food Programme.

IISD. (2009). Voluntary sustainability standards and global value chain: How sustainability standards affect the distribution of decision-making power in global value chains. Winnipeg, Canada: IISD.

INEI. (2012). Censo Agropecuario 2012. INEI, Lima, Peru.

Jaffee D. (2008). Better, but not great': the social and environmental benefits and limitations of Fair Trade for indigenous coffee producers in Oaxaca, Mexico. In: R. Ruben (Ed.). *The impact of fair trade*. Wageningen: Wageningen Academic Publishers, 195-222.

Jaffee D. (2014). *Brewing justice: Fair trade coffee, sustainability, and survival*: Univ of California Press.

Jaffee D., Howard P.H. (2016). Who's the fairest of them all? The fractured landscape of US fair trade certification. *Agriculture and Human Values* 33 (4): 813-826.

Jahn G., Schramm M., Spiller A. (2004). Trust in certification procedures: An institutional economics approach investigating the quality of audits within food chains. *Conference Proceeding presented at the 14th World Food and Agribusiness Forum*.

Janin P. (2017). Penser et agir contre la faim: entre crise et sécurisation. Université Paris 1-Panthéon Sorbonne IRD: Projet SAOTI, UMR Développement et sociétés, 17 p.

Janin P., Dury S. (2012). Les nouvelles frontières de la sécurité alimentaire. *Cahiers Agricultures* 21 (5): 285-292.

Jena P.R., Chichaibelu B.B., Stellmacher T., Grote U. (2012). The impact of coffee certification on small-scale producers' livelihoods: a case study from the Jimma Zone, Ethiopia. *Agricultural economics* 43 (4): 429-440.

Jones A.D., Ngure F.M., Peltó G., Young S.L. (2013). What are we assessing when we measure food security? A compendium and review of current metrics. *Advances in Nutrition: An International Review Journal* 4 (5): 481-505.

Kabeer N. (1999). Resources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment. *Development and change* 30 (3): 435-464.

Kaplinsky R. (2010). The role of standards in global value chains and their impact on economic and social upgrading. *World Bank*.

Karki S.K., Jena P.R., Grote U. (2016). Fair trade certification and livelihoods: A panel data analysis of coffee-growing households in India. *Agricultural and Resource Economics Review* 45 (3): 436-458.

Kennedy G., Ballard T.J., Dop M.-C. (2013). Guide pour mesurer la diversité alimentaire au niveau du ménage et de l'individu. Rome: FAO, 56 p.

Kurjańska M. (2015). A cooperative Peru: Is centralisation of cooperatives better for local development? *Development in Practice* 25 (3): 306-320.

Labrousse A. (2010). Nouvelle économie du développement et essais cliniques randomisés: une mise en perspective d'un outil de preuve et de gouvernement. *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs* (7).

Lallau B., Droy I. (2014). Qu'est-ce qu'un ménage résilient ? Concepts, méthodes, illustrations In: J.M. Chataigner (Ed.). *Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation*. Paris: Karthala, 149-170.

Lallau B., Dumbi C. (2007). Du capital social à l'agencéité. Essai sur les capacités à l'action collective des agriculteurs urbains de Kinshasa. In: J. Dubois, A.S. Brouillet, P. Bakhshi, C. Duray-Soudron (Eds.).

Repenser l'action collective : une approche par les capacités. Paris: L'Harmattan, 105-141. (*Ethique Economique*).

Lampach N., Morawetz U.B. (2016). Credibility of propensity score matching estimates. An example from Fair Trade certification of coffee producers. *Applied Economics*: 1-11.

Landini F., Vargas G., Bianqui V., Mathot y Rebolé M.I., Martínez M. (2017). Contributions to group work and to the management of collective processes in extension and rural development. *Journal of Rural Studies* 56: 143-155.

Leah J., Pradel W., Cole D.C., Prain G., Creed-Kanashiro H., Carrasco M.V. (2013). Determinants of household food access among small farmers in the Andes: examining the path. *Public health nutrition* 16 (1): 136-145.

Lemeilleur S. (2013). Smallholder compliance with private standard certification: the case of GlobalGAP adoption by mango producers in Peru. *International Food and Agribusiness Management Review* 16 (4).

Lemeilleur S., Carimentrand A. (2014). Standards de développement durable et productivisme: vice caché des dispositifs? *XXXème journée ATM de Marrakech, colloque Ethique, Entrepreneuriat et Développement*, université Cadi Ayyad, Marrakech, 29-31 mai 2014.

Leonard W.R., Thomas R.B. (1989). Biosocial responses to seasonal food stress in highland Peru. *Human Biology*: 65-85.

Lernoud J., Potts J., Sampson G., Garibay S., Lynch M., Voora V., Willer H., Wozniak J. (2017). The state of sustainable markets 2017: Statistics and emerging trends. Geneva: ITC.

Lernoud J., Potts J., Sampson G., Voora V., Willer H., Wozniak J. (2015). The state of sustainable markets statistics and emerging trends 2015 Geneva: ITC.

Leroy J.L., Ruel M., Frongillo E.A., Harris J., Ballard T.J. (2015). Measuring the food access dimension of food security: A critical review and mapping of indicators. *Food and nutrition bulletin* 36 (2): 167-195.

Loconto A., Busch L. (2010). Standards, techno-economic networks, and playing fields: Performing the global market economy. *Review of International Political Economy* 17 (3): 507-536.

Lourme-Ruiz A. (2017). Les femmes, au cœur de la relation entre production agricole et diversité de l'alimentation au Burkina Faso, Thèse de doctorat : Sciences Economiques: Montpellier SupAgro/CIRAD.

Lyon S., Bezaury J.A., Mutersbaugh T. (2010). Gender equity in fairtrade–organic coffee producer organizations: Cases from Mesoamerica. *Geoforum* 41 (1): 93-103.

Lyon S., Mutersbaugh T., Worthen H. (2017). The triple burden: the impact of time poverty on women's participation in coffee producer organizational governance in Mexico. *Agriculture and Human Values* 34 (2): 317-331.

Maertens M., Swinnen J.F.M. (2009). Trade, Standards, and Poverty: Evidence from Senegal. *World Development* 37 (1): 161-178.

Maestre M., Poole N., Henson S. (2017). Assessing food value chain pathways, linkages and impacts for better nutrition of vulnerable groups. *Food Policy* 68: 31-39.

Markelova H., Meinzen-Dick R., Hellin J., Dohrn S. (2009). Collective action for smallholder market access. *Food Policy* 34 (1): 1-7.

- Maxwell D., Ahiadeke C., Levin C., Armar-Klemesu M., Zakariah S., Lamptey G.M. (1999). Alternative food-security indicators: revisiting the frequency and severity of 'coping strategies'. *Food Policy* 24 (4): 411-429.
- Maxwell D., Coates J., Vaitla B. (2013). How do different indicators of household food security compare? Empirical evidence from Tigray. Feinstein International Center, Somerville, USA, p. 26 p.
- Maxwell D., Vaitla B., Coates J. (2014). How do indicators of household food insecurity measure up? An empirical comparison from Ethiopia. *Food Policy* 47 (0): 107-116.
- Maxwell D.G. (1996). Measuring food insecurity: the frequency and severity of "coping strategies". *Food Policy* 21 (3): 291-303.
- Meemken E.-M., Spielman D.J., Qaim M. (2017). Trading off nutrition and education? A panel data analysis of the dissimilar welfare effects of Organic and Fairtrade standards. *Food Policy* 71: 74-85.
- Méndez V.E., Bacon C.M., Olson M., Petchers S., Herrador D., Carranza C., Trujillo L., Guadarrama-Zugasti C., Córdón A., Mendoza A. (2010). Effects of Fair Trade and organic certifications on small-scale coffee farmer households in Central America and Mexico. *Renewable Agriculture and Food Systems* 25 (03): 236-251.
- Michler J.D., Josephson A.L. (2015). Specialization versus Diversification: Agricultural Diversity and Poverty Persistence in Ethiopia. *World Development* 26: 89:21.
- Milford A. (2014). Co-operative or coyote? Producers' choice between intermediary purchasers and Fairtrade and organic co-operatives in Chiapas. *Agriculture and Human Values* 31 (4): 577-591.
- Morris K.S., Mendez V.E., Olson M.B. (2013). 'Los meses flacos': seasonal food insecurity in a Salvadoran organic coffee cooperative. *Journal of Peasant Studies* 40 (2): 423-446.
- Murray D.L., Raynolds L.T., Taylor P.L. (2006). The future of Fair Trade coffee. Dilemmas facing Latin America's small-scale producers. *Development in Practice* 16 (02): 179-192.
- Narayan-Parker D. (2002). Empowerment and poverty reduction: A sourcebook: World Bank Publications.
- Naylor L. (2013). "Some are more fair than others": fair trade certification, development, and North-South subjects. *Agriculture and Human Values* 31 (2): 273-284.
- Nelson V., Haggard J., Martin A., Donovan J., Borasino E., Hasyim W., Mhando N., Senga M., Mgumia J., Quintanar Guadarrama E., Zendar Z., Valdez J., Morales D. (2016). Fairtrade Coffee. A study to assess the impact of Fairtrade for coffee smallholders and producer organisations in Indonesia, Mexico, Peru, and Tanzania. Chatham, UK. : Natural Resources Institute, University of Greenwich, 187 p.
- Nelson V., Martin A. (2017). Exploring issues of rigour and utility in fairtrade impact assessment. In: V. Nelson (Ed.). *fairtrade impacts. Lessons from around the world*. Rugby, UK: Practical action publishing, 7-28.
- Nelson V., Pound B. (2009). The last ten years: A comprehensive review of the literature on the impact of Fairtrade: University of Greenwich, 48 p.
- ODI. (2017). The impact of Fairtrade. A review of research evidence 2009-2015. London: ODI. (*Research reports and studies*).
- Oosterveer P., Adjei B.E., Vellema S., Slingerland M. (2014). Global sustainability standards and food security: Exploring unintended effects of voluntary certification in palm oil. *Global Food Security* 3 (3-4): 220-226.

- Panet S., Duray-Soudron. (2007). Introduction générale. In: P. Bakhshi, A.S. Brouillet, C. Duray-Soudron, J.-L. Dubois (Eds.). *Repenser l'action collective: une approche par les capacités*. Paris: L'Harmattan, 15-30. (*Ethique Economique*).
- Partzsch L. (2009). The legitimacy of biofuel certification. *Agriculture and Human Values* 28 (3): 413-425.
- Pelenc J., Bazile D., Ceruti C. (2015). Collective capability and collective agency for sustainability: A case study. *Ecological economics* 118: 226-239.
- Pelenc J., Lompo M.K., Ballet J., Dubois J.-L. (2013). Sustainable human development and the capability approach: Integrating environment, responsibility and collective agency. *Journal of Human Development and Capabilities* 14 (1): 77-94.
- Perez-Aleman P. (2012). Global standards and local knowledge building: upgrading small producers in developing countries. *Proc Natl Acad Sci U S A* 109 (31): 12344-9.
- Pérez-Escamilla R., Segall-Corrêa A.M. (2008). Food insecurity measurement and indicators. *Revista de Nutrição* 21: 15s-26s.
- PFCE. (2015). International guide of fair trade labels. Paris: Plate Forme pour le Commerce Equitable, 125 p.
- Ponte S., Cheyns E. (2013). Voluntary standards, expert knowledge and the governance of sustainability networks. *Global Networks* 13 (4): 459-477.
- Potts J., Lynch M., Wilkings A., Huppé G., Cunningham M., Voora V. (2014). The state of sustainability initiatives review 2014: Standards and the green economy: IISD / IIED, 332 p. (*State of Sustainability Initiatives*).
- Quaadvlieg J., García Roca I.M., Ros-Tonen M.A.F. (2014). Is Amazon nut certification a solution for increased smallholder empowerment in Peruvian Amazonia? *Journal of Rural Studies* 33 (Supplement C): 41-55.
- Quentin A., Guérin I. (2013). La randomisation à l'épreuve du terrain. L'exemple du projet de microassurance sky au cambodge. *Revue Tiers Monde* 213 (1): 179-200.
- Randrianasolo H., Dubois J.-L. (2014). French public involvement in Fair Trade: An opportunity to link the solidarity economy and the capability approach. In: S.S. Ibrahim, M. Tiwari (Eds.). *The capability approach: From theory to practice*. London: Palgrave Macmillan, 231-246.
- Raynolds L.T. (2009). Mainstreaming Fair Trade coffee: From partnership to traceability. *World Development* 37 (6): 1083-1093.
- Remy Simatovic M.I. (2007). Cafetaleros empresarios. Dinamismo Asociativo para el desarrollo en el Peru. Lima: Oxfam International/Instituto de Estudios Peruanos, 135 p. (*Estudios de la sociedad rural*).
- Robeyns I. (2017). Wellbeing, freedom and social justice: The capability approach re-examined: Open Book Publishers.
- Rowlands J. (1995). Empowerment examined. *Development in practice* 5 (2): 101-107.
- Rowlands J. (1997). Questioning empowerment: Working with women in Honduras. UK and Ireland: Oxford: Oxfam.
- RTRS. (2010). RTRS principles and criteria for responsible soy Version 1.0. Buenos Aires: Round Table on Responsible Soy Association, 35 p.

- Ruben R. (2008). The development impact of Fair Trade: from discourse to data. In: R. Ruben (Ed.). *The impact of Fair Trade*. Wageningen: Wageningen Academic publishers, 19-47.
- Ruben R. (2017). Impact assessment of commodity standards: towards inclusive value chains. *Enterprise Development and Microfinance* 28 (1-2): 82-97.
- Ruben R., Fort R. (2012). The impact of fair trade certification for coffee farmers in Peru. *World Development* 40 (3): 570-582.
- Ruben R., Hoebink P. (2015). Coffee certification in East Africa -searching for impact. In: R. Ruben, P. Hoebink (Eds.). *Coffee certification in East Africa. Impact on Farmers, Families and Cooperatives* Wageningen: Wageningen Academic Publishers, 262.
- Ruben R., Verkaart S. (2011). Comparing fair and responsible coffee standards in East Africa. *Value chains, social inclusion and economic development: Contrasting theories and realities*: 61-81.
- Saenz-segura F., Zuniga-Arias G. (2008). Assessment of the effect of Fair Trade on smallholder producers in Costa Rica: a comparative study in the coffee sector. In: R. Ruben (Ed.). *The impact of fair trade*. Wageningen: Wageningen academics publisher, 117-135.
- Scoones I. (1998). Sustainable rural livelihoods: a framework for analysis. Brighton, UK: IDS, 22 p. (*Working Paper n° 72*).
- Sen A. (1981). Poverty and famines: an essay on entitlement and deprivation: Oxford university press.
- Sen A. (1999). Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté. Paris: Odile Jacob, 479 p.
- Sen A. (2002). Response to commentaries. *Studies in Comparative International Development* 37 (2): 78-86.
- Small L.-A. (2007). The sustainable rural livelihoods approach: a critical review. *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement* 28 (1): 27-38.
- SPPGlobal. (2017). Declaración y Llamado Urgentes por el Rescate del Comercio Justo. In: SPPGlobal (Ed.).
- Stewart F. (2005). Groups and capabilities. *Journal of human development* 6 (2): 185-204.
- Stuart E.A. (2010). Matching methods for causal inference: A review and a look forward. *Statistical science: a review journal of the Institute of Mathematical Statistics* 25 (1): 1.
- Swindale A., Bilinsky P. (2006a). Development of a universally applicable household food insecurity measurement tool: process, current status, and outstanding issues. *The Journal of nutrition* 136 (5): 1449S-1452S.
- Swindale A., Bilinsky P. (2006b). Score de Diversité Alimentaire des Ménages (SDAM) pour la mesure de l'accès alimentaire des ménages : guide d'indicateurs. Washington: Projet d'assistance technique en matière d'alimentation et de nutrition, l'Académie pour le Développement de l'Education, 14 p.
- Tallontire A., Nelson V. (2013). Fair trade narratives and political dynamics. *Social Enterprise Journal* 9 (1): 28-52.
- Terstappen V., Hanson L., McLaughlin D. (2012). Gender, health, labor, and inequities: a review of the fair and alternative trade literature. *Agriculture and Human Values* 30 (1): 21-39.
- Thorp R., Stewart F., Heyer A. (2005). When and how far is group formation a route out of chronic poverty? *World Development* 33 (6): 907-920.

- Tobin D., Brennan M., Radhakrishna R. (2016). Food access and pro-poor value chains: a community case study in the central highlands of Peru. *Agriculture and Human Values* 33 (4): 895-909.
- Touzard J.M., Temple L. (2012). Sécurisation alimentaire et innovations dans l'agriculture et l'agroalimentaire: vers un nouvel agenda de recherche? *Cahiers Agricultures*, 21 (4): 285-292.
- .
- Tulet J.-C. (2010). Peru as a new major actor in Latin American coffee production. *Latin American Perspectives* 37 (2): 133-141.
- Utting-Chamorro K. (2005). Does fair trade make a difference? The case of small coffee producers in Nicaragua. *Development in Practice* 15 (3-4): 584-599.
- Vagneron I., Daviron B. (2012). Le café dans la jungle des standards de durabilité environnementale et sociale. *Cahiers Agricultures* 21 (2-3): 154-161.
- Vagneron I., Roquigny S. (2010). Cartographie & analyse des études d'impact du commerce équitable. Montpellier: CIRAD, 78 p.
- Vaitla B., Devereux S., Swan S.H. (2009). Seasonal hunger: a neglected problem with proven solutions. *PLoS medicine* 6 (6): e1000101.
- Valkila J. (2009). Fair Trade organic coffee production in Nicaragua—Sustainable development or a poverty trap? *Ecological Economics* 68 (12): 3018-3025.
- Valkila J., Nygren A. (2010). Impacts of Fair Trade certification on coffee farmers, cooperatives, and laborers in Nicaragua. *Agriculture and Human Values* (27): 321-333.
- Van Rijsbergen B., Elbers W., Ruben R., Njuguna S.N. (2016). The ambivalent impact of coffee certification on farmers' welfare: a matched panel approach for cooperatives in central Kenya. *World Development* 77: 277-292.
- Vellema W., Casanova A.B., Gonzalez C., D'Haese M. (2015). The effect of specialty coffee certification on household livelihood strategies and specialisation. *Food Policy* 57: 13-25.
- Vifell Å.C., Thedvall R. (2012). Organizing for social sustainability: governance through bureaucratization in meta-organizations. *Sustainability: Science, Practice, & Policy* 8 (1): 50-58.
- Voituriez T., Florès V., Eberhart C., Chauveau C. (2002). Le prix équitable. Définitions et méthodes d'évaluation. Montpellier: Solagral, 69 p.
- Volkert J. (2013). Concepts of Agency, sustainable human development (SHD) and collective abilities. In: Maitreyee (Ed.). *Collectivity in the Capability Approach*, E-Bulletin of the Human Development & Capability Association.
- Von Braun J. (1995). Agricultural commercialization: impacts on income and nutrition and implications for policy. *Food Policy* 20 (3): 187-202.
- Watts M.J., Bohle H.G. (1993). Hunger, famine and the space of vulnerability. *GeoJournal* 30 (2): 117-125.
- Webb P., Coates J., Frongillo E.A., Rogers B.L., Swindale A., Bilinsky P. (2006). Measuring household food insecurity: Why it's so important and yet so difficult to do. *The Journal of nutrition* 136 (5): 1404S-1408S.
- Webb P., Rogers B.L. (2003). Addressing the "In" in food insecurity. Washington, DC: USAID/Food and Nutrition Technical Assistance Project Academy for Educational Development, 36 p. (*Occasional papers* n° 1).

Weingärtner L. (2005). The concept of food and nutrition security. *Achieving Food and Nutrition Security* 3: 21-52.

Wiggins S., Henley G., Keats S. (2015). Competitive or complementary? Industrial crops and food security in sub-Saharan Africa.

WWF, ISEAL. (2017). SDGs mean business: How credible standards can help companies deliver the 2030 agenda. Gland, Switzerland: World Wide Fund For Nature, 64 p.

Yaro J.A. (2004). Theorizing food insecurity: building a livelihood vulnerability framework for researching food insecurity. *Norsk Geografisk Tidsskrift-Norwegian Journal of Geography* 58 (1): 23-37.

Zavaleta C., Berrang-Ford L., Llanos-Cuentas A., Cárcamo C., Ford J., Silvera R., Patterson K., Marquis G.S., Harper S., Team I.R. (2017). Indigenous Shawi communities and national food security support: Right direction, but not enough. *Food Policy* 73: 75-87.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Evolution de la production et des ventes de matières premières certifiées. Adapté de (Potts et al., 2014)	- 20 -
Tableau 2: Croissance des surfaces certifiées par un ou plusieurs SVD entre 2011 et 2015. Source:(Lernoud et al., 2017).....	- 21 -
Tableau 3: Types de standards selon les acteurs engagés (adapté de ITC-EUI_report2017).....	- 22 -
Tableau 4: Résumé des articles examinant le lien entre commerce équitable et sécurité alimentaire (source: auteur)	- 44 -
Tableau 5: Récapitulatif des évaluations d'impact du commerce équitable (source : auteur)	- 49 -
Tableau 6: Cadre analytique présentant les outputs et outcomes liés à la sécurité alimentaire des ménages agricoles (source : auteur).....	- 57 -
Tableau 7: Sécurisation alimentaire (adapté de Janin 2017).....	- 87 -
Tableau 8: Typologie des pratiques des ménages face à l'adversité (Droy et Lallau 2014)	- 89 -
Tableau 9: Concordance entre les échelles géographiques et organisationnelles des OP (source : auteur).....	- 126 -
Tableau 10: Comparaison NORANDINO-CECANOR sur le statut, la diversification des activités, le capital physique et humain (source: auteur)	- 129 -
Tableau 11: Résumé des entretiens institutionnels réalisés	- 139 -
Tableau 12: Récapitulatif des entretiens réalisés à l'échelle des OP et comités (source: auteur) -	140 -
Tableau 13: Présentation des deux OP sélectionnées pour les enquêtes quantitatives	- 142 -
Tableau 14: Synthèse des données collectées dans ce travail de thèse, en fonction des OP, des districts d'études et échelles d'analyse	- 147 -
Tableau 15: Statistiques descriptives des variables sociodémographiques (N=140)	- 151 -
Tableau 16: Diversification des activités de moyens d'existence rémunératrices (en 4 types) N=140. -	152 -
Tableau 17: Statistiques descriptives sur les variables de production de café.....	- 155 -
Tableau 18 : Statistiques descriptives sur les variables de commercialisation de café (N=140)..	- 157 -
Tableau 19: Production vivrière: statistiques descriptives	- 158 -
Tableau 20: Calendrier de semis et récolte des productions annuelles et fruitières.....	- 159 -
Tableau 21: Pourcentage des ménages enquêtés possédant des animaux (N=140)	- 159 -
Tableau 22: Pratiques des ménages face à l'adversité (Lallau et Droy 2014)	- 171 -
Tableau 23: Rappel du matériel empirique Chapitre 7 (source: auteur)	- 172 -
Tableau 24: Quatre indicateur de sécurité alimentaire à l'échelle des ménages (source: auteur)-	175 -
Tableau 25: Résumé des indicateurs de sécurité alimentaire à l'échelle des ménages (N=140).-	178 -
Tableau 26: Pourcentage des ménages agricoles ayant accès à chaque groupe d'aliments selon leur score HDDS : profils alimentaires.....	- 182 -
Tableau 27: Résumé des pratiques de sécurisation alimentaire ex-ante et ex-post	- 192 -
Tableau 28: Description des 9 variables utilisées pour l'ACM	- 194 -

Tableau 29: Statistiques descriptives de comparaison des 3 classes	200 -
Tableau 30: Statistiques descriptives des variables de résultats.....	211 -
Tableau 31: Statistiques descriptives sur les variables utilisées pour mesurer les scores de propension, en comparant les ménages caféiculteurs FTI aux non-FTI	216 -
Tableau 32: Modèle probit mesurant la probabilité de participation dans une OP FTI.....	220 -
Tableau 33: ATT impact of FT on coffee-dependent and FS variables	222 -
Tableau 34: Hétérogénéité des impacts à partir d'une régression multiple.....	225 -
Tableau 35: Matériel empirique: données qualitatives auprès des producteurs et des OP (source: auteur).....	240 -
Tableau 36: Règles de distribution de la prime par les OP de 2nd et 1er niveau et par les comités ...	249 -
Tableau 37: Trois types d'influence de l'OP sur l'espace de capacités des producteurs (source: auteur).....	263 -

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Organisation générale du manuscrit (source : auteur)	12
Figure 2: Théorie du changement de Fairtrade International sur les questions de sécurité alimentaire (source : auteur, inspiré de FTI 2009)	39 -
Figure 3: Etudes empiriques sur l'insécurité alimentaire saisonnière parmi des communautés caféicultrices centre-américaines publiées entre 2007 et 2012 (Caswell, et al. 2012)	42 -
Figure 4: Divers facteurs influencent la traduction de prix minimum équitable (FOB) en résultats effectifs de sécurité alimentaire (source : auteur)	59 -
Figure 5: Comparaison des volumes produits et des volumes vendus sous le label Fairtrade International entre 2011 et 2015 (Lernoud et al. 2017)	61 -
Figure 6: L'OP comme pierre angulaire des effets du commerce équitable aux ménages (source : auteur).....	66 -
Figure 7: Résumé des chemins d'impacts potentiels entre le commerce équitable et la sécurité alimentaire (source : auteur)	71 -
Figure 8: Organisation de la recherche en 3 questions	75
Figure 9: Représentation des différentes composantes de l'insécurité alimentaire (source : auteur)..	81 -
Figure 10: Synthèse des indicateurs de sécurité alimentaire choisis pour mesurer l'insécurité alimentaire saisonnière	86 -
Figure 11: Mécanisme simplifié de conversion des ressources en capacités puis en fonctionnements (source : auteur)	92 -
Figure 12: Cadre conceptuel des effets de l'agencité collective sur l'espace de capacités des membres (source : auteur)	98 -
Figure 13: Evolution des prix internationaux du café arabica entre 1991 et 2016 (Prix de la bourse de NYC) (source : auteur).....	111 -

Figure 14: Production minimum, maximum et moyenne de café certifié par l'un des 5 principaux SVD (FTI, RA, 4C, UTZ, Bio) entre 2008 et 2015. Source:(Lernoud et al., 2017)	112 -
Figure 15: Les trois grands espaces péruviens (côte, sierra, selva) et particulier dans la région de Piura et et Lambayeque/Chiclayo.....	115 -
Figure 16: Prix du café arabica entre 1991 et 2016: comparaison entre le prix de la bourse de NYC et le prix minimum garanti par Fairtrade International pour le café conventionnel (source : auteur)-	118 -
-	
Figure 17: Evolution de la prévalence (%) de la sous-alimentation et de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans au Pérou entre 1990 et 2015 (FAOstat, téléchargé en février 2018) ...	121 -
Figure 18: Vulnérabilité alimentaire dans les districts du département de Lambayeque (source : MIDIS 2012)	125 -
Figure 19: Séquençage d'enquêtes qualitatives et quantitatives (Gondard-Delcroix, 2006)	136 -
Figure 20: Séquençage de la recherche (source : auteur).....	138
Figure 21: Démarche d'échantillonnage pour les enquêtes quantitatives de ménages agricoles certifiés par le commerce équitable	143 -
Figure 22: 1ères et 2ème source de revenu après le café en pourcentage de ménage	153 -
Figure 23: Itinéraire technique de la culture du café (source : auteur).....	154 -
Figure 24: Pourcentage de ménages cultivant les principales cultures vivrières	159 -
Figure 25: Comparaison 2006-2015: Nombre de bovins, surface des plantations de café et surface utilisée pour les cultures vivrières (moyennes) (N=140)	162 -
Figure 26: Répartition des ménages selon leur score ELCSA (N=140).....	178 -
Figure 27: Intensité de l'expérience d'insécurité alimentaire déclarée selon les différentes composantes de l'insécurité alimentaire	179 -
Figure 28: Prévalence de l'insécurité alimentaire saisonnière mois par mois entre janvier 2015 et mars 2016.....	180 -
Figure 29: Saisonnalité agricole (source : auteur).....	181 -
Figure 30: Pratique d'approvisionnement des aliments consommés le jour précédent l'enquête (source : auteur)	185 -
Figure 31: Schéma des causes perçues de l'insécurité alimentaire saisonnière (source: auteur)-	187 -
Figure 32:Pratiques de sécurisation alimentaire ex-post (N=107)	190 -
Figure 33: Représentation graphique de l'ACM	195 -
Figure 34:Dendrogramme issu de la classification hiérarchique ascendante	196 -
Figure 35: Représentation graphique des observations selon les deux premiers axes de l'ACM -	196 -
Figure 36: Différentiels de prix entre le prix minimum garanti par FTI et le prix C de la bourse de NYC pour du café certifié par l'agriculture biologique entre 2012 et 2016 (la bande de 10 USD correspond à la marge d'erreur sur les prix du café biologique exporté).....	207 -
Figure 37: Hétérogénéité des impacts individuels selon les ménages.....	229 -
Figure 38: Cadre conceptuel (source : auteur).....	236 -
Figure 39: Evolution des règles internes des deux OP depuis leur création	247 -

<i>Figure 40: Différences de trajectoires dans la caféiculture entre les producteurs membres et les non membres (deux exemples).....</i>	<i>- 251 -</i>
<i>Figure 41: Introduction et pérennisation d'activités vivrières chez les producteurs de CECANOR (un exemple d'une productrice de Penachi)</i>	<i>- 256 -</i>
<i>Figure 42: Influence de l'accès à des projets connexes à l'échelle collective sur les trajectoires individuelles (un exemple)</i>	<i>- 263 -</i>

ANNEXES

ANNEXE 1 : CAN FAIR TRADE PROMOTE THE <i>EMPOWERMENT</i> OF INDEPENDENT SMALL FARMERS IN PERU? RÉSUMÉ D'UN ARTICLE CO-ÉCRIT SUR LE PROJET FTUSA.....	- 318 -
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX LABELS DE COMMERCE ÉQUITABLE, ADAPTE DU GUIDE DES LABELS (PFCE, 2015)	- 324 -
ANNEXE 3 : ÉVOLUTION DES STANDARDS ÉQUITABLES (SOURCE : AUTEUR)	- 325 -
ANNEXE 4 : INDICATEURS « OBJECTIFS » OU « DÉRIVÉS » DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET INDICATEURS « SUBJECTIFS » OU « EXPÉRIENTIELS »	- 325 -
ANNEXE 5 : QUESTIONNAIRE DE L'ÉCHELLE EXPÉRIENTIELLE ELCSA (SOURCE : FAO)	- 327 -
ANNEXE 6 : VULNÉRABILITÉ ALIMENTAIRE DANS LES DISTRICTS DU DÉPARTEMENT DE PIURA (SOURCE MIDIS)	- 328 -
ANNEXE 7 : ENTRETIENS INSTITUTIONNELS RÉALISÉS EN 2015	- 328 -
ANNEXE 8 : GUIDES D'ENTRETIEN TERRAIN EXPLORATOIRE 2015 (ÉCHELLE MÉNAGES)	- 329 -
ANNEXE 9 : QUESTIONNAIRE QUANTITATIF	- 332 -
ANNEXE 10 : VILLAGES ENQUÊTÉS DANS L'ENQUÊTE QUANTITATIVE (SOURCE : AUTEUR)	- 347 -
ANNEXE 11 : GUIDES D'ENTRETIEN POUR LES COMITÉS DE PRODUCTEURS À L'ÉCHELLE DU VILLAGE. ...	- 348 -
ANNEXE 12 : GUIDE D'ENTRETIEN POUR PERSONNELS DES OP DE SECOND NIVEAU	- 349 -
ANNEXE 13 : GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES PRODUCTEURS : TRAJECTOIRES D'ACTIVITÉS DE MOYENS D'EXISTENCE	- 351 -
ANNEXE 14 : MÉTHODES D'ANALYSES DE DONNÉES PARAMÉTRIQUES OU NON PARAMÉTRIQUES UTILISÉES DANS LA THÈSE	- 353 -
ANNEXE 15 : PHOTO ISSU DES FOCUS GROUPS : RÉFLEXION SUR LES CAUSES PERÇUES DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE	- 354 -
ANNEXE 16 : RÉSULTATS DE L'ACM	- 355 -
ANNEXE 17 : « STANDARDIZED DIFFERENCES » APPARIEMENTS SUR LA BASE DES SCORES DE PROPENSION	- 356 -
ANNEXE 17 : STATISTIQUES DESCRIPTIVES SUR LES VARIABLES DE PRODUCTION VIVRIÈRE ET D'APPROVISIONNEMENT	- 357 -
ANNEXE 18 : COMPTAGE DU NOMBRE DE MÉNAGES SUR LESQUELS L'OP A EU UN EFFET EN TERMES D'EMPOWERMENT LIÉ À LA CAFÉICULTURE.....	- 358 -

ANNEXE 1 : CAN FAIR TRADE PROMOTE THE *EMPOWERMENT* OF INDEPENDENT SMALL FARMERS IN PERU? RÉSUMÉ D'UN ARTICLE CO-ÉCRIT SUR LE PROJET FTUSA

Titre: Can Fair Trade promote the *empowerment* of Independent small farmers in Peru?

Diana Cordoba, SSHRC Postdoctoral Research Fellow, School of Environmental Studies – University of Victoria, **Ninon Sirdey**, CIRAD Mixed-Research Unit Markets Organisations Institutions and Actors Strategies. MOISA, University of Montpellier, CIHEAM-IAMM, CIRAD, INRA, Montpellier SupAgro, Montpellier, France, **Martha Del Rio Duque**, CIAT Cali Colombia, CGIAR, **Ana Maria Peredo**, Professor, School of Environmental Studies – University of Victoria.

1 Introduction

In 2011, Fairtrade USA (FTUSA) withdrew from the global Fairtrade certification system and rewrote the rules of Fairtrade Certification for the U.S. coffee market under its FT4ALL initiative. It proposed a shift to include more independent smallholder and farm workers in the Fair Trade (FT) model while continuing to grow the market for Fairtrade coffee. By expanding eligibility beyond cooperative organizations, which have been considered by some FT promoters as the main driver of farmers' *empowerment* and organizational capacity (Raynolds, 2012), this initiative has fueled an important debate in the international arena on how this shift undermines the FT movement's commitment to social justice (Fairtrade USA, 2010).

The FTUSA proposed shift from supporting cooperatives to supporting individual smallholders raises questions about its ability to have positive impacts on the *empowerment* of smallholders in developing countries without harming Fairtrade certified smallholder cooperatives that have been participating in this marketplace since its beginnings (Utting-Chamorro, 2005). Against this backdrop, this paper asks: what are the contributions of the FT4ALL certification to the *empowerment* of independent small-farmers? And to what extent does the FTUSA certification promote the emergence and consolidation of Small Producer Organizations (SPO) in Peru? To answer this question, we explore the recent implementation of FT4All in three of the first pilot sites in Latin America located in the central Peruvian Andes. Primary data were collected at two moments in time (2014 and 2017), before and after the implementation of the certification in the pilot sites to compare the initial (baseline) and the final (end-line) situation.

2 Case study

Peru is currently the sixth largest coffee exporter in the world with more than 303 thousand tons of annual production (FAO, 2016) and the world leader in the export of fair trade coffee with 23% of world production. There are different organizations involved in fair trade, distributed between FLO and FTUSA certifications. The number of Fair Trade certified producer organizations is high, 105 producer organizations. In Peru, all coffee producers are smallholders. Official figures do not exist, but it is estimated that in Peru, around 30% of smallholders are part of producers' organizations while 70% remain independents (interviews key actors in Peru). Most of the producers' organizations participate in specialty market, which includes voluntary sustainability certifications such as FLO, UTZ, Rainforest Alliance, Café Practices, Organic, etc. The remained 70% of smallholders are independent and sell their coffee to intermediaries and/or exporting firms.

This research was carried out in the three first pilot sites in Peru: Pulán (Santa Cruz Province – Cajamarca Region), Huancapampa-Kañaris (Lambayeque Province – Ferrañafe Region), and La Union (Cajamarca Region). These sites are located in communities of poor small farmers in the central Peruvian Andes, with similar socioeconomic characteristics. The three communities are characterized by “rain-fed” subsistence agriculture largely dependent on rainfall and subject to negative events such as frost and drought, with poor soils and a high risk of erosion mainly due to the pressure of smallholding hillside production and the severe deforestation (Pérez, 2006: 238). In Pulán, the coffee cooperative movement has been almost non-existent. In this district, the peasants have organized themselves for years in *rondas campesinas* (rural patrols). As for the inhabitants of Kañaris, they belong to the Kichwa ethnic group with historical roots to the Kichwas of southern Ecuador. This community was recognized as indigenous in 1956 by the Peruvian state.

3 Theoretical framework

empowerment has become a buzzword in transnational development circles and has been hailed as a panacea, as a means and end of development, by governments and powerful institutions like the World Bank (Cornwall et al., 2005). The flexibility of the notion has allowed it to be used both for and against hegemonic projects. In response to the mainstream uses of the term in development practice, feminists stressed power as a highly political (relational) notion and associated the process of *empowerment* with the interests of those who have little power (Kabeer 1997, Young 1993).

We will use an analytical distinction between three modes of thinking about power, based on Wolf (1999:5), to analyze the views on *empowerment* in the FT4All certification. In the first mode, *empowerment* is equated with capacity-building, meaning power is an attribute of individuals, like the ability that farmers have to produce or make informed decisions that allows them to interact with the market. A second mode of *empowerment* allows an increase in the ego’s capacity to impose its will on others. In this case, the effects of the certification will be reflected in the ability of producers to improve buying-selling and/or production conditions so that requirements of buyers and service providers are met. Finally, a third, stronger mode is *empowerment* as capacity of farmers to include their agenda and circumscribe the actions of other to tactically improve their position in the market and agricultural production and services. Here, *empowerment* is seen not as a definite economic goal, but as a politically charged process of sensitization and struggle to transform power relations, a process that has to be contextually specific and open.

4 Methods

These three modes of *empowerment* were analyzed in the pilot sites of the FT4ALL initiative in Peru through a baseline during July 2014 and an end-line data collection between January and February 2017. Baseline data collection included focus groups in each of the three pilot sites. Focus groups consisted of the following methodological steps: 1) identification of current problems in the individual production and marketing of coffee production, and the support offered by the certification process to overcome these problems (capacity-building *empowerment*). 2) an analysis of the social networks of group members to observe how close the group is to other key actors in the local and regional coffee chain, the changes of these networks over time, and how these actors can empower or limit the process of *empowerment* through support services and commercial relations (relational *empowerment*). 3) A collective analysis of the organizational vision and how the participants think the FT4All certification process can contribute to this vision (collective *empowerment*). End-line data

collection followed the same methodology and protocols used during the baseline phase. In total, three workshops were conducted during this phase. The open-ended nature of the focus groups also allowed for issues not covered by the protocol to be explored. All focus group were recorded and transcribed for analysis. To further contextualize the findings focus groups were complemented with field visits to selected farms and semi-structured interviews with participating producers and with the Market Access Partner (MAP) in Peru. In addition, fieldwork also included seven semi-structured interviews hold between June and August 2015with local and national key actors in Peruvian coffee sector (representative of SPO, coffee exporting companies, brokers, government officials and NGOs representatives).

5 FT4All *empowerment* Strategies and its Implementation in Peru

The FT4ALL certification retains the same criteria as the FTI certification: a guaranteed minimum price, credits or payments to producers, fixed contracts and the possibility of access to training and technical assistance for producers to improve their productive activities. Unlike FLO, FTUSA is not limited to SPOs and is also open to independent small farmers and plantation production. Fair Trade USA aims to provide flexibility in Fair Trade market with its new certification FT4All. Thus, FT4All certification does not require farmers to form cooperatives immediately, but rather they can partner with a Market Access partner (MAP) that can be a processor, exporter, or an NGO. The MAP is the actor that links the export of coffee and provides additional services. The MAP fulfills the same functions and responsibilities as the cooperative would assume, and should stimulate the organizational process towards a producers' cooperative or association in a maximum of 6 years. Likewise, the groups of independent producers must form a FT committee in which the producers are consulted on the coffee production and sale plan and the use of the premium received through FT. In addition, so as not to weaken the cooperative processes in the communities nor to the cooperatives that are selling to fair trade, the certified producers cannot belong in parallel to cooperatives, nor can the MAP buy production certified as FT4All from producers that are in cooperatives.

In Peru, the MAP is Sustainable Agriculture Promoter S.A (PROASSA), a coffee producing and exporting company founded in 1995 as a result of a joint effort of producers' associations in the Cajamarca, Lambayeque, Amazonas and San Martín regions. The selection of pilot sites for FTUUSA certification was guided by PROASSA, who had a special interest in promoting organizational processes in places where these initiatives are almost non-existent. PROASSA's Fair Trade implementation plan is based on three fundamental pillars: 1) Production and technical assistance to improve productivity levels and the quality of the final product, 2) Access to financial resources specifically designated for the renewal of coffee plantations, support for fertilization, and the infrastructure necessary for good post-harvest management, and 3) Marketing to facilitate producers' access to certification and the fair trade market. These three pillars are interconnected with each other and, as a whole, are aimed at strengthening organizational processes. PROASSA expects producers with whom it establishes commercial alliances through the FT4All certification to be able to join CECANOR in the future, on the one hand, to access the services offered by this second-level organization (access to financial resources and technical assistance), and on the other to contribute to strengthening the representativeness and bargaining power of the coffee growers in northeastern Peru. Low quality coffee is a key problem to improving farmers' livelihoods. Thus, the FT4ALL certification was seen by PROASSA as a mechanism that could promote these associative processes that will lead, in the future, to the creation of coffee cooperatives.

6 Results

This paper considered whether and how Fair Trade for All (FT4All) certification, and related activities, contributed to the *empowerment* of independent smallholders in Perú. As follows we present the main results of this study according to three modes of *empowerment* outlined in our theoretical framework: capacity building, relational and collective.

6.1 Capacity-building *empowerment*

-Technical assistance provided by PROASSA as part of the FT4All certification is highly valued by farmers and has allowed them to implement improvements in crop, soil and post-harvest management at the farm level, but needs to reach more farmers and to be more consistent. As a result of technical assistance and training provided by PROASSA, many farmers gained a better knowledge about adequate crop management and post-harvest treatment to increase the quality of their coffee and are implementing important improvements in their farms.

- Despite technical assistance has enhanced the adoption of good agricultural practices, farmers at the pilot sites are still working towards quality upgrading, which shows the need for the continuation and extension of training programs. In addition, producers that are already organized need additional support to develop managerial capabilities that is not provided yet by the technical assistance. The organization in Pulán, for example, had to pay an external actor for the designing of their business plan, a requisite to access government programs and resources. However, the access to technical assistance could be limited in poor areas such as Pulán and Huanacampa.

- Once producers participate in the FT4All certification and get a good grasp of it, they are usually willing to engage in other certifications as well, such as the organic certification and the women-only coffee certification, as was the case in all three pilot sites. This is due in part to PROASSA leadership in these processes but also to producers' recognition and valuation of those programs. In this respect, Ruben and Hoebink (2015) assert that multi-certification is usually a suitable strategy for diversifying sales to different buyers with differing quality and delivery requirements.

6.2 Relational *empowerment*

- Due to uncertainties involved in coffee production and marketing, some coffee growers in the three pilot sites are not relying solely on trade certifications to improve household income, but are actively investing in other opportunities such as growing other types of crops. This stems from the farmers need to secure better prices for the product of their work which is not always guaranteed by having access to fair trade markets, since contingencies related to adverse weather conditions or presence of plagues can make them fail to meet the quality standards required to access fair trade prices. This diversification towards other crop is different to what has been found elsewhere. Ruben (2008) for example found that certified farms tend to specialize more on coffee production neglecting or reducing engagement in other types of crops. The attempts at diversification found at the pilot sites may be due to the low level of success achieved yet by Peruvian producers through the FT4All certification.

- Intermediaries are still important in all three sites to buy what farmers cannot sell at the fair trade market because of insufficient quality of the coffee or because lack of buyers in the fair trade market. It is not clear yet

whether the totality of producers would be able to sell their coffee in the fair trade market in case all of them were able to achieve the quality standards required by the FT4All certification.

- As expected, the more formally organized the group the greatest network relationships it will exhibit. Relationships with external actors are facilitated by group organization. Thus, the group in Pulán which has already a legally constituted organization since 2012 is the one who has more connections to other organizations in the area and has been able to receive support from governmental programs oriented to associations only, different to its counterparts in the other pilot sites. They have started to organize at the district level, scaling up its organization process (see figure 1).

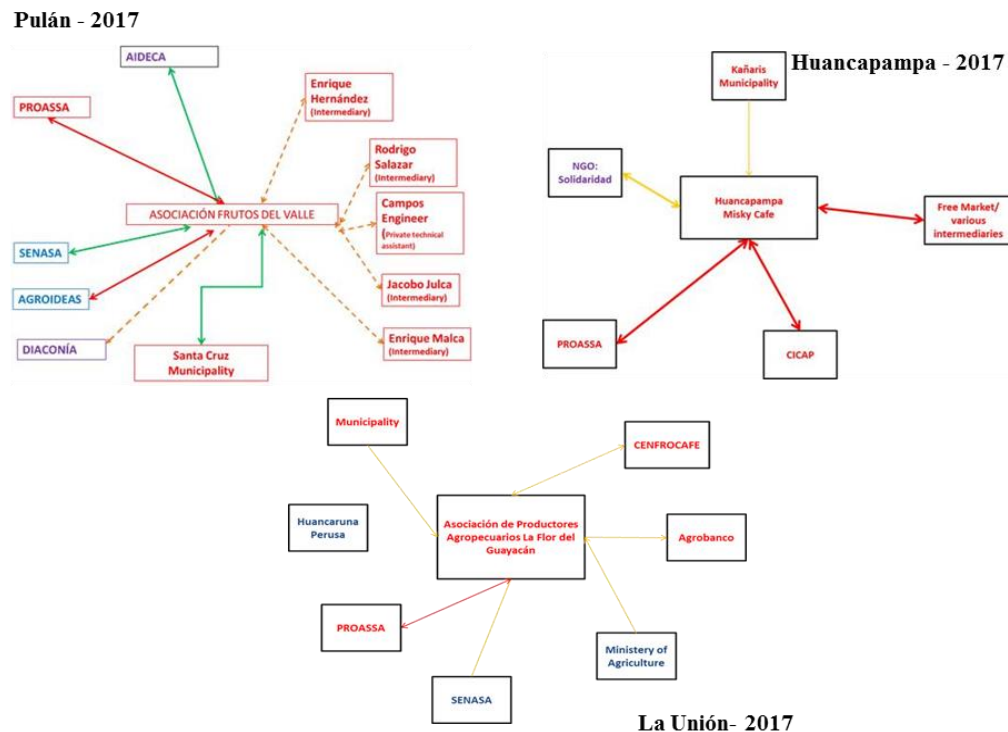


Figure 1. Relational *empowerment* FT4All pilot sites - Peru

6.3 Collective *empowerment*

- Despite past bad experiences in the region with community organization, related to violence against community leaders and mismanagement of cooperatives that led to a decay in collective action and organization, government programs along with the FT4All certification process have provided incentives that are encouraging farmers to work together and organize once more in order to reach better living conditions. In general, wellbeing is now perceived by farmers at the pilot sites as more achievable through association than by individual efforts.

7 References

Cornwall, A. & Brock, K. 2005, 'What do buzzwords do for development policy? A critical look at 'participation', 'empowerment' and 'poverty reduction', *Third World Quarterly*, 26 (7): 1043-60
 FTUSA. 2012. Fair Trade USA Independent Smallholders Standard. Vision, Objectives and Summary. FTUSA.

- . 2014. Guidelines for the Implementation and Interpretation of the Independent Smallholders Standard.
- Jaffee, D. & P. H. Howard (2016) Who's the fairest of them all? The fractured landscape of US fair trade certification. *Agriculture and Human Values*, 33, 813-826.
- Kabeer, N. 1994, *Reversed realities: Gender hierarchies in development thought*, London: Verso.
- Potts, J., M. Lynch, A. Wilkings, G. Huppé, M. Cunningham & V. Voora. 2014. The state of sustainability initiatives review 2014: Standards and the green economy. In *State of Sustainability Initiatives*, eds. R. Ilnyckyj, D. Holmes & E. Rickert. International Institute for Sustainable Development (IISD) and the International Institute for Environment and Development (IIED).
- Remy Simatovic, M. I. 2007. Cafetaleros empresarios. Dinamismo Asociativo para el desarrollo en el Peru. In *Estudios de la sociedad rural*, eds. IEP & Oxfam. Lima: IEP.
- Raynolds, Laura T. (2012a). Fair trade: Social regulation in global food markets. *Journal of Rural Studies* 28.3, 276-287
- Ruben, R., & Hoebink, P. (2015). *Coffee Certification in East Africa. Impact on Farmers, Families and Cooperatives*, Wageningen: Wageningen Academic Publishers.
- Utting-Chamorro, K. (2005). Does fair trade make a difference? The case of small coffee producers in Nicaragua. *Development in Practice*, 15(3-4), 584-599.
- Wolf, E. R. 1998, *Envisioning power: Ideologies of dominance and crisis*: University of California Press.
- Young, K. 1991, 'Reflexiones sobre cómo enfrentar las necesidades de las mujeres', in *Una nueva mirada: género en el desarrollo*, ed. J.C. Guzmán, Lima.

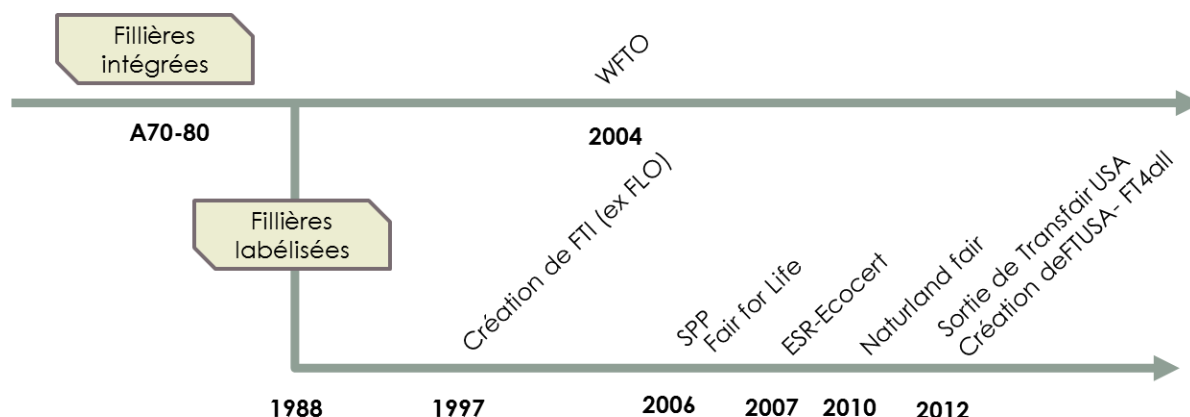
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX LABELS DE COMMERCE EQUITABLE, ADAPTE DU GUIDE DES LABELS (PFCE, 2015)

Nom du label	Année de création	Structure propriétaire	Types de producteurs			Zone géographique de production
			OP	Producteurs indépendants sous contrat	Travailleurs des plantations	
Fairtrade International	1997	ONG FTI (Allemagne)	X	X*	X*	Global
Organisation de commerce équitable WFTO	2004	WFTO réseau d'organisation de commerce équitable (Hollande)	X	X		Global
Símbolo de Pequeños productores (SPP)	2006 ¹¹⁰	SPP Global, association représentant des producteurs (Mexique)	X			Global, mais surtout Amérique Latine
Fair for life	2006	Certificateur suisse IMO (dans le groupe Ecocert depuis 2013, fusion avec standard ESR en 2017) (Suisse)	X	X	X	Global
Naturland Fair	2010	Association Bio Naturland (Allemagne)	X	X	X	Global mais surtout Europe
Fairtrade USA	2012	Fondation privée (USA)	X	X	X	Global

*Uniquement pour certaines filières et zones géographiques

¹¹⁰ Bien que SPP soit lancé en 2006, le premier cahier des charges ne voit le jour qu'en 2010.

ANNEXE 3 : EVOLUTION DES STANDARDS EQUITABLES (SOURCE : AUTEUR)



ANNEXE 4 : INDICATEURS « OBJECTIFS » OU « DERIVES » DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET INDICATEURS « SUBJECTIFS » OU « EXPERIENTIELS »

1. Indicateurs objectifs ou dérivés

Les mesures de sous-alimentation de la FAO. Le nombre d'habitants en état d'insécurité alimentaire est donné chaque année par la FAO, pays par pays. La FAO base ses calculs sur l'hypothèse que la faim repose sur une quantité insuffisante de calories ingérées par rapport aux besoins pour survivre. Elle estime les calories ingérées en moyenne par habitant au niveau d'un pays, à partir des données de « Bilans alimentaires (*Food balance sheets*) » permettant d'estimer ce qui est produit, importé, perdu et exporté par le pays (quantité totale disponible à l'échelle du pays en tenant compte des quantités perdues ou utilisées à d'autres fin qu'alimentaires) et des données liées à la distribution alimentaire obtenues à partir d'enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages. Les données de disponibilité alimentaire sont ensuite converties en calories (Pérez-Escamilla et Segall-Corrêa, 2008; Burchi et al., 2011).

La mesure de la sous-nutrition par les dépenses alimentaires. La mesure de la sous nutrition moyenne du ménage utilise les dépenses alimentaires qui, associées aux aliments produits sur l'exploitation agricole, donnent un proxy de la consommation alimentaire. Ces enquêtes ont pour objectif d'estimer l'apport calorique moyen par membre d'un ménage par jour. Cette disponibilité alimentaire à l'échelle du ménage (dépenses alimentaires + production sur l'exploitation) est convertie en calories.

La mesure du Score de Consommation Alimentaire. Elle permet d'estimer l'apport calorique et la qualité du régime alimentaire au niveau d'un ménage ou d'un individu à partir de la fréquence de



consommation sur 7 jours (Maxwell et al., 2014). Il s'agit de la fréquence de consommation de 8 groupes d'aliments, collectée avec un rappel de sept jours.

Le score de diversité alimentaire à l'échelle du ménage. Il mesure l'accès physique et économique aux aliments. Il est corrélé à la consommation énergétique et témoigne de l'accès du ménage à une alimentation variée. Le score de diversité alimentaire correspond au nombre moyen des différents groupes alimentaires consommés (sur 12). C'est une mesure « qualitative » de l'accès alimentaire du ménage, car les quantités consommées ne sont pas connues. Il n'existe pas de seuil normé internationalement (Maxwell et al., 2013) pour affirmer qu'un ménage est en sécurité alimentaire avec cet indicateur. Un score de diversité alimentaire existe aussi à l'échelle individuelle pour mesurer la qualité nutritionnelle de la consommation alimentaire (nombre de groupes différent).

2. Indicateurs subjectifs ou expérientiels

L'échelle expérientielle *Household Food insecurity access scale HFIAS* (Pérez-Escamilla et Segall-Corrêa, 2008). Elle permet d'appréhender les aspects psychologiques de l'insécurité alimentaire (IFPRI, 2006; Swindale et Bilinsky, 2006a) et l'expérience d'insécurité alimentaire. Cette méthode repose sur « l'idée que l'insécurité alimentaire (accès) entraîne des réactions et des réponses prévisibles pouvant être saisies et quantifiées par le biais d'une enquête puis récapitulées sur une échelle » (Coates et al., 2007). Des études de validation dans plusieurs pays du monde, ont montré que cette échelle produisait des résultats fortement corrélés aux indicateurs habituels de pauvreté ou de consommation alimentaire. Cet indicateur mesure l'accès et se base sur l'analyse des déclarations des populations touchée par l'insécurité alimentaire.

L'échelle expérientielle *ELCSA* (*Escala Lationamericana y Caribena de Seguridad Alimentaria*). C'est l'équivalent de HFIAS validée pour les pays d'Amérique latine. Elle a la particularité d'estimer l'accès à l'alimentation séparément pour les membres du ménage mineurs et majeurs.

La mesure *Coping Strategy Index (CSI)*. Elle a été mise en place dans une perspective comportementale de l'insécurité alimentaire afin de déterminer les stratégies mises en place par les ménages pour gérer une insécurité alimentaire (Maxwell, 1996; Maxwell et al., 1999). Elle permet d'estimer la sévérité et la fréquence des comportements des personnes n'ayant pas assez de nourriture, ou d'argent pour en acheter. Cette méthode repose sur l'hypothèse que les stratégies d'adaptation peuvent être un indicateur de la SA. Cet indicateur est basé sur l'agrégation pondérée d'informations sur la sévérité et la fréquence d'un certain nombre de stratégies possibles répertoriées dans une liste auparavant établie à partir d'analyse localisée et de focus groups. C'est un indicateur d'accès.

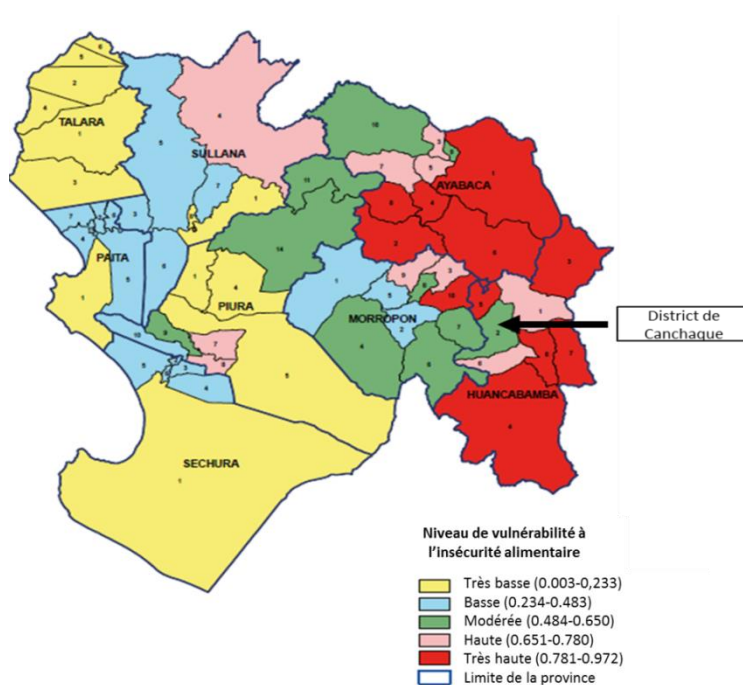
La mesure des « *months of inadequate food provisioning* » (*MIFP*). Cet indicateur permet de mesurer la stabilité intra-annuelle de l'accès alimentaire à l'échelle des ménages. Cet indicateur capte les changements dans la capacité des foyers à s'approvisionner en nourriture tout au long

de l'année, et à traiter leur vulnérabilité. Cet indicateur a l'avantage de capter un effet agrégé des stratégies mises en place par les ménages (production, stock, pouvoir d'achat).

ANNEXE 5 : QUESTIONNAIRE DE L'ECHELLE EXPERIENTIELLE ELCSA (SOURCE : FAO)

Question	Signification de la question	Fréquence
P1. En los últimos 3 meses, por falta de dinero u otros recursos, ¿alguna vez usted se preocupó porque los alimentos se acabaran en su hogar?	Esta pregunta se refiere a la preocupación que experimentaron los hogares antes de que se acabaran los alimentos, la cual se pudo deber a situaciones hipotéticas para el futuro del hogar, por ejemplo la pérdida de empleo del proveedor.	¿Cual est la intensidad? - Casi nunca - Pocas veces - Muchas veces
P2. En los últimos 3 meses, por falta de dinero u otros recursos, ¿alguna vez en su hogar se quedaron sin alimentos?	Esta pregunta busca establecer si en algún momento del período estudiado, por falta de dinero u otros recursos, el hogar no tuvo alimentos para comer.	
P3. En los últimos 3 meses, por falta de dinero u otros recursos, ¿alguna vez en su hogar dejaron de tener una alimentación saludable*?	Con esta pregunta sobre la alimentación saludable (términos alternativos pueden ser nutritiva, balanceada y/o equilibrada), se busca establecer si en algún momento del período estudiado, por falta de dinero u otros recursos, la alimentación del hogar a criterio del encuestado no incluyó alimentos en la cantidad y calidad necesarias para proporcionar comidas saludables y balanceadas.	
P4. En los últimos 3 meses, por falta de dinero u otros recursos, ¿alguna vez usted o alguien en su hogar tuvo una alimentación basada en poca variedad de alimentos?	Esa pregunta intenta establecer si, a criterio del encuestado, en algún momento del período estudiado, debido a la falta de dinero u otros recursos, la alimentación del hogar fue monótona, es decir compuesta por pocos alimentos diferentes.	
P5. En los últimos 3 meses, por falta de dinero u otros recursos, ¿alguna vez usted o alguien en su hogar dejó de desayunar, almorzar o cenar?	La pregunta indaga sobre la omisión de algún tiempo de comida, por falta de dinero u otros recursos para adquirir alimentos en el período analizado.	
P6. En los últimos 3 meses, por falta de dinero u otros recursos, ¿alguna vez usted o alguien en su hogar comió menos de lo que debía comer?	El objetivo de esta pregunta es conocer si, por falta de dinero u otros recursos, en algún momento del período estudiado alguien del hogar comió menos de lo que considera que debía comer.	
P7. En los últimos 3 meses, por falta de dinero u otros recursos, ¿alguna vez usted o alguien en su hogar sintió hambre pero no comió?	El objetivo de esta pregunta es conocer si alguien del hogar en algún momento del período estudiado sintió hambre pero no comió por falta de dinero u otros recursos.	
P8. En los últimos 3 meses, por falta de dinero u otros recursos, ¿alguna vez usted o algún adulto en su hogar solo comió una vez al día o dejó de comer durante todo un día?	Se desea conocer si por falta de dinero alguien del hogar en algún momento del período estudiado comió solo una vez al día o no comió durante todo el día.	

ANNEXE 6 : VULNERABILITE ALIMENTAIRE DANS LES DISTRICTS DU DEPARTEMENT DE PIURA (SOURCE MIDIS)



ANNEXE 7 : ENTRETIENS INSTITUTIONNELS REALISES EN 2015

Organisation	Nom de la personne enquêtée	Date
Fédération nationale du Café (JNC)	Lorenzo Castillo	21/08/2015
Fédération nationale du Café (JNC)	Marco	21/08/2015
Négociant café	Miguel Paz	21/08/2015
AVSF	Cesar Paz	20/08/2015
AGROIDEAS	Nelly Acosta	20/08/2015
Chambre du café et cacao	Eduardo Montauban (gérant)	27/08/2015
	David Gonzales	27/08/2015
NORANDINO	Santiago Paz	24/08/2015
CECANOR	Robert Fernandez (gérant)	25/08/2015
	Elmer Cubas (technicien)	25/08/2015
ONG DIACONIA	David	26/08/2015
ONG CICAP	Tomas	25/08/2015
CLAC	Ricardo Aguilar	22/06/2015
CLAC	Oscar Estela	23/06/2015
ONG PROA	Régis Goulet (directeur)	26/08/2015
Coordination nationale du commerce équitable	Luis Suarez	22/06/2015
PROASSA	Isabel Uriarte	Juin/aout 2015

ANNEXE 8 : GUIDES D'ENTRETIEN TERRAIN EXPLORATOIRE 2015 (ECHELLE MENAGES)

Guía para la entrevista de los pequeños productores

Nombre y apellido:

Comunidad:

Fecha:

Hijos:

CAFÉ

¿Cuántas hectáreas, cuantos quintales? ¿Cuál es su calendario de trabajo para la producción del café? ¿Cuál cantidad de trabajo se necesita? ¿Cuentos jornales?

Vivero/incubación

Fertilización

Deshierbara

La poda

Conversión del suelo?

Cosecha

Despulpador

Fermentación

Lavado

Secado

- **¿En qué periodo son los excesos de carga de trabajo?**
- **¿Según usted, se parece que usted trabaja más o menos en las parcelas en relación con antes de la certificación de comercio justo?**

GASTOS del cultivo del café

¿En qué periodo del año, usted debe gastar dinero para la producción del café?

Insumos, mano de obra, transportación, post-cosecha, administración

¿Cuenta cuesta?

¿Los gastos son diferentes en relación con antes de la certificación de comercio justo? ¿más altos? ¿Mas bajos?

INGRESOS del café

-
- **¿en qué periodo del año, usted reciben ingresos de la producción del café?**
 - **¿Cuantos pagamientos recibió cuando vendió el café? ¿A quién?**
 - **¿cuantos soles recibió usted? ¿El año pasado? ¿Y para esta cosecha?**
 - **¿Usted tiene créditos? ¿De quién? ¿Para pagar qué?**
 - **¿Quién en su familia recibió el ingreso a partir de la venta del café? (¿A quién le queda la plata? ¿quién decide cómo gastarla?)**

OTROS CULTIVOS

¿Usted o alguien en su familia, hogar tienen otros cultivos (para vender o para comer)?

- **¿Cuál es la superficie dedicada a estos otros cultivos?**

Para vender

Para comer

- ¿Hay diferencias en relación con antes de la certificación de comercio justo? Si si, por qué?
- ¿En qué periodo del año, usted y su familia trabajan en estas parcelas?
- ¿Cuál cantidad de trabajo se necesita? ¿Cuentos jornales?
- ¿Quién trabaja en estas parcelas? ¿usted? Su esposo, esposa?
- ¿Cuento recibió de la venta de estos cultivos ¿En cuántos Pagamientos? ¿En qué periodo del año? ¿A quien vende? ¿dónde?

OTRAS ACTIVIDADES

¿Usted o alguien y su familia tiene otras actividades, otro trabajo?

- ¿Cuál es/son su/sus otro(s) trabajo(s)?

Esposo, Esposa, Hijos, hijas

- ¿en qué época del año trabaja? ¿Dónde usted lo ejerce? ¿Cuento tiempo, empleo pleno?
Construcción, taxi, profesor?
- ¿Qué recibieron de este trabajo adicional? ¿Cuándo lo recibe? ¿Cada día? ¿Cada mes?
- ¿Ustedes trabajan fuera de la finca tanto, más o menos que antes de la certificación de comercio justo?

GASTOS del hogar

¿En qué periodo del año, usted tiene otros GASTOS?

- ¿Cuáles son sus otros gastos importantes?
 - ¿Escuela?
 - ¿salud?
 - ¿Ceremonias?
 - ¿Transporte?

RIESGOS

¿Cuándo ocurren los riesgos naturales aquí?

¿Cuáles son los periodos del clima? ¿Llueva? ¿Sequia?

ALIMENTACION

También, me intereso a sus costumbres para la alimentación, a la manera que ustedes comen.

Estabilidad de la alimentación

¿En los últimos 12 meses, hay meses durante los cuales usted no tuvo bastante comida o recursos para conseguir las necesidades de su familia? ¿En caso de si, cuales son estos meses (en los últimos 12 meses) ?

¿Qué es diferente durante esta época? ¿La cantidad de comida? ¿La diversidad de su comida?

¿Hay diferencias de alimentación en una misma semana? ¿al inicio, al final de la semana?

¿Qué es diferente? ¿La cantidad de comida? ¿La diversidad de su comida?

CAUSAS

¿Según usted, por qué su familia encuentra problemas de alimentación durante esta época?

Falta de ingresos, falta trabajo, de comida en la finca, precios, disponibilidad, acceso físico ?

RESPUESTAS

¿Cuándo su familia no tenga bastante comida para las necesidades de su familia, qué hace?

¿Comer porciones más pequeñas de comida?, ¿comer menos veces al día? ¿Disminuir la variedad de alimentos? ¿Aumentar los recursos? ¿Como?

HISTORIA y alimentación

¿Hubo cambios en la alimentación de las personas que viven en acá desde anteriormente?

Desde 20 años?

¿Desde hace cuanto tiempo usted o su esposa/esposo produce café?

¿Hay diferencias en la manera de comer desde usted produce café?

¿Hay diferencias en la manera de comer desde usted tiene la certificación de comercio justo?

PROCEDENCIA

¿De dónde viene la comida que usted y su familia comen?

¿Usted produce directamente la comida que su familia come o usted compra? ¿qué parte para cada, en porcentaje?

¿Hubo cambios desde usted tiene la certificación de comercio justo?

LA COMPRA DE ALIMENTOS

-
- ∞ **¿Dónde compra usted los alimentos?**
 - ∞ **¿Cuánto tiempo le toma llegar desde su finca al mercado donde usted compra la comida? ¿Con que medio de transporte (pie, camioneta, movilidad...)?**
 - ∞ **¿Cómo le parecen los precios de los alimentos que usted compra? Altos? Bajos?**
 - ∞ **¿Los precios son regulares? O hay cambios durante el año?**

PERCEPCION y EJEMPLOS

¿Cuál es la comida típica de su alimentación?

¿Por ejemplo, qué usted y su familia comieron ayer?

comida cocinada a partir de arroz, trigo, maíz, quinoa, kiwicha, tubérculos (papa, yuca), leguminosas (lentejas, frijol), verduras (tomate, espinacas), frutas (plátano, mango, chirimoya, plátano, naranja...), carne o peces, huevos, lecheros (leche, queso, yogur), azúcar o miel, aceite, grasa o mantequilla...

FRECUENCIA ¿?

[SEGURIDAD ALIMENTARIA]

¿Qué significa la seguridad alimentaria (según usted)?

¿Cómo le parece la seguridad alimentaria de su familia?

[SOBERANÍA ALIMENTARIA]

¿Y conoce usted la palabra de soberanía alimentaria? ¿según usted, cual es la diferencia con la seguridad alimentaria?

ANNEXE 9 : QUESTIONNAIRE QUANTITATIF

Introduccion

Buenos días/tardes, mi nombre es Estamos haciendo una encuesta con productores de café en el Norte del Peru. Quiero ser claro(a), no somos inspectores de certificación. Estamos haciendo una investigación para entender las actividades agrícolas y no agrícolas de los pequeños productores del norte del Peru. Trabajamos con una estudiante que hace su tesis. El cuestionario está compuesto con preguntas sobre la situación en la actualidad y sobre una fecha de referencia que es el año 2006. El año 2006 fue el año de la segunda presidencia del Sr. Alan García. Acepte Ud. de contestar a esta encuesta?

1. Actualmente, tiene parcelas con café ? 1. Sí ☐ 2. No ☐ *(Si la respuesta es "NO" pare la entrevista)*
2. En qué año empezó a manejar una chacra de café? _____ *(Si la respuesta es una fecha posterior al año 2006, es decir de 2007 hasta 2016: pare la entrevista)*
3. Actualmente, pertenece a la cooperativa/organización ? 1. Sí ☐ 2. No ☐ *(Si la respuesta es "NO" pare la entrevista)*
4. En qué año fue su primera campaña de café con la cooperativa/organización ? _____ *(Si la respuesta es una fecha anterior al año 2006, pare la entrevista)*
5. En 2006, pertenecía a una otra organización de productores ? 1. Sí ☐ 2. No ☐ *(Si la respuesta es "SI" pare la entrevista)*
6. ¿Tiene conocimiento sobre el manejo de las parcelas en producción? 1. Sí ☐ 2. No ☐
 (Si la respuesta es "Sí" continúe con la siguiente pregunta, en caso contrario pregunte por el integrante del hogar encargado de las parcelas de producción)

A. CONTROL DE CALIDAD DE LA ENCUESTA

Encuestador		Nombre		Firma		Fecha	Día	Mes	Año

Resultado de la encuesta por el encuestador	☐	1: Encuesta completa 2: Encuesta incompleta	(todas las preguntas completadas) (preguntas incompletas)

Observaciones del encuestador	

Presencia de conyugues a la entrevista	1 Solo hombre 2 Solo mujer 3 Ambos	
La persona utiliza el pronombre "nosotros" (en lugar de yo) cuando habla del grupo, de la organización de productores...	1 no 2 poco 3 mucho 98 No sabe	

B. UBICACIÓN GEOGRÁFICA

- B.1. Departamento 1 Piura 2 Lambayeque
- B.2. Provincia 1 Ayabaca 2 Huancabamba 3 Lambayeque 4 Ferrenafe
- B.3. Distrito 1 Pacaipampa 2 Carmen de la frontera 3 Sondor 4 Salas 5 Canaris
- B.4. Caserío/Anexo

C. IDENTIFICACIÓN

C.1. Nombre del entrevistado

C.2. ¿Hace cuánto tiempo vive en esta comunidad?

¿Cuánto le toma en promedio (en minutos) llegar

C.3 desde su casa al centro poblado más cercano?

C.4 desde su casa hasta su chacra de café mas leja?

C.5 Desde su casa al lugar donde compra sus insumos alimentarios?

C.6 Actualmente, su casa esta hecha con ladrillos?

C.7. En el 2006, su casa estaba hecha con ladrillos?

C.8. Actualmente, cuantos cuartos tiene en su casa o sus diferentes casas (si tiene mas de una)?

C.9. En el 2006, cuantos cuartos tenia en su casa o casas?

C.10. Actualmente, tiene una moto en su hogar?

C.11. En el año 2006, tuvo una moto su hogar ?

En Anos 99 siempre

minutos

1 Si 2 No

1 Si 2 No

1 Si 2 No 98 NS

1 Si 2 No 98 NS

D. COMPOSICIÓN FAMILIAR

D.1. ¿Cuántas personas viven permanentemente en su hogar (incluida la persona que se está entrevistando)? personas (este se llena al final del cuadro sin preguntar)

# de orden	D.2 Primer nombre de la persona En orden de edad con el jefe del hogar luego esposo(a) y hijo(a)s y otros	D.3. Sexo 1 Hombre 2 Mujer	D.4 ¿Es el entrevistado?	D.5 Edad en años	D.6. Años de educación completados anotar el numero de anos completos hasta secundaria completa : 11 ; primaria completa 6 nunca : 00	D.7. Ocupación principal	D.8. Ocupación Secundaria (facultativo)
			sin pringuntar 1 Si 2 No	menores de 1 ano: 00		(1) Agricultor por cuenta propia (2) agricultor asalarario (3) Negocio por cuenta (4) construccion (5) transporte (6) empleo en el sector privado (7) empleo publico (8) administracion (9) Estudiante (10) Ama de Casa/hija/o a (11) Otro _____	
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

D.9. Generalmente quien toma las decisiones sobre la produccion del café ?

D.10. Generalmente quien toma las decisiones sobre el uso de los ingresos del ca

D.11. Generalmente quien toma las decisiones sobre el consumo de alimentos ?

1 El hombre del hogar

2 la mujer

3 ambos

E. ORGANIZACION Y CERTIFICACIONES

E.1. ¿Quién o quiénes de su hogar pertenecen a esta organizacion/cooperativa?

	id persona

E.2. ¿Tiene actualmente o ya ha tenido una responsabilidad en este grupo?

	1 Si	2 No	98 no sabe

E.3. ¿Como es su satisfaccion frente a la participacion en este grupo ?

	1 insatisfecho	2 neutro	3 satisfecho

E.4. ¿Cuáles son los principales beneficios de pertenecer a ese grupo? (3 razones en orden de importancia)

	codigo:	3 asistencia tecnica	6 acceso a programas sociales
	1 mejores precios por el caf	4 acceso a creditos	7 ningun beneficio
	2 acceso a insumos	5 facilidades para ahc	8 Otro, cual _____

E.5. Digame su grado de acuerdo con la afirmacion siguiente "siento que la organizacion/cooperativa Es mia"

	1 desacuerdo	2 neutro	3 acuerdo

E.6. En el año 2015, recibio un premio/una prima de comercio justo?

	1 Si	2 No	98 no sabe

E.7. ¿Su hogar tiene la certificacion organica ?

	1 Si	2 No	98 no sabe

solamente para los hogares de la organizacion CECANOR-PROASSA

E.8. ¿Ud. (o su esposa) tiene la certificacion de café féminino ?

	1 Si	2 No	98 no sabe

E.9. Si 1, Ud (o su esposa) ha recibido una prima por la certificacion feminino en 2015?

	1 Si	2 No	98 no sabe

F. SEGURIDAD ALIMENTARIA

Ahora quisiera preguntarle sobre el suministro de alimentos del hogar durante diferentes meses del año.

Al responder a estas preguntas, reflexione sobre a los ultimos 15 meses, remontando al mes de enero del ano pasado

F.1. ¿Hubo algún mes dentro de estos 15 meses, en lo que no tenían suficientes alimentos o recursos para satisfacer las necesidades de la familia?

1 Si 2 No

F.2. ¿cuáles fueron estos meses ? No listar los meses

marzo 2016	febrero 2016	enero 2016										
dicimebre 2015	noviembre 2015	octubre 2015	septiembre 2015	agosto 2015	julio 2015	junio 2015	mayo 2015	abril 2015	marzo 2015	febrero 2015	enero 2015	

F.3. Durante estos meses, como hizo para superar estas dificultades ? Maximo tres preguntas

	codigo 1:	(3) pedir prestado de alimentos	(6) comer menos diversidad de alimentos
	(1) vender animales menores	(4) buscar a trabajo en la ciudad	(7) pedir creditos
	(2) vender animales mayores	(5) comer menos en cantidad	(8) otro cual _____

Ahora, hablamos solamente de los tres ultimos meses

PREGUNTAS	1 Si 2 No	Si 1: cual es la intensidad ? (1) Casi Nunca (2) Algunas veces (3) Muchas veces
*Nota: El término saludable puede ser reemplazado por: nutritiva, saludable y/o equilibrada		
F.4 En los últimos 3 meses, por falta de dinero u otros recursos, ¿alguna vez usted se preocupó porque los alimentos se acabaran en su hogar?		
F.5 En los últimos 3 meses, por falta de dinero u otros recursos, ¿alguna vez en su hogar se quedaron sin alimentos?		
F.6 En los últimos 3 meses, por falta de dinero u otros recursos, ¿alguna vez en su hogar dejaron de tener una alimentación balanceada*?		
F.7 En los últimos 3 meses, por falta de dinero u otros recursos, ¿alguna vez usted o algún miembro de su hogar tuvo una alimentación basada en poca variedad de alimentos?		
F.8. En los últimos 3 meses, por falta de dinero u otros recursos, ¿alguna vez usted o algún miembro de su hogar dejó de desayunar, almorzar o cenar?		
F.9 En los últimos 3 meses, por falta de dinero u otros recursos, ¿alguna vez usted o algún miembro de su hogar comió menos de lo que debía comer?		
F.10. En los últimos 3 meses, por falta de dinero u otros recursos, ¿alguna vez usted o algún adulto en su hogar sintió hambre pero no comió?		
F.11. En los últimos 3 meses, por falta de dinero u otros recursos, ¿alguna vez usted o algún miembro de su hogar solo comió una vez al día o dejó de comer durante todo un día?		

Ahora, hablamos solamente del día de ayer

F.12. Por favor, describa los alimentos (comidas y refrigerios) que comió o bebió ayer por el día y por la noche en casa cualquier miembro del hogar.

Comience con la primera comida o bebida que tomó por la mañana.

Anote todos los alimentos y bebidas mencionados.

		F.13. Como obtuvieron estos alimentos ?	
desayuno / Almuerzo / merienda / cena / Refrigerios			1 de la chacra/casa 2 comprado 3 regalo o prestamo Pregunte los refrigerios consumidos entre las comidas principales Pregunte los alimentos especiales adicionales suministrados a los niños Pregunte los alimentos añadidos, como el azúcar en el té, el aceite en los platos mixtos o en los alimentos fritos. <i>Cuando el entrevistado acabe de enumerar cuanto recuerda, rellene los grupos de alimentos de acuerdo con la información recopilada. Para cada uno de los grupos de alimentos no mencionados, pregunte al entrevistado si consumió algún alimento del grupo.</i>

		F.14. Si = 1 No=2
CEREALES	maíz, arroz, trigo o cualquier otro alimento en grano o elaborado con ellos (es decir., pan, fideos, gachas u otros productos elaborados con cereales), sorgo, mijo, harina de trigo, avena...	
RAÍCES Y TUBÉRCULOS BLANCOS	papas, yuca blanca, platano u otros alimentos provenientes de raíces y tubérculos	
TUBÉRCULOS Y VERDURAS RICOS EN VITAMINA A	camote, calabacita, zanahoria, pimiento rojo, zapallo que son de color naranja dentro + otras verduras ricas en vitamina A disponibles localmente	
VERDURAS DE HOJA VERDE OSCURO	verduras de hoja verde oscuro, incluidas las silvestres + hojas ricas en vitamina A disponibles localmente como las hojas de aramanto, las hojas de yuca, berzas, espinacas, lechuga hoja oscura	
OTRAS VERDURAS	otras verduras p.ej., tomate, cebolla, berenjena, coliflor, mais verde... + otras verduras disponibles localmente, aji si es mas de una cuchara	
FRUTAS RICAS EN VITAMINA A	mango maduro, melón, papaya madura, granadilla, maracuya durazno, y jugos hechos al 100% con estas frutas + otras frutas ricas en vitamina A disponibles localmente	
OTRAS FRUTAS	manzana, palta, uva, guayaba, limon, pina, ciruela, sandia, chirimoya, incluidas las frutas silvestres y los jugos hechos al 100% con ellas	
CARNE DE VÍSCERAS	hígado, riñón, corazón y otras carnes de vísceras o alimentos a base de sangre	
CARNES	carne de vacuno, cerdo, cordero, cabra, conejo, carne de caza, pollo, pato, otras aves, insectos	
HUEVOS	huevos de gallina, pato, pintada o cualquier otro tipo de huevos	
PESCADO Y MARISCOS	pescado o marisco fresco o seco	
LEGUMBRES, NUECES Y SEMILLAS	frijoles secos, arvejas secas, lentejas, avas, nueces, semillas o alimentos elaborados con ellos (p.ej., hummus, manteca de maní, almendras, productos de soja...)	
LECHE Y PRODUCTOS LÁCTEOS	leche, queso, yogur y otros productos lácteos (helado de leche...)	
ACEITES Y GRASAS	aceite, grasas o mantequilla añadida a los alimentos o usada para cocinarlos	
DULCES	azúcar, miel, refresco con azúcar, soda edulcorada o jugos edulcorados y productos dulces como chocolates, caramelos, galletas y tartas	
ESPECIAS, CONDIMENTOS Y BEBIDAS	especias (pimienta negra, sal), condimentos (salsa de soja, salsa picante), café, té, bebidas alcohólicas, aji si es una cuchara o menos	

F.15. ¿Hubo ayer una celebración o fue una festividad en la que comieron alimentos especiales o en la que comieron más o menos de lo normal ?

1 si 2 No

F.16. Quien ha contestado ?

1 hombre 2 mujer 3 ambos

G. CAFE: PRODUCCION Y VENTAS

G.1. Cuantas parcelas de café "en produccion" su hogar (Ud. Y su esposo/a) tuvo durante la campana 2015?

G.2. Cual es la area de cada parcela?

G.2.1		Ha
G.2.2		Ha
G.2.3		Ha
G.2.4		Ha
G.2.5		Ha
G.2.6		Ha

G.3. En resumen, en la campana 2015, cuantas hectareas de café en produccion tuvo ?

verificar con el productor si es corecto

G.4. Recuerda al ano 2006, el ano de la segunda eleccion de Alan Garcia, en el 2006: cuantas hectareas de café tuvo

 ha

G.5. Actualmente, adicional a las parcelas en produccion, cuantas hectareas de café en crecimiento tiene su hogar?

 ha

G.6. Actualmente, cuales son las variedades principales que tiene en su chacra? En orden de importancia

	1 Tipica/criolla	3 Caturra
	2 Catimor	4 Borbon
	5 Otra	

G.7. Tiene un sistema de riego tecnificado en las parcelas?

	1 Si 2 No Si es solo una parte de las chacras, escribe 1 (Si)
	Quintal Pergamino
	1 Si 2 No
	soles

G.8. ¿Cuántos quintales de café su hogar cosecho en total en 2015?

G.9. Ha recibido un adelanto/prefinanciamiento de cosecha de su principal comprador antes de la ultima cosecha en 2015?

G.10. De cuantos soles fue el adelanto?

G.11. Cuantas ventas realizó durante la última campana

Venta de Cafe de la última cosecha (año 2015)

# venta	G.12. ¿Cuándo realizó la venta este año?	G.13. Vendio en café pergamino? 1 Si 2 No: café coco	G.14. Volumen de venta U* 1 Quintal Pergamino 2 quintal coco 3 latas 4 Otro, ¿Cuál?		G.15. ¿A quién le vendió? 1 organizacion/cooperativa 2 plazas de mercado 3 intermediario desconocido 4 intermediario regular 5 otro cual _____	G.16. ¿Cuánto le pagaron?
	mes		Cantidad	U*		Cantidad (S./U*)
1						
2						
3						
4						
5						
6						

G.17. Como le parecen los precios del café con respecto a los costos de produccion?

	1 bajos	2 regular	3 altos

H. CAFE : COSTOS DE PRODUCCION

Uso de insumos en el último año en café antes de la cosecha 2015 (de octubre 2014 hasta septiembre 2015)

id		H.1 ¿Usó ?	H.2 Se utilizò el Para toda la chacra?	H.3. De donde vinieron ... ?	H.4. Si 1 o 2, Sabe cuanto le cobraron por la compra de En la campana 2015 ?
		1 Si 2 No si No, sigue a otro producto	1 < 50% de las parcelas 2 > 50% de las parcelas 3 todas las parcelas	(1) Compra al mercado (2) compra a la organizacion (con o sin creditos) (3) donacion del gobierno (4) donacion de la organizacion (premio) (5) producido por el productor (6) Otro, cual _____	en soles No sabe 98
1	Fertilizantes cimicos				
2	Abonos organicos				
3	Compost				
4	productos cimicos para superar enfermedades				
5	productos organicos para superar enfermedades				

Trabajo utilizado en el último año desde el mez de Octubre 2014 hasta la cosecha 2015

En la campana 2015, ...	H.5 hizo su hogar...?	H.6 contratò su hogar peones pagados?	H.7 Si (1), Cuantos peones remunerados contrato para?
	Si 1 No 2	Si 1 No 2	peones total (para todas las parcelas del hogar) por cada actividad
Vivero			
Abonamiento			
Deshierbo			
Poda			
Cosecha			
Post-cosecha			

H.8 En 2015, cual fue la forma de trabajo la mas utilizada por su hogar: el trabajo en grupo (minga) o con peones pagados?

	1 intercambio trabajo
	2 peon pagado

H.9 En los ultimos 12 meses, cuantos plantones de café siembro su hogar ?

I. OTROS CULTIVOS: ANIMALES, FRUTAS, CULTIVOS...

ANIMALES

I.1. Actualmente, cuantos hectareas de pastos/inviernos su hogar tiene ?

Ha

I.2. Actualmente, tiene su hogar ?		I.3 Si, si, cuantos ?
1 Si 98:No sabe	2 No	
1. Cuyes		
2. ovinos		
3. cerdos		
4. Gallinas		
5. Patos o pavos		
6. Caballos		
7. Burro		
8. torros		
9. vacas		

I.4. Recuerda al ano 2006, cuantas vacas que crió en 2006?

Ha

I.5.. En los 12 ultimos meses, vendió su hogar unos cuyes o gallinas?

I.6. En los 12 ultimos meses, vendió su hogar unos animales mayores (vacas, burros, chanchos, ovinos)?

I.7. En los 12 ultimos meses, vendió su hogar leche o huevos?

	1 Si	2 No
	1 Si	2 No
	1 Si	2 No

FRUTAS

I.8. Actualmente, tiene parcelas con arboles de frutas a parte de la chacra del café ?

	1 Si	2 No
	ha	

I.9. Si 1, cuantas hectareas a parte del café tiene ?

# Producto	I.10. Tiene su hogar arboles de ?	I.11. Si (1), cuantos arboles ?	I.12 En los utlimos 12 meses, vendió su hogar ?
	1 Si	1 < ou = 3	Si: 1
	2 No	2 3<.....<10	No: 2
	98 no sabe	3 >10	98 no sabe
1. Granadilla			
2. Chirimoya			
3. Platano			
4. Guava			
5. Limon			
6. Naranja			
7. maracuya			
8. Palta			
9. Lima			
10. guyaba			
11. otro			

CULTIVOS = TEMPORALES

	I.13. El año pasado en 2015, sembró su hogar ? Si: 1 No: 2	I.14. ¿Cuánto cosechó en 2015? 1 quintal 2 kilos Cantidad U**
1. maíz		
2. trigo		
3. arvejas		
4. Frijoles		
5. avas		I.15. Vendió su hogar algún tipo de temporales en 2015? Si 1 No 2 No sabe 98
6. yuca		I.16. En el año 2015, tuvo un biohuerto ? Si 1 No 2 No sabe 98
7. quinoa		I.17. Si (1), cuántas especies diferentes sembró ?
8. lentejas		
9. camote		I.18. En el año 2015, cuál fue la superficie de temporales sembrados para el consumo de alimentos de la familia? ha
10. papa		I.19. recuerde al año 2006, cuántas hectáreas de temporales/cultivos para el consumo tuvo en el año 2006 ? ha
11. otro ____		
12. otro ____		I. 20 Actualmente, puede regar sus parcelas de temporales ? 1 ninguna 2 una parte 3 todas
I.21. Actualmente, tiene parcelas con cana ?		Si 1 No 2 No sabe 98
I.22. Si 1, cuántas hectáreas ?		
I.23. Vendió su hogar cana o aguardiente en 2015 ?		Si 1 No 2 No sabe 98
I.24. Entre el 2015, ¿afectó un evento climático o productivo adverso sus parcelas de temporales/cultivos/canas ?		Si 1 No 2 No sabe 98

J. Resumen de ingresos en el año 2015

J.1. En el año 2015, cuales fueron sus tres principales fuentes de ingresos ? En orden de importancia

	1: venta del café	4: jornales migrantes	7 empleo publico/privado
	2: ventas de animales	5: negocio	8 otro, cual _____
	3: ventas de frutas	6: jornales en otra chacra	

J.2. Desde su punto de vista, en 2015, cual fue el porcentaje de sus ingresos totales que vino de la venta del café ?

1: 0-25%; 2: 26%-49%; 3: 50%; 4: 51%-74%; 5: 75%-100%

solamente si el entrevistado todavia no hablo de jornales agricolas o migrantes

J.3. Adicional a estos recursos, alguien integrante de su hogar recibio ingresos en 2015 por un trabajo migrante?

1 si, 2 No, 98 NS

J.4. Adicional a estos recursos, alguien integrante de su hogar recibio ingresos en 2015 por jornales agricolas en el pueblo?

1 si, 2 No, 98 NS

J.5. Desde su punto de vista, como ha evolucionado sus ingresos del café entre el año 2006 y ahorita ?

1 ha disminuiyo 2 se mantuvo 3 ha mejorado

J.6. Desde su punto de vista, en 2006, cual fue el porcentaje de sus ingresos totales que vino de la venta del café ?

1: 0-25%; 2: 26%-49%; 3: 50%; 4: 51%-74%; 5: 75%-100%

K. COMPRA Y VENTAS DE TIERRAS

K.1 En los ultimos 3 años, adquirio nuevas tierras?

1 si, 2 No, 98 NS

K.2. Cual fue el motivo principal?

(1) para sembrar mas café (4) para tener pastos
(2) para sembrar cultivos basicos (5) Otro, Cual _____
(3) para sembrar arboles de frutas

K.3. En los ultimos 3 años, vendio tierras?

1 si, 2 No, 98 NS

K.4. Cual fue el motivo principal?

(1) para comprar nuevas tierras (4) para comprar ganado
(2) por escasez de dinero (5) Otro, cual _____
(3) para construir/mejorar la casa

L. CREDITOS

L.1. ¿En los 3 ultimos años, alguien en su hogar necesitò un crédito de largo plazo?

L.2. ¿En los 3 ultimos años, alguien en su hogar solicitò un crédito de largo plazo?

L.3. ¿Cuál fue la principal razón para solicitar ese crédito? (1 razón)

L.4. A quien solicito el credito?

L.5. Recibio su hogar este credito de largo plazo ?

	1	Si	2	No		
	1	Si	2	No		
	1	invertir en el café	5	compra de activos/vehiculos...		
	2	invertir en ganaderia	6	renovacion/construccion casa		
	3	compra de tierras	7	compra de alimentos		
	4	inversion en infraestructura agrico	8	otro cual		
	1	micro financiera	3	cooperativas de productores	5	bodeguero
	2	bancos	4	prestamista	6	Otro
	1	Si	2	No		

M. PROGRAMAS SOCIALES

¿Algún integrante de su hogar fue beneficiario de (...) en el ultimo año?

M.1. JUNTOS

M.2. QUALI WARMA

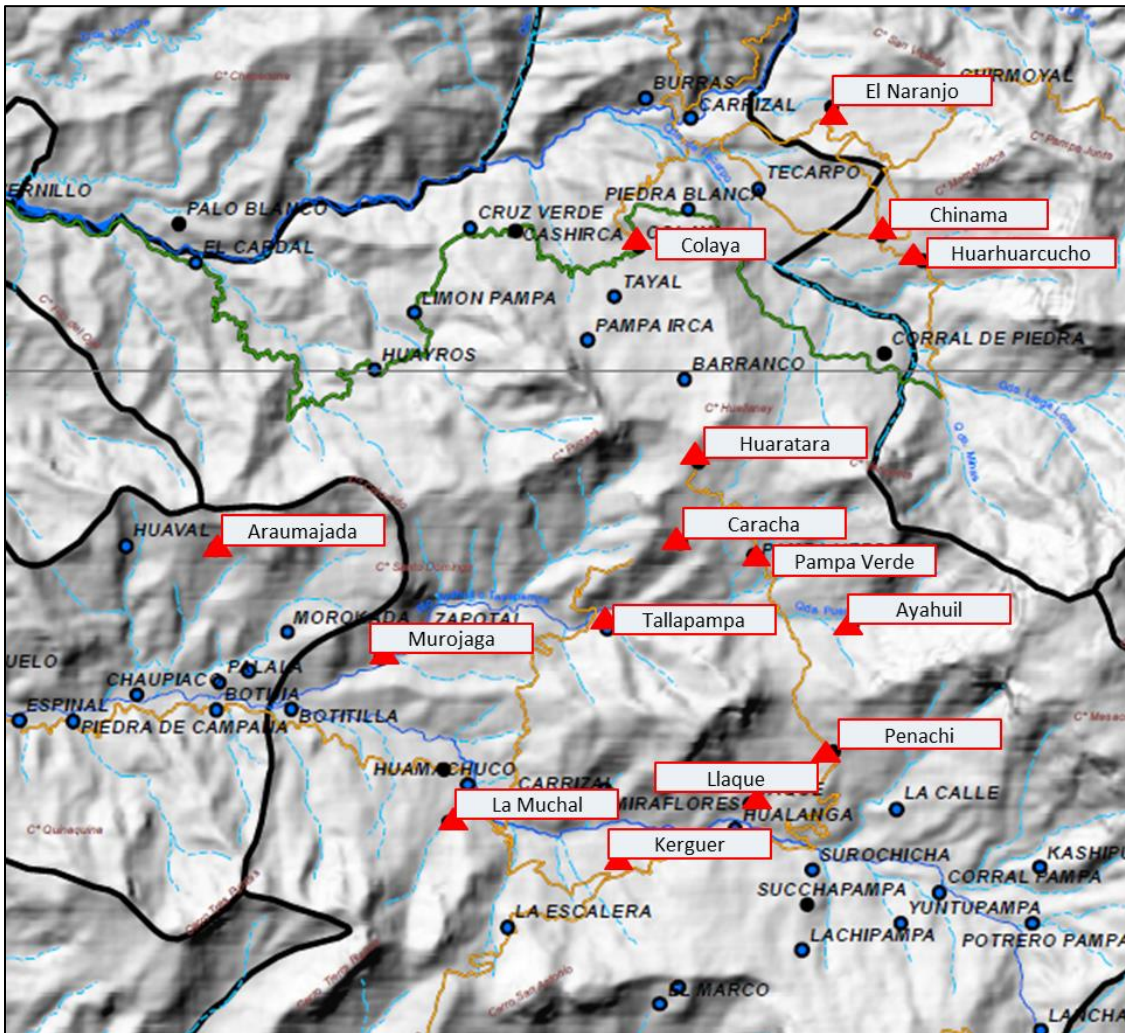
M.3. vaso de leche/comedor popular

M.4. desayuno/almuerzo escolar

M.5 Pension 65

	1	Si	2	No	98	no sabe
	1	Si	2	No	98	no sabe
	1	Si	2	No	98	no sabe
	1	Si	2	No	98	no sabe
	1	Si	2	No	98	no sabe

ANNEXE 10 : VILLAGES ENQUETES DANS L'ENQUETE QUANTITATIVE (SOURCE : AUTEUR)



ANNEXE 11 : GUIDES D'ENTRETIEN POUR LES COMITES DE PRODUCTEURS A L'ECHELLE DU VILLAGE.

COMITE :

ASOCIACION :

ORGANIZACION :

Quiero entender la historia de su comité y de sus socios. Me pregunto de qué manera la organización tiene un papel para ayudar a los productores, para ayudar al desarrollo de capacidades de los pequeños productores. ¿Podría contarme la situación actual en 2016 de su comité? ¿Según usted, de qué manera el comité ayuda al pequeño productor? ¿Hay productores que encuentran dificultades para cumplir los requisitos del comité?

	1990	1995	2000	2005	2010	2016
∞	Números de socios					
∞	Fertilidad del suelo					
R humanos	∞	Frecuencia de las visitas de un técnico				
	∞	Acceso a los créditos				
R economicos	∞	Cifras del comité				
R fisicos	∞	Acceso a un local				
	∞	Machinas : seleccionadora, detección humedad				
café	∞	Cantidad : producción, volumen				
	∞	Cualidad : precio promedio de liquidación al productor				
Servicios	∞	Numero de servicios técnicos				
	∞	Numero de servicios sociales				
	∞	Numero de servicios financieros (adelantes de cosecha...)				
Desarrollo de la comunidad	∞	Relaciones con municipalidad: poder de negociacion				
	∞	Alianzas con ONG, proyectos conexos				
Federación, participación	Socios : Nivel de participación					
	El porcentaje de producción entregada al comité					
	Otros : Legitimidad reputación del comité					
∞	Utilización del premio de Cj					
∞	minga					
∞	Control interno?					
∞	Sistema de sanción/premiación?					
∞	Como se elige cuáles son los caseríos que participan a un proyecto de la organización?					

Había alternativas? / Cuáles fueron los motivos de la opción? / ¿De dónde vinieron las informaciones / recursos sobre esta opción? ¿Cómo ha cambiado con el tiempo? / ¿Siempre ha sido como así? /en qué año decidieron los socios hacer algo?/Quien es en carga de cada cosa? Comité/aso/OP

ANNEXE 12 : GUIDE D'ENTRETIEN POUR PERSONNELS DES OP DE SECOND NIVEAU

1990 1995 2000 2005 2010 2016

→

<u>Tamaño</u>	Número de socios (Sr, Sra) Numero de técnicos/as y sus carreras
<u>Sellos</u>	Comercio justo Orgánica UTZ, RA, SPP ... Otra
Motivación:	¿En qué año la organización obtuvo estas certificaciones y cuál era la motivación? ¿Cuántos son los costos de certificación al año?
<u>El Café</u>	Volumen de café producido Calidad del café: precio promedio de liquidación al agricultor en 2015
Cifra de negocio:	¿Cómo calificaría la calidad del “terroir”? % del cifra de negocio por el café
<u>El negocio</u>	¿Cuántos quintales de café exportó la organización en 2015? ¿A dónde va la diferencia? ¿Cuáles son los compradores? ¿Cuántos compradores tiene la organización? % del café vendido en condiciones de comercio justo en 2015 ¿Cómo siente su poder de negocio por el negocio del café?
<u>Relaciones</u>	¿Cuáles son sus relaciones con otras organizaciones? Alianzas? ¿Pertenece a la JNC? Otro gremio? ¿Tiene un papel particular? ¿Cuáles son sus relaciones con las autoridades locales? ¿Cuáles son sus relaciones con sus compradores?
<u>Infraestructuras</u>	¿Cómo están las infraestructuras geográficas? ¿La organización tiene infraestructuras productivas?

<u>Servicios a los socios</u>	Servicios - técnicos del café - Sociales - Ambientales - Financieros: ¿su organización da un pre financiamiento de las cosechas? En general, cuales son los servicios que la organización privilegia?
<u>Proyecto conexo</u>	¿Participa la organización a proyecto/programa conexo del gobierno, ONG otros...? Por favor, puede contarme todos los proyectos/programas a los cuales la organización ha participado desde 2006? ¿Cuántos productores participan?
<u>Actividades</u>	¿Hace la organización transformación del café? ¿Tiene la organización una actividad política o de representación al gobierno local/regional/nacional? ¿Se dedica sola al café o también es en carga de otros cultivos la organización?
<u>Participación</u>	¿Cuántos productores participan a las reuniones en promedio? ¿Cuántos productores socios no entregaron café a la organización en 2015? ¿Esto ha ido todo el tiempo como eso durante los últimos años?
<u>Comercio Justo</u>	¿Cuál es su relación con los actores del comercio justo? ¿Cómo se invierte el Premium de comercio justo en 2015? Y otros años? ¿Cuánto era?
<u>Capacidad financiera de la organización</u>	¿Cuántos son sus créditos?
<u>Percepciones en relación con la meta de la investigación</u>	¿ Según usted, de qué manera su organización ayuda al pequeño productor? ¿En qué situación la organización tiene un papel lo más crucial? ¿Piense usted que la organización puede ser un freno/limitación al productor para desarrollar su propias actividades? ¿Hay productores que encuentran dificultades para cumplir los requisitos de la organización? - Pensar a preguntar si había alternativas, si estaba una opción de ofensa o defensa. - Cuáles eran los motivos de la opción? Razones de elegir eso? - ¿De donde vinieron las informaciones sobre esta opción? - ¿De dónde vinieron los recursos para implementar esta opción? - ¿Esta opción era beneficiosa? Funciona?

ANNEXE 13 : GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES PRODUCTEURS : TRAJECTOIRES D'ACTIVITES DE MOYENS D'EXISTENCE

Yo estudio el desarrollo agrícola en zonas cafetaleras en Perú. Me pregunto de qué manera la organización tiene un papel en el desarrollo de las actividades del pequeño productor de café y en el cambio de situación. Gustaría que me cuente sus actividades, su percepción y también como su situación han cambiado con el tiempo.

Nombre y Apellido

Desde hace cuánto es socio/socia del comité ?

1. Podría contarme sus actividades por favor? Como han cambiado ellas con el tiempo? Como eran antes?



El café

Superficie

Producción (quintales)

Prácticas de producción

- Variedades/renovación
- Riego
- Abonamiento
- Post cosecha
- Minga
- Vivero

Fertilidad de las tierras

Mercado

- Calidad
- Préstamo anticipo de cosecha: qué paga con el dinero?/mes/interés
- Precios
- Compradores
- Premio

Otras frutas

Superficie a parte

granadilla	chirimoya	platano	naranja	lima
mangos	palta	guaba		

Mercado

- Precios
- Compradores

Consumo

Otros cultivos

Superficie

Produccion



Alimentación:

- El año pasado, ha debido comprar estos alimentos porque sus reservas propias se acabaron?

Animales

Superficie pastos

vacas	torros	chanchos	avinos	cuyes
gallinas	burro	caballo		

Consumo

Mercado

Ventas y Precios

Biohuertos

Otras actividades

Negocio...

Jornales

Migración temporal

Cuales sus diferentes fuentes de ingreso en orden de importancia?

2. ¿De que manera su hogar usa los ingresos de la venta del café? ¿La manera de usar los ingresos ha cambiado con el tiempo?

¿Ya ha hecho renovación de casa?

¿Ya ha comprado tierras?

¿Ya ha invertido su dinero en ganadería?

3. ¿Podría contarme cómo funciona el comité? ¿Su participación ha cambiado con el tiempo?

¿Qué tipo de actividades /servicios?

Ya ha tenido un cargo?

¿Ya ha participado a proyectos de ONG a través del comité/asso?

Ahorro?

Creditos? Adelantes?

Percepción de sus Conocimientos

Autoestima

Percepción: posibilidad de cambiar su situación

Posibilidad de participar a la vida de la comunidad

ANNEXE 14 : METHODES D'ANALYSES DE DONNEES PARAMETRIQUES OU NON PARAMETRIQUES UTILISEES DANS LA THESE

Cette thèse utilise le logiciel Stata (Version 2014) pour les analyses quantitatives. Dans la thèse, nous présentons différentes statistiques descriptives. Les moyennes des variables sont présentées, complétées dans certains cas par les médianes, qui offrent une information plus représentative lorsque la variable ne suit pas une distribution normale.

Pour étudier les relations entre deux variables, des analyses bi-variées ont été menées.

- Dans le cas de deux variables quantitatives, nous avons utilisé la corrélation de Pearson qui permet d'établir le coefficient de corrélation (supposé linéaire) entre deux variables, sous l'hypothèse de distribution normale des variables (test paramétrique) (*pwcorr*). Lorsque les variables ne suivent pas une distribution normale, la corrélation de Spearman permet de mesurer l'association entre deux variables à partir d'un test de rangs (test non paramétrique) (*spearman*). La normalité est testée grâce aux tests de normalité de Skewness et Kurtosis combinés (*sktest*).
- Dans le cas de deux variables qualitatives, nous avons utilisé le test de χ^2 (*chi2*). Le test de χ^2 passe par la réalisation d'un tableau croisé des modalités de deux variables qualitatives. Le test compare la distribution observée à la distribution théorique des effectifs dans le cas où il n'y aurait pas de lien entre les variables (répartition aléatoire et variables distribuées indépendamment l'une de l'autre). La statistique de Pearson fournie donne le seuil avec lequel on peut rejeter l'hypothèse d'indépendance entre les variables et ainsi conclure à l'existence d'un lien significatif entre elles. Pour que le test de χ^2 soit fiable, il est nécessaire que les effectifs dans chaque case du tableau croisé soient supérieurs à 5. Sinon, un test de Fisher est effectué (*exact*).
- Les éventuels liens entre une variable qualitative et une variable quantitative ont été estimés en comparant les moyennes de la variable quantitative pour les différentes modalités de la variable qualitative. On a utilisé le test de Student lorsque la variable qualitative était bi-modale et la variable quantitative de distribution normale (*ttest*). Lorsque la variable qualitative avait plus de deux groupes et que la variable quantitative était de distribution normale, nous avons utilisé la commande *oneway* qui permet une comparaison de moyenne et une comparaison de variances (Test de Barlett), utilisée dans le cas de variable à distribution normale. Lorsque les variables quantitatives ne suivaient pas une distribution normale, nous avons utilisé des tests non-paramétriques. La statistique de Wilcoxon-Mann-Whitney, en tant qu'équivalent au test de Student a été réalisée lorsqu'on était en présence d'une variable qualitative composée de deux modalités (*ranksum*), et la statistique de Kruskal et Wallis a été utilisée au cas de plus de deux sous-groupes (*kwallis*). Ces deux statistiques sont construites à partir des moyennes des rangs des observations dans les différents sous-groupes (modalités de la variable qualitative).

Les différents tests sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Tableau AX : Résumé des tests statistiques utilisés (source: auteur)

	Qualitative bi-modale	Qualitative multimodale	Quantitative à distribution normale ¹	Quantitative sans distribution normale
Qualitative bi-modale	Chi2 #	Chi2 #	Ttest	Ranksum
Qualitative multimodale		Chi2 #	Oneway	Kwallis
Quantitative à distribution normale			Pwcorr	Spearman
Quantitative sans distribution normale				Spearman

lorsque l'effectif de toutes les « cases » du tableau est au moins égal à 5

¹ Les seules variables quantitatives qui présentent une distribution normale (tests joints Skewness et Kurtosis) sont : score HDDS, score HDDSqual, âge du chef de ménage, nombre d'année d'éducation du chef de ménage, % d'aliments provenant de la ferme (sur tous les aliments), nombre d'aliments consommés la veille, nombre d'années de vie dans la communauté, nombre de membres dans le ménage.

ANNEXE 15 : PHOTO ISSU DES FOCUS GROUPS : REFLEXION SUR LES CAUSES PERÇUES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE



ANNEXE 16 : RESULTATS DE L'ACM

				dimension 1			dimension 2		
				principal inertia 0.27, contribution 18.55%			principal inertia 0.18 contribution 12.7%		
Categories	mass	overall quality	%inert	coord	sqcorr	contrib	coord	sqcorr	contrib
Commerce équitable									
non-FTI	0.052	0.415	0.041	1.138	0.301	0.035	0.846	0.114	0.016
FTI	0.060	0.415	0.036	-0.986	0.301	0.030	-0.733	0.114	0.014
Revenu non agricole									
Non	0.094	0.084	0.012	-0.232	0.082	0.003	-0.049	0.003	0.000
Oui	0.017	0.084	0.065	1.315	0.082	0.015	0.280	0.003	0.001
Canne à sucre									
Non	0.074	0.298	0.026	0.743	0.292	0.021	-0.127	0.006	0.001
Oui	0.037	0.298	0.051	-1.470	0.292	0.042	0.251	0.006	0.001
Evolution vivrier									
egal	0.079	0.298	0.022	-0.553	0.205	0.013	-0.451	0.093	0.007
reduc	0.032	0.298	0.055	1.384	0.205	0.031	1.126	0.093	0.017
Evolution café									
egal	0.055	0.272	0.039	1.020	0.271	0.030	0.056	0.001	0.000
aug	0.056	0.272	0.038	-0.992	0.271	0.029	-0.054	0.001	0.000
Evolution vaches									
reduc	0.057	0.020	0.037	0.199	0.011	0.001	-0.208	0.008	0.001
egal	0.033	0.211	0.054	0.719	0.059	0.009	-1.387	0.152	0.028
aug	0.021	0.512	0.063	-1.713	0.179	0.031	2.818	0.333	0.070
%vivrier/foncier									
<7%	0.028	0.397	0.058	1.813	0.293	0.047	1.300	0.104	0.020
[7-27%]	0.054	0.240	0.040	-0.712	0.128	0.014	-0.804	0.112	0.015
[>27%]	0.029	0.020	0.057	-0.407	0.016	0.003	0.248	0.004	0.001
%café/foncier									
<40%	0.028	0.458	0.058	-0.574	0.029	0.005	2.646	0.429	0.083
40-72%	0.052	0.354	0.041	-0.730	0.127	0.014	-1.175	0.226	0.031
>72%	0.031	0.328	0.055	1.751	0.317	0.049	-0.387	0.011	0.002
%vaches/foncier									
0	0.053	0.636	0.040	1.241	0.379	0.042	-1.236	0.258	0.035
<0,5/ha	0.029	0.332	0.057	-1.867	0.323	0.052	-0.373	0.009	0.002
>0.5/ha	0.029	0.464	0.057	-0.430	0.018	0.003	2.601	0.447	0.085

ANNEXE 17 : « STANDARDIZED DIFFERENCES » APPARIEMENTS SUR LA BASE DES SCORES DE PROPENSION

	Standardized differences (%)			
	Before matching	Radius (cal 0.04)	Kernel (bandwidth 0.06)	N(3) (cal 0.03)
		N=125	N=125	N=125
Years residing in the locality	- 39.8	- 2.6	2.6	- 3.8
Number of years of education of head of household	- 16.7	- 1.7	- 5.9	0.7
Age of head of household	- 50	3.1	2.9	0.1
Workers equivalent	25.5	0.2	-2.8	- 4.6
Household size	39.0	2.1	3.4	-0.6
Time from house to local place where food basics are bought (minutes)	44.3	- 2.5	- 4.4	- 5.3
Time from house to furthest plot (min)	- 11.2	- 0.8	- 1.6	- 4.1
Access to non-farm income (0/1)	- 26.7	0.7	0.3	- 2.3
Number of rooms in 2006	28.5	- 3.6	-2.1	-5.5
3 rooms(0/1)	-12.5	5.7	1.5	6.2
4 rooms(0/1)	18.3	13.4	13.1	10.2
5 rooms(0/1)				
Number of cows in 2006	17.6	0.3	-0.7	0.1
Area of food crop in 2006	8.8	-1.5	- 3.0	- 4.8
Area of coffee in 2006	6.7	9.3	14.6	12.3
Altitude	0.1	- 15.4	-14.7	-12.7
Migrant (0/1)	4.6	4.4	1.6	7.3
Meanbias	21.9	4.1	9.6	5.0
Medbias	18.0	2.3	2.9	4.7
p>chi2 (joint significant effect of covariates on adoption)	0.005	1.000	1.000	1.000
B (absolute standardized difference of the means of the propensity score in the treated and (matched) non-treated group)	106.0	23.6	24.8	24.0
R (ratio of treated to (matched) non-treated variances of the propensity score index)	1.54	0.68	0.75	0

ANNEXE 17 : STATISTIQUES DESCRIPTIVES SUR LES VARIABLES DE PRODUCTION VIVRIERE ET D'APPROVISIONNEMENT

	FT	Non-FT
% food that comes from the farm ¹ (mean)	0.71**	0.62
Surface dedicated to food crops in 2015 (hectare) (mean)	0.89***	0.58
Production of cereals (maize and/or wheat) (quintal) (median)	4.1***	2
Production of legumes (beans and/or peas) (quintal) (median)	2.5***	0.26
Number of cropped species (food crops, fruit species, sugarcane, vegetable species) (median)	14***	10

*Notes: Mean and median data between FT and non-FT farmers are tested for statistical differences using t-test and the Kruskal Wallis test, respectively. *** p<0.01*

¹ Calculated from 24h recall. The provenance of each food was requested and the ratio of food from the farm/total food is calculated. Foods that cannot be produced on-farm (oil, rice, sugar, pasta, tuna) are excluded from the calculation.

**ANNEXE 18 : COMPTAGE DU NOMBRE DE MENAGES SUR LESQUELS L'OP A EU UN EFFET
EN TERMES D'EMPOWERMENT LIE A LA CAFEICULTURE**

		Sapse/ Ranchos/ Norandino				Penachi/ Unicafeco/ Norandino				Penachi/ Aspape/ Cecanor				Corral de Piedra/ Asproagro/ Cecanor			
		members	Former members	Non- members	members	members	Former members	Non- members	members	members	Former members	Non- members	members	members	Former members	Non- members	members
Number of households		8	4	2		5	1	2*		6	1	2*		10	0	2	
Capability to carry out their coffee-growing activities																	
Through Producers Organizations	Opportunities for overcoming constraining contextual factors: PO's services	Technical assistance in general	8	4	1	5	1			6	1			10			
		Technical assistance for new varieties	8	3	1	5				5				9			
		Access to seeds through collective germline	8	3	1									4			
		Access to seeds through purchase from other farmers				5	1			3	1			3		1	
		Access to organic inputs	7		1	5								9			
		Access to credit in purchasing land	4			1				1							
		Access to credit in purchasing organic inputs	7		1	5											
		Access to credit for cropping coffee	6	1		2				3				3			
	Accessing broader sphere	Installing irrigation plot (cooperation project)	1	1										1			
		Product and technical assistance from Ministry of agriculture				5											
		Vermicomposting (project)								1							
	Shaping values and choices: incentives from the collective organization	Changing variety	8	3	1	5	1			5				9			
		Using organic inputs	7		1	5								9			
		Expanding coffee area through plot' purchase	6		1	1				2							
		Expanding coffee area through land use change	2			3				3				2			
	Unlock agency, satisfaction, self esteem	Participation to "Café femenino"								2				X			
Influence of external factors		Rust Outbreak' influence				Yes				Yes				Yes			

TABLES DES MATIERES

RÉSUMÉ.....	III
ABSTRACT.....	V
REMERCIEMENTS	VII
AVANT-PROPOS	XI
SOMMAIRE	XIII
LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	XV
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	- 1 -
1..... <i>Contexte général : les standards volontaires de durabilité et la sécurité alimentaire</i>	- 1 -
2..... <i>Le cas du commerce équitable</i>	- 4 -
3..... <i>Objectifs de la recherche et présentation de la démarche empirique</i>	- 6 -
4..... <i>Zone d'étude et méthodologie</i>	- 8 -
5..... <i>Plan de la thèse</i>	- 9 -
PARTIE 1	
MOTIVATIONS EMPIRIQUES ET POSITIONNEMENTS CONCEPTUELS DE LA RECHERCHE	- 13 -
INTRODUCTION DE LA PARTIE 1	- 15 -
CHAPITRE 1	
MOTIVATIONS EMPIRIQUES : RÉPONDRE AUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR LES STANDARDS VOLONTAIRES DE DURABILITÉ ET PAR LE COMMERCE ÉQUITABLE.....	- 17 -
1. EMERGENCE ET MULTIPLICATION DES STANDARDS VOLONTAIRES DE DURABILITÉ	- 17 -
1.1. <i>Le contexte historique de l'émergence des SVD</i>	- 17 -
1.2. <i>Un concept, un instrument</i>	- 18 -
1.2.1. Le concept du développement durable	- 18 -
1.2.2. Les standards volontaires comme instrument de régulation.....	- 19 -
1.3. <i>Multiplication des SVD</i>	- 20 -
1.4. <i>Diversité des SVD</i>	- 21 -
1.5. <i>Paradigme sous-jacent aux SVD</i>	- 22 -
1.5.1. Les objectifs des SVD	- 22 -
1.5.2. Le mode de régulation des SVD : « <i>trade not aid</i> »	- 25 -
2. LE COMMERCE ÉQUITABLE : UN STANDARD SOCIAL	- 26 -
2.1. <i>Brève histoire du commerce équitable</i>	- 26 -
2.1.1. Emergence et création d'une association globale : Fairtrade International	- 26 -
2.1.2. Les éléments qui structurent le commerce équitable	- 27 -
2.1.3. Divergences au sein du commerce équitable : les prémices d'une rupture.....	- 29 -
2.2. <i>Un secteur en mutation : « Les commerces équitables »</i>	- 30 -
2.2.1. Fair trade USA	- 31 -
2.2.2. Le symbole des producteurs paysans	- 32 -
2.3. <i>Les principales normes et instruments des standards équitables</i>	- 33 -
2.3.1. Le prix équitable : combinaison d'un filet de sécurité et d'une prime re-distributive -	33 -

2.3.2.	Le préfinancement.....	- 34 -
2.3.3.	Normes sociales et environnementales.....	- 34 -
2.4.	<i>Le rôle de la dimension collective dans les « commerces équitables ».....</i>	- 34 -
2.4.1.	Les pratiques organisationnelles promues par <i>Fairtrade International</i> (FTI).....	- 34 -
2.4.2.	La remise en cause du rôle de l'action collective chez FTUSA	- 35 -
3.	QUID DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ? VERS UNE PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE	- 37 -
CHAPITRE 2		
DU COMMERCE ÉQUITABLE À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : REVUE DE LA LITTÉRATURE ET CONSTRUCTION DE QUESTIONS ET D'HYPOTHÈSES DE RECHERCHE		
1.	LIENS EMPIRIQUES ENTRE LE COMMERCE ÉQUITABLE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : UNE REVUE DE LA LITTÉRATURE	- 42 -
1.1.	<i>Prévalence et déterminants de l'insécurité alimentaire chez des producteurs certifiés-</i>	42 -
1.1.1.	Prévalence de l'insécurité alimentaire.....	- 42 -
1.1.2.	Déterminants de l'insécurité alimentaire	- 43 -
1.2.	<i>Etudes qualitatives et quantitatives sur les relations entre le CE et la sécurité alimentaire-</i>	47 -
1.3.	<i>Les mesures de causalités.....</i>	- 48 -
1.4.	<i>Principaux enseignements.....</i>	- 51 -
2.	CADRE D'ANALYSE POUR IDENTIFIER ET DISCUTER LES CHEMINS D'IMPACTS POTENTIELS À PARTIR DE LA LITTÉRATURE EMPIRIQUE	- 52 -
2.1.	<i>Droits d'accès aux aliments</i>	- 53 -
2.1.1.	Quatre types de droits d'accès	- 53 -
2.1.2.	Equilibre dans les droits d'accès	- 55 -
2.2.	<i>Empowerment</i>	- 55 -
3.	CHEMINS D'IMPACTS POTENTIELS ENTRE LE CE ET LA SA	- 58 -
3.1.	<i>Agir sur la SA à travers les droits d'accès à l'alimentation combinés « production et vente » des cultures de rentes.....</i>	- 58 -
3.1.1.	Du prix minimum garanti aux OP (<i>input</i> du CE) à un bénéfice en termes de prix pour les producteurs (<i>output</i>).....	- 59 -
3.1.2.	Des bénéfices en termes de prix de la culture certifiée pour le producteur (<i>output</i>) à un bénéfice en termes de revenus nets du ménage (<i>outcome</i>)	- 62 -
3.1.3.	D'un bénéfice en termes de revenus à des bénéfices sur la sécurité alimentaire -	63 -
3.2.	<i>Agir sur la SA à travers des droits d'accès basés sur la « production et l'autoconsommation » ou sur l' « échange »</i>	- 64 -
3.2.1.	Un effet incertain sur les droits d'accès basés sur la « production et l'autoconsommation ».....	- 64 -
3.2.2.	Un effet incertain sur les droits d'accès basés sur l'échange	- 65 -
3.3.	<i>Agir sur la SA à travers l'empowerment.....</i>	- 66 -
3.3.1.	<i>Empowerment</i> des ménages et des collectifs	- 66 -
3.3.2.	<i>Empowerment</i> des femmes et sécurité alimentaire	- 68 -

3.4. Résumé des chemins d'impacts identifiés	- 69 -
4. CONSTRUCTION DES QUESTIONS ET HYPOTHÈSES DE RECHERCHE.....	- 71 -
4.1. Question et hypothèse de recherche 1.....	- 71 -
4.2. Question et hypothèse de recherche 2.....	- 72 -
4.3. Question et hypothèse de recherche 3.....	- 74 -
CHAPITRE 3	
APPROCHES CONCEPTUELLES.....	- 77 -
1. CADRE CONCEPTUEL DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET SA MESURE À L'ÉCHELLE DES MÉNAGES.....	- 77 -
1.1. Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et ses composantes	- 78 -
1.1.1. Les quatre piliers de la sécurité alimentaire.	- 78 -
1.1.2. Vers de nouvelles composantes de la sécurité alimentaire	- 80 -
1.1.3. Le choix de l'échelle ménage pour l'analyse	- 81 -
1.2. Mesurer l'insécurité alimentaire à l'échelle des ménages agricoles	- 82 -
1.2.1. Les principaux indicateurs d'insécurité alimentaire à l'échelle des ménages dans la littérature.....	- 82 -
1.2.2. Combinaison d'indicateurs dérivés et fondamentaux	- 84 -
1.2.3. Indicateurs de sécurité alimentaire mobilisés.....	- 85 -
2. LA « SÉCURISATION ALIMENTAIRE »	- 86 -
2.1. Capacités d'action, trajectoires et effets de rétroaction du collectif à l'individu.....	- 87 -
2.2. Sécurisation alimentaire spontanée : analyse des pratiques face à l'adversité	- 88 -
3. L'EMPOWERMENT COMME MOYEN D'ATTEINDRE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.....	- 90 -
3.1. Agencéité et empowerment.....	- 90 -
3.2. Capabilités et « espace de capabilités »	- 91 -
3.2.1. Les capabilités.....	- 91 -
3.2.2. L'espace de capabilités	- 93 -
3.3. L'approche par les capabilités étendue aux collectifs.....	- 93 -
3.3.1. Echelles d'analyse des capabilités : groupe ou individus.....	- 93 -
3.3.2. L'agencéité collective.....	- 95 -
3.3.3. Relier l'agencéité collective à l' « espace de capabilités » des individus : Quels processus ?	- 96 -
3.4. Trajectoires de moyens d'existence.....	- 100 -
CONCLUSION PARTIE 1	103
PARTIE 2	
CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE	105
INTRODUCTION DE LA PARTIE 2	107

CHAPITRE 4

CONTEXTE DE LA RECHERCHE :	- 109 -
COMMUNAUTÉS CAFÉICULTRICES DES ANDES PÉRUVIENNES.....	- 109 -
1. LE CAS DES CHAÎNES DE VALEUR CAFÉ	- 109 -
1.1. <i>La caféiculture et le commerce équitable</i>	- 109 -
1.1.1. Les tentatives interétatiques de régulation du marché du café	- 109 -
1.1.2. Vers une régulation privée : le commerce équitable	- 110 -
1.2. <i>La caféiculture et la sécurité alimentaire</i>	- 113 -
2. LE CAS SPÉCIFIQUE DU PÉROU.....	- 114 -
2.1. <i>Les caractéristiques de la caféiculture péruvienne</i>	- 114 -
2.1.1. Une caféiculture fondée sur l'agriculture familiale dans la <i>sierra</i> et la <i>selva</i>	- 114 -
2.1.2. Eléments historiques sur le coopérativisme et les chaînes de valeur café au Pérou ...-	116 -
2.1.3. « <i>Le commerce équitable fut comme une bouée de sauvetage</i> »	- 117 -
2.1.4. Une caféiculture très dynamique sur le marché du commerce équitable.....	- 119 -
2.2. <i>Une insécurité alimentaire persistante mais peu étudiée</i>	- 120 -
2.2.1. De bons résultats à l'échelle nationale cachent des inégalités selon les territoires....-	120 -
2.2.2. Les programmes gouvernementaux pour lutter contre l'insécurité alimentaire.-	122 -
2.2.3. Des études centrées sur les programmes sociaux gouvernementaux.....	- 123 -
3. PRÉSENTATION DE LA ZONE D'ÉTUDE	- 125 -
3.1. <i>Deux districts très vulnérables à l'insécurité alimentaire au Nord-Ouest Pérou</i>	- 125 -
3.2. <i>Deux organisations de producteurs Bio/équitable</i>	- 126 -
3.2.1. L'alliance ONG/entreprise/OP : CICAP/PROASSA/CECANOR.....	- 127 -
3.2.2. La coopérative NORANDINO	- 128 -

CHAPITRE 5

MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE : DÉMARCHE DE L'ENQUÊTE ET COLLECTE DES DONNÉES ...	- 131 -
1. QUELLE DÉMARCHE DE RECHERCHE POUR ÉVALUER LES CHANGEMENTS INDUITS PAR LE COMMERCE ÉQUITABLE ?	- 131 -
1.1. <i>Evolution des évaluations d'impacts en économie du développement</i>	- 132 -
1.2. <i>Une démarche de recherche qualitative et quantitative en séquences</i>	- 133 -
2. CONSTRUCTION DES DONNÉES	- 139 -
2.1. <i>Entretiens semi directifs avec des acteurs clés : échelle nationale ou régionale</i>	- 139 -
2.2. <i>Entretiens semi directifs avec des acteurs clés des OP NORANDINO et CECANOR: échelle de l'action collective</i>	- 140 -
2.3. <i>Entretiens directifs, semi directifs et focus groupes : échelles des ménages</i>	- 141 -
2.3.1. Travail exploratoire en 2015	- 141 -
2.3.2. Collecte de données quantitatives en 2016	- 141 -
2.3.3. Collecte de données qualitatives	- 144 -
2.3.4. Ateliers de discussions en 2017	- 145 -

CHAPITRE 6

CARACTÉRISATION DE L'ÉCHANTILLON : DESCRIPTION DES ACTIVITÉS DE MOYENS D'EXISTENCE - 149 -

1. PRÉSENTATION DU CONTEXTE ET DES STATISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES	- 149 -
1.1. Variables sociodémographiques et variables de localisation.....	- 149 -
1.2. Organisations locales	- 151 -
2. LES ACTIVITÉS DE MOYENS D'EXISTENCE MISES EN ŒUVRE PAR LES MÉNAGES AGRICOLES ..	- 152 -
2.1. Caféiculture.....	- 153 -
2.1.1. La production du café	- 153 -
2.1.2. La commercialisation du café.....	- 156 -
2.2. Agriculture vivrière diversifiée	- 157 -
2.3. Les activités agricoles rémunératrices : canne à sucre et élevage.....	- 160 -
2.4. Les activités agricoles salariées	- 161 -
2.5. Les activités non agricoles	- 161 -
2.6. Un mot sur les évolutions entre 2006 et 2015.....	- 161 -

CONCLUSION PARTIE 2

- 164 -

PARTIE 3

RÉSULTATS DES RECHERCHES

- 165 -

INTRODUCTION DE LA PARTIE 3

- 167 -

CHAPITRE 7

VERS UNE TYPOLOGIE DES MÉNAGES EN LIEN AVEC LEURS PRATIQUES DE SÉCURISATION ALIMENTAIRE SPONTANÉES.....

- 169 -

1. INTRODUCTION	- 169 -
2. CADRE D'ANALYSE ET HYPOTHÈSES	- 170 -
3. MATÉRIEL ET MÉTHODES	- 172 -
3.1. Données qualitatives et quantitatives	- 172 -
3.2. Indicateurs de sécurité alimentaire.....	- 172 -
3.3. Analyses de données	- 176 -
3.3.1. Démarche.....	- 176 -
3.3.2. Méthode factorielle : Analyse des Correspondances Multiples	- 176 -
3.3.3. Méthode de classification	- 176 -
4. DES MÉNAGES CAFÉICULTEURS EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE SAISONNIÈRE	- 178 -
4.1. Préoccupations et changements de pratiques par manque de ressources	- 178 -
4.2. Insécurité alimentaire saisonnière	- 179 -
4.3. Accès économique à une alimentation suffisante et diversifiée	- 181 -
4.4. Corrélations entre les indicateurs de sécurité alimentaire	- 182 -
5. UNE PLURALITÉ DE CAUSES ET DE RÉPONSES FACE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE SAISONNIÈRE-	183 -
5.1. Pratiques de sécurisation alimentaire spontanées ex ante	- 183 -
5.1.1. Pratique d'évitement : la caféiculture.....	- 183 -
5.1.2. Pratique d'assurance : production vivrière et épargne sous forme d'élevage ..	- 183 -

5.1.3. Diversification des activités rémunératrices : pratiques de <i>dispersion</i> (défensif) et <i>d'évitement</i> (offensif).....	186 -
5.2. Causes directes et sous-jacentes perçues de l'insécurité alimentaire	186 -
5.2.1. Contraintes liées à l'approvisionnement via l'autoconsommation	188 -
5.2.2. Contraintes liées à l'approvisionnement alimentaire via le marché.....	189 -
☐ Des ressources économiques limitées et saisonnières	189 -
☐ Accès et disponibilité physique localement.....	189 -
5.3. Pratiques de sécurisation alimentaire spontanées <i>ex post</i>	190 -
6. VERS UNE TYPOLOGIE DES MÉNAGES CAFÉICULTEURS.....	193 -
6.1. Choix des variables de l' ACM.....	193 -
6.2. Résultats de l'ACM.....	194 -
6.3. Une typologie en 3 classes.....	197 -
6.3.1. Des producteurs mieux dotés en ressources foncières : les classes A et C	197 -
☐ La classe A : Les caféiculteurs « moyens » qui s'orientent vers le café, dont le commerce équitable	197 -
☐ La classe C: Les caféiculteurs « petits » aux pratiques de sécurisation tournées vers des activités agricoles commerciales diversifiées	198 -
6.3.2. Les producteurs dotés de peu de ressources foncières : la classe B	198 -
☐ La classe B : Les caféiculteurs « petits » qui s'écartent des activités agricoles	199 -
6.4. Que nous révèle cette typologie sur les conditions de participation au commerce équitable ?.....	201 -
7. CONCLUSION	201 -

CHAPITRE 8

QUEL EST L'IMPACT DU COMMERCE ÉQUITABLE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES

CAFÉICULTEURS CERTIFIÉS ?	205 -
1. INTRODUCTION	205 -
2. REVUE DE LA LITTÉRATURE ET HYPOTHÈSES	206 -
2.1. Impacts sur les prix et les revenus du café.....	206 -
2.2. Impacts sur la sécurité alimentaire	208 -
3. MATÉRIEL ET MÉTHODE: ESTIMATION DE L'IMPACT	209 -
3.1. Données quantitatives et qualitatives	209 -
3.2. Variables de résultat	209 -
3.3. Biais de sélection.....	211 -
3.4. Réduction des biais de sélection.....	212 -
3.5. Estimation de l'impact: les étapes de la méthode d'appariement sur la base des scores de propension.....	214 -
3.5.1. Première étape : Estimation des scores de propension.....	214 -
3.5.2. Deuxième étape : choix de l'algorithme d'appariement.....	216 -
3.5.3. Troisième étape : vérifier le support commun et l'équilibre des variables entre les deux groupes.....	217 -

3.5.4.	Quatrième étape : Estimation des effets	- 218 -
3.5.5.	Cinquième étape : Tests de sensibilité	- 218 -
3.6.	<i>Mesure de l'hétérogénéité des impacts</i>	- 219 -
4.	RÉSULTATS	- 219 -
4.1.	<i>Déterminants de la participation au commerce équitable</i>	- 219 -
4.2.	<i>Impact du commerce équitable FTI</i>	- 220 -
5.	DISCUSSION	- 223 -
5.1.	<i>Discussion des résultats liés à la caféiculture</i>	- 223 -
5.1.1.	Mécanismes liés à l'amélioration des revenus nets issus du café	- 223 -
5.1.2.	Hétérogénéité des impacts sur les variables liées à la caféiculture	- 224 -
5.2.	<i>Discussion des résultats liés à la sécurité alimentaire</i>	- 226 -
6.	CONCLUSION	- 230 -

CHAPITRE 9

L'ACTION COLLECTIVE : MOTEUR D'EMPOWERMENT ET DE CAPACITÉS DE SÉCURISATION ALIMENTAIRE ? - 233 -

1.	INTRODUCTION	- 233 -
2.	CADRE D'ANALYSE: AGENCÉITÉ COLLECTIVE, ESPACE DE CAPABILITÉS ET SÉCURISATION ALIMENTAIRE	- 235 -
2.1.	<i>Le rôle des collectifs</i>	- 235 -
2.2.	<i>Cadre conceptuel</i>	- 236 -
2.3.	<i>Hypothèses de recherche</i>	- 238 -
3.	MATÉRIEL ET MÉTHODES	- 239 -
3.1.	<i>Présentation du matériel empirique</i>	- 239 -
3.2.	<i>Trajectoires de moyens d'existence</i>	- 241 -
4.	DESCRIPTION DES DEUX DYNAMIQUES COLLECTIVES	- 242 -
4.1.	<i>Facteurs favorisant l'émergence d'une agencéité collective dans les zones d'étude</i> - 242 -	
4.1.1.	Rôle d'un acteur externe	- 242 -
4.1.2.	Rôle des certifications	- 242 -
4.1.3.	Rôle du contexte local favorable	- 243 -
4.2.	<i>Les règles internes des OP et leurs évolutions</i>	- 245 -
5.	L'AGENCÉITÉ COLLECTIVE FAVORISE L'EMPOWERMENT	- 250 -
5.1.	<i>Des opportunités pour surmonter des contraintes locales : « Pouvoir d'agir » et « pouvoir sur »</i> .. - 250 -	
5.1.1.	Sortir de la contrainte des intermédiaires	- 251 -
5.1.2.	Des opportunités de crédits	- 252 -
5.1.3.	Des opportunités pour améliorer la production	- 253 -
5.1.4.	Façonnement d'un « Pouvoir sur »	- 254 -
5.2.	<i>Se rendre visible grâce au « pouvoir avec » : accéder à des sphères plus larges et gagner de nouvelles opportunités</i>	- 254 -
5.2.1.	Pouvoir « avec » et pouvoir « de »	- 255 -
☐	Accès aux projets d'ONG	- 255 -

□ Programmes gouvernementaux	- 257 -
□ Partenaires économiques	- 258 -
5.2.2. Pouvoir « avec » et pouvoir « intérieur »: <i>empowerment</i> des femmes.....	- 258 -
□ Design du programme <i>Café femenino</i>	- 259 -
□ Effets sur l' <i>empowerment</i> « intérieur » des femmes.....	- 259 -
□ Effet sur l'inclusion des femmes et sur l' <i>empowerment</i> économique	- 260 -
5.3. L'agencéité collective façonne les choix individuels	- 262 -
6. DISCUSSION	- 264 -
6.1. Empowerment et sécurisation alimentaire	- 264 -
6.2. Hétérogénéité inter-organisations de producteurs : l'influence des choix internes et des trajectoires des OP.....	- 265 -
6.3. Visibilité accrue des OP au détriment de la communauté ?.....	- 266 -
6.4. Hétérogénéité intra-organisation de producteur	- 269 -
6.4.1. Facteurs de conversion vs ressources.....	- 269 -
6.4.2. Règles de distribution de la prime collective aux OP de 1 ^{er} niveau et aux producteurs	- 269 -
7. CONCLUSION	- 270 -
DISCUSSION GÉNÉRALE, CONCLUSIONS ET FUTURES PERSPECTIVES	- 275 -
1.....Objectifs de la thèse	- 275 -
2.....Mise en œuvre de la thèse	- 279 -
3.....Principaux résultats de la thèse	- 280 -
4.....Discussion des résultats	- 283 -
5.....Limites de l'étude	- 287 -
6.....Perspectives de recherche.....	- 291 -
RÉFÉRENCES	- 299 -
LISTE DES TABLEAUX	- 313 -
LISTE DES FIGURES.....	- 314 -
ANNEXES.....	- 317 -
ANNEXE 1 : CAN FAIR TRADE PROMOTE THE <i>EMPOWERMENT</i> OF INDEPENDENT SMALL FARMERS IN PERU? RÉSUMÉ D'UN ARTICLE CO-ÉCRIT SUR LE PROJET FTUSA.....	- 318 -
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX LABELS DE COMMERCE ÉQUITABLE, ADAPTE DU GUIDE DES LABELS (PFCE, 2015)	- 324 -
ANNEXE 3 : ÉVOLUTION DES STANDARDS ÉQUITABLES (SOURCE : AUTEUR)	- 325 -
ANNEXE 4 : INDICATEURS « OBJECTIFS » OU « DERIVES » DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET INDICATEURS « SUBJECTIFS » OU « EXPÉRIENTIELS »	- 325 -
ANNEXE 5 : QUESTIONNAIRE DE L'ÉCHELLE EXPÉRIENTIELLE ELCSA (SOURCE : FAO)	- 327 -
ANNEXE 6 : VULNÉRABILITÉ ALIMENTAIRE DANS LES DISTRICTS DU DÉPARTEMENT DE PIURA (SOURCE MIDIS)	- 328 -

ANNEXE 7 : ENTRETIENS INSTITUTIONNELS REALISES EN 2015	- 328 -
ANNEXE 8 : GUIDES D'ENTRETIEN TERRAIN EXPLORATOIRE 2015 (ECHELLE MENAGES)	- 329 -
ANNEXE 9 : QUESTIONNAIRE QUANTITATIF	- 332 -
ANNEXE 10 : VILLAGES ENQUETES DANS L'ENQUETE QUANTITATIVE (SOURCE : AUTEUR)	- 347 -
ANNEXE 11 : GUIDES D'ENTRETIEN POUR LES COMITES DE PRODUCTEURS A L'ECHELLE DU VILLAGE. ...	- 348 -
ANNEXE 12 : GUIDE D'ENTRETIEN POUR PERSONNELS DES OP DE SECOND NIVEAU	- 349 -
ANNEXE 13 : GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES PRODUCTEURS : TRAJECTOIRES D'ACTIVITES DE MOYENS D'EXISTENCE	- 351 -
ANNEXE 14 : METHODES D'ANALYSES DE DONNEES PARAMETRIQUES OU NON PARAMETRIQUES UTILISEES DANS LA THESE	- 353 -
ANNEXE 15 : PHOTO ISSU DES FOCUS GROUPS : REFLEXION SUR LES CAUSES PERÇUES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE	- 354 -
ANNEXE 16 : RESULTATS DE L'ACM	- 355 -
ANNEXE 17 : « STANDARDIZED DIFFERENCES » APPARIEMENTS SUR LA BASE DES SCORES DE PROPENSION	- 356 -
ANNEXE 17 : STATISTIQUES DESCRIPTIVES SUR LES VARIABLES DE PRODUCTION VIVRIERE ET D'APPROVISIONNEMENT	- 357 -
ANNEXE 18 : COMPTAGE DU NOMBRE DE MENAGES SUR LESQUELS L'OP A EU UN EFFET EN TERMES D'EMPOWERMENT LIE A LA CAFEICULTURE.....	- 358 -
TABLES DES MATIERES	- 359 -
